

La
Colonisation Militaire
sous Bugeaud

Thèse de Doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Victor DEMONTÈS
PROFESSEUR AU LYCÉE D'ALGER

PARIS

Emile **LAROSE**, libraire-éditeur
11, Rue Victor-Cousin, 11

ALGER

IMPRIMERIE ALGÉRIENNE
30, Rue Sadi-Carnot, 30

*Diss.
Paris
1918.*

La Colonisation Militaire sous Bugeaud

La
Colonisation Militaire
sous Bugeaud

Thèse de Doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Victor DEMONTÈS
PROFESSEUR AU LYCÉE D'ALGER



PARIS

Emile LAROSE, libraire-éditeur
11, Rue Victor-Cousin, 11

ALGER

IMPRIMERIE ALGÉRIENNE
30, Rue Sadi-Carnot, 30

A MONSIEUR CHARLES LUTAUD
GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

Hommage respectueux et reconnaissant.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA COLONISATION MILITAIRE SOUS BUGEAUD

I. — Les sources.

II. — Considérations générales sur la colonisation militaire. — La Légion : sa raison d'être, son organisation, ses avantages.

III. — Plan de l'ouvrage : les tendances, les idées, les essais ; la politique indigène, les systèmes opposés.

Dans la proclamation (1) que le lieutenant-général Bugeaud adressa aux habitants de l'Algérie, le jour même de son arrivée à Alger, il affirmait qu'il serait colonisateur ardent : « La guerre indispensable aujourd'hui, disait-il, n'est pas le but ; la conquête serait stérile sans la colonisation ». Il y invite les colons à ne plus construire de fermes isolées, comme l'avaient fait ceux dont les établissements, épars dans la Métidja, avaient été balayés par la tourmente de 1839 ; il les presse de se réunir dans des villages défensifs, d'y former de fortes agglomérations, d'étendre leurs cultures, de provoquer l'afflux des capitaux, afin de fonder sur cette côte africaine quelque chose de grand, de « vital et de fécond ».

De telles paroles devaient étonner dans la bouche d'un Général qui, jusqu'alors, s'était prononcé non seulement contre la colonisation, mais encore en faveur de l'abandon de notre conquête africaine. Aussi Bugeaud a-t-il le courage, — ce n'est peut-être ici qu'une habileté, — de rappeler son opinion d'autrefois : jadis, en effet, il avait pensé qu'une si vaste entreprise exigerait, pour être menée à bien, une nombreuse armée et de lourds sacrifices financiers, qu'au surplus la politique de la métropole en Europe s'en trouverait embarrassée et sa prospérité retardée.

Ma voix n'était pas assez puissante pour arrêter un élan qui est peut-être l'ouvrage du destin. Le pays s'est engagé : je dois le suivre. J'ai accepté la grande et belle mission de l'aider à accomplir son œuvre ; j'y consacre désormais tout ce que la nature m'a donné d'activité, de dévouement et de résolution.

Cet engagement solennel, le nouveau Gouverneur général ne le

(1) *Moniteur Algérien*, 23 février 1841.

tiendra-t-il pas durant les sept années qu'il restera en Algérie ? En toute occasion, ne se montrera-t-il pas partisan résolu de l'œuvre colonisatrice, passionné même et d'autant plus décidé à la poursuivre qu'il y avait d'abord paru plus hostile ? Son esprit était prompt à adopter une solution, sa volonté plus prompte encore à en imposer les moyens d'exécution. Rien ne pouvait l'arrêter, ni les difficultés matérielles qui pourtant étaient immenses, ni l'hostilité des hommes que provoquaient sa rude franchise de soldat et parfois aussi la brutalité de son geste. Colonisateur, il le sera, mais à sa manière et selon ses idées qui sont exclusives.

I

Les Sources

Toutes ses préférences allaient à la colonisation militaire ; elle seule devait donner à la France le moyen d'asseoir sur des bases inébranlables son autorité dans l'Afrique du Nord ; elle seule lui permettrait de constituer rapidement, à côté du peuple arabe, une population vigoureuse et disciplinée, d'origine européenne et surtout française ; elle seule libérerait la métropole du fardeau financier qui pesait sur le pays du fait de l'occupation. Aussi la colonisation militaire sera-t-elle la pensée constante de Bugeaud.

A l'exposition et au développement de son système, il a consacré de nombreux ouvrages dont quelques-uns seulement étaient connus. En dehors de son *Mémoire sur notre établissement dans la Province d'Oran* (1), paru en 1838, trois années avant sa nomination au poste

(1) On trouvera, dans la Bibliographie que nous donnons au début de cet ouvrage, une énumération complète des ouvrages de Bugeaud ou de ceux qui lui ont été attribués. Nous avons ajouté pour chacun d'eux l'indication rapide des idées essentielles qui y sont contenues.

Nous avons fait précéder cette liste de publications d'une étude sur les sources manuscrites auxquelles nous avons puisé : lettres conservées dans les Archives de la Colonisation à Alger, correspondance militaire du Maréchal dans les dossiers du Ministère de la Guerre, documents administratifs aux Archives Nationales, lettres à des particuliers à la Bibliothèque de l'Arsenal. C'est dans cette Bibliographie que sont insérés les détails techniques auxquels on aura recours pour les consulter.

Enfin, dans notre index bibliographique, sont contenus quelques détails sur les périodiques où l'on rencontre des articles documentés, se rapportant à cette période de la colonisation algérienne, puis une liste des ouvrages d'ensemble et des brochures d'occasion sur le même sujet.

de Gouverneur général, il publia dès 1842 un véritable ouvrage, intitulé : *l'Algérie ; des moyens d'utiliser et de conserver cette conquête*. En 1844, il envoya au Ministre de la Guerre un long rapport que le Maréchal Soult fit autographier à plusieurs exemplaires et distribuer aux membres de la Commission de colonisation de l'Afrique. En 1846, puis en 1847, nouveaux mémoires, ceux-là imprimés et adressés aux députés et aux pairs par les soins de Bugeaud, l'un sous le titre : *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Afrique*, le dernier sous cet autre : *De la Colonisation de l'Algérie*.

Ce n'est point cependant dans ses brochures que l'on peut découvrir l'exposé le plus vivant et le plus complet de son système. Il convient d'aller le chercher dans ses articles de journaux et surtout dans sa correspondance. Lui qui n'aimait point la presse ne pouvait cependant pas résister au désir de se servir d'elle pour publier ses bulletins de victoire et propager ses idées ; tels de ses articles, parmi les plus mordants et les plus agressifs, sont datés des bivouacs de son armée ; il y défendait avec âpreté et souvent avec emportement des idées dont le caractère absolu et l'expression hautaine et tranchante éloignaient d'elle ceux-là même qui auraient eu quelques dispositions à les admettre ; ses lettres célèbres à un député, Gustave de Beaumont, ou à un publiciste, M. André Cochut, lui aliénèrent plus de sympathies qu'elles ne convertirent d'hésitants à son projet.

Avant tout, il fallait réunir les nombreuses lettres qu'il avait écrites au Ministre de la Guerre ; on en connaissait quelques-unes, mais la plupart étaient restées secrètes, et c'étaient les plus importantes ; beaucoup avaient trait à la colonisation. Jamais Gouverneur général n'écrivit plus longuement et plus souvent au Ministre dont il dépendait, revenant sans cesse sur les principes qui lui étaient chers, se faisant de plus en plus pressant, de plus en plus exigeant, au fur et à mesure qu'il sentait grandir contre lui l'opposition de la presse, des Chambres, de l'opinion publique et même du gouvernement. Il lutta sept années. Or, de ce conflit, les documents connus laissaient seulement soupçonner la gravité, sans en préciser les mille incidents, sans en marquer aussi les origines. On savait que la bataille avait été chaude autour de ses projets, qu'au choc des systèmes s'étaient mêlés des conflits d'autorité, des froissements d'amour-propre, des animosités et des rancunes personnelles ; on n'ignorait même pas que cette lutte, déprimante et stérile, avait entravé l'essor de la colonie, qu'au nom de la colonisation militaire à peine ébauchée on avait repoussé

la colonisation civile toute prête, qu'on s'était épuisé en vains efforts, ce qui justifiait cette parole d'un contemporain, M. Lingay (1) : « Les hommes ont arrêté les choses ». Mais ce que l'on savait, suffisant pour éveiller la curiosité, ne l'était plus pour la satisfaire.

La correspondance officielle de Bugeaud avec le Ministre de la guerre demeure malheureusement éparpillée çà et là. A Alger, dans les archives du Gouvernement général, nous avons trouvé le fonds le plus important ; il consiste en un grand nombre de lettres, tantôt réunies en un dossier particulier, tantôt disséminées dans les cartons des centres de colonisation. Les premières, une cinquantaine, les plus longues et les plus intéressantes, presque toutes écrites de la main même du Gouverneur, traitent des principes de la colonisation et plus spécialement de ceux de la colonisation militaire ; il en est qui ont les proportions d'un rapport. Les autres, en quantité beaucoup plus grande mais de valeur très inégale, sont mélangées à des pièces administratives et se rapportent aux difficultés particulières qu'entraîne la création des centres ; certaines offrent pourtant un intérêt exceptionnel, comme celle où le général Bugeaud nous raconte les débuts de la compagnie des soldats libérés à Aïn-Fouka. Il nous a fallu des mois et même des années de recherches pour ne laisser échapper aucune pièce, pouvant servir à cette étude. Nous devons à la bienveillance de tous les Gouverneurs, qui se sont succédé à Alger depuis une quinzaine d'années, l'autorisation de fouiller librement dans ces Archives Algériennes, si riches en ce qui concerne la colonisation et demeurées si ignorées.

A Paris, au Ministère de la Guerre (2), nous avons pris connaissance de la correspondance militaire de Bugeaud ; la précaution était nécessaire. En effet, lorsque le Gouverneur écrit au Ministre, il lui rend bien compte en premier lieu de toutes les opérations militaires qu'il vient de diriger soit personnellement, soit avec le concours de ses lieutenants, mais il ne termine presque jamais une de ses lettres sans lui parler aussi des travaux coloniaux en cours d'exécution, de l'état général du pays, des projets de création de centres ; il y a là des détails du moment, que l'on ne retrouve pas ailleurs et qui sont précieux. Chose plus curieuse, à ces lettres du Gouverneur sont mêlés

(1) Lingay : *La France en Afrique*, Paris, Direction du Musée des Familles, 1846 ; page 195.

(2) Il nous a été possible de consulter ces documents grâce à une recommandation particulière de M. Révoil et à l'obligeance de M. le commandant Levé, aujourd'hui général.

des billets du comte Guyot, Directeur de la colonisation ; ils furent adressés à un chef de bureau de la Direction de l'Algérie au Ministère de la Guerre, M. Fellmann, et versés probablement après la mort de ce fonctionnaire dans les Archives de la Guerre. Ces confidences, échangées entre deux amis, sont des plus suggestives et ne laissent point de jeter quelque lumière sur les intrigues qui se nouaient à Alger dans l'entourage du Gouverneur contre les autorités civiles, aussi bien que sur les projets du colonel Marengo et les villages que construisaient les condamnés militaires, sous la direction de cet officier supérieur.

Aux Archives Nationales, le nombre des dossiers, concernant cette période de l'histoire de l'Algérie, est très grand ; faut-il ajouter que la qualité n'y répond pas toujours à la quantité ? Que de papiers, simples lettres de transmission ou accusés de réception, sans valeur documentaire, enfouis dans des cartons que l'on n'avait pas ouverts lorsqu'il y a quelques années nous demandâmes à les consulter ! On fut obligé de les estampiller avant de nous les communiquer (1). Il s'y rencontre toutefois des pièces curieuses, comme ces lettres qu'un certain Avio, de Toulon, adressait au secrétaire du gouvernement à Alger pour le tenir au courant presque jour par jour des préparatifs effectués en vue des prochains mariages au tambour ; on y rencontre aussi, mais plus rarement, des documents d'une importance capitale. Nous avons longtemps cherché, sans pouvoir les découvrir, les instructions ministérielles de Soult à Bugeaud sur les mesures qu'il convenait de prendre pour hâter les progrès de la colonisation ; un heureux hasard nous les fit découvrir au milieu de papiers qui n'avaient aucune relation avec ce document. Nous avons aussi puisé dans ces Archives les rapports que nous citons de la grande Commission de colonisation, présidée par le duc Decazes, — une des plus laborieuses parmi les nombreuses Commissions africaines, une de celles dont les travaux sont les moins connus. — A parcourir ces lettres et ces rapports, on a l'impression très nette qu'on y a fait, certain jour, un rapide triage de toutes les pièces intéressant la colonisation algérienne et qu'à dessein, on en a retiré les plus importantes. N'est-ce pas ce qui a eu lieu lors de la suppression du Ministère de l'Algérie sous le second Empire ? Cela explique pourquoi des documents, ayant fait incontestablement partie des mêmes dossiers, se trouvent aujourd'hui, moitié à Alger, et moitié à Paris.

(1) Depuis cette époque, on les a catalogués ; un précieux inventaire en a été dressé.

A la Bibliothèque de l'Arsenal, nous avons pu prendre copie d'autres lettres de Bugeaud ; elles font partie de la collection *Enfantin*. Le Père, envoyé en Afrique comme membre de la Commission scientifique de 1839, y avait séjourné deux ans, promenant sa curiosité avisée à travers les villes de la côte et de l'intérieur, et rêvant d'appliquer à la nouvelle colonie sa méthode saint-simonienne de l'organisation du travail. A la fin de son séjour, il se rencontra à Alger avec Bugeaud. Mais ce ne fut qu'après la bataille d'Isly que des relations suivies s'établirent entre le rédacteur du journal *l'Algérie* et le glorieux vainqueur. Des échanges de vues eurent lieu ; c'est la discussion courtoise avant l'ardente polémique. On y parle de l'administration des Européens et des Indigènes, des futures colonies militaires, des travaux de l'armée ; la lecture de cette correspondance laisse supposer d'abord qu'une entente est possible entre ces deux hommes, car les similitudes se révèlent réelles et profondes entre le *militarisme* de Bugeaud et le *saint-simonisme* d'Enfantin. Puis les dissentiments s'aggravent, les articles de journaux succèdent aux lettres. Dans cette même collection sont contenues, — qui se serait attendu à pareille trouvaille ! — maintes dépêches du Gouverneur au Ministre, et, parmi elles, les plus confidentielles de toutes, celles qui se rapportent à la disgrâce de Changarnier, à l'attitude de Cavaignac et à l'insuffisance de Marey ; quelques lettres de ces officiers touchent aussi à des problèmes de colonisation.

Que ces documents soient aux Archives d'Alger et de Paris ou dans les bibliothèques de ces deux villes, à peu près tous étaient demeurés inédits. A les recueillir, à les rapprocher les uns des autres, à les mettre en œuvre ont tendu tous nos efforts. N'était-ce pas le seul moyen de présenter un tableau vivant et fidèle de la colonisation militaire sous Bugeaud ? Non pas que nous ayons pu avoir la pensée d'écarter tout ce qui était connu ou avait été publié en cette matière. Nous avons mis à profit les livres de Lingay et de Moll, les plaidoyers de Blondel et de Foucher, les requêtes de l'abbé Landmann, les opuscules de Leblanc de Prébois, de Czynski, de Bonnal, de Blanqui, du colonel de Bourjolly, les philippiques de Desjobert. Nous avons lu tous les débats parlementaires qui ont eu lieu sur l'Algérie tant à la Chambre des Pairs qu'à celle des Députés et nous avons étudié minutieusement les rapports faits par M. Vatout, le général de Bellonet, M. Magne, M. de Tocqueville sur les crédits supplémentaires et la question d'Afrique. Pouvions-nous négliger aussi les ouvrages d'ensemble qui ont été publiés sur Bugeaud, comme celui du comte d'Ide-

ville : le *Maréchal Bugeaud d'après sa correspondance intime*, ou des histoires générales sur le règne de Louis-Philippe comme celle de Thureau-Dangin ? Pouvions-nous aussi méconnaître la valeur documentaire des Mémoires de Guizot, de l'ouvrage de Louis Blanc, de la correspondance de Saint-Arnaud, etc. ?

Tout cela ne valait pas, du moins pour l'exposé de sa doctrine, une simple lettre confidentielle de Bugeaud au Ministre. Que de détails entrent dans une lettre qui ne sauraient trouver leur place dans une brochure ? En 1842, le livre de l'*Algérie* venait de paraître ; Bugeaud s'y était élevé contre la multiplication des postes qui affaiblissait son armée et l'immobilisait. Or, à quelque temps de là, il demanda à Soult d'en créer plusieurs et, comme le Ministre s'étonnait de cette contradiction, il lui écrivit (1).

On me dira peut-être : « *Mais pourquoi n'avoir pas dit cela dans votre brochure ? Vous êtes ici en contradiction avec vous-même, car vous êtes l'ennemi de la multiplication des postes* ». Je réponds que, si je ne l'ai pas dit dans ma brochure, c'est, d'un côté, que *l'on n'ose pas dire toute sa pensée*, quand seulement une partie doit heurter fortement des idées et des espérances établies depuis longtemps, c'est aussi en partie parce que *l'on ne voit pas tout du premier coup d'œil*.

C'est donc Bugeaud lui-même qui s'élève contre l'interprétation de ses méthodes et de son système par ceux qui ne connaîtront que ses brochures ; voilà pourquoi nous puiserons de préférence aux sources vives de sa correspondance.

Là, n'est point d'ailleurs la seule raison de notre choix. Un système de colonisation est une chose fort complexe dont toutes les parties n'apparaissent pas, selon le mot de Bugeaud, au premier coup d'œil. Vouloir l'enfermer dans quelques formules rigides dont se sert un auteur écrivant pour le public, c'est risquer de lui enlever son caractère vivant. Combien est-il préférable d'en suivre le développement organique dans la correspondance journalière de celui qui l'a conçu ? La précaution est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de Bugeaud ; nous montrerons que les conceptions de ce Général, tout en se maintenant dans le cadre de la colonie militaire, ont sensiblement varié sous l'influence des événements qui se précipitaient tant dans la métropole que dans la colonie. Et puis, n'est-il pas vrai qu'une simple réflexion, un mot échappé à la plume, découvrent parfois les causes profondes d'un détail en apparence inexplicable ? Si l'histoire doit

(1) *Bugeaud à Soult*, 25 janvier 1843, Archives de la Colonisation Algérienne, Dossier de Bugeaud.

être une résurrection du passé, encore faut-il que cette résurrection soit complète et qu'elle ne laisse point échapper le changement qui est la loi de la vie.

II

Considérations générales sur la Colonisation Militaire. La Légion

Le système de la colonisation militaire de Bugeaud comprend tout un ensemble d'idées, de faits et de tendances ; ces trois éléments se pénètrent et sont liés les uns aux autres d'une façon indissoluble. On peut seulement les dissocier par l'analyse et pour les besoins d'un exposé méthodique. Les idées, quelques-unes très générales sur les conditions d'une colonisation européenne en Afrique, d'autres sur le rôle que doit y jouer le soldat colon, forment ce que l'on peut appeler sa théorie des colonies militaires. Les faits sont les essais de réalisation de ces idées, tentatives rapides, incomplètes et toutes provisoires, que, sans attendre l'approbation ministérielle, l'initiative du Gouverneur sut entreprendre, ou que certains de ses lieutenants accomplirent avec son approbation et son appui. Idées et faits ont enfin leurs origines dans deux tendances, en apparence inconciliables et pourtant fortement unies dans l'esprit du Maréchal : l'amour de l'agriculture et le culte de l'armée.

Dans le cours de cette étude, nous serons appelé à étudier les diverses parties de cet ensemble ; mais en ce moment il convient, ne serait-ce que pour donner une idée générale de la colonie militaire, d'esquisser les lignes générales du système, d'ébaucher le portrait de la légion et surtout de montrer que cette conception qui a déconcerté les contemporains de Bugeaud répondait à des exigences réelles du milieu africain et à une évolution curieuse des idées coloniales en France.

Par l'épée et par la charrue, toutes deux entre les mains du soldat laboureur, la colonisation de l'Algérie est possible, mais elle n'est possible qu'à cette condition. Sur ce point, les convictions du général n'ont jamais varié.

Le climat (1), la nature du sol, la rareté des eaux, le caractère guerrier et pillard des indigènes, écrivait-il, sont des obstacles immenses. Il faut, pour colo-

(1) Bugeaud : *Mémoire sur notre Etablissement dans la province d'Oran*, p. 16.

niser, une population guerrière, habituée aux travaux des champs, organisée à peu près comme le sont les tribus arabes, cultivant et défendant le sol.

Il propose à ce moment la légion colonisatrice. Dix ans plus tard, en 1847, toujours la même conception, mais présentée sous une autre forme.

Quand on a la prétention de dominer (1), de modifier, de civiliser un peuple aussi guerrier que le peuple arabe, quand on veut introduire dans le sein de ce peuple un peuple nouveau qui s'empare des localités et des terres les mieux situées et les plus riches, il serait bien imprudent et bien insensé de poser devant lui, en première ligne, une population débile comme celle qui a été introduite jusqu'ici. Pour dominer, modifier et civiliser, il faut que nous soyons plus forts, plus moraux, mieux constitués et plus habiles que les indigènes. Quiconque les a vus de près reconnaîtra qu'ils sont supérieurs en force physique et en organisation pour la guerre à la masse de la population française. Ce n'est donc que dans l'armée composée d'hommes de choix que nous pouvons trouver le cadre d'une population plus forte ou du moins aussi forte que celle des Arabes.

Et il offre aux Députés et aux Pairs son projet des Camps Agricoles. La colonisation militaire serait donc une nécessité du climat africain, de l'organisation guerrière arabe et de l'hostilité musulmane. Parmi les précédents historiques cités par Bugeaud, il en est deux qui viennent à l'appui de cette déduction ; ce fut avec des populations agricoles militarisées comme les Cosaques russes, ou bien avec des groupes de soldats devenus agriculteurs comme les Régiments-frontière d'Autriche que les nations chrétiennes de l'Orient ont pu faire reculer l'Islam.

L'établissement d'une colonie militaire répondait aussi à l'état très particulier dans lequel s'immobilisaient nos possessions africaines. Depuis plus de dix années, les colons civils avaient bien construit quelques fermes, défriché des terres, essayé des cultures ; ils avaient, grâce aux capitaux qu'ils possédaient, loué la main-d'œuvre indigène et même tenté une collaboration loyale avec les Arabes. Mais, soit que leurs ambitions aient été hors de proportion avec les capitaux qu'ils possédaient, soit que la compétence de certains d'entre eux ait été au-dessous du médiocre, soit qu'enfin ils aient méconnu les conditions spéciales d'habitation et de culture qui s'imposaient aux environs d'Alger, il est prouvé aujourd'hui, — les rapports de l'Intendant Bresson (2) en sont un témoignage formel, — que cette première

(1) Bugeaud : *La Colonisation de l'Algérie*, page 34.

(2) Voir aux Archives Politiques d'Alger ces rapports qui mettent fin à la légende que l'on a essayé de propager sur l'importance et le succès de cette forme de colonisation.

colonisation spontanée et libre était restée singulièrement débile et qu'en 1838 elle reculait plus qu'elle ne progressait dans le Sahel et la Métidja. L'incursion des réguliers d'Abdelkader acheva de la ruiner. Les propriétaires européens rendirent responsables de leurs déboires les chefs militaires qui, d'Alger, s'étaient refusés à envoyer de nombreux bataillons les défendre eux et leurs propriétés ; les militaires, de leur côté, accusèrent de témérité et de suffisance ces civils qui, malgré les avertissements qu'on ne leur avait pas ménagés, s'étaient obstinés à installer des fermes isolées sur des points difficiles à protéger et prétendaient faire passer leurs intérêts particuliers avant les intérêts généraux. Les dires des uns et des autres, quelle qu'en fut la divergence, démontraient qu'il était d'une nécessité vitale pour l'œuvre de la France en ce pays d'Afrique de concentrer la population européenne au lieu de la disperser. Plus de fermes éparpillées et malaisées à défendre (1) mais de gros villages avec de bons murs d'enceinte et des hommes vigoureux et disciplinés comme gardiens. L'obstacle continu, ce mur de Chine en miniature, destiné à enclorre le pare de la colonisation algérienne, n'était qu'une précaution insuffisante ; que les colons soient nombreux, forts, bien encadrés et bien armés, et ils n'auront plus rien à redouter.

Répondant à ce besoin de l'Algérie, le peuplement de l'ancienne Régence par des éléments nationaux plus denses, et sur lesquels l'Etat aurait une prise directe, ne répugnait plus à la France. Comme les idées se modifient vite chez un peuple ! L'intervention de l'Etat, en matière de colonisation, avait été souvent condamnée par les Chambres ; il avait suffi, lors du grand débat de 1834, de laisser entendre que le crédit, proposé par le Maréchal Clauzel, servirait à la colonisation officielle pour que la somme fût rejetée et l'existence de nos Etablissements africains sérieusement compromise. Or, la doctrine du laissez-faire, dont quelques libéraux attendaient la transformation économique de la colonie, dont certains autres plus avertis se servirent comme d'une arme pour la mieux frapper (2), avait été, à l'expérience, reconnue impuissante à attirer dans les campagnes algériennes des groupes importants de cultivateurs. Ce que l'initiative privée n'avait pas su faire, l'Etat ne pouvait-il pas le tenter avec beaucoup plus de chances de succès ? Là où l'égoïsme des individus avait été sans force contre un retour offensif de l'hostilité musulmane,

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*. Passim.

(2) Voir notre Mémoire sur *Les Préventions de Berthezène sur la Colonisation d'Alger*.

la solidarité imposée et réglée par l'administration serait peut-être suffisante pour surmonter tous les obstacles, qu'ils vinssent du climat, du sol ou des naturels du pays. Déjà en France, avec le Ministre de la Guerre, Sault, et en Afrique, avec le Maréchal Valée, la conception étatiste de la colonisation avait triomphé ; des colons, dont plusieurs avaient été choisis parmi les vieux soldats, furent dirigés sur Cherchell et les postes de la Métidja.

En même temps que le principe du peuplement par les colons officiels était admis et n'allait pas tarder à se substituer complètement à celui de la colonisation libre, l'utilité sociale de ce peuplement l'emportait sur l'intérêt économique de l'exploitation. Dans toute entreprise coloniale, il y a toujours deux questions, l'une politique et l'autre industrielle ; selon le point de vue auquel on se placera, les méthodes changeront du tout au tout. L'auteur de la brochure sur les Camps Agricoles, interprète fidèle de la pensée de Bugeaud, insiste sur ces deux systèmes, souvent modifiés dans leur forme et leur nom, mais répondant toujours le premier à l'idée politique du peuplement, le second à l'idée industrielle du produit : « Dans la première catégorie, dit-il (1), se rangent : la propriété morcelée, les petites concessions, les avances et secours en nature, les villages bâtis par l'Etat, enfin le projet de colonisation militaire. La seconde renferme les grandes concessions à titre onéreux ou gratuit, les appels aux capitalistes et aux compagnies, enfin la conception des villages agricoles fondés par entreprise. En somme, l'un des systèmes tend de plus en plus à l'action directe de l'Etat, l'autre s'efforce d'arriver au laissez-faire ». Plus tard, l'histoire des progrès de la colonie sera radicalement modifiée (2), suivant que le gouvernement adoptera l'une ou l'autre de ces politiques. A l'époque où Bugeaud fut nommé Gouverneur de l'Algérie, il est hors de doute que l'on est beaucoup plus préoccupé du problème du peuplement que de celui de la mise en valeur.

Or, une concentration suffisante des colons, le choix des immigrants par l'Etat, leur organisation défensive, toutes ces obligations, sans imposer la seule colonisation militaire, la suggéraient, ou mieux la provoquaient. Du moment où l'on revenait à l'ancienne doctrine étatiste qui avait duré autant que la monarchie et que la tradition napoléonienne ne devait pas détruire, doctrine dont les manifestations

(1) X. : *Camps agricoles de l'Algérie ou Colonisation civile par l'emploi de l'armée* ; page 5.

(2) La Chapelle : *De la Colonisation en Algérie*.

reparurent souvent pendant la Restauration (1), on se rapprochait peu à peu du rêve de Bugeaud. Il suffisait qu'à la tête de l'Algérie fût placé un général, doublé d'un agriculteur, pour que le système prît corps. La Légion colonisatrice n'avait donc rien dans ses origines qui pût plus particulièrement surprendre ; elle n'avait rien d'illogique non plus dans ses détails d'organisation.

*
* *

La colonie militaire, telle que l'entend Bugeaud, se présente toujours sous la même forme ; quels que soient les noms qu'on lui donne, légion colonisatrice, camp agricole ou colonisation civile par l'emploi de l'armée, on peut la définir aussi exactement que possible : *l'alliance de la force militaire et de la production agricole*. Le soldat laboureur saura se défendre et défendre la colonie, et il saura en même temps cultiver le sol et le rendre productif. En 1841, le maintien de la domination française en Afrique ne semblait possible qu'à une double condition : accroître notre puissance au point que nous n'aurions plus à craindre les attaques des tribus arabes et que nous pourrions les dominer sur tout le territoire, développer notre production agricole dans des proportions assez fortes pour que les revenus de la colonie apportassent quelque compensation aux dépenses grandissantes de l'occupation militaire. Or, l'on tournait dans un cercle vicieux ; si les colons étaient des civils, ils semblaient incapables de se protéger eux-mêmes, tant ils restaient faibles et sans solidarité les uns avec les autres ; si les militaires devenaient colons, ils ne pourraient probablement pas produire pour se suffire. Bugeaud crut résoudre la difficulté en fondant la Légion.

Cette Légion représente la force sous toutes ses formes : physique, morale et sociale, et elle représente la production organisée et multipliée. Elle sera composée exclusivement d'éléments jeunes, vigoureux et robustes. Qu'on n'y accepte que des soldats en activité et des militaires libérés ou qu'on l'ouvre à des engagés volontaires, la règle sera de n'y admettre que des hommes dans la pleine vigueur physique. Tous devront s'entraîner aux fatigues corporelles, afin qu'ils puissent se livrer aux durs travaux des champs. Combien un groupement pareil sera différent de cette cohue de civils, foule de vieillards, d'enfants, d'infirmes et de femmes ! Les vaincus n'osent s'attaquer à

(1) Scheffer. *La France moderne et le Problème colonial*, Paris, Félix Alcan, in-8, 1907, Passim.

ces Légions, d'autant plus que l'autorité militaire ne commettra pas la faute de les morceler en de nombreux bataillons.

Forts physiquement, ces soldats colons le seront moralement et socialement, car ils resteront soumis à la discipline militaire.

Si j'ai adopté la colonie militaire (1), c'est que la discipline militaire est ce qu'il y a de plus fort au monde pour obliger les hommes et centraliser les forces individuelles. Si j'avais connu quelque chose de plus robuste, je l'aurais adopté, car il faut être fort vis-à-vis des Arabes, et les institutions civiles, soumises aux progrès de nos jours, sont quelque chose de très faible,

Pourtant, la Légion ne sera ni l'armée qui contient des éléments peu susceptibles de faire de bons colons, ni même une partie de cette armée puisqu'on pourra y adjoindre des engagés volontaires civils ; mais elle gardera ce qui constitue la puissance de l'organisme militaire : le culte du principe d'autorité, le respect de la discipline et de la hiérarchie.

Dans ces conditions, elle devra réussir quand elle entreprendra un travail producteur. Comment ne sauraient-ils pas défricher le sol et le mettre en état de porter d'abondantes moissons ces soldats colons, eux qui sont les fils de propriétaires, de métayers ou d'ouvriers agricoles ? Les bras nécessaires aux cultures ne feront pas défaut, les travaux s'exécuteront aux époques voulues, car il suffira d'un ordre donné par un officier pour que tous et en commun prennent la bêche ou la pioche ; et voici une des plus intéressantes nouveautés du système de Bugeaud, une de celles qui le rapprocheront des théories saint-simoniennes et fouriéristes ; ces légionnaires, vivant en commun, travailleront en commun.

L'obligation du travail en commun, écrit-il dans son rapport sur les débuts de la colonie de Fouka (2), est une nécessité que l'on commence à comprendre. Le régime militaire et la communauté donnent à cette agglomération une consistance qu'on ne trouve pas dans les établissements peuplés seulement par les colons civils.

Plus tard, à la suite de la Révolution de 1848, lorsque les aspirations socialistes tendront à se réaliser et que sera prôné le régime communautaire du travail, Bugeaud rappellera que l'essai en fut fait par lui dans des conditions éminemment favorables puisqu'il le tentait avec des soldats. En ce moment, il en parlera en termes si

(1) *Bugeaud à Soult* : 2 Avril 1843. A. G. G. A.

(2) *Bugeaud à Soult*. Lettre sur Fouka. 30 octobre 1842. Dossier de Fouka. A. G. G. A.

amers que l'on peut tenir la constatation de son échec pour une des grandes désillusions de sa vie. Cependant, tant qu'il est Gouverneur, il ne renonce pas à imposer à ses colons militaires une tâche commune : aux périodes pendant lesquelles le travail des champs est suspendu, les compagnies reformées accompliront les travaux d'utilité publique et elles les exécuteront sans subvention particulière de l'Etat ; tant il est vrai que, sous une forme plus ou moins généralisée, cette besogne en commun, conséquence du régime militaire, resta une des règles de cette forme de colonisation.

A combien d'hommes s'élèvera l'effectif de la Légion ? Quel sera le nombre de ces Légions ? Les chiffres fournis ont beaucoup varié et ils ne pouvaient que varier. Quand il ne s'agissait que d'occuper les environs de Mostaganem ou d'Arzew, quelques légions de mille hommes chacune suffisaient ; mais lorsqu'on se fut décidé à conquérir toute la Régence et que les campagnes de 1843 et de 1844 eurent déterminé la soumission des principales tribus, alors ce fut une véritable armée de colons militaires que réclama le Maréchal ; il ne parla de rien moins que de 100 à 150.000 hommes ; le contingent constitutif de la légion grossit, on l'évalua à 15 ou 18.000 soldats. En colonisation comme en guerre, il convient d'aller vite, le succès est à ce prix.

Ces soldats laboureurs se marieront ; dès qu'ils font partie de la Légion, ils ne peuvent plus rester célibataires. Coloniser sans la famille n'est pas seulement une utopie, c'est une naïveté. Mais comment marier ces Africains ? La difficulté est d'autant plus grande que Bugeaud veut les faire entrer en ménage de suite et leur faire épouser des Françaises. Il va même jusqu'à leur chercher des femmes ; quand il leur laisse ce soin, il ne leur accorde qu'un délai fort court de six mois. Les Françaises se décideront-elles à des unions qui les obligeront à séjourner en Afrique ? L'objection est sérieuse ; elle n'est pas insurmontable.

Mais, dira-t-on, c'est (1) parce que les futurs sont propriétaires en Afrique, que les femmes refuseront, ne voulant pas s'expatrier. Cela, j'en conviens, pourra en arrêter quelques-unes, mais non le plus grand nombre. Les femmes sont en général aventureuses ; et, du reste, s'il arrive qu'il y ait des difficultés à faire les premiers mariages, il me paraît bien certain qu'une fois l'exemple donné, les obstacles disparaîtront, et qu'on trouvera autant de femmes qu'on en voudra ; elles s'entraîneront les unes les autres. Si, contre mon attente, nos soldats ne trouvaient pas de femmes, mon système serait sapé par la base ; il faudrait y renoncer.

(1) Bugeaud : *De la Colonisation de l'Algérie* (1847) ; page 46.

En effet, dans ce système de Bugeaud où la question du peuplement prime toutes les autres, le problème des mariages est essentiel ; ses soldats doivent être des procréateurs d'enfants vigoureux et sains.

C'est pour rendre possibles ces unions autant que pour recruter la plus grande quantité de soldats volontaires que l'Etat consentira aux futurs ménages tous les avantages possibles : maisons bien construites, terres fertiles et vastes, rations de vivre assurées pendant plusieurs années, outils agricoles, ustensiles de ménage, semences, bestiaux, bref tout ce qui peut assurer l'existence de la famille. Plus alléchantes seront les promesses, et plus nombreux seront les soldats qui s'offriront et les femmes qui les épouseront. Une autre mesure essentielle que les pouvoirs publics doivent prendre : l'Etat s'engagera par une loi.

Si mon prédécesseur, dit Bugeaud en 1841 (1), n'a pas trouvé des colons militaires, c'est qu'il n'a promis et ne pouvait promettre rien de semblable à ce que je viens d'énoncer ; mais avec une loi qui accorderait au soldat la faculté de se créer une propriété incommutable et une famille, il est permis de croire qu'il s'en présenterait beaucoup.

Quant à la place de ces Légions, elle est logiquement là où l'établissement des colons civils est dangereux, c'est-à-dire dans l'intérieur. Elles s'échelonneront sur les principales voies de communication ou formeront à la limite du Tell une chaîne ininterrompue qui arrêtera les incursions des nomades et protégera les centres européens du littoral. En ces régions, du moins, l'espace ne manque pas, les terres domaniales sont étendues ; aussi le problème des propriétés à distribuer à la race conquérante ne s'y pose pas avec le même caractère de gravité que sur la côte. D'ailleurs, les Arabes, peuple de guerriers, préfèrent voir leurs champs passer entre les mains de soldats qu'entre celles de spéculateurs et d'usuriers. Peut-être ne sera-t-il pas nécessaire de spolier ces fiers indigènes ; l'on se contentera des fermes beylicales ou, si l'on est contraint de resserrer les tribus, on traitera avec elles à l'amiable et on leur donnera en compensation des routes, des barrages, des canaux d'irrigation. Une politique indigène bien comprise rendra partout ces tractations avantageuses aux deux parties.

*
* *

Tout paraît donc cohérent dans ce système, pourvu que l'on ac-

(1) *Bugeaud à Soult*, 26 novembre 1841. A. G. G. A.

cepte les prémisses posées par Bugeaud et ses préférences militaires ; on ne laisse pas non plus d'être séduit par les perspectives qu'il ouvre sur l'avenir de l'Algérie et par les avantages qu'il offre à la France.

Est-il une méthode de coloniser plus rapide ? Ne libère-t-elle pas, et dans les délais les plus courts, notre pays du fardeau de l'aventure algérienne ?

Tant que nous serons en Afrique dans une situation précaire (1), tant que nous serons contraints d'y laisser 75.000 hommes de notre armée permanente, nous n'aurons pas en Europe la prépondérance à laquelle nous avons le droit de prétendre, et les paroles ambitieuses des publicistes et des orateurs populaires ne changeront rien à l'état des choses produit par ce grand fait... L'armée ne peut être libérée que par une puissante colonisation. Or, il faut qu'elle soit libérée pour que le danger disparaisse ; elle ne pourra l'être presque entièrement que par l'établissement de 150.000 colons, constitués avec force.

En est-il aussi qui soit plus économique ? Quelque fortes que puissent paraître les dépenses immédiates qu'elle entraînera, elles seront toujours moins élevées que celles auxquelles on sera condamné si on procède par demi-mesures incomplètes et lentes. On ne fait rien de grand et de définitif avec des moyens médiocres.

L'intérêt financier (2) est ici d'accord avec la politique. Ce sont les guerres longues, les demi-mesures en tout genre qui ruinent les nations et perdent les gouvernements... Pour ne pas s'effrayer de la dépense (3), il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit ici de se libérer d'une charge annuelle de 100 millions. Dût-on consacrer quelques cents millions à la création de ce cadre vigoureux de colonisation dont je crois avoir démontré la nécessité, ce serait là un bon calcul financier et aucune dépense publique n'aurait jamais été plus productive.

C'est aussi la mesure la plus politique que l'on puisse adopter ; car les Légions domineront le peuple arabe et le dissocieront en désunissant les tribus et en brisant tous leurs liens politiques : « Il serait beau, dit la brochure sur les Camps Agricoles (4), de réussir à jeter ces grandes digues vivantes au sein d'un peuple plus mobile, plus agit^é que les flots de la mer, mais il est nécessaire pour cela de comprendre quels matériaux choisis, quels éléments indestructibles doivent composer la base d'un pareil édifice ».

Enfin, la colonie militaire est la seule pratique ; l'armée est toute puissante en Afrique ; en dehors d'elle et pour le moment, il n'y a

(1) *Bugeaud à Soult*, 26 novembre 1841. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 26 novembre 1841. A.G.G.A.

(3) Bugeaud : *La Colonisation de l'Algérie* ; page 23.

(4) X. : *Camps agricoles de l'Algérie* ; page 10.

que faiblesse, lenteur et confusion. Avec ses milliers de bras disponibles, elle peut aller vite, elle peut faire grand. Pourquoi, après lui avoir demandé de conquérir l'Algérie, n'accepterait-on pas qu'elle en fécondât le sol ? Elle recevrait ainsi la récompense nationale de ses efforts.

III

Plan de l'ouvrage

Du cadre théorique où l'on a l'habitude d'enfermer un système, il convient de le séparer et de le replacer dans la réalité au milieu de laquelle il a évolué. Agir autrement, ce serait se condamner à laisser la partie vivante d'une doctrine et raisonner dans l'abstraction. Alors, ce qui paraît simple se complique, les objections se précisent, les difficultés se multiplient. On est en présence de tendances, d'idées et d'essais. Pour permettre d'en mieux saisir le développement historique, il importe de considérer chaque partie ; le plan s'impose. Rappeler les tendances de l'esprit de Bugeaud et leurs effets sur la politique africaine de ce général, ce sera marquer les origines du système ; suivre dans sa correspondance, dans ses ouvrages, dans ses déclarations au Ministre et aux Chambres les exposés successifs qu'il fit de ses principes et les multiples réponses qu'il adressa à ses nombreux contradicteurs, ce sera en indiquer les variations ; étudier les essais qu'il dirigea personnellement ou par l'intermédiaire de ses lieutenants, ce sera enfin en déterminer les conséquences.

Les origines de ce système, il n'est guère possible de les chercher ailleurs que dans l'amour de l'agriculture et le culte de l'armée, les deux plus puissants mobiles auxquels ait obéi ce général. Sans doute, à plusieurs reprises et tout particulièrement dans ses premières brochures, il a cité les Sotnias de Cosaques et les Régiments-frontière d'Autriche comme des formations dont la France pourrait s'inspirer pour organiser ses colonies militaires ; il a rappelé l'exemple de Rome, créant en Afrique des groupements de vétérans afin de consolider sa conquête et de dissocier les tribus turbulentes de la Maurétanie. Mais, de bonne heure aussi, cette prétention d'appuyer sur des précédents historiques sa propre conception a été combattue ; la Commission d'Afrique du duc Decazes (1) la rejettera en disant que dans cette

(1) Voir plus loin l'*Historique du 1^{er} Projet*. Livre II, chap. I.

assimilation on se trompe sur les mots et sur les mœurs ; des savants et des publicistes, comme Dureau de la Malle (1) et Infantin (2), essaieront de démontrer que, si l'Afrique du Nord a été civilisée par les Romains, s'ils sont parvenus à y faire prédominer leurs institutions politiques et municipales, leurs coutumes sociales et leur langue, ils n'y ont pas modifié profondément la race par l'apport de leur sang ; les vétérans ne se mariaient pas ou n'avaient pas d'enfants. Le Ministre de la Guerre, le Maréchal Soult, puisait dans la lecture des Mémoires du lieutenant de Courtigis (3) sur les Régiments-frontière d'Autriche la conviction qu'entre la situation des pays autrichiens, à l'époque où furent créés ces régiments, et l'état de l'Algérie et de la France au XIX^e siècle, les différences étaient si profondes qu'on ne pouvait rien attendre d'utile d'une telle imitation. Au surplus, M. de Tocqueville, dans son rapport sur les Camps Agricoles (4), envisageant la question d'une façon plus générale et étudiant d'autres précédents plus récents empruntés à notre histoire, démontrait que les colonies militaires, projetées en Afrique, ne ressemblaient ni à ce qui avait été tenté à l'étranger, ni à ce que l'on avait imaginé chez nous. D'ailleurs, Bugeaud lui-même n'en avait jamais parlé que d'une façon très générale et simplement pour les citer ; il s'abstenait d'y faire allusion dans son dernier appel aux Chambres françaises.

Sans retenir ces exemples historiques, nous puiserons aux sources vives d'où ont jailli les préférences du Maréchal. Avant de devenir Gouverneur, il s'était appelé, du haut de la tribune de la Chambre, le soldat-laboureur. L'amour des champs ou plutôt de leurs cultures et de leurs produits semble avoir été inné chez ce fils de gentilhomme campagnard et il était si vif qu'après ses rudes expéditions d'Afrique, chaque fois qu'il revenait à la Durantie, ce Maréchal de France se levait avant le jour et expédiait sa correspondance pour ne pas dérober à ses terres les meilleures heures de la journée. L'amour de l'armée était au contraire acquis ; le jeune vélite de la garde ne se fit pas sans quelque répugnance à la vie de caserne, l'officier goûta davantage

(1) Infantin : *Colonisation de l'Algérie*. Note qui termine l'ouvrage et qui est attribuée à Dureau de la Malle.

(2) *Colonisation de l'Algérie* ; et aussi de nombreuses notes manuscrites que l'on trouvera dans le fonds Infantin, Bibliothèque de l'Arsenal.

(3) Ces Mémoires doivent être au Ministère de la Guerre. Il existe aux Archives d'Alger un long rapport analytique, fait au Ministre et concluant à l'impossibilité de constituer en Afrique des régiments semblables.

(4) *Etudes économiques, politiques et littéraires*. VII. Paris, Lévy, 1876.

le métier militaire ; le général en arriva à ne rien trouver de plus beau que l'organisation de l'armée, sa discipline, sa hiérarchie. Ces deux sentiments, qui empliront l'âme de Bugeaud, lui suggéreront des conceptions originales. En regardant l'armée d'Afrique à travers ces deux prismes, il la verra tantôt portant le glaive, tantôt conduisant la charrue ; elle fera la guerre et préparera une paix féconde. En considérant la société par les mêmes moyens, il l'imaginera sans doute absorbée par les occupations de l'agriculture, les métiers de l'industrie et les entreprises du commerce, mais en même temps disciplinée, militarisée, prête à toutes les éventualités de la guerre. Armée agricole, société militarisée, c'est presque la colonie militaire ou c'est du moins la voie qui y conduit. Avant toute chose, nous essaierons de montrer à quels travaux il a soumis ses troupes et à quelle discipline il a voulu assujettir les civils.

* * *

Puis, nous étudierons les trois formes qu'il fut amené à donner à son projet de colonisation. Tout système ressemble à un organisme vivant ; pour se réaliser, il a besoin de s'adapter au milieu physique, politique et social qui l'entoure. Variations à peu près inévitables, étant donné que la Régence fut sous le gouvernement de Bugeaud le théâtre de très importants événements militaires qui la modifièrent profondément et que, pendant ce même laps de temps, l'opinion du Ministère et des Chambres en France, relative à l'utilisation de la conquête algérienne, se montra souvent hésitante et presque toujours hostile aux hardiesses militaires du Maréchal. Quelle que fut la conviction du Gouverneur dans l'excellence de ses méthodes, il lui était malaisé de les maintenir dans toute leur rigidité sans tenir compte des difficultés administratives, financières et politiques qu'elles soulevaient. Et nous verrons que le système s'est à la fois élargi, précisé et adapté.

Il s'est élargi, a pris des proportions de plus en plus vastes, au fur et à mesure que la conquête française s'est étendue dans le Nord de l'Afrique. Pour maintenir notre autorité sur quelques points du littoral, il suffisait de rares légions placées en des points bien choisis de la côte ; pour garder les abords de l'obstacle continu et en interdire le passage aux bédouins pillards, quelques gros villages de libérés auraient pu, à la rigueur, assurer cette surveillance. Mais, lorsque, après les dures campagnes de 1842 et de 1843, presque tout le Tell eût été

conquis, quand on atteignit en 1844 les Hauts-Plateaux, lorsqu'enfin on eût réprimé en 1845 et 1846 les dangereux soulèvements de Bou-Maza et d'Abdelkader, le territoire à coloniser s'agrandit, et, avec le cadre qui s'élargissait, le nombre des colonies militaires à fonder se multiplia et leur importance s'accrut.

Le but aussi se précise, ainsi que les moyens à employer pour l'atteindre. Les colons militaires seront non seulement le meilleur moyen de conserver notre conquête et de libérer une partie de l'armée ; mais ils seront en même temps des producteurs de richesses et des procréateurs d'enfants. Seuls, ils seront capables de mettre en valeur les terres éloignées dans des régions encore peu sûres parce qu'ils ne craindront pas les Arabes et qu'ils accompliront les travaux publics indispensables à une bonne exploitation.

Le système s'est enfin adapté aux contingences politiques. L'opinion parlementaire se montra de bonne heure opposée aux suggestions de Bugeaud ; une Commission, présidée par le duc Decazes et composée en majorité de députés et de pairs, se prononça par deux fois contre elles ; le Ministre de la Guerre substitua au plan proposé par le Gouverneur un contreprojet établi par ses bureaux et il s'y tint avec ténacité malgré les pressantes sollicitations qui lui venaient d'Alger ; la Chambre des Députés rejeta maintes fois tout crédit pour la colonisation militaire. Or, le Maréchal, bien qu'il s'irritât de cette opposition, était bien forcé d'entrer en accommodement avec des adversaires qui détenaient le pouvoir et dont dépendaient les moyens financiers d'aboutir ; il s'employa à dissiper chez les uns ce qu'il appelle des préjugés et à calmer chez les autres d'injustes défiances.

Nous serons donc amené à exposer les trois projets qu'il a successivement soutenus ; les deux premiers, celui de 1841-1843 et celui de 1844-1845, veulent créer des *Légions militaires* et on les connaît sous ce nom ; le troisième a été appelé d'un terme un peu différent : *les Camps Agricoles*. Or, ce qui ressortira le plus nettement de cet examen, ce sera l'antagonisme grandissant entre les prétentions militaristes de Bugeaud et de ses bureaux d'Alger et les aspirations civiles des Ministres et des milieux parlementaires de Paris.

*
* *

Les essais constituent la partie la plus curieuse et la plus vivante de l'œuvre du Gouverneur. Ils ont été en nombre assez restreint,

Non pas que l'autorité militaire n'ait point désiré les multiplier et que, dans l'intérieur, là où elle était absolument maîtresse, elle n'ait relevé de leurs ruines plusieurs villes : Mascara, Miliana, Médéa, Cherchell ; non pas qu'elle n'ait point fondé des fermes, des camps, même d'assez vastes agglomérations : Orléansville, Ténès, El-Arrouch. Mais la plupart de ces établissements devaient être complétés plus tard, quand les Légions ou les Camps Agricoles seraient enfin approuvés par le Gouvernement.

Les créations les plus réputées furent celles que, personnellement ou par ses lieutenants, Bugeaud dirigea aux environs d'Alger sur les côtes du Sahel ou dans la plaine de la Métidja ; elles sont aussi les mieux connues. Leur proximité de la ville permettait d'y suivre les plus petits incidents de la vie de ces centres, leur territoire se trouvait compris dans la zone de la colonisation civile où les Européens commençaient à arriver. La surveillance jalouse, exercée de Paris par le Ministre de la Guerre et par ses bureaux, assurée à Alger par les enquêtes discrètes du comte Guyot, a contribué à accumuler les documents sur l'existence de ces villages.

Puis, quelques-uns d'entre eux ont posé des problèmes singulièrement graves, celui de la famille et celui du travail communautaire. Dans les centres civils, des familles entières, par conséquent toutes formées, viennent s'installer ; dans les colonies militaires, les ménages n'existant pas puisque les Légions comprendront en majorité des soldats qui sont libérés de la veille, ou auxquels il reste encore plusieurs années de service sous les drapeaux, il est urgent de les créer. L'autorité sera-t-elle apte à provoquer et à conclure ces unions nécessaires ? L'expérience d'Aïn-Fouka avec ses mariages au tambour a-t-elle réussi et quels enseignements comporte-t-elle ?

Les essais de Mahelma et de Beni-Mered, ce dernier notamment, évoquent plutôt les images de la propriété collective et du travail communautaire. Au lendemain du jour où s'étaient produites en France tant de controverses sur l'origine de la propriété, alors qu'on était en Algérie sous l'impression des attaques violentes lancées contre l'individualisme égoïste et impuissant des premiers colons, on assiste brusquement à une expérience vraiment originale d'un collectivisme agraire. Essai très limité puisqu'il ne portera que sur deux compagnies de soldats de soixante hommes chacune, essai tout provisoire qui, dans la pensée de son auteur, devait lui donner quelques indications utiles, mais essai néanmoins fort intéressant dont on s'étonne de ne pas trouver les échos dans la presse de l'époque. Pour

quelles raisons cette indifférence et cet oubli, il ne sera pas sans intérêt de le rechercher. Nous indiquerons en même temps les tentatives analogues que, par une coïncidence naturelle, suggérèrent ou ébauchèrent alors les partisans des communautés religieuses, de la famille saint-simonienne et du phalanstère de Fourier.

Encore une nouveauté et une nouveauté militaire que l'emploi de la main-d'œuvre pénitentiaire à la construction de maisons pour les immigrants ! Les heures les plus difficiles et les plus critiques dans la vie des colons sont celles de leur premier établissement sur une terre qu'ils ne connaissent pas, au milieu d'une nature qui leur paraît étrange et à côté d'indigènes hostiles. Que de familles se sont découragées et sont parties parce qu'elles n'avaient pas d'abri à leur arrivée ! Que d'autres qui sont restées et ont été cruellement décimées pour n'avoir pas pu se protéger immédiatement contre les atteintes cruelles d'un climat auquel elles n'étaient pas habituées ! Le remède à ces maux, le colonel Marengo, un intime de Bugcaud, vient l'offrir : c'est le travail des condamnés au boulet. Avec eux, il prépare le logis du colon, il défriche quelques hectares de terre aux environs. Sur l'ordre qui lui en est donné d'Alger, il installe ses chantiers à Saint-Ferdinand, à Sainte-Amélie, au Marabout d'Aumale, puis à la Trappe de Staouéli. Qu'advint-il de l'œuvre du colonel ? Était-ce là, ainsi qu'il le prétendait et comme l'affirmait après lui le Maréchal, la solution par l'armée de tout le problème de la colonisation africaine ? Suffisait-il d'édifier de pauvres maisons, si mal disposées au demeurant qu'elles ne répondaient pas du tout aux besoins d'une ferme, de louer ou de vendre ces bâtisses, pour proclamer bien haut que la démonstration était faite et l'équation résolue ? Dans quelle mesure la Trappe de Staouéli, un monastère et une ferme, œuvre des soldats autant que des religieux, a-t-elle réussi ?

*
* *

Toute colonisation, qu'elle soit civile ou militaire, doit se préoccuper de ne pas léser les intérêts des indigènes qui, dans l'Afrique du Nord, détiennent le sol et le cultivent ; or, il était inéluctable, du moment où il fut décidé d'implanter des Européens en Afrique, qu'on serait contraint d'empiéter sur les propriétés des autochtones. Tant qu'on se maintint près de la côte, le danger n'apparut pas dans toute sa gravité ; lorsqu'on gagna l'intérieur, bien vite on s'aperçut que le problème de la colonisation était intimement lié à celui de la poli-

tique indigène et qu'il fallait résoudre l'un en même temps que l'autre.

Malgré dix ans d'occupation, on connaissait peu les Arabes ; Bugeaud lui-même n'avait pas été des mieux inspirés en traitant avec Abdelkader ; il l'avoue dans sa lettre de 1841 (1) :

Dans notre ardeur peu réfléchie, nous avons dès l'abord pénétré dans les terres, sans but, sans plan et avec des moyens trop minimes pour mettre à exécution des projets, si nous en avions eu, ou pour imposer du respect à un peuple fier, fanatique et belliqueux. Dès lors, l'état d'hostilité est devenu flagrant. Comme nous faisons la guerre sans en comprendre la portée et les difficultés, nous avons voulu, avec un peu de troupes, faire marcher de front la colonisation et les opérations militaires ; nous avons occupé toutes les villes de la côte et quelques-unes de l'intérieur ; afin de protéger la culture, nous avons multiplié les camps et les postes qui ont été non seulement impuissants pour la protection, mais qui ont encore paralysé nos forces et fait périr nos soldats. Il en est résulté que nous n'avons rien produit en colonisation et que nous avons fait une guerre molle, incertaine qui n'a eu d'autre effet que celui de créer une nationalité arabe. Un homme qu'a fait surgir la nécessité s'est emparé du pouvoir ; il a discipliné les Arabes si indociles et les a soumis à son autorité absolue, depuis les monts Djurdjura jusqu'aux frontières du Maroc. Bientôt, il a eu une armée permanente, des postes de guerre, des dépôts, des fabriques d'armes, une monnaie, un système d'impôt et un gouvernement très simplement organisé, mais fonctionnant bien.

C'est sur une connaissance plus complète et plus sûre des milieux indigènes que le Gouverneur va fonder sa politique musulmane. Il rejette, comme le rêve d'un esprit faible, la conception d'un obstacle continu qui était fondée sur la conviction de l'impossibilité de faire cohabiter les indigènes et les européens. Au contraire, il veut que les deux races vivent l'une à côté de l'autre et qu'elles apprennent à s'estimer d'abord et même à associer leurs efforts pour la plus grande prospérité de la colonie. Mais il veut aussi que les colons français donnent aux Arabes l'impression qu'ils sont plus forts, plus disciplinés, plus travailleurs qu'eux. Or, la colonie militaire seule peut leur apporter cette salutaire impression.

Si énergique et si habile que soit cette politique, elle se heurtera à l'hostilité en apparence irréductible des habitants du pays et à leur volonté inébranlable de garder leurs propriétés. Ce fut le double écueil ; pour l'éviter, le Gouverneur dut rappeler à une prudence plus réfléchie ses deux lieutenants, Lamoricière et Bedeau. Les dernières années du séjour de Bugeaud en Afrique furent remplies, en dehors

(1) *Bugeaud à Soult*, 26 novembre 1841. Lettre déjà citée.

des événements militaires, par des discussions de doctrines sur les meilleurs moyens de coloniser l'Algérie. Le Ministère avait demandé au Maréchal, comme aux deux lieutenants généraux commandant à Oran et à Constantine, des rapports sur les zones utilisables et la meilleure manière de les peupler et de les exploiter. Il reçut, comme il devait s'y attendre, étant donné les divergences d'opinion qu'il connaissait chez ces trois officiers supérieurs, des réponses qui contenaient chacune un programme détaillé et des méthodes de réalisation très opposées. De ces systèmes, la presse s'empara pour les discuter et les comparer et elle se montra généralement favorable à celui de Lamoricière, tandis que le Ministre de la Guerre préférait celui de Bedeau. La faveur dont ils jouirent l'un et l'autre sera une des causes de l'échec des colonies militaires et, à ce titre, nous devons en présenter un exposé au moins succinct. Nous insisterons sur les critiques que leur adresse le Maréchal.

Or, la principale sera la difficulté de se procurer des terres en quantité suffisante sans spolier les indigènes ; successivement, on parla de resserrement, de refoulement et de cantonnement des tribus ; on agita le problème de la terre arch : était-elle une propriété beylicale dont l'Etat français, successeur du beylik, était en droit de s'emparer, ou bien une propriété collective et incommutable de la tribu ? C'est sous prétexte de défendre les droits menacés des Arabes que le Gouverneur combatta les propositions de resserrement de Bedeau et les mesures de refoulement de Lamoricière.

C'est aussi au nom de ces mêmes droits, qu'à l'instigation du Directeur des Affaires Arabes à Alger, le colonel Daumas, il suspendra les travaux de colonisation civile du comte Guyot dans la Métidja. Voilà pourtant une forme de peupler l'Algérie qui est semblable, par plusieurs côtés, à la sienne ; l'Etat choisissait les immigrants, leur donnait toutes facilités pour se rendre à Alger, eux et leurs familles, les installait dans des centres dont l'emplacement avait été fixé par ses agents, leur distribuait les matériaux pour bâtir leurs maisons, les semences pour emblaver leurs champs. On avait peuplé ainsi une partie du Sahel et on abordait la Métidja quand tout fut brusquement arrêté. Assurément, les colons qu'on établissait étaient des civils ; mais la raison était-elle suffisante ? Les critiques répétées de Bugeaud contre tout ce qui n'était pas la colonisation militaire ne vont-elles pas se tourner contre son propre système ? En définitive, ne sera-t-il pas l'artisan de son propre échec ?

Le 30 mai, avant de quitter ses hautes fonctions, il faisait ses adieux à l'armée d'Afrique dans une proclamation où il se plaisait à rappeler les travaux des officiers, des sous-officiers et des soldats et à exalter les mérites des uns et des autres :

Vous avez (1) trouvé glorieux de savoir manier tour à tour les armes et les instruments de travail ; vous avez fondé presque toutes les routes qui existent ; vous avez construit des ponts et une multitude d'édifices militaires ; vous avez créé des villages et des fermes pour les colons civils ; vous avez défriché les terres des cultivateurs trop faibles encore pour les défricher eux-mêmes ; vous avez créé des prairies, vous avez semé des champs et vous les avez récoltés. Vous avez montré par là que vous étiez dignes d'avoir une bonne part dans le sol conquis et que vous sauriez aussi bien le cultiver que le faire respecter de nos ennemis. Il est des armées qui ont pu inscrire dans leurs annales des batailles plus mémorables que les vôtres. Il n'en est aucune qui ait livré autant de combats et qui ait exécuté autant de travaux.

Cet éloge était mérité ; c'est la part de la vérité.

Mais le même jour, Bugeaud fait afficher sur les murs de la ville une seconde proclamation, celle-là à l'adresse des civils. Elle n'est point animée du même esprit de bienveillance et d'équité ; elle ne ménage pas à la population les reproches et prétend la mettre en garde contre des espoirs chimériques. Le Maréchal prend à témoin ces colons qu'il a accompli et au delà le programme qu'il s'était tracé et qu'il leur avait annoncé en 1841 ; il a étendu la domination française sur tout le territoire de l'ancienne Régence et il a été colonisateur ardent. La crise financière qui pèse en ce moment sur la colonie est le résultat de spéculations exagérées et irréfléchies ; ce n'est pas son œuvre. En terminant, il s'élève contre l'attitude hostile de cette population civile :

Votre impatience (2), naturelle sans doute, mais peu réfléchie, vous fait sans cesse et en toutes choses devancer la marche du temps. Vous voudriez tout improviser à la fois, comme si on fondait, en quelques années, sur un sol nu, un pays à l'image de la France ; c'est l'œuvre des siècles. Cette impatience vous rend souvent injustes envers vos administrateurs. Vous vous en prenez presque toujours aux gouvernants de ce qui doit n'être attribué qu'aux difficultés des choses. Ces difficultés vous les mesurez rarement ; vous considérez peu l'ensemble général de nos nécessités et vous ne voyez la plupart du temps que les intérêts qui vous touchent de plus près.

(1) *Moniteur Algérien*, 5 juin 1847.

(2) *Moniteur Algérien*, 5 juin 1847.

Beaucoup de colons, en effet, et presque tous les habitants d'Alger, réclamaient l'application hâtive à la colonie des institutions civiles de la Métropole. Mais n'était-ce pas parce que cette assimilation leur paraissait le seul moyen d'échapper à la servitude militaire ? N'était-ce pas aussi parce qu'ils repoussaient le projet des camps agricoles, donc la colonisation militaire de Bugeaud ?

LIVRE PREMIER

LES TENDANCES

En principe et d'une façon générale, la colonisation militaire se proposait de réunir chez les colons africains les qualités laborieuses du paysan et les vertus guerrières du soldat ; c'était une condition nécessaire à réaliser que cette alliance de la force productrice et de la puissance défensive ; sans quoi l'établissement des Français en Afrique resterait faible, provisoire et sans lendemain assuré. Or, un pareil système — nous avons indiqué cette autre condition — suppose, chez celui qui l'a conçu, la coexistence de deux sentiments : l'amour de l'agriculture et l'amour de l'armée. Ces sentiments sont généralement exclusifs l'un de l'autre, mais, dans la puissante personnalité du Maréchal, non seulement ils s'accordent, mais ils se mêlent, se pénètrent, se fortifient si bien qu'ils deviennent des tendances, ou mieux, des besoins d'agir.

La passion de l'agriculture, jointe à de grands talents militaires, ne s'est rencontrée qu'exceptionnellement chez certains hommes ; les historiens latins — quelque légendaires que soient la plupart de leurs récits — ont gravé dans les esprits l'image des dictateurs de l'ancienne Rome, quittant leur charrue pour le commandement des légions et la reprenant aussitôt qu'ils avaient battu les ennemis de leur patrie. Sûrement, les récits militaires dont se nourrissait l'âme avide du jeune vélite de la garde, hier encore châtelain de la Durantie, aujourd'hui soldat de la grande armée napoléonienne, ont fait revivre devant ses yeux les figures de ces généraux laboureurs, si nettes, si claires, si fortement en relief ; et, comme à ce moment-là on se prenait d'enthousiasme pour les hommes et pour les institutions de la République romaine, ces portraits devinrent des modèles qu'il paraissait très beau d'imiter. Plus tard, quand Bugeaud ébauchera son système de colonisation, ce sont ces souvenirs qu'il évoquera ; il rappellera aussi les cohortes des vétérans romains établis dans la Maurétanie.

Pourtant, dans nos sociétés modernes où l'on se spécialise de bonne heure, il est rare que le métier des armes s'accorde avec la pratique des travaux pacifiques de l'agriculture. Ce sont là occupations si opposées qu'elles développent en chacun de nous des aptitudes et des caractères fort divergents. Enfantin, un fin psychologue, remarque que, pour faire un bon colon, le soldat ne doit pas avoir pris trop de goût au métier militaire ; il ne doit pas être devenu un vrai troupiier. Même observation est tout aussi juste pour les officiers. Comment se peut-il donc que, dans l'âme de Bugeaud, des sentiments généralement si opposés ne se soient pas combattus ? Par quel concours de circonstances particulières ou générales — il n'a pas été en effet le seul que l'on puisse citer à cette époque (1) — se sont-ils associés ? Et n'est-ce pas précisément au moment où ce général a été nommé gouverneur de nos établissements d'Afrique, que s'est affirmée l'union de ces deux tendances ?

A ce problème s'en ajoute un autre d'un intérêt tout aussi grand pour qui recherche les origines des colonies militaires. Nécessairement, étant donné le caractère de Bugeaud, l'amour de l'agriculture et l'amour de l'armée se traduisent par des actes dans la conduite de la politique africaine. Lui, dont la fière devise a été « ense et aratro », a estimé de bonne heure que le concours de troupes nombreuses était indispensable à l'Algérie, non seulement pour briser les résistances acharnées des indigènes, mais encore pour commencer, de suite, l'exploitation du sol. Il fera donc, constamment et avec succès, participer aux travaux utiles de la colonie ses nombreux bataillons ; et, malgré les critiques et les railleries de vieux officiers malveillants, il maintiendra les compagnies au percement des routes, au défrichement des terres, à la construction des maisons. L'assistance de la main-d'œuvre militaire, il la prêterait aux sociétés comme aux particuliers, la multipliant autant qu'il le pouvait, l'élargissant, la généralisant, l'érigeant en système. D'autres, dira-t-on, l'ont fait avant lui ; sans doute, mais personne ne lui a donné une telle extension, une telle continuité. A l'emploi de l'armée dans les travaux utiles ou

(1) Dans la première moitié du XIX^e siècle, parmi les anciens généraux ou colonels de la Révolution et de l'Empire, quelques-uns nous apparaissent sous cette figure de soldats-laboureurs. Tels Clauzel, Galbois et d'autres. Elevés dans la campagne, issus de familles provinciales, ils avaient gardé très vif le goût des travaux agricoles ; or, leur licenciement après Waterloo leur avait créé des loisirs en brisant leur carrière militaire et les avait ramenés à la terre. Ils reprirent du service à l'avènement de Louis-Philippe.

dans les cultures, l'histoire a attaché le nom du Maréchal, et en vérité ce n'est que justice.

A considérer les occupations de toutes sortes auxquelles se livraient sans déplaisir ses soldats, à voir la régularité et l'ordre qui régnaient dans les chantiers ouverts et dirigés par ses officiers, ce général ne tarda pas à se persuader que l'armée portait en elle les éléments d'une société complète et que, par suite, elle pouvait se suffire à elle-même. Mieux encore, il en arriva à penser qu'en Afrique s'imposait la formation d'une société fortement militarisée, et que l'on ne pouvait espérer dominer la population indigène, d'humeur si guerrière, qu'en devenant plus discipliné ou, pour mieux dire, plus militaire qu'elle. Il prétendra donc constituer des groupements de population sur le modèle de ses bataillons, il n'y fondera pas des milices ou des gardes nationales, mais y organisera de véritables légions ; il donnera aux civils de l'intérieur l'administration et la justice de l'armée : « De là, dit « un contemporain (1), ce régime militaire imposé partout aux villes « naissantes, non comme provisoire et inévitable en attendant mieux, « mais comme excellent en soi ; de là ces magistratures civiles confiées « à des officiers devenus maires et juges de paix ».

Toutefois, une semblable organisation et ces travaux de l'armée, ce n'est pas encore la colonisation militaire à proprement parler ; ce n'en est que la promesse. Par là, Bugeaud croit avoir préparé à l'adoption de son projet le Ministère, les Chambres, l'opinion publique. Il a posé des principes et laissé entrevoir leurs conséquences ; il a tracé les grandes lignes du dessin, l'ébauche avant le portrait. En reprenant à notre tour cette ébauche, nous montrerons le rôle que ce gouverneur assignait à ses soldats dans l'exploitation générale de la colonie, mais nous serons amenés à réduire cette action à ses proportions réelles ; nous indiquerons ce qu'étaient devenues l'administration et la justice militaires dans les territoires mixtes et arabes, et quelles étaient aussi leurs prétentions. Ce faisant, nous placerons dans son cadre réel la colonisation militaire ; et peut-être sera-t-il alors plus aisé de comprendre ses variations et d'apprécier la valeur de ses essais, comme de juger les multiples oppositions qu'elle a suscitées.

(1) Bussière : *Le Maréchal Bugeaud et la Colonisation de l'Algérie*. Revue des Deux-Mondes : 1^{er} Novembre 1853, page 452.

CHAPITRE PREMIER

L'AMOUR DE L'AGRICULTURE

L'agriculteur et le militaire chez Bugeaud.

I. — Emploi de l'armée aux travaux publics. — Les discussions sur la question de principe. — Les routes, les ponts ; la construction des villages : la Stidia et Sainte Léonie.

II. — Emploi de l'armée aux cultures. — Les cultures régimentaires : les jardins et les fermes. — Les pépinières. — L'exploitation des forêts.

III. — Assistance prêté par l'armée à la colonisation. — Les défrichements de terres pour les colons. — Les distributions de bestiaux.

Résultats atteints par Bugeaud.

« Agriculture et colonisation, c'est tout un », dit Bugeaud. Voilà son principe, celui dont il ne s'écartera jamais. Ce Maréchal de France avait l'âme d'un agriculteur, le goût inné du paysan pour la terre et les belles cultures. Issu d'une famille de gentilshommes campagnards, livré à lui-même dès son bas âge (1), puis élevé par deux sœurs dont l'une surtout, Phillis, l'entoura de la plus affectueuse tendresse, il avait passé sa jeunesse dans le vieux château de la Durantie où il partageait son temps entre l'étude et les grandes courses dans les champs. Il chassait, il pêchait et s'amusait avec les fils des métayers. Cependant l'existence était rude, faute de revenus suffisants. Il fallut songer à l'avenir ; à dix-huit ans, il s'engagea dans les vélites de la Garde. Le métier de soldat ne lui plut guère et il songea souvent à le quitter. Mais les longues campagnes auxquelles il prit part, les pays nouveaux qu'il parcourut, le lui firent aimer ; puis vinrent les grades. Quand il fut nommé sous-lieutenant, il écrivait :

(1) Voir sur la jeunesse de Bugeaud l'ouvrage de d'Ideville qui contient de très nombreuses lettres adressées par Bugeaud à sa sœur Phillis de la Piconnerie.

Lorsque je considère (1), qu'enfin je suis sorti des dégoûts de l'état militaire, il me semble que c'est un songe bien agréable.

Même à cette heure, les velléités d'abandonner le service persistent chez lui. Le 6 août 1806, il les confie à sa sœur : « Oui, ma chère (2), je « quitterai le militaire aussitôt que nous aurons la paix continentale. « Tous les jours je me raffermis de plus en plus dans cette inten- « tion. Il faut penser à l'avenir ; car je vois clairement que ce n'est « point un état pour toute la vie ». Entre les nécessités du métier et les espérances d'un avenir meilleur comme d'une position plus conforme à ses goûts, la lutte commence. Des camps auxquels l'enchaînent les obligations de la vie militaire, et des champs vers lesquels l'attirent ses goûts personnels, qui l'emportera ? En 1808, au retour de la campagne de Pologne où il est blessé grièvement à Pultusk, il n'a pas reçu l'avancement qu'il méritait ; il est furieux, se dit victime d'une injustice, obtient un congé de six mois et va le passer en Périgord. Là, le pays natal, la vie de famille et la vie des champs le reprennent tout entier, et il écrit pour se démettre de ses fonctions. Sa résolution bien arrêtée aurait été définitive, si par une utile précaution ses sœurs n'avaient retenu la lettre de démission. Bugeaud fut envoyé en Espagne et, pendant plusieurs années, y mena l'existence la plus rude, s'habituant aux dangers de cette guerre infernale, de ces guerillas qu'il devait bientôt recommencer en Afrique ; il y gagna presque tous ses grades. A la veille de Waterloo, il était colonel ; mais la chute de l'Empire brisa pour un moment sa carrière. Le 16 septembre 1815, on le licencia.

Il avait été militaire pendant douze années, de 1804 à 1815, moins par goût que par nécessité ; il redevint agriculteur, contraint sans doute par les événements, mais enchanté d'avoir repris sa liberté et heureux de revoir sa ferme de la Durantie. Le laboureur se réveillait en lui. Aussi, dans sa retraite, durant quinze années, se replongera-t-il avec bonheur dans cette vie des champs. Il se maria avec Made-moiselle Lafaye et, dans la paix du foyer familial, se consacra avec ardeur et avec amour à l'exploitation de son domaine qu'il agrandit, qu'il améliora, dont il fit une propriété modèle.

Dès l'aube du jour (3), il était dans les champs, à la tête de ses ouvriers, leur montrant lui-même la manière dont les travaux devaient être exécutés. Pour

(1) *Bugeaud à Phillis*, 6 avril 1806 ; d'Ideville t. I, page 83.

(2) *Bugeaud à Phillis*, 6 août 1806 ; d'Ideville t. I, page 89.

(3) Monographie de Bugeaud, écrite par lui-même. D'Ideville, t. I, page 175.

être professeur avec plus d'autorité, il s'était formé au plus vite à manier la charrue, la faux et tous les instruments agricoles avec autant de dextérité que l'ouvrier le plus exercé. Mais c'était surtout par ses enseignements qu'il ouvrait l'esprit des cultivateurs et qu'il excitait chez ses voisins bourgeois le goût pour l'agriculture.

Par son intelligente initiative, par la ferme direction qu'il sut imprimer, par l'introduction des prairies artificielles et l'usage des engrais, il avait doublé la valeur et la production de ses terres ; par l'institution des comices agricoles, dont le premier fut organisé en Dordogne, et qui se multiplièrent si bien qu'en 1840 il y en avait 600 en France, il agit sur les cultivateurs de son département, puis sur ceux du pays tout entier.

Avec la monarchie de juillet, l'agronome reprit son grade de colonel et bientôt fut nommé général. Envoyé à la Chambre des Députés, il y traita à peu près exclusivement les questions militaires et agricoles. A deux reprises, on lui confia des commandements en Afrique. Cette double expérience africaine et l'orientation de son esprit à la fois vers les problèmes militaires et les réalités agricoles le prédisposaient à concevoir la politique habile et hardie qui assura simultanément la conquête et la pacification de l'Algérie. Il n'était, sans doute, donné qu'à un militaire de battre les Arabes par la mobilité de nos colonnes ; mais il était donné au militaire, doublé du laboureur, de savoir frapper les indigènes dans les biens de la terre, seuls saisissables chez ces nomades, puis d'amener ces mêmes indigènes à la soumission et de les y maintenir par l'association de leurs intérêts agricoles avec ceux des Français ; il était enfin donné à un Maréchal, agriculteur et colonisateur, de savoir employer son armée aux travaux publics comme aux cultures et de fonder ainsi en Algérie quelque chose de grand, de fécond et de vivant.

I

Emploi de l'Armée aux Travaux publics

L'emploi de l'armée aux grands travaux publics n'était pas chose absolument nouvelle en Afrique. Plusieurs gouverneurs s'étaient servis de la main-d'œuvre militaire pour ouvrir des rues à Alger, tracer des routes aux environs de la ville, consolider la jetée du port, construire des baraquements. Ce sont ces mêmes gouverneurs qui, ayant ainsi laissé une trace durable de leur passage au gouvernement

de nos établissements d'Afrique, sont aujourd'hui les plus connus : les Clauzel, les Rovigo, les Voirol, les Valée. Les autres sont oubliés, n'ayant rien produit de définitif. Clauzel fait élever les premiers casernements ; Rovigo tracer la route qui monte vers El-Biar ; Voirol ouvrir celle qui gagne la Métidja par le Sahel ; Valée doubler la rampe par laquelle on s'élève à la Casbah du côté du Nord. Œuvres de ces gouverneurs militaires, ou plutôt œuvres de leurs soldats ! Eux seuls, sous la conduite de leurs officiers, accomplissaient ces rudes et utiles travaux.

En France, maints écrivains militaires avaient déjà élevé des doutes sur la légalité de cet emploi de l'armée. Le Lieutenant-Général, le marquis Oudinot, avait, dès 1839, c'est-à-dire au moment où le Maréchal Valée projetait d'occuper ses troupes au travail des routes, fait paraître un mémoire intitulé : *Des considérations sur l'emploi des troupes aux grands travaux d'utilité publique*. Il se prononçait énergiquement contre de telles mesures militaires ; elles détournaient, selon lui, le soldat de son métier propre ; toutefois, étant donné la situation très spéciale de l'armée d'Afrique et le manque de bras, il concédait que ces circonstances locales étaient des raisons suffisantes pour faire fléchir la rigueur du principe admis pour la France. Plus tard, quand Bugeaud se fut engagé hardiment dans cette voie de l'utilisation de l'armée en dehors des opérations de guerre, les protestations se firent de plus en plus vives ; les Pairs et les Députés s'émurent ; à plusieurs reprises les commissions parlementaires critiquèrent et condamnèrent ces errements. Le Ministre de la Guerre essayait de calmer les plus ardents et promettait de donner des ordres pour qu'il n'en fût plus ainsi. En 1844, le rapporteur (1) avait écrit : « Nous ne pensons pas que les maisons des colons, le défrichement et surtout les « dessèchements, si dangereux pour la santé des travailleurs, puissent « être demandés aux soldats. Nous avons été heureux de recevoir de « M. le Maréchal Soult, président du Conseil, dont la constante sollicitude pour le bien-être de l'armée est si grande, l'assurance qu'il « adoptait complètement cette opinion ». En 1845, même affirmation ; toutefois, il n'est parlé que des travaux de défrichement exécutés dans l'intérêt des colons : « M. le Maréchal (2) a formellement déclaré « que les condamnés seuls pourraient y être contraints ; nous devons

(1) *Moniteur Universel* : Rapport de la commission parlementaire, chargée de l'étude des crédits supplémentaires d'Afrique, 1844.

(2) *Moniteur Universel* : Rapport de 1845.

« consigner ici cette déclaration ». Mais ces promesses n'étaient faites que pour sauver la face ; nul n'ignorait que l'armée d'Afrique, lorsqu'elle n'était point occupée à la guerre, l'était aux travaux publics, et Bugeaud le proclame hautement à la tribune, dans son discours du 24 janvier 1845 :

Non seulement l'armée protège (1), non seulement elle donne la sécurité, mais encore elle exécute les grands travaux d'utilité publique, sans lesquels notre conquête ne pourrait pas prospérer. Pour ces grands travaux d'utilité publique, c'est l'armée qui vous a fourni des bras nombreux et à bon marché, et sans elle vous ne les exécuteriez pas. C'est ainsi que l'armée a ouvert, depuis deux ans, 500 lieues de routes, qu'elle a fait seize ponts, une multitude d'édifices militaires sur plusieurs points, qu'elle a fondé plusieurs villages, qu'elle a fait en un mot tous les grands travaux d'utilité.

Etait-ce là le ton d'un aveu, celui d'une excuse ? Si Bugeaud ne se faisait pas une gloire personnelle de l'œuvre accomplie, il en reportait tout le mérite à ses soldats et les en félicitait publiquement. A cela que pouvaient opposer les polémistes ?

Il s'en trouva pour essayer non seulement de combattre les idées de Bugeaud, mais d'ameuter contre lui toutes les familles qui avaient en Afrique un de leurs enfants. M. Desjobert, député de la Seine-Inférieure, l'adversaire acharné de l'expédition d'Alger et de l'aventure algérienne, publia, le 17 mars 1845, sous forme d'une lettre d'un vieux soldat, une vigoureuse philippique contre le gouverneur. « Lorsque naguère, lui rappelait-il, vous incliniez pour l'évacuation « de l'Afrique, vous disiez que les pères de famille, qui y voient périr « leurs enfants, pourraient partager votre opinion ; mais, ajoutiez-
« vous, ils ne parlent pas, ils n'écrivent pas, ils travaillent et ne sont
« pas consultés ». Il imagine qu'aujourd'hui un de ces pères de famille, qui l'a entendu, un vieux soldat, lui écrit parce qu'il a un fils en Afrique et qu'il en a reçu des nouvelles auxquelles il lui est difficile de croire : « Une chose nous inquiète (sa femme et lui) : c'est le travail
« qu'on fait faire au soldat en Afrique. Vous dites dans votre discours
« qu'aucune armée n'a éprouvé autant de fatigues ; que, si elle n'a
« pas versé autant de sang que sous l'Empire, elle a versé beaucoup
« plus de sueur ; que, lorsque nos soldats rentrent de campagne, on
« ne leur donne que trois jours pour réparer leurs effets en débris et
« qu'immédiatement on les mène dans les ateliers ; qu'ainsi, ils travaillent toujours quand ils ne combattent pas ». C'est donc pour

(1) *Moniteur Universel* : 25 janvier 1845.

« cela que notre enfant a été si souvent à l'hôpital et pourtant c'était
« l'un des plus forts du canton ; on en avait rejeté quatre pour l'avoir.
« Si, encore, on ne l'employait qu'à des travaux militaires, je le com-
« prendrai, c'est ce que nous faisons de notre temps. Mais vous lui
« faites défricher des terres, construire des maisons pour les colons,
« faire des canaux d'irrigation, arracher des broussailles, piocher la
« terre et la si bien travailler que le colon peut semer immédiatement ;
« si les bœufs et les charrues ne sont pas en nombre suffisant, nos sol-
« dats y suppléent en recouvrant le grain à la pioche ; « les colons,
« dit votre journal, en témoignent hautement leur reconnaissance ».
« Un général avait bien dit que le soldat était le serf du colon, mais
« il n'avait pas dit qu'il fut sa bête de travail. Faire du soldat le serf
« du colon ou sa bête de travail, n'est-ce pas ce qu'entendent nos
« députés et le Maréchal Soult, puisqu'ils ont déclaré que les travaux
« civils, tels que la construction des maisons de colons, les défriche-
« ments et dessèchements ne pouvaient être demandés au soldat. Il
« est vrai que cela ne vous a pas empêché de continuer à employer
« les troupes à ces travaux. Dites-moi, mon général, qui est-ce qui
« gouverne ? Est-ce vous ou le gouvernement ? Ma femme prétend
« que ce doit être le gouvernement ».

La lettre de M. Desjobert était pleine de malice et d'esprit, amusante aussi par la contradiction qu'elle relevait entre les paroles anciennes et les actes récents du gouverneur. Sous sa forme familière, elle devait produire infiniment plus d'effet que celle que, dans le « Spectateur Militaire » de juillet 1845, M. le général Duvivier publia sur le même sujet. Cette dernière est, en effet, dogmatique et prétentieuse. Déjà, en 1843, ce général avait écrit un ouvrage haineux (1) où semblables idées étaient exprimées. L'armée française, affirmait-il, telle qu'elle est recrutée, au moyen de citoyens libres désignés par le sort, ne saurait être employée à l'exécution de travaux d'utilité publique. Rien dans la loi ne lui en fait une obligation. Que le soldat soit un homme toujours prêt à donner, par les armes, force à l'Etat, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, c'est son devoir ; mais lui imposer une chose que l'on peut obtenir pour de l'argent, en faire un être corvéable à merci, est une illégalité : « Le soldat (2) ne saurait être ni le « serf, ni l'homme-lige, ni le bœuf de charrue du colon ». Ne sait-on pas aussi que certains travaux en Afrique sont mortels, qu'y con-

(1) Général Duvivier : *Quatorze Observations sur le dernier Mémoire de Bugeaud*.

(2) Général Duvivier : *Spectateur Militaire* ; juillet 1845.

traindre nos soldats, c'est les exposer aux maladies les plus dangereuses ? Et, comme cet officier ne peut pas raisonner froidement, qu'il s'échauffe et se laisse entraîner par la passion, qu'il veut produire grand effet, le voilà reprenant l'inscription funéraire des Lacédémoniens et l'adaptant aux Français morts en exécutant ces travaux. « Passant, va dire à la France que nous sommes enterrés ici parce qu'on a violé ses saintes lois ». Le voilà aussi faisant parler les soldats, et leur prêtant des sentiments qui, à beaucoup, étaient inconnus. « Savez-vous pourquoi le vrai soldat répugne tant à vos pelletages de terres, à vos brouettages de pierres ? C'est qu'il comprend que ces travaux l'abrutissent, et, dès qu'on a touché l'habit militaire, on sent quelque chose de spirituel, de divin, naître dans le cœur ».

Bugeaud se soucia peu de ces libelles ; il n'en continua pas moins à faire travailler ses troupes à l'ouverture des routes, à la construction des ponts, à l'établissement de fermes et de villages, au défrichement des terres, aux cultures surtout. Programme très vaste qui s'élabore peu à peu dans son esprit suivant les besoins du temps et du milieu, et qu'en quittant ses fonctions de gouverneur il se flattait d'avoir accompli.

* * *

L'ouverture des routes fut une des œuvres les plus utiles et aussi les plus pénibles effectuées par les soldats. En Algérie, il n'existait, en 1830, que des sentiers ou des chemins muletiers ; à peu de distance de chaque ville, le sol était recouvert d'épaisses broussailles ; aucune route tracée, pas d'ouvrage d'art sur les rivières. A peine quelques vestiges de voies romaines que le temps avait épargnées. Or, pour les armées françaises, pour leurs convois très lourds et leurs pièces d'artillerie, il fallait tracer de bonnes voies praticables, et c'est dans un but presque exclusivement militaire que les premières furent ouvertes. Comme notre autorité ne s'étendit d'abord que sur la banlieue de quelques villes, surtout autour d'Alger, dans le Sahel et la Métidja, ces premières routes ne dépassèrent pas le pied de l'Atlas. Elles avaient été bien construites et furent livrées, de bonne heure, au service des Ponts et Chaussées, chargé de les entretenir.

Mais, avec Bugeaud, quand l'occupation française s'étendit dans l'intérieur, que nos troupes s'établirent d'une façon permanente dans les villes de la zone montagneuse, qu'elles atteignirent même les postes établis par l'émir à la limite du Tell, il devint indispensable de relier ces nouvelles garnisons aux villes de la côte par des routes per-

pendiculaires au littoral, puis de les réunir les unes aux autres par des voies transversales. Ce fut la grande entreprise, celle qui incombait tout entière au Génie militaire. En deux années, 1843 et 1844, années de la grande conquête et des grands terrassements (1), l'armée française ouvrit près de 400 lieues de routes. Voici les principales au début de 1844 :

D'Oran à Sebdou par Tlemcen.....	44	lieues
De Tlemcen à Lalla-Marnia sur la rive gauche de la Taf-		
na dans la direction d'Oujda.....	15	—
D'Oran à Saïda par Mascara.....	43	—
De Mostaganem à Mascara.....	25	—
De Mascara à Tiaret.....	32	—
De Mostaganem à Miliana par Orléansville.....	60	—
D'Orléansville à Ténès, en partie dans le rocher.....	10	—
De Cherchell à Teniet-el-Haâd par Miliana.....	37	—
De Miliana à Blida.....	20	—
De Blida à Médéa.....	11	—
D'Alger au pont de Beni-Hini sur l'Isser (route de		
Constantine).....	19	—
De Philippeville à Constantine (route macadamisée et		
qui sera finie cette année).....	21	—
De Bône dans les forêts de l'Edough.....	8	—
De Bône à La Calle (route en très grande partie faite)..	12	—
Total.....	357	lieues

D'autres voies de moindre importance étaient amorcées, ainsi que des embranchements pour l'exploitation des forêts et des carrières.

Evidemment, la plus grande partie de ces routes n'était pas empierrée ; on s'était contenté de simples terrassements. Pourtant, pendant la belle saison, toutes étaient à peu près praticables et cela, au début, suffisait. Selon le gouverneur, il valait bien mieux avoir de grandes longueurs de routes provisoires qu'un petit nombre de chemins définitifs. Le commerce n'y trouvait-il pas son compte comme les convois de l'armée ?

Certaines de ces routes furent ouvertes en quelques semaines, voire en quelques jours. A la suite de quels efforts, les lettres du gouverneur nous le diront. En 1843, El-Esnam est fondée ; un grand convoi doit se rendre sur ce point et de là à Ténès, dirigé par Bugeaud lui-

(1) *Moniteur Algérien* : 24 mars, 1844.

même. Mais il faut franchir le Gontas ; les soldats travaillent avec acharnement à en faciliter l'accès. Les Beni-Menasser se révoltent ; force est au général Changarnier de retirer les troupes des travaux de terrassement. De suite on les remplace par des condamnés militaires, pris parmi les travailleurs du port :

Car, écrit le Gouverneur au Ministre, (1) la route est la chose la plus importante et la plus urgente, celle à laquelle toutes les autres doivent céder le pas, si nous ne voulons pas perdre un temps précieux pour les opérations qui doivent commencer dans le mois d'avril.

Autre lettre, le 5 avril :

J'espère que la route de Blida au Chélif sera praticable le 20 et que mon convoi de voitures pour El-Esnam (2) sera sous Miliana le 21. Il y séjournera le 22, et je me mettrai en route pour El-Esnam et Ténès le 23. La privation d'une partie des travailleurs pour les employer contre les Beni-Menasser a causé ce retard dont j'ai informé la colonne de Mostaganem. L'embranchement de Miliana à la route du Chélif (2 lieues $1/4$) sera, aussi, terminé à la même époque. Ainsi, nous aurons combattu l'insurrection des montagnets et fait les routes.

La route est praticable avant la date fixée. Le gouverneur est arrivé à Miliana avec son grand convoi, le 20 avril :

Mes 130 voitures (3) ont franchi le Gontas sans aucune difficulté par des rampes au vingtième parfaitement tracées, et aujourd'hui le convoi est campé dans la vallée du Chélif sous Miliana. Le travail de la route de Blida au Chélif fait beaucoup d'honneur au génie et à l'armée qui l'ont exécuté malgré les opérations de guerre incessantes qui ont obligé d'enlever la presque totalité des ouvriers. Les travaux de terrassement, y compris l'embranchement de Miliana, n'ont pas moins de 80.000 mètres ; j'ai été surpris moi-même que ce travail ait été aussi avancé avec les dérangements continuels que nous avons éprouvés. Il a fallu pour obtenir ce résultat beaucoup de zèle et d'activité ; mais l'armée sentait l'importance de cette route et, comme elle est pleine de dévouement, elle exécute avec ardeur tout ce qui lui paraît utile.

Autre exemple de route rapidement ouverte : il importe de relier El-Esnam et Ténès. Le gouverneur est arrivé à El-Esnam le 26 avec le plus énorme convoi (4) qui ait été encore fait en Afrique : 70 voitures et 1800 bêtes de somme louées aux Arabes. Le 28, il part pour Ténès avec cinq bataillons, une compagnie de sapeurs, une compa-

(1) *Bugeaud à Soult* : 24 mars 1843. Archives de la colonisation algérienne. A. G. G. A.

(2) *Bugeaud à Soult* : 5 avril 1843. Archives de la colonisation algérienne. A. G. G. A.

(3) *Bugeaud à Soult* : 20 avril 1843. A. G. G. A.

(4) *Bugeaud à Soult* : 29 avril 1843, A. G. G. A.

gnie de discipline, une section d'artillerie de montagne et 500 chevaux. La première journée de marche n'exigea pas de gros efforts dans la vallée de l'oued Ouaran ; il fallut ensuite franchir une suite de collines assez raides pour passer dans la vallée des Beni-Madoun. « Heureusement, observe Bugeaud, ces montagnes sont terreuses, « mais cependant les troupes ont dû beaucoup travailler ». Pendant qu'elles étaient occupées à ces travaux sur une très longue ligne, elles furent attaquées par Ben-Khosbili, le nouveau chef du Dahra, récemment nommé par Abdelkader. Le goum indigène tint pendant quelque temps les assaillants, puis, lorsque les troupes françaises furent ralliées, elles repoussèrent Ben-Khosbili et ses partisans en leur infligeant de grosses pertes. Le lendemain, elles reprenaient le pic et la pioche et gagnaient le bout de la vallée à une lieue de Ténès. Là, elles se heurtent à un massif montagneux fort difficile à franchir. Le gouverneur, avec une escorte, s'avance, le 30, de grand matin, en reconnaissance ; il découvre l'emplacement de l'ancienne ville romaine qu'il juge beaucoup plus favorable pour la nouvelle ville française que le vieux Ténès musulman ; il constate aussi que le meilleur tracé de la route est celui qu'à travers un défilé emprunte le sentier indigène. De cet endroit, il rapproche aussitôt son camp pour que les travailleurs soient plus à portée de leur ouvrage. Il divise ses troupes en deux parties, l'une qui sera employée à l'établissement de la ville, l'autre à la route. Ses bataillons, il les laisse là au travail, obligé qu'il est de rentrer pour quelques jours à Alger. Mais bientôt, il est de retour ; tout a changé en ces trois semaines : dans la nouvelle ville la population européenne a afflué ; il y a déjà 243 marchands, industriels ou artisans de toute nature et beaucoup d'autres sont annoncés. De plus, la route est praticable de Ténès à El-Esnam ; assurément,

Pour être un peu roulante, il y faudrait quatre ou cinq bataillons encore pendant quinze jours ou trois semaines (1). Malheureusement, c'est impossible en ce moment. Nous avons besoin d'agir ; il faut courir au plus urgent. On y travaillera un peu cet été et beaucoup l'hiver prochain.

Par ce double exemple, on peut se faire une idée de la fiévreuse activité avec laquelle étaient souvent poussés les terrassements et dans quelles conditions travaillaient les soldats ; maniant aujourd'hui le fusil, demain le pic et la pioche.

Les années 1843 et 1844 furent les années de grands terrassements.

(1) *Bugeaud à Soult* : 20 mai 1843, A. G. G. A.,

Presque toutes les routes, entreprises à la fois, furent frayées de telle sorte que les passages des convois militaires étaient possibles. Bugeaud les eût voulues meilleures ; il a bien assez de bras, mais il ne possède pas les ressources suffisantes.

Il écrit le 4 mars 1844 à Gustave de Beaumont :

Je regrette (1) de ne pas avoir demandé un crédit supplémentaire pour les routes de l'intérieur qui sont d'une si grande urgence. Ce sont les routes perpendiculaires à la mer, pénétrant au loin dans le pays, qui donnent la puissance militaire et ouvrent le pays au commerce. Je voudrais bien vous voir demander par amendement 500.000 frs pour cet objet. Ne serait-il pas déplorable de laisser inactifs les bras nombreux et si bien disposés que nous offre l'armée ?

L'année 1845 fut consacrée à la répression de la révolte du Dahra et surtout à celle de la grande insurrection fomentée par Abdelkader. On ne reprit les travaux de terrassement que lorsqu'il s'agit de continuer la route de Constantine jusqu'à Hamza (Bouïra) et d'y relier Sour-el-Gozlan (Aumale), le siège de l'une des grandes colonies militaires projetées. C'est aussi dans les dernières années du gouvernement de Bugeaud que le long de ces voies l'armée créa les lignes télégraphiques et éleva les postes nécessaires. Encore une entreprise pénible ! Les postes, en raison des nécessités de la défense et de l'isolement complet de toute population, demandaient un travail plus long et une installation plus résistante. On opérait sur des points éloignés des centres d'occupation ; souvent, on devait transporter sur le sommet des montagnes les divers matériaux et l'eau nécessaire pour faire le mortier. Les travailleurs militaires s'y employèrent avec succès ; au printemps de 1847, la ligne Alger-Oran par Miliana, Orléansville et Mostaganem, était sur le point d'être achevée.

Ces travaux incessants, ces grands remuements de terre, dont on redoutait les conséquences sur la santé des soldats, n'eurent cependant aucun effet fâcheux. En Algérie, la vie au plein air est meilleure que la vie enfermée de la caserne, la vie active que la vie sédentaire. Et puis, on était sorti des zones marécageuses de la côte ; l'air plus salubre des montagnes convenait mieux aux Européens. Les statistiques témoignent d'une décroissance sensible des décès dans l'armée. On comptait pour les troupes, d'après M. Lingay, en 1840, 1 décès pour 7 hommes de l'effectif total ; en 1841, 1 sur 10 hommes 6/10 ; en 1842, 1 sur 17 6/10 ; en 1843, 1 sur 23 3/10 ; en 1844, on n'en compte plus que 1 sur 30 7/10. « Cette amélioration, ajoute M. Lin-

(1) Bugeaud à Gustave de Beaumont : 4 mars 1844 ; A. G. G. A.

« gay (1), — et elle n'est pas arrivée à son dernier terme — résulte de la
« bonne tenue des services hospitaliers qui a réduit la mortalité des
« troupes à peu près à ce qu'elle est en France pour toute la population
« en tenant compte d'ailleurs des fatigues, du climat et de la guerre ». Nous croyons aussi que ces mêmes fatigues, cette vie au plein air et dans des régions salubres furent les meilleurs facteurs de la santé des troupes.

Quant à l'état des routes ainsi tracées, il demeura à peu près le même durant tout le gouvernement du Maréchal. On vécut sur le provisoire. Chaque fois que les opérations de guerre le permirent, on détacha des bataillons aux travaux d'entretien les plus urgents. Les grosses pluies de l'hiver les ravinaient fréquemment ; des éboulements les obstruaient. La réfection annuelle de la plupart de ces chemins fut donc confiée à l'armée. Double avantage aux yeux de Bugaud ! Le travail était fait plus rapidement et à moins de frais. Ne fallait-il pas aussi écarter le service civil des Ponts et Chaussées et, dans les territoires mixtes, tout confier à des officiers ? Or, ceux-ci ne voyaient guère que l'intérêt de l'armée. Pourvu que, sur ces voies, pussent passer les charrettes militaires, ou mieux encore les mulets des indigènes dont l'intendance se servait de plus en plus pour ravitailler les villes et les postes de l'intérieur, le Génie était satisfait, mais non pas les colons. Ils se plaignaient de ne pouvoir porter leurs denrées à la cité voisine, tant les chemins étaient mal entretenus. Leurs doléances devinrent si vives que la Chambre des Députés eut à s'en occuper en 1847. Dans son rapport sur les crédits extraordinaires de l'Afrique, M. de Tocqueville se plaît à rappeler les dépenses que nécessitaient les transports de la côte à l'intérieur et les bénéfices que réalisaient de ce fait les Arabes avec leurs bêtes ; il en signale les causes d'après un autre document parlementaire : « La Chambre, « dit-il (2), a pu voir dans le rapport dernièrement présenté par l'honorable M. Allard, au nom de la commission des crédits supplémentaires et extraordinaires, que, dans l'année 1846, la dépense qui est « résultée de l'état des routes et de l'obligation où on a été d'y faire « presque toujours les convois à dos de mulet n'a pas élevé le prix des « transports à moins de 43 pour cent de la valeur des objets transportés. Cette dépense ne peut être représentée par un chiffre moindre

(1) Lingay : *La France en Afrique*, page 187.

(2) Voir ce rapport de de Tocqueville dans le *Moniteur Universel* ou dans les *Œuvres* de cet écrivain : *Etudes Economiques, Politiques et Littéraires*. Tome VII, Paris, Lévy, 1876.

« de 13 millions ; M. le rapporteur ajoute que, si l'on tient compte de
« plusieurs dépenses très considérables qui sont également motivées
« par l'état des chemins, telles que celles qui sont nécessaires pour
« entretenir, dans les équipages militaires, *un matériel et un personnel*
« disproportionnés avec les forces numériques de l'armée, on doit
« conclure qu'on doit porter à 16 millions la part du budget absorbée
« chaque année en Afrique par les transports de toute nature ».

Voilà une conséquence bien inattendue. Des soldats français ont travaillé, pendant des années et au prix de fatigues inouïes, à ouvrir des voies de communication dans cette Algérie qui en était autrefois dépourvue ; plusieurs sont morts à la tâche. A qui va profiter ce labeur colossal ? Tout simplement aux vaincus. Et pourquoi ? Parce que le Génie militaire les entretient mal, que seules peuvent y circuler les bêtes de somme indigènes. Pourtant, les colons ont des animaux de trait et des voitures ; ils demandent, afin de pouvoir participer aux bénéfices de ces transports, une meilleure viabilité. Or, il faut arriver jusqu'en 1847 pour que leur voix soit entendue. M. de Tocqueville demande, cette année-là, le vote d'un crédit de 1.800.000 francs. En matière de vicinalité, l'ouverture provisoire d'une route n'est avantageuse à des Européens qu'à la condition que sa mise en état définitive ne soit pas trop longtemps retardée.

* * *

Terrassiers sur les routes, les soldats devenaient charpentiers et maçons dans la construction des ponts.

En Algérie, avant notre arrivée, les ponts étaient rares. Les rivières de ce pays roulent d'ailleurs si peu d'eau pendant les longs mois d'été, et leurs crues d'hiver s'écoulaient si rapidement, que les indigènes musulmans, partisans du moindre effort, n'en avaient point senti l'absolue nécessité. S'ils ne pouvaient franchir un cours d'eau, momentanément grossi par les pluies, ils attendaient patiemment sur la rive que la crue ait diminué. Les seuls ponts qui étaient debout en 1830 se rencontraient là où la circulation était la plus intense, près des villes ou sur des fleuves difficiles à traverser ; l'un d'eux, le plus beau et le plus hardi, le pont du Rhummel, remontait au temps de la domination romaine ; les autres, bâtis par les Turcs, n'avaient ni la même solidité, ni la même hardiesse : pont de la Maison-Carrée sur l'Harrach, pont de l'oued Kerma affluent de l'Harrach, pont de l'Isser, pont du Chélif au-dessous de Miliana, et c'est à peu près tout.

Autant que le percement des routes, l'établissement des ponts fut une des conditions de la conquête, puis de la pacification. Les armées françaises devaient pouvoir franchir, par n'importe quel temps, les torrents algériens pour aller frapper les tribus rebelles. Que de fois, jusqu'à l'arrivée de Bugeaud, des expéditions avaient été retardées ou empêchées par les crues des rivières ! Avec ce gouverneur, tout changea. Les troupes, rendues plus mobiles, se transportèrent rapidement sur tous les points où leur présence était jugée nécessaire, et cela grâce au réseau des routes et aux ponts. D'après une statistique dressée en 1850, le nombre des ouvrages d'art, édifiés par l'administration française en Algérie, de 1840 à 1850 (1), fut de 86 dont 43 dans la province d'Alger, 18 dans celle d'Oran et 25 dans celle de Constantine. Ainsi que cela avait eu lieu pour les routes, les travaux des ponts situés sur le territoire civil furent confiés aux Ponts et Chaussées, ceux des ponts situés sur les territoires militaires le furent à l'artillerie ou au génie. Malgré cette division, on utilisa presque partout la main-d'œuvre militaire.

Les plus importants de ces ouvrages dans la province d'Alger furent le pont de l'Isser (Route nationale d'Alger à Constantine), d'une longueur de 140 mètres, et le pont sur l'Harrach (Route nationale d'Alger à Rovigo), d'une longueur de 80 mètres. Le premier, jeté en 1846, ne coûta que 3.695 francs à cause de l'emploi des soldats ; le second fut plus dispendieux, on y travailla trois années durant, en 1845, 1846, 1847 ; car il fut emporté par les crues exceptionnellement violentes de 1846. Deux autres de 77 et de 78 mètres avaient été jetés sur le Mazafran ; ils ne résistèrent pas davantage à la même époque et l'on fut contraint d'y travailler jusqu'en 1847. Enfin, on lança, toujours dans cette période, le plus beau de ces ouvrages d'art sur le grand cours d'eau du Chélif. Là, on était en plein territoire militaire et, ainsi que cela avait été prévu, seuls les soldats y travaillèrent.

Moins considérables peut-être furent les efforts dans les deux provinces de l'Ouest et de l'Est ; mais, à Oran où les Ponts et Chaussées n'existaient pas encore, toute la charge de ces constructions retomba sur l'armée : pont sur le Sig, de 55 mètres, en 1843 ; pont sur l'oued El-Hammam, de 68 mètres, en 1844 (Route d'Oran à Mascara) ; pont sur la Macta, de 63 mètres (Route d'Oran à Mostaganem) ; pont sur la Mina, de 40 mètres ; deux ponts sur le Chélif, l'un de 76

(1) *Tableau des Etablissements Français dans l'Algérie* : 1846 à 1849. Pages 331 et suivantes. Ce volume parut assez tardivement en novembre 1851 ; l'on a pu ainsi y insérer une statistique de 1850.

mètres et l'autre de 80, le premier tout en maçonnerie (Route de Mostaganem à Orléansville) ; pont sur la Tafna, de 70 mètres ; pont sur la Mouila, de 50 mètres (Route de Tlemcen à Lalla-Marnia). D'autres encore furent entrepris et achevés malgré l'acharnement et la continuité de la lutte, engagée contre Abdelkader.

Quoique à ce moment la province de Constantine ait été relativement peu agitée, ou peut-être à cause de cette tranquillité relative, on y construisit moins. Les services civils dirigèrent l'établissement du pont sur le Safsaf et l'artillerie fit jeter le pont sur le Rhummel. Encore ici, on fit appel à la main-d'œuvre militaire. Autre pont achevé par les soldats, celui du Bardo (Route de Constantine à Bône).

De tous ces travaux, nous n'avons cité que les plus considérables. Combien d'autres, moins longs mais tout aussi utiles pour la facilité des communications et des transports, furent encore et toujours l'œuvre de l'armée ! Œuvre imparfaite, objectera-t-on, œuvre provisoire ! Sans doute, on allait au plus pressé pour les ponts comme pour les routes. Le mode généralement employé fut le système à l'américaine avec piles en maçonnerie et le reste en charpente. Il offrait, personne ne l'ignore, des inconvénients sérieux à cause de la facilité avec laquelle les Arabes les détruisaient en les incendiant ; lors de la grande insurrection de 1845, les émissaires d'Abdelkader brûlèrent en effet presque tous ceux de la province d'Oran, soit pour échapper à la poursuite de nos troupes, soit pour empêcher leur concentration. Aussi, à partir de 1846, on abandonna le système américain et on construisit les ponts entièrement en maçonnerie. Il est vrai de dire qu'à cette date les longues opérations de guerre étaient terminées et que, pour une œuvre plus durable, on pouvait prendre tout son temps et disposer des troupes nécessaires.

*
* *

Que n'obtenait-on pas de cette armée ? Déjà avait été faite par le colonel Marengo la démonstration que les soldats et les condamnés militaires étaient capables de bâtir des maisons pour les colons et d'édifier un monastère et une ferme pour des religieux. Ne sauraient-ils point créer un village complet avec ses rues, ses maisons, ses bâtiments publics et aussi avec ses murs d'enceinte, ses fossés, ses tourelles et son parapet extérieur ? Le gouverneur n'en doute pas et, sur son ordre, des bataillons se mettent à en fonder deux pour des immigrants allemands, à la Stidia et à Sainte-Léonie, dans la province

d'Oran. Le premier fut le plus important et il nous est aussi le mieux connu par les lettres de Bugeaud.

Aux mois de septembre et d'octobre 1846, près de 900 Allemands des deux sexes furent transportés par les soins du gouvernement français en Afrique et débarqués à Mers-el-Kébir. Originaires, la plupart, des environs de Trèves, tout près de la frontière lorraine, ces émigrants s'étaient rendus à Dunkerque sur l'assurance de courtiers marrons qu'un navire les conduirait au Brésil à peu de frais. Ils avaient réalisé leur modeste avoir et attendaient impatiemment de partir. Mais les courtiers, revenant sur leurs promesses, exigèrent un prix de passage très élevé. Beaucoup ne purent payer et s'embarquer ; cependant, ils ne se décidaient pas à regagner leur pays natal. Peu à peu leurs faibles ressources s'épuisèrent ; ils devinrent un sujet d'embarras et d'inquiétude pour la municipalité de Dunkerque. Quelqu'un leur parla de l'Afrique et ils adressèrent une pétition au gouvernement français à l'effet d'obtenir le passage gratuit pour l'Algérie.

Contrairement à ce que l'on a cru et à ce qui a été publié, le Ministre de la guerre n'était pas d'avis d'accueillir cette demande ; il objectait la composition des familles, l'insuffisance de leurs ressources, les frais considérables de transport. Le conseil des Ministres fut saisi de la question ; le lieutenant-général de Lamoricière consulté assura que les étrangers trouveraient à se placer à Oran, soit comme de simples ouvriers, soit comme concessionnaires. Le Conseil se prononça donc pour l'envoi de ces immigrants en Afrique aux frais de l'Etat, et le Ministre Moline de Saint-Yon annonça cette décision au Gouverneur par lettre du 4 juillet 1846. En même temps, il pressait le départ de ces Allemands, attendu qu'ils encombraient les quais de la ville et que d'autres paysans de la Prusse rhénane étaient venus les rejoindre à la nouvelle de la mesure gracieuse prise par le Ministère français ; au moment de l'embarquement, on compta 869 individus.

Bugeaud était à Paris, lorsqu'il reçut communication de la décision du Conseil. Il l'apprit non sans inquiétude et sans dépit. Il eût mieux valu selon lui « faire (1) les mêmes frais d'installation et d'alimentation pour des familles françaises et surtout pour un certain nombre de ces braves sous-officiers et soldats qui s'offrent pour coloniser le pays qu'ils ont conquis ». On reconnaît là une des idées qui lui étaient chères ; mais la décision était irrévocable.

(1) La lettre est jointe au *Dossier de la Stidia*. Archives de la colonisation algérienne. A. G. G. A.

Comment installer cette population en Afrique ? Bugeaud ne se dissimule pas que le gouvernement français, en la transportant sur le sol algérien, a contracté « l'obligation de pourvoir à ses besoins présents et d'assurer son existence future ». Or, elle est très misérable et de plus renferme beaucoup d'enfants. Se contenter de donner au chef de famille les secours en matériaux et en argent, que l'on accorde au nouveau colon, serait insuffisant ; car ils n'ont rien que leurs bras. Encore Bugeaud n'est pas d'avis d'employer ces bras à la construction des villages ; il vaut mieux, à son avis, les appliquer immédiatement à la culture des terres pour permettre à ces pauvres familles d'assurer leur subsistance en grains. Il ne faut pas songer non plus à confier cet aménagement aux civils qui iraient lentement et dépenseraient beaucoup. L'armée est là, la grande travailleuse ; elle ne demande qu'à se dévouer, à édifier des villages comme à percer des routes.

Les soldats français seront donc appelés à préparer le logis des Allemands. Dès que la diminution des chaleurs rendra les travaux moins dangereux pour les troupes, un bataillon ira occuper chaque localité ; il sera chargé de la construction de tout le village ainsi que des travaux d'utilité publique les plus urgents dans les environs.

On l'y maintiendra aussi longtemps que tout ne sera pas achevé :

Il faut, ordonne Bugeaud dans ses instructions au général de Bar, gouverneur par intérim (1), que le chef de bataillon, les officiers et les soldats attachent leur honneur et leur patriotisme à la prompte réussite de cette œuvre qui ne sera pas moins méritoire que deux ou trois combats gagnés et qui tend réellement au même but, la conservation de la conquête.

Les emplacements des futurs villages étaient à peu près déterminés ; les considérations militaires primaient toutes les autres à cette époque. Or, suivant le plan dressé par Lamoricière et ses officiers, la prise de possession effective de l'Oranie devait s'appuyer sur notre occupation incontestée d'un triangle dont la côte et le Sahel entre Oran et Mostaganem étaient la base, et Mascara le sommet. Ouvrir sur cette côte et dans l'intérieur de ce triangle des routes stratégiques, y multiplier les centres, occuper ainsi fortement le pays, de telle sorte que les travaux militaires vinssent en aide à la colonisation et récipro-

(1) *Bugeaud au général de Bar, gouverneur général par intérim : 19 août 1846. Archives de la colonisation algérienne, dossier de la Stidia.*

Cette lettre renferme les instructions, envoyées par Bugeaud, pour l'installation de ces Allemands.

quement, tel fut le but poursuivi. On travaillait alors à tracer une route de Mostaganem à Arzew et d'Arzew à Oran. Sur ces deux routes s'échelonnaient les futurs centres allemands ; on choisit la Stidia à 4 heures de Mostaganem et Muley-el-Magoug (appelée plus tard Sainte-Léonie du prénom d'une fille du Maréchal Bugeaud), à 7 kilomètres d'Arzew. On songea même à mettre quelques familles à Aïn-el-Djer, à trois lieues d'Oran, mais, comme en ce moment le pays n'était pas sûr et que les villages devaient être assez peuplés pour pouvoir se défendre au besoin eux-mêmes pendant quelque temps, on s'en tint aux deux premiers : la Stidia recevrait de 80 à 90 familles, Muley-el-Magoug 40.

Les bataillons furent envoyés sur ces deux points vers la fin de septembre. Celui de la Stidia y arriva le 26, sous le commandement du lieutenant-colonel Bosc. Le Maréchal aurait bien voulu donner la direction des travaux au colonel Marengo, mais, depuis les incidents de l'haouch Skaladji (1), cet officier, estimant qu'on ne l'avait pas compris, s'était renfermé dans ses fonctions militaires et aidait simplement les Trappistes. Tout le matériel qu'il avait réuni avait été remis après l'achèvement des villages du Sahel dans les magasins de la Direction civile de la colonisation où, en peu de temps et faute de soins, il était devenu inutilisable. Aussi, devant le refus du colonel Marengo, on choisit le colonel Bosc et on lui laissa toute initiative pour s'organiser comme il l'entendait.

Les travaux commencèrent effectivement en octobre. Ils furent poussés avec rapidité, car les Allemands étaient déjà arrivés à Mers-el-Kébir ; provisoirement, l'autorité militaire les avait logés tant bien que mal dans des cabanes, au bord de la mer, près du port ; mais, eux, avaient hâte de connaître leur futur village. Quelques-uns, des ouvriers d'art, furent dirigés de bonne heure sur la Stidia et prêtèrent leur concours aux soldats. Il fallait cependant laisser au bataillon le temps de s'installer, d'édifier des baraques pour abriter les soldats et leur matériel. On construisit aussi des fours à chaux et un four à brique. A peu de distance de la Stidia, on découvrit des gisements de gypse pour fabriquer le plâtre, des bancs d'argile excellente pour faire des tuiles et même des poteries et de la vaisselle, des carrières de pierre calcaire pour extraire des moellons. Au début, tout alla bien ; l'occupation, nouvelle pour les soldats, leur plaisait. En ren-

(1) Voir plus loin quelques détails sur ces incidents dans le chapitre consacré à l'Emploi des condamnés militaires : *Système Marengo*.

dant compte au Ministère des premiers travaux qu'il n'a pas encore visités, Bugeaud parle à nouveau des grandes ressources qu'offre l'armée d'Afrique pour l'exécution de toutes les entreprises d'utilité publique :

Je vous ai dit (1) souvent qu'elle était le premier instrument de la colonisation et qu'elle était organisée de manière à former le plus puissant atelier de travail, qu'il ne s'agissait que de savoir s'en servir. On trouve dans son sein des officiers pour l'entente des travaux et leur direction, des ouvriers de toute nature pour les exécuter, et la discipline qui fait marcher tout cela sur des roulettes. L'Etat n'a point à créer un personnel extraordinaire pour l'administration et la direction des travaux, personnel qui absorbe une grande partie du fond destiné à la colonisation. Ici, rien n'est détourné de la production directe. Les officiers n'ont que leur traitement ordinaire. Et quelle immense facilité nous avons trouvée à organiser immédiatement l'installation des Prussiens ! S'il eût fallu employer les moyens civils, on aurait mis trois mois à se préparer et l'on aurait demandé la création de plusieurs agents.

On est au 12 novembre. Le Maréchal a hâte de parcourir les chantiers. Il s'y rend le 30 de ce mois et consacre sa journée entière à tout visiter. Le soir, à dix heures, encore sous l'impression de ce qu'il a vu, il écrit au Ministre et lui exprime la vive satisfaction qu'il a éprouvée à se rendre compte de l'état d'avancement des travaux et des dispositions paternelles et de bonne administration prises par l'autorité militaire à l'égard des malheureuses familles allemandes. L'enceinte de cet immense village est faite aux deux tiers, une bonne route a été pratiquée par les soldats presque jusqu'à la mer ; par là, on recevra les bois de construction.

Le bataillon (2), chargé des travaux, a fait un beau jardin qui est déjà presque tout ensemencé, en vue de fournir aux Prussiens beaucoup de plans de légumes. La plupart des jardins des colons commencent à être en culture et on remarque déjà quelques semences levées. Enfin, environ 240 hectares ont été ensemencés en orge et en blé par des corvées arabes sous la direction du Bureau arabe de Mostaganem.

Plusieurs maisons sortent de terre ; deux sont prêtes à recevoir la couverture. Cependant, le moins avancé de tous les travaux entrepris est la construction des maisons, car il a fallu cuire la chaux et extraire la pierre. Quelque activité qu'on y mette, on n'achèvera pas avant quatre mois les 100 bâtisses prévues. Afin d'aller plus vite, Bugeaud

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon* : 12 novembre 1846. Archives de la colonisation algérienne : dossier de la Stidia (A.G.G.A.)

(2) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon* : 30 novembre 1846. Archives de la colonisation algérienne : dossier de la Stidia (A.G.G.A.).

décide sur place de substituer à la couverture en tuiles la couverture en terrasse à la manière des maisons mauresques.

Le grand avantage (1) de cette méthode est que, plus tard, les familles, quand elles auront quelques ressources, pourront élever leurs maisons d'un étage et que la terrasse actuelle pourra servir de plancher à cet étage. Si l'on eût continué à couvrir en tuiles, il aurait fallu des bois plus longs et l'on eût été contraint de faire venir des tuiles d'Espagne ou d'attendre fort longtemps la fabrication de la tuilerie que nous avons établie sur les lieux, tandis que l'on aura tout de suite les terrasses et qu'elles coûteront moins que les tuiles.

Trois jours après, il visite avec autant d'attention le second village prussien de Muley-el-Magoug près d'Arzew. Les travaux y étaient moins avancés qu'à la Stidia, parce que l'on avait commencé un peu plus tard, mais ils marchaient bon train et la même ardeur animait les soldats et les officiers.

Le Maréchal ne devait plus revenir à la Stidia, mais il tenait à être exactement renseigné. Il le désirait d'autant plus que l'expérience, faite dans ces deux villages et confiée exclusivement à l'armée, lui paraissait venir à l'appui de son projet des camps agricoles.

Je vous ferai (2) remarquer que ce qui se fait pour la colonisation des Prussiens est exactement ce que je voudrais faire pour installer les colons militaires. Pendant que ceux-ci iraient en congé chercher leurs femmes, des bataillons créeraient leurs villages.

Aussi le général d'Arbouville, commandant par intérim de la province d'Oran, s'empresse-t-il, le 13 mars 1847, au retour d'une inspection qu'il vient d'effectuer dans les villages, de lui donner des nouvelles. La Stidia progresse rapidement. « Les travaux, dit-il (3), « ont été poussés par M. le lieutenant-colonel Bose avec le plus grand « zèle et beaucoup d'intelligence. Trente maisons sont terminées et « habitées ; douze sont en cours d'exécution. Le village entier, ajoute-t-il, qui sera composé de 80 maisons, sera terminé dans trois mois « avant la grande chaleur ». Sainte-Léonie progresse également.

Depuis quelque temps déjà la population allemande avait été transportée à la Stidia et à Sainte-Léonie ; à Mers-el-Kébir, elle se perdait, dit un rapport, dans l'oisiveté, le découragement et aussi la débauche. Installée aux nouveaux villages, elle serait du moins

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon* : 30 novembre 1846. Archives de la colonisation algérienne : dossier de la Stidia (A. G. G. A.) .

(2) *Même lettre*.

(3) *D'Arbouville à Bugeaud* : 13 mars 1847. Archives de la colonisation algérienne : dossier de la Stidia (A. G. G. A.).

occupée. Pour abri, on lui offrit des baraquements en planches ; les familles s'y entassèrent et là, malgré quelques séparations, l'on vécut dans la promiscuité la plus complète. Bien plus, hommes et femmes, jeunes filles et garçons, enfants même, furent employés aux travaux les plus urgents contrairement aux recommandations de Bugeaud. Cette vie en commun, cette vie de camp, aggrava la débauche et favorisa la prostitution. Le mal devint d'ailleurs si profond et si éclatant que l'autorité militaire fut obligée d'intervenir en adressant des remontrances énergiques aux chefs de famille et en infligeant quelques punitions aux soldats.

Le village ne fut d'abord qu'une caserne ; les colons devant être nourris aux frais de l'Etat à cause de leur extrême dénuement, l'ordinaire fut établi en commun ; chaque famille eut sa gamelle, à l'anse de laquelle était fixée une plaque qui portait un numéro matricule, la gamelle contenait autant de rations qu'il y avait d'individus dans la famille. Détail plus déconcertant ! Il semblait naturel de charger les femmes de la cuisine, ne fût-ce que pour les soustraire à l'oisiveté ou pour ne point les astreindre aux dures corvées du dehors. Les chefs en jugèrent autrement : des soldats, probablement fort experts dans l'art culinaire, apprêtèrent les repas sous la direction compétente d'un officier.

Combien de temps fut imposé cet ordinaire en commun, l'histoire ne le dit pas précisément. Ce que l'on sait, c'est que les distributions de vivres et de légumes furent continuées jusqu'au 1^{er} octobre 1847. Mais la vie de camp dura plus longtemps encore. Le général d'Arbouville estimait en mars qu'on terminerait les travaux en juillet ; à ce moment, ils étaient loin d'être achevés. Bugeaud venait de quitter l'Algérie et, peut-être, les officiers et les soldats, ne se sentant plus surveillés et trouvant la tâche trop longue, n'y apportèrent plus le même zèle. En outre, l'arrivée des grandes chaleurs fut une autre cause de ralentissement ; toujours est-il que les soldats furent maintenus pendant toute l'année 1847 et une partie de 1848 dans le village de la Stidia.

Lorsqu'ils le quittèrent, la Révolution avait renversé la Monarchie de Juillet. Le comité, chargé des affaires de l'Algérie à l'Assemblée Nationale, désira être renseigné exactement sur l'état de la colonisation en Afrique ; une enquête fut donc ouverte, un rapport circonstancié établi (1) et l'on doit à ce document d'avoir des détails complets sur l'œuvre de l'armée à la Stidia.

(1) Ce rapport est joint au *Dossier de La Stidia*.

Dans le village, les maisons sont terminées ainsi que les bâtiments d'utilité publique. On y comptait 66 maisons de colons sans mur de refend, habitées par les immigrants prussiens ; 3 sur le même modèle avaient été concédées à deux sous-officiers et un grenadier du 32^e qui s'étaient mariés à des jeunes filles allemandes ; 11 avec mur de refend abritaient chacune deux petits ménages. En tout, 80 maisons furent construites. Ajoutez à cela un presbytère, une maison d'école, une mairie, une chapelle provisoire, puis une fontaine, un lavoir, un abreuvoir, une conduite d'eau de 230 mètres, un canal d'irrigation de 450 mètres. Ce n'est pas tout : les soldats avaient creusé un large fossé d'enceinte avec quatre chevaux de frise pour en fermer les ouvertures, tracé une route de 1800 mètres, installé une briqueterie, une tuilerie, une poterie, ouvert des carrières de pierre de taille, de moellons, de plâtre. Par cette énumération, on peut juger du travail de ces deux années.

Ainsi, dans un délai plus long sans doute que celui qui avait été fixé par le Maréchal, et avec des dépenses supérieures elles aussi à celles qu'il avait prévues (213.198 francs, soit 2.700 francs en moyenne par famille), le centre de la Stidia, œuvre d'un bataillon de soldats, affirmait en cette Oranie la puissance colonisatrice de l'armée. D'autres exemples de ce labeur fécond pourraient être donnés, notamment la création de fermes à Orléansville, à Sétif, à Philippeville, mais aucun n'est comparable à celui des villages allemands de la province d'Oran :

L'armée, concluait triomphalement Bugeaud (1), est, à mon avis, le moyen le plus large, le plus économique, le plus avantageux, de fonder la colonisation civile.

II

Emploi de l'Armée aux cultures

Qu'il fût le plus avantageux et le plus économique, le doute était au moins permis, mais il semblait bien être le plus large à ce moment ; car, des 100.000 hommes que comprenait l'armée, combien ne pouvait-on pas utiliser sans compromettre la sécurité de la colonie ? Combien auxquels les travaux manuels étaient familiers et surtout les travaux des champs ? Si, sans difficulté, les autorités militaires

(1) Bugeaud : *De la colonisation de l'Algérie* (brochure de 1847). Page 33.

avaient su en quelques jours ou en quelques semaines improviser des terrassiers, des charpentiers, des maçons, combien ne trouveraient-elles pas de soldats-laboureurs, heureux de déposer momentanément le fusil pour conduire à nouveau la charrue ? L'armée française, l'infanterie surtout, était composée en majeure partie de prolétaires, de fils de fermiers, de métayers ou d'ouvriers agricoles. Ces paysans, qui avaient appris dès leur bas âge à cultiver la terre et à l'aimer, auraient tôt fait de fertiliser le sol africain inculte, mais fécond. L'armée a donné l'exemple de bien des initiatives ; elle doit aussi donner celui de la culture, non pas de la culture mesquine et hésitante des colons des environs d'Alger, mais de la culture étendue et vigoureuse. Elle aménagera des jardins autour de ses camps, établira plus loin de grandes fermes ; elle aura ses faucheurs, ses laboureurs, ses moissonneurs ; elle plantera des arbres, sèmera des grains, coupera les foins. Et, si même il faut venir en aide aux pauvres colons civils, impuissants à mettre en valeur leur concession, trop faibles aussi pour tirer de leurs terres non défrichées les ressources nécessaires à leur propre existence et à celle de la famille, les soldats leur prêteront l'aide de leurs bras vaillants. Le tout est de ne pas laisser plus longtemps sans culture cette terre vierge, ne serait-ce que pour montrer à la France que l'Afrique est féconde et nourrit ses vainqueurs, et que l'armée qui peut tout entreprendre doit en tout réussir. Dans l'esprit de Bugeaud, les termes d'armée, de colonisation et de culture sont indissolublement liés et, au fond de tous ses raisonnements, est compris ce syllogisme initial : l'armée est nécessaire à la colonisation, il n'y a pas de colonisation sans culture, donc l'armée doit cultiver.

Dès le 21 avril 1841, Bugeaud, étendant un arrêté de son prédécesseur, attribue aux troupes établies dans les camps permanents trente hectares de terrains propres à la production. Le lieutenant-général, vicomte Schramm, leur en avait déjà concédé cinq ; et il avait fondé sa décision sur ce qu'il importait « aux intérêts (1) de la population, « aux progrès de la colonisation, et au bien-être de l'armée, d'employer dans une juste mesure la puissance d'association qu'elle « présente par son organisation et sa discipline, à la culture d'une « certaine étendue de terres situées à proximité des camps permanents ». Bugeaud justifie la sienne bien plus énergiquement par un principe et par un fait. Le principe, c'est la colonisation militaire dont les camps actuels seront les centres et qui « par le travail métho-

(1) *Arrêté du 3 février 1841. Moniteur Algérien du 9 février 1841.*

diquement organisé offrira sans cesse aux populations un exemple utile à suivre ». Le fait, ce sont les résultats satisfaisants obtenus dans la province d'Oran par les cultures auxquelles se sont livrées les troupes. Le tableau de la situation des Etablissements français en Algérie pour 1840 contenait en effet le relevé des produits agricoles, récoltés à Oran en 1838 et en 1839 par le 2^e régiment de chasseurs d'Afrique.

Dès 1837 (1), les essais de cultures par l'armée avaient été provoqués dans la Division d'Oran par une première mesure du lieutenant-général Bugeaud, alors commandant de la province. A cette époque, il affecta à chaque régiment des lots de terrain et recommanda de les défricher. Le 2^e régiment d'Afrique, sous les ordres du colonel Randon, profita seul de cette libéralité ; il mit en valeur un champ d'une contenance de 11 hectares. On s'était préparé dès la fin de 1837 ; des instruments aratoires furent fabriqués ou achetés. L'année suivante, la culture commença ; les onze hectares ayant paru insuffisants, le régiment loua des terres au domaine et il parvint à ensemençer jusqu'à 44 hectares.

Les labours furent exécutés en trois mois, du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier, par six hommes et douze chevaux. A la moisson, on occupa vingt-quatre hommes et seize chevaux et on récolta 20.700 kilogrammes de blé, 31.118 kilogrammes d'orge et 1.200 quintaux métriques de paille. Ajoutez 100 quintaux de pommes de terre et, pour une année, vous obtenez des produits d'une valeur approximative de 10.423 francs. Le résultat pouvait passer pour encourageant. Aussi, en 1839, la surface de culture fut encore étendue ; au lieu de 44 hectares, on en laboura 70 ; au lieu de trois charrues, on en eut huit. Et l'on serait arrivé, selon toute vraisemblance, à ensemençer plus de 100 hectares, si la reprise des hostilités n'avait rendu les chefs plus circonspects. Le régiment fut d'ailleurs appelé à se tenir constamment sur le pied de guerre ; des rôdeurs couraient dans les environs. Arrive la moisson, les Arabes menacent d'incendier les récoltes sur pied ; le régiment tout entier, animé d'un beau zèle, met son amour-propre à enlever la récolte ; huit jours à peine sont employés à moissonner 40 hectares parmi les plus menacés et on transporte les gerbes au quartier. Le résultat fut moins satisfaisant qu'en 1839, le rendement beaucoup plus faible ; la valeur générale n'atteignit que 11.800 francs.

Les cultures furent jugées néanmoins bonnes et grandement utiles

(1) Tous ces renseignements sur les cultures régimentaires sont empruntés aux divers *Tableaux de la situation des Etablissements français dans l'Algérie*.

en elles-mêmes et par leurs conséquences indirectes : elles amélioreraient le bien-être du soldat ; elles lui procuraient dans ses loisirs des occupations saines et agréables ; enfin, elles contribuaient à embellir et à assainir les environs des camps, des postes et des villes. Donc, au jugement de Bugeaud, devenu gouverneur, elles s'imposent et, en se généralisant, doivent être désormais obligatoires pour tous les régiments.

Cependant, au cours des premières années de son gouvernement, en 1841 et 1842, elles ne prirent quelque extension que là où son autorité était la moins effective, je veux dire à Constantine. La situation politique y était, il est vrai, exceptionnellement favorable : peu d'expéditions militaires, et par suite maintien des troupes dans leurs garnisons et possibilité de les occuper aux défrichements et aux cultures. Non loin de la ville, 223 hectares sont mis en rapport et ensemencés ; ils produisent 1.137 quintaux métriques de blé. Bientôt, ces mêmes troupes construisent des fermes au centre de leurs exploitations ; l'une est établie par le 3^e régiment de chasseurs d'Afrique, l'autre par le 22^e de ligne, une troisième par le train des équipages. A Sétif, le 61^e régiment de ligne laboure 34 hectares et y sème 35 quintaux de froment et 14 d'orge ; il récolte 438 quintaux métriques de blé et 186 d'orge, c'est-à-dire plus de 12 pour 1 de blé et plus de 13 pour 1 d'orge. La valeur totale de la moisson s'élève à 12 ou 13.000 francs, soit 350 francs par hectare. Production assez inespérée qui prouvait, dès ce moment, l'excellente qualité des terres de la région sétifiennne pour la culture des céréales. Sur d'autres points encore, des cultures sont entreprises, à Bône, à Guelma, à Philippeville et dans les camps qui avaient été disposés sur le parcours de la route de Constantine à la mer, mais elles n'ont ni l'importance, ni le succès de celles de Sétif. On plante aussi beaucoup de mûriers et d'autres arbres, et on commence des pépinières.

*
* *

Les travaux agricoles n'avaient pas les mêmes chances de succès à l'Est et au Centre, dans ces provinces d'Alger et d'Oran ravagées par la guerre, où les troupes étaient sans cesse obligées de quitter leur garnison et de lutter contre les tribus révoltées. Pourtant, si elles ne semèrent pas, elles récoltèrent ; ici, elles moissonnèrent les épis des indigènes, là elles leur enlevèrent des bestiaux, là encore elles fauchèrent leurs foins. Bugeaud avait compris que le seul moyen d'amener les Arabes à la soumission était de s'emparer des biens qu'ils possé-

daient, de leurs cultures et de leurs bestiaux. Aussi, lorsque, au mois de juin 1841, il se trouva au milieu des riches moissons de la plaine de l'Eghris, il donna l'ordre à ses soldats de couper ces blés mûrs parce qu'ils appartenaient à la tribu des Hachem avec laquelle on était en guerre. Quinze jours durant, les bataillons moissonnèrent, puis portèrent le tout, froment, orge et paille, à Mascara pour servir au ravitaillement de la place et augmenter ses approvisionnements.

Rentré à Mostaganem, il adressait à ses soldats un ordre du jour de félicitations. Il leur disait (1) :

Je veux aussi vous louer du zèle actif que vous avez mis dans les travaux des moissons. On voyait bien à votre ardeur que vous compreniez, aussi bien que votre général, que ce métier était digne de vous ; car c'était la guerre elle-même. L'occupation permanente et forte de Mascara dépend des travaux que vous avez faits et de ceux que vous allez faire encore ; introduire dans cette place quatre à cinq mille quintaux métriques de froment et six mille quintaux métriques de paille, c'est plus pour obtenir la soumission du pays, soyez-en persuadés, que de gagner dix combats et revenir ensuite à la côte.

Un peu plus tard, au mois d'octobre de la même année, Bugeaud se mettait à la tête de la fameuse colonne politique qui devait pousser jusqu'à Saïda et démanteler cette place. Il enlevait, dès le début de la campagne, aux tribus fidèles à Abdelkader, 2.200 bœufs, 3.700 moutons, des chevaux et des mulets ; puis, il se lançait à la poursuite de l'émir et des Hachem, détruisait la forteresse de Saïda, vidait les silos des Arabes et se flattait d'avoir résolu le problème si difficile en Afrique de faire vivre la guerre par la guerre. Il ajoutait :

Une division (2) ira à Mascara ; elle agira quelquefois pour empêcher les tribus de cultiver, vider leurs silos et approvisionner nos magasins. Le plus souvent, elle sèmera des fourrages et des légumes, car il faut bien que nous cultivions puisque nous sommes forcés d'empêcher les Arabes de le faire, n'ayant pas d'autre moyen de les atteindre dans leurs intérêts. Vos frères cultiveront à Mascara où de beaux jardins, déjà en plein rapport, les dédommageront de leurs travaux. Vous cultiverez aussi sur la côte et vous montrerez à notre patrie qu'elle a des défenseurs qui ne le cèdent en rien aux soldats de l'antiquité tant vantés par l'histoire.

Des hommes politiques, des polémistes, des militaires même ont reproché à Bugeaud ces razzias faites sur l'ennemi, l'enlèvement des bestiaux, la destruction des arbres. Lui qui fut agriculteur dans l'âme,

(1) *Ordre général du 10 juillet 1841. Moniteur Algérien du 20 juillet 1841.*

(2) *Ordre de la Division, 7 novembre 1841. Moniteur Algérien du 16 novembre 1841.*

par qui la culture fut considérée comme le plus noble des métiers, ne devait point se livrer de gaieté de cœur à cette dévastation méthodique, mais il a réfléchi longuement au meilleur moyen de soumettre un peuple à la fois sédentaire et nomade, et c'est le seul qui lui a paru efficace. Il l'emploie à défaut d'autre et il ne pense pas qu'il soit plus inhumain que le fait de bombarder ou d'affamer une ville.

S'il nourrit une partie de son armée avec les grains et les bestiaux des Arabes, il veut faire récolter à ses soldats assez de foin pour la consommation de leurs chevaux. Depuis 1840, la guerre n'avait pas permis de faucher les herbages africains si nombreux et si abondants au printemps. Les colons eux-mêmes n'avaient pu livrer à l'Intendance militaire que des quantités bien inférieures aux deux millions de quintaux qu'autrefois ils lui avaient fournis. Pourtant, dès les premiers mois de 1842, il est absolument indispensable de préparer de forts approvisionnements. Plus, en effet, on s'éloigne de la côte, plus on a intérêt à se servir des foins indigènes, car les transports sont onéreux et les convois difficiles à organiser. Et puis vraiment n'est-ce pas une faute de ne pas réserver à la colonie elle-même tout ou partie des millions que la métropole dépensait en Italie ou en Espagne à ces achats ? Malgré les dangers trop réels que couraient les faucheurs, de grandes quantités furent coupées et remisées dans les parcs militaires. L'armée apporta à cette œuvre un concours précieux : 242.785 quintaux métriques de foin furent récoltés, dont 132.009 par les colons et 110.775 par les troupes. Or, ces foins ne revinrent à l'État qu'à 1.647.318 francs ; la même quantité, achetée au commerce et tirée d'Europe, aurait nécessité, à raison de 13 francs le quintal métrique, une dépense de 3.143.000 francs. Le budget de la guerre réalisait une économie, les colons un bénéfice ; quant aux soldats, ils gagnaient quelque argent.

Enfermer dans ses parcs à fourrage le plus de foin possible était d'un intérêt tel pour l'armée que le gouverneur n'avait pas hésité à relever le prix de journée des travailleurs militaires. Il fut fixé à 75 centimes (1) pour les surveillants, sergents ou caporaux, à 1 fr. 25 pour les ouvriers faucheurs et à 0 fr. 75 pour les faneurs, tous soldats. Le travail fut quelquefois payé à la tâche ; on accordait alors 1 fr. 50 par quintal de foin bien sec et ramassé en petites meules sur la prairie. Ordre en même temps fut donné de délivrer aux travailleurs le supplément de ration de viande, alloué en temps d'expédition. Bugeaud

(1) *Ordre général du 24 mars 1842. Moniteur Algérien du 5 avril 1842.*

exige beaucoup de ses soldats, mais il prend un soin particulier de leur santé et c'est aussi pour lui un devoir de récompenser leurs services. Il lui suffit, dans ces conditions, d'exprimer un désir pour qu'avée empressement les soldats aient à cœur de le satisfaire :

M. le Ministre de la Guerre et moi, leur avait-il dit dans son ordre général du 24 mars, attachons la plus grande importance à ce que l'administration militaire réalise avec le concours des troupes, à l'époque de la fauchaison, les récoltes en foin que réclament les consommations dans chaque localité. J'invite à cet effet MM. les généraux, commandant dans les provinces, à faire mettre à la disposition de l'administration, autant que les exigences du service militaire le permettront, tous les moyens en troupes et transports qui lui seraient nécessaires.

*
* *

Toutefois, à moissonner les blés des Arabes, à razzier leurs troupeaux, à couper leurs foin, on faisait toujours la guerre ; et la guerre tarit les sources de richesses. Seule, la culture est productive. Il n'est que temps de l'entreprendre. Avant toute chose, il convient de créer des prairies artificielles et de semer du blé et de l'orge. Le 9 août 1841, il envoie une longue circulaire (1) aux commandants supérieurs des places et des camps, ainsi qu'aux sous-intendants militaires ; il s'adresse à leur bonne volonté pour qu'ils veuillent bien s'occuper sans retard de ces cultures fourragères : « Mon expérience, leur dit-il, m'autorise à vous donner quelques avis ». Autour des places de l'intérieur, on sèmera de la luzerne, partout où les terres auront un peu de profondeur et principalement dans celles qui sont irrigables ; on sèmera du sainfoin ou du trèfle incarnat, seul ou mêlé à de la vesce et mieux encore à de l'ivraie d'Italie, là où le sol sera plus pauvre. Et le voilà qui fait une véritable leçon à ses officiers : il traite des meilleurs procédés de culture, de l'époque favorable aux semailles, de l'usage de la herse ; il entre dans les plus petits détails :

La herse devra être tirée par quatre chevaux ; deux hommes seront destinés à la desservir, ils monteront dessus pour la faire entrer plus profondément. Chacun d'eux sera armé d'une petite fourche à deux dents pour dégorgier les dents de la herse, toutes les fois qu'elles seront trop chargées d'herbes ou de racines, ce qui charrierait la terre et déplacerait le grain. A cet effet, dès qu'ils apercevront que la terre est charriée, ils arrêteront le conducteur, descendront de dessus la herse, la renverseront et la nettoieront lestement ; puis, ils la remettront sur les dents et la feront marcher.

(1) *Moniteur Algérien* du 16 août 1841.

La leçon n'est pas complète, malgré la longueur de la circulaire. Il l'achèvera l'année suivante et dictera à ses officiers la manière de recueillir les graines nécessaires à de nouveauxensemencements ; car, pour cette année, les semences seront fournies par l'administration de la guerre. Soult appréciait beaucoup ces idées du gouverneur ; il y voyait un sûr moyen de consolider notre conquête et de diminuer nos dépenses. Aussi promit-il d'envoyer 100 charrues et une grande quantité de graines fourragères. En novembre, l'envoi arriva. Les garnisons purent donc s'employer, en temps utile, à labourer et à semer.

Productives immédiatement étaient ces prairies et les champs de blé ; plus longues à venir, mais peut-être plus utiles pour le pays et son climat, étaient les plantations d'arbres. Sur cette terre africaine que Salluste avait qualifiée dans l'antiquité de « *infecunda arborum* », qui depuis avait perdu sous les Arabes pasteurs une partie de ses massifs forestiers, l'arbre n'est pas seulement une parure, ni même une simple richesse : il est une nécessité, une condition de vie. Si, de 1830 à nos jours, l'armée avait été, chaque année et aux mois les plus propices, employée à creuser quelques tranchées dans les forêts pour y retenir les eaux de ruissellement ou à recéper les bois que les incendies dévoraient, l'Algérie aurait actuellement un climat plus régulier et un régime hydrographique meilleur. Bugeaud désirait d'abord multiplier les plantations d'arbres dans les villes, sur les routes, autour des postes et dans les champs cultivés. De là sa circulaire du 7 mars 1843 (1). C'est à l'armée, pose-t-il comme principe, que doit revenir la tâche de favoriser par tous les moyens le développement des plantations publiques ; c'est aux commandants supérieurs à veiller à leur sauvegarde et à leur entretien ; car, leur dit-il, « sur tous
« les points qui dépendent de votre commandement les plantations
« de toute nature doivent être considérées comme étant en quelque
« sorte sous la protection des troupes ». Là-dessus, il détaille minutieusement les soins particuliers à donner aux jeunes plants ; on aura la précaution de creuser des rigoles autour du pied de l'arbre afin d'y amener les eaux de pluie et les limons fertilisants ; il ajoute qu'il serait prudent « de garantir les plants au moyen de tuteurs proportion-
« nés à leur force et de branches épineuses contre les coups de vent ou
« la dent des bestiaux ».

D'autre part, il a remarqué que la taille des mûriers était pratiquée

(1) *Moniteur Algérien* du 25 mars 1843.

d'une façon fort défectueuse ; on coupe chaque année la tête des arbres à trois ou six centimètres du tronc (1) :

Cette méthode absurde a rabougri les arbres, les a rendus noueux et a nui singulièrement au développement du tronc. Dans les deux premières années, il ne faut pas tailler le mûrier ; à la troisième année, on lui forme la tête à deux, trois ou quatre bras au plus et on ne coupe pas ces bras près du tronc, mais à 70 ou 80 centimètres, après quoi on laisse aller l'arbre, en se bornant à enlever les branches trop confuses ou celles qui tendraient à se rapprocher de terre ou à garnir l'intérieur qui doit être maintenu en forme de gobelet. Si l'on n'a pas un tailleur entendu, il est préférable de les abandonner à la nature.

Leçon sur les plantations, leçon sur la culture des plantes fourragères, ces deux circulaires montrent jusqu'à quel point le général Bugeaud tient à ce que ses officiers se pénètrent de l'importance de ces travaux. De la même époque, date un autre témoignage de cette orientation de son esprit, si habituelle que ses intimes la considèrent comme une manie, mais une manie qu'il était habile d'exploiter. Le duc d'Aumale, commandant à Miliana, déjeunait un jour au palais du gouvernement chez le Maréchal avec le colonel de Saint-Arnaud. Durant le repas, « le gouverneur, comme d'habitude, raconte le jeune prince (2), causait agriculture et colonisation. Ayant appris que j'avais commencé, autour du camp, des plantations importantes, que je faisais tailler les vignes et que nous avions récolté des luzernes, il m'exprima ses félicitations avec une chaleur singulière ; puis, s'adressant à son autre conseil : « Ce n'est pas vous, Saint-Arnaud, qui auriez jamais l'idée de faire de pareilles choses ! Ecoutez M. le duc d'Aumale, admirez-le au moins si vous ne l'imitez pas ! Voyez comme il emploie ses loisirs, lui ! ». En sortant du palais, le colonel de Saint-Arnaud s'approcha de moi : « Ah ! Monseigneur, laissez-moi vous le dire, vous êtes un abominable courtisan ! Vous flattez les manies de notre grand jardinier en chef, pour aller droit à son cœur ! Entre nous, croyez-vous que je m'y laisse prendre, moi, à vos légumes, à vos vignes taillées, et que je coupe dans vos luzernes ? »

Les lieutenants de Bugeaud coupèrent, en effet, fort peu dans les luzernes du gouverneur, du moins au début. La culture, voilà qui les changeait par trop de l'ancien temps et qui répondait mal à leurs préoccupations purement militaires. Les colons, l'agriculture, cela

(1) *Moniteur Algérien* du 15 mars 1843.

(2) Anecdote empruntée au duc d'Aumale et citée par d'Ideville. T. III, pages 173 et 174.

regardait l'administration civile : à chacun, son rôle. Il se produisit cependant une évolution assez rapide dans les idées des chefs de l'armée d'Afrique, surtout quand on vit le Maréchal revenir constamment sur le même thème colonisateur, quand on le sut d'accord en cela avec le Ministre de la Guerre, lorsque fut enfin réglé le travail des troupes sur les terrains qui avaient été livrés à chaque régiment. Le 28 février 1843, parut l'arrêté spécifiant la création (1) d'une commission de culture et fixant les travaux à exécuter, le placement des denrées et l'emploi des revenus. Dans chaque corps, mis en possession de terrains, à côté de l'officier chargé spécialement de la direction et de la surveillance, il était institué une commission qui devait s'occuper de l'ensemble des cultures et de toutes les questions s'y rapportant, notamment des questions financières.

La culture des céréales, dit l'article 6, combinées avec les plantes fourragères, celle de la vigne quand il y aura lieu, les plantations, la construction de fermes ou de maisons d'exploitation, les clôtures de terrains, l'entretien des chemins qui les servent, les jardins, les réparations de toute sorte, enfin la création de pépinières sur chaque terrain, de manière à pouvoir planter le plus grand nombre d'arbres possible, dans de bonnes conditions (car il vaut mieux planter moins et planter bien), tels sont les travaux qui, avec ceux de la récolte, doivent constituer la tâche de chaque corps. Les pépinières et les plantations sont particulièrement obligatoires.

Les denrées ne sauraient être vendues sur les marchés, elles seront livrées à l'administration et payées d'après le prix moyen de ses achats pendant le semestre précédent. Les revenus seront divisés en trois parts : 1/5 versé à la caisse coloniale ou à l'Etat, 1/3 réservé à l'entretien et à l'aménagement de la propriété, le reste affecté à l'amélioration du bien-être du soldat. La question la plus délicate à résoudre visait le cas, qui nécessairement devait se présenter assez souvent, de changement de garnison entre deux corps. La continuité des cultures n'était-elle pas le principe à sauvegarder ? Il importait cependant de ne point léser dans ses intérêts le régiment que son déplacement frustrerait du bénéfice d'un pénible labeur. Comment seraient cédés les terrains, les bestiaux, le matériel de culture et de transport, les bâtiments et constructions, comment seraient partagées les récoltes pendantes, comment enfin résolus les conflits qui pourraient surgir à cette occasion, tout cela formait un ensemble de dispositions intéressantes et fort bien étudiées, ce qui prouvait que l'esprit de

(1) *Moniteur Algérien* du 20 mars 1843.

Bugeaud s'était souvent porté vers cet objet et qu'il en avait fait le sujet de ses méditations journalières.

* * *

En 1843, à la suite des soumissions générales du printemps et de l'automne, les circonstances deviennent favorables à Oran et à Alger, comme elles l'étaient déjà à Constantine en 1841. Les répugnances des chefs de corps se sont atténuées ; certains d'entre eux, plus par flatterie sans doute que par conviction, se montrèrent aussi ardents qu'ils avaient paru indifférents ou tièdes. Il ne s'agit plus d'essais isolés ; c'est un travail régulier et général : des fermes se construisent, des canaux d'irrigation se creusent, des pépinières se fondent. Le soldat se fait décidément agriculteur en Algérie.

Dans la province d'Alger, les exploitations agricoles militaires seront considérables sur trois points. Dellys fut occupé à la fin de 1844 et, dès l'année suivante, l'ensemble des cultures (1), exécutées par nos soldats, s'étendit aux alentours de la ville sur une superficie de 141 hectares ; tous les corps ont leurs jardins : l'artillerie, le génie, les services hospitaliers, la marine, le train des équipages, une compagnie de discipline, le 51^e régiment de ligne. A Cherchell, malgré la présence d'une grande agglomération civile et l'insuffisance des ressources domaniales, prétexte dont s'était servie naguère l'administration militaire pour repousser les demandes d'agrandissement des concessions formulées par les colons, le deuxième bataillon d'infanterie légère d'Afrique cultive un vaste domaine de 180 hectares ; 20 sont ensemencés en blé, 20 en orge, 20 en prairies ; 60 sont demeurés en jachère et 60 sont susceptibles de défrichement. Les bâtiments d'exploitation comprennent une maison de maître, des magasins, des écuries, des hangars, une cuisine, une forge, des ateliers. La ferme dispose de huit paires de bœufs, de trois chevaux, de vaches, veaux, moutons, etc. A Orléansville, la ville préférée de Bugeaud, tout est l'œuvre de l'armée, le camp, les plantations, la ferme, le pont. Le colonel Saint-Arnaud y arrive au mois de novembre 1844 (2). Ce n'était, encore « qu'un désert dans un grand désert ». Quelques maisons se dressent au milieu d'une immense plaine de « cinquante lieues de long sur sept et huit de large » ; pas un arbre, pas de végétation.

(1) Voir les *Tableaux de la situation des Etablissements français dans l'Algérie*, 1844, pages 254 et 255 ; 1846, pages 200 et 201.

(2) Sainte-Beuve, *Correspondance de Saint-Arnaud*. II, pages 1 et 2.

Mais la position est belle entre Mostaganem et Miliana, le Sersou et la mer. Et Saint-Arnaud qui connaît les goûts du Maréchal, le grand chef jardinier d'Afrique, sait aussi faire sa cour ; il se met à la culture. Dès le 22 décembre, il lui adresse un long rapport où il se plaît à énumérer tout ce qu'il projette de faire, tout ce qu'il a déjà fait. Chaque corps d'officiers, chaque compagnie, chaque groupe isolé a son jardin cultivé. Selon les instructions du gouverneur, il a fait creuser beaucoup de trous pour remplacer les arbres morts et en planter de nouveaux. « L'expérience (1), dit-il, ne sera pas perdue et je crois que nos « plantations réussiront. J'ai attaché à cette culture des hommes capables et un peu pépiniéristes, je les ai embrigadés comme gardes-champêtres et ils surveillent les arbres en même temps qu'ils les « soignent. Vous parlerai-je de nos cultures ? Je voudrais que vous « les vissiez. Il y a vingt-cinq jours que nous travaillons, et le 53^e a « près de 50 hectares de bonne terre labourée et ensemencée en orge... « Nos cultures sont superbes ».

Les fermes militaires de la province d'Oran sont plus belles encore et plus importantes. A Mascara, le 56^e régiment de ligne en a créé une qui rapporte de 5 à 6.000 francs. Située à un quart de lieue de la ville, sur le plateau d'Eghris, elle a une maison de maître, une maison pour les laboureurs : elle possède cinq charrues européennes et a ensemencé 40 hectares. Et celle de Tlemcen ? Là vraiment est la ferme modèle, vaste domaine de 1.200 hectares dont 450 de terres labourables et 60 de belles prairies près d'Aïn-Kirchara. Rien n'y manque, ni les vastes bâtiments, ni les grandes cours extérieures, ni les écuries, ni les abreuvoirs. L'eau est abondante et permet l'irrigation des prairies et d'une partie des terres labourables. Les dépenses d'exploitation s'élèvent chaque année à près de 40.000 francs, mais les produits sont évalués à 100.000 francs. Il existe dans la propriété de nombreux oliviers et des arbres fruitiers, et on y a établi une pépinière. Notons cependant que ce beau domaine n'est point une simple création militaire ; la ferme appartenait autrefois au beylik. Et puis les soldats ne sont pas les seuls à y travailler ; souvent, on embauche des ouvriers civils. Ainsi, dans le compte des dépenses de 1844-1845, figure une somme de trois mille francs, destinée à payer leurs journées.

Ce simple fait n'est-il pas un indice ? Malgré tout le zèle déployé

(1) Ce rapport est contenu dans le *Dossier d'Orléansville*. Archives de la colonisation algérienne (A.G.G.A.).

par les officiers, malgré le labeur des soldats, une exploitation agricole ne réussit que si elle est entre les mains d'agriculteurs dont c'est le métier de cultiver la terre et qui savent en effet la faire produire. La bonne volonté ne suffit pas ; il faut aussi la compétence, l'expérience et la continuité de la direction comme de l'effort. Un autre fait en cette même année ne constituait-il pas un symptôme inquiétant pour l'avenir de ces cultures militaires ? Le 5 mars 1845, l'administration de l'armée louait pour neuf années et moyennant une somme de 2.100 francs par an, une des fermes qu'elle possédait à Mascara. Bugeaud est forcé d'avouer que ces exploitations donnent si peu de bénéfices que les intendants lui ont proposé de les supprimer. Comment expliquer ce revirement d'opinion ? Pourquoi l'année 1845 qui semblait avoir affirmé le succès de ces cultures militaires fut-elle celle qui prépara leur abandon ?

Pour avoir trop souvent répété au Ministre l'excellence de la main-d'œuvre agricole militaire, Bugeaud avait suggéré aux bureaux du Ministère le contre-projet qui lui fut opposé en 1845. Puisque autour de chaque ville de l'intérieur ou près d'un camp les troupes ont réussi à créer des fermes, pourquoi ne pas généraliser ce système ? Pourquoi ne pas l'employer à fonder, sinon de grandes exploitations agricoles, du moins de nombreuses petites propriétés que l'on concéderait à des colons militaires libérés ? Si la journée de l'ouvrier militaire, suivant l'évaluation du colonel Charon, peut être estimée à 1 fr. 28, les soldats, travaillant en commun pendant trois années, constitueront un capital suffisant à couvrir toutes les dépenses de leur installation quand ils seront libérés. Raisonement juste, en somme, et dont les données avaient été puisées dans les rapports du gouverneur ou ceux de ses lieutenants. Or, Bugeaud n'aimait guère qu'on retournât contre lui ses propres arguments ; il préférait les abandonner et même en contester la valeur, ce qu'il fit dans sa lettre du 15 mars 1845 :

Vous vous appuyez (1) devant la Commission de l'exemple des fermes régimentaires et administratives que j'ai établies sur divers points et notamment à Orléansville. Cela ne ressemble en rien à la colonisation militaire ou civile. Ce sont des cultures passagères, faites par des soldats passagers, qui quittent quand leur corps change de position ou quand ils sont libérés. Ces cultures sont faites pour augmenter le bien-être des troupes, ou pour procurer à l'administration ces denrées qu'elle ferait venir de loin, dont le prix s'augmenterait des frais de transport. Les cultures administratives ont donné si peu de bénéfices sur la côte, que

(1) *Bugeaud à Soult* : 15 mars 1845. Archives de la colonisation algérienne ; dossier Bugeaud (A.G.G.A.).

l'intendance m'a proposé de les supprimer pour livrer la terre à l'industrie civile, et cependant on ne payait les travailleurs que 0 fr. 50 centimes par jour. Cet exemple permet de douter des calculs qui sont faits sur les produits présumables de la culture de nos soldats pendant trois ans. Si nous avons maintenu les cultures dans l'intérieur, c'est que la denrée produite s'augmente de la valeur des frais de transport pour la faire venir de la côte, mais, quand la culture des Arabes sera revenue par la paix à l'état normal que la guerre a renversé, il n'y aura pas grand profit à faire cultiver les soldats à 0 fr. 50 centimes par jour (à quoi il faut joindre tous les autres frais), et il faudra que le domaine vende ou concède aux colons civils les terres mises en culture par les soldats.

Ce langage était la condamnation des fermes militaires. A partir de cette époque, elles végétèrent ; en 1847, le Maréchal lui-même insista pour qu'elles fussent remises au domaine. On les aliéna par voie d'adjudication publique ; seuls les postes avancés conservèrent des jardins. Le document officiel (1) d'où nous extrayons ces renseignements dit simplement : « Ces créations, utiles au début de notre « établissement dans le pays, lorsque les bras manquaient partout, « ont cessé de l'être depuis que la population civile s'est augmentée « et groupée autour des villes ». Et il s'empresse d'ajouter au sujet de leur suppression : « Partout il en est résulté une notable diminution « dans le prix des légumes par suite de leur plus grande abondance « sur les marchés ». Sans contester que l'utilité de telle ou telle institution dépend le plus souvent des circonstances qui l'ont fait établir, il ne nous semble pas que cette création de Bugeaud méritât ce jugement dédaigneux. En cultivant, le soldat donnait à l'indigène l'impression d'une prise de possession définitive du sol par la France, et, aux colons, la preuve de la solidité de notre occupation. L'Algérie était une terre à jamais française.

* * *

S'il consent à laisser aliéner les fermes régimentaires, il s'opposera à ce que les pépinières militaires soient supprimées, et à ce que l'on enlève à l'armée les parties des forêts domaniales confiées à la garde du Génie.

En Algérie, il y avait encore de beaux vergers complantés d'orangers, des olivettes étendues, des palmeraies ; à leur amélioration et à leur extension par le greffage, par le bouturage, par les semis, vont s'appliquer les directeurs des pépinières, personnages fort importants de l'époque. Le plus connu de ces collaborateurs de Bugeaud fut

(1) *Tableaux de la situation des Etablissements français dans l'Algérie, 1846.*

Alexandre Hardy qui, nommé à Alger vers 1840, devait, pendant près de trente années, consacrer toute une vie de science et de labeur à cette grande œuvre agricole ; il étudia les principaux végétaux dont la culture convenait à l'Afrique et les propagea par les sujets qu'il mit chaque année par milliers à la disposition des colons.

Vers 1846, en dehors de cette pépinière centrale, il y en eut quatorze autres dont six principales, à Boufarik, Bône, Philippeville, Constantine, Misserguin, Mostaganem, et huit secondaires, celles de Médéa, Miliana, Orléansville, Ténès, Guelma, Sétif, Mascara et Tlemcen. Toutes étaient alors en pleine production et l'auteur des statistiques officielles qui paraissaient dans la *Situation des Etablissements Français* (1) en Algérie se plaît à énumérer, suivant les ordres du Maréchal, la quantité d'arbres sortis des pépinières à cette époque : 1.605.626 arbres, et le nombre de ceux qui seront bientôt prêts à être distribués : 1.387.959. « Les pépinières du gouvernement sont, dit-il, en état de suffire aux besoins des plantations publiques et d'encourager puissamment les plantations particulières, « en livrant chaque année des masses d'arbres considérables aux « colons, soit à titre purement gratuit, soit à des prix inférieurs de « moitié à ceux du commerce ».

La plupart de ces établissements furent créés par les travailleurs militaires et sur l'initiative de Bugeaud ; il les tenait pour une des œuvres les plus utiles dans un pays fort déboisé comme l'Algérie. Nombre d'entre elles étaient encore, en 1847, entretenues par les soins de l'autorité militaire ; de là, la circulaire du 13 février (2) de cette année concernant l'organisation, le personnel et les principes des cultures dans les pépinières militaires ; c'est une nouvelle preuve de sa sollicitude pour les soldats qui y sont employés et de son désir de maintenir à ces pépinières leur caractère d'intérêt général et de production très économique. Aux militaires, qui touchent leur solde, ne seront attribuées que des indemnités de 360 francs par an pour le sergent sous-directeur, de 240 pour le caporal jardinier-travailleur, et de 180 pour le soldat jardinier. Le gouvernement tolère bien qu'un carré de la pépinière soit cultivé en légumes ou en fruits pour la consommation du personnel, mais il bannit toutes les plantations de luxe et d'agrément (3) :

(1) 1845-46. Page 259.

(2) Elle fut publiée quelques jours auparavant par le *Moniteur Algérien* du 25 janvier 1845.

(3) *Ibidem*.

Il n'y faut, dit-il, que des arbres d'une utilité incontestable et générale : de ce nombre sont : l'oranger, le mûrier, l'olivier, le noyer, le châtaignier, les diverses espèces de peupliers, les acacias, le frêne, l'ormeau, le micocoulier, le caroubier, le bettoune (nom arabe), les diverses espèces de saules, le blanc de Hollande, le platane, et enfin tous les arbres à fruits d'Europe.

Quelles méticuleuses instructions sur la façon de faire les semis, sur les précautions à prendre pour les transplantations, sur la largeur et la profondeur des trous à creuser, sur la nécessité des irrigations et des sarclages au cours de la première année ! Le grand jardinier en chef d'Afrique trouvait de plus en plus plaisir à donner des leçons d'arboriculture à ses lieutenants.

Il aimait aussi à prendre la défense des forêts, qu'une exploitation maladroite menaçait. Avec quelle incrédulité n'avait-on point accueilli, quelques années auparavant, la nouvelle, publiée par le *Moniteur Universel*, que l'Algérie possédait des boisements susceptibles de donner des produits importants ! Puis, quand leur existence fut hors de doute, sur la lisière du Tell, dans les grands massifs kabyles et sur les versants de la chaîne saharienne, avec quel empressement les particuliers et les sociétés sollicitèrent-ils la concession des parties les plus belles et les plus voisines du littoral ! Dans un intérêt particulier autant et plus que dans un intérêt général, d'aucuns prirent la défense de ces richesses ; dès 1843, on accusa les Arabes de les ravager et de les piller impunément, on prétendit que des quantités considérables d'écorce à tan, produit de ces dévastations, étaient transportées frauduleusement à Tabarka et de là expédiées sur Livourne. Comme s'il était possible à cette époque d'exercer une surveillance sur des bois que l'on ne connaissait souvent que par ouï-dire ! « On « n'improvise pas plus la surveillance sur les forêts, publie le *Moni-
« teur* du 20 janvier, qu'on n'improvise les routes pour y conduire, les
« bras pour les exploiter, les moyens de transport pour en extraire les
« produits ; pas plus enfin, qu'on n'improvise la population, les cul-
« tures, les constructions, le commerce, etc. Tout cela exige beaucoup
« de temps, beaucoup de travaux, beaucoup de dépenses, et la raison
« la plus commune conseillerait d'aller doucement, alors même que
« la nature des choses n'en ferait pas une loi impérieuse ».

Un projet d'organisation du service forestier fut élaboré. Il parut au début de 1844, malgré l'opposition du gouverneur qui aurait voulu confier au génie militaire la garde et l'exploitation des massifs forestiers. L'armée conserva seulement les forêts des régions les plus éloignées ou celles qui étaient situées sur les territoires des tribus peu

soumises. Toutes devaient être au début exploitées pour le compte de l'Etat. Mais plus tard, en 1846 et 1847, les opinions changèrent ; de vastes concessions furent faites ; l'Etat commença à se dépouiller de ses richesses forestières et particulièrement de celles que devait garder le service forestier nouvellement créé. Il n'en fut pas de même des peuplements réservés au génie ; il sut mieux les défendre contre les convoitises et, même, se mit à les aménager. Le général Randon commandait à Bône (1) ; il proposa d'organiser militairement les coupes dans les forêts de La Calle ; deux compagnies de soldats à l'effectif de 75 hommes, officiers et sous-officiers compris, furent formées à cet effet. Après l'armée « maçonne » et paysanne, l'armée devint « bûcheronne ». La tentative n'eut pas grand succès.

Or, au fur et à mesure que l'on découvrait dans l'intérieur de nouvelles ressources forestières, le déboisement gagnait de proche en proche tout autour des points occupés par les troupes et peuplés d'Européens. Le prix auquel se vendait le bois ou le charbon de bois sur les marchés provoqua la destruction, toujours maladroite, souvent stupide, des arbres les plus proches ; et le mal s'étendait tous les jours, autant et plus par la faute de l'Intendance que par celle de quelques industriels. C'est pour enrayer cette dévastation que, deux ou trois mois avant son départ définitif d'Afrique, Bugeaud adressa aux lieutenants-généraux commandant les trois divisions de l'Algérie, sa circulaire du 20 mars 1847 (2). Comme remède, elle n'apporte que le monopole de l'exploitation forestière au profit à peu près exclusif de l'armée.

Dans toutes les places, camps et postés, l'approvisionnement du bois nécessaire aux cuisines de la troupe et aux usages des civils est expressément interdit. L'administration militaire, pour les besoins de la garnison, et le service du génie, pour ceux des constructions, et des fours à chaux et à briques, exploiteront, seuls, directement, les ressources qu'offrent les environs des localités... Ces coupes se feront au moyen de travailleurs militaires sous la surveillance des agents de ces deux services.

(1) Il était sous les ordres du Duc d'Aumale qui fit paraître, à cette occasion, un ordre du jour où il est dit : « D'après une décision ministérielle, communiquée par une dépêche de M. le Gouverneur général, en date du 20 février dernier, il doit être formé dans la subdivision de Bône, deux compagnies de bûcherons, à l'effectif chacune de 75 hommes, officiers et sous-officiers compris, pour l'exploitation des forêts au compte du Gouvernement... Il est entendu que les hommes devront être pris de préférence parmi ceux qui, par leur profession avant d'entrer au service, présenteraient les conditions d'aptitude désirables. (1^{er} avril 1844) ». Archives Politiques. A.G.G.A.

(2) Publiée par le *Moniteur Algérien*, le 25 mars 1847.

La population civile aura simplement la ressource d'acheter le bois vendu sur le marché par les Arabes, et, s'il n'en est point apporté, les commandants supérieurs « désigneront les points où il lui sera permis « de s'approvisionner ». Et la circulaire ajoute :

Un service de surveillance sera organisé par l'autorité locale pour empêcher le gaspillage.

Toujours la suspicion jetée par les militaires sur les civils ! Toujours ces insinuations qui, parce qu'elles ne s'adressaient qu'aux entrepreneurs civils, alors que l'Intendance était la grande coupable, les exaspéraient contre le pouvoir militaire.

III

Assistance prêtée par l'Armée à la Colonisation

Non seulement l'armée a donné l'exemple des exploitations agricoles, mais elle est venue en aide aux colons. Que serait devenue la colonisation civile sans le secours de la main-d'œuvre militaire, et sans les bestiaux que, généreusement, on lui donna. Tant il est vrai, selon Bugeaud, qu'en Algérie rien ne peut se faire sans l'armée.

Vers la fin du mois d'octobre de l'année 1843, le Gouverneur visita plusieurs villages civils du Sahel. Il les trouva fort misérables. Chaque famille avait employé ses modestes ressources à se bâtir une petite maison. Ne possédant plus rien, les chefs de famille et leurs enfants adultes, au lieu de cultiver leur concession, — ce qui ne leur aurait point donné le pain de tous les jours — travaillaient à la journée chez les voisins ou sur la route. Ainsi les travaux agricoles étaient délaissés, les terres restaient en friche, la colonisation ne progressait pas. « Au lieu d'avoir des propriétaires, dit le *Moniteur* (1), employant « tout leur temps et leurs soins à féconder 12 hectares de terres, on a « des journaliers vivant péniblement au jour le jour ». Dans la conviction où il est que la colonisation ne peut marcher rapidement que si l'on vient en aide aux colons civils du Sahel, le Gouverneur mit à la disposition du comte Guyot deux bataillons du 28^e et du 53^e ; ils devaient défricher un hectare à chaque ménage, en commençant par les plus nécessiteux.

Quelques jours après, les troupes sont déjà rendues sur place et

(1) *Moniteur Algérien*, du 30 octobre 1843.

travaillent. Bugeaud accourt et complimente les travailleurs : « Les broussailles, les palmiers nains sont si bien arrachés que l'on « peut (1) immédiatement semer sur ce terrain de l'orge ou du froment avec de bonnes chances de succès ». Les soldats s'occupent pendant huit heures par jour. Un hectare exigeait 350 journées environ pour être débroussaillé et cultivé. Le gouverneur, qui est constamment préoccupé de la supériorité de son système, calcule les prix de revient d'un hectare de terre défriché, soit par les militaires, soit par les ouvriers civils. Avec les soldats, ce défrichement ne revient à l'Etat qu'à 175 francs ; avec les ouvriers civils, il coûterait 700 francs ; d'où 525 francs d'économie. A son retour le Maréchal est enchanté de sa tournée, de ses constatations comme de ses calculs ; en défrichant les terres des colons, l'armée prouvera qu'elle travaille à plus bas prix et qu'elle peut être en agriculture, comme dans tous les grands travaux publics, employée de préférence aux entrepreneurs civils.

Les travaux se poursuivent jusqu'au milieu de janvier ; à ce moment « les pluies étant annoncées (2) par le baromètre », on reconnaît là la précaution de Bugeaud et ses prétentions à prévoir le temps, les troupes reçurent l'ordre de quitter les défrichements. Elles avaient à peu près accompli leur tâche ; chaque colon disposa d'un hectare qu'il put ensemer, espace à peine suffisant pour assurer sa nourriture de l'an prochain. On avait manqué de bœufs et de charrues ; les soldats y avaient suppléé en recouvrant les grains à la pioche. Seuls, au dire du Gouverneur, les villages de Douéra et de Saoula n'avaient pas bénéficié de ce travail des bataillons.

Aussi, l'année suivante, ou plutôt dans les derniers mois de 1844, l'œuvre fut reprise, mais avec des moyens d'exécution plus puissants. Une somme de 100.000 francs avait été prévue au budget et elle fut mise à la disposition du général. Elle devait être consacrée exclusivement à la fertilisation du Sahel. Le Ministre insiste très vivement auprès de Bugeaud, le 15 octobre 1844 (3), pour que les défrichements par les troupes soient entrepris le plus tôt possible : « Lorsqu'on a

(1) Même article du *Moniteur*.

(2) Même article du *Moniteur*. Dans son rapport au Ministre de la Guerre, du 15 janvier 1844, Bugeaud écrivait : « Le baromètre ayant beaucoup baissé, j'ai donné l'ordre de rentrer dans leurs cantonnements à toutes les troupes occupées au travail des routes et des défrichements ».

(3) *Soult à Bugeaud*, 15 octobre 1844, Archives de la colonisation algérienne.

« commencé la colonisation du Sahel, on savait parfaitement qu'à cause
« des palmiers nains et des broussailles qui le couvrent en grande
« partie, les habitants européens qu'on y appellerait devraient être
« puissamment encouragés. Mais on savait aussi qu'il était essentiel
« de peupler le Sahel avant tout et de donner ainsi à la colonisation
« une base et un point de départ solides. Il ne faut donc pas regretter
« les efforts que la colonisation du Sahel a coûtés ou coûtera encore ».

Cette même lettre contient des renseignements sur les travaux exécutés l'année précédente et les réduit à leurs justes proportions. Des défrichements n'avaient été exécutés que dans les villages suivants : Draria, Chéragas, Ouled-Fayet, Baba-Hassen, Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie. L'étendue des terrains défrichés s'était élevée à 198 hectares, soit une moyenne de 28 hectares pour chacun de ces centres de population et moins d'un hectare par famille ; car certains d'entre eux contenaient plus de 28 concessionnaires. Le Maréchal n'avait donc pas eu le temps de donner suite à sa première intention de faire défricher un hectare pour chaque famille. Le Ministre lui recommande de s'employer activement à achever cette œuvre.

Les instructions ministérielles ne furent guère suivies. On mit, dès le 13 octobre, trois bataillons du 36^e régiment sur les terres de Douéra et de Douaouda, un bataillon du 26^e sur celles du village de Saoula. Survint le mauvais temps ; la pluie gêna fréquemment les travailleurs. Puis, des conflits s'élevèrent ; des insinuations furent lancées, des plaintes adressées au Ministre. Il semble bien que, si les soldats « gais, bien portants, bien nourris », suivant une lettre du colonel Vaillant (1), se livraient à ces défrichements sans répugnance, s'ils prenaient même plaisir à soulager la misère des colons civils, il n'en était pas de même des officiers ; ceux-ci choisissaient les moindres prétextes pour dauber sur ces colons, cause de leur éloignement de la ville. Le commandant du 6^e bataillon de chasseurs d'Orléansville dénonça les habitants de Douaouda comme ne concourant en aucune manière aux travaux de défrichement qu'il faisait effectuer pour eux sur le territoire de ce village ; or, l'enquête (2), ouverte à ce sujet par les ordres du Ministre de la Guerre, prouva l'inexactitude de cette accusation. Qu'attendre alors de travaux entrepris et dirigés à contre-cœur par des officiers ?

(1) *Archives Nationales*. F. 80.

(2) Il existe dans les *Archives Nationales* une volumineuse correspondance sur ce premier incident, comme sur celui qui devait être soulevé à propos de l'établissement de Ben-Aknoun et de la Trappe de Staouéli.

D'autre part, la main-d'œuvre militaire, payée sur le crédit de 100.000 francs, dont l'affectation aux villages du Sahel avait été nettement indiquée, fut détournée en grande partie de sa destination et appliquée à d'autres défrichements. On la prêta à des sociétés religieuses, bien vues alors par les officiers. Un détachement fut dirigé vers Ben-Aknoun, sur le domaine de l'abbé Brumauld, afin d'y opérer de grands travaux agricoles, un autre sur l'établissement des Trappistes. Les ordres du Ministre étaient si ouvertement, si publiquement enfreints que la nouvelle en parvint à Paris et que Soult, furieux, prescrivit de retirer de suite et sans exception les soldats de la maison des Jésuites de Ben-Aknoun et de réduire le nombre de ceux de la Trappe à 50. Le général de Bar, gouverneur général par intérim, devait activer et étendre les défrichements autour des villages du Sahel, et se maintenir strictement dans ces limites. Mais le temps des défrichements était passé.

Soit par la mauvaise volonté de quelques officiers, soit par leur condescendance à l'égard des religieux, la libéralité, consentie par le Ministre au bénéfice des colons du Sahel, avait donc profité à d'autres ou bien n'avait pas produit tout l'effet qu'on en attendait. Survinrent deux années désastreuses, une année de sécheresse et une année de sauterelles. Puis, la grande insurrection de 1845 occupa l'armée entière pendant les derniers mois de 1845. Les colons restaient aussi misérables, plus peut-être qu'auparavant. Enfin, au début de 1847, les troupes sont à nouveau disponibles et le Maréchal est satisfait. Il vient d'apprendre que le Conseil des Ministres s'est prononcé à l'unanimité pour un essai de colonisation militaire ; dans quelle condition, il ne le sait pas encore, mais la nouvelle lui paraît de bon augure et il lui plaît d'en témoigner sa joie aux colons.

Il part d'Alger en Janvier (1) pour visiter les villages du Sahel ; il est accompagné de M. Victor Foucher, directeur général des Affaires civiles, de M. le comte Guyot et de plusieurs officiers ; vite, il se rend compte de la détresse de ces pauvres gens qui ont pourtant travaillé et malheureusement n'ont presque rien récolté ; aussi, distribue-t-il, sur l'heure, des secours à quelques familles choisies parmi les plus misérables et les plus méritantes. A son retour, sa pitié se traduit par un geste plus charitable encore (2) ; il donne les ordres nécessaires pour que des travailleurs militaires soient répartis entre ces villages

(1) *Moniteur Algérien* du 10 janvier 1847.

(2) *Moniteur Algérien* du 25 janvier 1847.

et occupés à des défrichements. 1.200 soldats sont donc dirigés vers le Sahel et placés « par les soins des commissaires civils et des maires, « proportionnellement aux besoins de chaque centre, à l'état d'avancement de ses cultures et au degré d'intérêt qui s'attachait à chaque « famille ». Une somme de 25.000 francs fut ainsi dépensée en 1847.

Que le travail des soldats ait profité aux colons, nul doute ne saurait s'élever à ce sujet ; qu'il eût pu être beaucoup plus utile s'il n'avait point rencontré chez ceux qui étaient appelés à le diriger des sentiments hostiles aux civils, c'est un point tout aussi incontestable. Les colons trouvaient que les soldats n'extirpaient complètement ni le palmier nain ni les racines des broussailles. Le comte Guyot estimait lui aussi que la besogne faite ne valait pas les 25.000 francs dépensés. Des entrepreneurs civils auraient accompli le même travail mieux et à plus bas prix. Toutefois, pour que les colons aient pu bénéficier de ces avantages ou de plus grands, il fallait supposer que les 25.000 francs, accordés à l'armée, le seraient à des ouvriers civils ; et cela était fort improbable. Bugeaud acceptait bien de faire travailler l'armée et d'y consacrer des sommes importantes ; il eût refusé d'employer ces crédits ou de les demander, si les soldats n'avaient pas été seuls chargés de cette œuvre. C'est que, ainsi que l'écrivait très justement M. Bussière (1), il obéissait « à la fois à deux instincts « presque opposés, quoique très réels chez lui : sa sollicitude d'agriculteur et de gouverneur pour la colonisation, qui était son œuvre ; « sa partialité pour l'armée, dont il voulait faire l'élément universel « et le grand pivot de la colonisation. Il disait au colon avec une « bonté sincère : *« Je viens à ton secours parce que je vois que tu as « de la peine à te tirer d'affaire »*, et en même temps, se retournant « vers la France, vers l'opinion, il leur disait : *« Voyez où en serait « votre prétendue colonisation civile sans l'armée »*».

*
* *

Cette bonté pour les colons n'était point un sentiment partagé par tous ses subordonnés ; elle n'allait pas non plus jusqu'à exécuter de bonne grâce des mesures dont il n'avait pas eu l'initiative ou dont on voulait lui imposer l'extension. Passionné pour la colonisation, désireux de la voir prospérer chaque fois qu'elle fait appel aux bras de l'armée, il ne l'aime guère quand elle se développe en dehors de

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1853, page 481. Article déjà cité.

tout secours militaire ; il ne se prête plus alors aux dispositions bienveillantes préconisées par le Ministre de la Guerre. L'histoire des prêts de bestiaux en est une preuve fort curieuse.

Le 11 mai 1843, le duc d'Aumale s'emparait, aux sources de Taguin, de la smala d'Abdelkader. On prit d'immenses troupeaux ; ils furent ramenés dans le Tell. Soult voulut profiter de cette occasion pour distribuer des animaux aux colons qui en manquaient, surtout des bœufs de labour. Il prescrivit donc au gouverneur de les répartir entre les concessionnaires des centres agricoles du Sahel : « Ce sera, « dit-il, un moyen de récompenser (1) le zèle des plus laborieux et de « doter les villages d'un petit approvisionnement de bêtes utiles au la- « bourage et à la reproduction ». Ces bestiaux ne seraient donnés qu'à la condition expresse d'être conservés pendant un certain délai, après lequel les colons pourraient en disposer à leur gré. Le Ministre envoya ses instructions le 2 juin ; or, les troupeaux razzés avaient été vendus le 23 mai précédent sur le marché de Blida sans qu'à Paris on ait été averti.

Le Gouverneur l'avoue sans se donner la peine d'excuser sa précipitation ; il ajoute d'ailleurs que

il avait devancé (2), il y a trois ou quatre mois, ses vues généreuses, en faisant prélever sur la totalité des razzias un certain nombre de moutons, de bœufs et de vaches qui ont été distribués aux colons des nouveaux villages. Malheureusement, toutes les familles n'ont pas mis à profit ce bienfait, ou du moins n'ont pas gardé les animaux ; bon nombre ont été vendus malgré les défenses les plus expresses, et l'argent a disparu, chez les uns pour satisfaire à des besoins, chez les autres pour des dépenses au cabaret. Les colons militaires, au contraire, soumis à la discipline, ont conservé leurs troupeaux et les ont fait prospérer. Ceux de Mered valent aujourd'hui plus de 25.000 francs.

Le ministre n'est pas convaincu par ces raisons ; il maintient ses ordres qui, dit-il, recevront leur application aussitôt que des prises nouvelles seront faites dans la province d'Alger. Insertion devra même en être publiée dans le *Moniteur Algérien*, afin que les colons connaissent les intentions du gouvernement. Bugeaud, malgré une lettre de rappel, ne laisse passer aucune communication de ce genre dans son journal officiel.

Soult finit par se fâcher ; on lui promet alors de prêter des bœufs de labour, tirés des parcs militaires et on ira jusqu'à étendre la me-

(1) *Soult à Bugeaud*, 2 juin 1843. Archives de la colonisation algérienne.

(2) *Bugeaud à Soult*, juin 1843. Archives de la colonisation algérienne.

sure à Bône, à Philippeville et à Oran (1). Mais ce n'était là qu'une promesse. Rien n'est encore fait à la fin d'octobre. Nouvel ordre impératif du Ministre ; en marge, sur la lettre ministérielle, Bugeaud se contenté de tracer quelques mots :

Il n'a été distribué qu'une fois des bestiaux aux colons civils ; que beaucoup les ont vendus pour subsister, que quelques-uns les conservent encore mais qu'ils les ont changés pour des animaux plus utiles ; que le mauvais emploi de ces bestiaux, fait par la plupart, a refroidi mon zèle pour en donner d'autres ; mais que j'ai fait mettre de côté un certain nombre de vaches et de brebis dans les dernières razzias faites autour d'Orléansville pour les donner aux Trappistes.

Le temps pressait, car l'époque des premiers labours approchait. Le Directeur de l'intérieur s'est adressé à l'Intendant militaire pour que, suivant la promesse du Gouverneur, cinquante paires de bœufs de labour fussent prélevées dans les parcs de l'armée et mises à sa disposition. Il s'attire un refus catégorique ; on lui objecte, en effet, que, par suite de l'état du pays, l'administration militaire ne se procure ses approvisionnements en bestiaux que dans les proportions strictement nécessaires ; les prêts de bœufs de labour ne sont pas possibles actuellement et ne le seront pas à l'avenir. Guyot, de guerre lasse, abandonne la partie ; il propose l'achat de 100 paires de bœufs pour les colons et le Ministère, fatigué lui aussi de lutter, s'empresse de lui ouvrir un crédit de 25.000 francs. Dans ce premier épisode, l'obstination de Bugeaud a donc triomphé de la bonne volonté du Ministre et cette résistance s'est exercée aux dépens des colons.

Soult ne se considérait cependant pas comme battu. Il avait la même ténacité que le chef de l'armée d'Afrique ; et il fallait bien que le dernier mot lui restât. Mais comment lui resta-t-il, la chose mérite d'être contée. En 1844, l'administration algérienne se décida à distribuer quelques bestiaux et, vers le mois d'août, elle répartit 67 génisses et 30 bœufs qu'elle amena de son camp de l'Isser à Maison-Carrée. Les colons devaient se présenter dans ce village, porteurs de bons délivrés par le commissaire colonial. Dès le lendemain de la distribution, ce fut une tempête de protestations, une avalanche de plaintes. La Direction de l'Intérieur était débordée. Tel colon n'avait reçu qu'une génisse de six à dix mois, tel autre n'avait rien pu obtenir malgré le bon dont il était porteur. Une enquête immédiate confirma ces dires et le comte Guyot de se plaindre au Ministre de tant de dé-

(1) Aux Archives Nationales, nous avons trouvé de nombreux documents sur ces prêts de bestiaux.

sinvulture (1). Parmi tous les faits allégués, il en cite un bien singulier : un colon, nommé Boucher, de Draria, avait un bon pour une vache ; sa servante se rend à l'endroit fixé pour la distribution. « Arrivée à la Maison-Carrée, elle présente à un des agents employés « à la délivrance des animaux de labour le bon pour une vache que « lui avaient remis les commissaires chargés de la répartition. Elle « reçoit en échange une génisse forte, quoique jeune, dont l'apparence et les formes extérieures faisaient connaître que cette bête « serait plus tard une bête de choix. Heureuse du cadeau dont on « gratifiait ses maîtres, la domestique des concessionnaires Boucher « s'empresse de s'en retourner, emmenant sa belle génisse ; mais à « peine est-elle arrivée au pont qu'elle aperçoit qu'on court après « elle. Elle s'arrête et reconnaît l'agent comptable, arrivant de sa « personne et tirant par une corde un petit taurillon sans force et « d'une maigreur extrême qu'il lui impose de recevoir, et reprend la « génisse qu'il avait, disait-il, destinée à la cantinière du camp ».

L'aventure en elle-même est déjà comique ; elle le devint davantage par la discussion qui s'ensuivit entre le gouverneur, l'intendant militaire et le comte Guyot. L'âge du taurillon ne pouvait être déterminé que par l'examen de ses dents. Grande dispute à ce sujet, débat héroï-comique entre ces hauts fonctionnaires sur la question de savoir quel âge marquaient les dents de ce pauvre petit taureau. Faut-il dire que Bugeaud mit toutes ses connaissances, relatives à l'élevage, au service des officiers d'administration ? Son rapport nous fournit la clef de bien des problèmes, soulevés par cette bizarre répartition.

Avant les colons, d'autres personnes, des privilégiés ceux-là, avaient choisi dans ce troupeau les bêtes les plus belles. M. le colonel Marengo, dûment autorisé, préleva d'abord 20 génisses pour les Trapnistes, et il ne fit choix, comme bien on pense, ni des plus maigres, ni des trop jeunes. Puis, ce fut le tour de M. l'abbé Brumauld, directeur de la maison des orphelins ; lui aussi fut admis à choisir, et il en emmena 14 parmi les plus belles qui restaient. Ces 34 bêtes étaient, dit-on, des animaux de choix. Les autres, affirme le Gouverneur, furent réparties par un tirage au sort et, naturellement, dans le nombre, il s'en trouva de malingres et de maigres.

(1) *Directeur de l'Intérieur au Ministre de la Guerre*, 5 août 1844. Archives Nationales. F. 80.

(2) *Rapport du Directeur de l'Intérieur au Ministre*, 8 août 1844. Archives Nationales. F. 80.

Je n'admets pas, écrit-il, que même parmi ce reste il se soit trouvé des veaux de 7 à 8 mois.

Autre cause de ce mauvais état de certains animaux : le troupeau de 97 têtes dont il s'agissait avait été enlevé, le 17 mai, à la tribu des Flissas ; mais les bêtes qui le composaient avaient été versées le lendemain dans le parc de l'administration militaire et, quand il fallut, sur l'ordre formel du Ministre, l'en faire sortir, l'Intendance ne restitua que celles dont elle voulait se débarrasser.

Dernier détail enfin, qui prouve qu'à Alger on n'obéit que contraint et forcé aux injonctions ministérielles ; non seulement la qualité mais la quantité manquait. Il ne fut livré que 56 taurillons ou génisses au lieu des 97 que l'on avait annoncés.

Est-il bien nécessaire de tirer la conclusion de cet incident ? Ne se dégage-t-elle pas d'elle-même ? La colonisation civile ne doit pas être secourue au point qu'elle puisse se passer désormais du concours de l'armée. Que deviendrait la nécessité des colons militaires s'il était prouvé que les habitants du Sahel se suffisaient à eux-mêmes et qu'avec des animaux prêtés ou donnés, ils cultivaient, se nourrissaient et progressaient ! Tout le système de Bugeaud en serait ébranlé.

* * *

Seules, l'agriculture et la colonisation vivifieront l'Algérie qui ne peut être — on le pense à ce moment — qu'un pays agricole. La plupart des terres en sont riches, mais elles produisent peu parce qu'elles sont mal travaillées. Du moment où des milliers de bras français auront défriché son sol, que nos cultivateurs y auront appliqué leurs procédés de culture, alors la prospérité renaîtra dans ces campagnes africaines, autrefois si fécondes.

Pour préparer cette œuvre et la développer, Bugeaud crut nécessaire, au lendemain de la conquête et même pendant cette conquête, d'y employer les milliers de bras de l'armée. Mais, désireux dans son amour-propre de grand chef militaire de montrer que la main-d'œuvre de l'armée l'emportait en force et en rapidité sur la main-d'œuvre civile, il présenta souvent, trop souvent, ce concours de l'armée, non pas seulement comme utile et profitable, mais comme nécessaire à cause des faiblesses et des vices de la colonisation civile.

Du double but qu'il paraissait ainsi poursuivre, progrès des cultures européennes grâce aux efforts des soldats et dépréciation de la colonisation civile, ce dernier, il ne l'a que trop atteint. Le fossé qui

séparait civils et militaires s'est creusé sous son gouvernement. Bugeaud a soulevé contre lui l'opposition très naturelle des colons civils qui s'irritaient d'être toujours présentés par les grands chefs de l'armée comme des spéculateurs sans scrupule, des accapareurs de terres ou des agriculteurs inexpérimentés et débiles. Or, en 1847, la population de l'Algérie n'était plus composée des seuls cantiniers de l'armée, comme le prétendaient les uns ; elle n'était pas simplement formée du rebut de l'Europe et de l'écume de la Méditerranée, ainsi que l'affirmaient les autres. Elle avait son amour-propre et sa susceptibilité. Vouloir établir les mérites des colonies militaires sur la dépréciation de la colonisation civile, c'était vouloir faire payer trop cher les quelques services rendus par le concours momentané des soldats.

Bugeaud n'atteignit pas aussi complètement le second but de ses efforts, la fertilisation de notre conquête par les bras des soldats. Oh ! il faut lui rendre justice, il accomplit de grandes choses. En traçant des routes dans un pays à peine conquis et tout frémissant encore de colère et de haine contre l'envahisseur, en construisant des ponts, en élevant des fermes et en donnant l'exemple des cultures, les troupes affirmèrent la prise de possession définitive de ces terres « à jamais françaises », et elles commencèrent l'œuvre d'exploitation que, seules encore, en ces années troublées et en des régions lointaines, elles étaient capables d'entreprendre. Par ces travaux, elles traduisirent en actes les paroles définitives du souverain français, dissipant ainsi les illusions ou les espérances qu'indigènes ou étrangers avaient nourries jusqu'à ce jour ; elles apportèrent un réconfort moral à tous les Français et aux Européens, fixés sur cette rive africaine ; enfin — et il serait d'une souveraine injustice de le contester — les soldats français, sous l'énergique et intelligente impulsion de leur général en chef, jetèrent les bases solides, inébranlables du grand édifice colonial algérien. A la distance où nous sommes déjà de ces événements, on peut juger les résultats acquis. Combien paraissent mesquines, violentes ou injustes les objections soulevées contre l'emploi des troupes aux travaux publics ? Et combien de temps aurait été perdu si l'on avait écouté les voix des censeurs impitoyables ! Sans doute, le Génie militaire ne sut pas entretenir les routes ouvertes par nos bataillons ; il les laissa dans un tel état de ravinement que les chemins d'Algérie eurent pendant longtemps une fort mauvaise réputation. Mais ces routes avaient rendu déjà d'inappréciables services, et puis était-ce la faute des travailleurs militaires si une admi-

nistration imprévoyante n'avait pas su les conserver et les améliorer ! Sans doute, les ponts à l'américaine, jetés sur les fleuves et les rivières à la hâte et avec les matériaux que l'on avait sous la main, furent pour la plupart emportés par les grandes crues d'un hiver exceptionnellement pluvieux ou incendiés par les Arabes révoltés ; mais ces ponts avaient été utiles, ils avaient facilité la conquête puis la répression, ils permirent au demeurant d'attendre des travaux plus durables qu'on ne pouvait songer à entreprendre sur tous les points de l'Algérie à la fois et avec les faibles ressources dont on disposait. Sans doute, les fermes que des soldats maçons édifièrent, les défrichements qu'ils exécutèrent, les cultures qu'ils entreprirent, peuvent être critiqués : aux fermes, on reprochera le plan sur lequel elles furent établies et qui les faisait ressembler à des casernes plutôt qu'à des exploitations rurales ; aux défrichements, leurs malfaçons et leur prix de revient trop élevé ; aux cultures, le manque de direction compétente et de continuité. Qui osera pourtant soutenir que tous ces travaux n'ont pas préparé, favorisé, consolidé l'œuvre de l'agriculture dans l'Afrique du Nord ?

La nécessité de se livrer aux travaux agricoles, la possibilité de les développer, l'obligation d'y consacrer toutes les forces vives de la colonie naissante, voilà la grande pensée de Bugeaud, la source la plus pure de sa popularité et de sa gloire. Lisez les discours qu'il a prononcés, compulsez sa volumineuse correspondance, parcourez les journaux officiels ou semi-officiels qu'il inspirait, rappelez-vous tous ses actes et vous serez convaincus que ce fut bien là sa constante préoccupation. En France, il s'était appelé lui-même le soldat-laboureur ; en Algérie, ses officiers le surnommèrent « le grand jardinier en chef ».

Lui, qui a voué presque un culte à la terre féconde, lui, qui sur les champs de Maison-Carrée a donné l'exemple du labour, ne comprend pas que ces colons, auxquels l'Etat fait des avances et défriche des hectares, n'aiment pas leur métier et n'y consacrent point toutes leurs forces. Il leur fait réellement un crime du temps qu'ils emploient autre part. En janvier 1844, il rentre furieux d'une visite qu'il vient de faire dans la région du Sahel. Il n'y a vu que des cabaretiers, des cantiniers.

A Draria, dit-il (1), il y en a 8 sur 42 feux. J'ai demandé des explications à M. le Directeur de l'Intérieur sur ce fait exorbitant ; il m'a répondu qu'il avait

(1) *Bugeaud à Soult*, 15 janvier 1844. Archives de la colonisation algérienne.

ordonné plusieurs fois de les fermer et qu'il n'en avait autorisé que trois : « C'est déjà trop ; mais à qui avez-vous ordonné de fermer les autres ? — Au brigadier de gendarmerie. » J'ai fait appeler celui-ci : « Pourquoi n'avez-vous pas fait fermer les cabarets ? — Ils s'y sont refusés ; j'ai dressé des procès-verbaux que j'ai envoyés à la justice d'Alger ; on a répondu que, personne ne payant patente à Draria, tout le monde avait le droit de vendre ce que bon lui semblait et les choses en sont restées là. » J'ai déclaré à M. le Directeur que si, à la fin du mois, les cabarets n'étaient pas fermés, je viendrais moi-même expulser les cabaretiers, que nous ne faisons pas tant de dépenses, que nous ne donnions pas tant de peine à nos soldats pour créer des cabarets.

Contre ces cabaretiers, sa colère et son exaspération ne sont si vives que parce qu'ils démentent son rêve d'une population forte et vigoureuse, s'adonnant aux travaux des champs, maniant la pioche, poussant la charrue, cultivant et fertilisant cette terre qui ne demande qu'à produire de splendides moissons.

Aussi il réserve toute sa sympathie à une société idéale de militaires laboureurs. Il voit les soldats, tous fils de paysans de France, reprendre avec plaisir leurs anciens instruments de travail, tracer de longs et profonds sillons dans ces landes africaines, remuer de leurs bras vigoureux la terre que leur courage a conquise et que leur activité laborieuse fécondera ; il les voit se lever au premier coup de tambour comme à la caserne, se préparer au travail dans l'air frais du matin, puis partir en chantant à la fenaison ou à la moisson ; il les voit enfin, au bout de quelques années, toujours aussi aguerris, aussi disciplinés, mais aisés, mais riches, mais propriétaires d'une maison et chefs de famille. Et ce rêve, c'est la colonie militaire.

CHAPITRE II

L'ESPRIT MILITAIRE

I. — Le militaire chez Bugeaud. — Son rôle à la Chambre des Députés comme défenseur de l'armée. — L'évolution de ses idées est terminée lorsqu'il est nommé gouverneur. — L'armée d'Afrique : sa composition, les soldats, les officiers.

II. — Pouvoirs dictatoriaux du Gouverneur. — La liberté individuelle et le despotisme de Bugeaud : affaire Urtis. — La propriété individuelle et l'arrêté du 9 décembre 1841 sur l'expropriation.

La Presse algérienne et l'attitude de Bugeaud à son égard.

III. — Précautions prises par Soult contre cet autoritarisme du Gouverneur. — Restrictions apportées à ses pouvoirs. — La direction de l'Algérie au Ministère de la Guerre. — Les arrêtés d'urgence. — Les commissariats civils : Blida et Cherehell. — Commissariat civil de Constantine. — L'Ordonnance du 15 avril 1845 sur l'administration de la colonie.

IV. — La colonisation et l'administration dans les territoires mixtes : lettres de Bugeaud sur son voyage à Mostaganem et à Mascara. — Les commissions administratives militaires. — Les circulaires de Bugeaud sur les Finances, la Justice, les concessions. — Les alignements dans les villes et la délimitation des banlieues.

Pas de colonisation véritable dans les territoires militaires. — Protestations des colons. — Situation de l'Algérie en 1847.

Agronome par goût, Bugeaud était devenu militaire par éducation et par métier. Formé dans les camps, au milieu des vélites de la garde, le soldat avait parcouru l'Europe avec les armées impériales sans enthousiasme d'abord pour la vie militaire ; puis l'officier s'était laissé séduire par la forte discipline qui s'imposait à ces milliers d'hommes, par l'autorité absolue que lui conférait son grade, par le prestige des beaux faits d'armes et par la griserie de la gloire. Il fut alors militaire de toute son âme, jusqu'à aimer cette armée plus que tout autre chose, à n'estimer que ses institutions, à ne voir que ses intérêts particuliers, à ne considérer que la plénitude de sa force et l'excellence de son organisation. Cette armée lui apparut comme le modèle d'une société complète par sa composition et les vertus qui l'animaient ; formée d'éléments empruntés à toutes les classes sociales, de soldats fils de paysans et d'artisans, tous habitués au travail et à l'obéissance,

d'officiers, hommes d'initiative intelligente et de grande activité, elle ne pouvait être que fermement attachée au principe d'autorité, sans lequel il parut bientôt à Bugeaud qu'il n'y avait pas pour un groupement humain de sécurité possible, matérielle et morale. La société militaire ou militarisée fut donc son idéal et il se trouva que, lorsque cette conception très particulière fut achevée dans son esprit, le gouvernement l'appela au commandement de l'armée d'Afrique et lui fournit ainsi l'occasion de la réaliser.

I

Le Militaire chez Bugeaud

Du militaire, le député d'Excideuil avait conservé les manières, le langage, les travers. En 1834, un journaliste républicain traçait de lui ce portrait peu flatteur : « Une figure sans distinction (1), un « langage de caporal et cette sorte d'aplomb particulier au troupier « qui remplace tout sentiment et toute pensée par une consigne ». Le portrait était une caricature. La tête, sans être belle, était énergique et fière. Le front haut et très découvert, la figure ronde, les yeux petits et vifs, le menton carré, tout indiquait l'intelligence et l'énergie dans cette physionomie de gentilhomme terrien, habitué à lutter contre les dures nécessités d'une existence difficile. Sa parole était forte, le ton autoritaire ; son langage se ressentait de son origine et de son éducation. Il parlait à la fois comme le peuple et comme les soldats, n'ayant appris ni les belles manières, ni le beau langage dans les salons. Ses sœurs l'avaient élevé simplement et lui-même avait parfait son instruction dans ses veillées de caserne. Quant à ses idées, il savait les exprimer fortement en les animant de la voix et du geste, il les répétait sans cesse et sous mille formes jusqu'à ce qu'il les ait fait accepter. Dire qu'il manquait de sentiment et d'affection, ce serait le méconnaître ; rares ont été les hommes qui ont eu des amitiés plus solides et des affections plus fortes ; il fut le meilleur des époux et un père très affectueux. Malgré les fatigues qu'il leur imposa, ses soldats l'adorèrent ; la plupart de ses officiers furent d'ardents admirateurs de sa tactique militaire et beaucoup des amis fidèles et dévoués.

Mais, entre un portrait et sa caricature, le public n'hésite pas ; il choisit la caricature. C'est ainsi que Bugeaud, après l'aventure de

(1) D'Ideville : *Le Maréchal Bugeaud*. II, p. 181.

Blaye qui ameutait contre lui les légitimistes, surtout après les massacres de la rue Transnonnain qui lui valurent les colères des socialistes, fut plus connu par les défauts qu'on lui prêta que par ses réelles qualités. De cette injustice de l'opinion, il se plaignit rarement, bien qu'il en souffrît. Il raconte fort plaisamment la réception que lui ménagea la population de Lille.

Sans les outrages qu'elle s'est efforcée de me faire subir (1), eh ! mon Dieu, mon nom serait presque inconnu en France ! On saurait à peine qu'il existe un général Bugeaud ; partout où je vais pour la première fois, je suis un objet de curiosité. On s'empresse sur mon passage ; on veut voir cette espèce d'ogre politique, cet orateur de corps de garde, dont l'éloquence sent la poudre à canon, dit M. Cornemine dans sa biographie des députés ; et je l'en remercie ; c'est une très bonne odeur que celle de la poudre à canon. Dernièrement, étant à Lille dans le salon du préfet, — ce n'était pas jour de réception, — le salon se remplit tellement qu'on fut obligé d'en ouvrir un autre, tant on était curieux de me voir, et l'on fut tout étonné de voir que j'étais un homme à peu près comme un autre et que je parlais à peu près comme tout le monde.

Était-il bien cependant un homme comme un autre ? A la tribune de la Chambre, n'avait-il pas par ses discours, par ses interruptions, par ses votes, donné l'impression d'un admirateur exclusif des institutions militaires et aussi celle d'un critique résolu des institutions civiles ? Chacun suit la loi de sa nature, et l'habitude militaire était chez lui une seconde nature. On était encore trop proche de l'époque impériale pour s'étonner de rencontrer chez ceux qui avaient vécu l'épopée napoléonienne le regret de cette suprématie militaire et l'orgueil inné des hommes d'armes.

Qu'il le voulût ou non, Bugeaud, dans l'opinion publique, personnifiait ce parti militaire, agissant, remuant, tout fier encore, malgré la leçon de 1815, de sa grande chevauchée à travers l'Europe. Rallié à la Monarchie de juillet et devenu son plus ferme soutien en face des partis de l'Émeute, se posant en défenseur de l'ordre, il n'avait laissé échapper aucune occasion d'exalter les services de l'armée, de glorifier ses chefs, et, chaque fois, il avait opposé les intérêts militaires aux intérêts civils.

Qu'il s'agisse des traitements des officiers, dont il réclame l'amélioration, il ne laisse pas de dire :

Les traitements des militaires en activité (2) étant toujours inférieurs aux

(1) D'Ideville : *Le Maréchal Bugeaud*. Ouvrage cité, II, p. 199.

(2) *Moniteur Universel*. Séance du 12 décembre 1831 de la Chambre des Députés. *Discours de Bugeaud*.

traitements civils, les traitements civils ont été successivement augmentés depuis l'Empire ; ceux des militaires sont restés immobiles. Il y a disproportion complète. Un colonel qui est à la tête de 3.000 hommes et de 100 officiers ne reçoit que 8.000 francs, quand certains chefs de bureau en touchent 20.000.

Qu'il s'agisse de la préparation nécessaire pour faire un bon fonctionnaire civil ou un simple sous-lieutenant, toujours ce parallèle nettement favorable à l'officier, et peu bienveillant pour le fonctionnaire :

Très peu savent combien il est difficile d'arriver aux grades (1) et même à celui de simple sous-lieutenant. On fait, la plupart du temps, des préfets qu'on improvise, on improvise aisément des conseillers d'Etat, mais on n'improvise pas des sous-lieutenants.

Qu'il s'agisse encore de transférer au Panthéon les restes des citoyens Foy, La Rochefoucauld-Liancourt, Manuel, Benjamin Constant, il suffit que le Maréchal Clauzel jette le nom du Maréchal Ney dans le débat pour que Bugeaud étende la liste des militaires et cite les Dugommier, les Masséna, les Hoche, les Kléber, les Desaix, les La Tour-d'Auvergne (2) :

Je révère, je respecte la mémoire des grands hommes qui sont venus à cette tribune défendre la liberté et qui l'ont fait dans leurs écrits ; mais je crois que l'on ne doit pas moins de récompense à ceux qui l'ont défendue sur le champ de bataille. Les grands hommes dont vous voulez honorer la mémoire ont fleuri dans le repos et la tranquillité que la France devait à ceux que je propose de leur adjoindre. Si nous n'avions pas vaincu sur le Rhin et les Alpes, Manuel, Foy, Benjamin Constant n'auraient pu faire briller à cette tribune l'éloquence parlementaire.

Ce parti pris de toujours opposer les militaires aux civils devient de plus en plus chez Bugeaud une obsession et comme une tournure de son esprit.

L'armée, avec ses habitudes d'ordre, de discipline, de hiérarchie, est l'image d'une société parfaite ; notre état social actuel avec ses principes de liberté et d'égalité, ses clubs, ses assemblées populaires, sa presse indépendante, est au contraire la forme la plus instable et la plus mauvaise. Qu'on ne vienne pas lui dire que cette armée qu'il admire est formée d'éléments civils ; un soldat n'a réellement l'esprit militaire que lorsqu'il a dépouillé ses anciennes habitudes, ses manières de penser et de sentir.

(1) *Moniteur Universel*, Séance du 18 février 1834. *Discours de Bugeaud*.

(2) *Moniteur Universel*. Séance du 10 mars 1832. *Discours de Bugeaud*.

On n'est soldat (1), que quand on n'a plus la maladie du pays, quand le drapeau du régiment est considéré comme le clocher du village, quand on aime son drapeau, quand on est prêt à mettre le sabre à la main toutes les fois que l'honneur du numéro est attaqué, quand on a confiance dans ses chefs, dans son voisin de droite et de gauche, quand on les aime, quand on a mangé la soupe ensemble, selon l'expression de l'Empereur. Voilà, Messieurs, ce qui fait le véritable soldat.

Si la France ne peut avoir une armée de carrière, elle doit au moins adopter le service de sept ans pour posséder de véritables soldats. Lui objecte-t-on les volontaires de 1792 ? Lui dit-on que la communauté d'enthousiasme est un lien aussi solide que l'obéissance à la même discipline, qu'elle a contribué à sauver la France envahie, que plus tard sous la Terreur...

La Terreur, s'écrie-t-il (2), a sauvé la France ? A-t-elle le privilège d'improviser des armées, de les discipliner, de les aguerrir, et peut-elle faire sortir spontanément de terre des grenadiers comme ceux de la Garde Impériale ? Non, Messieurs, elle peut rassembler quelques moyens, faire partir quelques hommes qui n'avaient pas envie de faire la guerre, arracher quelques écus de la poche des gens qui ne seraient pas disposés à les donner !

Ce jugement dédaigneux, qui ne tient pas compte du facteur moral, lui est manifestement inspiré par la haine politique de la Révolution et de ses dirigeants. Le conservateur s'allie ici au militaire pour dénigrer même les armées de 1792.

Savez-vous pourquoi les volontaires de 1792 ne pouvaient point remporter de victoires ? Parce que, parmi eux, se trouvaient des hommes indisciplinés, sortant des clubs (1), et que l'esprit du club est incompatible avec la discipline et la force d'une armée, parce que l'enthousiasme n'est qu'une vertu passagère et que, comme toutes les passions violentes, le moindre obstacle suffit pour le détruire.

Ces paroles d'un général, élevé à l'école napoléonienne, attiraient à leur auteur des inimitiés d'autant plus vives que, sous ces appréciations, perceait une menace à l'adresse des libertés du présent.

Parcourez les discours qu'il a prononcés à la tribune de la Chambre de 1830 à 1840 ! Constamment, il s'est élevé contre les réformes qui auraient pu donner au peuple plus de droits politiques. S'agit-il de l'extension du droit de vote ? — l'on ne parle pas encore du suffrage universel. —

C'est une grave erreur, affirme-t-il (3), de croire qu'en étendant le vote élec

(1) *Moniteur Universel*. Séance du 11 mai 1835. *Discours de Bugeaud*.

(2) *Moniteur Universel*. Séance du 30 novembre 1840. *Discours de Bugeaud*.

(3) *Moniteur Universel*. Séance du 14 mai 1834, *Discours de Bugeaud*,

toral, l'on augmente la liberté. L'électeur est-il plus libre que le citoyen qui ne vote pas ?

Et il se prononce énergiquement contre le projet. S'agit-il de l'adjonction des capacités, question passionnante et qui plus tard devait entraîner la chute de Louis-Philippe ? Les paroles prononcées à cette occasion, en 1833 (1), offrent cet intérêt tout particulier qu'elles montrent bien le brusque et profond revirement qui s'était produit au lendemain des journées de juillet chez quelques personnalités dirigeantes de l'époque :

J'avoue qu'en 1830 et 1831 j'aurais voté pour l'adjonction des capacités ; mais, depuis, les capacités m'ont trop prouvé leur savoir-faire... Ce sont les capacités qui ont fait les mauvais journaux, qui nous ont inondés de tant de détestables principes. Ce sont elles qui nous ont amené le Saint-Simonisme, les associations et les émeutes. Ce sont les capacités qui ont organisé la Société des Droits de l'homme. Donnez-moi Gros-Jean, donnez-moi Gros-Pierre..., je les aime mieux que les capacités sans fortune.

Il ne veut pas des hommes de la gauche, de ces hommes habiles à écrire dans les journaux, actifs, pleins d'audace, de ceux qu'il appelle l'*aristocratie de l'écritoire*. Ceux-là, il les estime dangereux pour l'ordre social et les dénonce comme les généraux de l'émeute.

Nous avons fondé (2) la liberté de cinq cents journalistes, de quelques milliers de perturbateurs, d'ambitieux déçus, mais nous avons fondé en même temps l'oppression des honnêtes gens. Ces journalistes, ces généraux de l'émeute, jouent un rôle singulier. Ils poussent en avant des misérables mais ne combattent pas avec eux. Généraux désarmés, ils se présentent aussitôt que la bataille est perdue. Ils couvrent la retraite et injurient les vainqueurs. Ils disent : « Vous avez battu nos soldats, maintenant c'est à nous que vous aurez affaire. » Leur retraite est faite avec des infamies, des calomnies, des injures.

Aussi s'élève-t-il avec la dernière énergie contre toute proposition d'amnistie ; le crime politique lui paraît le plus abominable des crimes, celui que l'on doit châtier sans pitié. Pas d'indulgence contre ces hauts barons de la presse, ces despotes d'un nouveau genre ; ils empoisonnent la société tout entière. Avec ces brigands, lui, Bugeaud, refuse de se réconcilier.

Je dirai (3) aux promoteurs de l'amnistie : Soyez plus conséquents ! Puisque vous voulez l'amnistie pour des crimes aussi épouvantables que ceux qui consis-

(1) *Moniteur Universel*. Séance du 5 janvier 1833. *Discours de Bugeaud*,

(2) *Moniteur Universel*. Séance du 7 février 1835. *Discours de Bugeaud*.

(3) *Moniteur Universel*. Séance du 31 décembre 1834. *Discours de Bugeaud*.

tent à attaquer les lois, à s'insurger dans les rues, à faire des barricades, à tirer sur la garde nationale, à compromettre la sécurité du pays tout entier, demandez aussi qu'on ouvre les bagnes. Pour moi, les hommes qui croupissent dans les bagnes ne sont pas aussi coupables que ceux qui ont versé le sang de leurs concitoyens dans les rues.

Voilà le général que l'on envoyait en Algérie ; et c'était au moment même où toute la population civile, exaspérée par les ruines accumulées, par l'insécurité grandissante, par les expéditions meurtrières et stériles, accusait de tous ses mécomptes et rendait responsables de tous ses maux les gouverneurs militaires.

* *

N'était-il pas à craindre qu'investi du plus beau commandement qu'il y eût alors en France, et dans l'état d'esprit qu'on lui connaissait, ce gouverneur ne fit peser sur la colonie entière le régime du sabre ? Nombreuse armée à commander, vaste pays à conquérir, indépendance presque absolue, griserie de la victoire, tout cela ne devait-il pas enraciner en lui de vieilles habitudes de despotisme militaire, exalter son amour de l'armée, le fortifier dans cette conviction que le régime militaire était supérieur au régime civil, l'encourager à réaliser son idéal de colonisation militaire ?

Lorsque le Ministère désigna le général Bugeaud pour aller commander en Afrique, son choix était fait entre le système de l'occupation restreinte qui n'avait amené que des mécomptes et celui de l'occupation générale qui pouvait exiger un gros effort militaire, mais devait nous rendre définitivement maîtres de tout le territoire de l'ancienne Régence. Aussi ne ménagea-t-il pas au nouveau gouverneur des effectifs importants de toutes armes. L'armée d'Afrique, forte en 1838 de 48.000 hommes, renforcée en 1840 et portée à 63.000, fut de nouveau augmentée en 1841 et elle ne cessa presque plus de s'accroître jusqu'en 1847 ; alors sa diminution coïncida avec le départ du Maréchal. Suivant un document officiel (1), elle comprit, tant en troupes françaises qu'en troupes auxiliaires et indigènes :

Au 1 ^{er} juillet 1841.....	78.989 hommes	
— 1842.....	83.281	—
— 1843.....	85.664	—
— 1844.....	90.562	—
— 1845.....	89.099	—
— 1846.....	107.688	—
— 1847.....	101.510	—

(1) *Tableau des Établissements Français dans l'Algérie. 1846-1849.*

Si nombreux que fussent les bataillons d'infanterie, les escadrons de cavalerie, les troupes du génie et de l'artillerie, Bugeaud aurait voulu les augmenter encore, mais le Ministère s'y refusa à cause de l'opposition des Chambres et des charges budgétaires énormes qui en étaient la conséquence.

Et, même en 1844, lorsque les tribus harcelées, pourchassées, ruinées par nos troupes, abandonnèrent la cause de l'émir et se soumirent; le gouvernement annonça qu'il ferait rentrer en France plusieurs régiments. Bugeaud aussitôt de protester : cette armée, il la lui faut parce que les Arabes, soumis momentanément, ne sont point domptés, parce qu'ils se soulèveront au premier signal et au moindre signe de faiblesse de notre part. Gustave de Beaumont, qui connaissait les dispositions hostiles des indigènes pour avoir visité l'Afrique, s'était prononcé avec énergie dans les bureaux en faveur du maintien des effectifs de l'armée africaine. Le gouverneur lui écrit (1) pour le féliciter de son attitude et lui fournir d'autres arguments dont il pourra faire état à la Chambre dans la discussion.

De ce que les Arabes sont soumis, ce n'est pas une raison pour que l'on puisse réduire l'effectif, et, sur ce point, mon cher collègue, vous avez dit des vérités dont je dois vous remercier. M. Desjobert est plus dans le vrai que la généralité quand il dit que les Arabes sont comprimés et non soumis. Non, certes, ils ne sont pas soumis de cœur, ils ne le seront pas de longtemps, et c'est précisément pour cela, comme pour les progrès de la colonisation, qu'il faut maintenir l'effectif jusqu'à ce qu'une population européenne nombreuse et fortement constituée permette de réduire l'armée. Je dis réduire, car on ne pourra jamais la supprimer en entier. Mais il arrivera une époque où l'Afrique pourra payer son armée et même en fournir en partie le personnel.

Cette armée, il l'a habituée à la guerre d'Afrique ; il lui a appris à combattre les Arabes et à toujours les vaincre, à lutter de vitesse avec eux et à les poursuivre partout, même dans le Petit Désert. A ces braves troupiers français, il demande beaucoup, trop même d'après certains généraux de l'époque qui n'avaient pas su en tirer le même parti ; il leur impose des fatigues inouïes, de longues marches, de pénibles travaux ; durant des mois, il les fait manœuvrer dans les solitudes, avec des rations pour ordinaire et la tente pour abri. Et, quand il revient à Alger, ses troupes défilent fièrement, joyeusement, malgré leurs habits fripés et leurs souliers ouverts. C'est que ce général aime son armée ; en toute occasion, il se montre plein de sollici-

(1) *Bugeaud à Gustave de Beaumont*, 4 mars 1844, A. G. G. A.

tude pour ses soldats. Lorsque les recrues débarquent en Afrique (1), le Maréchal ne veut pas qu'on les emploie immédiatement aux expéditions ou aux travaux pénibles :

Il faut les acclimater et les aguerrir, les placer dans les postes permanents et les traiter avec des ménagements paternels, afin d'éviter la maladie et surtout la nostalgie.

Quand les régiments partent en expédition, et que les marches doivent être longues, il faut que les officiers des compagnies donnent l'exemple et aillent à pied comme les soldats ; il supprime la tolérance des chevaux de selle dans le rang.

MM. les Officiers d'infanterie (2) ne doivent pas perdre de vue que le plus sûr moyen d'obtenir de leur troupe la résignation et l'énergie dont elle a besoin pour supporter les marches pénibles sous un soleil ardent est de lui donner l'exemple, en étant à pied comme elle.

Aux commandants de colonne, il recommande d'éviter de camper dans les bas-fonds et sur les bords des cours d'eau où règne la fièvre ; ils installeront toujours les bivouacs sur des hauteurs, au flanc des côteaux, dans des endroits salubres :

Il vaut infiniment mieux (3) imposer quelques corvées aux hommes pour aller à l'eau et mener les chevaux et les mulets à l'abreuvoir. La santé des soldats en souffrira beaucoup moins que de camper dans un endroit soumis à des influences morbides.

Pas de menus détails hygiéniques dont il ne s'occupe pour assurer leur bien-être et éviter les maladies ; il leur impose la ceinture de laine rouge (4), il les munit d'une double tente, il surveille souvent lui-même l'ordinaire et vérifie les envois de vivres. Parfois aussi, il s'apitoie sur leur sort, sur les longues marches qu'il leur demande. « Les pauvres gens ! Les braves soldats ! » répétait-il souvent aux députés qui, à la fin de 1846, parcouraient avec lui à cheval les montagnes de Miliana, suivis à pied par une compagnie de voltigeurs. A tous les arrêts, il se retournait pour tâcher de les apercevoir, pour demander si on ne les avait pas vus ; et, lorsque la caravane arriva chez Bou-Alem, le Maréchal ne fut tranquille que plusieurs heures

(1) *Circulaire du 23 mars 1844*, cité par d'Ideville, tome III, p. 235.

(2) *Ordre du jour de Foued Tirouet*. Ibid. p. 231.

(3) *Ordre du jour du camp de Sidi-Aïchoun*, 22 mai 1846. Ibid. p. 236.

(4) *Ordre du jour de Mostaganem*, 8 août 1841. Ibid. p. 231.

après, à la nouvelle de l'arrivée de la petite escorte qui les avait suivis de loin. Un jour même, à la profonde surprise et au grand déplaisir de Messieurs les officiers d'état-major, il descendit de cheval pour aider un muletier qui ne pouvait venir à bout de replacer ses sacs sur le bât retourné. Ces soins constants et paternels établirent entre le général en chef et ses soldats des liens si puissants et si affectueux, que l'on put les comparer à ceux qui unissent les membres d'une même famille. Bugeaud devint le père de ses enfants ; ils ne l'appellèrent plus que « le père Bugeaud ».

Plus dur envers ses officiers, leur faisant sentir parfois leur subordination et raillant leurs défauts, il sut cependant rendre justice au talent et au mérite. Sans doute, au dire d'Enfantin (1), il ne conservait auprès de lui dans son état-major d'Alger que des caractères souples, ceux qu'il pouvait plier à ses manières un peu rudes, les De Bar, les Rivet, les Saint-Arnaud. L'observation est fine et exacte. Les hommes énergiques et forts n'admettent le plus souvent dans leur entourage que des faibles et des hésitants ; sur ceux-là ils gravent mieux leur empreinte. Il se montra par moment brutal et ses coups de boutoir éloignèrent d'Afrique quelques-uns de ses lieutenants, comme Changarnier (2), « méchant caractère, disait-il, mauvais « coucheur, mais rude soldat, le plus fort, le meilleur de tous mes « généraux ». D'autres plus souples s'accommodèrent de ses intempérances de langage et de la brutalité de son geste ; car, s'ils eurent en maintes occasions à se plaindre de sa mauvaise humeur, ils savaient pouvoir compter toujours sur son esprit de justice et sa bienveillance naturelle. Bedeau fut « l'homme de devoir et de conscience solide et qui ne bronche pas au feu ». A Tlemcen d'abord, puis à Constantine, il se montra habile administrateur autant qu'homme de guerre avisé. Lamoricière, disait le duc d'Isly, « est vaillant, infatigable, débrouillard mais doctrinaire ; il discute sans cesse, ergote, « hésite, mais n'aime pas les responsabilités ». Il mena la rude guerre contre Abdelkader dans la province d'Oran. D'autres, plus jeunes, se formèrent à l'école d'un tel chef : les Gély, les Gentil, les Saint-Arnaud, les Pélissier. Ils s'attachèrent à Bugeaud autant par la rude école à laquelle il les soumit que par la reconnaissance que chacun d'eux lui voua pour avoir su reconnaître ses services ou l'avoir cou-

(1) *Lettre d'Enfantin à Fourichon*, 26 juillet 1844. Collection Enfantin. Bibliothèque de l'Arsenal.

(2) Voir d'Ideville. Ouvrage cité. Livre III, ch. 4, p. 170 à 176.

vert de sa haute responsabilité à des heures difficiles. Négrier ordonne-t-il sans attendre la sanction ministérielle, l'exécution d'indigènes convaincus de trahison ? Bugeaud reconnaît qu'il a eu tort, mais il ajoute aussitôt que les événements étaient si pressants que l'exécution devait se faire sur l'heure pour servir d'exemple ; il plaide la nécessité, l'urgence, la raison politique, et fait absoudre ce général. Le colonel Pélissier ne vient-il à bout de la révolte du Dahra, qu'en réprimant avec vigueur cette insurrection, en enfermant une partie des Ouled-Rhia dans des grottes et en ordonnant d'entasser devant leur ouverture des branchages auxquels on met le feu, ce qui amène la mort de tous les membres de cette tribu ! L'affaire fit grand bruit ; on accusa les officiers de l'armée d'Afrique de manquer de tout sentiment humain, on les appela des « chauffeurs ». Bugeaud n'hésita pas ; bien qu'il n'eût eu aucune part à ce lamentable fait de guerre, il ressentit douloureusement le blâme que le Ministre de la Guerre infligea du haut de la tribune de la Chambre à son subordonné, et « avec un héroïsme inouï », dit un contemporain (1), il couvrit le colonel Pélissier. Il écrivit sur l'heure au Ministre de la Guerre (2) :

Je prends sur moi la responsabilité de son acte ; si le gouvernement jugeait qu'il y a justice à faire, c'est sur moi qu'elle doit être faite.

Par de tels exemples, on comprend mieux l'ascendant qu'il exerça sur cette pléiade d'officiers. Nul plus que Bugeaud ne sut se faire obéir. L'armée d'Afrique et son chef ne formaient qu'un seul corps, une même famille et, quand il disparut de la scène africaine, sa grande figure resta présente à la mémoire de tous les officiers comme à celle des soldats. Elle continua à les animer.

Aussi, que de dangers, que de fatigues, général en chef, officiers et simples troupiers n'avaient-ils pas supportés ensemble ! Que de succès, que de victoires acquises au prix d'un effort surhumain ! Les années les plus difficiles ne furent pas celles du début, quand on se trouva en présence des troupes régulières de l'émir ou devant les forteresses qu'il avait élevées à la limite du Tell ; pas même cette année 1844, où, avec quelques vingt mille hommes, il bouscula une immense armée marocaine. De ces combats, de cette bataille surtout, l'opinion publique se montra enthousiaste ; mais combien plus pénibles et plus méritoires furent les longues et obscures campagnes

(1) *Léon Plee*. Mot cité par d'Ideville, livre III, page 24.

(2) *Bugeaud à Soult*, 18 juillet 1845. D'Ideville, livre III, page 24.

de 1845 et de 1846 où l'insurrection était partout et où elle n'était saisissable nulle part, où il fallait faire front de tous côtés contre un ennemi qu'on sentait invisible et présent ! A ce moment surtout se scella entre l'armée et son chef cette union indissoluble, cette communauté de sympathie et d'affection qui fut la grande force de l'armée d'Afrique et assura le triomphe de Bugeaud.

II

Pouvoirs dictatoriaux du Gouverneur

Comme gouverneur, le général, commandant en Afrique, avait des pouvoirs discrétionnaires. Les arrêtés qui avaient réglé ses attributions remontaient à l'époque où fut supprimée la dualité d'un chef militaire et d'un intendant civil. L'un était du 1^{er} septembre 1834, l'autre du 2 août 1836. Quand ils furent pris, la conquête était à peine commencée ; réduits à quelques villes sur le littoral, les établissements français étaient constamment sous la menace de coups de main ou d'une attaque plus générale ; la population européenne, si l'on excepte la ville d'Alger, s'y réduisait à quelques milliers d'individus, pour la plupart fournisseurs de l'armée et vivant des petits profits du voisinage d'un camp. N'était-il pas naturel et nécessaire qu'à ce moment tous les pouvoirs fussent concentrés dans la même main ? Mais, lorsque la situation politique eut complètement changé en Afrique, après les grandes soumissions de 1842 et 1843, après l'organisation d'un gouvernement indigène, il ne fut pas touché, malgré l'afflux d'une population européenne, aux attributions du gouverneur général ; et la grande ordonnance du 15 avril 1845, si elle apporta de profondes innovations dans l'administration de la colonie, se garda de modifier et de restreindre les pouvoirs de Bugeaud.

Il resta donc investi des pouvoirs civils en même temps que des pouvoirs militaires. Il eut la haute direction de l'administration civile, donna des ordres au Directeur de l'Intérieur, au Procureur général, au Directeur des Finances. Sans vouloir énumérer toutes les prérogatives qui lui étaient conférées, qu'il nous soit permis d'insister sur celles dont l'usage et peut-être l'abus caractérisèrent le mieux les tendances de sa dictature militaire. En matière de haute police, il prenait toutes les mesures nécessaires et, dans les circonstances graves, l'arrêté qui avait fixé les attributions du gouverneur général lui reconnaissait le droit d'exclure de tout le territoire de l'Algérie ou

d'une partie de ce territoire les individus qui compromettraient ou troubleraient la tranquillité publique. Il lui conférait aussi le pouvoir de déclarer d'utilité publique et de frapper d'expropriation les terres indispensables aux travaux d'intérêt général ou de grande voirie. Enfin, il mettait la presse sous sa surveillance directe ; lui seul permettait ou interdisait toute publication d'écrits dans le ressort de son commandement, délivrait les brevets d'imprimeur et de libraire. Qu'est-ce à dire, sinon que le gouverneur général par le premier de ces droits disposait de la liberté individuelle des Français ou des Européens établis en Algérie, que, par le second, il pouvait se saisir de leur propriété et que, par le troisième, il réglementait l'opinion elle-même et son organe, la presse !

Quelques faits prouveront que ce régime dictatorial ne fut pas une crainte chimérique, qu'il devint vite une réalité. L'expression elle-même se trouve dans le premier rapport présenté à la Chambre sur les crédits supplémentaires de l'Algérie : « Pour accomplir notre « tâche, dit M. Duprat, et rechercher ce qu'il serait utile de faire en « Algérie, nous nous sommes occupés des conséquences du *pouvoir* « *dictatorial* confié au gouverneur général (1). Nous devons attendre « que la soumission des Arabes et les progrès de la colonisation per- « mettent de nous relâcher des formes qui furent indispensables au « moment de la conquête et qu'il est prudent de maintenir ». Or, l'un des premiers actes de Bugeaud fut l'exclusion de la colonie de l'une des personnalités les plus en vue d'Alger, M. Urtis. C'était un avocat défenseur près des tribunaux d'Alger et un colon, propriétaire d'un assez beau domaine dans les environs. Lorsque le Maréchal Valée s'embarqua pour la France, une adresse lui fut remise, signée par les principaux négociants et colons d'Alger. Adresse de remerciements et d'éloges pour le général qui partait, mais adresse qui contenait aussi des allusions au rôle joué par son successeur et exprimait des craintes pour l'avenir : « C'est, lui disait-on (2), lorsque vous étiez « sur le point de recueillir le fruit de vos habiles efforts, lorsque la « population avait foi en vous, Monsieur le Maréchal, qu'un coup « imprévu vient vous arracher brusquement à la glorieuse tâche que « vous aviez si heureusement commencée et nous plonge dans l'afflic- « tion et dans la crainte de l'avenir ! » L'expression de semblables

(1) *Moniteur Universel*, Année 1843. Rapport de Duprat.

(2) *Moniteur Algérien* : Adresse des colons et négociants d'Alger, remise par M. Urtis, 19 janvier 1841.

sentiments était bien faite pour déplaire au nouveau gouverneur. Ce qui lui agréait moins encore, c'était la promesse du Maréchal Valée de proposer au gouvernement la création d'un Conseil colonial, « institution désirable pour étudier, organiser, féconder les germes de prospérité que renferme la colonie ». Le général Bugeaud ne voulait, sous aucun prétexte, entendre parler de cette création et le projet fut abandonné. Pourtant, au début de 1842, la nouvelle parvint à Alger que le Ministre de la Guerre avait décidé de nommer une commission de colonisation d'Afrique et de lui confier l'étude de tous les graves problèmes qui se rattachaient à cet objet. Aussitôt les colons d'Alger s'agitèrent, tinrent plusieurs réunions. Pourquoi ne délégueraient-ils pas un des leurs à seule fin de les représenter soit auprès de l'administration, soit auprès de la nouvelle commission ? Ils choisirent M. Urtis. Bugeaud, furieux de cette initiative et décidé à briser ces velléités (1) d'indépendance, ordonne au Procureur général de refuser à ce défenseur audacieux l'autorisation de se rendre en France ; il charge le général de Rumigny, qui le remplaçait provisoirement à Alger, d'adresser de justes représentations à M. Urtis et de démontrer aux colons l'inutilité d'une démarche dont les conséquences pourraient être graves. Malgré tout, M. Urtis s'embarqua pour la France. Outré, le gouverneur menace d'expulser de la colonie les principaux meneurs de cette affaire qui, dans son esprit, prend les proportions d'une sorte de conspiration, et il demande au Ministre que le caractère de délégué des colons ne soit reconnu à M. Urtis ni par lui, ni par aucun chef de service placé sous ses ordres, ni par la commission de colonisation. Le Ministre prend cet engagement.

Mais M. Urtis est un habile homme et il trouve à Paris de puissants protecteurs. Qu'importe qu'il soit entendu comme délégué ou comme simple particulier, pourvu qu'il soit entendu ! La Commission de colonisation, n'ayant pas les mêmes raisons que le Ministère pour se dispenser de l'écouter, le convoque bientôt, et sa déposition est si nette (2), si documentée, si originale, qu'elle produit la plus profonde impression. Elle contient d'ailleurs des vues nouvelles sur la nécessité de ne point limiter la colonisation algérienne à la construction et au peuplement de villages par des colons indigents, sur

(1) Voir sur cette affaire de nombreuses lettres de Bugeaud au Procureur général, au Général de Rumigny, au Ministre de la Guerre. A.G.G.A.

(2) Le texte de cette déposition de M. Urtis est dans l'un des nombreux cartons qui, aux Archives Nationales, contiennent les documents relatifs à la Commission d'Afrique. Il a été publié. Paris, Dupont, in-8, 1842.

la combinaison des bras et des écus, ou des travailleurs et des capitalistes, enfin sur la possibilité de demander aux particuliers les ressources immenses nécessaires à l'exploitation de la terre africaine. Soult revient bientôt sur sa décision ; il attache M. Urtis au Ministère, le nomme membre de la sous-commission qui, à la fin de 1843, doit extraire des travaux de la Commission parlementaire les principes d'une bonne politique coloniale, puis le choisit comme chef de bureau et lui confie l'étude de tout ce qui concerne la colonisation. M. Urtis sera dès lors le conseiller écouté du Ministre, mais il restera l'adversaire irréductible de Bugeaud. Du système de colonisation par grandes concessions il fut le promoteur et le défenseur convaincu, et en même temps il fit échec aux nombreux projets de colonisation militaire du gouverneur. Effet inattendu d'un geste maladroit !

D'autres cas pourraient être cités. Ce n'est même plus le droit d'expulsion de la colonie que légalement, il est vrai, exerce Bugeaud ; il s'arroge celui d'emprisonnement sans qu'aucun arrêté ministériel le lui ait expressément reconnu. En 1844 (1), il donne l'ordre d'enfermer au fort de Mers-el-Kébir deux habitants d'Oran, M. Ferrier, un banquier, et M. le docteur Merruault, médecin du dispensaire. « Le droit d'expulsion, dit *l'Algérie* à cette occasion, est grand sans doute, mais, accordé dans des cas graves, il n'implique pas le droit d'emprisonnement. Priver un homme d'une partie de sa liberté en lui refusant le séjour dans la colonie ou lui ravir même temporairement toute sa liberté, ce sont deux actes bien différents ; si l'un est légal, l'autre ne l'est pas ».

Les propriétés n'étaient pas plus respectées que les personnes. L'arrêté du 18 avril, sur la concession des terres et la formation des centres de population, avait décidé que seul le gouverneur général pourrait ouvrir à la colonisation un territoire déterminé, en fixer les limites, permettre la création des villages. Un de ses articles contenait la disposition suivante (Art. 5) : « Les propriétés particulières et des corporations qui auront été reconnues indispensables à la colonisation par délibération du Conseil seront expropriées d'urgence pour cause d'utilité publique, à la diligence du Directeur de l'Intérieur, et affectées à la colonisation immédiatement après l'arrêté qui aura prononcé l'expropriation, sous règlement ultérieur de l'indemnité ». L'arrêté du 9 décembre 1841 précisa les formalités très simplifiées de la procédure d'expropriation et les étendit des

(1) *Algérie*, numéro du 2 août 1844.

terres à toutes les autres formes de propriété. Tout y parut anormal, irrégulier, arbitraire. Avant de déclarer l'utilité publique, on procédait en France à une première enquête à l'effet d'examiner si les travaux projetés avaient bien ce caractère. En Algérie, ce soin fut laissé à la libre appréciation du gouverneur général. Après déclaration d'utilité publique, la loi exigeait en France qu'une seconde enquête ait lieu au cours de laquelle les propriétaires atteints étaient appelés à faire valoir leurs observations ; en Algérie, le Conseil d'administration entendit ou n'entendit pas, suivant son bon plaisir, les doléances des parties ; or, ce conseil, composé de fonctionnaires, chefs des différents services qui réclamaient ces expropriations, fut un instrument docile entre les mains du gouverneur. Les cas d'expropriation, limitativement énoncés dans la loi métropolitaine, s'appliquaient ici à tous les travaux : fondation et agrandissement des centres, concessions de terres nécessaires aux colons, fortifications, travaux relatifs à la défense et à l'assainissement du territoire.

De cette expropriation arbitraire, la conséquence redoutable était la prise de possession immédiate, sans indemnité préalable. Le soin de fixer le montant de cette indemnité fut confié au Conseil d'administration, lequel ne fut même pas tenu de suivre les dires des experts s'il avait cru utile d'en désigner. Le calcul de cette indemnité dut prendre pour base le dernier contrat d'acquisition, sans qu'il fût tenu compte au propriétaire de ses débours autres que ceux qui avaient augmenté la valeur vénale ou le revenu de l'immeuble. Enfin, la liquidation de cette même indemnité n'avait pas lieu en argent : elle devait s'effectuer en rentes constituées et rachetables au taux de l'intérêt légal de la colonie à l'époque de l'expropriation.

Toutes ces clauses étaient critiquables. L'arrêté du 9 décembre 1841 mettait entre les mains de l'administration algérienne l'outil nécessaire pour s'emparer à sa convenance non seulement des terres dont elle avait besoin pour la colonisation, mais encore des maisons des particuliers que convoitaient certains services. Il livrait sans défense possible la fortune privée aux caprices du gouverneur et de ses agents. De là, des critiques acerbes dont on trouve l'expression dans les livres et les journaux algériens : « L'abus du pouvoir, dit Rozey, « s'y allie à l'iniquité la plus révoltante. Chaque phrase, chaque mot « exprime ou décèle une pensée spoliatrice ou anti-coloniste. — C'est « en réalité la confiscation organisée sous le titre spécieux d'expro- « priation, dit le journal l'*Hermite du Sahel*. — Arsenal de dispositions « plus iniques les unes que les autres », ce sont là, sans doute, des ap-

préciations de journalistes frondeurs ou des cris de propriétaires intéressés. Mais le général de Rumigny n'a-t-il pas dit : « Cet article « est la mort de la colonisation ». Aussi, dès 1844, le Ministère modifia complètement les clauses de cet arrêté, mais il ne put les changer que pour les territoires civils ; dans tout le reste de l'Algérie, le système établi en 1841 fut maintenu de par la volonté toute puissante du Maréchal, duc d'Isly ; l'expropriation y sera toujours décidée par le gouverneur, elle aura lieu pour toute cause, la prise de possession sera immédiate, l'indemnité fixée par le Conseil d'Administration et payée en rentes ne sera acquittée que plus tard. C'est ce que constate M. de Tocqueville dans son rapport de 1847.

Les personnes, les biens, les opinions, tout est réglementé, mis à la disposition du gouvernement ou brutalement confisqué et comprimé. La liberté de la presse n'exista pas en Algérie sous le gouvernement de Bugeaud. Comment l'aurait-il tolérée là où il commandait, puisqu'il ne pouvait la supporter en France ! Les démêlés retentissants qu'il avait eus avec les journalistes, personne qui ne les eût présents à la mémoire ! A ce général gouverneur qui aimait tant à discuter les opinions d'autrui et même à les railler, il paraissait déplaisant qu'on discutât ses pensées et ses actes. La presse fut sa grande ennemie. Aussi, comme il avait le pouvoir de surveiller les journaux en Algérie, d'en autoriser ou d'en interdire la publication, n'y eut-il jamais, durant tout son commandement, qu'une presse domestiquée, soumise à une étroite censure. M. Lanjuinais, en 1846 (1), demanda en vain, au gouvernement, des explications sur le régime de cette presse algérienne et, à ce propos, dénonça son asservissement. Il y avait alors sept à huit journaux à Alger : l'un appartenait au gouvernement local, c'était le *Moniteur*, journal officiel de l'administration algérienne ; deux autres étaient subventionnés, l'*Akhbar* et la *France Algérienne*, et de hauts fonctionnaires ne dédaignaient pas, soit d'inspirer, soit d'écrire les articles qu'ils publiaient. Quatre ou cinq autres feuilles, moins importantes, paraissaient, toujours sous la dépendance étroite du gouvernement ; appartenant à des imprimeurs qui tenaient leur brevet de l'administration et qui ne pouvaient vivre qu'à la condition d'être bien avec elle, ils n'existaient qu'en se faisant les échos fidèles des pensées de Bugeaud. Pourtant, il advint qu'une autre feuille, l'*Echo de l'Atlas*, publiée par des colons, se permit de

(1) *Moniteur Universel* : Discussion du 11 juin 1846 sur les crédits supplémentaires. Pages 1754-1755.

traduire les doléances et les impatiences des agriculteurs. Vite, on la supprima. La servitude de la presse fut la garantie de la dictature militaire. M. Lanjuinais concluait : « Il résulte de cet état de choses « que nous ne savons rien sur l'Algérie que ce que le gouvernement « de cette colonie veut bien nous dire ; il en résulte surtout qu'au « moyen de sa presse pseudonyme, le gouvernement local d'Alger « donne comme l'expression des colons d'Afrique ses propres opinions « dans toute leur exagération systématique ».

Nul doute ne peut être élevé sur les attaches officielles de la presse algérienne. Il n'est pas jusqu'aux attaques auxquelles elle se livra contre les ministres, les députés, la presse et l'opinion publique métropolitaine, qui ne prouvent qu'elle puisait ses inspirations et son mot d'ordre dans l'entourage du Maréchal. Bugeaud souffrit que de perfides insinuations fussent lancées contre M. de Corcelles, son plus chaud défenseur dans les commissions parlementaires et à la Chambre, contre Guizot, le ministre qui l'avait fait nommer et dont la patiente amitié sut le garder de ses propres emportements, contre le Maréchal Soult, le Ministre de la Guerre, son ancien compagnon d'armes. De cette tolérance, il s'est excusé un jour. Le 29 mars 1846, il écrivit au Ministre de la Guerre :

On vous fera part peut-être d'un article de l'*Akhbar* (1) qui déverse un léger blâme sur le rappel de M. le général Levasseur. Comme ce journal est supposé censuré, on pourrait naturellement croire que le blâme vient de moi. Il n'en est cependant rien ; mais cela provoque de ma part une explication sur la situation des journaux à Alger. Lorsque les journaux *L'Afrique* et *L'Algérie* devinrent hostiles au point de dénaturer presque tous les faits et même les intentions, je crus qu'il y aurait avantage à ne plus censurer les journaux d'Alger, afin qu'ils eussent plus de crédit pour combattre les absurdités des journaux précités. Je n'ai pas tardé à me repentir de leur avoir accordé cette liberté. Non seulement ils ont publié souvent des choses inconvenantes ou mal jugées, mais encore, sans m'être hostiles et avec les meilleures intentions du monde, ils m'ont quelquefois écrasé une mouche dans la figure avec un pavé.

L'un d'eux vient précisément de reproduire inexactement un discours qu'il avait prononcé. L'aventure est pendable ; les rédacteurs ont été aussitôt prévenus que, s'il leur arrive encore de publier un article inconvenant, ils seront désormais obligés de soumettre leurs épreuves à M. le Directeur des Affaires civiles.

Ainsi, toutes les fois que les journaux lui nuisent, même involontairement, il les menace et au besoin les supprime. S'ils nuisent aux

(1) Bugeaud à Moline de Saint-Yon. 29 mars 1846. A. G. G. A.

autres, s'ils attaquent, non pas même ses ennemis, mais simplement ceux qui ne pensent pas comme lui, il leur laisse alors toute liberté. Soult avait déjà souligné cette attitude. Le gouverneur s'était plaint un jour au Ministre des diatribes passionnées dirigées contre lui par le journal parisien *L'Algérie* ; il avait saisi l'occasion que lui offrait l'autorisation accordée à M. Carotte, collaborateur de ce journal, d'aller faire un voyage en Algérie, pour reprocher au Ministre de subventionner une presse hostile. Il s'attira cette ferme réponse : « Vous avez (1) sur les journaux de l'Algérie une autorité et une faculté de contrôle dont je suis totalement privé à l'égard de ceux qui se publient en France et je ne m'aperçois pas que vous en fassiez usage dans les occasions légitimes qui vous en seraient offertes. Je recommande à votre attention un article, inséré dans le courrier d'Afrique du 14 juin courant, relatif aux grandes concessions et dont les termes dépassent les limites mêmes de la licence. On y trouve le passage suivant : « *On ne sait pas en vérité de quel côté il faut voir le plus d'audace de la part de ceux qui demandent de telles faveurs ou de la part de ceux qui les accordent* ». Celui (et non pas ceux) qui autorise et ratifie les concessions, vous ne l'ignorez pas, Monsieur le Maréchal, est le Ministre de la Guerre et je ne m'explique pas comment un pareil langage n'ait pas tout au moins été combattu et flétri par l'un des journaux qui sont vos plus habituels organes ». La leçon, certes, est méritée ; car Bugeaud qui, quoi qu'il en dise, dirigeait en maître la presse algérienne et écrivait des articles dans le *Moniteur* ou corrigeait ceux du comte Guyot, qui de plus inspirait la presse subventionnée ou censurée, use et abuse des journaux quand ils le servent ; il en médite quand ils l'attaquent.

« C'est un des traits de la dictature militaire, comme de toute autre tyrannie, dit Gustave de Beaumont (2), de ne pas se comprendre elle-même et de croire trop heureux ceux qui lui sont soumis ». Celle de Bugeaud s'ignore comme les autres. Le Maréchal estime que son gouvernement est aussi doux, aussi paternel que celui de l'administration civile ; les colonels sont choyés, comblés par lui ; sur l'heure et avec le moins de formalités possible, on les installe dans une mai-

(1) *Le Maréchal Soult à Bugeaud*, 1845, (confidentielle). Archives du Ministère de la Guerre. Cette lettre ne porte pas de date, mais, comme elle est une réponse à une autre lettre très confidentielle de Bugeaud, datée du 14 juin 1845, nous la supposons de la même année et probablement du même mois.

(2) Gustave de Beaumont : *Etat de la question d'Afrique*. Paris, in-8, 1843.
Page 22.

son, on leur procure des terres défrichées, des instruments, des semences ; qu'ils ne s'avisent point cependant de dire qu'ils ne sont pas heureux, de critiquer les actes des chefs militaires, de se plaindre à des journalistes. La colère du Maréchal est alors terrible ; on sera surveillé. Et c'est précisément cette surveillance quotidienne, compagne de l'absolutisme, qui a créé à Alger une atmosphère de défiance générale et jeté un fâcheux renom sur la colonie. « En arrivant « à Alger (1), en touchant la terre d'Afrique, malgré cette splendide « nouveauté d'un rivage enchanteur, d'une végétation merveilleuse, « d'une couleur admirable, le Français, le Parisien plus que tous, se « sent aussitôt froid au cœur, comme aux approches de ce quai de la « Seine où se trouve la Préfecture de la Seine... On est vraiment ici « sous la *surveillance* ».

Pas d'inquisition violente, pas de système de terreur ; ni bâton, ni knout ; mais une menace perpétuelle, une contrainte de tous les instants qui finit par fatiguer et exaspérer. Confusément, on craint pour sa liberté, pour ses biens, pour ses idées. Bientôt, on appellera de tous ses vœux un changement politique, voire une révolution. L'auteur de l'article remarquait très justement que le résultat de cette surveillance était le développement des idées d'opposition, des idées républicaines ; on lisait *Le Siècle*, *Le National*, *La Réforme*, beaucoup plus que les journaux gouvernementaux. Entre l'autoritarisme du gouverneur et les aspirations libérales des Algériens, l'opposition au lieu de s'atténuer ne fit que grandir et elle s'accrut non pas tant par les mesures vexatoires qu'il prit réellement que par ses préférences marquées pour le despotisme militaire.

III

Précautions prises par Soult contre cet autoritarisme du Gouverneur

Ces prétentions, ces tendances, Soult, président du Conseil, les avait prévues. Il connaissait trop Bugeaud pour ne pas avoir pris ses précautions. Avant même que ce général ait débarqué dans son nouveau gouvernement, il fait signer au Roi une ordonnance qui lui confère, à lui Ministre de la Guerre, le pouvoir de régler, par des

(1) *L'Algérie*, numéro du 2 juin 1844.

arrêtés spéciaux, les rapports de son département avec le gouverneur général de l'Algérie. La disposition paraît à première vue sans grande portée administrative, mais, à lire les considérants de cette ordonnance, on saisit bien vite la pensée de celui qui l'avait provoquée ; elle ne visait à rien moins qu'à réserver à Soult la direction effective des Affaires de l'Algérie, ou du moins à lui permettre de la disputer à Bugeaud.

Le rapport, fait au Roi (1), affirmait en effet que depuis trop longtemps le contrôle nécessaire du département de la guerre ne s'exerçait plus sur le gouvernement des possessions françaises d'Afrique, que le Ministre avait cessé d'être informé de tout ce qui s'y passait, que ses instructions n'étaient point exécutées, et souvent même n'étaient pas transmises. Aussi, que de parties négligées dans cette administration algérienne, colonisation, population, travaux publics, finances, justice, législation ! De tout cela, on s'était peu occupé. Cette situation ne saurait persister sans danger ; c'est sous le contrôle averti et sous la dépendance réelle de l'administration de la Guerre que doit être désormais placé le gouvernement d'Afrique.

Sans doute, il ne s'agit point de diminuer la haute juridiction du gouverneur général, ni de lui enlever son autorité sur les fonctionnaires placés sous ses ordres ; rien, en Algérie, ne doit se faire à son insu et surtout contre sa volonté ; il continuera à tout connaître. Mais « il faut aussi que, pour répondre de l'Algérie, le Ministre soit « toujours assuré que ce qui s'y passe est bien son œuvre et qu'on « n'y dévie pas du système adopté par le Gouvernement, qu'il puisse « en suivant pas à pas les faits et les événements apprécier leurs con- « séquences prochaines ou éloignées, sur les demandes à faire d'hom- « mes et d'argent. Il faut qu'il connaisse dans leurs plus infimes dé- « tails l'état et les progrès du pays ; que les moyens de juger ce qu'il « convient d'autoriser ou de prescrire lui arrivent par toutes les « voies ; que chaque grande division administrative, du point de vue « et avec la langue qui lui sont propres, l'entretienne des besoins et « des ressources de chaque service spécial. Il faut enfin ne pas perdre « de vue que les nécessités et les motifs de résolution étant, à soixante « heures de la côte française, singulièrement analogues à ce qui s'ob- « serve en France, on ne saurait de longtemps renfermer dans les seuls « rapports d'un officier général, si éclairé qu'on le suppose, des commu-

(1) Baudicourt : *La colonisation de l'Algérie*, pages 60, 61 et 62. Ce rapport y est en partie reproduit.

« nications correspondant aux attributions des sept départements ministériels dans la Métropole ».

Les intentions du Maréchal Soult sont très clairement exprimées : il entend intervenir constamment dans les Affaires Algériennes. Ainsi, au moment même où l'on remplaçait un gouverneur irrésolu et sans initiative par un général énergique et entreprenant, se fait sentir le besoin de mettre un frein à l'exercice de ce pouvoir et au développement de cette initiative. Les premiers actes du général Bugeaud donnent raison à la prudence ministérielle. Mais qui ne pressent que ce sera là l'origine de conflits d'autant plus graves qu'ils vont mettre aux prises deux hommes également jaloux de leur autorité et dont les idées, fort dissemblables, soit en matière d'administration, soit au sujet de la colonisation, se heurteront violemment sans profit pour la colonie ?

La division des Affaires de l'Algérie au Ministère de la Guerre est toute désignée pour centraliser les affaires africaines, les étudier, proposer au Ministre les décisions à prendre, exercer sur les actes du Gouverneur une surveillance utile. Désormais, il n'est si petite question à régler qui ne soit transmise à Paris, si modeste décision du Gouverneur, du moins en ce qui concerne l'administration des Européens et la colonisation, qui ne comporte la sanction ministérielle. C'était en cette double matière, en effet, que le Ministre redoutait l'initiative de Bugeaud. On lui laissa pleine liberté pour les opérations militaires, pour l'administration des Indigènes, pour le choix des caïds, pour leur révocation, pour les amendes à infliger aux tribus ; mais, s'il s'avise de prendre une mesure qui intéresse les Européens, elle ne peut être exécutée que lorsque les bureaux métropolitains l'auront examinée et le Ministère approuvée. La colonisation fut ainsi un domaine que se disputèrent longtemps les ambitions rivales du Ministre et du Gouverneur. L'arrêté du 18 avril 1841 réservait au Gouverneur général le droit d'ouvrir aux colons un territoire déterminé et d'y créer des centres ; toutefois, avant que sa décision ne fût exécutée, la sanction ministérielle était nécessaire. Rien ne se fit qui ne fût dirigé de Paris et, comme on se heurtait souvent au mauvais vouloir de Bugeaud, on le dépouilla en détail des pouvoirs qu'en bloc, au début, on lui avait conférés. L'ordonnance du 21 juillet 1845 substitua la concession par ordonnance royale ou par arrêté ministériel à la concession par arrêté gubernatorial. Bugeaud s'en plaignit vivement ; elle fut maintenue dans toute sa rigueur. Soult, conseillé par M. Urtis, pensait qu'Alger était encore trop puissant et

Paris pas assez. Le directeur des Finances ne conserva pas le droit d'autoriser les locations aux enchères publiques des immeubles domaniaux ; le Directeur de l'Intérieur n'eut plus qualité pour accorder aux colons des villages les autorisations de substitutions et d'emprunts hypothécaires et les prorogations de délai pour l'achèvement de leurs travaux. Le Gouverneur se vit enfin retirer le pouvoir d'autoriser les affectations d'immeubles à divers services publics, les baux ou prorogations de baux de gré à gré d'immeubles domaniaux pour une durée de trois ans, le placement des colons dans les villages et la délivrance des titres provisoires de concession.

Lorsque Moline de Saint-Yon succéda à Soult, l'occasion parut favorable au Maréchal de reprendre ce qui lui avait été enlevé. Dans un voyage qu'il fit en France au cours de l'été de 1846, il exposa au Ministre les graves inconvénients de la centralisation à Paris d'une multitude de petites choses qui seraient plus vite et mieux solutionnées sur place que dans les bureaux du ministère ; on perdait du temps et quelques chances de succès :

Sous tous les rapports, aller vite, disait-il (1), sans négliger cependant certaines mesures de prudence est une des premières raisons de succès de notre œuvre. Dans le principe, on paraissait convaincu de cette vérité ; mais, depuis quelques années, avant votre avènement au ministère, on s'étudiait à concentrer sur la direction centrale de Paris les petites affaires. Les facilités données à l'administration locale furent successivement supprimées et tout dut se résoudre à Paris, après avoir passé à Alger par plusieurs filières. Par une singulière anomalie, en même temps que par l'ordonnance du 15 avril on élargissait d'une manière démesurée, selon moi, l'administration locale, on l'amoindrissait dans ses attributions au point de n'en faire qu'une réunion de commis. Si je réclame contre cet ordre de choses, si en désaccord avec l'intérêt de notre œuvre, ce n'est pas, croyez-le bien, en vue d'étendre mon autorité. Je n'ai pas, vous le savez, la prétention ni le désir de rester longtemps en Afrique et, si je devais y prolonger mon commandement, je serais fort aise d'être débarrassé de l'administration des Européens et de n'avoir à m'occuper que de les protéger, de maintenir les Arabes sous notre domination et de les gouverner, laissant à un administrateur civil le soin de tous les détails d'administration et de colonisation des Européens civils. Mais ce départ d'attributions n'est pas encore possible. Il faut que le gouverneur militaire soit au sommet de tout.

Justes étaient les constatations du Gouverneur. Moline de Saint-Yon n'en persista pas moins dans la politique de son prédécesseur et,

(1) Bugeaud à Moline de Saint-Yon (Lettre confidentielle). 23 septembre 1846 A.G.G.A.

quand M. de Tocqueville rédigea son rapport en 1847 (1), il constata que la centralisation des Affaires Algériennes à Paris était beaucoup plus grande que celle d'un département de la métropole, qu'elle s'y étendait en tout cas beaucoup plus loin et y descendait beaucoup plus bas. « En France, observe-t-il, il y a un grand nombre de questions administratives qui peuvent être tranchées sur place par les fonctionnaires secondaires. Les préfets et les maires sont autant de pouvoirs intermédiaires qui arrêtent les affaires au passage et les décident sauf recours. En Afrique, la vie municipale et départementale n'existant pas, tout est régi par l'autorité centrale et doit aboutir tôt ou tard au centre. Les budgets de la plupart de nos communes sont définitivement réglés dans le département ; mais, en Algérie, les moindres dépenses locales ne sauraient être autorisées que par M. le Ministre de la Guerre. A vrai dire, et sauf quelques exceptions rares, tous les actes quelconques de l'autorité publique en Afrique, quelque minimes qu'on les imagine, tous les détails de l'existence sociale, quelque misérables qu'on les suppose, relèvent des bureaux de Paris. C'est ce qui explique que dans l'année 1846 la seule Direction de l'Algérie ait reçu plus de 24.000 dépêches et en ait expédié plus de 28.000 ».

Etant donné le nombre de plus en plus grand des affaires qu'elle traitait, la Division devint en 1844 une Direction du Ministère de la Guerre. En 1841 et en 1842, elle n'avait que deux bureaux, l'un chargé des affaires politiques et civiles avec M. Fellmann comme chef, l'autre de l'administration et de la comptabilité avec M. Vallet de Chevigny. Tantôt un civil, M. Laurence, conseiller d'Etat, tantôt un militaire, M. Melcion d'Arc, intendant militaire, en avait assumé la direction difficile. Dès 1843, cette organisation ne suffit plus ; on créa un troisième bureau et la répartition des services fut modifiée. Il fallut, en effet, vu le développement de la colonisation et la gravité des problèmes de législation et de contentieux administratif qui étaient quotidiennement soulevés, confier à un homme compétent l'étude de toutes ces questions ; on choisit M. Urtis, l'avocat défenseur d'Alger, et on créa le second bureau. La politique, l'administration générale et le personnel des services civils dépendirent de M. Fellmann, chef du premier bureau ; les travaux publics, la comptabilité

(1) De Tocqueville : *Rapport sur le projet de loi relatif aux crédits extraordinaires de l'Algérie*, 27 mai 1847. (Edition Calmann Lévy). Pages 447, 448, 449 dans *Etudes Economiques*.

et les corps indigènes de M. Vallet de Cheigny, chef du deuxième bureau ; M. Vauchelle, intendant militaire, remplaça M. Melcion d'Arc. Or, ce directeur et ces chefs, maintenus à leur poste jusqu'en 1846, c'est-à-dire jusqu'au moment où Soult quitta le Ministère de la Guerre, furent les auxiliaires dévoués de ce ministre dans la politique qu'il imprima aux affaires d'Algérie ; ils combattirent énergiquement les visées de Bugeaud à une indépendance complète ; ils suggérèrent et rédigèrent les ordonnances qui limitaient son pouvoir ; ils contrôlèrent ses moindres actes, enfin ils soutinrent dans bien des cas la volonté hésitante de Soult. Deux surtout, Fellmann et Urtis ! Fellmann était l'ami intime du comte Guyot, avec lequel il entretenait une longue correspondance confidentielle, ce qui le mit au courant de bien des intrigues algériennes et de bien des actes arbitraires de Bugeaud. Urtis avait conservé de nombreuses relations avec les notabilités d'Alger, les grands propriétaires, les principaux négociants, tous ou presque tous adversaires du Gouverneur. Il fut l'âme de la résistance aux projets de colonisation militaire. Aussi Bugeaud le poursuivit-il de sa haine tenace ; lorsqu'en 1846, Soult quitta le Ministère de la Guerre, il obligea Moline de Saint-Yon à lui enlever son poste de chef de bureau ; après l'exclusion de la colonie, l'expulsion du Ministère. Mais l'intervention de députés, l'incontestable compétence de ce fonctionnaire et les services qu'il avait rendus le firent maintenir comme avocat consultant, attaché à la direction des Affaires de l'Algérie. « Par suite de dissidences entre cet homme, fort instruit des « Affaires de l'Algérie, avec le Maréchal gouverneur sur certaines « affaires d'administration et de colonisation, constate du haut de la « tribune de la Chambre M. Durand de Romorantin (1), M. le Maré- « chal gouverneur aurait voulu qu'on l'en débarrassât ; on l'en a débar- « rassé. Dans un sentiment de justice, je l'avoue, on a voulu lui faire « une position, au moins pécuniaire, équivalente à celle qu'il perdait ; « et alors on l'a fait avocat consultant des Affaires de l'Algérie, et on « lui a donné un traitement équivalent à celui qu'il recevait comme « chef de bureau ». M. Urtis resta donc au Ministère de la Guerre, aussi puissant qu'avant. Dans la nouvelle organisation à laquelle le Ministre procéda en 1846, la Direction de l'Algérie eut deux Directeurs, dont le comte de la Rue et Vallet de Cheigny son adjoint, et cinq chefs de bureau, MM. Fellmann, de Lavaissière-de Lavergne, Farcy, Testu et Lauxerrois, ces deux derniers amis et élèves de

(1) *Moniteur Universel*. Séance du 10 juin 1847, page 1515.

M. Urtis. Son influence ne se trouva donc nullement affaiblie.

Constituée pour renseigner le Ministre, cette Direction fut bientôt un organe directeur autant qu'un instrument de contrôle. Elle profita du conflit de pouvoir qui s'était élevé entre le Gouverneur et le Ministre, et aussi de ce que Soult n'avait qu'une volonté hésitante, pour imposer sa politique impersonnelle et occulte. Au despotisme de Bugeaud, elle ajouta le despotisme d'une collectivité, et ces deux formes de pouvoir absolu, ne se contrariant pas toujours ni ne s'annihilant, s'ajoutaient pour le plus grand dommage de la colonie.

* * *

Bridé, mis en tutelle, Bugeaud s'échappe brusquement de ces li-
sières par des arrêtés d'urgence. « Le gouvernement local, dit de Toc-
« queville (1), reprend en licence ce qu'on lui refuse en liberté ». L'ar-
rêté du 2 août 1836 avait prévu, mais sans les spécifier, des cas d'ur-
gence pour lesquels le Gouverneur général avait le droit de prendre
des mesures immédiates ; une seule condition est prescrite : d'Alger,
on rendra compte sur-le-champ à Paris. Mais comment, une fois la
décision prise et exécutée, le Ministre ne la sanctionnerait-il pas ?
En présence du fait accompli, que faire sinon s'incliner, se résigner ?
Or, l'arrêté du 18 avril 1841, relatif aux concessions, tout en donnant
au Gouverneur le droit d'ouvrir à la colonisation un territoire déter-
miné et de décider l'établissement des centres, en subordonnait l'exé-
cution, par son article 4, à la sanction préalable du Ministre : « Les
« arrêtés pris par le Gouverneur général, en conformité des articles
« 1 et 2, ne peuvent être mis à exécution avant l'approbation du Mi-
« nistre auquel les projets, plans et rapports sont adressés ». Là, moins
qu'ailleurs, procéder par des coups de surprise eût été un défi au
pouvoir central.

Passe encore pour les premières décisions politiques de Bugeaud ;
lorsqu'il arriva en Afrique, la situation était si troublée qu'il fallait
agir de suite. Il multiplia les arrêtés d'urgence, tant et si bien que
tout fut réglé à Alger sans consulter le Ministre. Soult laissait faire
à cause des circonstances exceptionnelles où l'on se trouvait. Mais
la population civile de la colonie se plaignait, et les Députés, que la
Chambre avait envoyés en Afrique pour faire une enquête, recevaient

(1) Rapport du 27 mai 1847, dans *Etudes Economiques de Tocqueville*. Edition
Calman-Lévy, page 448.

les confidences des colons, malgré les précautions prises par les autorités militaires pour les empêcher de parvenir jusqu'à eux ; aussi à son retour en France, G. de Beaumont s'éleva-t-il violemment contre ces arrêtés d'urgence. « Telle est, Messieurs (1), ce que l'on « appelle la législation spéciale de l'Algérie qu'il n'existe pas un prin- « cipe, pas un droit, pas une garantie, qui ne tombe immédiatement « devant un arrêté d'urgence du Gouverneur général ; et cette ur- « gence s'applique à tous les cas, cette urgence est un mot banal. Cet « arrêté d'urgence qui, pour être mis en vigueur, n'a pas besoin de « l'approbation de M. le Ministre de la Guerre, cet arrêté qui n'est « pas seulement passager et destiné à pourvoir à un besoin du mo- « ment, mais qui devient immédiatement, dès qu'il paraît, la règle « générale et permanente du pays, cet arrêté change violemment « l'état des personnes, modifie subitement l'état des propriétés, intro- « duit de nouvelles règles d'expropriation, prohibe les industries, dé- « fend tel ou tel commerce et va jusqu'à porter des pénalités. Je cite- « rai tel et tel arrêté qui a porté des peines de trois et quatre années « d'emprisonnement ».

L'habitude des arrêtés d'urgence était donc devenue plus qu'un moyen habile de se soustraire à la tutelle ministérielle ; c'était un système politique, l'instrument de la dictature militaire. Dénoncée vigoureusement à la tribune de la Chambre, le 5 avril 1842, elle fut condamnée par les Chambres et par le Ministre. Alors, comme il se sentait fort de l'adhésion des Députés, Soult rappela le Gouverneur au respect de la règle. C'est à ce moment que se produisirent les incidents de Beni-Mered, ceux de Mahelma et des villages établis par les condamnés militaires.

En colonisation comme partout, le Gouverneur désirait être libre d'agir à sa guise. Pourtant il fallut bien, ainsi que le voulait Soult, rentrer dans la règle ; car celui qui ordonnait les dépenses relatives aux centres, c'était le Directeur de la colonisation, et le Ministre défendit au comte Guyot de se prêter à ces procédés irréguliers. Mais quand l'arrêté d'urgence ne comportait l'ouverture d'aucun crédit, il était plus malaisé à l'autorité centrale d'intervenir ou plutôt d'obtenir satisfaction. Des avis, des conseils, rien ne faisait, rien ne rendait le Maréchal plus traitable. Il maintenait son arrêté, le faisait exécuter, et en attendait la sanction ministérielle pendant des mois,

(1) De Beaumont : *Discours du 5 avril 1842 à la Chambre des Députés*. Publié en fascicule. Page 53.

des années même. Si elle ne venait pas, on s'en passait. La décision qui, en 1845, créa le village arabe de Guechtoufa (1), ne fut approuvée que deux ans plus tard en 1847.

La grande ordonnance du 15 avril 1845 mit fin à un régime si fâcheux ; elle maintint bien les arrêtés d'urgence par l'article 2 : « Dans « les cas imprévus où l'ordre et la sécurité publiques seraient grave-
« ment intéressés, le Gouverneur général prend, par voie d'arrêté,
« les mesures jugées nécessaires. Il en rend immédiatement compte
« à notre Ministre de la Guerre ». Mais elle y ajouta par son article 3 cette restriction : « Si le Ministre de la Guerre refuse son approbation
« ou si, dans les trois mois de la date du dit arrêté, l'acte ministériel
« qui le ratifie n'a pas été publié au *Bulletin Officiel* des Actes du
« Gouvernement de l'Algérie, l'arrêté est considéré de droit comme
« abrogé et demeure nul et sans effet ». Le courage du Ministre ne va pas jusqu'à exiger que le Gouverneur se conforme à ses instructions et à ses ordres ; désormais, un silence de trois mois équivaudra à un refus et l'arrêté d'urgence n'aura plus d'effet... à moins que le Gouverneur en prenne un second, puis un troisième et ainsi de suite, tant qu'il le jugera nécessaire.

* * *

Les arrêtés d'urgence étaient donc des armes redoutables entre les mains d'un général aussi indépendant que Bugeaud ; l'extension du territoire civil et les préférences que manifestèrent, à plusieurs reprises, les Chambres et l'opinion publique en faveur des institutions civiles, furent les freins indispensables à ces aspirations d'un militarisme ardent. Plus nombreux sont les actes dictatoriaux du Gouverneur, plus ils ont de retentissement en France et plus la presse et les hommes politiques se prononcent contre eux avec vigueur. « Un « gouvernement civil, dit en 1846 M. Lingay(2), sera bientôt pour l'Al-
« gérie, comme pour la France, l'expression de la volonté nationale ». Mais, si répétées que soient ces manifestations de l'opinion, leur nombre n'atteint pas celui des protestations de Bugeaud ; il affirme sa conviction inébranlable dans l'excellence du régime militaire, il ne veut pas que l'on touche aux territoires administrés militairement, il combat tous les projets ministériels qui veulent étendre les territoires

(1) Voir, dans le chapitre consacré à la politique indigène, l'histoire de ces incidents.

(2) Lingay : *La France en Afrique*, page 148.

civils ; il le dit, il le répète ; et, si on ne l'entend pas, il menace de se retirer ; là est l'origine d'un long conflit qui durera autant que son commandement à Alger et s'envenimera au point d'enlever à des esprits judicieux la claire vision du but à atteindre dans l'établissement de la colonie nouvelle. A trois reprises, la lutte fut passionnée ; d'abord à quelques mois de l'arrivée de Bugeaud en Afrique, lorsque fut augmenté le nombre des commissariats civils, puis vers la fin de 1842 et dans les premiers mois de 1843 quand fut créé le commissariat de Constantine, enfin en 1845 lors de la réorganisation administrative de la colonie.

Le 17 février 1840, avait paru l'arrêté ministériel sur les commissariats civils de la province d'Alger. Cinq districts furent créés ; ils comprenaient la région du Fahs occupée par les Européens et cette partie de la Métidja où la colonisation s'était établie sur les premiers contreforts de l'Atlas. On les appela Kouba, Douéra, Boufarik, Hamiz et Atlas. Là, devaient être fondées plus tard des communes de plein exercice ; là, l'administration devait se rapprocher le plus de celle de la métropole. Les commissaires qui furent placés à la tête de ces circonscriptions territoriales dépendaient immédiatement de la Direction de l'Intérieur. Chargés d'attributions administratives, financières et judiciaires, ils eurent à assurer la publication et l'exécution des lois, diriger la police locale, surveiller les travaux exécutés sur les fonds du budget. Officiers de l'état-civil, officiers de police judiciaire, ils contrôlèrent en outre la gestion des biens appartenant à la colonie et le recouvrement des impôts et revenus de toute sorte. Les caïds et les cheikhs étaient placés sous leurs ordres.

Comment cette création n'aurait-elle pas déplu à l'autorité militaire qui, depuis la suppression de l'intendant civil, espérait garder toute l'administration entre ses mains ? Lorsque l'arrêté ministériel du 17 février parvint à Alger, le Maréchal Valée s'en montra très irrité ; il déclara aussitôt en état de guerre les districts du Hamiz et de Boufarik et plaça ainsi les commissaires civils de ces deux circonscriptions sous la dépendance de l'autorité militaire. Il étendit ensuite cet état de guerre à Philippeville pour ne point avoir à installer celui de ces agents que de Paris on venait d'y envoyer. Cette attitude du Maréchal Valée laissait pressentir celle du général Bugeaud. A son tour, le 19 mars 1841, le nouveau Gouverneur déclara en état de guerre tous les pays occupés par nos troupes ; il voulait simplement par là, disait-il, enlever aux autorités civiles la garde nationale et la garde municipale, et en donner la direction aux autorités militaires.

A Paris, l'effet produit par les gestes de mauvaise humeur de ces généraux fut tout l'opposé de celui qu'ils escomptaient ; on se persuada que l'utilité de ces commissariats était démontrée et on s'empressa d'en augmenter le nombre. Un nouvel arrêté ministériel du 8 mai 1841 institua deux autres commissariats dans le département d'Alger, l'un à Cherchell, l'autre à Blida ; ce dernier n'était d'ailleurs que le rétablissement de celui de l'Atlas, dont le titulaire, au dire de Péliissier de Reynaud (1), « étroitement resserré dans Blida au milieu « d'une centaine de cantiniers, n'avait jamais vu que du haut de sa « terrasse les montagnes dont le nom se trouvait uni au sien ». Dans le département de Constantine, le même arrêté consacrait l'existence administrative du district de Philippeville que le Maréchal Valée avait plus ou moins contestée, et créait le commissariat de Bougie ; en Oranie, celle des trois provinces algériennes la plus troublée par la guerre, le premier territoire civil fut celui de Mostaganem.

Pourquoi le Ministre se hâtait-il de délimiter et en même temps d'étendre la partie du sol algérien qui devait relever de la Direction de l'Intérieur ? C'est parce que là devait s'établir la colonisation. Qu'on le remarque bien, dans l'esprit de Soult, comme pour beaucoup d'hommes politiques de cette époque, l'idée de colonisation était liée à celle d'institutions civiles ; les tâtonnements, les erreurs, les fautes des autorités militaires depuis 1830 avaient fait naître cette conviction qu'elles étaient incapables de favoriser et de diriger l'œuvre coloniale ; à elle, le soin de poursuivre la conquête, de soumettre le peuple arabe ; aux autorités civiles, la tâche de reconstruire, d'exploiter, de peupler. « Messieurs, s'écriait un peu plus tard G. de « Beaumont (2), permettez-moi de le déclarer, je suis profondément « convaincu qu'il ne s'établira en Afrique ni propriété civile, ni société civile, aussi longtemps que l'Afrique sera soumise, je ne dirai « pas seulement à la domination absolue du pouvoir militaire, mais « de l'esprit militaire ».

A peine les commissaires furent-ils installés que les difficultés avec les autorités militaires surgirent. Blida était le point de concentration de toutes les troupes avant leur mise en marche sur Médéa, Miliana, Cherchell. Souvent elles y arrivèrent après de longues et pénibles étapes et, comme le commandant de la place n'avait pas eu la précaution de rassembler le bois nécessaire à leur approvisionnement,

(1) *Annales Algériennes*, tome 2. XXX, page 435.

(2) *Discours du 5 avril 1842 à la Chambre des Députés*, page 20.

elles coupèrent les beaux orangers et s'en servirent comme de combustible. Le général Duvivier, loin de s'opposer à cette œuvre de destruction, la compléta en donnant l'ordre d'abattre de grandes quantités d'arbres dans des vues de défense que Bugeaud lui-même, si bienveillant pourtant pour tous ses officiers, ne veut point apprécier. Avec cela, dans ce va-et-vient des armées, la ville était devenue sale, horriblement sale. Le Ministère fut averti de ces déprédations et de cet état de malpropreté. Il s'en ouvrit au Gouverneur qui lui répondit, après avoir consulté le général de Bar :

Ce n'est (1), assure ce général, que la partie habitée par les Européens dont la tenue soit aussi négligée ; il me confirme que l'état de tout ce quartier est des plus repoussants ; les immondices, entassés au milieu de nombreux décombres, à côté de maisons habitées, forment autant de foyers pestilentiels qui compromettent la salubrité publique. L'autorité civile, dans les obligations de laquelle rentre particulièrement le soin de veiller à la propreté, n'accomplit aucun des devoirs qui lui sont imposés ; elle montre une inertie, une incurie que, lors de mon passage, il y a trois mois, j'avais déjà remarqué chez le prédécesseur du commissaire civil intérimaire actuel ; la présence de M. Marey a été complètement inutile pendant tout le temps qu'il y est demeuré ; il importe essentiellement de ne confier à l'avenir de pareils emplois qu'à des hommes expérimentés, actifs, zélés et non à des damoiseaux craignant d'entrer dans les détails du service.

Il était fort possible que M. Marey se fût mal acquitté de sa tâche dans une ville occupée et commandée militairement, où tous les hommes valides étaient astreints au service de la milice et ne pouvaient pas par conséquent être détachés à celui de la voirie ; il était possible que le quartier européen fût le plus sale, la ville indigène ayant été désertée par ses habitants. Ce que ne dit pas le Gouverneur, c'est que l'autorité militaire est maîtresse absolue à Blida, que rien ne se fait sans son ordre exprès ou *sans son autorisation* ; c'est que la ville manque d'eau (2) pour être appropriée et que les canaux qui, autrefois, l'y amenaient, sont obstrués ou coupés, faute d'une surveillance active de la part des chefs militaires ; la lettre laisse deviner au demeurant que les dévastations, accomplies par les soldats ou commandées par un général, firent périr les beaux orangers centaines de cette ville. Et puis, ne faut-il pas prouver que Blida n'a point l'avenir qu'on lui assigne, qu'elle ne se prête pas à la colonisation civile ? « Il n'y a, conclut Bugeaud, que la colonisation militaire,

(1) Bugeaud au Ministre de la Guerre, 19 juillet 1841.

(2) Rozey : *Cris de conscience de l'Algérie*. Passim.

« c'est-à-dire une agglomération homogène, constituée fortement et « travaillant méthodiquement, qui puisse prospérer jusqu'à ce que « la soumission du pays ait assuré la sécurité ». Excellent moyen de faire rentrer Blida et son territoire dans le domaine militaire !

Les plaintes venues de Cherchell, dépeignaient la situation de cette ville sous des couleurs tout aussi sombres. Dès la fin de l'année, le Maréchal Valée avait dirigé sur ce point du littoral algérien de nombreux colons ; des concessions de terrains et de maisons leur furent promises. A leur arrivée, ils ne trouvèrent qu'une cité dévastée, aux bâtisses pour la plupart démolies ; celles qui étaient restées debout avaient été envahies par les soldats ou étaient détenues par l'autorité militaire pour le casernement. Malgré toutes les réclamations des autorités civiles d'Alger, il fut impossible d'obtenir une répartition des bâtiments existants entre les divers services ; il fut impossible, à plus forte raison, d'en faire concéder quelques-uns aux colons. Ceux-ci se logèrent comme ils purent ; souvent, quand ils avaient achevé de réparer une maison, ils recevaient l'ordre de décamper au plus vite sous prétexte de défense militaire. Avaient-ils au moins reçu des terres ? Pas davantage ; il y avait des jardins autour de Cherchell, de beaux et vastes jardins, mais ils étaient tous occupés par les officiers ; chacun avait le sien ; les pensions d'officiers en possédaient même de fort étendus dont on vendait les légumes. Que firent les colons ? Ils se rabattirent sur les terres les plus rapprochées de la ville. Mais voilà ! Ils avaient compté sans l'Intendance et sans le troupeau de l'armée que l'on n'osait pas aventurer trop loin. Les bœufs et les moutons de l'administration de la guerre trouvèrent, dans les champs ensemencés, d'excellents pâturages. En butte à toutes les vexations, toujours incertaine du lendemain, sans maisons dont la propriété ou tout au moins la location lui fût reconnue, sans terres où elle pût occuper ses bras avec quelque espoir d'y récolter sa subsistance, cette population civile protesta avec la dernière énergie contre la lamentable situation qui lui était faite ; elle réclama l'exécution des promesses sur la foi desquelles elle était venue se fixer à Cherchell. Comme pour Blida, Soult exigea des explications, et il reçut communication du rapport du commandant Bouteilloux (1) qui rejetait, comme toujours, la responsabilité sur les civils. Sans doute, les militaires avaient commis des déprédations ; mais à l'insti-

(1) Ce rapport est dans le dossier de la ville de Cherchell. Archives de la colonisation algérienne. A. G. G. A.

gation de qui ? Des colons qui leur achetaient le bois provenant des démolitions : « Qui aurait dû punir les civils et réprimer leur conduite ? s'écrie ce brave commandant ; l'autorité civile, laquelle a « été plusieurs fois mise en demeure de le faire par le commandant « supérieur ».

Oublie-t-il qu'à Cherchell comme à Blida, le commissaire civil n'avait d'autre autorité que celle que voulaient lui laisser les chefs militaires ? Bugeaud, lui, ne l'oublie pas, et, bien qu'il transmette au Ministre le rapport du commandant de Cherchell, il reconnaît (1) que des démolitions ont eu lieu dans les premiers jours de l'occupation sur l'ordre des autorités militaires, mais il plaide les circonstances atténuantes :

Comme d'après leur genre de construction les maisons se soutiennent mutuellement, il est arrivé que la chute de l'une en a entraîné plusieurs autres... Cherchell a malheureusement eu cela de commun avec tous les points où nous nous sommes successivement établis ; c'était un mal inévitable ; il faut donc rejeter sur les circonstances du moment les dévastations qui ont été commises.

Il envoie pourtant le Directeur de l'Intérieur à Cherchell pour distribuer des terres aux colons ; au lieu des dix hectares promis, on en donna trois. A cette nouvelle, grande joie à Paris ; enfin, la colonisation va commencer. Dans une note qu'il traçait sur la lettre même lui annonçant la répartition, Soult écrit de sa propre main à l'adresse de Bugeaud : « Ainsi je vois à mon grand contentement (2) que nous « entrons définitivement dans la voie de la colonisation. Il doit être « assuré que je le soutiendrai autant que j'en aurai le moyen ».

Peut-être Bugeaud, qui avait une âme de colonisateur, était-il sincère en obligeant l'administration militaire à se dessaisir des terres qu'elle occupait ; mais les autres chefs militaires ne cédèrent qu'à contre-cœur. Ils n'avaient trouvé aux environs de Cherchell qu'une étendue de terres à peine suffisante pour donner trois hectares à chaque colon. Le lendemain, ils en découvrirent assez pour constituer à une grande ferme militaire, un domaine de 200 hectares. Quant aux maisons de Cherchell, le génie s'efforça de faire traîner en longueur le travail de répartition ; il ébaucha plusieurs projets qu'il retira presque aussitôt après les avoir présentés et, chaque fois, les exigences du casernement augmentaient. En somme, dans ce premier contact des deux administrations civile et militaire, apparaissaient déjà

(1) *Bugeaud au Ministre de la Guerre*, 23 août 1841. A. G. G. A.

(2) *Ministre de la Guerre à Bugeaud*, 7 septembre 1841. A. G. G. A.

de nombreux sujets de mésintelligence, signes avant-coureurs de plus graves conflits: Bugeaud excuse de parti-pris les erreurs et les fautes de l'une et s'efforce d'étouffer les plaintes de l'autre.

* * *

Il serait fastidieux de raconter les mille détails de la lutte qui se poursuit au sujet de ces commissariats; le Ministre s'efforce de les étendre prudemment partout où la population civile a formé ou pourra former des établissements importants et durables, le Gouverneur s'y oppose par tous les moyens. Seuls les faits les plus saillants offrent quelque intérêt. L'un de ceux-ci fut la fondation d'un commissariat civil à Constantine, le 23 novembre 1842.

La province de Constantine, depuis la prise de cette ville, n'avait pas été soumise aux mêmes mesures administratives que celles d'Alger et d'Oran. Bénéficiant à cause de son éloignement d'une sorte d'autonomie, elle avait aussi joui d'une tranquillité relative. Les indigènes s'y montraient plus malléables, moins disposés à écouter les fauteurs de troubles. Cette différence d'attitude des masses musulmanes surprit et on en chercha les raisons; certains voulurent y voir l'effet d'une mesure prise par Clauzel et confirmée par Valée: toute transaction de propriétés immobilières avait été interdite entre Européens et Indigènes; d'où impossibilité de la moindre tentative de spéculation foncière. Les rapports entre vainqueurs et vaincus, limités aux relations commerciales, s'en étaient favorablement ressentis; pas d'antagonisme, pas de représailles, pas de motifs de guerre. D'autre part, l'autorité militaire y était demeurée toute puissante; elle n'avait pas eu à partager le pouvoir avec des agents civils; elle seule assumait la responsabilité de l'administration des indigènes. L'absence de grandes expéditions militaires dans ces pays de l'Ouest, et la tranquillité relative qui y régnait, firent croire à un meilleur mode de gouverner les Arabes: « La province de Constantine, dit M. Lingay (1), est le terrain d'une grande expérience politique, dont il faut « suivre avec attention la marche et attendre avec patience le résultat; car cette épreuve peut nous aider à résoudre le grand problème de notre domination à venir, non point par une fusion impossible « des mœurs kabyles, maures et arabes avec les mœurs françaises, « mais par la combinaison des intérêts des vaincus avec ceux des

(1) Lingay : *La France en Afrique*, p. 140.

« vainqueurs ». En fait, la province de Constantine était un fief de l'armée, un petit royaume arabe avant le grand.

Cette autorité militaire s'était pourtant laissée aller dans ce gouvernement des indigènes à des actes d'un arbitraire jugé excessif par le Ministre lui-même (1). Le général Négrier n'avait-il pas commandé l'exécution de huit arabes de la tribu des Zmoul, coupables d'avoir tiré des coups de fusil sur les gardiens tures des prairies dont l'armée s'était réservée les foins ? D'autres indigènes avaient été poursuivis et dépouillés. N'avait-il pas aussi ordonné d'emprisonner le hakem Hamouda ? Bientôt les conseils de guerre ne jugèrent pas seulement les indigènes ; ils prononcèrent des condamnations contre les européens ; un Français fut puni d'amende et de prison pour délit de presse commis dans la métropole ; il n'y eut plus de sécurité légale. A l'arbitraire des conseils de guerre, s'ajouta l'arbitraire de l'Intendance. Appliquant avec une inflexible rigueur les mesures restrictives à l'acquisition de la propriété quand il s'agissait de Français qui lui déplaisaient, elle se relâchait de sa sévérité pour ceux qui lui étaient recommandés. A certains d'entre eux, elle consentit des baux à longs termes de 50, 60 et même 99 ans, ce qui n'était autre chose que des aliénations ou des ventes déguisées.

Il convenait de mettre un terme à ce régime d'inégalité et de favoritisme. Soult crée le commissariat civil de Constantine ; dans la lettre qu'il écrit à ce sujet au Gouverneur, il insiste sur les raisons qui l'ont poussé à prendre cette décision : « Mon intention bien arrêtée est de faire cesser, dans la province de Constantine, toutes les « mesures arbitraires qui ont pu être prises depuis l'occupation glorieuse de cette place jusqu'à présent et, à cet effet, de rapporter « successivement, à mesure que l'autorité civile s'y établira, toutes « les dispositions exceptionnelles qui ont pu s'y introduire en exécution des arrêtés antérieurs. C'est comme préliminaire naturel du « nouveau système à établir sous ce rapport à Constantine que j'ai « décidé la création dans cette localité d'un commissariat civil. Ainsi « se trouveront préparées les voies pour faire rentrer la ville de Constantine ainsi que toute la région dont elle est le chef-lieu dans le « système général d'administration adopté pour l'Algérie. C'est un « but qu'il faut constamment se proposer dans toutes les questions « qui intéressent une partie quelconque de ce pays, afin d'obtenir

(1) Voir toute la correspondance politique échangée entre Soult et Bugeaud — et elle est longue — sur l'administration de la ville de Constantine. A. G. G. A.

« dans un avenir plus ou moins prochain cette uniformité complète de règles et de principes qui est si désirable ».

L'établissement d'un commissariat civil à Constantine procédait donc d'un plan mûrement concerté ; il n'était que la première des mesures pour introduire, là comme ailleurs, les institutions civiles. Bugeaud se hâta de protester ; il représenta au Ministre les inconvénients qui devaient naître de cette création, ainsi que de celle qui était projetée pour La Calle, où, dit-il, il n'y a encore que 42 habitants européens. Ce qui lui paraît surtout fâcheux, c'est l'intention annoncée de faire l'application du même principe dans les villes de l'intérieur comme Tlemcen, Mascara, Miliana et Médéa, au fur et à mesure que la population y acquerra une certaine importance. L'autorité militaire n'y est-elle pas suffisante et n'y est-elle pas préférable à l'autorité civile ? Se peut-il en effet que des officiers, revêtus de grades supérieurs, n'inspirent pas plus de confiance que ces jeunes gens sans expérience, fraîchement débarqués de Paris, appelés subitement à appliquer des lois, des ordonnances, des règlements qu'ils ignorent ? Qu'au moins, si le gouvernement est décidé à leur confier l'administration des villes de l'intérieur, il ne le fasse qu'autant que la population européenne y aura atteint un chiffre de 1.500 à 2.000 individus et que lui, Gouverneur général, préalablement consulté, se soit prononcé sur l'opportunité d'une mesure aussi grave.

Ce plaidoyer ne porte pas ; la décision de Soult est arrêtée et irrévocable. A quoi bon attendre, lui insinuent ses bureaux, que le chiffre des Européens se soit élevé à 1.800 ou 2.000 ? Avant que cette limite soit atteinte, les intérêts civils ne sont-ils pas déjà créés ? « Il y a donc « nécessité à leur donner des organes et des garanties. Il est d'une « administration sage et prévoyante de devancer en quelque sorte la « population afin de la diriger dans son établissement et de régler ses « intérêts à l'instant même où ils se créent ». A Dieu ne plaise aussi que lui, Ministre de la Guerre, récuse les autorités militaires ; il les honore et leur rend pleine justice. « Mais ces autorités militaires sont, « par la nature même de leurs services, sujettes à une trop grande « mobilité et les attributions civiles, qu'elles peuvent exercer acciden- « tellement par le temps de conquête, ne sauraient toujours être « déléguées avec succès et avantage aux grades subalternes, chez « lesquels manquent souvent l'habitude, les connaissances néces- « saires et la considération suffisante vis-à-vis des populations indi- « gènes ».

Soult ne s'est d'ailleurs prêté à cette discussion que pour mieux

imposer ses idées ; elles doivent devenir des règles pour le Gouverneur :
« Vous pensez, ajoute-t-il, que l'autorité militaire doit être maintenue en possession des attributions civiles dans toute l'Algérie ;
« l'intention du gouvernement est, au contraire, que l'autorité civile, judiciaire et administrative soit établie partout en Algérie, à mesure que des agglomérations européennes se seront formées sur des points du territoire. Dans cette pensée, le gouvernement a voulu que, sous le double rapport de l'administration de la justice et de l'administration civile proprement dite, il n'y eût qu'un seul système dans toute l'Algérie, afin de préparer graduellement toute la population, soit française et européenne, soit indigène, à voir s'introduire successivement la législation française, judiciaire, civile et administrative. Toute dérogation à cette règle, qui pour l'avenir doit être immuable, amènerait de fâcheuses conséquences. Elle ne porte d'ailleurs aucune atteinte aux mœurs, aux lois ni aux usages des indigènes, les tribunaux musulmans ayant été maintenus par les ordonnances ».

Pourtant, le principe étant posé et la règle tracée, l'esprit pratique de Soult admit toutes sortes de tempéraments. Il importe de régulariser cette arrivée des Européens à Constantine « de manière à éviter les perturbations que pourrait amener la substitution trop prompte et violente d'une population nouvelle à la population ancienne, ainsi que le contre-coup qui en résulterait peut-être au dehors ». On procédera donc par autorisations individuelles, délivrées avec prudence et toujours révocables. Le Ministre n'est même pas éloigné d'admettre que certains quartiers soient réservés aux Arabes ; là, les indigènes pourraient vivre d'une manière entièrement conforme à leurs habitudes et à leurs croyances. Il est même séduit par le projet de M. Laurence, lequel consistait à bâtir une ville nouvelle et européenne sur le Coudiat Ati, mais, après réflexion, il abandonne cette idée.

Bientôt même, le passage du duc d'Aumale à la tête de la division de Constantine et les rapports qu'il adressa de cette ville, sans faire abandonner à Soult ses principes, en retardent l'exécution : « Il faut, disait le jeune prince (1), que Constantine reste une ville arabe, reste le centre de tout le gouvernement commercial de la province. Il n'en sera pas ainsi si les Européens peuvent s'y introduire librement, si les spéculateurs, éludant tous les arrêtés, continuent à

(1) *Duc d'Aumale* : Rapport adressé au Ministre de la guerre, 4 janvier 1844. A. G. G. A.

« envahir la ville et à accaparer les immeubles. J'ai eu l'honneur « d'écrire longuement à ce sujet à M. le général Bugeaud et je crois « partager ses vues. Il importe que le gouvernement prenne un parti « bien net sur cette question ». Lui-même propose de cantonner les européens dans un quartier séparé, hors duquel il ne leur serait permis ni d'acheter, ni de bâtir sans une autorisation spéciale. Il voudrait aussi en limiter le nombre à quelques ouvriers d'art, à de petits négociants et à des commerçants sérieux d'une moralité éprouvée.

De cet échange de vues sortit l'ordonnance royale du 9 juin 1844, réglant le mode d'administration de la ville de Constantine. Elle fit une cote mal taillée. La ville fut divisée en deux quartiers, l'un indigène, l'autre européen. Celui-ci, administré par l'autorité civile, fut le seul où les européens et les israélites étrangers purent séjourner, créer des établissements, acheter ou vendre des immeubles. L'autre était jalousement réservé aux indigènes ; personne, en dehors d'eux, n'avait le droit d'y demeurer ou d'y devenir locataire, propriétaire et détenteur de maisons ; les seules transactions licites étaient celles entre musulmans et israélites indigènes. Quiconque contrevenait à ces dispositions non seulement perdait le bénéfice de ses achats, mais encourait des pénalités sévères. Même division de la banlieue en un quartier européen et un quartier indigène. Les difficultés s'élevèrent quand il s'agit de savoir si l'administration des quartiers indigènes de la ville et de la banlieue serait assurée par des fonctionnaires civils, des agents indigènes ou des chefs militaires. Chacun faisait valoir ses droits ; pour ne mécontenter personne, on les admit tous, sans se soucier des conflits qui fatalement allaient s'engager.

*
* *

L'histoire de la création d'un commissariat civil à Constantine nous a fait assister au triomphe relatif de la politique de Soult ; la préparation de l'ordonnance du 15 avril 1845 nous montre la revanche de Bugeaud. L'opportunisme du Ministre se plie aux exigences de la situation nouvelle qu'a créée la victoire d'Isly. Le dictateur l'emporte sur le temporisateur ; les progrès des institutions civiles s'arrêtent devant les territoires mixtes.

Le mouvement insurrectionnel du Dahra est l'occasion que saisit Bugeaud pour rappeler à Paris qu'il ne faut pas se presser d'étendre l'administration civile. La veille du jour où devait être signée la fameuse ordonnance du 15 avril, il adresse au ministère un rapport de

M. Bosquet, chef du bureau arabe de Mostaganem, signalant l'arrestation de quelques perturbateurs dans la division de Mostaganem :

Vous voyez, M. le Maréchal, que j'ai (1) raison de dire que notre règne est celui de la force et non pas celui de l'amour, que nous ne pouvons pas désarmer, que nous devons toujours être forts et vigilants, que l'armée, loin d'être trop forte, est plutôt trop faible.

Le 27 avril (2), il revient sur la même idée, mais précise sa pensée :

Il faudrait être bien aveugle pour ne pas voir que nous devons rester toujours forts et vigilants, que l'avènement du pouvoir civil, répandu partout, doit être fort éloigné de nous, et que ce n'est pas par des ordonnances plus ou moins libérales sur l'organisation de l'administration civile que nous consoliderons notre puissance. J'aimerais mieux un bataillon de plus que ce Conseil du contentieux, le Directeur des Affaires civiles et le Rapporteur du Conseil d'administration.

Toutes nouveautés contenues dans l'ordonnance et dont il voudrait bien se passer.

L'insurrection grandit ; bien qu'elle ne lui donne aucune inquiétude sérieuse, la révolte ne laisse pas d'être déplaisante. Elle est une leçon ; pourvu qu'on veuille la comprendre ! et Bugeaud, de dire encore :

Pour être forts (3), il ne faut pas le gouvernement et le gouverneur civils que l'on nous prêche. Tous ces jours-ci j'ai pris des dispositions, j'ai donné des ordres d'action partout ; un gouverneur civil serait encore à délibérer avec son conseil de guerre. L'année dernière, il fallait, lors de la guerre du Maroc, des résolutions et une exécution promptes qui étaient incompatibles avec l'existence d'un gouverneur civil. Pendant longtemps dans ce pays, nous serons toujours à la veille de situations semblables à celles où les républiques anciennes nommaient un dictateur et nos habiles conseillers de la presse nous poussent au gouvernement civil ! C'est de la folie ou de l'ignorance absolue ; on ne doit obéir ni aux fous, ni aux ignorants.

Vous voyez comme ils ont accueilli votre ordonnance qui pose le germe d'un progrès dans leur sens et d'un mouvement rétrograde dans le mien. Tout ce qui est contraire aux faits, aux circonstances, à la raison, est, à mon avis, rétrograde.

Il se décide à marcher lui-même contre les insurgés ; il court droit à l'Ouarsenis, le centre de l'agitation. Mais, même dans le tumulte des camps, au milieu des préoccupations qui assaillent toujours le chef d'une armée en marche, sa pensée se porte invinciblement sur les institutions civiles que l'on veut étendre ; l'exemple de la république romaine, nommant un dictateur à ces heures critiques, se pré-

(1) *Bugeaud au Ministre de la Guerre*, 14 avril 1845. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud au Ministre de la Guerre*, 27 avril 1845. A.G.G.A.

(3) *Bugeaud au Ministre de la Guerre*, 30 avril 1845. A.G.G.A.

sente plusieurs fois sous sa plume. Au bivouac du Marabout de Sidi-Abdelkader sous Miliana, le 5 mai 1845, il écrit : (1)

Les crises de cette nature se reproduiront souvent, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Cette situation qui durera longtemps ne doit-elle pas nous faire hâter d'introduire partout le gouvernement civil ? En pareil cas, les anciennes républiques auraient donné la dictature à un militaire. Aujourd'hui, grâce aux progrès des lumières, nous voulons faire de la liberté à tout propos, lorsqu'il s'agit d'être ou de ne pas être. La première des libertés civiles, c'est de conserver sa tête et ses biens. Les garanties municipales et tout l'échafaudage de l'administration civile ne nous garantiront pas cela en Afrique.

Un mois après, le 6 juin, au bivouac sur l'oued Bou-Zegza, chez les Beni-Tighrin. mêmes réflexions ironiques à l'adresse de ces dange-reux utopistes, mêlées à son admiration pour des troupes qui endurent les pires fatigues afin de protéger les populations civiles :

Il n'y a donc dans ce qui se passe actuellement (2) rien qui doive surprendre le gouvernement, ni le public un peu éclairé. C'étaient des choses prévoyables et prévues ; voilà pourquoi je me suis toujours moqué de ces écrivains qui prêchent pour l'Algérie l'extension des institutions civiles comme s'il n'y avait plus qu'à *voguer doucement sur le fleuve des libertés économiques*. Si ces utopistes insensés pouvaient participer, le sac au dos, avec huit jours de vivres, soixante cartouches dans la giberne, à tout ce que nous faisons pour maintenir la sécurité sur un grand rayon, en avant de nos centres de populations européennes, (lesquelles se plaignent de monter quelques gardes dans une ville), ils ne pousseraient plus le gouvernement avec tant d'ardeur à annuler le pouvoir militaire.

L'irritation du Maréchal avait sa cause dans les attaques des journaux de la métropole, beaucoup plus que dans la signature de l'ordonnance royale du 15 avril. C'est dans cette année 1845 que *L'Afrique* et *L'Algérie* (3) redoublèrent leurs attaques contre la personne du Gouverneur et le régime du sabre, qu'on lui reprochait d'avoir instauré dans la colonie. Les rédacteurs de ces journaux, tenus au courant de tout ce qui se passait en Afrique, soupçonnés même d'avoir des rapports avec les agents du Ministère de la guerre, tant leur documentation était exacte et précise, accusaient le Gouverneur de vouloir perpétuer le despotisme militaire, d'entretenir la guerre, de jouer le rôle d'un proconsul, même d'un pacha révolté. Plus de guerre, disaient les uns ; réunion de l'Algérie à la France, s'écriaient les autres ; plus de gouverneur militaire, répétaient-ils tous ensemble. Les

(1) Bugeaud au Ministre de la Guerre, 5 mai 1845. A.G.G.A.

(2) Bugeaud au Ministre de la Guerre, 6 juin 1845. A.G.G.A.

(3) Voir la collection de ces deux journaux, surtout celle de l'année 1845.

institutions civiles doivent remplacer les institutions militaires. Et l'on rêvait déjà de diviser l'Algérie en trois départements, puis en arrondissements, et de faire nommer un député par arrondissement algérien. Les Algériens recevraient les droits politiques en même temps que des garanties civiles. D'autres journalistes, moins audacieux, ne prétendaient point bouleverser l'organisation existante; mais ils reconnaissaient que la dictature militaire était un anachronisme, que les intérêts civils et la colonisation ne prospéreraient que si on supprimait la dictature, et ils préconisaient la création d'un ministère spécial auquel seraient renvoyées toutes les questions algériennes.

Contre ces hardiesses qu'il considérait comme des imprudences et des billevesées, le Maréchal partait en guerre; il ripostait dans les journaux algériens et dans ses lettres au Ministre. Et, comme cela arrive presque toujours, ces polémiques passionnées ne faisaient qu'attacher de plus en plus les hommes aux idées qu'ils défendaient, à les confirmer dans leurs convictions, à les opposer un peu plus les uns aux autres. Désormais, Bugeaud est tout entier acquis au régime du sabre; il ne veut point qu'on touche à la plénitude de ses pouvoirs, il se révolte à l'idée d'avoir à appliquer cette ordonnance du 15 avril 1845, qui pourtant ne lui enlève aucune de ses prérogatives, mais qui place à côté de lui un Directeur général des Affaires civiles. Est-ce le nom, est-ce la fonction qui lui déplaît? Il ressort de la correspondance de M. Blondel (1) qu'il n'était point hostile à cette création, quand, pour la première fois, vers la fin de 1844, le Ministre lui en parla. Mais, après quelques mois de réflexion, peut-être aussi après de nombreuses conférences avec ses Directeurs de service dont l'amour-propre était froissé à l'idée qu'ils allaient être subordonnés à l'un d'entre eux, il se déclara ouvertement contre cette direction générale. M. Blondel, nommé à ce poste, fut obligé de se rembarquer pour la France, sans avoir pu exercer ses fonctions, et Bugeaud demanda la suppression de cet emploi ou sa transformation en un simple secrétariat qu'il voulait confier à un de ses amis, M. Magne.

*
* *

Cette ordonnance de 1845, en dehors de la centralisation des Affaires civiles entre les mains d'un Directeur général, de la création

(1) *Lettre de M. Blondel, 1844. Collection Vandouard. A. G. G. A.*

d'un Conseil du contentieux et de l'établissement de rapporteurs auprès du Conseil d'administration, n'apportait pas de principe nouveau dans l'organisation de la colonie. Le Gouverneur restait investi des pouvoirs civils et militaires ; il pouvait encore prendre des arrêtés d'urgence, il dirigeait l'administration, la police, les finances, surveillait la presse. Mieux encore, et c'est l'opinion d'un homme fort compétent, M. Lingay (1) : « Au lieu d'accroître l'influence civile, l'ordonnance du 15 avril ne pourrait avoir pour effet, si elle était susceptible d'exécution, que de l'affaiblir, disons mieux, de l'annuler. Le Directeur général, qu'elle institue, n'est qu'un Secrétaire général renforcé. Il n'agit qu'au nom du Gouverneur, et le double résultat de cette institution, c'est de supprimer d'une part le travail direct des deux Directeurs des Finances et de l'Intérieur avec le Gouverneur général et, d'autre part, la correspondance directe de ces deux chefs de service avec le Ministre. On a donc fait disparaître deux garanties pour n'y substituer qu'un instrument : c'est l'unité administrative créée au profit du Gouverneur général militaire actuel. »

Toute l'originalité de cette ordonnance consiste dans la division de l'Algérie en trois territoires. Encore cette division existait-elle en fait avant 1845, mais elle n'avait pas été sanctionnée par un acte administratif, et elle n'avait pas été surtout précisée par des dénominations spéciales qui, aux yeux de beaucoup, consacrent mieux l'existence de ces circonscriptions que les dispositions législatives ou ministérielles les plus nettes. « La division du territoire, dit le rapport de Sault (2), est la première condition de toute organisation administrative ». On fut ainsi appelé à créer des territoires civils, des territoires mixtes et des territoires arabes.

Cette division reposait sur des considérations géographiques, sociales et historiques. Géographiques, car la région, contenant la presque totalité des territoires civils, était voisine du littoral ; la région, englobant les territoires mixtes et arabes, s'étendait dans l'intérieur du pays. Sociales, car dans la première, les intérêts des Européens étaient déjà considérables et on comprenait que, pour les garantir, le gouvernement y organisât tous les services publics et y introduisît les libertés civiles ; dans les deux dernières au contraire, les intérêts des Indigènes, à peu près les seuls pour le moment, restaient confiés

(1) *La France en Afrique*, page 151.

(2) Voir ce rapport publié dans le *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, pages 331 et suivantes.

à la sauvegarde de l'armée ou à celle des officiers des bureaux arabes. Historiques enfin, car, suivant le capitaine de Montgravier (1), auteur de l'un des mémoires du plan de Lamoricière, « la Numidie et la Maurétanie césarienne, sous le règne d'Auguste, se trouvaient divisées parallèlement à la côte en trois zones bien distinctes, les colonies du littoral et les vallées inférieures, pays tout entiers romains, les municipes de l'intérieur, pays mixtes où les citoyens étaient en minorité, et enfin le pays barbare et ennemi séparé des premiers par des postes et des colonies militaires ».

Cette division répondait aussi aux nécessités politiques du moment. On faisait la part très large au pouvoir militaire dont l'action s'exercerait sans entraves et sans conteste dans les territoires mixtes et arabes, et on en réservait une — très petite, mais mieux délimitée — au pouvoir civil qui, sur la côte, s'organiserait sous la garantie de cette ordonnance. C'est donc surtout dans les villes de l'intérieur que continuera à s'affirmer la toute puissance du Gouverneur ; c'est là que se réalisera la conception, si particulière à Bugeaud, de l'officier chargé de toutes les fonctions civiles et les remplissant mieux à son gré que le meilleur des fonctionnaires ; c'est là que s'initieront à la colonisation les soldats et les chefs des légions ou des camps agricoles. Ce régime des territoires mixtes, n'est-ce pas la colonisation militaire sans les soldats colons, l'esquisse du système avant le système lui-même ?

IV

La Colonisation et l'Administration dans les Territoires mixtes

Ebauche assez flattée sans doute dans la lettre où Bugeaud en parle longuement au Ministre pour lui énumérer tous les avantages des principes militaires appliqués au peuplement et à l'exploitation de la colonie. Il a entrepris, en novembre 1843, un voyage d'enquête dans la province d'Oran. Le voilà à Mostaganem, où existe un commissariat civil. La ville a fait beaucoup de progrès depuis qu'il ne l'a vue ; à n'en pas douter, cet élan est dû aux diverses décisions que

(1) Ce mémoire a été publié comme document à l'appui du plan de colonisation de Lamoricière et en même temps que lui.

lui-même a prises, car elles ont fait tomber les barrières élevées par le formalisme administratif. Des concessions ont été faites à titre onéreux, des maisons à arcades bâties, une grande place d'armes ouverte. La population européenne atteint et même dépasse déjà le chiffre de 2.000 âmes. Serait-il vrai que le régime civil ait du bon ? Or, Bugeaud ajoute :

Je n'ai reçu à Mostaganem (1) qu'une seule réclamation ; elle concerne les eaux de la ville, dont les conduites sont si mal faites et si mal surveillées par la police que les eaux si limpides des belles fontaines qui arrosent Mostaganem et ses alentours arrivent au bas de la ville imprégnées d'égouts. Cet état de choses dure depuis assez longtemps ; il tient à une mésintelligence entre le Commissaire civil et l'agent des Ponts et Chaussées. J'ai écrit à M. le Directeur de l'Intérieur pour qu'il fasse cesser le conflit et qu'on répare immédiatement les fontaines.

Le Gouverneur quitte Mostaganem et se dirige sur Mascara avec Lamoricière. Les chefs arabes l'accompagnent et se disputent l'honneur de lui donner l'hospitalité ; des fantasias endiablées, des repas à l'antique, des bœufs entiers égorgés pour son escorte, des tapis de toute beauté offerts par les gens de Kalaâ, il est reçu mieux qu'un souverain. A Mascara, on arrive le 2 novembre ; c'est une ville militaire, relevée par les soldats, organisée par les officiers. Bugeaud ne l'a pas vue depuis l'automne de 1841. Alors il y était entré avec son armée victorieuse pour éteindre l'incendie allumé par les réguliers d'Abdelkader. Alors ce n'était qu'un monceau de ruines. Quel aspect différent aujourd'hui ! Toutes les ruines ne sont pas déblayées, mais déjà elles sont masquées par plusieurs édifices militaires. Lamoricière est le metteur en scène de ce changement de décor. Le Gouverneur veut savoir comment il a procédé ; il lui demande d'entrer dans tous les détails de ses créations. Quand il connaît tout, il se hâte d'en informer Soult.

Un intendant militaire, M. de Guioye, avait osé écrire qu'à Mascara l'administration militaire mettait des entraves à l'établissement de la population civile. Quelle erreur !

Voici, dit Bugeaud, comment on procède : dès qu'un individu (ou une famille) arrive à Mascara, on l'appelle devant la commission administrative pour s'informer de ce qu'il veut faire. Demande-t-il une concession de terrain à bâtir, à l'instant même elle lui est accordée en proportion de ses moyens et conformément à ses projets. Dès le lendemain, il met la main à l'œuvre, il n'éprouve pas la moindre perte de temps (2).

(1) *Bugeaud au Ministre de la Guerre*, 3 novembre 1843. A. G. G. A.

(2) Même lettre de *Bugeaud au Ministre de la Guerre*, 3 novembre 1843.

Que serait-ce si l'administration civile était substituée aux autorités militaires !

Pour créer des villes nouvelles sur les ruines de nos villes de l'intérieur, l'administration civil serait une chose détestable. Il faut une autorité locale qui ait la liberté de ses allures, qui puisse trancher les questions sans avoir besoin de faire des projets, des rapports qui aillent à Alger se faire discuter à leur tour d'inscription et sur lesquels il n'y a une décision prise en dernier ressort qu'après six mois d'attente. Il est évident pour quiconque est sur les lieux et n'est pas dominé par des préjugés de liberté civile, de garanties municipales, que, si par malheur nous avions eu, il y a quinze ou dix-huit mois, des autorités civiles à Mascara, à Tlemcen et ailleurs, ces villes seraient loin d'être avancées comme elles le sont.

Administration plus rapide, justice plus expéditive aussi !

Et ne croyez pas, Monsieur le Maréchal, que si la population a toutes les facilités pour s'établir, elle peut à côté de cela manquer d'une bonne justice. Le commandant de la place de Mascara, M. Rastouil, est un homme capable et instruit ; il exerce ses fonctions judiciaires à la satisfaction de tout le monde. M. le général de Lamoricière n'a jamais reçu une plainte à cet égard ; il juge sans délai, tous les jours, dans toute l'étendue de sa compétence. Si les affaires sont considérables, il concilie le plus souvent les parties ; s'il n'y parvient pas, il renvoie les affaires devant le tribunal d'Oran. Je doute qu'il y ait beaucoup de juges de paix, même en France, qui vaillent M. Rastouil. Les commandants de place des autres localités sont aussi fort satisfaisants sous ce rapport.

Dans une armée comme la nôtre, en bien cherchant, on peut choisir pour administrer des hommes supérieurs en talents, en habitude de conduire les hommes, à ceux que l'on envoie de France pour faire de l'administration civile, lesquels sont le plus souvent poussés par la faveur des Députés et des maires de France, non pas parce qu'ils étaient propres à la place, mais parce qu'ils avaient besoin d'une place. Si vous saviez ce que c'est que la plupart de nos commissaires civils de l'Algérie, et la différence qu'il y a entre leur administration et celle de nos villes de l'intérieur, vous auriez la même opinion que moi et, de longtemps, vous ne songeriez à introduire l'administration civile là où elle n'est pas encore. Elle n'est pas propre à la création, elle est trop lente, trop formaliste, trop peu travailleuse ; elle ne sait qu'entraver, elle ne donne aucune force, aucun avantage, elle augmente les embarras et la dépense. Pendant au moins toute la période de création, il faut, à mon avis, l'autorité militaire unique ; non seulement elle est plus active et plus expéditive dans ses formes et dans sa manière de procéder, mais elle a encore dans sa main une foule de moyens que n'a pas l'administration civile ; elle dispose d'une multitude de bras et elle a de grands moyens de transport ; elle a dans tous les corps des ouvriers de métier ; avec cela elle aide les premiers pas de la colonisation civile. Celle-ci aurait-elle pu débayer les ruines sur lesquelles nous nous sommes établis ? Aurait-elle fait les routes pour y conduire ? Aurait-elle créé immédiatement des fours à chaux, des tuileries qui, livrés aujourd'hui à l'exploitation civile, servent à la construction de tous les établissements ? A Orléansville, à Ténès, à Tiaret, à Téniet-el-Haâd et partout, c'est l'armée qui a créé les premiers établissements civils.

Ce plaidoyer se termine par un cri de protestation contre tout acte qui dépouillerait l'armée des bénéfices de sa gestion.

Et quand nous avons fondé et mis au monde une population de quelque importance, quand nous l'avons administrée pendant deux ans avec assez d'intelligence et de justice pour qu'elle ait pu progresser, on viendra nous dire : « Oui, c'est vrai, vous avez été créateur, vous avez mis au monde cette population, vous l'avez administrée en père de famille, vous l'avez fait grandir, mais aujourd'hui vous êtes incapables de l'administrer ; et un petit commissaire civil, sortant on ne sait d'où, qui n'a rien vu de l'Afrique, qui n'a rien fait, rien créé, rien fondé, est bien plus propre à cette administration que votre chef de bataillon ou colonel, intelligent, capable et éprouvé. »

* * *

Par cette lettre de Bugeaud, il est aisé de se rendre compte de la manière dont étaient administrés les territoires militaires et des avantages qu'à ses yeux ce régime présentait sur les services civils. Les bases de l'organisation avaient été posées par l'arrêté du 3 septembre 1842 (1), lequel avait eu pour but de « pourvoir à l'administration des « villes de l'intérieur et à la perception des revenus ». Il avait créé dans chaque cité, auprès du commandant supérieur, une commission administrative, composée presque exclusivement de militaires : le commandant supérieur, président, ou l'officier qui commandait en son absence, l'intendant ou un sous-intendant militaire, deux officiers supérieurs ou deux capitaines, dont l'un pris dans l'arme du génie, un médecin des hôpitaux militaires. Pourtant, on avait été obligé d'y introduire un agent des services financiers. C'était le seul civil admis dans cette commission d'officiers. La prépondérance de l'autorité militaire ne courait aucun risque.

Quelles attributions furent dévolues à cette commission administrative, l'arrêté ne le spécifie pas. « La commission administrative « délibérera sur toutes les propositions à soumettre au Gouverneur « général et sur celles des réclamations individuelles qui lui seront « communiquées par le commandant supérieur. Les procès-verbaux « de ses délibérations seront transmis dans les dix jours de leur date « au plus tard ». Voilà toutes les précisions ; on ajoute cependant qu'elle est chargée de pourvoir aux intérêts de la cité et du territoire composant la subdivision. Son action ne s'arrêtait donc pas aux murs d'enceinte de la ville ; elle s'étendait sur une vaste circonscription

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*. Pages 197 et 198.

militaire. Le reste de l'arrêté est consacré aux règles relatives à la perception des impôts et revenus, à la recherche et à l'aliénation des immeubles domaniaux, à l'établissement des contributions de toute nature exigées des Arabes, à l'acquittement des dépenses et à la préparation annuelle du budget.

A quoi bon d'ailleurs ces précisions ? Le pouvoir militaire aime fort peu se lier par des règles trop détaillées. Liberté entière est laissée aux commandants de place d'administrer à leur guise la cité et les territoires qui en dépendent, et l'on comprend pourquoi Bugeaud, en arrivant à Mascara, veut pénétrer dans les détails de ces créations. Lamoricière, habile administrateur autant que brillant lieutenant-général, avait su mettre à profit la latitude qu'on lui avait laissée pour forger à sa guise les rouages essentiels et en confier le manie-ment à des officiers compétents. L'exemple de Mascara ne venait-il point à propos ; en novembre, pour permettre de combattre les velléités du Ministre, toujours désireux de faire passer la gestion de ces villes de l'intérieur sous l'administration civile ?

Les derniers mois de l'année 1843 ouvrirent une période de crise durant laquelle se fixa et se compléta l'organisation administrative des territoires militaires. Une correspondance très active fut échangée entre le Ministre et Bugeaud ; celui-ci adressa de nombreuses et importantes circulaires aux commandants supérieurs pour les rappeler à la stricte observation des dispositions de l'arrêté de 1842 ou pour leur en prescrire de nouvelles. Il reconnaît, dans une de ses circulaires (1) que les opérations de la guerre l'ont tenu trop souvent éloigné du chef-lieu de son gouvernement, et que les occupations multipliées, qui l'y attendaient à son retour, ne lui ont pas permis jusqu'à ce jour de donner toute son attention à l'organisation des villes régies militairement :

Mais le moment est venu où les intérêts qui se créent chaque jour dans ces localités et la nécessité d'en activer le développement exigent impérieusement que des dispositions soient prises à cet effet.

La première de ces circulaires, datée du 24 octobre 1843, a trait à des questions financières. Des irrégularités assez graves avaient été commises. Les commandants des subdivisions et les commissions administratives militaires s'étaient permis de créer des ressources

(1) Toutes ces circulaires n'ont pas été publiées. Quelques-unes étaient strictement confidentielles. Nous les avons retrouvées dans les Archives du gouvernement général à Alger. Voir le dossier particulier à Bugeaud.

spéciales, de les appliquer sans autorisation préalable à des dépenses particulières et de se passer, pour les percevoir, du concours des receveurs et des trésoriers :

Ces opinions, dit Bugeaud, sont des erreurs que je ne saurais trop combattre, tant parce qu'elles engagent ma propre responsabilité devant le gouvernement du Roi, que parce qu'elles conduisent à des irrégularités. Irrégularités d'autant plus fâcheuses que toute la pureté possible dans les intentions ne met pas à l'abri des suppositions injurieuses dont le public est si prodigue et dont la pensée ne doit pas pouvoir approcher de l'autorité. Il faut que tous les produits, provenant des impôts, amendes, revenus, prix de vente des objets remis ou capturés en nature, quelle qu'en soit l'origine, soient versés au fonds commun. A aucun titre et sous aucun prétexte, il ne peut y avoir ni un revenu spécial, qui ne soit encaissé par le comptable des Finances, ni une comptabilité autre que celle qu'il doit tenir d'après les règlements. Enfin, il ne peut être affecté ni recette, ni dépense, qu'en vertu d'un titre régulièrement établi et par les comptables constitués à cet effet. Tout impôt sera constaté par un rôle, toute amende imposée aux tribus par une décision du commandant supérieur, toute amende infligée aux personnes par un jugement des autorités compétentes Toute infraction à ces dispositions serait aujourd'hui sans excuse valable et pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses pour les autorités supérieures ou autres qui les auraient autorisées ou simplement tolérées, comme pour les agents qui leur auraient prêté leur concours.

Il appartenait au Gouverneur de rappeler à ses officiers qu'en matière de finances, la liberté que l'on prend à l'égard des règlements se change immédiatement en licence ; il appartenait encore plus à l'homme qu'avait effleuré la calomnie, lors du procès Brossard, de déclarer que les suspicions atteignent d'autant plus facilement les chefs qu'ils sont plus haut placés et qu'ils en usent plus librement avec les règles fiscales.

*
* *

Mais si, en matière financière, Bugeaud, pour avoir fait l'expérience douloureuse d'une indépendance excessive, comprend l'importance d'une stricte observation des règlements et veut que ses subordonnés s'y soumettent absolument, il leur laisse une plus grande initiative en matière judiciaire. L'arrêté du 5 août 1843 (1) avait placé la population civile des centres, postes et camps, sous la juridiction militaire. Les commandants de places avaient les attributions qui ailleurs étaient conférées aux juges de paix et aux commissaires civils. Appel

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 249.

ne pouvait être fait de leurs jugements que devant le commandant supérieur de la subdivision. Bugeaud a répété souvent que cette justice militaire fut instituée dans les villes de l'intérieur parce qu'elle répondait, dans les premiers temps de l'occupation, aux besoins de ces localités souvent éloignées du siège des tribunaux civils, qu'elle était rapide et économique, qu'elle s'embarrassait peu du formalisme judiciaire et, de plus, agissait sans l'intervention de certains intermédiaires obligés des tribunaux ordinaires. Ne cite-t-il pas le commandant Rastouil, de Mascara, comme le modèle de ces juges militaires ? Il ne pouvait cependant se faire illusion sur la difficulté de la tâche qu'il imposait à des officiers peu préparés par leurs études antérieures à jouer le rôle de magistrats ; aussi multiplie-t-il ses recommandations, et se fait-il adresser régulièrement des extraits des jugements rendus. Qui lit les conseils qu'il donne, et les reproches qu'il adresse, se rend parfaitement compte que cette justice militaire manquait souvent des lumières nécessaires. Ces juges improvisés, *se trouvant en présence de cas obscurs et délicats*, refusaient parfois de se prononcer (1).

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer, dit-il dans sa circulaire du 27 janvier 1844, que, sauf les cas prévus par la loi, il n'appartient au juge sous aucun prétexte de refuser de prononcer sur les contestations portées devant lui, toutes les fois qu'elles ne sortent pas des limites de sa compétence ; s'il agissait autrement, il commettrait un déni de justice qui entraînerait avec lui des lenteurs et des frais, double inconvénient qu'il importe d'éviter aux parties. Toutefois, lorsque le cas sera très embarrassant et que l'autorité militaire se méfiera de ses lumières, elle pourra renvoyer les parties devant le tribunal civil de la province avec l'instruction de l'affaire au point où elle se trouvera.

Certains commandants, peu au courant des règles de la compétence judiciaire, retinrent les délits et les crimes passibles de peines correctionnelles et relevant par suite de la juridiction des Conseils de guerre, d'autres prononcèrent des peines pour des faits contraires, il est vrai, à la morale publique, mais non prévus par la loi, ce qui était un excès de pouvoir.

Il importe, précise-t-il, dans une autre circulaire du 8 juillet 1845 (2), que les commandants de place se conforment rigoureusement au principe que nul ne peut être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils (les faits délictueux) aient été commis. En aucun cas, il n'appartient au magistrat de suppléer au silence de la loi et de punir ce qu'elle n'a point puni ; agir

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 267-268.

(2) *Ibidem*, p. 353.

autrement, ce serait, avec les meilleures intentions du monde, faire de l'arbitraire et non de la justice.

Parfois encore les jugements rendus étaient à peine motivés. Que la justice militaire soit expéditive, c'est son mérite, mais qu'elle le devienne trop, ce sera son travers et son danger. L'officier doit énoncer les motifs qui l'ont déterminé à prendre une décision. Seul moyen d'ailleurs pour le Gouverneur d'apprécier si les procès ont été bien jugés, ou même — car Bugeaud, lui aussi, se défie de sa science juridique — de soumettre quelques-uns d'entre eux, parmi les plus délicats, aux lumières du chef de l'administration judiciaire.

De ces documents, tous empruntés à des circulaires de Bugeaud, ne se dégage-t-il pas cette impression que la justice militaire était quelque peu boîteuse ? Le Gouverneur demandera-t-il lui-même son remplacement par la justice civile ? Le militarisme de Bugeaud a des raisons que la raison ne connaît pas ; au lieu de reproches, ce sont des compliments, des témoignages de satisfaction qu'il adresse à ses officiers-juges : (1)

Jusqu'à ce jour, je le dis avec satisfaction, la part de l'éloge a été de beaucoup la plus forte. La magistrature militaire s'est tenue à la hauteur de sa mission et a justifié la confiance que j'avais placée en elle. Elle s'est montrée intelligente et équitable en matière civile, prudente et modérée en matière pénale.

Pourtant un dernier fait ne laissa pas de troubler sa conviction, en même temps qu'il compromit singulièrement le renom de cette justice militaire auprès des Européens déjà prévenus contre elle (2) :

On me signale depuis quelque temps, dit-il dans sa circulaire du 13 février 1847, la dernière qu'il ait écrite sur cette matière, non pas de mauvais jugements, mais des dénis de justice. Sur un petit nombre de points, on aurait négligé ou retardé l'exécution de jugements rendus par des tribunaux civils contre des débiteurs qui habitent des lieux soumis à la juridiction militaire. Cette manière de procéder est très répréhensible. Si elle se continuait, elle aurait les conséquences les plus fâcheuses pour les localités que l'on aurait cru servir, en montrant à quelques individus une condescendance qui serait injuste envers leurs créanciers. Cela ne tendrait à rien moins qu'à détruire tout crédit pour les villes où les débiteurs trouveraient ainsi protection contre la loi et la morale publique.

De tels abus eussent dû dessiller les yeux du Gouverneur. Mais il eût fallu pour cela condamner tout le système auquel lui, Bugeaud, restait inébranlablement attaché. L'armée ne serait-elle plus la so-

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 353.

(2) *Ibidem*, p. 474

ciété parfaite qu'il avait rêvée ? Ne trouverait-elle pas dans son sein des officiers-magistrats ? Non qu'il faille ici incriminer les hommes ; la plupart des officiers firent de leur mieux ; mais les détourner des fonctions auxquelles ils étaient préparés pour leur confier une charge dont tout semblait devoir les tenir éloignés, c'était vouloir forcer leur talent ; c'était faire remplir une mission de justice à ceux qui, par nature, par éducation, par volonté, étaient habitués à trancher les différends par la force. Aussi, vers la fin du gouvernement de Bugeaud, les attaques redoublèrent contre cette militarisation de la justice. « Nous nous bornerons à dire, déclare la Délégation de « l'Algérie dans son mémoire au Roi et aux Chambres en 1847 (1), « que les localités, comprises dans les territoires mixtes, ou rentre-
« ront dans le **droit commun**, ou resteront sans rapports suivis avec
« les autres places. Des capitaux libres et intelligents iront-ils se
« porter là où le cours ordinaire des lois est suspendu, où les transac-
« tions qui ont pour objet la propriété foncière sont dépourvues de
« toute garantie ? Car il n'existe pour les valider, pour les infirmer
« qu'un tribunal qui ne peut lui-même se prendre au sérieux. Prolon-
« ger la situation bizarre de ces populations, c'est leur interdire tout
« progrès et les vouer inévitablement à une prochaine décadence ».

* * *

L'administration militaire réussira-t-elle mieux que la justice militaire ? Les intérêts matériels et moraux des villes de l'intérieur se développeront-ils normalement ? Les dispositions de l'arrêté du 3 septembre 1842 sur la création des commissions administratives avaient été rendues applicables le 7 novembre de la même année aux villes et localités de Constantine, Sétif, Guelma, La Calle, Djidjelli, Médéa, Miliana, Mascara et Tlemcen. D'autre part, à la même date, le Gouverneur instituait dans les villes de la côte, où existaient déjà des commissaires civils, Bône, Philippeville, Blida, Coléa, Cherchell, et Mostaganem, des commissions administratives spéciales, « char-
« gées de pourvoir uniquement à l'exécution des dispositions de
« l'arrêté du 3 septembre 1842, en ce qui concernait les dîmes, rede-
« vances et contributions dues par les Arabes ». Naturellement la majorité des voix y était acquise à l'élément militaire. Enfin, le 29 décembre 1842, Bougie et Oran furent soumises au même régime.

(1) Ce Mémoire a été publié. Paris, Imprimerie Rignoux, 1847.

Or, lorsque, l'année suivante, se produisirent les grandes soumissions des tribus arabes, à ce moment commença réellement l'œuvre de reconstruction de ces cités dont on n'avait pas pu s'occuper durant la guerre. Le Ministre put croire que, sans modifier sensiblement le régime militaire, il serait avantageux d'appeler le Directeur de l'Intérieur et de la Colonisation à y *exercer la part d'attributions qui lui était réservée*, et il s'en ouvrit à Bugeaud. Était-ce là une simple suggestion ? Ou bien Soult pensait-il vraiment que l'action du Directeur s'étendait à ces territoires militaires ? Il fut vite désabusé. Le Gouverneur entendait rester maître absolu ; l'autorité civile et ses agents n'avaient rien à voir dans cette zone.

Ces villes, lui répond-il (1), échappent complètement à l'autorité de M. le Directeur de l'Intérieur. Elles sont administrées militairement par les commandants supérieurs, assistés d'une commission spéciale composée des officiers de l'armée et de fonctionnaires assimilés, auxquels est adjoint un agent financier destiné à régulariser les opérations de la commission relatives au Domaine et à encaisser les produits constatés. M. le Directeur de l'Intérieur n'intervient en rien dans la question des intérêts de ces villes et je pense que c'est par une erreur de copiste que son nom figure dans la dépêche à laquelle j'ai l'honneur de répondre, et qu'il y a été inscrit à la place de M. le Directeur des Finances.

L'administration de ces villes restera donc exclusivement militaire. D'ailleurs, la population qui y réside — le mot est de Bugeaud et il traduit toute sa pensée — n'est-elle pas *militaire par destination* ? Elle est venue à la suite de l'armée, elle l'accompagne pour l'exploiter, elle ne présente aucun caractère colonisateur. Rien que de naturel de la laisser soumise au régime sous lequel elle est venue d'elle-même se placer. Ce régime n'aura désormais en vue que de lui maintenir cette destination ; les officiers administrateurs ne s'occuperont de ses intérêts que dans la mesure où ils se confondront avec ceux de l'armée et en proportion des services que cette population sera susceptible de leur rendre.

Si cette administration militaire avait voulu prendre sérieusement en main les intérêts de ces Européens, habitant les villes de l'intérieur, ou simplement laisser cette population s'y établir dans des conditions régulières et normales, elle eût dans de certaines limites et sous quelques tempéraments autorisé l'acquisition des propriétés immobilières. Or, cette acquisition ne pouvait avoir lieu que de deux façons : par achat aux indigènes détenteurs du sol, ou par concession

(1) Bugeaud au Ministre de la Guerre, 20 novembre 1843. A.G.G.A.

de l'Etat, possesseur de grands biens domaniaux. Examinons si les arrêtés du Gouverneur relatifs à ces deux modes d'aliénation ont servi la cause de la colonisation ou lui ont été défavorables. A ce signe, on reconnaîtra les mérites réels ou les inconvénients positifs de cette dictature militaire qui pesa de tout son poids sur une pauvre population condamnée à rester militaire par destination.

Qu'au début de l'installation des Français et des Européens, sur quelques points de la Régence, les transactions immobilières aient été interdites entre musulmans et chrétiens, la mesure se comprenait et se justifiait aisément ; l'autorité locale ne voulait point se trouver quelques années plus tard en présence des difficultés à peu près insurmontables qu'avait entraînées, à Alger et dans ses environs immédiats, la liberté absolue, le laissez-faire des premiers temps de la conquête. Elle les avait donc interdites à Bône et dans la province de Constantine le 7 mai 1832 (1), à Arzew et à Mostaganem le 3 septembre 1833 ; l'interdiction s'étendit même à toute la province d'Alger mais en dehors de certaines limites (10 juillet 1837). Bugeaud s'empessa de suivre la même politique ; il ne les autorisa ni à Mascara entre Européens et Indigènes (30 mai 1841), ni à Tlemcen entre Européens et Israélites (11 février 1842). La règle générale fut désormais qu'aucune transmission de propriété ne pourrait avoir lieu entre Indigènes et Européens en dehors des limites assignées aux territoires civils ; elle est nettement et expressément formulée dans l'arrêté du 12 mars 1844, confirmée par l'ordonnance du 1^{er} octobre de la même année, maintenue par celle du 15 avril 1845 et enfin formellement renouvelée par l'ordonnance du 21 juillet 1846. Ainsi, tandis que prévaut complètement dans les territoires civils le principe de la liberté absolue des transactions immobilières, celui de la prohibition formelle l'emporte dans les territoires administrés militairement, grâce surtout à la volonté toute puissante de Bugeaud. Pour persister dans ce système, il allègue plusieurs raisons : la nécessité de ménager les indigènes, celle de réserver de grands espaces à la colonisation militaire, l'accaparement des terres par les Européens et leur état d'inculture quand ces derniers les détiennent, les conflits incessants qui s'élèvent entre propriétaires voisins, si l'un est européen et l'autre indigène.

Pourtant, à mesure que l'élément européen s'introduisit dans les territoires mixtes, le gouvernement sentit le besoin de rendre à la

(1) Voir la série de ces arrêtés dans le *Recueil des Actes du Gouvernement*.

propriété immobilière la liberté qui la vivifie. Soult pressait Bugeaud de prendre un arrêté dans ce sens. Le Gouverneur résistait. Il se décide brusquement le 8 avril 1844 (1). Il autorise les transactions immobilières dans les villes de Médéa, Miliana, Mascara et Tlemcen et leurs banlieues. Mais il les subordonne à l'autorisation spéciale du commandant de la subdivision, laquelle ne sera rendue qu'après avis des commissions administratives et « au vu des plans et décisions qui ont déterminé les limites des alignements et l'affectation des immeubles à des services publics ». Quelques jours après, l'ordonnance du 9 juin 1844 décide qu'à Constantine et dans sa banlieue les ventes entre indigènes et européens seront permises dans le quartier européen et prohibées dans le quartier indigène ; une autre ordonnance du 9 novembre 1845 les autorise aussi sans restriction à Dellys et dans une banlieue de trois kilomètres de rayon. Voilà les seules dérogations à la règle générale que présentait encore la législation algérienne au départ de Bugeaud. Aussi, dans sa circulaire du 5 décembre 1846, envoyée aux commandants de province, de subdivision, de cercle et de postes sédentaires, il tient à leur rappeler non seulement que ce sont des exceptions auxquelles il faut se tenir, mais que des pénalités ont été prévues contre les officiers publics qui prêteraient leur ministère à des ventes ou des achats prohibés. Il leur recommande de surveiller avec les agents de l'administration des Domaines les études des notaires et de lui signaler les actes qu'ils pourraient passer contrairement à ces prescriptions. Bien arrêtée est donc son intention de restreindre le plus possible les transactions immobilières.

D'ailleurs, même dans les limites où elles sont prévues et permises, les aliénations ne sont-elles pas entravées par des dispositions restrictives qui rendent cette autorisation illusoire ? En dehors des villes de Constantine et de Dellys, l'arrêté du Gouverneur, le seul applicable, avait soumis ces achats à plusieurs formalités. L'autorisation des commandants militaires de subdivision était nécessaire, et il suffisait que ces officiers fussent animés de sentiments hostiles aux colons pour que l'arrêté restât lettre morte. Or, la plupart d'entre eux croyaient, à tort ou à raison, que l'arrivée des européens ou gênait leur liberté d'allures ou inquiétait les populations indigènes. Indispensable était aussi l'avis des commissions administratives et, pour

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 278. Voir ce même recueil pour les autres ordonnances citées.

les mêmes raisons, parce qu'elles se composaient de militaires, il risquait souvent d'être peu favorable.

Enfin, l'autorisation n'était accordée que sur le vu des tracés d'alignement des villes et après délimitation des banlieues. « Il sera procédé le plus tôt possible, disait l'article 8 de l'arrêté du 3 septembre 1842, au levé des plans et au tracé des alignements nouveaux dans « chaque ville ». Ce plan, discuté par la commission administrative et arrêté provisoirement par le commandant supérieur, ne sera exécutoire qu'après avoir été approuvé par le Gouverneur en conseil d'administration. Il semble qu'on aurait dû apporter quelque diligence à la confection de ces pièces, sans lesquelles les villes ne pouvaient se développer régulièrement. Ce fut le contraire qui arriva. Le Génie, auquel ce travail fut confié quatre ans plus tard, ne l'acheva que le 11 juillet 1846 pour Mascara, le 10 août de la même année pour Guelma, le 26 novembre pour Médéa. Les autres plans ne furent arrêtés qu'en 1848, après la retraite de Bugeaud. S'il n'y eut pas mauvaise volonté de la part des officiers du Génie, il y eut au moins des lenteurs, des retards regrettables et, par suite, de grandes difficultés pour accorder les autorisations d'acheter et de bâtir.

La délimitation des banlieues, tout aussi urgente, ne fut entreprise que tardivement. Le Gouverneur lui-même l'avoue dans sa circulaire du 5 décembre 1846 :

« Nulle part, les limites des banlieues n'ont été déterminées d'une manière fixe et certaine. Déjà, par plusieurs dépêches, j'ai invité les commissions consultatives à procéder à une nouvelle délimitation des banlieues de leur localité. Ce travail devient aujourd'hui de la plus haute importance et ne doit, sous aucun prétexte, être ajourné. Son Excellence me l'a réclamé plusieurs fois pour soumettre à sa Majesté les projets d'ordonnance prescrits par l'ordonnance organique du 15 avril 1845 et destinés à fixer les limites des territoires mixtes sur lesquels les transactions peuvent être autorisées. Je vous prie donc, Messieurs, au reçu de la présente circulaire de saisir les commissions consultatives de la question de délimitation des banlieues et de leur prescrire de s'occuper sans délai des propositions à me soumettre.

Il leur rappelle les règles qu'ils devront suivre : prendre pour base de leurs opérations l'étendue sur laquelle la sécurité est assurée, appuyer leurs délimitations sur des limites naturelles, telles que ruisseaux, routes, accidents de terrain ou autres, ne point les étendre au-delà d'un rayon de trois kilomètres ainsi que cela a été fixé pour Dellys. Sur ce point encore, rien n'avait été définitivement établi en 1847.

De toutes ces constatations, peut-on tirer une autre conclusion

que celle-ci ? Tant que Bugeaud resta gouverneur, la liberté des transactions immobilières n'exista réellement pas sur toute l'étendue des territoires mixtes. Ni dans les villes, ni dans les banlieues, l'arrêté qui les avait autorisées en principe ne reçut son application, tant à cause des résistances qu'il rencontra dans les milieux militaires que des nombreux travaux préparatoires qu'il exigeait et que l'on n'exécuta point.

*
* *

Il semble bien que cette administration militaire des territoires mixtes préféra le mode de peuplement par concessions de l'Etat. Avec lui au moins, elle conservait la latitude de choisir qui elle voulait et d'imposer telles conditions qu'il lui plaisait.

Mais, pour concéder une parcelle des terres domaniales, il fallait l'intervention du Directeur des Finances. D'après l'ordonnance du 21 août 1839, aucun immeuble, administré par le Domaine, ne saurait être aliéné qu'en exécution d'un arrêté du Gouverneur, délibéré en conseil d'administration, sur la proposition du Directeur des Finances. Mêmes dispositions s'appliquaient aux simples échanges. Dès lors, ce fut ce haut fonctionnaire qui eut dans ses attributions les concessions et les locations des terres domaniales dans les territoires militaires. S'agit-il de colonisation dans la zone civile, le Directeur de l'Intérieur s'en occupe exclusivement. S'agit-il de cette même colonisation dans la zone militaire, le Directeur des Finances est seul consulté, seul compétent. Inévitablement, chez ce haut fonctionnaire, les préoccupations fiscales l'emportèrent sur les exigences du peuplement et, suivant une évolution des idées très naturelle, il repoussa la concession gratuite et ne voulut que la concession onéreuse ; ce n'était pas là un moyen d'activer les progrès de la colonisation.

Ces tendances fiscales se montrèrent de bonne heure. Dès le 16 avril 1843 (1), à l'occasion d'une demande du Directeur de l'Intérieur, qui avait proposé à l'autorité militaire de déterminer les terrains à affecter au service des concessions gratuites à Cherchell, le Gouverneur adopte le principe de la concession onéreuse et en avise le Ministre :

L'importance qu'a déjà prise la ville de Cherchell, devenue le siège d'une garnison considérable, m'a porté à penser qu'il serait possible de tirer parti dès à

(1) *Bugeaud au Ministre*, 16 avril 1843. A. G. G. A.

présent des emplacements domaniaux qu'elle renferme. J'ai décidé en conséquence que, sauf les immeubles en petit nombre qu'il y aura lieu d'attribuer à certains indigènes envers lesquels l'autorité se trouve moralement engagée et qui ne se sont pas rendus indignes de cet acte de libéralité, tous ceux restant disponibles seraient laissés entre les mains de l'administration du domaine pour être successivement aliénés à rente perpétuelle.

A Blida, il n'y aura aussi que des concessions onéreuses. Un peu plus tard, la même disposition sera étendue à d'autres villes de l'intérieur, Médéa et Miliana notamment. En réponse à une recommandation de Soult d'avoir à concéder gratuitement aux colons un peu aisés les immeubles disponibles dans ces deux dernières villes, il combat l'opinion ministérielle.

Je ne puis, Monsieur le Maréchal (1), partager cette manière de voir. En principe, nous ne devons donner que ce que nous ne pouvons pas vendre, et cela pour deux raisons : d'abord, parce que nous devons tendre à augmenter nos ressources et ensuite parce que les colons qui achètent présentent toujours plus de garanties que ceux auxquels on donne. Or, dans les grands centres de population, tels que Médéa, Miliana, Mascara, Tlemcen, Coléa, Cherchell, etc., qui sont le chef-lieu d'une circonscription militaire ou administrative, les acheteurs se présentent en nombre suffisant pour qu'il ne soit pas nécessaire de concéder gratuitement les immeubles disponibles de ces localités.

Des essais assez nombreux ont été déjà pratiqués dans deux villes : à Mascara, où l'on n'a fait encore que de rares concessions onéreuses, et à Cherchell, où l'on a procédé uniquement jusqu'ici par concession gratuite. Les résultats sont édifiants, suivant le Gouverneur. Dans la première de ces localités,

On n'a, jusqu'à présent consenti (2) que des locations de courte durée, et cependant la ville se réédifie rapidement. La commission administrative se montre, à juste titre, sévère dans l'examen des garanties que présentent les demandeurs et n'admet que ceux qui ont à la fois des ressources et une industrie utile. La rente qu'elle leur impose est modérée, mais elle se réserve de l'augmenter si la concession du titre définitif leur est faite ultérieurement, condition qui, d'après les instructions récentes que j'ai données à M. le général Lamoricière, ne tardera pas à se réaliser.

Dans la seconde, les concessionnaires ne réussissent guère.

Il n'y a, dit-il, que quatre cultivateurs sérieux ; aucun des autres concessionnaires ne cultive les terres qui dépendent de sa concession ; quelques-uns seulement les font exploiter par les Arabes des environs.

(1) *Bulgeaud à Soult*, 30 janvier 1844. A. G. G. A.

(2) *Même lettre*.

Fort de ces deux exemples, et les faits envisagés lui paraissant d'accord avec la théorie, il érige en règle générale la concession onéreuse sur tous les territoires qui dépendent de l'administration militaire.

Mais, au moins, cette concession consentie moyennant le paiement d'une rente sera-t-elle définitive, sans limitation de durée et sans aggravation possible des charges ? Pas du tout ; on a déjà vu qu'à Mascara la commission administrative s'était réservé le droit d'élever le taux de la rente. Singulière économie politique et d'une audace peu commune en vérité ! De plus aucune règle n'avait été édictée au sujet de la durée des concessions. A l'origine, suivant les villes et les préférences des officiers qui y commandaient, la longueur des baux différait beaucoup. Les concessions faites à Guelma (1), à l'époque la plus voisine de l'occupation et près du camp, n'avaient qu'une durée de cinq ans ; on y construisit des baraques provisoires. Un peu plus tard, l'arrivée d'un plus grand nombre d'Européens et l'apport de quelques capitaux entraînèrent des concessions plus vastes et plus durables : on édifia des maisons en pierre et à un étage. Le colonel Senilles, commandant de Bône, voulait accorder à ces Européens quelques garanties ; il proposa de fixer la durée de jouissance des terrains concédés par l'Etat à 25 ans pour les constructions en pierres, reliées avec de la terre, et à 50 ans pour les constructions reliées avec de la chaux. Distinction assez bizarre et qui parut fantaisiste à l'administration militaire.

Le Ministre admet d'autant moins cette proposition qu'à plusieurs reprises il avait fait connaître son sentiment à l'autorité supérieure d'Alger. Pour que les Européens soient à même, avait-il souvent prescrit dans ses instructions, de fonder en Algérie des établissements définitifs, il lui paraît indispensable qu'ils puissent s'y fixer à titre de propriétaires incommutables. Dans ces localités de l'intérieur où tout est à créer, les concessions soit de lots à bâtir, soit de lots à cultiver, seront donc perpétuelles, non temporaires. Que ces concessions soient accordées à titre onéreux, puisque les autorités algériennes préfèrent ce mode d'aliénation, Soult y consent ; mais qu'elles soient toujours, ajoute-t-il, faites à des conditions favorables aux colons et, quand il y aura lieu, avec exemption temporaire de redevance. Désormais, ces principes doivent partout prévaloir à Guelma, à Sétif, à Arzew, comme à La Calle, au campement d'El Arouch sur la route

(1) *Bugeaud au Ministre de la Guerre*, 6 mars 1843. A.G.G.A.

de Constantine et à la nouvelle ville qui doit s'établir à El-Esnam près du Chélif.

Bugeaud reçoit en partie satisfaction ; par une circulaire du 23 janvier 1844 (1), il porte à la connaissance des commandants de places que les concessions ne seront plus qu'onéreuses, mais qu'il est nécessaire de convertir les baux temporaires en aliénations définitives. Mais alors on se heurte à la difficulté des plans d'alignement, sans cesse réclamés par le Ministre et toujours différés par les officiers du Génie. Sans ces plans, impossible d'entreprendre rien de sérieux.

Malheureusement, et nonobstant mes recommandations réitérées, les principales dispositions de cette circulaire (26 février) n'ont été exécutées dans plusieurs localités que d'une manière incomplète. Il s'ensuit que les colons qui y ont engagé leur fortune et leur avenir éprouvent sur leur sort des inquiétudes, sans fondement il est vrai, mais qui finiraient par comprimer l'essor que tendent à prendre nos établissements. Il importe à tous les intérêts que les plans des villages soient levés avec l'indication des nouveaux alignements et des propriétés telles qu'elles resteront ou qu'elles pourront être réédifiées d'après ces alignements. Mais ces travaux, s'ils ne sont pas achevés aujourd'hui, doivent approcher de leur conclusion ; d'une part, les alignements, sans être définitivement approuvés, sont du moins convenus et il est peu probable qu'ils reçoivent des modifications importantes ; de l'autre, les listes d'indigènes rentrés doivent être closes partout et l'on doit être à peu près fixé sur ce qu'il y aura lieu de leur donner. Enfin, l'emplacement des établissements civils et militaires doit être déterminé.

Or, pour que ce travail fût achevé, il allait falloir attendre deux ou trois années ; de ces retards accusera-t-on seulement le Génie qui, maître de tailler à sa guise sur ces nouveaux emplacements, préfère rester dans l'indécision au lieu de se lier par un plan précis ? En accusera-t-on aussi la Direction des Finances qui, détenant et gérant les nombreuses propriétés du beylick, ne veut point s'en dessaisir et garde les dossiers d'enquête ?

Sans vouloir diminuer la part de responsabilité qui incombe à chacune de ces administrations, il est juste de faire remonter à Bugeaud l'origine de ces lenteurs et de ces résistances. L'erreur des inférieurs n'est, le plus souvent, que complaisance envers les grands chefs. Quand on est à la tête d'une administration, les ordres que l'on donne sont plus ou moins exécutés ; car, de la part des subalternes, il y a manière et manière de s'y conformer. Qu'ils leur paraissent contraires aux intentions qu'ils vous prêtent, ils les éluderont, ils opposeront la force

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 217.

d'inertie. Tels royalistes sous la Restauration avaient été plus royalistes que le roi ; tels officiers de l'armée d'Afrique se montrèrent plus militaristes que Bugeaud. Oh ! ils connaissaient bien son rêve militaire ; et ils le partageaient à peu près tous. Ils savaient que leur général en chef voulait réserver l'intérieur de nos possessions algériennes aux légions de soldats colons et ils s'employèrent à en écarter les civils ou à ne les y laisser installer que dans la mesure où ils pourraient rendre des services à l'armée. Ils n'ignoraient pas non plus que le plus cher désir du Maréchal était de constituer en Afrique un Etat militaire dont l'armée fournirait les cadres et les éléments, où les officiers seraient mis à la tête de tous les services. Et même cet Etat n'existait-il pas déjà ? Qu'était-ce en somme que ces territoires mixtes et indigènes dans lesquels le pouvoir militaire était tout puissant ? Les défendre contre toute infiltration de l'élément civil, contre tout empiètement de l'administration civile, voilà désormais le seul but.

Les commandants de division et de subdivision s'efforceront donc de maintenir les mesures restrictives qui s'opposaient à l'arrivée des colons. Or, parmi ces mesures, les plus radicales et les plus sûres étaient l'interdiction des transactions immobilières entre Européens et Indigènes et aussi la consultation obligée des commissions administratives pour la délivrance des concessions. Si le Gouverneur général, sous la pression de l'opinion publique et sur les ordres réitérés du Ministre, est obligé de céder sur les principes, de transiger, de demander des plans d'alignement ou des délimitations de banlieues, eux, les exécuteurs de ses ordres et aussi les interprètes de sa pensée et de ses désirs, rachèteront, par la lenteur qu'ils mettront à s'y conformer, ce qui leur paraissait être excessif et fâcheux dans les concessions de leur chef.

Si l'on veut un témoignage éclatant de ce mauvais vouloir des autorités militaires locales, que l'on consulte les tableaux des concessions rurales (1), provisoires ou définitives, accordées de 1844 à 1847 dans les territoires militaires de la province d'Alger ; que l'on compare ces résultats à ceux des territoires civils de la même province. Durant ces quatre années, l'administration du comte Guyot concéda provisoirement 13.726 hect. 93 et définitivement 2.514 hect. 84 ; elle établit plus de 650 familles. Au cours de la même période, l'au-

(1) *Tableau de la situation des Établissements Français dans l'Algérie, 1846-1849, p. 249.*

torité militaire ne concéda provisoirement que 10 hect. 85 et définitivement que 131 hect. 23. Le nombre des colons, installés par ses soins, s'éleva au chiffre plus que modeste de 72. Et pourtant, ce chiffre de 72 paraît même trop élevé si on le rapproche du nombre d'hectares concédés. Quelle est donc la superficie moyenne des lots de terre dans l'intérieur ? A peine deux hectares. Quelle est celle des lots sur la côte ? 21 hectares.

Objectera-t-on que les propriétés domaniales étaient moins nombreuses et moins étendues à l'intérieur que sur la côte ? Bugeaud a toujours affirmé que ses légions y trouveraient de vastes propriétés beylicales. Ajoutons que dans certaines villes, à Orléansville et à Ténès, les créations préférées du Gouverneur, aucune concession rurale ne fut consentie jusqu'en 1846. Soult eut beau ordonner, menacer, se fâcher. Elles restèrent des fiefs exclusivement militaires. Aussi, quand le Ministre s'en prit aux agents des Domaines et des Finances, ceux-ci, mis en demeure de se défendre, laissèrent filtrer quelque lumière sur les motifs de leur attitude : « Je vous prierai, Monsieur le Ministre, écrit le Directeur des Finances le 14 mars 1846 (1), de bien vouloir ne pas perdre de vue que les instructions sur lesquelles je dois baser la marche de mon service ne m'arrivent pas directement de Votre Excellence, mais bien de M. le Gouverneur général ; j'ai dû par conséquent me diriger d'après ses vues qui peut-être ont parfois différé des vôtres en ce qui concerne les concessions de terres occupées surtout par les Arabes ».

* * *

En 1847, l'édifice militaire craque de tous les côtés ; les piliers qui le supportent chancellent ; le despotisme du Maréchal, bien qu'il ne s'exerce pas avec la même brutalité qu'autrefois, a de moins en moins sa raison d'être et, comme la population européenne s'est accrue, il est supporté avec d'autant plus d'impatience que les moindres actes de l'autorité militaire, commentés par mille bouches et par la presse, en paraissent multipliés et aggravés. Plus d'exclusion arbitraire de la colonie ! Plus de violations trop flagrantes de la propriété ! Plus de réquisitions intempestives et inutiles ! Les territoires civils ont bénéficié de la garantie et de la sécurité des ordonnances. Trois ont été publiées en 1844 : l'une régularise l'état de la propriété, l'autre forti-

(1) *Directeur des Finances à Soult, 14 Mars 1846, A. G. G. A.*

fie l'action de la justice, la troisième établit sur des bases normales le régime financier de l'Algérie ; deux autres ont paru en 1845 : la première réorganise l'administration générale, la seconde est relative au personnel des administrations publiques. Ce travail de législation très considérable, que l'on doit aux efforts réunis de la commission de colonisation et du Ministère, a transformé partiellement la colonie en y instaurant un régime plus stable et plus sûr que celui des arrêtés d'urgence, mais il n'a produit que des effets insuffisants. La colonie souffre d'un malaise sérieux. Elle subit une crise grave. « La population européenne qui (1), durant ces trois dernières années avait pris un si rapide essor, n'augmente plus que faiblement ; ...l'agriculture est négligée, le commerce languit, les transactions les plus ordinaires deviennent littéralement impossibles ; enfin, la propriété urbaine même, qui en dix ans avait appelé à elle et employé jusqu'à soixante-quinze millions de capitaux, tombe dans un discrédit inexprimable, dont on ne saurait prévoir le terme ». La crise n'était-elle pas aussi politique ? Les Algériens réclament le régime de la France, régime civil, régime légal, régime régulier ; le pouvoir militaire a fait son temps, il doit disparaître. « On disait par exemple (2) qu'un grand état militaire amènerait, à lui seul, la colonisation et la prospérité. Les quatre-vingts millions que coûte l'entretien de cet état militaire, devaient être une rosée fécondante qui dispenserait de recourir à aucun autre appel plus direct aux populations. Eh bien ! cette armée, nous l'avons ; tout l'effet que sa présence peut produire est produit ; cantonnée par masses et en repos autour de nos centres de population, elle assure au commerce ordinaire et aux petites industries tous les débouchés dont elles ont besoin. Cependant, le mal s'aggrave tous les jours ; ce bienfait d'une armée, même portée à son chiffre le plus élevé, n'est donc pas une condition suffisante du salut de l'Algérie ».

La partie maîtresse de l'édifice militaire algérien, l'administration des territoires mixtes et arabes, ne présente-t-elle pas aussi quelques symptômes de ruine prochaine ? La conception, rêvée par Bugeaud et appliquée par lui, d'une armée, société idéale et complète avec ses officiers administrateurs et juges et ses soldats agriculteurs et colons, cette conception audacieuse en plein XIX^e siècle, n'a-t-elle pas, mise

(1) *Mémoire au Roi et aux Chambres par les colons de l'Algérie*. Paris, Imprimerie de Rignoux, 1847, p. 6.

(2) *Ibidem*. Page 7.

à l'épreuve de l'expérience, montré sa faiblesse et son anachronisme ? Assurément, nous le répétons, les erreurs commises ne furent pas simplement le fait des hommes qui, pour la plupart, apportèrent dans leurs nouvelles fonctions leur bonne volonté et leur désir de bien faire ; mais on n'enlève pas sans danger des officiers aux fonctions qu'ils occupaient dans l'armée pour leur confier des postes d'administrateurs, de comptables et de juges.

Que Bugeaud ait été satisfait de la façon dont ses officiers dirigeaient les finances, jugeaient les différends, administraient les villes et leurs banlieues, que la part de l'éloge l'emporte, à son avis, sur celle du blâme, cela ne prouve pas que la justice ait été bien rendue, la gestion financière régulière et l'administration convenable ; cela prouve uniquement que l'esprit de Bugeaud savait s'accommoder des résultats obtenus. Mais la population civile pensait autrement. Elle prétendait ne plus être militaire par destination ; la députation qui, conduite par le Gouverneur, visitait à la fin de 1846 quelques villes de l'intérieur, reçut à Miliana l'aveu de ses préférences. A tort ou à raison, elle réclamait des juges civils, des administrateurs civils. Cette Algérie de l'Intérieur demandait, elle aussi, elle surtout, plus de liberté ; car elle étouffait sous l'étreinte brutale de ses chefs.

Ces faiblesses ou ces échecs de l'administration militaire, le Gouverneur général ne les admet pas ; ces protestations des populations civiles, il ne veut pas les entendre. Non seulement il garde ses convictions, mais elles lui deviennent plus chères parce qu'elles sont plus attaquées. Et son système de colonisation militaire, qui s'est développé au milieu de toutes ces difficultés et a nécessairement évolué, lui apparaît de plus en plus comme le meilleur, le plus économique et le seul efficace parce qu'il donne en même temps à la colonie des producteurs et des défenseurs et qu'il y fonde une société respectueuse de l'autorité, dévouée à ses chefs, et pour tout dire disciplinée.

LIVRE II

LES TROIS PROJETS DE COLONIES MILITAIRES

Leur Place Historique

Le 13 août 1841, le Maréchal Soult, Ministre de la guerre, adressait à Bugeaud de longues instructions sur la colonisation (1) ; il y insistait sur les « moyens de fixer en Algérie une population européenne, « autant que possible française, assez nombreuse pour y créer promptement des intérêts et une production de quelque importance et « pour prêter un utile concours aux forces employées à la garde du « pays ». A cet effet, il énumérait les divers systèmes qui s'étaient jusqu'ici produits et au premier rang plaçait la colonisation militaire : « Vous avez personnellement, M. le Gouverneur général, exprimé « l'opinion que la colonisation par l'armée était, de toutes, celle qui « avait l'utilité présente la plus grande et les chances les moins incertaines de succès ». Tout en reconnaissant que l'armée est à même de rendre de grands services à l'œuvre coloniale, que le soldat sous les drapeaux peut momentanément féconder le sol au profit de la communauté militaire à laquelle il est lié, qu'il peut aussi préparer les voies au vrai colon par les défrichements, le Ministre affirme qu'il ne saurait être question de peupler l'Algérie uniquement avec des soldats libérés ou prochainement libérables. Il se déclare d'ailleurs prêt à leur consentir certains avantages tels que la franchise plus ou moins prolongée de toute redevance sur les terres concédées et des avances pour instruments aratoires ou semences ; mais il redoute les dépenses exagérées et met en garde le Gouverneur contre des engagements que l'Etat ne pourrait pas tenir : « Les explications et les propositions

(1) Cette lettre, du 13 août 1841, est naturellement une des plus importantes que Soult ait écrites. Elle a une vingtaine de pages et porte ce titre : « Sur la Colonisation et l'Assistance à lui prêter par l'Administration ». Archives Nationales, F. 80.

« que cette dépêche provoquera de votre part contribueront puis-
« samment à fixer mes déterminations et je verrai avec satisfaction
« que vous soyez en mesure de me les adresser incessamment ».

Ces instructions n'étaient ni assez explicites, ni assez catégoriques pour pouvoir être considérées comme des ordres auxquels il fallait se conformer. Aussi Bugeaud en fait-il peu de cas dans sa réponse, qu'il ne composa qu'assez tard. La lettre est datée du 26 novembre 1841 (2). Il y développe le premier projet de colonie militaire qu'il ait esquissé durant son gouvernement et auquel sa situation de Gouverneur prêtait une importance particulière, projet fort incomplet, moins précis même à certains égards que l'ébauche qu'il avait publiée naguère, mais projet qui s'élaborera peu à peu dans son esprit au cours des années 1842 et 1843. Toute sa correspondance témoigne de ce travail continu de gestation. Les lignes générales apparaissent, les détails se précisent. Le Gouverneur a mis à profit la liberté relative que lui laissait le Ministre pour créer, sans entente préalable avec Soult, plusieurs colonies militaires : l'une avec des soldats libérés à Aïn-Fouka, les autres avec des soldats en activité de service à Beni-Mered et à Mahelma ; et ces expériences contribuent à façonner et au besoin à rectifier quelques-unes de ses opinions. Toutes ces idées, tous ces faits, Bugeaud demande que le Ministre, les communique à une grande Commission dont il provoque ainsi la formation. Or, une première fois, en 1842 sans débat, puis une seconde fois en 1843, après délibération, les membres de cette Commission se prononcent contre les colonies militaires. Ainsi tombe le projet de 1842.

A cette première ébauche, Bugeaud substitue un système élargi et plus fortement édifié dès 1844. A ce moment, il est le glorieux conquérant de l'Algérie, le vainqueur d'Isly, le seul homme de guerre qui ait jeté quelque lustre militaire sur la monarchie de juillet. On l'acclame à Paris ; on lui offre une épée d'honneur à Alger. Que refuser à celui qui a rendu de tels services ? D'un pareil engouement, le duc d'Isly va essayer de profiter pour faire accepter et au besoin imposer son second plan de colonisation militaire ; il le soumet au Roi, aux Chambres, au Ministère. A cette heure, il n'a jamais été

(2) *Bugeaud à Soult*, 26 novembre 1841. Cette lettre de Bugeaud, très longue elle aussi, est la réponse tardive du Gouverneur aux instructions du Ministre. Mais, tandis que Soult avait traité de tous les modes de colonisation, en leur consacrant des développements également étendus, Bugeaud passe très vite sur la plupart et n'insiste réellement que sur les colonies militaires. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier particulier à Bugeaud.

plus près du succès. Mais il a contre lui Soult dont les conceptions plus terre à terre s'accordent mal avec ses vues audacieuses ; il a contre lui l'énormité de la dépense à engager. Le Ministre en saisit ses bureaux et ceux-ci le discutent, le combattent et bientôt lui substituent un projet tout différent ; ce dernier a le gros avantage de n'exiger ni un effort financier excessif, ni une augmentation d'effectif, ni une nouvelle loi militaire. Le temps passe, l'enthousiasme faiblit ; le Gouverneur est obligé de rejoindre son poste et, lorsqu'il a quitté Paris, lorsqu'il est loin, là-bas en Algérie, on condamne ses idées. Le Ministre a triomphé du Gouverneur. L'échec est si sensible à Bugeaud qu'il se décide à abandonner l'Algérie ; il s'embarque avec la ferme intention de ne plus revenir, à moins qu'on ne lui donne pleine satisfaction pour ses légions de soldats laboureurs.

Survient la grande insurrection de 1845. Bugeaud se doit à lui-même, à sa réputation militaire, à l'œuvre qu'il avait entreprise et qu'il a presque achevée, de retourner de suite à Alger. Il n'hésite pas et, sans oublier ses rancunes, ainsi que l'atteste sa lettre au Préfet de la Dordogne, il court à Toulon, vogue vers Alger et là prépare rapidement la plus belle mais aussi la plus difficile de ses campagnes. L'insurrection est vaincue ; à peine l'est-elle qu'il demande, comme récompense bien méritée des nouveaux services rendus, l'adoption par le gouvernement et le vote par les Chambres d'un troisième projet de colonisation militaire, dit *des camps agricoles*. Il croit habile, pour le défendre, d'attaquer les institutions civiles, il conteste les avantages de la méthode de colonisation suivie par le comte Guyot, il décrie ou fait décrier les travailleurs sans uniforme, il raille les compagnies de capitalistes. Or, par cette tactique offensive qui peut réussir sur un champ de bataille mais qui le plus souvent est dangereuse en politique, il ne tarde pas à s'aliéner toutes les sympathies et se brise contre l'opposition à peu près unanime des Chambres et de l'opinion publique tant en France qu'en Algérie. Tout espoir de colonisation militaire s'évanouit définitivement ; Bugeaud se retire.

Ainsi, des trois projets de colonies militaires, l'un ébauche d'un système plus qu'un système complet, s'est formé de 1841 à 1843, à l'époque où le Gouverneur fondait sa réputation militaire par ses campagnes contre Abdelkader, mais où il ne jouissait pas encore du prestige qu'allaient lui valoir de rapides succès ; le second, aux contours plus arrêtés et de plus vastes proportions, correspond aux plus belles années du gouvernement du Maréchal, alors qu'il organise sa conquête puis la consolide par la brillante victoire d'Isly ; le troisième

enfin, de forme plus simple et d'aspect moins militaire, vient après la répression de l'insurrection de 1845, crise si redoutable qu'elle faillit compromettre l'œuvre de conquête et d'organisation des années précédentes. Il importait, avant d'exposer ces projets, de les situer dans la carrière militaire et administrative de Bugeaud ; car, ainsi qu'on le verra, ils diffèrent peu par leurs dispositions essentielles, beaucoup plus par leurs proportions plus ou moins grandes et la forme extérieure sous laquelle ils ont été présentés.

CHAPITRE I

LE PREMIER PROJET (1841-1843)

I. — Origines du premier projet ; évolution des idées de Bugeaud, colonisateur en France, anticolonisateur en Algérie. Mémoire de 1838 sur la Légion militaire. La colonisation arabe et les événements de 1839-1840.

II. — Composition et recrutement de la Légion. Les premières difficultés. Le livre *L'Algérie* : les ressources financières du pays, les postes agissants et producteurs.

III. — Opinion de la Commission de colonisation : le projet est condamné deux fois, en 1842 et 1843. Mécontentement et protestation du Gouverneur. Premier conflit entre Soult et Bugeaud.

IV. — La polémique de presse de 1842-1843. Bugeaud et Gustave de Beaumont. *Le Siècle* et *Le National*.

Que le premier projet n'ait été qu'une retouche et une simple esquisse, Bugeaud le dit lui-même dans sa lettre du 26 novembre 1841 (1) :

Je ne puis essayer de faire, confie-t-il au Ministre, un code complet sur l'organisation de la colonie militaire. Je vais simplement en indiquer les principales bases. Si l'institution en était adoptée, il faudrait créer une Commission qui préparerait l'ordonnance constitutive ou le projet de loi. Cette Commission pourrait jeter un coup d'œil sur une petite brochure que je distribuai à la Chambre des Députés en 1838, et que je ne considérais moi-même que comme une ébauche.

Ce qu'il recommandait aux membres de cette Commission, ne le ferons-nous pas nous-mêmes ? Un simple coup d'œil ne suffit pas ; il convient de porter un regard plus attentif sur ce Mémoire qui contient déjà en germe ses principales idées ; il convient même de remonter plus haut jusqu'à ses premières déclarations sur l'occupation et la colonisation de l'Algérie, si paradoxales qu'elles aient pu paraître. Il sera temps alors, à la lumière de cet aperçu, d'exposer plus clairement ses intentions et de faire comprendre les résistances qu'il rencontrera.

(1). *Bugeaud à Soult*, 26 novembre 1841. Lettre déjà citée.

I

Les Origines du premier projet

Bugeaud fut d'abord fermement hostile à toute tentative de colonisation de l'Afrique. Pourquoi aller dépenser des millions sur une terre qui ne valait pas la peine qu'on la cultivât ? Quel tableau désespérant ne trace-t-il pas des campagnes algériennes dans le discours qu'il prononce à la Chambre en Janvier 1837 ! Des sables, des rochers, partout des broussailles dures à défricher. Peu ou pas d'arbres. L'olivier lui-même ne croît sur ce sol aride qu'au moyen d'irrigations. A la tête de ses troupes, le vainqueur de la Sickingen vient de traverser la région de Tlemcen où la culture de cet arbre est des plus soignées et il a constaté que pendant l'été on lui donnait d'abondants arrosages. Il a parcouru les plateaux dénudés, séparant cette ville d'Oran : l'impression est pénible et triste. Aussi, à son retour en France et à l'occasion de l'adresse, s'élève-t-il contre ceux qui dépeignent le pays comme admirable et lui prédisent un bel avenir. Pur effet du mirage africain !

Le coton, la cochenille, l'indigo, la poudre d'or, les plumes d'autruche viendront parer les discours de ceux qui défendent l'Afrique. (1)

Parler ainsi, c'est vouloir peut-être se leurrer soi-même et sûrement tromper les autres.

Mieux vaudrait « consacrer nos trésors et les bras de nos soldats à « mettre nos landes en culture, à faire des canaux et des routes ». Que de fois ne répètera-t-il pas cette raison qui lui semble majeure de ne point coloniser l'Algérie ! De vastes surfaces demeurent incultes en France, faute de bras et faute d'argent. En Bretagne et dans le Bordelais, des travaux d'aménagement transformeraient en terres de culture des régions marécageuses et improductives. Que n'y emploie-t-on les bras de nos soldats ? Dès 1832, il parle des travaux de l'armée (2) et affirme qu'elle pourrait être employée à cela.

Des villages y seraient bâtis, non en forme de camp, mais sur un plan commode pour l'exploitation agricole. Des troupes les occuperaient dans le but de se former à la guerre et de mettre en culture les terrains environnants. Ce résultat

(1) *Discours de Bugeaud à la Chambre*, 19 janvier 1837.

(2) *Discours de Bugeaud à la Chambre*, 21 avril 1832.

obtenu, les villages et leurs dépendances seraient vendus ou affermés. L'armée pourrait ainsi produire ce qu'elle coûte et contribuer puissamment à la prospérité de la nation.

Anticolonisateur en Algérie, le général Bugeaud, qui est en même temps député de la Dordogne, se montre colonisateur résolu en France, et dès ce moment il préconise pour exécuter les travaux nécessaires à l'amélioration des conditions de culture dans la métropole l'emploi de l'armée, de cette armée qu'il utilisera plus tard dans la colonie.

*
* *

Son second séjour en Afrique, au printemps de 1837, modifie sensiblement ses premières impressions. Débarqué le 5 avril à Oran (1), il parcourt cette fois les campagnes algériennes durant la saison printanière, alors qu'elles n'ont point encore été touchées par les chaleurs excessives et la sécheresse de l'été. Pays de contraste violent, l'Algérie a été jugée diversement par les hommes, suivant qu'ils la virent avec sa parure printanière ou dans sa nudité estivale. Lorsque les moissons ont été coupées et que la terre est calcinée par les brûlures d'un soleil de feu, quand tout est sec et que tout paraît aride, l'Afrique offre l'image d'une contrée déshéritée, vrai pays de la faim et de la soif. Voyez-la quelques mois après, au sortir d'un hiver pluvieux : les plantes, gorgées d'eau et de suc nourriciers, se développent rapidement aux premières chaleurs d'avril et de mai ; ce n'est plus la même terre, elle est riche, elle est féconde, elle porte d'abondantes

(1) Le lieutenant-général Bugeaud avait, l'année précédente, débarqué le 6 juin à l'embouchure de la Tafna ; il s'était mis en marche le 10 et était arrivé le 20 à Tlemcen. La bataille de la Sickack est du 6 juillet 1837. Le Général s'embarqua le 30 juillet pour retourner en France. Il ne demeura donc en Afrique que pendant les mois de fortes chaleurs, juin et juillet.

L'année suivante, il arrive à Oran au printemps, le 5 avril, entre en campagne en mai et, durant ce mois, fait manœuvrer ses troupes en Oranie. Le traité de la Tafna fut signé le 30 mai 1837.

Dans son livre *De l'Algérie*, il a écrit (page 45) : « Dans les courtes apparitions « que je fis en Algérie, en 1836 et en 1837, je conçus une idée peu avantageuse « de la fertilité du sol africain, tant vantée par l'antiquité. N'ayant parcouru « que la plus maigre partie de la province d'Oran, je pensais que les historiens « romains avaient fait de l'hyperbole, en disant que l'Afrique était le grenier de « Rome. Mais depuis... ». Les souvenirs de Bugeaud sont-ils bien fidèles ? Son opinion n'a-t-elle pas commencé à changer dès 1837 ?

moissons. Ne mérite-t-elle pas d'être colonisée ? Bugeaud, qui était agriculteur, qui aimait passionnément la terre, ne s'y trompa nullement. Dès ce moment, ses convictions changent. De même qu'après avoir soutenu avec ardeur la cause de l'abandon de notre conquête il se range au parti de l'occupation la plus étendue de l'ancienne Régence, de même il part de la négation des avantages de la colonisation pour les affirmer ensuite et proposer une méthode de peuplement qui puisse les assurer dans le plus court délai. Il n'est pas l'homme des demi-mesures ; jamais il n'hésite, il affirme ou nie avec la même sincérité et se porte d'instinct aux solutions extrêmes.

En 1838, la colonisation ne lui paraît possible en Afrique que si elle est militaire ou militairement organisée parce que elle ne saurait sans cela se maintenir en face des populations indigènes guerrières. Etaient-ce en vérité des colons, ces immigrants accourus à la curée derrière nos armées ? Des aventuriers qui venaient chercher fortune, spéculaient sur les terrains sans s'attacher au sol et apportaient avec eux tous les vices des Européens ; des cabaretiers qui suivaient nos soldats et leur vendaient des boissons frelatées ; bref, l'écumé des populations méditerranéennes. Au cas où de pareils individus parviendraient à se fixer sur le littoral,

Loin d'ajouter à notre force (1), ils seraient, au commencement du moins, une cause d'affaiblissement, car il y aurait nécessité de les protéger.

Bugeaud, par ces constatations, ne justifie-t-il pas ou ne veut-il pas justifier ses appréhensions de la veille qui l'avaient amené à nier la possibilité de toute colonisation ?

Les seuls immigrants, offrant les qualités nécessaires pour s'établir solidement dans le pays et y prospérer, ce sont les soldats libérés ou bien les hommes de bonne volonté, encore jeunes et vigoureux, disciplinés et enregimentés dans des légions spéciales. Tous contracteraient l'engagement de rester cinq ou six ans en Afrique et de servir dans ces nouveaux corps. Soldats laboureurs et bergers, ils concourraient en même temps à la défense et à l'exploitation de la colonie ; habitués au coup de feu, ils tiendraient en respect les Arabes, les refouleraient et protégeraient ainsi le pays compris entre leur propre établissement et la côte. Au surplus, ils remplaceraient les troupes soldées et entretenues aux frais de l'Etat : d'où une économie appréciable.

Dans le but de se procurer le plus grand nombre de ces hommes, le

(1) Bugeaud : *Mémoire sur notre Etablissement dans la province d'Oran*, p. 16.

gouvernement français agirait habilement en leur consentant des avantages importants : d'abord, une concession de terre assez vaste pour leur permettre d'y entreprendre des cultures et surtout d'y pratiquer l'élevage de 2 à 3.000 bêtes bovines et de 6 à 800 juments ; puis une somme de 100.000 francs qu'on leur avancerait en bois de construction, fer, tuiles ou ardoises et tous matériaux nécessaires à la construction de leur village ; la solde et les vivres de campagne pendant trois ans et la solde simple durant deux autres années encore ; des effets d'habillement, des armes et des munitions, des tentes bédouines, des outils aratoires, des bestiaux. Tout compte fait, la colonie militaire, telle que la conçoit Bugeaud, coûterait à l'Etat 1.242.000 francs, soit 2.010 francs par homme.

Il est à remarquer que les revenus immédiats, prévus pour ces légions, sont les produits de l'élevage ; avant de devenir laboureurs, les soldats seront bergers comme les Arabes. Conception assez originale que réaliseront plus tard les colons de Mahelma. Aussi l'auteur du projet insiste afin qu'on leur distribue en premier lieu des tentes, grâce auxquelles ils pourront se déplacer et mener une vie nomade. L'établissement du village, la construction des maisons et de l'enceinte défensive ne viendront que plus tard. On choisira un lieu élevé et sain.

Le terrain (1), dans un certain rayon, serait divisé par portions égales entre les colons ; ce rayon serait consacré aux cultures sédentaires et soignées, à la plantation des arbres fruitiers, des oliviers et des mûriers. Un autre espace de deux ou trois lieues tout autour serait communal.

Les environs de la Macta, où s'étendent de beaux terrains de pâturage, ceux du vieil Arzew et de Gudiel lui paraissaient convenir à ce premier essai.

A combien d'hommes porter l'effectif de la légion ? A 600 ou 1000 hommes au plus, la valeur d'un bataillon ; mais on ne la diviserait qu'en quatre compagnies pour ne « pas multiplier les chefs et avec eux les prétentions ». Le sol serait alloti de la manière suivante : au chef de bataillon, commandant de la Légion, on attribuerait quatre parts de bon terrain, aux capitaines trois, aux lieutenants et aux sous-lieutenants deux, aux sergents-majors et sergents une part et demie, et aux caporaux simplement une ; mais, pour les distinguer des soldats, on les exempterait de la corvée de garde des troupeaux et on donnerait à chacun une jument en propriété particulière.

(1) *Même mémoire*, page 38.

Faudra-t-il des aides à ces légionnaires ? Pourquoi ne pas leur confier quelques enfants trouvés que l'on choisira bien entendu parmi les plus robustes ? Ce seront les apprentis colons ; leur nombre toutefois ne devra pas dépasser le quart de l'effectif du bataillon. On les prendra à l'âge de 12 à 16 ans et ils seront employés à la culture. Quand ils auront servi jusqu'à 21 ans, ils deviendront légionnaires à leur tour et par suite colons.

Le plus délicat, la chose difficile entre toutes, était de donner des femmes à ces soldats ; car, sans famille, la colonisation est impossible et comment supposer d'autre part que des Françaises consentent à unir leurs destinées à ces troupiers africains ? Bugeaud ne cherche pas longtemps une solution ; il la découvre là où on s'attendait le moins qu'il allât la chercher : tout bonnement, il offre à ses soldats les recluses des maisons de repentir.

Il me semble, dit-il (1), que les maisons de repentir pourraient en fournir à ceux qui n'en trouveraient pas dans leur pays, où l'on pourrait les envoyer en congé pour en chercher. Dans les maisons de repentir, il y a des femmes qui ne sont pas dégradées. Souvent, une seule erreur les y a conduites ; celles-là pourraient encore être de très bonnes mères de famille. Les enfants trouvés pourraient aussi leur en fournir. Ainsi, les colonies militaires réussissant, on trouverait là l'écoulement des femmes et des enfants qui sont à charge à la société.

*
* *
*

L'intention de marier ses soldats à des repenties ne se discute pas. Elle est l'erreur d'un général dont la mémoire évoquait parfois les souvenirs de la vie de caserne ; elle n'est au surplus qu'un détail que corrigera l'avenir. Mais que dire du genre d'existence, rêvé par Bugeaud pour ses colons légionnaires ? N'est-ce point celui que mènent les Arabes pasteurs, couchant sous la tente, vivant du produit de leurs troupeaux et toujours sur le qui-vive avec leur fusil à côté d'eux ? Assimilation du vainqueur par le vaincu, plus que du vaincu par le vainqueur !

On croyait pourtant à l'évolution des indigènes, et à une évolution qui les rapprocherait des Français. Aussi, à côté du plan de colonisation militaire, y a-t-il dans la brochure de 1838 un autre plan de colonisation arabe. De bonne heure, nos officiers s'étaient efforcés d'attirer dans notre armée des contingents indigènes, surtout les tribus

(1) *Même mémoire*, pages 41 et 42.

guerrières dont se servaient autrefois les Turcs pour dominer le pays. Le vainqueur de la Sickack ne comptait-il pas parmi ses troupes victorieuses les cavaliers des Douairs et des Smélas ? N'était-il pas possible de nous les attacher définitivement en les transformant, en les élevant jusqu'à nous, en les assimilant ? Le moyen le meilleur serait de construire des villages arabes, de les fixer par la propriété bâtie, de leur faire adopter ainsi des habitudes plus sédentaires. Ils deviendraient peu à peu moins farouches, moins guerriers, partant plus faciles à gouverner (1).

Je proposerai au gouvernement de consacrer chaque année une centaine de mille francs à l'édification de deux ou trois villages dans les lieux les plus propices... Les villages doivent remplir un triple objet : servir à la défense du pays par leur situation et leur forme, être commodes pour l'agriculture, recevoir et abriter, en cas d'alerte, les femmes, les enfants et le bétail. Au premier aperçu, ils me paraissaient devoir se composer de plusieurs fermes espacées de deux cents pas environ, crénelées, croisant leurs feux et formant entre elles une grande enceinte ronde ou carrée pour recevoir les meules à grain, les silos et les troupeaux. Les fermes seraient unies par un fossé surmonté d'un mur crénelé.

Bugeaud avait si bien pris au sérieux cette colonisation arabe qu'à la fin de sa brochure il ajoute, dressé de sa propre main ou par un officier sous ses ordres, un plan d'un village défensif pour une quarantaine de familles indigènes ; il n'oublie même pas de donner aux maisons crénelées un aspect de bâtisse mauresque. Ainsi, pendant que les Français légionnaires contracteraient quelques habitudes indigènes, les Arabes du maghzen prendraient des mœurs plus sédentaires et plus voisines des nôtres. Les deux peuples évolueraient donc vers un même genre d'existence. La paix de la Tafna devait permettre l'essai de ce système.

Or, les événements de 1839 renversèrent cette utopie. Loin de se rapprocher de nous, les Arabes nous fuyaient ; leur inimitié, puis leur haine s'attisaient à notre contact. Les khammès des fermes de la Métidja abandonnèrent leurs maîtres européens qu'ils servaient depuis des années ; les petites tribus indigènes, cultivant la plaine, gagnèrent les montagnes et une horde de cavaliers pillait, saccageait, incendiait tout. Au vent de cette tourmente, les illusions s'envolèrent, le rêve d'une colonisation arabe s'évanouit pour le moment. Bugeaud lui-même le rejette et, dans son discours du 15 janvier 1840, qui le désigne au choix du gouvernement pour la succession du Maréchal Valée, il ne parle plus que de la nécessité d'une colonisation militaire.

(1) *Même mémoire*, pages 23 et 24.

Oui, Messieurs (1), il faut coloniser, alors même que les Arabes resteraient sur notre territoire, car il y a assez de terrains pour placer des colons européens à côté des Arabes. Il vous faut des colons militaires (murmures), ou civils, si vous le voulez, peu importe le nom ; mais organisez-les militairement, car il faut que les colons soient très guerriers dans un pareil pays.

Le nom importait au contraire beaucoup et, dès ce jour, les murmures de la Chambre prouvèrent que les Députés étaient en majorité hostiles à cette forme de colonisation.

Rien n'était décidé au mois de mai ; la situation demeurait incertaine en Algérie comme en France. Le Ministère changea. De suite Bugeaud lui demande s'il a un plan pour la direction à imprimer aux Affaires d'Afrique et, s'il en a un, de l'exposer. Lui, apporte le sien ; il y prévoit une grande expédition militaire et une forte invasion européenne en Afrique.

Messieurs, s'écrie-t-il (2), puisque vous êtes irrévocablement condamnés à rester en Afrique, il faut faire quelque chose ; il faut une grande invasion, qui ressemble à celles que faisaient les Francs, à celles que faisaient les Goths ; sans cela vous n'arriverez à rien. Il faut dire la vérité, il ne faut pas la dissimuler. J'aime mieux vous effrayer que vous tromper. Il faut une grande invasion militaire, mais avant il faut rassembler des colons.

Ces colons, il les accepte d'où qu'ils viennent ; il les prend dans les villes, dans les campagnes, à l'étranger comme en France. Il en faudra, dit-il, 150.000 dans peu d'années. Mais il veut par-dessus tout que ces colons soient organisés militairement.

C'est la colonisation qui gardera la conquête et libérera peu à peu votre armée. On ne saurait donc agir trop largement sur ce point et, si vous étiez conséquents, vous voteriez 15 à 20 millions pour rassembler et établir vos colons. Il faut les organiser militairement, sans quoi ils ne pourraient se maintenir au milieu des Arabes. Voilà le but de la guerre ; il n'y en a pas d'autre.

Le programme militaire de Bugeaud, plus que son système de colonisation, avait causé une impression profonde à la Chambre. Le Maréchal Valée fut rappelé en décembre 1840 et, par ordonnance royale du 29 du même mois, Bugeaud fut nommé Gouverneur général. Le 22 février 1841, il débarquait à Alger. Quelques courses dans la banlieue de cette ville, puis à Blida, une tournée rapide à travers la province de Constantine, la formation de colonnes de ravitaillement, deux expéditions à Médéa et à Miliana, la marche sur Takdempt et

(1) *Moniteur Universel*, 16 janvier 1840, page 107.

(2) *Moniteur Universel*, 14 mai 1840, page 1058.

la destruction de cette citadelle, le transport de nombreuses rations à Mascara, tous les moments du nouveau Gouverneur sont pris pendant les premiers mois de son commandement. Les instructions ministérielles sur la colonisation ne lui parviennent d'ailleurs qu'en août et il n'y répond que trois mois après en novembre.

II

La Légion

Très occupé par les nombreuses campagnes que souvent il dirige en personne, Bugeaud n'a pas la prétention dans sa réponse au Ministre de lui envoyer un projet complet de colonie militaire. Celui qu'il ébauche en ce moment sera remanié l'année suivante et amendé encore en 1843. Jamais il n'a été présenté dans son ensemble et sous une forme un peu dogmatique. Il est contenu dans une série de lettres adressées à Soult. L'ouvrage de *L'Algérie*, publié à cette époque par le Gouverneur et destiné dans sa pensée à lui rendre l'opinion publique favorable, ne lui consacre cependant que quelques pages et l'auteur se contente d'y indiquer ses préférences. Aussi, ce premier projet n'a été connu que de l'administration et des membres de la Commission d'Afrique. Encore, n'est-il pas certain que ceux-ci aient reçu communication de toute la correspondance échangée entre Bugeaud et le Ministre. S'il nous paraît hors de doute qu'ils ont eu connaissance de la dépêche du 26 novembre où il est question des règlements intérieurs de la légion et du 25 janvier 1842, traitant du périmètre de la colonisation et des ressources domaniales, il est fort probable qu'ils n'ont point eu entre les mains celle du 1^{er} octobre 1842 et bien moins encore celle du 2 avril 1843 ; car, dans la première, il se plaignait en termes amers des impatiences de l'opinion publique, et dans la seconde il prenait vivement à parti cette Commission pour l'avis défavorable qu'elle venait d'émettre contre son système.

« De tous les moyens (1) de faire marcher vite et sûrement la colonisation, dit-il en novembre 1841, reprenant à son compte, et à dessein, l'idée exprimée par Soult dans ses instructions et les termes qu'il avait employés, c'est, j'en ai la conviction la plus complète, la

(1) Bugeaud à Soult, 26 novembre 1841. Lettre déjà citée.

colonie militaire ». Il se fait alors une idée très large de ce que doit être une Légion ; il en est resté à sa conception de 1838 et la compose, non pas exclusivement de soldats en activité ou de libérés, mais de tous les hommes de bonne volonté.

Par là (1), je n'entends pas qu'on puisse y appliquer nos régiments ; *leur constitution actuelle les rend impropres à ces ouvrages*. Je n'entends pas non plus que nos légions de colonisateurs ne seront composées que d'anciens militaires ; je veux y rallier tous les hommes de professions laborieuses, qui joindront à de la vocation pour l'Afrique les qualités physiques et morales nécessaires. Je ferai donc appel à plusieurs classes de travailleurs, à l'armée en retraite et à tous les contingents de l'armée active sans craindre de diminuer le chiffre de la réserve. On remédierait à cet inconvénient en augmentant le recrutement ; et, d'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que les colons militaires doivent successivement remplacer l'armée en Afrique et diminuer considérablement la dépense, ce que j'ai appelé faire cesser le danger.

Formée d'éléments qui ne seront pas tous empruntés à l'armée, elle aura cependant une organisation et une discipline militaires, différant peu de ce qui existe dans les régiments d'infanterie. L'engagement sera de cinq ans, et, pendant ce temps, ceux qui l'auront contracté seront obligés de travailler en commun. Vivres, solde, outils aratoires, semences, bétail, tout sera à la charge du budget. Mais au bout de ces cinq ans la Légion est forte ; elle peut se suffire ; les familles sont constituées et deviennent propriétaires du sol.

Après la prise de possession de la propriété dans la famille (2), l'Etat ne devrait plus aucune sorte de prestation à la Légion. Mais celle-ci devrait toujours fournir pour la guerre la moitié des hommes valides. Elle entretiendrait ses armes, ses chevaux, ses munitions, son costume de guerre. La même discipline serait indéfiniment maintenue.

Que de difficultés s'élèvent et pour lesquelles il n'entrevoit que des solutions incertaines ! Bien que, pour de plus grandes précisions, Bugeaud renvoie à son Mémoire de 1838, le tableau qu'il trace de sa Légion, même complété par les renseignements qu'on peut puiser dans cette brochure, reste des plus vagues ; seules, les lignes générales se dessinent, les traits secondaires sont dans l'ombre. Combien il eût été cependant nécessaire, pour convaincre un Ministre et une Commission parlementaire, d'entrer dans plus de détails !

Difficulté de recrutement ! Est-il bien sûr qu'un nombre suffisant d'hommes répondra à l'appel qui sera lancé ? Le Maréchal Valée

(1) *Même lettre.*

(2) *Même lettre.*

avait lui aussi essayé d'attirer des colons militaires ; il avait échoué. Bugeaud est convaincu au contraire qu'il réussira, mais à condition de permettre à un soldat, engagé de sept ans, de consacrer *cinq années sur sept* du service obligé à se créer une propriété et à fonder une famille.

Difficulté financière ! Les Chambres ne seront-elles pas effrayées par la dépense quand on les mettra en présence de la somme réelle à engager ? La colonisation militaire, en apparence onéreuse, sera en réalité, affirme l'autorité militaire, moins coûteuse qu'elle ne paraît.

Ce qui est productif (1), ce qui fait atteindre le but, ajoute son chef, est toujours moins cher, quel que soit le chiffre des dépenses, qu'un système qui ne peut rien produire et qui laisse subsister indéfiniment le danger politique et la plaie financière. Mes légionnaires, dans la première année, coûteraient plus que nos soldats d'infanterie, mais la dépense diminuerait graduellement par les produits et s'éteindraient au bout de cinq ans.

C'étaient là des assertions bien imprécises ; Bugeaud sent qu'il lui faut donner quelques indications plus claires. Il évalue ce que coûterait l'installation du légionnaire et de sa famille. En se servant des bâtiments existant dans des villes comme Mascara, Tlemcen, Blida, Médéa, où son imagination voit déjà les légions établies, il ne compte pour le logement que 200 francs, puis pour 2 bœufs et 2 vaches 160 francs, pour 2 charrues 60 francs, et pour les autres outils aratoires 50 francs. Au total, cela ne forme que 470 ou 500 francs. Ajoutez-y ce que coûte l'entretien annuel d'un fantassin et vous aurez la dépense totale.

L'on peut évaluer (2) que chaque légionnaire colon coûterait pour la première année, qui est celle de l'installation, environ 1.000 francs de plus qu'un fantassin. La deuxième année, il ne coûterait plus que les vivres de la femme ; et à la troisième, il coûterait moins, puisqu'il se nourrirait et ne recevrait que la solde de campagne, l'habillement et l'entretien comme les troupes.

Difficulté sociale ! Comment créer les familles ? Bugeaud abandonne l'idée de marier ses colons aux recluses des maisons de repentir. Les légionnaires recevront simplement des congés pour aller se marier en France, et, s'ils ne trouvent pas de femmes, le Gouverneur prendra d'autres mesures. Lesquelles ? nul ne le sait. Quel sera, d'autre part, le sort des femmes et des enfants surtout si le légionnaire vient à décéder ? Question redoutable qui est soulevée, mais

(1) *Même lettre.*

(2) *Même lettre.*

dont la solution n'est point indiquée. Le mieux est de s'en remettre au législateur.

Le sort des femmes (1) et des enfants des légionnaires morts à la guerre ou par maladie serait réglé par la loi pour la durée des 5 années d'engagement et de travail en commun, et pour l'avenir qui suivrait cette période. La propriété devant longtemps être possédée par un guerrier pour que la force dominatrice ne diminue pas, il serait peut-être indispensable que l'Etat pût la reprendre avec indemnité dans le cas où la veuve en se remariant ou bien le fils aîné par son âge ne présenterait pas les mêmes garanties de force. La question des propriétés doit tenir une large place dans la loi ; elle devra être constituée de manière à garantir à la métropole un long avenir de puissance.

Difficulté politique ! Bugeaud, afin de donner plus de garanties aux colons et les attirer en plus grand nombre et d'une meilleure espèce, désirerait voir constituer ces colonies par une loi qui en fixerait la composition et deviendrait leur charte définitive. Dans ce but, il suggère à Soult la nomination d'une Commission pour préparer cette ordonnance. C'était aller au-devant des désirs du Maréchal, car la perspective de présenter au Parlement une proposition de cette importance et de cette nature aurait inquiété un Ministre moins prudent que Soult. D'autant qu'en dehors de toutes les difficultés précédentes, il en était une autre qu'il fallait envisager. Du moment où l'on voudrait soumettre ces légionnaires à des conditions exceptionnelles de service, et leur consentir des avantages spéciaux, il serait porté une atteinte grave à la législation de l'armée consacrée par la loi de 1832, et cette dérogation souleverait tout le problème militaire. Or, un projet de loi, présenté dans ces circonstances, risquait d'amener une discussion très fâcheuse et de compromettre l'avenir de l'Algérie.

Oh ! il était bien plus aisé de renvoyer à l'examen d'une Commission toutes ces questions qu'un débat public aurait rendues trop vives et trop passionnées. Il était aussi plus prudent de gagner du temps : « Peut-être, dit le Ministre dans une note manuscrite (2), conviendrait-il de former à cet effet une Commission, laquelle aurait à examiner toutes les propositions qui ont été faites, les vues du gouver-

(1) *Même lettre.*

(2) Cette note est jointe à la lettre de Bugeaud ; dictée par Soult, elle donne toute la pensée du Ministre sur les idées et les projets du Gouverneur. Non seulement, il y repousse déjà les colonies militaires, mais il apprécie assez sévèrement la façon dont Bugeaud traite les questions de colonisation. Il dit de la lettre qu'il vient de recevoir : « *Mais il serait difficile d'en résumer la pensée, car les questions s'y trouvent tellement confondues...* »

« nement, celles du Gouverneur général de l'Algérie et les divers systèmes de colonisation qui ont été successivement produits et débattus, afin que, de cet ensemble d'éléments, il soit recueilli des vues pratiques et qu'à cet égard des projets formulés me soient incessamment soumis ».

Nul doute que dans la pensée du Ministre cette Commission ne dût se prononcer contre le projet de colonie militaire de Bugeaud ; elle ne fut point nommée d'ailleurs pour discuter uniquement ce système et préparer l'ordonnance royale, ainsi que le désirait le Gouverneur. Soult lui confiait une mission et plus générale et plus haute, celle de faire une étude d'ensemble de tout ce qui se rattachait à la colonisation et d'éclairer le gouvernement de ses conseils.

* * *

Au mois de janvier 1842, la Commission est nommée et Bugeaud en a été averti. C'est le moment, pour lui, de pousser plus avant son système, et de l'étayer au besoin d'arguments nouveaux. Il connaît assez les sentiments des Députés, ses collègues, pour savoir ce qui emportera leur vote. Les Chambres de cette époque envisageaient toutes choses à un point de vue purement fiscal ; or, l'installation de colonies militaires devait coûter fort cher. C'est pour répondre à ces préoccupations que vers la fin de l'année 1842 il composa son livre *L'Algérie* (1), et qu'au début de 1842 il adressa au Ministre sa lettre confidentielle du 23 janvier. Si les nouvelles observations, qu'il y développe et qui n'ont pas pu entrer dans sa brochure, ne parviennent pas à convaincre le gouvernement, il espère que *L'Algérie* aura un grand retentissement dans le pays, qu'elle y produira un large courant d'opinion favorable à son projet, et par là il compte exercer une véritable pression sur le Ministère. Tous deux, lettre et mémoire, ont donc le même objet : il s'agit de démontrer la nécessité d'un effort financier important, d'en mesurer la valeur et de prouver au surplus que les ressources actuelles de la colonie seront vite accrues, et dans de notables proportions, par les travaux de ces colonies militaires.

Parcourez les quelques centaines de pages de son ouvrage ; vous n'en verrez que fort peu consacrées à la colonisation civile et pas da-

(1) Bugeaud : *L'Algérie : Des Moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, Dentu, Paris, 1842.

vantage à la colonisation militaire. Il semble que ce soit là un problème qu'on doive à peine effleurer quand on écrit pour le public. Mais remarquez en même temps les développements que l'on allonge à plaisir sur les richesses de l'Afrique, sur le produit des cultures faites par l'armée, sur les impôts et revenus actuels, sur le commerce et la navigation, sur les produits des contributions directes... Que de statistiques à seule fin de détruire l'opinion que, quelques années auparavant, ce même général avait hautement propagée !

Mêmes préoccupations d'ordre économique se trouvent dans la lettre du 23 Janvier (1).

Les dépenses énormes d'Abdelkader pour soutenir la guerre, l'examen que nous avons pu faire cette année des riches territoires de l'intérieur, les états statistiques de plusieurs officiers de mérite, tout m'a prouvé que l'Algérie offre plus de ressources que je ne l'avais cru lors de ma première campagne de 1836.

D'un excès il tombe dans l'autre : le désert lui-même est réhabilité.

J'ai appris aussi que le désert est au moins aussi peuplé que l'Algérie, qu'il y a beaucoup de villes, qu'on peut faire avec lui un grand commerce de laine, de chevaux et de bétail. L'ordre et la force après la victoire nous donneront tout cela.

L'ordre et la force, voilà les mérites de la colonisation militaire. Elle seule peut conserver et produire, elle seule garder et utiliser notre conquête. Elle gardera d'abord l'Algérie mieux que la colonisation civile ; parmi tous les arguments qu'il multiplie à l'appui de sa thèse, on trouve déjà cette idée curieuse.

Les Arabes, écrit-il le 23 janvier, seraient beaucoup moins blessés de voir des corps constitués militairement prendre possession d'un territoire que si l'envahissement est opéré par des hommes du civil, en général peu recommandables et peu énergiques ; ils respectent davantage les premiers ; ils y verront un droit de la guerre qui déjà est exercé, car nous avons pris autour de nos camps et de nos places de vastes terrains pour nos troupeaux et nos fourrages. Ils mépriseront les seconds et considéreront leur établissement comme un vol.

Elle utilisera mieux aussi l'Algérie et en définitive à moins de frais, car les soldats laboureurs se défendront eux-mêmes et de plus feront produire le sol qu'on leur aura concédé. Si le principe des légions est adopté, on pourra en former successivement huit de 9 à 10.000 hom-

(1) *Bugeaud à Soult*, 23 janvier 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A. La lettre, ayant été écrite à la même époque que la brochure de *L'Algérie*, contient comme un canevas de cet ouvrage, mais renferme aussi des détails nouveaux.

mes chacune ; on les placera sur nos lignes de communications les plus importantes et tout autour des places de Tlemcen, de Mascara, de Médéa et de Sétif. La dépense totale s'élèvera à environ 180 millions.

C'était là un bien gros chiffre et le Gouverneur ne se dissimulait pas le fâcheux effet qu'il allait produire sur les membres de la Commission. Aussi, s'efforce-t-il de l'atténuer ; sa lettre du 23 janvier 1842 n'a pas d'autre but.

Il se peut que la Commission, formée pour examiner les questions de colonisation, soit effrayée de la dépense d'installation des colonies militaires, parce qu'elle ne serait pas suffisamment touchée de cette vérité, que la colonisation militaire doit successivement remplacer l'armée en très grande partie, étreindre le pays, former la base d'une population robuste et guerrière, plus militairement constituée que les Arabes, et donner ainsi les seules garanties durables et économiques de la possession du pays dont nous faisons si chèrement la conquête. Il pourrait donc être nécessaire de dire à la Commission qu'il faut choisir entre une grosse armée à toujours et nécessairement improductive d'autre chose que de la sécurité, ce qui est beaucoup assurément, ou bien les colonies militaires qui rendront les services que j'ai indiqués dans le mémoire que j'ai eu l'honneur de vous adresser.

La somme de 180 millions, indiquée par le Gouverneur, ne fut probablement pas connue de la Commission, à laquelle le Ministre ne communiqua pas cette lettre trop personnelle et où au surplus il était question des moyens à employer pour la convaincre. Cette divulgation n'aurait d'ailleurs servi qu'à augmenter l'hostilité à peu près générale dans les Chambres et dans la nation contre le projet de Bugeaud. Les journaux se prononçaient de plus en plus en faveur de la colonisation civile. Bugeaud crut alors politique de réduire ses prétentions et de les limiter à un simple essai de 6.000 hommes. Ce ne fut qu'en janvier 1843, une année après, qu'il entretint le Ministre de cet amendement à son projet primitif ; il le fit d'une façon assez maladroite. Les commentaires dont il l'accompagna, notamment en ce qui concernait les terres disponibles dans la colonie, indiquaient que cet essai pouvait et devait être suivi à bref délai de réalisations beaucoup plus vastes, aux dépens des créations civiles.

Des propriétés beylicales, le Gouverneur faisait deux parts : l'une qu'il réservait aux colons civils et restreignait le plus possible, l'autre dont il faisait bénéficier les colons militaires et qu'il étendait démesurément. Le périmètre de la colonisation civile ne comprenait que le Sahel et une partie de la Métidja. Encore les terrains, dont l'Etat français pouvait disposer dans cette partie de l'Algérie, étaient-ils

de peu d'étendue et cela par la faute de l'administration algérienne ; elle vient, en effet, de laisser plusieurs fractions de tribus se réinstaller sur les territoires qu'elles avaient quittés. Par suite, il n'existe plus qu'un petit nombre de terres domaniales autour de nos villes de la côte et dans la plaine : la colonisation civile sera donc réduite à une lisière sans épaisseur. Le périmètre de la colonisation militaire est au contraire très vaste ; il s'étend sur tout l'intérieur et là il y a des domaines importants :

Nous en avons qui occupent (1) en un seul tenant plusieurs milliers d'hectares ; elles (ces propriétés) sont en général très bonnes. J'ai visité plusieurs de ces surfaces dont la fertilité égale au moins celle de la bonne Beauce ; j'en ai vu dans la vallée du Chélif, dans la plaine de la Mina et de l'Habra, dans la plaine de Hamza à Médéa, et sur le cours de l'Isser. Il y en a de plus ou moins considérables chez presque toutes les tribus. Elles proviennent des anciennes confiscations qu'avaient faites les Turcs, soit sur des particuliers qui avaient commis contre eux des actes de grande hostilité, soit sur les tribus qui avaient été détruites par la guerre. Ces terrains, nous pouvons en disposer, à très peu d'exceptions près, comme nous l'entendons.

L'espace ne manquera donc pas à ces colonies militaires ; elles formeront sur la limite du Tell un réseau de postes agissants. Ce n'est plus seulement à Tlemcen, Mascara, Médéa et Sétif qu'il en prévoit ; il en ajoute deux sur le Chélif, deux autres sur la ligne de Mascara à Miliana, une autre encore entre Tlemcen et Mascara. Il en fonde même jusqu'à la bordure du désert : « Je voudrais des colonies militaires sur la lisière du Sahara ». Quand toutes seront établies, alors il sera temps de parler de diminuer les effectifs de l'armée.

Quel rôle assigne-t-il à ces postes ? Celui de remplacer les anciens camps et de prêter main-forte aux troupes actives. De plus en plus Bugeaud perd de vue la culture pour ne considérer que la défense militaire. Les soldats colons garderont les magasins, les hôpitaux, les abris, et rendront ainsi disponibles toutes les forces régulières. Ils feront même davantage : dans bien des cas, ils renforceront les colonnes combattantes quand elles opéreront dans leur voisinage et, grâce à eux, l'effectif des troupes françaises sera grossi d'un bon tiers et peut-être de la moitié.

(1) *Bugeaud à Soult*, 25 janvier 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier spécial à Bugeaud.

Cette lettre, une des plus longues qu'il ait écrites, est un ardent plaidoyer en faveur de ses colonies militaires. Il y expose les idées qu'il n'a pas cru devoir publier dans son ouvrage.

Les Arabes, dit Bugeaud, fournissaient à l'Emir (1) au moins les deux tiers de leurs combattants. Nous n'en demandons pas autant à nos colons, parce que nous voulons qu'ils travaillent et que leur agriculture prospère. Nous voulons aussi qu'ils servent de modèles et de moniteurs aux Arabes.

Il est vrai que cette garde qu'on leur confie les immobilisera derrière les fossés de leur camp et que, diminués de moitié au moment peut-être où les travaux agricoles exigent impérieusement tous les bras, ils seront incapables d'assurer la bonne marche de l'exploitation. Il est vrai aussi qu'à vouloir prendre exemple sur les Arabes, comme le Gouverneur a trop de tendance à le faire, la culture européenne risque fort de devenir une culture arabe, négligée et irrégulière et par suite peu productive. Et puis, chez ces soldats laboureurs, le militaire reparaitra trop souvent et le colon s'effacera, si tant est qu'il reste quelque chose en lui du cultivateur.

Bugeaud ne songe pas un seul instant à de telles éventualités ; la colonisation militaire reste à ses yeux le seul moyen de conserver et d'utiliser notre conquête ; il le croit, il le déclare, il s'étonne que tout le monde ne soit pas convaincu comme lui ; non, affirme-t-il, sans cela on ne pourra rien faire de solide et de durable en Algérie.

Quand on veut (2) faire les grandes choses, il faut vouloir les grands moyens. Des efforts de pygmées s'accordent mal avec nos imaginations gigantesques. Oui, nos colonies militaires coûteront, mais cette dépense momentanée sera productive en puissance et même à la longue en résultats financiers.

Il ne raisonne plus, tant la démonstration lui paraît évidente. Il se contente de faire appel au sentiment, à l'amour dont la France entoure ses soldats.

J'ajouterai en faveur de la création des colonies militaires une considération qui me paraît d'une grande importance ; jusqu'ici, nous sommes en présence d'un fait qui blesse la raison et la justice. Derrière l'armée qui fait la conquête avec tant de labeurs et tant de dangers, qui perd chaque année par les maladies ou par le fer de l'ennemi six à sept mille hommes, pendant qu'un pareil nombre rentre en France dans un état de santé délabré, on voit des spéculateurs qui ont acheté à vil prix une grande quantité d'immeubles précieux autour de nos villes et de la côte. Ils recueillent tous les fruits de la guerre, sans y avoir le moins du monde participé. Eh bien ! la colonisation des colonies militaires ferait cesser ce contraste révoltant. Les terres que nous possédons dans l'intérieur, nous les donnerions à ceux de nos soldats et de nos officiers qui n'ont pas de fortune en France et qui auront le désir de devenir citoyens de l'Afrique.

(1) *Même lettre du 25 janvier 1843.*

(2) *Même lettre du 25 janvier 1843.*

Enfin, pour emporter toutes les convictions, même celles des gens qu'effaroucherait le terme de militaire ajouté à celui de colonie, il prédit la rapide transformation des légions ; il prévoit — et c'est pour le regretter — que la colonisation militaire ne deviendra que trop tôt civile ; le mariage, les enfants, le partage des successions, les transactions de toute nature formeront bientôt une masse d'intérêts assez puissante pour imposer d'autres institutions. Pourvu que la discipline s'y maintienne pendant quelques années !

Tant d'arguments ramassés, pressés, lancés à l'assaut des convictions, comme les bataillons à l'assaut d'une forteresse, vont-ils assurer une victoire complète ? Est-ce le système tout entier qui va triompher ? Bugeaud demande-t-il réellement huit légions de 10.000 hommes chacune et 180 millions de crédit ? Non, il hésite lui-même, et à nouveau finit par réclamer un simple essai avec six mille hommes. Il termine ainsi sa lettre du 25 janvier 1843 :

Quelle que soit ma conviction sur l'efficacité des colonies militaires, sur la facilité de les recruter, sur la possibilité de les établir et d'assurer leur existence en trois ans, je n'oserais cependant pas demander qu'on fit cette entreprise tout de suite sur une grande échelle, mais je désire ardemment que, dès cette année, on fasse un essai avec six mille colons militaires que je pourrais établir moitié dans la province d'Oran, moitié dans celle d'Alger. Je *pense* que l'établissement de chaque colon et de sa famille dans les trois années ne coûterait pas au-delà de 1.500 francs. Je *crois* même que cette évaluation est large ; car, en fait, il n'y aura que les matériaux à fournir puisque l'on trouvera dans la légion ou dans l'armée les ouvriers d'art et les travailleurs nécessaires ; ceux de la légion, travaillant pour leur avenir, ne seraient point payés, et ceux de l'armée, on le sait, ne reçoivent qu'un très modique salaire. Six mille soldats à quinze cents francs coûteraient donc neuf cent mille francs, qu'il faudrait diviser en deux annuités, parce que les villages doivent être construits dans le cours des deux premières années. Je ne compte ni la solde, ni l'entretien de ces soldats qui appartiennent à l'armée jusqu'à l'expiration des trois années ; je n'évalue que les frais de leur établissement.

Tactique habile, dira-t-on, que cette réduction à des proportions réalisables et pratiques d'un projet grandiose. En demandant auparavant le plus, le Gouverneur n'a-t-il voulu que faire passer maintenant le moins ? Ou bien, devant la responsabilité d'un échec qui aurait compromis l'avenir de 70 à 80.000 hommes, sa conscience a-t-elle hésité ? On ne sera pas éloigné de le croire si l'on remarque les expressions qu'il emploie : *je n'oserais pas, je pense, je crois*. Elles sont fort éloignées des termes catégoriques dont il se servait un an avant pour trancher les plus graves difficultés. Et cette hésitation devait faire naître le doute sur la fermeté de ses convictions. D'autant

que l'erreur de calcul qu'il commettait ingénûment à la fin de sa lettre ne laissait pas de rendre les Ministres et les membres de la Commission assez sceptiques sur la justesse de ses évaluations de dépenses. Le Maréchal Soult le lui fit remarquer.

Vous me dites, Monsieur le Maréchal (1), riposta Bugeaud, que j'ai commis une très grosse erreur de compte qui a dû frapper la Commission, en n'évaluant qu'à 900.000 francs la dépense de 6.000 colons militaires à 1.500 francs l'un. Il est certain que l'erreur serait grossière si elle appartenait à l'esprit. Mais n'est-il pas évident qu'elle est toute matérielle, qu'elle n'appartient qu'à la plume du copiste et qu'elle m'a échappé quand j'ai signé la copie ? Je sais assez compter pour savoir que 1.500 multiplié par 6.000 donnent neuf millions au produit. C'est bien neuf millions que j'ai voulu dire.

III

La Commission de Colonisation

La Commission de colonisation de l'Algérie, nommée par le Maréchal Soult sur le désir manifesté par Bugeaud et chargée d'examiner le projet de colonisation militaire, se prononça deux fois contre son adoption en 1842 et 1843. Le Ministre lui avait renvoyé les opuscules et mémoires, publiés par ce Général, et aussi plusieurs lettres et rapports venus d'Alger. Ce fut à la troisième sous-commission, à laquelle avait été réservée la discussion des problèmes, intéressant la sécurité, la salubrité, les dessèchements, les villages et enceintes, que tous ces documents furent transmis.

Il n'est pas sans intérêt, avant de parler des débats que le projet de Bugeaud y provoqua, puis des résolutions qu'elle fut amenée à prendre, de dire de quelles personnes était composée la sous-commission, puisqu'elle devait, elle, se prononcer la première. Pour en faire partie, on avait désigné de préférence des généraux, soit qu'ils l'aient demandé formellement, soit que, ayant presque tous commandé en Afrique, ils aient été jugés par leurs collègues plus capables de résoudre les questions purement africaines. A eux seuls, ils formaient la majorité : c'était le lieutenant-général comte Schramm, lequel avait rempli les fonctions de Gouverneur général par intérim après le départ du Maréchal Valée jusqu'à l'arrivée de Bugeaud, puis le général

(1) *Bugeaud à Soult*, 2 avril 1843. Dossier spécial à Bugeaud. A. G. G. A.

baron de Berthois, l'auteur et le constructeur de l'obstacle continu, le général Lyautey, le général Bellonet. Les civils n'étaient représentés que par un député, M. Desmousseaux de Givré, et un maître des requêtes, M. Lingay. Le choix de ces hommes semblait donner cette garantie au Ministère et au Gouverneur que tout projet de colonisation militaire serait examiné avec bienveillance et par des hommes apparemment fort compétents.

Or, dès le 3 juin 1842, elle concluait ainsi dans un premier rapport provisoire (1) : « On s'est mépris sur les mots et sur les mœurs. La « colonisation militaire proprement dite suppose les mœurs militaires « romaines, ou les conditions sociales russes. Rien de semblable en « France ; rien de pareil n'est possible avec des Français. Si l'on veut « parler de culture préparée par des militaires, c'est une idée plus « vraie et plus praticable. Ainsi, autour de nos centres d'occupation, « rien de mieux que de livrer des terrains cultivables à nos soldats. « A l'approche des libérations, accordons toute facilité, toute faveur « aux militaires qui voudront se fixer en Afrique comme cultivateurs ; « mais cela fait des militaires colons et non pas des colonies militaires. « Les villages, situés sur la ligne de l'obstacle, devront même se recruter « préférablement de colons de ce genre, dans l'intérêt de la défense, et les anciens soldats y seront attirés de préférence par les « primes attribuées au service de la garde. A notre avis, voilà la colonisation militaire, telle qu'on peut l'entendre en Algérie, et la « seule possible ».

A lire cette déclaration très ferme dont tous les termes semblent avoir été pesés et arrêtés après mûre réflexion, on peut déjà prévoir que la sous-commission ne reviendra pas sur sa décision. Adversaire irréductible de la colonisation militaire, telle que la proposait Bugeaud, elle ne pousse pas l'intransigeance jusqu'à se refuser à admettre, comme l'y conviaient certains officiers généraux, les cultures par l'armée ; elle admet aussi que l'on donne la préférence aux soldats libérés pour peupler les villages situés sur la ligne de l'obstacle, mais elle n'ira pas plus loin. Le Ministre le sait ; pourtant, lorsqu'il reçut, en janvier 1843, une nouvelle lettre plus pressante du Gouverneur, il

(1) *Rapport du 3 juin 1842, fait par la Sous-Commission à la Commission plénière.* Nous n'avons pas pu retrouver ce premier rapport, mais la partie que nous citons se trouve reproduite dans le second rapport dont nous parlons plus loin. Tous deux furent écrits par M. Lingay ; on en retrouve les idées et les termes dans son ouvrage *La France en Afrique*.

crut devoir la communiquer au duc Decazes, président de la Commission, et demander un second avis. La sous-Commission consultée déposa bientôt un autre rapport plus complet que le premier, et non moins catégorique ; elle y disait en terminant : « Quelle que fut « notre opinion arrêtée, nous nous sommes pénétrés, par une lecture « attentive, des propositions de M. le Gouverneur général et, après « en avoir délibéré, nous avons décidé à l'unanimité de tous les mem- « bres présents (un seul manquait à la séance) de vous proposer d'é- « carter ce projet par des considérations préjudicielles autant que « par des objections de principe et de fait (1) ».

Parmi les considérations préjudicielles auxquelles il est fait ici allusion, deux se rapportaient à des demi-confidences du Gouverneur qui avaient beaucoup étonné les anciens généraux africains. Comment Bugeaud pouvait-il songer sérieusement à reculer la frontière militaire de notre occupation jusqu'au Sahara ? Ne voulait-il même pas, chose encore plus incroyable, porter à la lisière du désert ses colonies militaires ? Leur vieille expérience africaine dictait leur réponse : ils tenaient pour une véritable folie une si sotte prétention de leur collègue. En outre, n'était-ce pas de sa part une suprême imprudence que d'avoir permis le retour et la réinstallation dans la Méridja des tribus indigènes qui s'en étaient éloignées ? Selon eux, la colonisation doit rester exclusivement européenne, sans mélange avec les indigènes ; à cette condition seulement, la sécurité est possible : « Comment se fier (2) aux populations arabes et les introduire « au milieu de nous entre nos positions avancées et celles du littoral ? « Comment nous exposer, dans les jours d'épreuves, à être coupés « par l'ennemi ? C'est nous créer d'avance des difficultés et des dangers. « Vous avez compris et presque décidé, Messieurs, que nous pour- « rions admettre quelques agglomérations indigènes, à l'abri de nos « postes militaires, dans une proportion restreinte, et avec de grandes « précautions. Il y a loin de ces idées au vaste système de tolérance « et d'admission préconisé et prématurément mis en action par M. le « Gouverneur général ».

Mais ces considérations ne touchaient qu'indirectement au projet de Bugeaud ; bien plus graves sont les objections de principe et celles

(1) *Deuxième Rapport de la Sous-Commission*. Il est daté du 28 février 1843. Archives Nationales, F. 80.

(2) *Même rapport*. Le rapporteur ajoute un peu plus loin : « Indiquer cette nécessité, Messieurs, c'est donc vous révéler une impossibilité ».

de fait. La première des objections de principe n'a pas échappé à la perspicacité du Gouverneur puisqu'il demande que ses légions soient établies par une ordonnance ou une loi ; il reconnaît donc qu'il peut y avoir là une dérogation au grand principe d'égalité qui domine nos institutions militaires. Beaucoup d'écrivains, la plupart d'anciens officiers, avaient contesté la légalité de l'emploi des soldats aux travaux publics autres que les travaux de défense. Que diront-ils quand il s'agira de colonies militaires, qui, elles, ne pourront se constituer d'une manière stable qu'au moyen d'obligations imposées en dehors de celles que prévoit le service militaire ? Et n'était-ce pas une autre objection de principe que la nécessité d'augmenter d'une façon quelconque le recrutement ? La sous-commission a le courage de le dire : « Au fond de ces projets ce qu'il y a de plus clair, c'est la nécessité « d'une grande augmentation d'effectif comme conséquence, comme « moyen et peut-être comme but de ce système de colonisation ». Or, quelle que soit l'opinion de la Commission, les Chambres n'admettront jamais un mode de coloniser qui se fonderait avant tout sur l'obligation pour la France d'accroître de 20.000, de 40.000 hommes peut-être, l'armée qu'elle entretient aujourd'hui en Algérie.

Autre empêchement, l'excès même de la dépense ! Encore une difficulté que le Gouverneur a prévue mais dont il ne saurait donner une solution satisfaisante. Rien que le fait d'avoir réduit sa proposition à un essai de 6.000 hommes et à une dépense de 9 millions prouve que le Gouverneur est revenu à une appréciation plus exacte des exigences financières de son système. Ses évaluations reposent sur des bases incomplètes et peu solides ; elles paraissent, en tout cas au général de Berthois, fort au-dessous de la réalité et nul ne pouvait mieux que lui, officier du Génie, vérifier ces calculs. Il n'avait été tenu compte ni des familles des soldats, ni des distances. « Si ces soldats « doivent être mariés, affirme à son tour le général de Bellonet (1), « ce n'est plus sur 3.000 hommes qu'il faut établir les calculs, mais « sur 3.000 femmes aussi et sur les enfants, c'est-à-dire sur 12.000 « individus environ. Il faudra donc abriter, nourrir et fournir de tout « le nécessaire ces 12.000 arrivants, et cela à 20 ou 30 lieues d'Alger, « lorsque nous voyons qu'aujourd'hui encore il faut, à Miliana, tout

(1) *Même rapport.* Le général de Bellonet paraît d'ailleurs avoir été un des adversaires les plus résolus des idées de Bugeaud. Il sera nommé rapporteur de la Commission des crédits extraordinaires pour l'Algérie en 1844 et saisira cette occasion pour combattre l'extension trop rapide de la conquête et la multiplication des postes.

« porter d'Alger ? C'est sera exposer ces familles à une détresse et à un « abandon presque certains, sans parler des expéditions et des dé-
« pense qui seront nécessaires pour de pareils ravitaillements ». Ces
craintes de dépassement étaient légitimes ; à ce moment, pour ravi-
tailler des garnisons à 20 lieues d'Alger, l'Etat payait de 54 à 62 francs
le transport d'un quintal métrique de blé. De combien faudrait-il
donc grossir la somme de 1.500 francs, indiquée par le Gouverneur ?
La doubler, la tripler, qui aurait pu le dire ?

Les bases financières paraissent donc bien fragiles. Les autres
moyens d'exécution sont-ils mieux étudiés ? Le Gouverneur les indi-
que à peine et le peu qu'il en révèle soulève de graves objections. Il
renvoie à une brochure, déjà ancienne, et dont le cours des événe-
ments a dû modifier les données premières. Après avoir pris connais-
sance de ce travail, tous les membres de la sous-Commission restèrent
convaincus que les anciennes formules proposées dans la brochure
étaient aussi inapplicables que les moyens indiqués dans la lettre
du 25 janvier.

Ainsi, dans ce plan, rien ne trouve grâce à leurs yeux, rien ou plu-
tôt peu de chose. Ils se bornent à ne point condamner les essais que
l'on avait tentés. « Un peu de pratique vaut mieux que beaucoup de
« théorie ». Que l'on fasse donc un village militaire modèle, mais en
le réduisant à des proportions praticables. Qu'on se défie d'une systé-
matisation absolue ; le pays ne comporte pas cette uniformité. »
M. Lingay conclut ainsi : « Que veut-on (1) ? Des colons en état de
« se défendre ? C'est ce que nous voulons aussi. Nous n'avons jamais
« entendu que la colonisation civile fût désarmée. En dehors de la
« protection de nos troupes, nous l'avons exhortée à compter aussi
« sur elle-même. Nous voulons des colons qui manient le fusil comme
« la bêche. Nous voulons des cultivateurs en état de défense : cela
« ne signifie pas des colonies militaires. Au contraire, la colonisation,
« comme nous l'entendons, au lieu d'augmenter l'effectif, tendrait à
« en préparer la réduction ».

Inspirée ou dictée par des généraux, la réponse avait une netteté,
voire une brutalité toute militaire. La sous-commission décidait en
somme de décliner l'examen d'un système à peine ébauché et elle
proposait à la Commission générale de ne pas même ouvrir la discus-
sion sur ce sujet. Or, deux autres sous-commissions avaient, elles
aussi, pris connaissance de la lettre de Bugeaud et elles avaient été

(1) *Même rapport.*

appelées à en délibérer. L'une d'elles, la quatrième, chargée d'examiner les problèmes de production, de culture, de commerce et de douanes, venait de donner mission à son Président, le baron Charles Dupin, de déposer un rapport favorable à un essai de colonie militaire. Ecarté, par une motion d'ordre, tout débat sur le projet de Bugeaud, c'eût été prendre une attitude peu digne et peu convenable à l'égard du Ministre et du Gouverneur général. Le duc Decazes était d'avis de passer à un second examen ; son avis prévalut et la discussion s'engagea dans la séance du 28 février 1843.

Le baron Dupin parle le premier ; il constate tout d'abord que les membres de la Commission sont unanimes à repousser le système général de colonisation militaire ; là où les divergences commencent, c'est sur un essai réduit à deux compagnies spéciales. Cet essai est en cours d'exécution et il doit se poursuivre. Liberté entière de le diriger selon ses vues doit être laissée au Gouverneur, « car il s'agit (1) » « d'un système exceptionnel demandé par un homme très intelligent » « en agriculture, qui certainement poursuivra le succès par tous les » « moyens en son pouvoir et qui d'ailleurs est dans la meilleure posi- » « tion possible pour mener à bonne fin cette entreprise. Une pareille » « tentative n'engage pas l'avenir et je ne vois pas en vérité pour » « quelles raisons on en repousserait l'idée, lorsque surtout les résul- » « tats qu'elle a produits déjà sont attestés de toutes parts et dernière- » « ment encore par le parti si remarquable qu'a su tirer M. le colonel » « Marengo des condamnés militaires ». Partisan de cet essai, le baron Charles Dupin est partisan aussi des cultures par l'armée autour des camps qu'elle occupe : les soldats y trouvent une amélioration sensible à leur ordinaire et une distraction agréable. Mais, ces concessions faites, il est obligé de convenir qu'une colonie militaire a peu de chances de succès, étant donné que le soldat français, admirable d'énergie et d'audace dans les combats, aspire incessamment au jour de sa libération, et qu'il souhaite au plus haut degré, pour le reste de sa vie, la liberté, l'affranchissement de tout appel, de toute contrainte, de toute punition. C'est de tous les hommes le moins propre à se constituer de bonne grâce, et pour un temps plus ou moins prolongé, en colon militaire, c'est-à-dire en laboureur soumis à la régularité d'un campement et courbé sous la discipline du service. Aussi doit-on faire peu de cas des précédents tirés des légions romaines, des colo-

(1) *Compte-rendu officiel de la Séance de la Commission*, 28 février 1843. Archives Nationales, F. 80.

nies militaires fondées en Russie par le tzar Alexandre et des peuplements autrichiens. Le rapporteur de la quatrième Commission est donc tout prêt à reprendre pour son compte la formule déjà arrêtée : « On s'est mépris sur les mots et sur les mœurs ».

En définitive, ce qui séparait les deux sous-commissions se bornait à une différence de tactique et à une appréciation légèrement divergente des essais de colonie militaire. Or, le débat ainsi engagé donnait satisfaction à ceux qui ne voulaient pas répondre par un geste brutal à la demande courtoise du Ministre. De plus, les deux tentatives de Bugeaud ne portaient que sur un maximum de deux cents hommes ; question incidente, dit M. Lingay ; chose peu sérieuse, sans intérêt, sans valeur réelle pour la solution du problème de la colonisation, ajoute le général Bellonet ; le Gouverneur lui-même la juge sans grande importance, conclut M. Gustave de Beaumont, puisqu'il n'y consacre que trois lignes dans sa dernière lettre. Au reste, nul ne demande qu'il suspende ces essais.

Après une intervention de M. de Corcelles, qui, bien qu'entretenant des relations amicales avec le général Bugeaud, combattit lui aussi les colonies militaires à cause de leur inaptitude à fonder des familles, la Commission passa au vote. A l'unanimité, elle adopta la résolution suivante : « La Commission, trouvant au plan de colonisation militaire, développé par M. le Gouverneur général de l'Algérie dans son rapport du 25 janvier dernier, de grosses difficultés pour lesquelles son auteur n'a pas présenté de solutions satisfaisantes, ne croit pas devoir en proposer l'adoption, — la Commission n'entendant, au surplus, rien préjuger sur l'opinion qu'elle pourra avoir à émettre ultérieurement relativement à la participation de l'armée aux travaux et au système à adopter pour la colonisation européenne ; — la Commission se réservant aussi d'examiner la question soulevée par M. le Gouverneur général dans la même dépêche relativement au retour dans la plaine des tribus indigènes qui s'en étaient éloignées depuis quelques mois ».

*
* *

Le Ministre fait connaître au Gouverneur, le 22 mars 1843, que la Commission se refuse à proposer l'adoption des colonies militaires. Il accompagne cette communication de commentaires personnels, trop courts au gré de Bugeaud qui n'y voit qu'un commencement de réponse à son Mémoire. Soult y déclarait que la mise en œuvre du

projet présenté serait d'une difficulté insurmontable et que ces colonies deviendraient plus onéreuses que des établissements civils ; cette dernière raison suffisait à les faire écarter, sans qu'il fut besoin d'en peser d'une façon plus précise les avantages et les inconvénients.

Bugeaud se montra tout particulièrement irrité du jugement défavorable de la Commission. C'était un échec, un échec personnel, sur la gravité duquel il lui était impossible de se méprendre :

Ma position, écrit-il au Maréchal Soult (1) le 2 avril 1843, est vraiment bien pénible ; je n'ai pas seulement à lutter contre les difficultés matérielles de tous genres qui se dressent à chaque pas devant moi ; il faut encore que je combatte sans cesse contre les idées que propagent les écrivains superficiels, les orateurs et beaucoup d'autres hommes qui n'ont pas été en position de s'éclairer réellement sur cette vaste et épineuse question.

Et, comme, chaque fois qu'il éprouve une déconvenue, il songe à se démettre de ses fonctions ou que simplement il pense au temps où il ne les exercera plus, il dit (2) :

Je lutterai comme Gouverneur ; quand je ne le serai plus — et c'est un poste où l'on ne reste pas longtemps — je lutterai à la tribune. On verra *bientôt* peut-être que mes idées ne tiennent pas à ma position, qu'elles sont fondées sur une conviction profonde et sur un patriotisme ardent.

Il ne sait pas se défendre sans attaquer ; et lui qui a pourtant à ménager la Commission d'Afrique part en guerre contre ses membres. Qu'elle soit composée d'hommes d'esprit et de talent, il n'en disconvient pas. Mais, parmi eux, combien y en a-t-il qui ont vu l'Afrique ? Et parmi ceux qui prétendent l'avoir visitée, combien n'ont aperçu que quelques points de la côte ? Le Ministre ne peut hésiter entre leur opinion et la sienne. Pour pouvoir juger comme lui, il aurait fallu que ces censeurs impitoyables aient parcouru le pays dans tous les sens et se soient renseignés sur le nombre, la constitution guerrière et le fanatisme des tribus arabes ; alors ils auraient appris que ce peuple est un des plus difficiles à soumettre et à contenir qu'il y ait sur la terre et qu'il est indispensable d'en tenir compte dans tout système de colonisation.

(1) *Bugeaud à Soult*, 2 avril 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier spécial à Bugeaud. A. G. G. A.

(2) *Même lettre* : « J'y vois, répète-t-il à propos de la colonie militaire, la solution de la question, j'y vois l'unique moyen de débarrasser mon pays d'un fardeau qui pourrait l'écraser ; j'y vois aussi la plus forte des garanties pour la colonisation civile de la côte ; car c'est à tort que l'on prétend qu' je suis exclusif ».

Aussi, bien qu'il ait été un instant découragé, il se reprend à espérer (1) :

Ma conviction est si grande que je me sens la force de lutter longtemps en faveur des colonies militaires.

Et il continue la lutte. Quelles sont donc les difficultés pour lesquelles il n'a pas présenté de solutions satisfaisantes ? Il les ignore ; dès qu'il les connaîtra, il s'expliquera. Serait-on effrayé des mots de militaire et de légion ? Qu'on les abandonne et qu'on prenne les noms de communes, de clans, de tribus. La concession est un peu naïve, comme l'est cette autre (2) :

Mes colonies pourraient avoir en même temps toutes les institutions civiles ; elles auraient, si l'on voulait, un maire, un juge de paix, un tribunal, mais en même temps elles obéiraient rigoureusement à leur chef militaire.

Mais du moment où le chef militaire serait tout-puissant, que deviendraient un maire, un juge ? Des fantoches sans autorité ! De véritables personnages de comédie ou de vaudeville. Trop souvent, Bugeaud, pour reprendre un mot de la Commission, mêle les noms et les situations.

Le Ministre étant en somme le seul qui puisse permettre la création des colonies militaires, c'est le Ministre qu'il s'efforce de convaincre, c'est le siège de Soult qu'il va faire. Ceux qui repoussent la colonisation militaire disent d'abord : vous ne trouverez pas de colons militaires et, si vous en trouvez, vous ne les conserverez pas. Puis ils ajoutent : c'est beaucoup trop cher. Le recrutement, riposte Bugeaud, est assuré ; sa connaissance des agriculteurs de France, de leur amour de la propriété, de leur attachement à la terre fécondée par eux, lui est un sûr garant qu'ils accepteront en masse les lots qu'on leur offrira et qu'une fois établis ils ne les quitteront pas. C'est bien le soldat-laboureur qui écrit :

Nos soldats (3) sont en général des prolétaires qui n'ont presque aucun espoir de devenir propriétaires en France. Comment ne préféreraient-ils pas à toutes les vicissitudes de la guerre les soins de se marier, de se bâtir une maison, de mettre en rapport 12 ou 15 hectares de terres devenues leur propriété et, enfin, d'élever leurs enfants ? Si la loi était rendue aujourd'hui, j'en trouverais demain 10.000 dans l'armée d'Afrique et je les enverrai successivement en congé pour chercher des femmes.

(1) *Même lettre du 2 Avril 1843.*

(2) *Même lettre.*

(3) *Même lettre.*

Sa confiance est si robuste qu'elle n'a nullement été ébranlée par l'échec de son appel aux libérés et qu'il garde l'espoir de voir des civils s'engager dans ses colonies militaires. Redoutera-t-on la désertion de ces colons quand ils auront fini leur temps légal de service ?

C'est bien peu connaître(1) le cœur humain ! Rien n'attache comme la propriété. Quand un colon militaire aura bâti une maison, quand il aura cultivé sa propriété pendant 4 ou 5 ans, quand il aura planté et vu grandir des arbres, quand il aura vu naître et prospérer deux ou trois enfants sur cette terre qui est à lui, il n'est pas possible de croire qu'il quittera une situation, aisée pour sa famille, pour aller se faire prolétaire en France. Lui et sa descendance seront à jamais fixés sur le sol.

Non, les colons militaires ne quitteront pas l'Afrique, et leur recrutement sera aisé. Ils coûteront trop cher, dira-t-on. Encore une affirmation qui n'est vraie qu'à moitié. Les calculs de Bugeaud serrent de plus près la réalité. Nous apprenons qu'à cette époque un soldat d'infanterie en Afrique était porté sur le budget pour une dépense annuelle de 405 francs ; que, si tous les grades sont confondus, la dépense s'élèvera à 534 francs. Donc, à ajouter 1.500 francs en moyenne pour la subsistance du soldat pendant trois ans aux 1.500 qui représentaient l'établissement de la famille, on obtient 3.000 francs, ou 3.100 francs si l'on veut. Les colons civils reviennent à 2.500 francs. La colonisation militaire sera donc, au début, un peu plus chère que la colonisation civile. Mais aux yeux de Bugeaud, quelle différence dans les résultats !

Par la colonie militaire (2), la famille et la société seront plus fortement constituées, le pays sera mieux défendu et mieux gardé ; l'armée permanente sera diminuée d'environ la moitié de l'effectif des légions colonisatrices, les dépenses de l'Etat seront réduites dans la même proportion et l'on verra disparaître l'inconvénient politique d'avoir toutes les garanties de conservation dans une grosse armée prise sur l'effectif de celle qui est jugée nécessaire à la France pour faire respecter à l'Europe ses intérêts et sa dignité.

Tout cela est si clair, si vrai, si évident pour Bugeaud que, vers la fin de sa lettre, il compte sur un revirement d'opinion chez les membres de la Commission d'Afrique. Qu'ils viennent en Algérie,

(1) *Même lettre du 2 Avril 1843.*

(2) Dans cette même lettre, il dit encore : « Ce serait une insigne folie de vouloir calquer la constitution du nouveau peuple de l'Afrique sur celle de la France. Attendons du moins que les situations soient semblables et je garantis que nous attendrons longtemps.

Non pas pour rester quelques jours (1) à la côte et éplucher les détails de l'administration municipale d'Alger et de quelques-unes de nos villes, non pas pour s'instruire en n'écoulant que les déclamations ignorantes de citoyens qui ne savent pas plus ce qui se passe en Afrique qu'on ne le sait à Paris, mais pour venir avec nos colonnes parcourir le pays soumis et le pays encore hostile, visiter les villes de l'intérieur, les principales vallées, les principales chaînes de montagnes, s'informer du nombre des tribus de chaque contrée, de la force de chacune, des cavaliers et des fantassins qu'elles peuvent mettre sous les armes. Alors, seulement alors, et *en causant beaucoup avec le Général*, avec les officiers, quelquefois même avec le soldat, on comprendra quelle force il faut à l'armée permanente pour dompter un tel pays et quelles sont les institutions qu'il faut donner à la population nouvelle pour la maintenir dans la soumission et diminuer l'armée permanente.

Ainsi, malgré l'avis nettement formulé de la Commission, malgré les préférences tout aussi clairement manifestées par le Ministre, le Gouverneur ne renonce à aucune de ses idées. Il les expose avec plus de force et de conviction. Précisément parce qu'on veut l'en détourner, il s'engagera avec ténacité dans la voie de la colonisation militaire. Le Ministre va-t-il être mis dans la pénible situation de ne pas approuver les mesures qui seront prises à Alger ? La question est trop grave pour la laisser indécise ; aussi Soult annote lui-même la lettre du Gouverneur ; il prescrit à ses bureaux de rédiger une réponse aussi nette que possible, qui ne prête plus, celle-là, à l'équivoque : « Quelles que soient les convictions du général Bugeaud (2), « sur la préférence qui devrait être donnée selon lui à la colonisation « militaire, il faut cependant qu'il se soumette aux exigences de l'opinion publique et des Chambres qui se prononcent de plus en plus « contre ce système. S'il en était autrement, les crédits qui sont demandés seraient refusés, malgré tous les raisonnements du général « Bugeaud et les publications qu'il a déjà faites. Encore une fois, il « y a nécessité d'en agir comme je le lui ai annoncé et, à cet égard, « mes convictions demeurent entières ».

A cette date d'ailleurs, le Ministre ne s'était plus contenté de discuter avec le Gouverneur ; il avait décidé d'agir. Ordre formel fut

(1) A la fin de cette même lettre, Bugeaud se relit ; il est mécontent de ce qu'il vient d'écrire et le déclare : « Je suis, M. le Maréchal, mécontent de tout ce que je viens d'écrire ; je n'ai rendu ni toutes mes pensées, ni aucune de mes pensées d'une manière complète. Il faudrait pour cela un gros volume ; mais ce volume lui-même ne saurait valoir l'examen des faits sur les lieux ».

(2) Cette note est datée du 2 avril 1843 ; la lettre, rédigée d'après ces indications, ne partit de Paris que le 14 du même mois. Or, la crise de Beni-Mered se produisit entre ces deux dates.

donné par lui, à quelques jours de là, de licencier les deux compagnies de colons militaires de Beni-Mered et de Mahelma, organisées sans son autorisation. Le premier projet de Bugeaud est donc rejeté ; il est même condamné plus complètement que ne l'avait désiré la Commission, puisque les essais, tentés avec deux compagnies et approuvés par elle, sont supprimés par le Ministre. Cette rigueur de Soult ne prouve-t-elle pas qu'il n'attendait en somme que l'avis défavorable de la Commission pour mettre un terme aux initiatives audacieuses et compromettantes du Gouverneur ?

IV

La Polémique de Presse de 1842-1843

La cause de la colonisation militaire était donc perdue auprès de la Commission d'Afrique et du Gouvernement ; elle l'était vers la même époque auprès de l'opinion publique et dans la presse, et là plus spécialement par la faute du général Bugeaud. Des polémiques retentissantes qu'il avait provoquées, puis qu'il mena avec des allures de maître courroucé, lui aliénèrent les sympathies de bien des hommes politiques, appartenant au parti conservateur ; elles déchaînèrent en même temps contre lui les fureurs de l'opposition ; car ce fut aux journalistes de l'opposition qu'il s'en prit. Quoique cette polémique n'ait pas eu pour objet immédiat la querelle entre partisans et adversaires des colonies militaires, question peu connue encore et à laquelle ne s'intéressait pas le public, elle n'en a pas moins créé une ambiance hostile au Gouverneur et à ses projets. En rapprochant les dates auxquelles furent publiées les ripostes les plus cinglantes du Gouverneur et discutées ses idées sur la colonisation, on se convaincra aisément des rapports étroits qui existent entre de pareilles inconséquences de langage et le désir, manifesté par quelques membres de la sous-commission, de passer outre à un second examen.

Dans les derniers mois de l'année 1842, furent insérés au journal *Le Siècle* plusieurs articles sur la question d'Alger (1). L'auteur avait désiré conserver l'anonymat. Cette circonstance et aussi la documen-

(1) Ce sont ces articles qui, réunis en brochure, ont été publiés plus tard sous le titre : *État de la question d'Afrique*, Paris, in-8, 1843.

tation très sûre de ces études, comme la vivacité des critiques qu'elles contenaient, éveillèrent au plus haut point la curiosité publique. Justice était sans doute rendue au Gouverneur pour l'énergie et l'habileté dont il avait fait preuve dans la conduite des opérations militaires et dont témoignaient ses bulletins de victoires. Mais, du moment où avaient été acquis les grands résultats annoncés (des ordres du jour avaient dit qu'Abdelkader était anéanti), pourquoi parler d'une nouvelle campagne de printemps ? Pourquoi, l'Emir une fois abattu, la nécessité de maintenir 80.000 hommes en Afrique ? « S'il faut la même armée qui a vaincu pour tenir les Arabes dans « l'intérieur, je demande, s'écriait le publiciste, s'il est une autre « question où le Gouvernement se soit ainsi joué de l'opinion publi- « que ? » Et il laissait entendre que le Général qui commandait à Alger ne voulait garder ces 80.000 hommes que pour perpétuer la guerre. — Que dire aussi de l'état politique de la colonie ? Tout y était entre les mains de l'autorité militaire : les fonctionnaires civils n'y possédaient aucune liberté d'action, les colons établis se plaignaient des nombreuses réquisitions militaires, ceux de nos compatriotes qui auraient eu quelques vellétés de s'y installer, tels les Basques, préféreraient se rendre dans l'Amérique où ils n'auraient pas à subir le despotisme du sabre. Ce despotisme est un anachronisme ! et, par là, l'auteur désigne non pas « la violence du soldat, pillant et « dévastant les propriétés, égorgeant les citoyens, outrageant les « femmes et les filles et massacrant les petits enfants » mais « la su- « prématie du militaire sur le civil, la volonté du maître mise à la « place de la loi, l'arbitraire dans tous les actes, le dédain du droit et « de ses formes » — Quant aux ressources financières ou plutôt aux espérances de revenus, sur lesquelles s'est étendu avec tant de complaisance le Gouverneur dans son ouvrage de *L'Algérie*, elles ne sont multipliées que pour démontrer la possibilité où est l'Afrique de produire l'équivalent de ce que nous coûte l'entretien de l'armée d'occupation. Simple habileté, un peu paradoxale : « Au premier abord, on « se demande si cette proposition de M. le général Bugeaud est sé- « rieuse. Mais le doute doit cesser lorsqu'on voit plus de soixante « pages de la brochure consacrées à cette démonstration, une multi- « tude de faits, de suppositions et de conjectures invoquées à l'appui, « le tout fortifié par un luxe de statistiques tout-à-fait extraordi- « naire ». Comme si l'on ne connaissait pas alors les causes de l'ac- croissement des recettes ! Comme si cette augmentation n'était pas proportionnelle aux progrès numériques de l'armée française !

Ces constatations et ces critiques, dont quelques-unes étaient fondées, mirent le Gouverneur hors de lui. Il n'avait eu connaissance du premier article que le 14 décembre. Il était à ce moment en campagne, au bivouac de l'oued Rihou. Sans tarder, il répondit et commit une première erreur en essayant de percer l'anonymat de l'auteur de ces articles ; il se trompa et mit les rieurs contre lui. Celui qu'il accusa d'une façon fort discourtoise fut M. de Tocqueville, sous prétexte qu'il était venu deux ans auparavant visiter Alger et que son attitude lui avait paru trop réservée. Ce député, doublé d'un historien et d'un économiste, il le reconnaît à son style et à « ses assertions franches » (1), et il ajoute :

Il a paru un instant sur la côte d'Alger ; nous l'invitâmes à parcourir avec nous le pays, car c'est ainsi seulement qu'on peut le juger ; nous lui offrîmes l'hospitalité de notre tente et nous étions heureux d'avoir en même temps trois mandataires de la nation qui pussent rendre compte de nos actions et des milliers d'observations qu'ils auraient faites sur une campagne des plus intéressantes. La santé de l'auteur de la lettre ne lui permit pas de nous donner cette satisfaction. L'un de ses collègues jugea que ses soins lui étaient nécessaires et nous ne fûmes accompagnés que par un député très consciencieux, très honnête, mais qui malheureusement ne put rester assez longtemps avec nous pour faire son éducation africaine ; nous ne le possédâmes que vingt jours. L'auteur de la lettre a mis beaucoup moins de temps à apprendre ce dont il parle avec tant de confiance.

Or, le véritable auteur était M. Gustave de Beaumont, membre de la Commission d'Algérie, quoique député de l'opposition.

Il ne tarda pas à se faire connaître par une lettre fort digne et des plus spirituelles, publiée elle aussi dans *Le Siècle* (2). De la méprise, commise par le Gouverneur, il ne se plaint pas ; il en est fier au contraire et il le serait encore plus « si M. le général Bugeaud était aussi « compétent pour juger les qualités de l'écrivain que les talents militaires ». S'il n'a pas signé ses articles, c'est qu'il a obéi à un scrupule : appelé par le Ministre à faire partie d'une Commission qui délibérerait sur les Affaires de l'Algérie, il a pensé que « si faible que fût le lien par lequel il était rattaché au Gouvernement », il avait des réserves et des convenances à garder. Il ne s'est donc pas fait connaître ; mais, comme il a conservé ses convictions personnelles, il a gardé aussi le droit de les soutenir. Ses critiques ne visent dans Bu-

(1) *Bugeaud au Rédacteur du Siècle*, 14 décembre 1842.

(2) *Gustave de Beaumont au Directeur du Siècle*, 28 décembre 1842. Elle parut dans ce journal le lendemain, 29 décembre.

geaud que l'administrateur, non le général qu'il admire, et elles ne lui ont été inspirées ni par un esprit d'opposition politique, ni par un amour du dénigrement de parti-pris : « Sur ce point, comme sur les autres, je dis sincèrement ma pensée, au risque de rencontrer des opinions contraires à la mienne. Je crois fermement que nul n'a mieux fait la guerre que M. le général Bugeaud et je le dis parce que je trouve misérables et odieuses ces petites passions politiques qui empêchent les hommes d'un parti de reconnaître et de proclamer les services rendus au pays par les hommes d'un autre parti... Il est vrai qu'en même temps que je crois M. le général Bugeaud le meilleur général pour la guerre d'Afrique, je ne lui crois point une égale aptitude pour y conduire le gouvernement. J'admire beaucoup les bulletins datés du Chélif ou des bords de la Mina ; je n'admire point la brochure. Ses opérations militaires me paraissent parfaites ; ses vues de gouvernement mauvaises. Et, en le glorifiant pour ses faits de guerre, je discute ses théories d'administration que je crois funestes. C'est là ma conviction profonde et je voudrais ne laisser échapper aucune occasion de l'exprimer. Je l'ai fait à la tribune ; je le fais aussi dans la presse ».

Bugeaud se trompa une seconde fois en se prêtant à cette polémique ; il adressa au *Siècle* (1), comme il le lui avait annoncé, une longue et ardente réfutation que ce journal s'empressa de publier et qui fit le tour de la presse d'opposition ; à beaucoup, elle parut maladroite et susceptible de compromettre ce Gouverneur auprès des partis politiques. Elle était, en effet, conçue en des termes d'une violence peu digne de la haute fonction qu'il occupait et elle devait paraître d'autant plus regrettable qu'elle prenait à parti une personnalité politique et littéraire fort estimée. Dès les premières lignes qu'il écrit, son emportement et son dépit éclatent. Il n'a rencontré dans les articles qu'il a lus que « des assertions sans preuves, des décisions sans démonstration, aucune idée applicable et partout un esprit d'opposition qui fait de cet écrit un article de la presse opposante, comme on en voit tous les jours, et non pas une discussion sérieuse de l'Etat de la question d'Afrique ». Tout cela n'est que phraséologie, où il n'y a pas trace de sens pratique, « chose qui manque trop souvent à nos illustrations littéraires ».

(1) *Deuxième lettre de Bugeaud au Siècle*, publiée par ce journal le 8 et 9 Janvier 1843.

Il se fâche et rend coup pour coup, quand on lui reproche de vouloir perpétuer la guerre ou de tromper l'opinion publique (1) :

Eh ! non, Monsieur, personne ne s'est joué de l'opinion publique, mais beaucoup se sont trompés ; et vous vous trompez aussi, vous qui probablement aspirez à prendre part au gouvernement. Je me suis trompé moi-même sur quelques points, quoiqu'ayant vu l'Afrique mille fois plus que vous ; j'ai eu la légèreté de la croire infertile sur un échantillon que j'avais parcouru et depuis, j'ai traversé de vastes contrées d'une extrême fertilité. J'ai la bonne foi d'avouer mon erreur ; j'espère que vous ferez de même.

Il s'indigne contre l'accusation de despotisme qu'on lui lance, ainsi qu'à ses officiers. L'honorable député, son contradicteur, manque vraiment d'urbanité (2) :

Il traite les pauvres commandants militaires avec une injustice et un dédain qui ne sont pas de notre époque. Certes, les grands seigneurs d'autrefois n'auraient pas osé parler ainsi des épiciers ; s'ils avaient des ridicules, ils avaient de la politesse.

La liberté qui existe à Alger est bien plus réelle et positive que celle que l'on trouve à Paris (3) :

Savez-vous pourquoi ? C'est que chacun y est très occupé et très librement à se créer une existence ; qu'on ne s'y entretient pas de politique ; qu'on n'y redoute pas l'émeute qui force souvent les bourgeois de Paris à fermer leurs boutiques et à prendre les armes pour défendre leurs propriétés. On y est surtout moins tourmenté par les fausses idées, les théories absurdes que répandent à profusion beaucoup d'écrivains qu'on dit célèbres et dont une partie des écrits reste heureusement sur l'autre rive de la Méditerranée.

Sa lettre ne contient donc qu'une série de dénégations outrées et de ripostes personnelles. Ce général aux manières un peu troupières perd toute mesure ; il se livre à des plaisanteries d'un goût douteux. De Beaumont avait donné le conseil de peupler et de féconder les campagnes algériennes par des colons européens ; évidemment, le conseil n'était pas nouveau et il avait ajouté : « A côté des sociétés musulmanes en déclin, placez la civilisation européenne dans toute sa puissance et toute sa richesse ». Et Bugeaud de triompher, de rire, de se moquer (4) :

(1) *Même lettre.*

(2) *Même lettre.*

(3) *Même lettre.*

(4) *Même lettre.*

C'est très instructif et cela peut rivaliser avec beaucoup de recettes semblables que nous avons lues dans plusieurs gros livres sur l'Afrique, ou bien à cette plaisanterie que les mamans font à leurs enfants qui ont envie d'un petit oiseau voltigeant dans la campagne : « Tiens, mon enfant, mets-lui un petit grain de sel sur la queue et tu le prendras ».

De pareilles trivialités — et c'étaient ici des imprudences — ne sont pas rares dans sa correspondance, mais elles sont plus fréquentes dans ses articles. A s'adresser au grand public, il semble qu'il veuille lui servir des expressions et des images un peu grossières. Et puis, il est en colère, fort en colère en ces derniers jours de l'année 1842 ; il n'est plus maître de lui, il en devient méchant. *Le National*, autre journal de l'opposition, venait de publier une correspondance d'Alger, dans laquelle l'on niait les résultats de sa dernière campagne de l'Est. Se refuser à reconnaître les grands succès militaires du général, c'en était trop. Le crime était pendable. Quel est donc ce correspondant de mauvaise foi et de mauvais vouloir ? Dans quel rang de la société d'Alger a-t-on pu le choisir ? S'il le connaissait... mais il ne le connaît pas et il est obligé de se borner à plaindre le journal qui accepte de tels articles ; il lui insinue cependant qu'il ferait bien de se débarrasser de son correspondant :

Tant d'injustice (1) pourrait dégoûter de servir la patrie si nous n'avions pas beaucoup plus d'amour du pays que ne nous en prétent ces écrivains qui se sont attribué le monopole du patriotisme dans leurs phrases, mais non dans leurs actions ; car ils ne savent que dénigrer ceux qui consacrent leurs forces et leur santé à bien servir la France. J'espère, Monsieur, que cette lettre éveillera quelque peu vos doutes sur le crédit que méritent les correspondances particulières et anonymes d'Alger. Il est vraiment déplorable, dans l'intérêt du pays, que les hommes d'action qui sont en présence des difficultés les plus multipliées et les plus sérieuses soient jugés avec cette outrecuidance par des oisifs qui ne connaissent de l'Afrique que les cafés d'Alger ; et c'est le triste cachet de notre époque de voir que de pareilles élucubrations trouvent des organes de la presse disposés à les publier à la fois devant tout un pays qui, ne pouvant juger de faits qui se passent à 300 lieues, est disposé à croire tout au moins une partie de ces odieux mensonges.

Les admonestations du Gouverneur aux journalistes — ce que M. de Beaumont appelle ironiquement la *campagne littéraire* de Bugeaud — tournèrent au scandale avec cette dernière lettre. Toute la presse s'en occupa et le plus souvent pour regretter ce manque de retenue chez un homme qui, par ailleurs, avait de si grands talents. Il n'est pas douteux que le gouvernement fut fort irrité de tout

(1) *Bugeaud au National*, parue dans ce journal le 28 décembre 1842.

ce tapage. Peut-être songea-t-il à lui retirer son commandement. Le bruit en courut à Paris ; *Le Constitutionnel* en parla, mais pour le démentir, le Ministère ne pouvant, disait-il, prendre une détermination aussi grave pour un motif futile. Soult rappela seulement à son subordonné qu'il lui était expressément défendu d'écrire dans les journaux sans son autorisation. Toutefois, il restera de cette polémique malheureuse une défiance générale contre le Gouverneur et son système d'administration et de colonisation.

CHAPITRE II

LE SECOND PROJET (1844-1845)

Situation militaire de 1843 à 1844. — Prestige de Bugeaud.

I. — Le Mémoire du 15 janvier 1844. — Ses principales dispositions. — Le devis estimatif du 22 novembre 1844. — Le projet d'organisation intérieure des Légions (décembre 1844) : ses précisions.

II. — Le contre-projet du Ministère. — La colonisation militaire administrative. — Ses facilités politiques, militaires et financières.

III. — Le conflit à propos de ces deux systèmes : 1) à la Chambre ; 2) au Conseil des Ministres ; 3) à la Commission des crédits supplémentaires.

IV. — Continuation des hostilités : le rejet des deux projets de Bugeaud et de Soult par la Chambre. — Les circulaires du Gouverneur (9 août et 15 août). — Campagne de la presse parisienne : affaire des Ouled Riah, affaire des circulaires, affaire de la lettre au Préfet de la Dordogne. — Retraite de Soult. — Insurrection générale de 1845.

Jamais Bugeaud, même au moment où était le plus aigu le conflit soulevé entre le Ministre de la Guerre et lui à propos de Beni-Mered et de Mahelma, n'avait abandonné ses préférences pour la colonisation militaire. Il gardait l'espoir — et il le disait à Soult — qu'un avenir meilleur leur était réservé, que les expériences poursuivies confirmeraient ses prévisions et que le gouvernement et les Chambres finiraient par se rallier à son système. Il comptait surtout sur son prestige militaire qui grandissait chaque jour.

L'année 1843 avait été particulièrement glorieuse pour nos armes et féconde en résultats politiques. Au printemps, le Dahra, soulevé par le lieutenant de l'Emir, Berkani, avait été parcouru et pacifié une première fois par les troupes des généraux Changarnier, Saint-Arnaud et de Bar. Puis Bugeaud était venu diriger en personne les opérations et, pour éviter le retour de nouvelles défections, avait fondé El-Esnam, la future Orléansville, occupé Ténès et construit une route entre ces deux points. La dangereuse tribu des Sbéah fut pourchassée et punie. Dans le Sud, le jeune duc d'Aumale, lancé à la poursuite de la Smala, la surprenait aux sources de Taguin et, malgré l'infériorité numérique de sa petite troupe de cavaliers, fondait sur elle à l'improviste et profitait du premier moment de sur-

prise et d'effroi pour mettre en déroute cette masse humaine, en faire prisonnière une partie et chasser le reste.

Mêmes succès retentissants en Oranie. Le 21 juin, le colonel Géry remportait une brillante victoire sur les troupes de l'Emir à Djeda, s'emparait de son camp et de ses bagages ; Abdelkader n'échappa qu'avec quelques partisans. Deux mois après, l'Emir subissait une nouvelle défaite non loin de Saïda ; là encore, il faillit être pris. Enfin, le 11 novembre, dans la région de Tlemcen, le colonel Tempoure livrait une véritable bataille rangée à Ben-Allal, le plus habile et le plus brave des lieutenants d'Abdelkader, tuait p'us de 400 réguliers et en faisait 364 autres prisonniers : Ben-Allal restait au nombre des morts.

Par le système de guerre qu'il avait instauré en Algérie, par la mobilité de ses colonnes, l'habileté de ses combinaisons, la hardiesse de ses marches, puis par une activité incroyable, Bugeaud était venu à bout de l'hostilité des Arabes. Sans cesse harcelées, obligées de fuir dans toutes les directions, frappées dans leurs intérêts immédiats, cultures et troupeaux, les tribus se soumettaient. La puissance de l'Emir était abattue. Quelle différence entre les années 1841 et 1843 ! Il y avait deux années à peine, Abdelkader possédait 9.000 soldats réguliers d'infanterie et 2.400 cavaliers, sans compter les 6 à 8.000 hommes de la tribu des Hachem ; il avait six petites places fortes à la lisière du Tell, des dépôts d'armes et de munitions, des ateliers de réparations, une fabrique de canons. Maintenant il a tout perdu ; à peine s'il peut compter sur quelques tribus éloignées, restées fidèles. Aussi le Gouverneur était-il fondé à dire, dans un banquet public qui lui fut offert à cette époque, et sans trop d'exagération :

Après la campagne du printemps (1), j'aurais pu proclamer que l'Algérie était domptée et soumise ; j'ai préféré rester au-dessous de la vérité. Mais aujourd'hui, après le beau combat du 11 de ce mois, qui a détruit les restes de l'infanterie de l'Emir et fait tomber son premier lieutenant, je vous dis hardiment que la guerre sérieuse est finie. Abdelkader pourra bien encore, avec la poignée de cavaliers qui lui reste, exécuter quelques coups de main sur les Arabes soumis de la frontière ; mais il ne peut rien tenter d'important. — On peut donc affirmer, répétait-il en janvier 1844, que la question de la conquête est résolue.

Le moment semblait donc opportun pour résoudre définitivement la question de colonisation. Bien que la crise des villages de Beni-

(1) *Moniteur Algérien*, 30 novembre 1843. Ces paroles furent prononcées au cours d'un banquet offert au duc d'Aumale.

Méred et de Mahelma, toute proche, ne fût point oubliée, l'attention du Ministre avait été attirée ailleurs sur un système de travaux coloniaux auquel l'administration militaire algérienne reconnaissait les plus grands avantages : c'était la construction des villages et le défrichement de quelques hectares de terres au profit des futurs colons par les condamnés militaires du colonel Marengo. Simple préparation de l'œuvre coloniale, dira-t-on, procédé heureux pour favoriser les colonies militaires ou les colonies civiles ; et c'était bien ainsi que l'avait envisagée le Ministre et en ce sens qu'il en avait approuvé l'application à plusieurs centres projetés dans toutes les provinces algériennes. Mais ce n'était point sous cette forme que Bugeaud la considérait ; il y voyait le triomphe de la colonisation militaire sur la colonisation civile. Il ne parlait de rien moins que de confier tous les travaux coloniaux au colonel Marengo et à ses condamnés ; aucun village ne serait désormais établi, aucune maison construite que sous la direction d'un officier et par des militaires : c'était le militarisme dans la colonisation en attendant la colonisation militaire.

On n'attendit pas longtemps ; en 1844, Bugeaud se sentait assez fort pour obliger le Ministre à un examen approfondi et peut-être même à l'adoption de nouvelles propositions. Le projet de 1844 devait nécessairement tenir compte et des résultats obtenus par les essais tentés à Fouka, Beni-Mered et Mahelma, et de l'occupation à peu près complète de l'ancien territoire de la Régence. Ce fut un projet élargi.

Il est développé dans un long mémoire daté du 15 janvier 1844 et portant comme titre : *Les moyens d'affermir et d'utiliser la conquête de l'Algérie*. Ce mémoire ne fut pas publié (1) ; on en tira seulement quelques copies qui furent distribuées aux membres de la Commission de colonisation du duc Decazes ou communiquées aux chefs de service du Ministère. Bugeaud n'y détaillait pas son système ; comme pour son premier projet, il s'était contenté au début d'en indiquer les lignes générales. Lorsque, vers la fin de l'année, les nouveaux succès du Maréchal sur la frontière marocaine, et surtout la bataille d'Isly, eurent jeté un nouveau lustre sur sa personne et attiré une plus grande considération à ses idées, lorsqu'il vint à Paris jouir de son triomphe et défendre son projet de colonie militaire, on lui demanda de le compléter par quelques précisions financières et admi-

(1) Il fut simplement autographié sur du papier à en-tête du Ministère de la Guerre. Il comprenait 26 pages grand format.

nistratives. C'est ainsi que furent ajoutés au rapport général du 15 janvier deux autres documents, fort importants l'un et l'autre ; d'abord une note indiquant les dépenses approximatives d'un colon militaire et de sa femme pour installation, logement, solde, vivres, habillement pendant trois ans ; puis un projet d'organisation des colons militaires en trois titres spécifiant les avantages qui leur sont consentis, les obligations qu'ils contractent et enfin le régime intérieur auquel ils seront soumis. Mémoire, note et règlement, bien qu'élaborés à des dates différentes, ne sauraient être séparés ; ils forment un tout, un exposé complet de la pensée de Bugeaud pendant cette période de 1843 à 1845.

I

Le projet élargi

Le mémoire initial, à côté de quelques propositions nouvelles, renfermait peu de développements originaux ; il revient sur des questions déjà anciennes et longuement débattues, par exemple sur les trois systèmes de possession dans l'Afrique du Nord : la prise de quelques villes le long de la côte, l'occupation restreinte et la conquête absolue. Cette dernière solution, Bugeaud l'avait préconisée en 1840 ; il montre par l'histoire des faits de guerre, accomplis en ces deux dernières années, que seule elle était réalisable.

Il insiste — thèse qu'il avait développée — sur la nécessité d'opposer au peuple arabe, fier, fanatique, vigoureux, admirablement préparé pour la guerre et prompt à la révolte, une population forte, vigilante, entraînée et bien disciplinée, capable de réprimer toute insurrection. Les colonies militaires, en établissant sur le sol algérien des hommes jeunes et résistants, peuvent répondre à ces nécessités. Les fonder en quantité suffisante sera l'œuvre d'environ dix années.

J'ai calculé (1) que chacune de nos Divisions d'Oran, d'Alger et de Constantine pourrait établir chaque année de 3.000 à 4.000 familles de colons militaires. Donnons-en 3.000 à la Division d'Oran, 3.000 à celle de Constantine, 4.000 à celle d'Alger ; ce serait 10.000 chaque année. Je ne crois pas exagérer les possibilités. Nos troupes ne seront désormais que faiblement occupées par la guerre ; elles ont en elles-mêmes de grands moyens d'action, beaucoup d'ouvriers, beaucoup de moyens de transport.

(1) *Mémoire* du 15 janvier 1844, page 15.

Dix mille soldats colons chaque année c'est peut-être excessif ! Mais le Gouverneur est convaincu que dans l'armée française, composée en général de prolétaires qui n'ont pas l'espoir de devenir propriétaires en France, il suffit de promettre au soldat dix ou douze hectares de bonne terre et une maison, de lui fournir les moyens de se marier, pour que beaucoup acceptent. On en trouvera plus de 20.000, affirme-t-il, et il ne lui en faut que 10.000. Puis, quand on fait des suppositions et des calculs, on est toujours porté à voir le possible plus que le réel, le maréchal Bugeaud rêve d'une Algérie peuplée dans dix ans de 100.000 colons à l'intérieur ; que dis-je, de 400.000, car chaque famille, par les enfants ou les parents qui viendront la compléter, comprendra 4 personnes au moins. De son côté, la colonisation civile aura grandi. Dans 10 ans seulement la population européenne, fixée à demeure sur la côte et dans les landes algériennes, s'élèvera donc à 600.000 personnes. Voilà le projet qui grandit, grossit et prend des proportions inattendues !

S'il multiplie le nombre de ses soldats colons, il élargit le périmètre des terres qu'il leur réserve et restreint d'autant celui des colons civils. Sa lettre du 25 janvier 1843 avait laissé prévoir cette conséquence et contribué au rejet de son premier projet. Cet échec n'a nullement modifié ses convictions ; il les a fortifiées. Au lieu de présenter simplement comme désirables l'extension de la zone militaire et la réduction de la zone civile, il affirme maintenant qu'elles sont nécessaires. Les colons du comte Guyot se contenteront des terres de la côte, une lisière sans largeur, un peu plus large pourtant aux environs d'Alger. Même là, leurs progrès seront limités par l'exiguité des terres vacantes dont dispose l'Etat ; il ne faut pas spolier les Arabes et les pousser au désespoir ; car, depuis que les indigènes sont revenus et se sont réinstallés dans leurs anciennes propriétés, avec le consentement de l'autorité militaire qui pourtant en avait prononcé le séquestre, non seulement il n'est plus question de les refouler, mais il faut leur faire une place convenable. La politique nous le commande. Bugeaud revient par étapes à sa conception de 1838 ; bientôt, il parlera de colonisation arabe ; il enlèvera contre toute légalité à des propriétaires européens (la Société du comte de Fleury) le Haouch de Guerouaou pour y établir la tribu des Beni Khélil.

L'avenir de la colonisation civile autour d'Alger est donc borné(1), quant à présent, par la force des choses, par les droits que le temps a consacrés, par les

(1) *Mémoire* du 15 Janvier 1844.

nécessités politiques, et, je dirai même, par la presque impossibilité d'opérer la spoliation de ces fiers Arabes, que nos théoriciens de France n'ont pas pris assez au sérieux, et dont ils n'ont même nulle notion, ainsi qu'ils l'ont montré dans l'exposé de leurs idées spéculatives.

La zone de la colonisation militaire est au contraire grande, de plus en plus grande ; c'est l'Algérie à peu près tout entière. Elle comprend les riches et très vastes propriétés domaniales de l'intérieur ; au besoin, on y fera entrer maintes terres, appartenant aux indigènes, le dépouillement de ces « fiers » Arabes n'étant plus dangereux quand il s'agit de leur substituer des soldats.

A l'agrandissement de leur territoire, à l'accroissement de leurs effectifs, s'ajoutera pour ces colonies militaires dans le nouveau projet de Bugeaud une autre condition de succès, et ce sera le meilleur choix des localités où on les installera. Depuis que le Gouverneur, à la tête de ses colonnes, parcourt l'Algérie dans tous les sens, il la connaît mieux ; il y a rencontré un peu partout des régions fertiles et salubres. Il répète qu'il en a vues dans la vallée du Chélif, dans la plaine de la Mina et de l'Habra, sur le plateau entre Hamza et Médéa, même à la limite du petit désert. A ce moment s'élabore dans son esprit tout un système de défense de la colonie par trois lignes de postes s'échelonnant du littoral aux hauts plateaux ; plusieurs de ces postes pourront être occupés par des détachements de soldats colons. Le siège de chaque légion sera placé dans les villes existant déjà : Tlemcen, Sidi-bel-Abbès, Mascara, Tiaret, Teniet-el-Haâd, Boghar, Orléansville, Médéa, Miliana, Sétif, Constantine et Guelma. La liste s'allonge, comme on le voit, des villes de l'intérieur jalousement réservées aux légionnaires ; et pourtant il n'y aura là que le quartier général de chacune d'elles avec une petite réserve de troupes régulières. Le gros des légions essaimera tout autour dans des centres, construits au milieu des terres occupées.

Lorsque le plan de Bugeaud sera entièrement exécuté, les familles de militaires fermeront le Tell et le mettront à l'abri d'une invasion ; ce sera, si l'on veut, un obstacle continu, mais un obstacle vivant. Or, pour élever cet obstacle, pour achever rapidement ce plan, le Gouverneur réclame le maintien de son armée à l'effectif auquel elle a été portée ; elle doit rester forte et nombreuse ; seule, elle est capable du grand effort qu'exigera cette œuvre. En la diminuant aujourd'hui, on compromettrait à la fois la colonisation et la conquête.

L'économie (1) dans cette grande question, comme dans beaucoup d'autres, consiste à faire largement les choses pour arriver promptement au but. Il serait bon de ne réduire l'armée actuelle qu'après avoir établi 100.000 familles de colons militaires.

Ainsi, le projet se précise et en même temps s'élargit ; il prévoit, autant du moins que les prévisions sont possibles en pareille matière, le nombre des soldats colons, les moyens de les recruter, le temps nécessaire à l'établissement des légions, les localités où elles seront placées, enfin le concours de l'armée pour les installer et les faire prospérer pendant les premières années.

*
* *

A-t-il prévu les moyens financiers indispensables à sa réalisation ? A combien s'élèveront les crédits qu'il faudra obtenir des Chambres ? Plus le projet est grandiose, plus les dépenses paraîtront excessives. Le Maréchal, suivant sa coutume, passait légèrement sur cette difficulté, estimant sans doute que trouver l'argent indispensable à cette entreprise était l'affaire du Ministre, le calculer la tâche des bureaux. Il répétait qu'il fallait faire les choses largement. Pourtant, comme il sentait bien que l'énormité de la dépense pourrait être la pierre d'achoppement, il répondait par avance à l'objection qui ne manquerait pas de lui être faite, en rappelant les frais qu'occasionnait la colonisation civile.

Je réponds que, d'après l'expérience que nous faisons en petit (2), l'installation de la colonisation militaire ne coûtera pas plus cher que celle de la colonisation civile, car les colons militaires travailleront, en partie du moins, à la construction des villages sans être payés, puisqu'ils travailleront pour eux. *J'évalue à 1.500 francs au plus* ce que coûtera l'établissement de chaque famille de colons militaires, mais il est juste d'ajouter, à la dépense du colon militaire, les trois années de solde et de vivres qu'il touchera, ce qui doublera les frais.

Trois mille francs par colon ! Pour 100.000 colons, 300 millions, telle est l'évaluation globale dans toute sa brutalité. Répartie sur dix années, la dépense ressort encore à 30 millions par an. Les Chambres voteront-elles les crédits spéciaux qu'on leur demandera ? Comment oser l'espérer ? Elles ont à plusieurs reprises manifesté leur

(1) *Mémoire* de 1844. Page 15.

(2) *Ibidem*. Page 17.

répugnance pour la colonisation militaire, considérée par elles à tort ou à raison comme trop onéreuse. Constamment, elles ont témoigné leurs préférences pour la colonisation civile. Il n'était pas éloigné le moment où le fait d'avoir inscrit dans le budget une somme pour la colonisation avait provoqué une sérieuse opposition. On a donc oublié que ces débats s'étaient produits — si paradoxal que cela puisse paraître — l'année précédente et qu'alors le crédit demandé fut réduit de 772.000 à 500.000 francs ; députés et pairs avaient peur de l'inconnu. Leur demandera-t-on aujourd'hui avec quelques chances de succès de voter 300 millions, surtout en faveur d'un mode de colonisation qu'ils ont repoussé jusqu'ici ?

De quelle manière d'ailleurs le gouvernement motiverait-il un chiffre si élevé ? Il serait amené, comme Bugeaud dans son mémoire, à exalter la colonisation militaire aux dépens de la colonisation civile. C'est par l'inefficacité, le néant de celle-ci qu'on s'efforcerait de justifier la nécessité de celle-là. Le résultat probable ? Oh ! il ne fallait pas être grand clerc pour deviner la réponse des Chambres : « Vous « nous démontrez parfaitement l'impuissance de la colonisation ci-
« vile : *nous n'en voulons plus*. Mais les chances de la colonisation mili-
« taire n'en sont pas pour cela mieux établies ; l'expérience que vous
« voulez en faire au prix de 300 millions serait beaucoup trop coû-
« teuse ; *nous n'en voulons pas* ».

Pareilles appréhensions semblaient légitimes. Nous les trouvons exprimées dans le rapport fait au Ministre, le 27 février 1844, par le chef du deuxième bureau, M. Urtis. Il était question d'adresser pour examen et avis à la Commission de colonisation le mémoire de Bugeaud. Ce fonctionnaire estime qu'il y a « danger (1) à communiquer certains passages qui renferment des critiques contre la colonisation civile ; critiques fort exagérées, ajoute-t-il, et qui, sans faire triompher la colonisation militaire, pourraient gravement compromettre la cause de la colonisation civile ». A quoi il fut répondu par le Ministre et le Directeur des Affaires Algériennes, l'intendant militaire Vauchelle, qu'il y avait d'autant moins d'inconvénients à communiquer à la Commission le mémoire de M. le Gouverneur général *in extenso*, que, plus il y avait d'exagération dans ses propositions, mieux serait démontrée l'impossibilité matérielle et morale d'en faire l'ap-

(1) *Rapport de M. Urtis au Ministre de la Guerre, 27 février 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A.G.G.A.*

plication. Dès lors, le système suivi par le gouvernement en paraîtrait d'autant mieux justifié.

Quelque excessive que parût aux Chambres cette somme de 300 millions, la dépense réelle ne dépasserait-elle pas ce chiffre ? Sur quelles bases reposaient donc les calculs du Maréchal ? Il importait d'autant plus de les connaître qu'à quelques mois d'intervalle ses évaluations avaient beaucoup varié. Par sa dépêche du 25 janvier 1843, dans laquelle il proposait l'établissement de 6.000 colons militaires, le Gouverneur limitait la dépense à 1.500 francs par homme. Par sa dépêche du 15 janvier 1844, il la double, la porte à 3.000 francs. Il y avait donc eu des omissions, des oublis. Qui garantit au gouvernement qu'il n'y en a pas encore dans le dernier calcul ? Aussi demandait-il à Bugeaud de détailler cette évaluation, de préciser l'origine et la nature de chaque dépense. Longtemps le Gouverneur fit attendre ce devis estimatif ; il se décida enfin à l'envoyer par M. Blondel (1), Directeur des Affaires civiles, qui le remit au Ministère le 22 novembre 1844.

Une fois encore les chiffres se trouvaient modifiés et grossis. Au lieu de 3.000 francs, il devait en coûter à l'Etat 3.383 fr. 21 par colon militaire et 338 millions pour toutes les légions. Ce document mérite d'être cité :

Dépenses approximatives d'un colon militaire avec sa femme pour installation, logement, solde, vivres et habillement, etc., etc., pendant trois ans.

1 ^o Solde pour le mari, 365 jours par an, 1.095 jours pour trois ans, à 0 fr. 25 par jour.....	273 75	} 438 »
2 ^o 1.095 jours de prime pour masse individuelle à 0 fr. 15	164 25	
2 ^o Portion de masse d'entretien affectée aux réparations d'habillement, etc., etc., (4 francs par an).....	12 »	
3 ^o Vivres pour le mari et la femme pendant trois ans : 2.190 pour les deux à 45 cm, 70 la ration, ci.....	1.000 83	
4 ^o Valeur du fusil avec sa baïonnette qu'on laissera au colon après ses trois ans.....	37 43	
A reporter.....	1.488 26	

(1) Ce devis estimatif, conservé dans les Archives de la Colonisation Algérienne, porte la mention qu'il a été remis par ce fonctionnaire à cette date, probablement pour en certifier l'authenticité.

Report.....	1.488 26
5 ^o Valeur de la cartouchière, bretelle de fusil, fourreau de baïonnette, idem.....	6 05
6 ^o Valeur de l'habillement pour trois ans.....	100 90
7 ^o Couverture de campement, hamac et matelas de hamac dont on évalue la durée à, trois ans.....	36 »
8 ^o Marmite, gamelle, bidon, durée évaluée à trois ans..	12 »
TOTAL de la dépense au compte du budget de la Guerre.	<u>1.643 21</u>
1 ^o Deux bœufs de labour à 100 francs.....	200 »
2 ^o Quatre jeunes vaches ou génisses à 50 francs.....	200 »
3 ^o Trente brebis et un bélier.....	200 »
4 ^o Construction de la maison (bois et fer seulement)...	700 »
5 ^o 600 journées de soldats pour travaux supplémentaires de construction, préparation de terres, etc. à 0,40 l'un.	240 »
6 ^o Outils aratoires	200 »
TOTAL des dépenses de colonisation...	<u>1.740 »</u>
Dépenses de solde, vivres, habillement, armement et campement	1.643 21
Dépenses de colonisation.....	1.740 »
TOTAL GÉNÉRAL	<u>3.383 21</u>

A-t-on vraiment tout prévu ? Pas encore. Par sa lettre du 14 décembre 1844, Bugeaud reconnaît avoir oublié les frais de route du soldat et ceux de sa jeune femme lorsqu'il la ramènera de France. Il porte alors la dépense à la somme ronde de 3.500 francs. De telles variations, et en si peu de temps, avaient quelque chose de déconcertant, et cela engendrait la méfiance ou le scepticisme. Au Ministère, on avait appris par l'expérience des colonies militaires de Fouka et de Beni-Mered à ne tenir qu'un compte relatif des calculs de Bugeaud, et les résultats que l'on commençait à entrevoir, au point de vue fiscal, des essais du colonel Marengo étaient, eux aussi, peu encourageants. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de l'attitude réservée de Soult et de l'hostilité des Chambres.

*
* *

Aussi graves que ces embarras fiscaux, étaient les difficultés provenant de l'organisation intérieure des légions. Dans sa lettre du 15 janvier, Bugeaud les avait encore évitées en n'en parlant que pour les renvoyer à l'étude d'une Commission compétente.

Après avoir exposé les grandes considérations générales qui militent en faveur des colonies militaires, il vous paraîtra peut-être, Monsieur le Maréchal, que j'aurais dû présenter un projet d'ordonnance constitutive des légions colonisatrices. Vous comprendrez, Monsieur le Maréchal, qu'avec des occupations aussi étendues que les miennes, je ne puisse pas entrer ici dans tous les détails. Je ne formulerai pas non plus un projet d'ordonnance pour la constitution des légions, ni un règlement d'administration publique sur leur discipline et leur régime intérieur. Ce n'est pas en courant que l'on peut faire un tel travail d'une manière satisfaisante ; il demande du temps, de la réflexion et des lumières de plusieurs hommes spéciaux. Si le moment arrive de s'en occuper sérieusement, j'offrirai volontiers pour cette œuvre le concours de mon expérience de l'armée et des choses d'Afrique ; mais ici je ne puis que jeter un coup d'œil sur les points principaux de cette création.

Simple coup d'œil en effet, et qui ne permet guère de discerner l'image réelle de la future légion. Sera-t-elle composée exclusivement de soldats de l'armée active ? Non, on y admet encore ceux de la réserve, les libérés et même « les hommes du civil, âgés de moins de 35 ans, jouissant d'une santé robuste et d'une réputation de bonne vie et mœurs ». Mais il semble que de plus en plus cette tolérance n'est placée ici que pour la forme. L'ordonnance, assure le Gouverneur, énumérera les avantages garantis aux colons, mais rien n'indique pour le moment quels seront ces avantages. Elle règlera le sort des veuves et des enfants mineurs, leurs droits sur la propriété de la concession, mais dans quel sens ? Aucune indication ne le laisse soupçonner. Elle soumettra les légionnaires à l'obligation du régime militaire *pendant un temps indéfini*. A part la question, secondaire en somme, de la situation militaire des officiers et de leur avancement, sur laquelle Bugeaud s'étend longuement, — ce qui tendrait à prouver que les oppositions les plus sérieuses à ses idées venaient de l'armée, — les autres problèmes sont à peine soulevés.

C'était bien cependant le devoir du promoteur de la légion de les envisager et de les résoudre ; on le fit comprendre à Bugeaud. Vers la fin de l'année, le nouveau duc d'Isly se décida enfin à transmettre à Paris un projet d'organisation, divisé en trois titres ; le premier traitait des avantages faits aux colons, le second des obligations qui leur étaient imposées et le dernier de l'administration (1).

(1) Ce projet d'organisation des colonies militaires est généralement connu. Il fut reproduit dans les circulaires que le Gouverneur adressa l'année suivante, le 9 août, aux généraux sous ses ordres, pour leur demander de recueillir parmi leurs hommes les noms de ceux qui accepteraient de faire partie des colonies militaires. On le trouve aussi, légèrement remanié, dans la brochure des camps agricoles.

« Les sous-officiers et soldats, qui seront choisis pour la colonisation militaire, recevront, dit l'Article I, un congé de six mois pour aller se marier. Eux et leurs femmes jouiront de l'indemnité de route pour aller et retour. Leurs effets et leur mobilier seront transportés aux frais de l'Etat ». La nécessité de la famille, comme fondement de la colonisation, est donc proclamée dès le début ; nécessité inéluctable que le général a constamment reconnue. Il le dit et le répète à Soult ; il n'a jamais voulu coloniser avec l'armée telle qu'elle est constituée, mais avec des individus tirés de l'armée, ce qui est tout différent. Et c'est précisément, parce qu'il est convaincu qu'il faut la famille, qu'il veut former des légions de colonisateurs, à part l'armée, avec une autre constitution. Mais d'ores et déjà il abandonne ses mariages au tambour : les soldats se choisiront des compagnes à leur gré et, pour les trouver, on leur donnera six mois. Un délai de six mois ! Le délai est-il suffisant ? Et puis, 10.000 troupiers qui iront en France chercher des épouses, est-ce possible ? Ils risquent fort de ne pas les découvrir, car ils ne leur offrent rien de bien séduisant. De maison, ils n'en possèdent point encore ; de champs, ils n'ont que des terres en friche qu'ils ne connaissent même pas ; comme argent, quelques maigres économies si tant est qu'ils en ont fait au régiment. Cela ne saurait suffire pour monter un ménage. Et quel avenir pour ces jeunes femmes ? Leurs maris soumis au régime militaire, toujours exposés par conséquent aux dangers de la guerre, l'existence au milieu d'un camp, les produits de la terre africaine ! Vraiment, en est-il beaucoup qui auront le courage ou la naïveté d'accepter ? S'il s'en trouve, ce ne sera qu'en petit nombre et de la dernière qualité.

Sans doute l'Etat promet d'être généreux ; il multiplie les avantages accordés à ces colons militaires. Il prend l'engagement de se charger de tous les frais de construction et d'installation ; il donne à chaque ménage une paire de bœufs de labour, une paire de vaches, dix brebis, une truie, une charrette, deux charrues et les menus outils aratoires (Art. III). Il fournit les vivres, la solde, l'habillement, l'équipement et toutes les prestations de l'infanterie pendant trois ans au soldat colon et, durant ce même laps de temps, il assure aussi à la femme les vivres de campagne (Art. IV). Il concède au colon, en un ou plusieurs lots, dix hectares de terres cultivables, dont ce dernier sera propriétaire, sitôt marié et installé sur la propriété (Art. V). Des arbres, des semences lui seront délivrés gratuitement (Art. VI) ; peut-être même lui consentira-t-on une avance de 400 francs

en mobilier, pourvu qu'il s'engage à la rembourser plus tard en argent (Art. VII). Enfin, au bout de trois années, les habits, les armes, les effets d'équipement de ces soldats deviendront leur propriété (Art. IX).

Un dernier article (Art. X) autorisait les colons à ramener avec eux quelques membres de leur famille. Mais lesquels et combien ? Leur vieux père, leur vieille mère ? Ou bien leurs jeunes frères et sœurs ? Que devenait dans ce cas la colonie militaire qui, pour être forte et en même temps capable de repousser les Arabes, devait se composer d'éléments adultes et vigoureux ? D'ailleurs, l'autorité militaire ne paraît pas tenir beaucoup à cette immigration ; elle prévoit le cas où le soldat reviendra seulement avec sa femme ; elle les associe alors pour la culture avec un camarade à leur choix réciproque et sympathique. Cette association à trois ou quatre, si ce sont deux ménages, voilà tout ce qui reste de la fameuse communauté, pratiquée au début par les colons militaires.

En retour de ces avantages, l'Etat impose de nombreuses obligations. Il fixe les conditions exigées des soldats et des officiers pour être admis dans la légion : les soldats seront choisis parmi ceux qui sont sous les drapeaux depuis deux ans au moins et auxquels il restera encore trois ans de service à accomplir. Tant qu'ils demeureront astreints au service, ils resteront sous le régime militaire ; libérés, ils rentreront sous le régime civil. Bugeaud a donc renoncé à imposer, ainsi qu'il en avait l'intention, la discipline militaire à ses colons pendant un temps illimité. Peu à peu, au cours de cette année 1844, ses idées se modifient. Après avoir parlé en janvier de cette durée illimitée, il la réduit à une période de 25 à 30 ans en Avril, mais il reconnaît que c'est très long ; puis, de concession en concession, il en arrive à ne la conserver que pendant trois années, juste le temps pendant lequel les soldats seraient restés sous les drapeaux, s'ils n'étaient pas devenus colons.

Toutefois, — et c'est sur ce point que son projet fut vivement combattu, — il s'arroge le droit de prévenir pour les uns la libération ou de la retarder pour les autres afin de rendre uniforme l'époque de l'admission sous le régime civil : « Comme les soldats ne peuvent
« être tous dans le même village libérables à la fois, dit le paragraphe 2
« de l'article III (Titre II), le Gouverneur pourra par un arrêté faire
« rentrer sous le régime civil ceux qui ne seraient pas libérables au
« bout de trois ans, ou bien prolonger pour tous le régime militaire
« pendant un an seulement. Cela dépendra du plus ou moins d'avant-

« cement des travaux d'utilité publique de la localité ». Comment laisser cette latitude à un chef militaire, même dans des circonstances exceptionnelles, sans porter atteinte à la loi sur le service militaire, à la plus importante et à la plus inviolable des lois françaises ? La dérogation est jugée inadmissible par les hommes politiques ; un contemporain, un juriste (1), écrit que ce serait là un *monstrueux pouvoir* accordé à un général.

Nouvelle dérogation non moins contestable : que les soldats pendant la période de trois années qu'ils doivent au service actif soient tenus d'exécuter gratuitement, et dans les moments perdus pour l'agriculture, les travaux d'utilité publique, intéressant leurs villages, la chose est naturelle et l'autorité militaire a le droit de les y occuper. Mais, lorsqu'ils seront rendus au régime civil, est-il admissible qu'ils ne bénéficient pas complètement du droit commun et qu'une ordonnance royale puisse intervenir pour exiger d'eux des corvées supplémentaires ? Ils seront donc civils sans l'être. Régime d'apparence civile peut-être, régime exceptionnel quand même.

Le titre III de ce règlement confirme ce caractère anormal du régime. Il dit bien que le territoire sera divisé en communes, que plusieurs communes formeront un canton, et plusieurs cantons un arrondissement. Mais qu'est cela, sinon un simple cadre administratif ? Quels seront les chefs qui administreront ces arrondissements, ces cantons, ces communes ? « Quand les colons seront rentrés sous le « régime civil, ils seront administrés jusqu'à nouvel ordre comme le « sont actuellement les populations civiles sur les territoires mixtes ». Oui, mais précisément les territoires mixtes étaient à ce moment sous l'administration exclusive des militaires. Là, s'exerçait sans entrave l'autorité du Gouverneur. Quelques mois plus tard, quand Bugeaud, discutant avec Soult, livrera toute sa pensée, il écrira :

Ce qui distingue la colonisation militaire (2) de la colonisation civile, c'est la législation et le régime d'administration intérieure. C'est le service militaire que devraient les colons en échange des avantages qui leur seraient faits. C'est la faculté de leur faire exécuter les travaux d'utilité générale pour eux, dans les moments perdus pour l'agriculture, toutes choses que vous ne pouvez demander à la population vivant sous les lois civiles.

Durant les trois premières années, la législation qui règle la vie intérieure de ces colonies est toute militaire, et puis, quand la légis-

(1) Lingay : *La France en Afrique*, page 199.

(2) Bugeaud à Soult, 15 mars 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A.G.G.A.

lation civile la remplacera, ce sera l'administration militaire que l'on chargera de l'appliquer ; or, cette dernière étant animée d'un esprit de discipline et d'autorité, il est à présumer qu'elle respectera peu les principes civils de liberté et d'égalité.

II

Le contre-projet du Ministère

Le second projet de colonisation militaire est donc achevé à la fin de 1844. Bugeaud en avait tracé les lignes générales et fixé les principes directeurs au mois de janvier ; il en avait indiqué les charges financières en novembre, enfin, il venait d'en proposer le règlement intérieur. Toutes les circonstances sont favorables à son adoption ; le grand succès militaire, qu'il a remporté, aux bords de l'Isly, sur les Marocains, a accru son prestige et fondé sa popularité. Aussi bien à son débarquement à Marseille qu'à son arrivée à Paris, on lui fait un accueil triomphal ; mêmes ovations dans les réunions publiques et dans la Chambre. L'intérêt, si bienveillant que l'on porte à sa personne et à son œuvre, ne s'attachera-t-il pas à son système de colonisation ? Il est disposé à le croire puisque ses déclarations à la tribune sont couvertes d'applaudissements ; il touche au but et déjà le saisit, quand ce but s'évanouit ou plutôt se transforme en un projet si différent du sien qu'il ne le reconnaît plus et le repousse de toutes ses forces.

Quels furent les auteurs de ce nouveau projet ? A n'en pas douter, les chefs de bureau du Ministère de la Guerre, sans que l'on puisse spécifier qui de MM. Vauchelle, Caillé ou Urtis y eut le plus de part. L'exposé complet est daté du 30 novembre 1844 et ne porte pas de signature. Peut-être même le Ministre ne fut-il point étranger à son élaboration ; pourtant, dans une note jointe au manuscrit, il en parle comme d'une proposition intéressante dont il vient de prendre connaissance : « L'aperçu ci-joint sur la colonisation militaire (1) en « Algérie est de nature à être pris en grande considération ; il devra « y être donné suite successivement, à mesure que les situations de « service et de localités le permettront. Je n'ai jamais compris autre-

(1) Le Mémoire est simplement intitulé : *Colonisation militaire*. Le manuscrit est écrit sur du papier à en-tête du Ministère de la Guerre et est daté du 30 novembre 1844. A côté de la note du Ministre, s'en trouve une autre du chef du 2^e Bureau, prescrivant une étude approfondie.

« ment la colonisation militaire et j'étais dans cette pensée lorsque, « par diverses dispositions, j'ai autorisé la troupe à cultiver à portée « des camps et des établissements qu'elle a successivement occupés... « Comprise de cette manière, je n'ai point cessé d'encourager la colo- « nisation militaire et plus que jamais je suis disposé à la favoriser ». Les propositions contenues dans ce mémoire se rapprochaient donc assez des instructions ministérielles pour que Soult leur donnât d'abord son adhésion ; elles devaient par suite s'éloigner de celles de Bugeaud.

Cependant, afin de mieux combattre celles-ci, elles portaient des mêmes principes et leur empruntaient leurs évaluations de dépense. Le principe de la colonisation militaire est excellent, y est-il dit, lorsqu'on l'applique à la zone de l'intérieur. Le territoire de l'Algérie se divise naturellement en trois parties distinctes : 1^o le territoire civil affecté à la colonisation civile et se développant le long du littoral ; 2^o le territoire mixte, où l'élément européen n'est admis qu'exceptionnellement et qui s'offre à la colonisation militaire ; 3^o le territoire arabe, réservé aux indigènes et sur lequel on se borne à exercer la domination politique. Le Gouverneur a raison de prétendre que le territoire mixte, contenant une ligne de villes intérieures, est le domaine réservé aux colonies militaires ; il a raison aussi d'affirmer qu'ainsi placées, les compagnies de soldats colons contiendront les tribus ou contribueront à réprimer les tentatives de révolte, si elles se produisent ; elles formeront en tout cas un rempart plus solide que l'obstacle continu, mettront en valeur les landes algériennes et prépareront enfin pour un avenir plus ou moins éloigné la réduction de l'armée active dans la colonie.

Mais, si le principe est excellent, le mode d'exécution que l'on a proposé jusqu'ici a été defectueux. Au système du duc d'Isly, deux reproches peuvent être adressés qui le rendent inapplicable sous sa forme actuelle : on ne peut que par une loi enlever le soldat au drapeau trois années avant sa libération du service ; ce n'est aussi que par un vote des Chambres que seront accordés les crédits indispensables pour exécuter le projet. Or, le Gouvernement ne veut pas proposer une semblable dérogation aux dispositions essentielles de la loi militaire et il ne veut pas davantage demander aux députés et aux pairs la somme énorme de 350 millions. Le voudrait-il qu'il se heurterait sûrement — l'opinion des membres des deux Chambres n'étant point douteuse — à une hostilité irréductible et compromettrait peut-être toute l'œuvre française en Algérie.

Cette double difficulté n'est pas insurmontable. Il est possible de l'éviter ou de la tourner habilement. L'auteur du mémoire s'ingénie à découvrir une solution pratique et il y parvient si bien que le Ministre fait bientôt sien ce système et que désormais on opposera au système de Bugeaud celui du Maréchal Soult. Toutes les différences entre les deux projets — et elles seront grandes — proviennent de la date à laquelle sera réellement constituée la colonie militaire. Le Gouverneur distinguait avec raison entre le temps nécessaire pour mettre en état de production les fermes destinées aux militaires — temps évalué à trois ans pendant lesquels le soldat et sa femme étaient entretenus par l'Etat. — et l'époque à laquelle la ferme, étant mise en rapport, le colon vivait de ses produits et n'avait plus besoin d'être subventionné. Or, la dépense d'entretien durant trois ans ne devait être imputée à des crédits spéciaux que parce que, dans la pensée de Bugeaud, le colon militaire, installé sur sa propriété, n'appartenait plus de fait à l'armée. Quel intérêt réel y avait-il à établir le soldat colon dans une ferme qui n'était encore qu'en projet, et à le marier prématurément avant qu'il fût à même de suffire par son travail aux besoins de sa famille ? Qu'on recule seulement de trois ans l'époque de son installation et celle de son mariage ; que, pendant ce temps, le futur soldat colon défriche les terres puis construise les maisons avec ses camarades ; que, tout en se livrant à ces travaux, il ne cesse pas d'appartenir à son corps, et l'on supprime à la fois la plus grande partie des dépenses spéciales et la nécessité d'avoir recours à une disposition législative particulière.

Autour des villages et camps retranchés, situés en dehors des territoires civils et à proximité desquels il y a des terres labourables, on placera les soldats de *bonne volonté* ; durant les intervalles des opérations militaires, ils cultiveront. Comme logement, on leur donnera les baraques du camp ou les postes établis dans le voisinage. C'est d'ailleurs ce qui se pratique sur quelques points de l'Algérie, et les essais ont donné de bons résultats, notamment à El-Arouch où les troupes du commandant Peyssard ont édifié, sans aucun frais pour la colonie, de vastes baraquements et ont défriché les champs d'alentour. Il ne s'agirait donc en quelque sorte que de régulariser et d'étendre ces essais. Bien entendu, pendant ces trois années jugées nécessaires pour la mise en rapport des fermes, les soldats travailleront en commun ; aucune maison ne sera construite qu'à partir de la quatrième année et ce ne sera qu'à cette époque que la ferme sera concédée, et le soldat libéré mis en possession. Pas de dépense à imputer sur des crédits

spéciaux au cours de cette première période triennale ; des 350 millions, réclamés par le Maréchal Bugeaud, l'auteur du Mémoire est donc en droit de défalquer près de la moitié, 162 millions.

A partir de la quatrième année, l'établissement des colons militaires exigera des dépenses plus fortes, frais de construction des logements, frais d'installation des nouveaux ménages. Comment couvrir ces dépenses supplémentaires ? C'est ici que la combinaison devient ingénieuse. Tant que les soldats travailleront en commun et pour la masse, les bénéfices seront versés à une caisse de réserve, ils s'accroîtront, ils seront même d'autant plus importants qu'ils n'auront été grevés d'aucun frais d'entretien des hommes. A ce moment le colonel Charon, directeur des fortifications, dans un rapport, écrit à propos d'une grande ferme que l'armée avait créée à Orléansville, estimait la valeur productive de la journée militaire à 1 fr. 28. Ramenez-la, si vous voulez, à 1 fr. 25 ; calculez maintenant ce que rapporte ce soldat pendant un an, puis pendant trois ; multipliez le chiffre obtenu par le nombre de soldats qui auront été occupés et vous connaîtrez le capital ainsi amassé. Il est important, si important même, qu'il vous permettra de subvenir aux dépenses de logement et d'installation de vos premiers colons militaires ; vous aurez assez d'argent pour poursuivre l'opération jusqu'à la fin de la sixième année sans rien réclamer à l'Etat.

On objectera que le soldat, n'étant pas intéressé, travaillera mal et produira peu. L'objection a été prévue. De la masse commune, on fera deux parts : une première, s'élevant au quart, sera répartie entre tous les travailleurs, sans distinction de ceux qui deviendront ultérieurement concessionnaires et de ceux qui quitteront le pays à leur libération. Dans ces conditions, tout militaire aura droit à une rémunération et on compte qu'il se montrera actif et plein d'entrain. L'autre part — les 3/4 restant — servira à l'établissement des colons.

Des chiffres sont ici nécessaires ; on raisonnera sur une compagnie de 1.000 hommes, employés pendant 300 jours dans l'année :

4 ^e Année. — Le capital, mis en réserve, sera de		
300.000 journées à 1 fr. 25, soit	375.000×3	1.125.000 »
A déduire un quart de	1.125.000	843.700 »
La dépense s'élèvera à :		
Prix de la maison	1.000×250	250.000 »
Prix d'installation du colon	$856,79 \times 250$	214.197 50
TOTAL des dépenses		464.197 50

A la fin de la quatrième année, il restera donc

843.700 — 464.197,50 379.552 50

5^e Année. — Capital reliquat..... 379.552 50

Produit du travail collectif de la quatrième année :

1/3 de 843.700..... 281.250 »

TOTAL..... 660.802 50

Dépenses 464.197 50

Reste 196.605 »

6^e Année. — Capital reliquat..... 196.605 »

Produit du travail dans la 5^e année..... 281.250 »

TOTAL..... 477.855 »

Dépenses 464.197 50

Reste 13.657 50

Ainsi, au bout de la sixième année, le capital mis en réserve aura été à peu près complètement épuisé, mais mille hommes auront créé 750 fermes sans aucun débours pour l'Etat ; 100.000 hommes auraient pu en fonder 75.000 dans le même laps de temps et sans plus de frais.

A ce moment l'expérience sera concluante ; si elle réussit et qu'on veuille la poursuivre, les Chambres ne se refuseront pas à voter les quelques milliers de francs nécessaires. Est-il un système plus ingénieux ! Une colonisation qui se fait sans bourse délier et, par suite, aucun crédit supplémentaire à solliciter des Chambres ; pas de dérogation non plus aux lois militaires et, par conséquent, nul besoin d'instituer un débat parlementaire sur les questions africaines. Aussi le mémoire de se terminer par ces mots : « Ce système paraît offrir « toutes les chances de réussite. C'est par là qu'on croit prudent de « commencer. Si, comme on n'en doute pas, un essai de ce genre don- « nait les résultats qu'on espère, c'est alors qu'on pourrait hardiment « demander aux Chambres les moyens d'extension nécessaires ; ou « plutôt alors on n'aurait rien à leur demander, car on a la conviction « que le succès pourra être obtenu sans crédits spéciaux. Mais devan- « cer les événements et demander trop tôt, tout de suite, ce serait ne « rien vouloir obtenir ».

III

Conflit entre Soult et Bugeaud

Projet de Bugeaud, contre-projet de Soult sont en présence. Lequel l'emportera, il eût été bien difficile de le dire dans les derniers mois de 1844. A peine débarqué à Marseille, le Gouverneur touchait à la Durantie, puis à Périgueux, et se rendait à Paris où il avait hâte d'arriver. Il y était le 29 novembre, recevait les félicitations du Roi et des Ministres. Dès ses premiers entretiens avec Soult, il lui parlait de la colonisation et surtout de la colonisation militaire.

Dans notre dernier entretien, lui écrivait-il plus tard d'Exeideuil le 14 décembre (1), vous avez paru disposé à faire un véritable essai de colonisation militaire.

Pourtant au Ministère on ne songe à y employer que les moyens financiers dont on dispose et à aucun prix on ne veut aller devant les Chambres. Moyens de fortune qui ne satisfont pas le Maréchal ; il ne désire cependant pour le moment qu'amorcer l'exécution de son plan par l'établissement de 500 colons ; mais il juge indispensables le vote d'un crédit spécial de 1.250.000 francs et celui d'une disposition législative qui soit une garantie pour ses soldats.

Dans le peu de temps que je suis resté à Paris, ajoute-t-il (2), j'ai trouvé un assez bon nombre de partisans de la colonisation militaire ; le roi d'abord, un ou deux ministres, les seuls auxquels j'en ai parlé, et plusieurs pairs et députés. Les membres de la Commission de colonisation m'ont paru également presque tous ralliés à cette idée.

Les intentions du Ministre étaient-elles bien celles que bénévolement lui prêtait le duc d'Isly ? Et les pairs et les députés s'étaient-ils ralliés sincèrement à la colonisation militaire ? Soult, le premier, se refuse. Dans la conversation qu'il a eue avec le duc d'Isly, il lui a bien dit qu'il mettrait de l'empressement à seconder ses vucs, mais avec les crédits déjà ouverts ; il ne lui a pas promis de soumettre sa demande aux Chambres parce qu'il est certain qu'elle serait refusée. De plus, en l'assurant de son concours, il n'a visé que les essais faits

(1) *Bugeaud à Soult*, 14 décembre 1844. Archives de la colonisation Algérienne Dossier Bugeaud. A.G.G.A.

(2) *Même lettre*.

avec des soldats que l'on détacherait en subsistance dans un camp ou une villè et qui s'y livreraient, sous la conduite d'officiers, aux travaux de colonisation. Pour prouver à Bugeaud qu'il a mal interprété ses paroles, il lui rappelle un détail de leur entretien : il lui désignait Hamza où le domaine possède une grande étendue de terrains disponibles et où l'on pourrait placer une compagnie de soldats, mais le Gouverneur lui a fait remarquer qu'à Hamza il n'y avait pas de bâtiment pour recevoir les militaires.

Bugeaud se méprend, au demeurant, sur la valeur des déclarations qui lui ont été faites. « Vous annoncez, Monsieur le Maréchal (1), « avoir trouvé un assez grand nombre de partisans de la colonisation « militaire parmi des pairs, des députés, des membres de la Commis- « sion de colonisation. Je ne doute pas du fait ; mais ces adhésions « feront-elles une majorité ? Est-il même bien sûr que la plupart « d'entre elles, données peut-être légèrement, se maintiennent au « sein du Parlement et en présence des répulsions que soulèverait « dans les Chambres la perspective de 330 millions à dépenser ? Ne « devons-nous pas craindre de fournir une arme aux adversaires de « la colonie réduits au silence par l'éclat de vos victoires, mais en- « chantés de trouver un nouveau thème d'opposition dans l'énormité « de la dépense, dont ils se plaindraient encore à exagérer la portée ? »

Vainement on réduira le crédit demandé ; vainement on se contentera de faire un simple essai sur 500 hommes ; tout le monde est maintenant fixé. La somme, si minime qu'on la propose, sera comme l'avant-coureur avoué d'une demande de 330 millions, et cela en faveur d'un mode de colonisation que les Chambres ont constamment repoussé. Garantira-t-on le succès infaillible de l'essai proposé ? Cela même sera un argument défavorable pour cette bonne raison qu'il rendra inévitable un débours de 330 millions. Aussi est-il préférable de ne point poser prématurément la question devant les Chambres. Ce serait s'exposer à perdre à jamais la cause des colonies militaires.

Ce danger n'est pas à courir si on expérimente la colonisation militaire « d'abord et sans bruit, pour ne l'ériger en système officiel que « lorsqu'elle sera parvenue à maturité », si les essais, que l'on peut entreprendre en dehors de toute consultation des Chambres, présentent de *grands résultats obtenus à peu de frais*. Et Soult développe longuement sa propre conception qui n'est autre que le contre-projet

(1) *Soult à Bugeaud*, 13 janvier 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier spécial à Bugeaud. A.G.G.A.

du 30 novembre, faisant ressortir surtout l'ingénieuse combinaison financière sur laquelle elle repose, la possibilité d'une rapide exécution et les effets matériels immenses qu'elle ne manquera pas de produire en Algérie.

*
* *

La longue dépêche ministérielle fut remise à Bugeaud, lors de son passage à Limoges. Elle ne le convainquit que d'une chose, de la nécessité, pour peser sur les décisions du gouvernement, d'agir sur la Chambre elle-même. Comme il était toujours député et qu'elle allait se réunir, il accourut à Paris. Il saisit aussitôt l'occasion que lui offrait le débat sur le projet d'adresse pour prononcer un grand discours (1). Sans y attaquer le gouvernement, il laissa entendre qu'il n'avait pas toujours été d'accord avec lui sur les affaires marocaines et qu'il ne l'était pas encore aujourd'hui sur le mode de colonisation à adopter. Nul ne s'y trompa ; il parlait pour empêcher le Ministère d'étendre le territoire civil et aussi pour hâter l'essai de son projet de colonie militaire, deux choses qui étaient intimement liées dans son esprit.

Il sut se faire écouter avec intérêt par ses collègues, en ne se montrant pas trop exclusif dans ses préférences et en émaillant ses développements de boutades familières. Il voit les colons et les administrateurs civils sur la côte ; il voit les soldats et les officiers dans l'intérieur. D'ailleurs, les populations civiles ne redoutent pas, autant qu'on veut bien le dire, le régime du sabre, et, ce qui le prouve, c'est que les cités de l'intérieur se peuplent.

Les choses qui les préoccupent le plus, ce ne sont pas les garanties civiles, les libertés municipales, mais bien la sécurité. La certitude de conserver sa tête, celles de sa femme et de ses enfants, les récoltes que l'on a semées, passe avant les théories libérales. Dans un pays qui se crée, dans un pays où tout commence, il faut à l'administration de l'autorité, et c'est précisément parce qu'elle a de l'autorité, qu'elle en a beaucoup, qu'elle a besoin d'en user très rarement.

A ce moment, Bugeaud dérida la Chambre par une comparaison familière qui fit fuser le rire à travers les bancs :

Je pourrais comparer les habitants qui vivent sous le régime civil à des enfants mal élevés, et ceux qui sont dans l'intérieur à des enfants bien élevés (on rit).

(1) *Moniteur Universel*, 25 Janvier 1845. *Discours de Bugeaud à la Chambre des Députés*.

Les premiers rient, pleurent, se fâchent pour la moindre contrariété (nouvelle hilarité) ; les autres obéissent sans mot dire.

Habile et plaisant en parlant de l'administration, il fut insinuant lorsqu'il traita de la colonisation. En face du peuple arabe nombreux (il évalue la population indigène à 4 millions d'individus), belliqueux, fanatique, les colons doivent toujours rester forts.

Il faut que nos colons ne laissent jamais rouiller leurs fusils, qu'ils soient toujours prêts à le saisir et qu'ils aient une discipline, car la discipline donne seule la puissance aux masses.

Il ne se lasse pas de répéter les vertus de la colonie militaire et ajoute un renseignement qui devait plaire aux députés :

Les colons militaires, soumis à la discipline réduite dans de certaines proportions, exécuteront dans leurs moments perdus, et il y en a beaucoup dans l'agriculture de l'Algérie, tous les grands travaux d'utilité publique. Dans les mois de juillet, d'août, de septembre et d'octobre, par exemple, il est impossible de cultiver la terre, elle est trop dure ; il faut se croiser les bras. Eh bien, ces bras des colons militaires, on les prendra. Les chefs leur diront : Allons, mes amis, il y a là un ruisseau à barrer avec lequel vous pourrez irriguer 200 hectares de votre terrain ; ou bien : il y a une route indispensable pour communiquer avec telle ville, avec tel centre de population ; allons la créer.

La colonie militaire, c'est la force attachée au sol par la propriété, se multipliant par les générations, seul moyen pour la France de rester indéfiniment maîtresse de l'Algérie, « aussi longtemps au moins que « peuvent durer les choses humaines ». On n'hésitera pas un instant à l'adopter quand on se sera bien pénétré de ses avantages politiques et financiers.

Songez, insinue Bugeaud aux députés qu'il a ainsi préparés aux dernières confidences, qu'il s'agit ici de vous décharger du fardeau politique et financier, qu'il s'agit de diminuer l'armée permanente de 40.000 hommes et la dépense de 40 millions. S'exonérer d'une charge perpétuelle de 40 millions par 300 millions qu'il vous faudrait supporter pour établir 100.000 familles de colons militaires, c'est, vous en conviendrez, un sacrifice éminemment productif.

L'aveu est fait ; les grands chiffres sont lancés et, ainsi présentés, ils n'ont pas effrayé la Chambre. C'est ce que voulait l'orateur.

Il a maintenant hâte de terminer (1) ; tout ce qu'il pourrait ajouter

(1) Nous n'avons retenu de ce discours que ce qui avait trait à la colonisation. Mais Bugeaud avait traité de toutes les questions intéressant l'Algérie, notamment de l'occupation militaire et de l'organisation des indigènes.

affaiblirait ce qu'il a dit. D'ailleurs à quoi bon insister sur des détails d'application ? La seule chose qu'il veut que l'on sache bien, c'est qu'il marie de suite ses colons ; qu'on ne lui objecte donc pas que son système de colonisation ne crée pas la famille. Et il conclut en rappelant les obstacles par lui surmontés déjà en Afrique, et qui étaient aussi grands sinon plus que ceux que rencontrera la colonisation militaire.

Quant aux difficultés qu'il faudra vaincre, je ne me les dissimule pas non plus ; mais je demande si nous avons fait quelque chose de facile ? La soumission des Arabes était-elle facile ? Elle l'était si peu que beaucoup de gens qui y avaient travaillé la croyaient impossible. Et la preuve, c'est qu'on voulait s'enfermer dans un fossé, rester sur la côte et s'isoler d'un ennemi qu'on regardait comme insaisissable. L'armée, par son dévouement persévérant, a triomphé de tous les obstacles ; une entreprise, que je jugeais moi-même fâcheuse et lourde pour notre politique en Europe, est aujourd'hui dans un état qui offre les plus brillantes espérances. Il ne s'agit plus que de consolider l'avenir et, dans mon opinion, c'est la colonisation militaire qui atteindra ce but.

Le discours du vainqueur d'Isly avait produit une profonde impression sur la Chambre ; le *Moniteur* parle d'une *agitation prolongée*. Pendant quelque temps la séance fut suspendue. Le Maréchal parlait pour la première fois à la tribune depuis sa victoire et l'on attendait avec une curiosité un peu inquiète ses déclarations. Il se révéla habile diplomate ; sans cacher aucune de ses idées, il sut se garder de mettre directement en cause le Ministère. La majorité fut satisfaite et de sa franchise et de sa prudente réserve ; seule l'opposition se montra mécontente et manifesta son dépit. Dans l'intention de provoquer un très vif débat, les journaux, hostiles au gouvernement, avaient depuis quelques jours accrédité le bruit d'un dissentiment grave entre le Maréchal et le Cabinet sur la question du Maroc ; ils n'ignoraient pas non plus et ne laissaient pas ignorer à leurs lecteurs les divergences de vues qui séparaient Sault et Bugeaud en matière de colonisation. Quelle bonne fortune pour cette opposition, si elle parvenait à envenimer le conflit entre ces deux hommes ! Ses chefs étaient en coquetterie avec le Gouverneur, car ils espéraient se servir de lui pour mettre le Président du Conseil en mauvaise posture. On parlait déjà d'une coalition, d'un complot. Après le discours du 24 janvier, toutes les espérances des opposants s'évanouirent ; désormais, les députés de la gauche se défièrent du Maréchal ; ce fut entre eux et lui la rupture définitive et complète.

*
* *

Bugeaud voulut profiter de suite de son succès ; dès le 31 du même mois de janvier (1). Bugeaud presse le Ministre de la Guerre de prendre une décision :

Vous avez vu comme moi, lui rappelle-t-il, que la Chambre a accueilli favorablement les idées que j'ai produites à la tribune sur la colonisation militaire. Depuis, beaucoup de députés de toutes les opinions m'ont déclaré qu'ils entraient complètement dans ma pensée et qu'ils étaient tout prêts à voter ce qu'on leur demanderait dans cet objet. Le Roi m'a dit par deux fois qu'il désirait que cette demande fût faite dans cette session.

Il croit donc le moment venu de demander un crédit pour cet essai ; si même le Ministre avait quelque répugnance à présenter lui-même cette proposition, il serait facile de trouver parmi les députés favorables à l'Afrique quelqu'un qui en prendrait l'initiative.

Comme il n'a pas encore répondu aux suggestions du Ministre en ce qui concerne le contre-projet dont il lui a été donné connaissance, il en entreprend la critique. Chose curieuse, il le combat en lui opposant les résultats des expériences qu'il a faites avec ses premières colonies militaires et qu'il n'a point communiqués encore à Paris. Si l'on se borne à faire travailler en commun les soldats pendant trois ans, sans leur donner la propriété de la terre et la jouissance d'une maison, ils n'auront assurément aucune ardeur.

J'ai fait, dit-il (2), l'essai du travail en commun ; la discipline militaire n'a pu faire disparaître ses inconvénients ; elle les a seulement atténués. Ces inconvénients sont le défaut de zèle pour la communauté, ce qui entraîne une grande perte de temps et de force. Si, d'autre part, on ne marie pas immédiatement les colons, on court le risque de ne pas les voir prendre goût au travail, on retarde pendant plusieurs années l'établissement de la famille.

Il faut donc installer de suite les colons, leur construire une maison, et par suite provoquer le vote d'un crédit spécial par les Chambres. Où loger d'ailleurs les soldats, si on ne s'arrête pas à cette solution indispensable ? Dans les camps qui existent ? Mais ces camps sont devenus des villes ; ils se sont peuplés ou se peuplent chaque jour de colons civils ; force sera donc de porter les colons militaires plus loin ou sur les côtés ; et alors de deux choses l'une, ou on les campera,

(1) *Bugeaud à Soult*, 31 janvier 1845. Archives de la Colonisation Algérienne, Dossier Bugeaud. A.G.G.A.

(2) *Même lettre*. 31 Janvier 1845.

ou on leur construira des maisons. Et puis n'y seront-ils pas trop éloignés des terres qu'ils auront à défricher ? Les voit-on sortir tous les jours d'une ville ou d'un camp pour aller travailler à 4 ou 5 lieues ? Il y aurait une trop grande perte de temps et de force.

Il faut qu'ils soient assis sur le sol même qu'ils doivent cultiver.

Que le Ministre se décide enfin à demander un crédit, un million seulement s'il le veut, au budget supplémentaire de 1845. Cette somme suffira pour les travaux de cette année ; en 1846, on n'aura plus besoin que de 300.000 francs et en 1847 que de 200.000. Aller vite, voilà l'essentiel. Le gouvernement appréciera les motifs qui lui font consentir cette réduction.

Malgré l'immense confiance que j'ai dans ce moyen, je ne propose qu'un essai sur 500 familles parce que, si je suis fixé sur l'efficacité de la chose en elle-même, prise dans sa généralité, je ne le suis pas sur les détails pratiques pour créer de la manière la plus utile et la plus économique cette colonisation ; je ne le suis pas non plus sur la meilleure loi constitutive à lui donner ; nous étudierons ces questions difficiles dans la première année d'expérience. Je vous ai témoigné le désir, Monsieur le Maréchal, d'être entendu une fois avant mon départ par le Conseil des Ministres sur cette question et quelques autres. L'Afrique étant à ce moment la plus grosse et la plus importante affaire de la France, il me paraît d'une haute utilité que le Roi et tous les Ministres fassent connaître leur pensée au Gouverneur et lui adressent de ces questions qui puissent le conduire à bien faire connaître la sienne. C'est ainsi seulement que le chef de l'Algérie pourra mettre sa conduite en harmonie avec les vues du gouvernement.

Deux ou trois jours après, le 3 ou le 4 février, le Gouverneur général de l'Algérie fut convoqué au Conseil des Ministres. De cette entrevue au cours de laquelle, en présence du Roi, le Ministre et le Gouverneur exposèrent chacun leurs idées, il n'a filtré que ce que nous en fait connaître la correspondance officielle. Soult lut la longue dépêche qu'il avait adressée le 13 janvier à Bugeaud et fit remarquer que son système avait l'avantage de ne rien coûter à l'Etat et de ne point exiger la sanction des Chambres, qu'un débat sur la colonisation militaire était à ce moment inopportun et dangereux et qu'en tout état de chose la situation du Trésor et la position du Ministre des Finances ne permettaient pas d'accueillir la proposition du Maréchal. De plus, les expériences, poursuivies en Algérie, ne paraissaient guère favorables et le plan de Bugeaud nécessitait une mise au point et des études préalables, puisqu'il ne spécifiait même pas sur quel emplacement de la colonie la première légion serait établie. Le Gouverneur répartit qu'il avait déjà répondu par sa lettre du 31 janvier aux con-

tre-propositions ministérielles, que ces dernières étaient vouées à un échec certain puisque lui-même avait été forcé de renoncer au travail en commun ; il admettait cependant que le budget de la guerre supportât une partie de la dépense, les vivres, la solde et l'entretien militaire, mais il réclamait le vote d'un crédit spécial, si faible fût-il, même réduit à 600.000 francs, pour que les soldats aient confiance dans ce mode de colonisation. On discuta beaucoup, mais on ne s'entendit guère ; rien ne fut résolu. Quelques conversations postérieures de Bugeaud avec MM. Vauchelle et Urtis ne firent point avancer la question. Soult persistait à ne pas vouloir demander de crédit particulier aux Chambres.

Une occasion se présenta au duc d'Isly pour brusquer les événements. Le Ministère avait été obligé de déposer sur le bureau de la Chambre des Députés un cahier de crédits supplémentaires pour l'Algérie ; la Commission, nommée à cet effet, devait se réunir le 15 mars. Bugeaud fit une dernière démarche. Au moment où Soult se rendait à la réunion de cette Commission, il lui remit une lettre très pressante (1) :

Ce qui est certain, c'est que tous les députés et les pairs, avec qui j'en ai causé, m'ont parfaitement compris : ils sont restés d'accord que c'était le plu. grand, le plus sûr des moyens, et que le but était si important qu'on ne devait reculer pour l'atteindre devant aucun sacrifice. Plusieurs députés, et entr'autres M. Thiers, m'ont offert à plusieurs reprises de soutenir cette idée devant les Chambres. C'est donc avec un vif regret que j'ai remarqué que vous avez gardé le silence à ce sujet dans l'exposé des motifs des crédits extraordinaires de 1845. J'en ai été d'autant plus surpris qu'il avait été parfaitement convenu dans le Conseil du Roi que vous me demanderiez 500.000 francs pour un essai de colonisation militaire. J'y tenais surtout pour que la discussion fût engagée. Il est vrai que, pour obtenir le succès, il faudrait qu'elle fût soutenue avec intérêt par le gouvernement. Si elle doit être abandonnée à elle-même, et moi n'étant pas là pour défendre l'idée, il vaut mieux qu'elle ne soit pas produite. Mais j'ai la conviction la plus complète, si vous, Monsieur le Maréchal, et un autre membre du Cabinet, vouliez la défendre, qu'elle triompherait sans de grandes difficultés.

Puis, après avoir réfuté maintes objections à lui adressées par des députés (2), il démontrait que les fermes régimentaires et administra-

(1) *Bugeaud à Soult*, 15 mars 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier spécial à Bugeaud. A. G. G. A.

(2) Toujours, parmi ces objections, on trouvait la question de la dépense, ce qui obligeait Bugeaud à des redites : « Maintenant, je vous réponds qu'il n'est pas possible de présenter en colonisation de grands résultats obtenus à peu de frais. On ne fait rien avec rien. Et, à supposer que cela fût possible, si ces résultats étaient obtenus avec une grande perte de temps, je regarderais l'économie comme très onéreuse ».

tives, créées sur plusieurs points et dont les bureaux s'étaient servis pour édifier leur contre-projet, ne ressemblaient en aucune façon à des colonies militaires ; leur production avait été si minime que les intendants militaires désiraient les supprimer. Il terminait en rappelant une fois encore ce qui avait été convenu dans le Conseil du Roi :

En résumé, Monsieur le Maréchal, soit que vous portiez ou non la question devant les Chambres et si vous voulez faire la chose, comme vous dites, administrativement, je demande que l'essai sur 200 colons militaires soit fait dans le système que je viens d'exposer pour la troisième ou quatrième fois. Cela a été parfaitement convenu devant le Conseil du Roi.

Tous deux se rendirent ensemble à la Commission, sans que le Ministre ait eu le temps de prendre connaissance de la lettre de Bugeaud. Celui-ci développa tout à loisir son plan de colonisation. Le Président du Conseil se garda de le contredire, mais il avait dans une séance précédente indiqué les vues du gouvernement. Ce ne fut qu'en rentrant chez lui qu'il lut la lettre de Bugeaud, et il apprit alors à sa grande surprise qu'il avait donné son adhésion, ainsi que le Roi et les autres Ministres, à une demande de 500.000 francs. Aussitôt, il s'empressa de dissiper les illusions du Gouverneur :

A. ce sujet (1), je dois vous faire remarquer que vos souvenirs sont d'autant moins exacts qu'auparavant j'avais donné lecture de la lettre que je vous écrivais et dans laquelle je vous annonçais que je ne pouvais consentir qu'à une colonisation administrative militaire, telle que je la développais dans cette même lettre. J'admis à cet effet qu'une somme de 500.000 francs serait comprise dans la demande de crédits extraordinaires que j'étais à la veille de présenter. L'admission de ce crédit n'était donc pas l'admission de votre système militaire, ainsi que vous l'entendez.

Si insignifiant que parut cet incident, il contribuait à tendre les relations entre ces deux hommes et à augmenter leurs défiances réciproques. Peut-être le duc d'Isly, dans son ardent désir de voir se réaliser son projet, a-t-il pris pour un engagement formel ce qui n'était qu'une promesse vague ; peut-être a-t-il cru, en jetant dans le débat les paroles du Roi et les avis d'hommes politiques influents, faire fléchir la résistance du Ministre. Il se trompait entièrement ; il eût été mieux avisé en ne contrecarrant pas les intentions de Soult ; car, à douter de la loyauté et de la sincérité du Ministre, il n'aboutissait qu'à le blesser dans son amour-propre. Ne savait-il pas d'ailleurs que les idées qu'il combattait étaient celles des bureaux du Ministère

(1) *Soult à Bugeaud*, 15 mars 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier spécial à Bugeaud. A. G. G. A.

autant et plus que celles du Président du Conseil et partant qu'elles étaient plus difficiles à faire abandonner ?

Le 18 mars, eut lieu au palais de la Bourse le banquet, offert par les négociants de Paris au vainqueur d'Isly et aux princes de la famille royale. Ce fut un véritable jour de triomphe, aussi beau, aussi solennel à ses yeux que celui qui se levait pour les généraux romains quand ils montaient au Capitole. Bugeaud quittait peu de temps après la France dans une splendide apothéose, et pourtant le souvenir des ovations qui l'accompagnèrent ne pouvait lui faire oublier l'opposition tenace du Ministre et l'hostilité des bureaux à son plan de colonisation militaire.

IV

Suite du conflit et ses conséquences

Ce qu'il avait prévu dans sa correspondance arriva fatalement. La Commission des crédits extraordinaires pour 1845 n'adopta pas son système, pas plus d'ailleurs que celui de Soult. Le rapporteur (1) fut M. Magne, député de la Dordogne, un des amis du Gouverneur. Soit qu'il exprime ses propres sentiments, soit qu'il veuille, d'accord avec la majorité, envelopper le refus de la Commission de commentaires qui en atténuent la rigueur, M. Magne traite fort différemment les deux projets. Autant il se montre sobre de détails et presque dédaigneux à l'égard de la colonisation administrative de Soult, autant il est abondant et presque prévenant quand il s'agit des colonies militaires de Bugeaud ; il semble s'excuser d'avoir à les repousser.

Dans le projet du Ministre, la Commission n'a trouvé ni les avantages de la colonisation civile, ni ceux de la colonisation militaire. Elle lui reproche de disperser dans l'intérieur la population, au lieu de la concentrer sur la côte : il serait préférable de ne l'appliquer que dans les territoires civils ; les défrichements, exécutés par l'armée, prépareraient l'établissement des colons. Le moyen a d'ailleurs été pratiqué, il est excellent. Il n'y a qu'à persister dans cette voie, sans vouloir ériger en système ce qui n'est qu'un simple procédé. Tous les députés se sont ralliés à cette opinion.

Les avis furent beaucoup plus divisés au sujet de la colonisation militaire proprement dite. Quelques-uns soutinrent que les colons

(1) Voir ce rapport. *Moniteur Universel*, 24 mai 1845. Pages 1.417 et suivantes.

militaires étaient aussi nécessaires (1) que les colons civils, ceux-ci sur la côte, ceux-là dans l'intérieur, que l'approvisionnement et la défense de l'Algérie dépendaient de l'association de ces deux éléments. Qu'on n'oppose pas la dépense ! L'économie de temps est aussi une économie d'argent, puisqu'avec une colonie plus vite installée diminue la durée du sacrifice financier supporté par la France. Qu'on n'oppose pas le droit ! Les soldats deviendront colons de par leur propre volonté et ils serviront comme les autres, mieux peut-être, à occuper et à garder le pays. Qu'on n'oppose pas l'inconstance de volonté chez les soldats, décidés aujourd'hui à rester en Afrique et résolus à la quitter demain quand leur temps de service sera terminé ! Ces colons, attachés au sol par les liens de la propriété et de la famille, ne laisseront pas la terre qui leur appartient, car elle a été fécondée par leur travail et c'est elle qui aura vu naître leurs enfants.

« Ces considérations, ajoute presque à regret M. Magne, n'ont pas paru décisives à la majorité de notre Commission. A ses yeux, la fondation des familles rencontrerait dans le système militaire de très grands obstacles. D'ailleurs, le succès d'une première expérience ne résoudrait pas les difficultés législatives et financières qu'on peut prévoir dans son exécution complète et définitive. La réserve, dit-on, remplacerait les colons dans l'armée. Mais comment seraient-ils remplacés à leur décès dans la colonie ? Comment réglerait-on la transmission soit entre vifs, soit par succession, des héritages ? Quel serait le sort des veuves et des enfants ? Que deviendrait l'obligation du service militaire attachée au droit de propriété comme charge de la concession ? Passerait-elle aux héritiers ? Mais, s'ils étaient incapables, les priverait-on du travail de leur auteur ? Dans ce cas, où serait la justice ? Les laisserait-on propriétaires ? Alors que deviendrait la défense de la colonie ? Il ne serait pas raisonnable, au milieu de pareilles difficultés et dans l'état actuel de nos finances, d'entrer dans une entreprise dont le résultat le plus certain serait une dépense de 350 millions ».

Difficultés financières, difficultés législatives, ces deux raisons très graves motivaient le rejet des propositions du Gouverneur. L'avis de la Commission fut partagé par la Chambre ; dans les débats qui eurent lieu en mai 1845, tous les orateurs, comme par une entente tacite, évitèrent de parler des colonies militaires ; le problème était

(1) Il est fort curieux de constater que le rapporteur répond aux principales objections soulevées contre le système de Bugeaud.

si dangereux ! Nul n'ignorait que le désaccord persistait entre Soult et Bugeaud et même s'aggravait. Seul, M. Gustave de Beaumont y fit allusion en termes assez vifs, mais sans viser plus particulièrement la question de la colonisation : « Malheureusement, on gouverne « en Afrique (1) et on administre à Paris, tandis qu'on devrait gouverner à Paris et administrer en Afrique ; on devrait donner des « ordres à Paris et leur obéir en Afrique. Je crois que c'est le contraire « qui a lieu ; je crois que l'impulsion vient de là-bas et qu'ici elle est « acceptée. Je déplore et je regrette que nous soyons amenés fatale-
« ment, inévitablement, à des hostilités qu'on aurait dû empêcher ».

*
* *

Comme pour donner raison à M. de Beaumont, les nouvelles qui d'Alger vinrent à Paris à la fin du mois d'août, annoncèrent que le Gouverneur poursuivait, contre les ordres du gouvernement et les votes des Chambres, la réalisation de ses idées personnelles ; il avait adressé aux généraux sous ses ordres des circulaires leur prescrivant de dresser les états des officiers, sous-officiers et soldats désireux de faire partie des colonies militaires :

Général, disait-il à chacun d'eux (2), j'ai lieu de regarder comme très prochain le moment où nous serons autorisés à entreprendre un peu en grand les essais de colonisation militaire. Il est donc urgent de savoir promptement à quoi nous en tenir sur le plus ou moins de possibilité qu'il peut y avoir de trouver dans l'armée des hommes de bonne volonté pour faire partie de cette institution. Veuillez donc, je vous prie, sans aucune perte de temps, faire connaître à tous les corps qui sont sous votre commandement les conditions avantageuses que les soldats trouveront dans la colonie militaire. Ces conditions sont détaillées ci-après.

Suivait le projet d'organisation de la légion, tel qu'il avait été présenté au gouvernement et rejeté par lui. Les avantages, offerts aux colons militaires, y étaient indiqués sous une forme catégorique et non dubitative, comme s'ils avaient été sanctionnés par le Ministre. Les officiers devaient transmettre, avec les noms des colons volontaires, tous les renseignements utiles sur le lieu de leur naissance, leur profession antérieure, la durée du service à faire, leur fortune, leur conduite, etc.

(1) *Moniteur Universel*, 29 mai 1845. Page 1.491.

(2) *Circulaire* du 9 août 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A.G.G.A. Cette circulaire, signée par le Maréchal, était contresignée par le colonel Pélissier.

Cette première circulaire était du 9 août ; elle fut suivie le 15 d'une seconde (1) plus confidentielle. Les chefs de corps ne seraient-ils pas effrayés par le trop grand nombre d'hommes de bonne volonté se présentant pour faire partie de cette colonisation ? Et, dans la crainte d'affaiblir les troupes qu'ils avaient sous leurs ordres, n'allaient-ils pas dissuader les hésitants ou même ne point admettre sur leurs listes tous ceux qui s'offriraient ? Il importait de les rassurer et, pour cela, de leur dire quel était le but de cette enquête.

Mon but est de savoir, avec toute l'exactitude possible, combien il y a d'hommes dans l'armée disposés à entrer dans la colonisation ; mais il ne saurait être de ruiner, au profit de celle-ci, des troupes qui nous sont et nous seront longtemps nécessaires pour conserver et utiliser la conquête. On peut être bien convaincu que, quels que fussent les moyens financiers dont nous pouvions disposer pour la colonisation, et quelles que fussent les demandes des troupes à cet égard, nous ne désorganiserions jamais des régiments, ni des fractions de corps. Nous placerions d'abord une partie des hommes de bonne volonté et nous n'en prendrions d'autres que lorsque les premiers auraient été remplacés par le recrutement. Si nous faisons appel à tout le monde, ce n'est pas que nous voulions ou que nous puissions placer tout le monde immédiatement. C'est seulement pour *être en mesure de dire au gouvernement* : voilà quelle est l'étendue des ressources que vous offre votre armée pour concourir au grand œuvre de la colonisation générale du pays.

Les généraux porteront donc sur leurs états, sans exception, tous les hommes qui accepteront les conditions proposées. Puis, comme l'armée d'Afrique contenait à ce moment beaucoup de vieux soldats n'ayant même plus trois ans de service à faire et qu'il était habile, si l'on voulait grossir le nombre des adhérents, de ne point les écarter complètement, Bugeaud inséra un article nouveau dans le projet d'organisation :

Les militaires qui n'auraient pas trois ans de service à faire et qui désireraient entrer dans la colonie militaire seront admis sur les listes en promettant de compléter leurs trois années par un rengagement.

Les premiers états, concernant la Division d'Alger, n'arrivèrent qu'en septembre (2). Bugeaud était parti le 4 de ce mois pour la France ; il se rendait à Soultberg pour y conférer avec le duc de Dalmatie sur les affaires de l'Algérie et spécialement sur la question de la colonisation militaire. D'Excideuil où il est en résidence, il annonce

(1) *Deuxième circulaire* du 15 août 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 25 septembre 1845. A.G.G.A.

bientôt au Ministre (1) l'envoi prochain d'une première statistique ; les autres lui seront incessamment adressées. « Je ne manquerai pas, » répondit Soult, de la soumettre au Conseil du Roi, lorsque cette « grave question y sera portée, ainsi que votre lettre du 29 août et « tout ce que vous m'adresserez jusqu'alors : car, c'est au gouverne-
« ment du Roi qu'il appartient de prononcer dans cette importante
« affaire ».

En octobre, les derniers états et une liste complémentaire des militaires de la Division de Constantine parvenaient au Ministère de la Guerre. Les résultats étaient complets.

Récapitulation générale sommaire par grade et par division des militaires de l'Armée d'Afrique qui se présentent pour la colonisation militaire.

DÉSIGNATION des DIVISIONS	Officiers supé- rieurs	Capitai- nes	Lieute- nants	Sous- lieu- tenants	Sous- officiers et soldats	TOTAL par division des fonds dont ils disposent
Alger (1).....	1	18	2	3	4.029	1.679.865
Oran.....	2	14	4	1	3.526	1.444.395
Constantine.....	1	6	0	0	937	338.360
Constantine bis (2)	0	1	0	0	465	119.500
TOTAUX....	4	39	6	6	8.957	5.582.110

(1) Adressé le 25 septembre par Lamoricière.

(2) Adressé le 10 octobre 1845.

Ces états justifiaient-ils les espérances de Bugeaud ? Le nombre des officiers supérieurs, des sous-lieutenants et des lieutenants était plus faible que celui que l'on attendait, mais cette indifférence était rachetée par l'empressement des capitaines à se faire inscrire. La foule des sous-officiers et des soldats atteignait les proportions indiquées par le Gouverneur, mais seulement dans les deux Divisions d'Alger et d'Oran ; si, à Constantine, ils s'étaient montrés moins bien disposés au premier appel, les adhésions recueillies dans l'état supplémentaire avaient en partie, sinon complètement, fait dispa-

(1) Bugeaud à Soult, 29 août 1845. A.G.G.A.

raître l'écart que marquaient les premiers résultats. D'autres statistiques, plus confidentielles et que l'on ne communiqua pas au Ministre, laissaient ressortir entre les divers régiments des différences d'attitude très marquées et on ne peut évidemment les attribuer qu'à la plus ou moins grande pression morale que les officiers exerçaient sur leurs hommes. Les soldats de la Légion étrangère s'étaient fait inscrire en masse : à Oran, on en comptait 644, à Constantine 431. Même fait avait été constaté en décembre 1841, lorsque Bugeaud demanda des libérés pour peupler le centre d'Aïn-Fouka. En somme, cette consultation de l'armée n'infirmait pas les dires du Gouverneur, et cela seul lui suffisait pour le moment à la veille de la suprême démarche qu'il allait tenter en France.

* * *

Car c'était bien pour une dernière tentative que le Maréchal avait envoyé ces circulaires et recueilli ces statistiques. De retour en Algérie à la fin de mars, il comptait encore sur la Commission des crédits extraordinaires dans laquelle il avait beaucoup d'amis et dont le rapporteur M. Magne était son collègue immédiat, étant lui aussi député de la Dordogne. Mais, quand il apprit qu'à la Chambre personne n'avait soulevé la question de la colonisation militaire, il se montra très affecté et rendit le Ministre responsable de cet oubli ou de cette indifférence. Vers la fin du mois de juin, son irritation devint extrême ; il prête même à Soult la volonté de le dégoûter de sa situation.

Cette pensée — il la confie à Guizot (1) — résulte d'une foule de petits faits et d'un ensemble qui prouve qu'il n'a aucun égard pour mes idées, pour mes propositions. Vous avez vu ce qu'il a fait de l'engagement pris devant le Conseil de demander 500.000 francs pour un essai de colonisation militaire ; c'est la même chose de tout ou à peu près ; il suffit que je propose une chose pour qu'on fasse le contraire, et le plus mince sujet de ses bureaux a plus d'influence que moi sur l'administration et la colonisation de l'Algérie. Dans tous les temps, les succès des généraux ont augmenté leur crédit ; le mien a baissé dans la proportion du progrès des affaires de l'Algérie (2).

(1) *Bugeaud à Guizot*, 30 juin 1845. Mémoires de Guizot. VII, pages 183 et 184.

(2) Il poursuit ainsi : « Je ne puis être l'artisan de la démolition de ce que je puis, sans vanité, appeler mon ouvrage. Je ne puis assister au triste spectacle « de la marche dans laquelle on s'engage au pas accéléré. Extension intempestive, « ridicule, insensée de toutes les choses civiles ; amputation successive de l'armée et des travaux publics pour couvrir les folles dépenses d'un personnel qui « suffirait à une population dix fois plus forte ; voilà le système. Je suis fatigué « de lutter sans succès contre tant d'idées fausses, contre des bureaux inspirés « par le journal *L'Algérie*. »

Il manifesta alors l'intention de se retirer :

Je veux reprendre mon indépendance pour exposer mes propres idées au gouvernement et au pays. Le patriotisme me le commande, puisque j'ai la conviction qu'on mène à mal la plus grosse affaire de la France.

L'intransigeance du Ministre est une des raisons de ce découragement et de ce désir de se démettre de ses fonctions ; elle n'est pas la seule. Bugeaud a toujours été sensible aux attaques de la Presse. A ce moment, deux journaux menaient une ardente campagne contre lui, contre le régime du sabre qu'ils lui reprochaient de faire peser sur la colonie, contre ses projets de colonisation militaire qu'ils s'efforçaient de tourner en ridicule, contre le système d'administration des indigènes confiée à des aghas ou à des caïds fanatiques et avides. Le moindre fait était imputé à mal ou travesti ; à plus forte raison, ces journaux, *L'Afrique* et *L'Algérie*, devaient se servir de la catastrophe des Ouled Riâh, survenue en juin, pour amener l'opinion publique contre les chefs de l'armée d'Afrique et contre le Gouverneur. Ce fut un déchaînement de haines et de colères auxquelles Bugeaud fit courageusement face ; bien qu'il ne pût être rendu responsable d'un fait de guerre, accompli à plusieurs centaines de kilomètres d'Alger, et sans qu'il ait été consulté, il prit hardiment la défense de Péliissier. Il le couvrit de son autorité, alors que Soult le livrait en pâture aux criaileries de la presse. C'est qui avivait les rancœurs du Maréchal, c'est qu'il croyait que toute cette campagne était directement inspirée par le Ministre, puisque les rédacteurs de ces journaux étaient des personnes bien vues dans les bureaux du Ministère, que même à quelques-uns d'entre eux on avait confié des missions, comme à Enfantin, à Carette, à Varnier. En cela, Bugeaud se trompait : Soult était incapable d'une telle duplicité.

La situation n'était plus tenable ; le Gouverneur demanda son remplacement au début d'août. Mais il ne voulut point quitter l'Algérie sans préparer sa revanche, sans emporter avec lui les renseignements qu'il jugeait indispensables au triomphe de ses idées. Il lança ses deux circulaires. Elles furent connues à Paris vers le 22 août et y provoquèrent une émotion d'autant plus vive qu'elles semblaient donner raison aux journaux qui dénonçaient chaque jour le Maréchal comme un indépendant et un ambitieux, peut-être un fauteur de futur coup d'Etat : « La presse, dit Guizot dans ses *Mémoires* (1), « s'empressa de l'exploiter contre le Ministère, affectant d'y voir une

(1) Guizot : *Mémoires* VII, page 193.

« première tentative du Maréchal Bugeaud pour se déclarer indépen-
« dant et préparer un démembrement de l'empire français. Les mem-
« bres des deux Chambres furent blessés du silence gardé dans la cir-
« culaire sur leurs droits, leur pouvoir et leur intervention nécessaire
« dans une telle œuvre. Pour le Cabinet et pour le Ministère de la
« Guerre en particulier, il y avait une atteinte portée à la dignité
« comme aux attributions du gouvernement central et un grave dé-
« sordre, sinon un mauvais dessein. Le Roi et plusieurs Ministres
« étaient alors au château d'Eu ; ils m'envoyèrent sur le champ la
« circulaire en m'en exprimant leur mécontentement et leur embar-
« ras ».

Tout le monde était irrité contre le général. C'est *un proconsul* ou *un pacha révolté*, clamaient certains journaux ; c'est *le chef d'une armée de chauffeurs*, renchérisaient les autres. Beaucoup parlaient de l'attitude troupière, des allures fantasques de cet officier supérieur qui visait au maître absolu. Heureusement pour Bugeaud, il lui restait un défenseur : c'était Guizot. Pour remettre toutes gens à leur place, le Maréchal comme le Cabinet, ce Ministre fit passer une note au journal des *Débats* où il affirmait que le désir de Bugeaud était seulement d'ouvrir « une sorte d'enquête sur les moyens de réaliser « un projet qu'il croyait bon, utile et possible », mais qu'un plan de cette nature et de cette étendue ne pouvait être exécuté ou même commencé qu'en vertu d'une ordonnance royale : « Monsieur le « général Bugeaud, ajoutait-il (1), n'est pas seulement un habile « général ; il est aussi, nous en sommes sûrs, un homme beaucoup « plus constitutionnel, et beaucoup moins dictatorial qu'on ne veut « le faire ; s'il voyait que le Gouvernement de son pays ne partageât « pas ses vues, nous sommes persuadés qu'il se contenterait de retirer « de sa circulaire de simples renseignements théoriques dont il pour- « rait faire son profit. Que la France se rassure donc ; il y a des juges « à Berlin ; il y a à Paris un gouvernement et des Chambres et il ne « s'agit de fonder en Afrique ni un royaume nouveau, ni une nou- « velle dynastie ».

Cette claire vision de l'homme d'Etat, incapable de partager les entraînements de la presse et de l'opinion, contribua, autant que l'exagération manifeste des accusations portées contre Bugeaud, à ramener les esprits à une plus saine appréciation de sa conduite. Encore fallait-il mettre le Gouverneur en garde contre lui-même,

(1) Guizot : *Mémoires* VII, page 194.

contre ses hardiesses compromettantes. Délicate était la mission à cause de l'énervement du général. Le moyen de lui faire entendre raison ? Guizot lui remontra les grandes difficultés qu'il venait de se créer (1) et de créer à ses amis par sa circulaire du 9 août et par le projet d'organisation militaire qui y était joint ; il ne lui céla point que de fortes préventions contre son projet existaient dans le Cabinet, dans les Chambres, dans les Commissions des Finances, dont le concours était nécessaire, que même des positions avaient été prises, des opinions manifestées. Le seul moyen de détruire ces préventions n'est pas, lui dit-il, de les combattre de front et d'essayer de les briser ; le plus habile est de les dissiper en tentant un essai. Guizot se fait fort d'obtenir qu'une expérience limitée soit autorisée ; mais il ne se dissimule pas la difficulté de la faire agréer. Que le Gouverneur ne veuille pas brusquer la situation ! « Je vous porte (2), mon cher Ma-
« réchal, beaucoup d'estime et d'amitié ; j'ai à cœur d'exécuter pour
« ma part ce que je vous ai fait dire... C'est donc pour moi une néces-
« sité et un devoir de vous dire ce que je pense de la démarche que
« vous venez de faire, et de tout ce qu'elle ajoute au fardeau que
« nous avons à porter en commun. Trouvez donc, je vous prie, une
« manière de réduire ce fardeau à ce qu'il peut et doit être et de ra-
« mener vos paroles et vos promesses dans les limites de l'essai que
« j'ai regardé comme possible. Tenez pour certain qu'il faut se ren-
« fermer bien visiblement dans ces limites pour avoir des chances
« de succès ».

Bugeaud n'était plus en Algérie quand il reçut cette dernière lettre. Il en était parti le 4 septembre. Au dire de Guizot, il avait retiré sa démission, mais il avait demandé à venir passer quelques semaines en France pour s'entendre avec le Ministre de la Guerre. Sans doute, il n'était plus démissionnaire ; toutefois, il n'avait accepté de conserver ses fonctions qu'à la condition de pouvoir exécuter son système de colonies militaires. Il écrit à son ancien aide de camp, Saint-Arnaud, le 21 août (3) :

Si l'on ne me comprend pas, si l'on ne veut pas me comprendre, je ne revien-

(1) La lettre commence ainsi : « J'ai été charmé de vous voir abandonner vos
« intentions de retraite ; mais c'est avec un vif chagrin, autant de chagrin que de
« franchise, que je viens me plaindre à vous de vous-même et vous dire que, par
« votre circulaire du 9 août aux généraux de votre armée et par le projet..... »
Mémoires VII, pages 194-195.

(2) Guizot : *Mémoires VII*, page 196.

(3) Lettre citée par d'Ideville. Livre III, pages 37 et 38.

drai pas. Si tout s'arrange, comme je le crois, je serai de retour à Alger dans les premiers jours de novembre.

Il le laissa entendre aussi aux habitants d'Alger qui lui présentèrent, avant son départ, une pétition, revêtue d'un grand nombre de signatures, pour lui demander de revenir en Algérie et de continuer l'œuvre qu'il avait commencée.

Arrivé à Paris, le Gouverneur général s'empresse de se rendre au Ministère de la Guerre ; il a hâte de conférer avec Soult au sujet des graves préoccupations qui l'ont obligé à quitter son poste. Sur cet entretien et sur ses résultats, Bugeaud s'est expliqué dans une lettre à Guizot :

Pour répondre (1) à la sotte et méchante accusation de la presse, qui m'appelle un pacha révolté, je viens me livrer seul au cordon et je me suis présenté tout d'abord chez le Ministre de la Guerre. Si j'avais eu quelques craintes, son charmant accueil les aurait effacées ; il m'a bien fait voir dans la conversation que les déclamations de la presse avaient produit quelque effet sur son esprit ; mais, aussitôt que je lui ai exprimé mes motifs, tous basés sur la profonde conviction où je suis que c'est rendre à la France un grand service, et que l'acte en lui-même est au fond dans les droits et les usages du commandement, le nuage s'est dissipé, et, pendant les deux jours que nous avons disserté sur les affaires de l'Afrique, je n'ai trouvé en lui que d'excellents sentiments pour moi et de très bonnes dispositions pour les affaires en général. De mon côté, j'y ai mis un *moelleux* et une déférence dont vous ne me croyez peut-être pas susceptible, et cela m'a trop bien réussi pour que je n'use pas, à l'avenir, du même moyen.

Tandis que s'éloignent les bruits de la tempête, la colère du Maréchal s'apaise ; il s'apprivoise, il reconnaît même que les termes de sa circulaire étaient trop catégoriques :

Je dois dire aussi que les termes en étaient trop positifs ; j'aurais dû mettre partout les verbes au conditionnel ; au lieu de dire : « Les colons recevront »... etc., j'aurais dû dire : « Si le gouvernement adoptait mes vues, les colons recevraient... etc. » ; changez le temps du verbe et vous ne verrez plus qu'une chose simple, une investigation statistique qui est — je le répète — dans les droits et les usages du commandement et destinés à éclairer le gouvernement lui-même.

De son entretien avec le Ministre, Bugeaud sortit donc plein de confiance, et il reprit le chemin de la Durantie. Il comptait sur l'accueil courtois de Soult et sur l'excellence de son système ; il se trompait. Soult ne voulait pas supporter seul la responsabilité de dire oui ou non : et c'était au Ministère tout entier à prendre une décision. Les Ministres hésitaient, temporisaient, lorsque brusquement la situation se dénoua par les bruits de désastres qu'auraient

(1) Bugeaud à Guizot, 28 septembre 1845. Mémoires VII, pages 198-199.

subis des troupes françaises sur la frontière orano-marocaine. Le commandant Rivet débarquait d'Algérie et accourait à la Durantie porteur de ces fâcheuses dépêches. Il trouva le Maréchal fort mécontent des lenteurs ministérielles, mais tout prêt à affronter les fatigues d'une nouvelle campagne bien qu'elle s'annonçât comme devant être particulièrement rude. Le soir même, le Gouverneur se décidait à regagner Alger et il écrivait au Préfet de la Dordogne, M. de Marcillac, une lettre où il le priait de lui envoyer quatre chevaux de poste pour le conduire à Périgueux. Dans ce billet écrit à la hâte et confidentiel, il laissait percer ses inquiétudes et gronder son ressentiment :

L'armée et la population (1) réclament à grands cris mon retour. J'avais trop à me plaindre de l'abandon du gouvernement vis-à-vis de mes ennemis de la presse et d'ailleurs pour que je ne fusse pas parfaitement décidé à ne rentrer en Algérie qu'avec la Commission que j'ai demandée et après la promesse de satisfaire à quelques-unes de mes idées fondamentales. Mais les événements sont trop graves pour que je marchande mon retour au lieu du danger.

Or, ce billet d'un ami à un ami fut communiqué à un journaliste qui eut la maladresse de le publier dans le *Conservateur de la Dordogne*. De là, il passa aux journaux de Paris ; ceux-ci s'empressèrent de le reproduire et de le commenter d'une façon fort désobligeante et pour Bugeaud et pour le Ministère. Ce fut un cri général de protestation. « La presse tout entière, dit la *Gazette de France*, va tomber sous le sabre de M. le Maréchal Bugeaud ». — « Un seul homme « règne et gouverne en France, proclame la *Réforme* ; ce n'est ni le « Roi, sous la responsabilité de Guizot, ni M. Guizot sous le couvert « de M. le Maréchal Soult ; cet homme c'est M. Bugeaud ». *Le National* dit que « dans un gouvernement ayant quelque peu conscience « de son devoir, la destitution immédiate de M. le Gouverneur général « serait la seule réponse qu'on devrait faire à sa lettre, et que, ne « pas faire cette réponse, c'est signer l'abdication du pouvoir ». Enfin, *Le Siècle* considère la lettre « comme un monument curieux de l'anarchie du pouvoir à notre époque ». Or — la coïncidence est curieuse et mérite d'être signalée — Guizot arrivait à la même conclusion dans le billet qu'il écrivait à ce sujet à Bugeaud pour se plaindre de son attitude ! « Mettre le public (2) dans la confiance de vos rapports avec le gouvernement que vous servez, prendre les journaux « pour organes de vos plaintes, mon cher Maréchal, cela ne se peut

(1) Lettre citée par d'Ideville, III, page 53.

(2) *Guizot à Bugeaud*, Mémoires VII, pages 206-207.

« pas. C'est là du *désordre*. Vous ne le souffririez pas autour de vous ;
« et croyez-moi, cela ne vaut pas mieux pour vous que pour le pou-
« voir auquel vous êtes dévoué ».

Cette incartade de Bugeaud fut le dernier épisode de la lutte qui se livra autour du second projet de colonisation militaire qu'il avait présenté dans les premiers jours de 1844. Oh ! il n'abandonnera toujours pas ses idées. Mais les circonstances sont trop graves pour qu'il pense à autre chose qu'à réprimer la révolte. Il court donc à l'incendie ; s'il est assez heureux pour l'éteindre, il renouvellera ses instances.

Si je n'y réussis pas (1), rien ne pourra m'attacher plus longtemps à ce rocher de Sisyphe.

Quoi qu'il en soit, les derniers mois de 1845 furent employés à guerroyer, et la colonisation passa au second plan. On arrêta même, sous prétexte de ne point mécontenter les Arabes, tous les projets de création de villages civils. Et c'est aussi à cette époque que l'un des auteurs et des acteurs de ce conflit, le plus puissant et le plus tenace, le Maréchal Soult, quitte le Ministère de la Guerre, mais il y place celui qui l'avait aidé jusque-là dans son administration, le lieutenant-général Moline de Saint-Yon. Aussi ce changement de personnes n'amène point un changement de principes.

Un curieux document ne laisse aucun doute sur l'opinion que le nouveau Ministre professait au sujet du plan de Bugeaud. Dès son installation au Ministère de la Guerre, le 10 novembre, il demanda à ses bureaux un exposé très détaillé et très précis des deux systèmes de Soult et du Gouverneur, et, quand il eut pris connaissance de ce rapport, il écrivit de sa propre main : « Il est impossible (2) d'hésiter
« entre deux projets, quand l'un exige un fonds de première mise
« énorme que l'on n'obtiendra jamais des Chambres, tandis que
« l'autre ne demande aucune avance et se sert seulement des hommes
« encore sous les drapeaux, autrement dit des soldats comptant dans
« l'effectif des corps... Du reste, conclut-il, il y a lieu d'ajourner
« cette question ». La consigne donnée fut donc « de ne plus en parler ».

(1) *Bugeaud à Guizot*, 18 octobre 1845. Citée par d'Ideville, III, page 62. C'est dans cette lettre que Bugeaud reprenait la parole de Villars : « C'est bien le cas de vous dire aujourd'hui ce que le Maréchal Villars disait à Louis XIV : « Je vais combattre vos ennemis et je vous laisse au milieu des miens ».

(2) *Rapport* du 30 novembre 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A. G. G. A. L'annotation du Ministre, placée à la fin de ce rapport, porte la date du 12 décembre 1845.

CHAPITRE III

LE TROISIÈME PROJET (1846-1847)

LES CAMPS AGRICOLES

La grande insurrection de 1845-1846. Sa répression.

I. — L'administration civile et l'administration militaire. — Les préférences de Bugeaud. — Discussion à la Chambre, juin 1846 (Lamartine, de Tocqueville et Dufaure). — Voyage du Ministre de l'Instruction publique. — La Commission d'enquête parlementaire : ses impressions fâcheuses.

II. — Les camps agricoles. — Nouvelle brochure sur la colonisation en Algérie. — Mémoires de Pétrus Borel. — Les localités choisies pour l'établissement de ces camps.

III. — Le projet de loi. — Comment il fut élaboré. — Rapport de Moline de Saint-Yon. — Election d'une Commission hostile : les discussions, les légendes.

IV. — Maladie de Bugeaud. — La campagne des adresses. — Echéec définitif du projet. — Démission du Gouverneur.

Sans attendre l'arrivée du Gouverneur, Lamoricière, à la nouvelle du désastre de Sidi-Brahim, avait regagné en toute hâte sa division d'Oran ; il y apprenait un autre malheur, la surprise d'un bataillon de 200 hommes et sa capture par les Arabes. Rassemblant les troupes disponibles, il va renforcer les garnisons d'Aïn-Témouchent, de Tlemcen, de Seb dou, puis se porte sur les Traras et les bat sous les yeux même d'Abdelkader : l'Emir prend la fuite. Premier échec infligé aux insurgés.

Toutefois, la défaite de Sidi-Brahim et la prise de 200 hommes avaient réveillé les espérances des Arabes et provoqué des soulèvements sur plusieurs points de la colonie. Maîtrisé sur la frontière marocaine, l'incendie s'allumait dans le Dahra, dans l'Ouarsenis, au Djebel Dira, en grande Kabylie, jusque dans le Hodna et sur le Belezma.

Bugeaud, revenu à Alger le 15 octobre, organise rapidement la répression de la révolte ; malgré son âge — il avait 62 ans — il montre une activité incroyable. Dix-huit colonnes mobiles sont mises en mouvement et couvrent d'un bouclier vivant les villes et les campagnes du Tell. Celle que commande le Maréchal, forte de 2.500 baïonnettes et de 400 sabres, se dirige vers l'Ouarsenis où elle doit contenir les tribus récemment soumises et où l'on compte rencontrer l'Emir. Il y était en effet, mais ne se laissa pas approcher. Ce fut une série de marches et de contremarches des plus fatigantes pour les soldats et les chefs dans des régions accidentées et en plein hiver.

Bugeaud pressentait bien que l'Emir chercherait à pénétrer dans la Métidja, la plaine de la grande colonisation et le centre des richesses européennes. Mais il espérait lui en interdire l'entrée, quand brusquement il apprit qu'Abdelkader, passant à travers les mailles du filet, s'avancait avec ses deux mille cavaliers par la vallée de l'Isser. Il fallut faire marcher la milice et former un bataillon de condamnés. Alerte très vive à Alger, mais qui dura peu. Six bataillons, débarqués récemment de France, et un autre venant de Djidjelli furent dépêchés sur l'Isser ; ils surprirent les cavaliers arabes et faillirent s'emparer d'Abdelkader. Celui-ci, abandonné et repoussé par les Kabyles, s'enfuit dans le Sud, et s'y heurta, entre Boghar et Berrouaghia, à une colonne française : elle lui enleva son camp, ses bagages, ses transports. Il se réfugia chez les Oulad-Nayl, ensuite chez les Oulad Sidi-Cheik, et, traqué de tous côtés, harcelé par nos colonnes, il fut contraint enfin de s'enfuir une fois de plus au Maroc. Avant de quitter l'Algérie, il fit ou laissa égorger les 70 Français qu'au début de la guerre il avait fait prisonniers. Sanglant défi que le vaincu jetait à son vainqueur !

Pendant ce temps, Bou-Maza n'avait pas eu une existence moins agitée que celle du chef auquel il s'était rallié. Le général de Bourjolly et le colonel de Saint-Arnaud le poursuivaient de retraite en retraite, châtiaient ses partisans. Le marabout, battu à plusieurs reprises, gravement blessé, se cacha dans les montagnes les moins accessibles du massif de l'Ouarsenis et se réfugia enfin comme Abdelkader au Maroc. Plus rapides encore furent les succès de nos armes dans la province de Constantine ; les généraux Herbillon et Levasseur frappèrent les Oulad Soltan et les Oulad Sellam dont l'agitation menaçait de se propager en dehors du Belezma ; le Hodna fut pacifié.

« De cette campagne, qui ne fut marquée par aucune action militaire éclatante, dit le général Trochu, le Maréchal parlait souvent

« avec complaisance (1), et c'était à bon droit ; elle fut l'une des plus
« grandes crises, la plus grande crise peut-être de sa carrière algé-
« rienne. Quand il rentra dans Alger avec une capote militaire usée
« jusqu'à la corde, entouré d'un Etat-major dont les habits étaient
« en lambeaux, marchant à la tête d'une colonne de soldats bronzés,
« amaigris, à figures résolues et portant fièrement leurs guenilles,
« l'enthousiasme de la population fut au comble. Le vieux maréchal
« en jouit pleinement. C'est qu'il venait d'apercevoir de très près le
« cheveu auquel la Providence tient suspendues les grandes renom-
« mées et les grandes carrières, à un âge (62 ans) où, quand ce cheveu
« est rompu, il est difficile de le renouer ».

Puis, au sortir de cette rude campagne, Bugeaud, infatigable, pro-
jetait d'en entreprendre une nouvelle plus longue peut-être. Abdel-
kader, réfugié au Maroc, était un danger constant pour la sécurité
de nos établissements. Il fallait l'y poursuivre, et, s'il en était besoin,
recommencer la guerre contre le sultan de Fez. Sans se soucier des
relations diplomatiques que la France entretient avec des puissances
européennes comme l'Angleterre, le Gouverneur ne voit qu'un but,
celui de se débarrasser de l'Emir. Tous les ordres sont donnés et les
troupes prêtes à s'embarquer. A Alger, on n'attend plus que l'autori-
sation du gouvernement et, à défaut d'autorisation formelle, la sim-
ple permission de laisser faire : « Ni l'une (2), ni l'autre de ces propo-
« sitions, dit Guizot, ne pouvait convenir à un gouvernement sérieux
« et décidé à respecter le droit des gens et sa propre dignité. Nous
« venions de conclure avec le Maroc un traité de paix et un traité de
« délimitation de la frontière des deux Etats ; nous en réclamions de
« l'Empereur marocain la stricte observation ; nous devons et nous
« voulions l'observer nous-mêmes, dût notre lutte contre l'insurrec-
« tion en Algérie en être quelque temps prolongée ». Aussi le Ministre
des Affaires Etrangères lui envoie-t-il précipitamment Léon Roches
afin de le détourner de son dessein ; puis, dans une longue dépêche,
il lui expose les raisons majeures pour lesquelles la France devait
éviter de soulever à ce moment la question marocaine. Bugeaud s'in-
cline à regret ; le 30 avril, il en donne l'assurance à Guizot :

Ce que vous me dites (3) de la conduite que nous devons tenir envers le Maroc

(1) D'Ideville. III, page 83.

(2) Guizot : *Mémoires*. VII, page 212.

(3) Bugeaud à Guizot, 30 avril 1846. Lettre citée par Guizot dans ses *Mémoires*. VII, page 223.

me paraît d'une grande justesse, me plaçant à votre point de vue, et c'est là qu'il faut se placer. Sous un gouvernement absolu, et en ne considérant que la question militaire et le succès de notre entreprise en Afrique, je raisonnerais autrement... Ainsi n'ayez aucune inquiétude ; il sera fait comme vous l'entendez.

I

L'Administration civile et l'Administration militaire

Du moment où son activité ne fut plus occupée par les soins à donner à une guerre infiniment compliquée et que son attention fut détournée de l'entreprise marocaine, il revint à la seconde des idées qui lui tenait le plus à cœur, à son système de colonies militaires. Est-il bien juste de dire qu'il y revint ? N'y avait-il pas pensé constamment, même au cours de ses longues marches et dans les veillées du bivouac ? N'avait-il pas dès le début attribué les causes de cette révolte à l'extension inopportune de l'administration et de la colonisation civiles ?

Il est fort à craindre (1) que ce ne soit une forte guerre à recommencer. Hélas, les événements ne donnent que trop raison à l'opposition que je faisais au système qui étendait sans nécessité l'administration civile et diminuait l'armée pour couvrir les dépenses de cette extension. J'ai le cœur navré de douleur de tant de malheurs et de tant d'aveuglement de la part des gouvernants et de la presse, qui nous gouverne bien plus qu'on n'ose l'avouer.

Il avait, dès son arrivée à Alger, accepté les suggestions du Directeur des Affaires Arabes ; le colonel Daumas lui répétait sans cesse que la cause de tout le mal était dans les empiétements des colons européens. Un des premiers ordres qu'il donna au comte Guyot fut celui d'arrêter les études préparatoires pour la création de plusieurs centres dans la Métidja.

Tout est pour lui prétexte à comparaison désobligeante entre l'œuvre civile et l'œuvre militaire ; cela devient une obsession de son esprit, une habitude de penser et de raisonner. Durant cette guerre, le moment le plus critique fut celui où l'on apprit la pointe audacieuse dirigée par Abdelkader sur l'Isser. De Boghar où il se trouvait, le Maréchal avait télégraphié au général de Bar de convoquer deux bataillons de la milice et d'armer une compagnie de condamnés. Il ajoutait :

(1) *Bugeaud à M. de Marcillac*, préfet de la Dordogne, 6 octobre 1845 ; citée par d'Ideville. III, page 53.

Si, contre toute attente (1), et malgré nos efforts, les circonstances devenaient pressantes, le sentiment général applaudirait à cette mesure de prudence. Il est possible qu'elle cause, dans le premier moment, une certaine émotion ; dans peu de jours on y sera accoutumé et l'on reconnaîtra qu'elle est de nature à prévenir et non à susciter les alarmes.

Ce télégramme, publié par le *Moniteur*, provoqua une très forte émotion dans tout Alger ; on s'y crut menacé par les cavaliers d'Abdelkader. Bugeaud avait bien prévu la panique (2), et ce fut pour lui un nouvel argument contre la population et la colonisation civiles, argument dont il se servit de suite dans sa correspondance avec le Ministre. Il aimait plus tard à y revenir. Ces civils, qu'un ordre de mobilisation effraie, « sont-ce là des dominateurs du peuple arabe, « si prompt à la révolte, si belliqueux, toujours préparé pour la « guerre ? »

Bugeaud est si pénétré des avantages des colonies militaires et si irrité des refus qui lui ont été opposés qu'il en arrive à arrêter la marche de la colonisation civile. Sous le prétexte, fourni par Daumas, que les Arabes se sont révoltés parce que les colons leur ont enlevé leurs terres, alors que les Français avaient pris l'engagement de respecter les propriétés des indigènes, on suspendra le travail des géomètres, on arrêtera les recherches entreprises sur l'état de la propriété dans la Métidja ; on remettra à plus tard l'exécution de tous les projets déjà étudiés. La Direction des Affaires Arabes obtient un droit de regard, presque un droit de surveillance et de contrôle, sur toutes les opérations de création de centres ; or, avec l'esprit qui animait les officiers des bureaux arabes, cette simple mesure était le plus sûr moyen d'entraver la marche de la colonisation civile. D'autre part, tous les dossiers des grandes concessions restent en souffrance ; le Ministre a beau les réclamer, aucun ne lui est transmis. Il se fâche, il accuse de mauvais vouloir et d'inertie M. Blondel, directeur des Finances dont dépend le service des concessions de fermes, il le blâme et même le relève de ses fonctions. Or, M. Blondel n'a point de peine à se justifier ; les dossiers qu'on lui réclame, il les a fait étudier en temps voulu, il les a adressés au Gouverneur, qui les détient et ne veut point s'en dessaisir. La situation devient déconcertante et presque comique. Pas de colons militaires, a dit la Chambre et a ordonné

(1) *Moniteur Algérien*, 10 février 1846.

(2) Sur cet incident, il insiste longuement dans la *Colonisation de l'Algérie*, 1847, pages 11 et suivantes.

le Ministre de la Guerre ; pas de colons civils, riposte Bugeaud. C'était une impasse, d'où l'on risquait de ne point sortir sans quelque éclat scandaleux.

Survient en juin la discussion du projet de loi, tendant à ouvrir au Ministre de la Guerre sur l'exercice de 1846 divers crédits extraordinaires pour les dépenses de l'Algérie. Les débats furent ardents ; pour la première fois, ils éveillèrent l'attention publique. La question d'Afrique n'avait jamais été jusqu'alors une question politique et pour mieux dire de ministère. Beaucoup de députés le regrettaient, car, l'existence du gouvernement n'étant point menacée par les votes qui intervenaient soit sur une demande de crédits, soit sur une mesure administrative, les débats s'en ressentaient ; ils se traînaient péniblement et n'offraient guère d'intérêt. Seules y prenaient part des personnalités de second plan. Brusquement, cette question d'Afrique devint nationale ; elle fut considérée dès lors comme l'une des plus sérieuses et des plus graves que la Chambre eût à résoudre. Symptôme significatif, elle ne sera plus réservée à quelques orateurs qui se sont fait une spécialité des problèmes africains, elle sera abordée par les chefs de parti et par des députés dont la notoriété et le talent sont connus : les de Tocqueville, les Dufaure, les Lamartine, les de Corcelle, les Ferdinand Barrot, les Gustave de Beaumont, tous hommes habitués à ne pas se payer de mots.

A l'ouverture du débat, le lieutenant-général Moline de Saint-Yon avait cru devoir faire un exposé très optimiste de l'état de l'Algérie ; il avait jeté un voile sur les dissensions fâcheuses qui s'étaient élevées entre le Maréchal et le Ministère de la Guerre à propos de la colonisation militaire. C'était trop de mystère ou trop d'habileté aux yeux des députés ; tous se rappelaient les termes de la lettre de Bugeaud à M. de Marcillac et la plupart n'ignoraient pas la situation intolérable où l'on s'immobilisait. Brusquement M. de Tocqueville révéla toute la vérité : « Vous avez entendu hier (1) M. le Ministre de la Guerre, au nom du gouvernement, vous assurer qu'il était le plus obéi de tous les gouvernements. Qu'est-ce que tout cela, Messieurs ? « je ne voudrais pas dire le mot, mais cela ressemble terriblement à « une comédie parlementaire. Qu'est-ce qui fait qu'on se calme aujourd'hui ? La chose n'est pas difficile à dire ; c'est qu'à l'approche « des Chambres on a découvert qu'il pourrait être aussi nuisible à

(1) Discours de M. de Tocqueville à la Chambre des Députés. *Moniteur Universel*, 10 juin 1846, page 1723.

« l'un qu'à l'autre de paraître en guerre et que conséquemment c'é-
« tait une sage mesure de paraître en paix. L'est-on, Messieurs, l'est-
« on réellement ? Nullement. Savez-vous, -Messieurs, pourquoi on ne
« désobéit plus en Afrique ? La raison en est bien simple : c'est qu'on
« n'y commande plus. Il y a dans ce moment-ci un parfait équilibre
« entre le Gouverneur général et le gouvernement de France ; l'un
« veut la colonisation militaire et il faut reconnaître qu'il ne peut pas
« la faire ; l'autre veut la colonisation civile ; il ne peut pas non plus
« y réussir ; de telle sorte que, comme je le disais tout à l'heure, les
« deux pouvoirs se tiennent en échec et on arrive paisiblement à
« l'impuissance ».

Cette déclaration courageuse marque en termes saisissants le conflit actuel et déchire le voile. De moins en moins, la Chambre paraît disposée à céder aux fantaisies du Gouverneur. Le rapporteur, M. Du-
faure, n'avait consacré dans son exposé que quelques mots assez dé-
daigneux aux colonies militaires, jugeant cette conception plus théo-
rique que pratique, et rappelant qu'elle n'avait jamais été admise
par le Ministère de la Guerre, que, d'autre part, plusieurs Commissions
l'avaient examinée et condamnée. « Notre opinion, affirme-t-il (1),
« est absolument la même ; la majorité de votre Commission est con-
« vaincue qu'après d'énormes dépenses pour mettre ce système en
« pratique, on s'apercevrait qu'il repose sur des illusions ». Et, dans
la discussion, M. Desjobert se donna le malin plaisir de compter tou-
tes les condamnations encourues : en 1843, M. Vatout la jugeait,
après le Ministre de la Guerre, inconciliable avec l'état actuel de la
législation militaire ; en 1844, le général de Bellonet avait renché-
ri sur cette opinion et l'avait appuyée de l'autorité qui s'attachait à son
expérience militaire africaine, et, en 1845, M. Magne l'avait repoussée
pour des motifs d'ordre financier et d'organisation intérieure.

Fallait-il, en cette année 1846, que l'on reprit une fois encore le
procès de cette forme de colonisation ? M. de Lamartine parla contre
elle avec sa fougue et son éloquence habituelle. Les colonies mili-
taires ! mais elles ne sauraient retenir ni les soldats en activité, ni
les soldats libérés ; elles ne sont possibles qu'avec les conditions de la
civilisation ancienne ; elles demandent des îlotes et la France n'a à
leur offrir que des citoyens. « Et quel est le soldat français (2), em-
« pressé de rentrer dans sa patrie, dans sa famille, sur son sol, dans

(1) *Moniteur Universel*, 11 juin 1846, page 1739.

(2) *Moniteur Universel*, 11 juin 1846, page 1735.

« son climat, dans sa religion, dans sa langue, qui irait volontiers se
« condamner à un exil signé, à un exil authentique, par devant no-
« taire, pour satisfaire les caprices de colonisation d'un général ? »
Ces colonies sont d'un autre temps et d'une autre civilisation. Jus-
qu'à M. Ferdinand Barrot qui, sans repousser toute idée de colonisa-
tion militaire, l'entend cependant comme Soult l'avait comprise,
c'est-à-dire comme l'utilisation de l'armée, son emploi aux travaux
publics et même à l'établissement de militaires libérés et méritants.

Ce fut donc un concert de critiques, presque une unanimité dans
la condamnation. Seul, le gouvernement tint un autre langage ; mal-
gré le vague et l'imprécision de ses déclarations, la Chambre se rendit
compte qu'il voulait ménager le Gouverneur et rendre possible un
essai de son système. Le Ministre de la Guerre avait dit, après avoir
parlé des villages civils : « Mais il ne faut pas exclure non plus la colo-
nisation militaire ». Guizot avait affirmé de son côté que le gouverne-
ment avait pris le parti de n'épouser aucun mode de colonisation,
mais de les favoriser tous : « Il prête (1) son appui à ceux qui sont
« spontanés, qui se produisent eux-mêmes ; et quant à ceux qui sont
« l'œuvre du gouvernement, il en fera certains essais ; ceci s'applique
« surtout aux modes de colonisation militaire... Il y a le système du
« Maréchal Bugeaud, celui du général Bedeau, celui du général La-
« moricière, celui de l'administration centrale de Paris. Il y a quelque
« chose de bon dans chacun, il y a des essais à faire de chacun... »
Le gouvernement était donc à cette époque décidé à donner satisfac-
tion au Gouverneur en autorisant un essai. La promesse que Guizot,
après le Roi, avait faite au Maréchal, il voulait la tenir ; il y prépa-
rait la Chambre.

Mais celle-ci semblait intransigeante : ne serait-ce point provoquer
un conflit ? Les dernières paroles, jetées dans ce débat, furent parti-
culièrement graves : « Les débats (2) auxquels a donné lieu cette
« année la question d'Afrique ont éveillé hautement l'attention pu-
« blique ; cette attention, nous osons l'espérer, ne s'endormira pas
« et, à la prochaine session, quelque parti que le gouvernement ait
« pris, il lui sera demandé compte ou de son inaction ou de ses actes,
« et il doit s'attendre à obtenir de tous les partis dans cette Chambre
« ou plutôt de tous les Membres de cette Chambre, sans distinction

(1) *Moniteur Universel*, 11 juin 1846, page 1738.

(2) *Moniteur Universel*, 11 juin 1846, page 1740. Discours de Dufaure.

« de parti, ou un blâme sévère ou une franche et loyale approbation ». L'avertissement serait-il entendu ?

* * *

Bugeaud parut l'entendre. Son projet n'avait quelque chance d'être voté par la Chambre que si une Commission spéciale, composée de parlementaires, venait en Algérie, y séjournait pendant un temps plus ou moins prolongé, et étudiait sur place le meilleur mode de colonisation. Il se persuadait que, pour si prévenus qu'ils pussent être, ces hommes politiques seraient vite convaincus de la nécessité des colons militaires. Que le gouvernement, de son côté, se prononçât catégoriquement en faveur d'un essai de quelque importance et la cause serait gagnée. Déjà, avant les événements d'octobre 1845, le Maréchal avait insisté auprès de Soult pour le choix et l'envoi de cette Commission spéciale ; après la défaite des insurgés, vers le milieu de 1846, il réitéra sa demande à Moline de Saint-Yon. Il obtint double satisfaction ; on lui envoya un Ministre en juillet et quatre députés en novembre.

Sans doute, le comte de Salvandy, Ministre de l'Instruction publique, se rendit à Alger pour assister au mariage de son beau-frère, le commandant Féray, officier d'ordonnance du Gouverneur, avec la fille cadette du Maréchal, mais cette visite de famille n'était pas le seul motif de son déplacement. Il avait reçu du gouvernement la mission de parcourir nos provinces africaines, celles de l'Est et de l'Ouest comme celle du centre, afin de renseigner exactement le Conseil du Roi sur leur situation. Et, de fait, après une quinzaine de jours passés à Alger, il se rendit à Constantine. Vraisemblablement, le comte de Salvandy devait aussi pressentir le Gouverneur sur ses intentions de se démettre de ses fonctions ou de rester à son poste, et au besoin faire pression sur lui pour qu'il gardât son commandement. Le Ministère préférait maintenir éloigné de Paris un adversaire qui lui créerait, par ses projets et par l'ardeur avec laquelle il les soutiendrait, bien des embarras. Peut-être même, certains engagements furent-ils pris au sujet des colonies militaires.

Le Maréchal avait organisé le voyage du Ministre à Alger et dans l'intérieur de manière à lui faire voir de préférence les travaux de l'armée. A Alger, on visita les casernes, les fortifications. A travers la Métidja (1), on lui montra Beni-Mered et Blida, puis la caravane

(1) Voir sur ce voyage ministériel la *France Algérienne*. Le récit en a été reproduit par le *Moniteur Algérien* dans son numéro du 17 juillet 1846.

officielle admira les gorges de la Chiffa et là comme par hasard, trouva des détachements nombreux de soldats, armés de pioches et de pelles et occupés à la réfection de la route. Le Ministre félicita ces soldats terrassiers. A Médéa, où on devait coucher, il fut reçu avec de grands honneurs militaires ; on parcourut la ville, ses établissements, ses jardins, sa pépinière ; tout était dû à la main-d'œuvre militaire. Aussi le soir, dans un banquet, M. de Salvandy exaltait les mérites de cette armée d'Afrique et son œuvre splendide ; il parlait de la longue et rude campagne de l'hiver dernier comme d'une seconde conquête de l'Algérie ; il avouait que jamais il n'eût estimé à leur juste valeur les travaux de nos soldats, s'il ne fût venu les juger par lui-même sur le sol africain. « L'armée, dit-il, vient de traverser une belle et glorieuse carrière de combats ; il lui en reste une autre à parcourir, plus vaste et non moins difficile, celle de la colonisation ».

Et, se tournant vers le Maréchal, il rendit justice à son indomptable énergie, à son activité, à sa haute intelligence. A Alger et sous la seule impression que lui avaient laissée les éléments civils européens, il avait dû suspendre son jugement ; mais aujourd'hui, après avoir vu toutes les créations de l'armée et constaté la grande autorité dont elle jouit sur les populations indigènes, « il pourrait apporter une conviction éclairée à l'appui des pressentiments du Cabinet ». Le Maréchal, dit-il en terminant, dédaigneux d'impuissantes attaques, se doit à lui-même comme à son pays de supporter encore ce grand fardeau des Affaires de l'Algérie auquel l'avenir attachera son nom d'une manière impérissable. Le Gouverneur répondit qu'il ne pouvait demeurer sourd à un appel aussi direct du Roi et du gouvernement, et qu'il mettait au service du pays un dévouement dont la persévérance n'aurait d'autre limite que celle de ses forces. La mission du comte de Salvandy était terminée ; Bugeaud restait Gouverneur et il recevait la promesse que le gouvernement se prononcerait pour un essai de colonisation militaire. Le Ministre, après une nouvelle chevauchée dans la région de Ténès et d'Orléansville où s'était marquée exclusivement l'empreinte militaire, quittait Alger pour la province de l'Est. Il avait été le premier Ministre, visitant officiellement l'Algérie (1).

Quelques mois après, en novembre, débarquait la députation par-

(1) Le comte de Salvandy avait débarqué à Alger le 7 juillet et il en repartit le 18 du même mois.

lementaire. Elle se composait de quatre députés appartenant au centre gauche, MM. de Tocqueville, de Lavergne, Plichon et Becha-meil. Le Gouverneur les reçut avec empressement et se mit personnellement à leur disposition pour leur faire parcourir l'intérieur. Eux auraient désiré pouvoir effectuer leur enquête librement, en se promenant seuls, ou du moins sans cortège officiel, dans les environs d'Alger, puis en se rendant, avec une faible escorte, dans les villes de l'intérieur. C'était précisément ce que ne voulait point le Gouverneur ; celui-ci espérait par quelques manifestations théâtrales et par un accaparement de tous les jours ne leur permettre de voir de l'Algérie que ce qu'il voulait qu'il leur fût montré. Il insista tant et si bien qu'il les entraîna. M. de Tocqueville, l'âme de la Commission, avait essayé de garder son indépendance ; il fut obligé de céder.

Quelques heures après avoir consenti, il disait à M. Bussière, rédacteur à la Revue des *Deux-Mondes*, qui se trouvait à Alger et qu'il venait de rencontrer : « Malheureusement (1), il faudra tout aussitôt « nous quitter. Le Maréchal veut nous faire voir l'intérieur du pays. « J'aurais eu beaucoup de choses à voir auparavant ; mais le jour du « départ est fixé, les ordres donnés sur tout le trajet d'Alger à Oran. « C'est un bien curieux voyage, n'est-ce pas, et une occasion unique « de le faire ? Mais j'y pense, puisque vous êtes venu dans ce pays « pour y faire des études, peut-être vous serait-il agréable d'y ajouter « aussi le complément ? Si la proposition vous plaît, je demanderai « l'agrément du Maréchal ainsi que l'autorisation de vous présenter ».

La présentation eut lieu. M. Bussière fut admis, et c'est ce qui nous a valu le récit complet de ce voyage, publié par la Revue des *Deux-Mondes* du 1^{er} novembre 1853, après la mort de Bugeaud. Un autre homme de lettres, de Broe, de la rédaction des *Débats*, fut adjoint au petit groupe. On partit le 19 novembre ; l'itinéraire, fixé par Bugeaud, était presque le même que celui que l'on avait suivi avec le comte de Salvandy. On traversa les villages du Sahel sans s'y arrêter. « Le but « du Maréchal dans ce voyage, dit Bussière (2), était de faire ressortir « les avantages que son système d'administration et de colonisation « militaires avait sur toute espèce d'institutions civiles. Or, nous ne « devons rencontrer l'administration que dans les territoires dits « militaires, et la colonisation qu'au village de Beni-Mered entre

(1) *Le Maréchal Bugeaud et la Colonisation de l'Algérie*. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} novembre 1853, page 454.

(2) *Même article*. Page 455.

« Boufarik et Blida ». La première halte sérieuse fut donc à Beni-Mered. Le Maréchal montra avec complaisance et en détail tout le village, les maisons de ses soldats colons, leurs terres, leurs récoltes ; il expliqua son système et fit l'historique du centre sans trop insister sur la mésaventure du travail en commun. A Blida on ne fit que coucher ; on laissa les voitures et on monta à cheval. On quittait en effet le territoire civil avec ses routes, ses villages, et ses fermes, pour entrer dans ce que l'on appelait le territoire mixte « qui était déjà le « véritable pays arabe, pays sans routes, sans village et sans ponts ».

La petite caravane escalade le col de Mouzaïa, accompagnée d'une faible escorte. Personne sur la route. Pourtant, on croise deux Français qui allaient seuls et sans armes de Médéa à Blida. Le Maréchal les interpelle. Pourquoi s'aventurer ainsi ? Pourquoi ne pas avoir attendu un convoi ? Mais ils répondent qu'ils sont pressés et que la route est sûre. Leur réponse était attendue ; elle flatte le Gouverneur. « Quatre députés (1) pourraient donc rendre témoignage à la France « du respect que le gouvernement inspirait déjà aux indigènes et de « la confiance que les Européens avaient dans sa force. Cet incident « fournit à la conversation pendant une partie de la route ».

A Médéa, on entrait en plein dans le gouvernement militaire. Bugeaud a hâte de montrer l'excellence de son système. Tout y était confié à l'armée ; le commandant de la place, investi des pouvoirs administratif et judiciaire, remplissait les fonctions de maire et de sous-préfet, un officier sous ses ordres celles de juge. Donc, administration gratuite, justice gratuite. Le soir, après le repas, des toasts furent échangés, et, comme tout pendant cette journée semblait avoir été la consécration de son mode d'administration militaire, le duc d'Isly, fort heureux, parla de l'armée. En quels termes, il est aisé de le deviner. « Les développements (2) qu'il lui donna étaient « gros de taquineries et presque de colères. Il parla des services de « l'armée comme si quelqu'un les avait contestés. Il vanta sa discipline, sa résignation, son courage, vus avec ingratitude par les uns, « avec indifférence par les autres. Il jeta çà et là des rapprochements « malveillants, des allusions aux colons, aux Chambres, au gouvernement. Personne ne fut épargné. Avec beaucoup de tact et de finesse « M. de T... sut dans sa réponse éviter tout ce qui eût pu donner à un « simple toast le caractère d'une polémique ; il reprit l'éloge de l'ar-

(1) *Même article.* Page 462.

(2) *Même article.* Page 463.

« mée, mais il sépara ce que le Maréchal avait confondu, écarta les
« allusions, et, après avoir jeté dans la péroraison quelques traits
« heureux, qui enlevèrent le Maréchal lui-même, il finit en proposant
« un toast à l'union du civil et de l'armée. Le Maréchal, très froncé
« au commencement de ce petit discours, s'était déridé peu à peu en
« l'écoutant, et, après le toast porté, il dit en s'y associant de bon
« cœur : « S'il en est ainsi, je n'ai plus rien à dire ». Ces mots révé-
« laient tout, car où le Maréchal avait-il pris qu'il n'en fût pas ainsi ? »

De Médéa, la caravane gagna Miliana en deux étapes. Le soir du premier jour, on coucha chez Bou-Alem, le bach-agma du Djendel. Deux magnifiques compagnies de grenadiers et de voltigeurs fournirent l'escorte ; elles firent à pied le chemin que la caravane faisait à cheval, soit une distance de 15 lieues. Voilà l'occasion pour le Gouverneur de vanter l'endurance et la mobilité des troupes d'Afrique ; il expliqua comment il était parvenu à rendre si légère et si mobile son infanterie, comment il la débarrassait de ses impedimenta pour lui permettre de gagner de vitesse les Arabes, comment il lui avait donné une tente merveilleuse. A Miliana, ce fut une répétition de ce qui s'était passé à Médéa. Pourtant, quelqu'un troubla la fête : « Les
« civils (2) formèrent une députation qui vint présenter au Maréchal
« les hommages de la population et lui faire connaître ses besoins.
« Parmi ces besoins se trouvait celui d'un commissaire civil pour
« l'administration municipale et d'un juge de paix pour l'adminis-
« tration de la justice. C'était blesser Achille au talon. Quatre députés
« étaient là qui entendaient ce vœu officiellement formulé, en dépit
« de toutes les théories du Maréchal, et qui en pouvaient rendre té-
« moignage à la France. Le Maréchal accueillit les envoyés à peu près
« comme il avait reçu les colons de Beni-Mered demandant la dissolu-
« tion de la communauté, avec cette différence cependant qu'il ne
« leur accorda pas, en forme de punition, l'objet de leur demande.
« Il leur exposa sa théorie des avantages d'une administration gra-
« tuite et expéditive, d'une justice gratuite et fondée sur le bon sens,
« sinon sur la connaissance des lois ; il leur reprocha leur ingratitude
« envers les officiers qui se dévouaient à une tâche pénible et étran-
« gère à leur carrière, sans avoir rien à y gagner ; puis il les congédia
« avec assez d'humeur ».

Cette intempestive supplique des civils de Miliana avait rompu le charme de l'expédition : la figure du Gouverneur devint grave et

(1) *Même article.* Page 469.

soucieuse, sa conversation languit. Et, quand il parlait, il revenait constamment sur l'attitude des habitants de Miliana. On arriva à Orléansville, l'établissement militaire par excellence où tout avait été fondé, organisé, réglementé par l'armée. Là, au moins, pareille incartade n'était pas à craindre. Le colonel de Saint-Arnaud commandant à Orléansville, de tous les officiers d'Afrique le plus aimé de Bugeaud, fit les honneurs de la ville ; il accompagna les députés partout ; on traversa le camp, puis on se rendit à un quart de lieue admirer le beau jardin et la pépinière que la garnison avait établis et qu'elle entretenait avec soin. Toujours au débotté, en changeant seulement de cheval — car ceux qui avaient couru toute la journée étaient fourbus — on passa le pont du Chélif et on se laissa conduire à une grande ferme militaire, véritable exploitation agricole, toujours cultivée par les soldats. Cette fois, les députés devaient être édifiés sur l'excellence des résultats obtenus, et, le soir, le Maréchal revint sur cette malheureuse députation de Miliana. Il ne comprenait rien (1) à cette manie. « Que veulent-ils ? Sont-ils fous ? Ils ont « besoin de nous à chaque instant ; ils ne peuvent rien faire sans « nous ; en tout, pour tout, ils ont recours à nous et les voilà qui veulent se séparer de nous ! Où trouveront-ils dans l'autorité civile les « ressources et l'assistance que leur fournit constamment l'autorité « militaire ? Voyons, colonel Saint-Arnaud, puisque nous en sommes là, dites-nous ce que vous avez fait pour la population civile ? « Le colonel Saint-Arnaud, dont la modestie était mise en jeu, s'en tira par des saillies qui ne répondaient pas précisément aux intentions du Maréchal. Il vanta la superbe organisation qu'il avait donnée à la milice, la rigueur disciplinaire qu'il y maintenait, la beauté vraiment militaire qu'il avait donnée à ce corps, et dont on allait juger à l'instant, si le Maréchal en témoignait le désir. « *Mais aussi, ajouta-t-il, à la moindre négligence, je les mets dans le silo la tête la première. Voilà ce que j'ai fait pour eux* ». On ne pouvait tenir à une pareille conclusion, et le Maréchal pas plus que les autres, quoiqu'il n'y trouvât pas son compte : il y eut un rire universel ; chacun en riant étudiait cependant le rire de son voisin. La boutade emportait sa leçon ; elle ne fut pas perdue pour les députés et « l'éloge de l'administration de Saint-Arnaud, fait par un de ses « officiers, ne pouvait la faire oublier ».

Autre incident, tout aussi comique et non moins suggestif ; il

(1) *Même article. Page 471.*

termina cette soirée et acheva la leçon. On voulait instruire Messieurs les Parlementaires, mais on désirait aussi les égayer, les amuser, pour se les rendre plus favorables. Il y avait à Orléansville un théâtre, et un théâtre où les premiers rôles étaient tenus par des militaires. Les rôles d'amoureuses étaient confiés à des femmes « quasi militaires » de la population civile. « La représentation qu'on nous y donna, « dit M. Bussière (1), me fournit une occasion personnelle de constater comment d'échelon en échelon et de délégation en délégation l'omnipotence militaire finissait par devenir une poussière d'autorité extrêmement incommode pour ceux qui y étaient exposés. « Pendant l'entr'acte j'étais descendu prendre l'air au pied du monument. Un sergent en bonnet de police vint à passer par là. Le sergent qui devait être un personnage d'importance, peut-être le greffier du ressort, m'avait à peine aperçu qu'il m'apostropha de sa voix la plus rudé et dans les termes les plus militaires. « Allez-vous en, me dit-il, et au plus vite, ou sinon je vous mets dedans ». Ceci me parut un peu fort, et, pour me trouver en territoire mixte, je ne me croyais pas encore en puissance de sergent. « Et qui donc êtes-vous, lui dis-je à mon tour, pour traiter ainsi les gens ? Etes-vous factionnaire ? Non, puisque vous n'êtes pas en tenue de service. Passez donc votre chemin et ne poussez pas la plaisanterie trop loin, ou sinon ce serait vous qui seriez mis dedans ». Le sergent se rappela alors que le Maréchal était entré ce jour-là même dans la ville, entouré de quelques figures semblables à la mienne, et il se retira en balbutiant des excuses. Nous rîmes beaucoup le soir, M. de T... et moi, de cette petite aventure. Nous avions déjà commenté plus d'une fois ces divisions en territoire civil, mixte et arabe. « Je sais maintenant, lui dis-je, ce que c'est qu'un territoire mixte : c'est un territoire mêlé de sergents ».

Les députés et surtout M. de Tocqueville en savaient assez. Ce dernier prétextait des raisons de famille, exigeant son retour à Alger ; ils partirent donc pour Ténès avec une escorte sous les ordres du lieutenant Canrobert. Là, sur les instances pressantes du commandant du *Caméléon* qui leur proposait de les conduire à Oran, ils se décidèrent à aller dans cette ville, où ils furent reçus par le général Lamoricière et les officiers des bureaux arabes. Ils n'y restèrent que peu de temps, puis se rembarquèrent sur le bateau faisant le service ordinaire de la côte. A Mostaganem, ils profitèrent de l'escale pour

(1) *Même article. Page 473.*

descendre quelques instants, mais, ayant appris que le Maréchal allait bientôt y entrer, ils se rembarquèrent précipitamment afin d'éviter la rencontre.

De retour à Alger, M. de Tocqueville se sentit beaucoup plus libre ; le Maréchal était absent. Il put visiter en toute indépendance les environs d'Alger avec M. Bussière (1), s'arrêtant dans chaque village, questionnant les colons, recueillant une ample moisson de renseignements. Quand il quitta l'Afrique, il était armé pour prendre part à la discussion de la question d'Alger ; or, ainsi que l'avait déclaré M. Du faure, elle devait être décisive. Ce fut lui qui fut nommé rapporteur du projet de loi relatif aux crédits extraordinaires demandés pour l'Algérie en 1847, lui aussi qui rapporta cet autre projet de loi sur les camps agricoles auquel étaient attachées les destinées de la colonisation militaire de Bugeaud. Dans ce dernier rapport, il conclut catégoriquement au rejet du crédit de trois millions et obligea le gouvernement à le retirer. En demandant l'envoi en Afrique d'une Commission parlementaire, en la conduisant lui-même à Beni-Méred, Médéa, Miliana, Orléansville le Gouverneur ne se doutait guère qu'il préparait l'échec définitif de son système.

Pourtant, après les incidents qui avaient marqué le voyage des députés à l'intérieur et dont quelques-uns n'étaient pas entièrement connus de lui, il ne se faisait pas illusion sur les impressions qu'ils en avaient rapportées. Il avait appris aussi l'enquête minutieuse, menée par M. de Tocqueville autour d'Alger, et connu le nom des personnes qu'il avait fréquentées. Aussi, dans une lettre confidentielle du 21 janvier 1847 au général de la Rue, il écrit :

* MM. les Députés (2), quoi que j'aie pu faire, sont partis d'ici avec des idées ou fausses ou très exagérées sur l'administration civile. Ils ont cru de leur devoir ou de leur honneur de ne pas se borner à puiser des renseignements près de moi et près des chefs de l'administration civile. Ils se sont entourés de ces hommes inquiets, chagrins et toujours prêts à médire de tout pouvoir, de toute administration. Je dis qu'ils se sont entourés, parce que les hommes de cette nature sont toujours ceux qui se présentent aux députés ou aux voyageurs de quelque importance. Or, comme il est impossible qu'il n'y ait pas de mécontentements individuels au milieu de ce tohu-bohu d'affaires et de prétentions diverses, ces hommes d'opposition quand même présentent quelques cas particuliers comme fondant une situation générale.

(1) L'article de M. Bussière contient de très précieux renseignements sur la situation de la colonisation à cette époque. Nous lui avons emprunté notamment ceux qu'il donne sur le centre de Mahelma.

(2) *Bugeaud au Général de la Rue*, 21 janvier 1847, (Confidentielle). Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A.G.G.A.

L'attitude de M. de Tocqueville surtout lui laisse présager quelque hostilité :

J'ai souvent (1) engagé MM. les Députés à se méfier de ces diseurs outrecuidants et à ne les écouter que sous bénéfice d'inventaire. Il paraît que mes avertissements n'auront pas été bien fructueux sur quelques-uns, et particulièrement sur M. de Tocqueville, qui évitait, autant qu'il le pouvait, de se trouver en contact avec nous et que j'ai eu toutes les peines du monde à entraîner jusqu'à Orléansville. Il craignait d'être imprégné de nos idées et cependant je mettais cartes sur table, et je lui faisais observer les faits. Il a reconnu la vérité de plusieurs choses, premièrement, la puissance gouvernementale que nous exerçons sur les Arabes et qui l'a beaucoup étonné ; secondement, les grandes créations faites en tout genre par l'armée. Mais, en ce qui touche l'administration des Européens, il soutenait toujours qu'elle était mauvaise et qu'il y avait anarchie dans les pouvoirs.

Toutefois, s'il ne lui avait pas échappé que M. de Tocqueville était défavorablement impressionné par les lacunes et les imperfections des rouages administratifs de la colonie, il n'avouait pas au général de la Rue, il ne voulait peut-être pas s'avouer à lui-même que c'était surtout l'omnipotence du régime militaire qui avait déplu, ainsi que sa prétention de mieux administrer et de mieux coloniser que les autorités civiles. Il ne s'attendait point en tout cas à ce que l'opposition des députés se tournât contre son projet des camps agricoles et qu'elle serait assez forte pour en entraîner le rejet par la Chambre tout entière.

II

Les Camps Agricoles

Or, ce projet des camps agricoles(2), le troisième qu'il ait présenté durant son commandement en Afrique, venait d'être adopté en janvier par le Conseil du Roi ; il devait être incessamment déposé sur le bureau de la Chambre.

Après quelles hésitations et quelles longues résistances les Ministres s'étaient décidés à donner satisfaction à Bugeaud, il n'est point inutile de le préciser ici. L'intervention personnelle du Roi et celle de Guizot furent nécessaires. En septembre, le Gouverneur avait quitté momentanément l'Algérie et était venu passer deux mois en France entre les voyages du comte de Salvandy et de la députation

(1) *Même lettre.*

(2) Le terme de *Camps Agricoles* se trouve pour la première fois employé dans le projet de loi déposé le 24 février 1847 par le Ministre de la guerre, Moline de Saint-Yon. Il fut repris et vulgarisé dans la brochure de Fabar.

parlementaire. Il vit le Roi, l'entretint de l'importance des colonies militaires pour consolider notre conquête. Comme l'année précédente, Louis-Philippe laissa entendre qu'il partageait l'opinion du Maréchal et il l'engagea à voir Guizot et à obtenir de ce ministre l'engagement formel de poser la question devant les Chambres, dès l'ouverture de la session. Cet engagement fut pris. Aussi Bugeaud comptait-il sur le succès, puisqu'il avait l'assentiment du Roi et celui du Ministre le plus influent du Cabinet.

En novembre, il rentra en Algérie et prenait la direction de la caravane parlementaire. Il poussait ensuite jusqu'à Mostaganem et Oran. Quand il fut de retour à Alger, il apprit indirectement, au mois de décembre, qu'après une longue délibération le Conseil des Ministres avait ajourné toute décision sur son projet. Inquiet au sujet des résultats de son voyage en compagnie des députés, irrité contre le Ministère, aigri et désabusé, il se décida à écrire au Roi pour lui rappeler son assentiment au moins tacite et à Guizot sa promesse formelle :

Est-ce une fin de non-recevoir, dit-il au Roi (1), ou bien seulement de la tactique parlementaire ? J'ai demandé des explications sur ce point à M. le Ministre des Affaires Etrangères. Si c'est une fin de non-recevoir, votre Majesté voudra bien se rappeler les paroles que j'eus l'honneur de lui adresser lorsqu'elle insistait pour mon retour en Afrique ; ces paroles, les voici : « Sire, j'obéis ; mais je supplie votre Majesté de faire que j'aie quelque chose de grand, de décisif à exécuter en colonisation. Après avoir fait les grandes choses qui ont résolu les deux premières questions, la conquête du pays et l'organisation du gouvernement des Arabes, je ne voudrais pas m'user dans les misères d'un peuplement impuissant qui, ne pouvant satisfaire en aucun point les impatiences publiques, me ferait chaque jour assaillir par des critiques et même par des outrages ». Et il terminait en priant le Roi d'agréer une copie d'un mémoire qu'il avait composé sur la colonisation : « Si ce travail ne me rallie pas la majorité du Conseil, il ne me restera plus qu'à faire des vœux pour qu'on trouve de meilleurs moyens d'assurer l'avenir de l'Algérie ».

Est-ce la lecture de ce mémoire ? N'est-ce pas plutôt la menace de sa démission prochaine qui emporta les dernières hésitations ministérielles ? Toujours est-il que le Ministre de la Guerre lui annonçait le 7 janvier qu'il avait obtenu du Conseil « qu'il serait demandé un crédit de 3 millions pour la colonisation militaire », et il lui faisait part de sa ferme volonté de défendre le projet devant les Chambres « de tous ses moyens ». Bugeaud s'en montre ravi et lui répond :

(1) *Bugeaud au Roi*, 30 décembre 1846. Lettre citée par d'Ideville, III, pages 141-142.

Vous réussirez, j'en ai la conviction, parce qu'il me paraît impossible (1) que la vérité, soutenue par vous et les hommes de talent que renferme le Ministère, ne triomphe pas. Le succès au Parlement et sur le théâtre de l'Algérie sera, n'en doutez pas M. le Ministre, l'un de vos plus beaux titres à la reconnaissance du pays ; car vous serez entré dans la véritable voie de la consolidation de notre conquête. Je ne sais si je pourrai vous seconder de ma faible voix devant la Chambre, mais, ce sur quoi vous pouvez compter, c'est sur mon zèle et mon activité à commencer la colonisation militaire de manière à en assurer la réussite dans le présent et dans l'avenir.

Certes, il n'aurait pas été aussi affirmatif s'il avait mieux connu les incertitudes du Ministère et les sentiments de la députation parlementaire. Mais il était pleinement convaincu de l'immense supériorité de son mode de colonisation, il l'avait dit, il l'avait démontré une fois de plus dans son Mémoire et, comme tout ce qu'il disait et écrivait lui semblait indiscutable, il espérait que la lecture de sa brochure aurait la vertu magique de lui concilier la majorité des Chambres.

*
* *

Il avait pris toutes ses précautions. En 1842, il n'avait présenté qu'un projet incomplet, imparfaitement étudié, et la publication de son ouvrage *L'Algérie, moyens d'utiliser et de conserver notre conquête*, paru sans autorisation expresse du Ministre et ne contenant que des développements assez vagues sur la colonisation militaire, n'eut pour résultat que d'éveiller les susceptibilités de Soult sans lui attirer les sympathies de l'opinion publique ; en 1844, il s'était contenté d'écrire un rapport général au gouvernement, à lui communiquer des statistiques et un projet de règlement, et tout s'était borné à des discussions verbales, à des échanges de lettres. En 1846 et en 1847, il ne commit ni l'imprudence de livrer au public son système sans autorisation préalable du gouvernement, ni celle de le confier seulement à un ministre hostile ou à des bureaux prévenus et malveillants. Avec l'agrément du gouvernement, il adresse à tous les membres des deux Chambres une brochure intitulée : *De la Colonisation de l'Algérie*, où il expose l'ensemble de ses idées sur cette question.

Dans l'avant-propos (2), il s'y reconnaît l'auteur d'une autre brochure anonyme qui avait été distribuée aux Pairs et aux Députés en 1846 : *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre*

(1) Bugeaud à Moline de Saint-Yon, janvier 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A.G.G.A.

(2) Bugeaud : *De la Colonisation de l'Algérie*. Paris, Guyot, 1847.

établissement en Afrique. Il convient aussi qu'elle eut peu de succès. D'ailleurs, il en reproduit dans son nouveau mémoire toute la partie concernant la colonisation ; ce qui prouve que les idées exprimées sont les mêmes. Quelques confessions, jetées habilement au début, sur ses velléités de se démettre de son commandement pour soutenir ses propres convictions, devaient dans sa pensée éveiller la curiosité, prédisposer en faveur d'un homme qui avait assez de courage et de désintéressement pour préférer ses opinions à sa haute fonction :

Je pensais (1) que je pourrais bien mieux servir la grande cause algérienne, en portant à la Chambre comme député le tribut de mon expérience de six années et je sacrifiais patriotiquement à cette pensée le plus beau commandement du royaume. Le Roi et son gouvernement n'en ont pas jugé ainsi.

Du moins, lui est-il permis, au moment où va être discuté ce grand problème, d'exprimer toutes ses préférences. Et il les développe dans une centaine de pages. Sont-elles bien nouvelles ces idées ? Le projet qu'il présente diffère-t-il sensiblement de celui qu'il avait élaboré deux ans auparavant ?

Non, il reprend en un exposé plus systématique les opinions qu'il a souvent émises dans sa correspondance, dans ses discours, dans ses écrits précédents. A peine s'il les corrobore d'un fait nouveau, s'il y ajoute un argument original. Dit-il que l'œuvre de la colonisation est grande, difficile et lente, qu'on n'improvise pas une grande société, qu'il y faut l'œuvre du temps et les moyens dont dispose le gouvernement ? :

Chose étrange (2) ! Le public s'étonne et s'afflige que la colonisation n'avance pas plus vite, et, cependant, on exprime l'opinion qu'il faut la livrer à sa marche naturelle. L'honorable M. Dufaure, rapporteur des derniers crédits supplémentaires, veut qu'elle soit abandonnée aux intérêts individuels. Il appelle factice tout ce qui a été fait jusqu'à présent par les mains du gouvernement, soit avec l'armée, soit avec l'administration civile.

Et il continue en attaquant M. Bignon, M. de Barante, autres parlementaires.

Parle-t-il de l'impuissance de la colonisation civile à contenir les Arabes ? Il rappelle l'ordre qu'il avait expédié de Boghar d'armer les condamnés et de mobiliser deux bataillons de la milice pour les opposer aux cavaliers de l'émir.

(1) Bugeaud : (*De la Colonisation de l'Algérie*). Avant-propos, page 4.

(2) Ibidem, page 9.

Vous avez entendu (1) les clameurs qu'excita cet ordre. Il était, disait-on, plus funeste que la guerre elle-même ; il allait faire baisser le crédit, arrêter les capitaux sur l'autre rive de la Méditerranée, produire des banqueroutes et porter la désolation dans toutes les familles. Avant d'exécuter la mesure, on fit écrire au Gouverneur général par tous ses amis pour le supplier d'en révoquer l'ordre. Il tint bon, mais il fallut 12 jours pour mobiliser, sur le papier, les deux bataillons.

Et, de ce fait, il tire cette conclusion qu'en présence des dangers incessants et multipliés qui menacent le peuple nouveau, il faut le constituer militairement.

Fixe-t-il à nouveau la limite méridionale du périmètre de la colonisation civile à une douzaine de lieues de la côte ? C'est une simple leçon que lui enseigne la dernière campagne, puisque les tribus arabes, nos alliées, n'ont même pas pu dans ces limites échapper, elles si mobiles, aux coups de surprise d'Abdelkader. Seules les colonies militaires auraient été à même de résister avec succès.

Répond-il à l'objection des charges fiscales qu'entraînera l'essai d'une colonie militaire ? Que seront-elles vraiment comparées aux cent millions de dépenses annuelles sans profit pour la France et pour l'Algérie ? Et puis l'Etat récupérera sous forme d'impôts une partie de ses débours actuels. On peut, au surplus, imaginer telle combinaison qui lui permette de rentrer un jour dans son capital :

Il y a d'ailleurs (2) un autre moyen pour que l'Etat récupère une bonne partie de ses avances, c'est de lui réserver dans le périmètre de chaque village un sixième de la surface. Ainsi, dans un village de 50 feux, à dix hectares par famille, la propriété du Domaine serait de 100 hectares. Cet espace, quoique réservé, serait livré à la culture des colons ou au pacage de leurs troupeaux, jusqu'à ce que le domaine en voulut disposer autrement. Il est permis de penser qu'une fois le village prospère et la colonisation individuelle multipliée à l'entour, les 100 hectares réservés pourraient avoir acquis une valeur de 100.000 francs.

Cette combinaison n'avait rien d'original ; elle avait été proposée déjà pour les villages construits par les condamnés militaires. Si elle est formulée ici, c'est que Bugeaud a un réel intérêt à faire espérer que l'Etat rentrera un jour dans ses dépenses. Il ajoute que le devoir du Gouverneur est aujourd'hui d'éclairer le pays sur la vérité des faits, autant qu'il était naguère de vaincre et d'organiser le peuple arabe.

(1) *Même ouvrage*, page 11.

(2) *Même ouvrage*, page 17. Ce passage ne faisait pas partie de la brochure de 1846. Nous avons eu en mains les épreuves typographiques de celle de 1847, et il y est spécifié en marge que ces lignes ont été ajoutées.

Le projet qu'il présente n'est donc pas nouveau. Pourtant, il diffère des deux premiers par quelques concessions faites à ce que le Maréchal appelle *les préjugés du temps* : préjugé militaire, préjugé fiscal, préjugé administratif.

Souvent, dans ses précédentes lettres, le Maréchal s'était plaint des préventions que l'on avait contre l'armée et même contre toutes les institutions qui avaient une apparence ou un nom militaire. Souvent aussi il s'était demandé s'il ne ferait pas mieux de donner à ses colonies de soldats un nom qui ne rappelât pas expressément leur origine. C'est probablement à cette considération qu'il a cédé en choisissant celui de camps agricoles, bien qu'il ne lui convînt pas beaucoup.

Si j'avais pu trouver d'autres mots (1) que ceux de colonisation militaire pour désigner le peuplement d'une portion du pays au moyen de l'élément qu'offre l'armée, je les aurais employés dans la crainte d'effrayer certains esprits qui ont de la répugnance à voir fonder une société régie en partie par les lois militaires.

Les conditions qu'il offre aux soldats sont, aujourd'hui, celles qu'il proposait, hier, lorsqu'il adressa sa circulaire. Ils recevront un congé de six mois pour se marier et seront autorisés à ramener avec leur femme quelques membres de leur famille auxquels, comme à eux, l'Etat accordera l'indemnité de route et le passage gratuit sur ses navires. Même obligation de rester soumis à la discipline militaire jusqu'à leur libération définitive, puis « ils rentreront sous le régime établi aujourd'hui pour les territoires mixtes ». Bugeaud ne dit plus sous le régime civil. On accordera aux parents, que ramèneront les soldats, les rations de vivres aussi longtemps qu'aux colons, ce qui pouvait singulièrement multiplier les dépenses. Pendant la durée de leur congé, leurs camarades créeront les villages et commenceront les cultures ; ils s'adjoindront, détail nouveau, des ouvriers civils qu'on rétribuera conformément au tarif adopté pour les travaux du génie. Au surplus, même solde, même habillement, même mobilier, mêmes instruments de travail, même quantité de bestiaux.

Malgré les dépenses nouvelles, le Maréchal calculait que chaque famille de colons militaires ne coûterait que 2.600 francs.

Mais, ajoute-t-il (2), comme je n'ai pas fait entrer en ligne de compte les vivres, pour les membres de la famille du colon militaire qui viendraient avec lui, ni les frais de route, ainsi que quelques autres faux-frais imprévus, je pense qu'il est sage de porter la dépense à la somme de 3.000 francs.

(1) *Même ouvrage*, page 33.

(2) *Même ouvrage*, page 65.

Le calcul semble donc être très large et ne comporter aucun aléa. Comment se fait-il cependant que la somme de 3.500 francs, jugée nécessaire un an auparavant, ait été diminuée ? Oh ! par un simple artifice, dont seuls pourraient être dupes ceux qui n'ont pas suivi les variations des méthodes de calcul adoptées par l'administration militaire algérienne. En 1844, l'Etat promettait les rations de vivres, la solde, les prestations en nature et en argent pour trois ans et on les évaluait en prenant pour base ce délai de trois années. Maintenant on le diminue, on le ramène à dix-huit mois. Bugeaud estime en effet qu'il ne faut pas limiter le temps d'une manière uniforme et absolue parce que, dit-il (1),

Il ne saurait y avoir d'uniformité dans les circonstances où se trouvent les colons. Il est telle localité où on pourra les abandonner à eux-mêmes dès la fin de la première année, tandis que, sur d'autres points, il faudra les nourrir en partie pendant dix-huit mois, deux ans et peut-être trois ans.

Le maximum serait de trois ans, mais la moyenne — du moins on le fait espérer — serait de dix-huit mois. Les Chambres se laisseront-elles tromper par cette habileté de calcul ?

Quant aux grandes difficultés, au mariage des soldats, à la situation des veuves et des orphelins, aux charges que l'on imposera aux colons militaires après leur libération, Bugeaud ne les trouve nullement insurmontables ; il en joue. Des femmes, comment les soldats n'en trouveraient-ils pas lorsqu'ils se présenteront dans leur village.

Ayant à la main l'extrait (2) de la loi ou de l'ordonnance, rendue en vertu d'une loi, qui leur garantira une propriété de dix hectares, une maison bâtie par leurs camarades, aux frais de l'Etat, les outils aratoires essentiels, quelques bestiaux, les vivres.

Et Bugeaud, qui prétend connaître les villageoises, de s'écrier (1) :

Quelle est donc la villageoise sans fortune, ou n'ayant que très peu de chose, qui refuserait d'épouser un propriétaire de dix hectares ? Ne sait-on pas que l'amour de la propriété est la passion la plus constante de l'homme des champs ? C'est elle qui me fera trouver des colons militaires à volonté ; c'est elle qui leur fera trouver des femmes.

Et qu'on ne dise pas que la crainte de s'expatrier les arrêtera ; ne sait-on pas, riposte-t-il que les femmes sont en général aventureuses ? Le psychologue vient au secours du stratège.

(1) *Même ouvrage*, page 5.

(2) *Ibidem*, page 40.

(3) *Ibidem*, page 45 et 46.

Des veuves, des orphelins, sans doute il y en aura dans les colonies militaires ; mais ces veuves sont encore de jeunes femmes. Eh bien ! elles n'auront que des facilités pour se remarier. Et si elles ne le veulent pas ? Le Gouverneur ne s'est même pas posé la question ; il l'a probablement entrevue, mais, quand la réponse est difficile, il l'éluide, se rejette aussitôt sur les centres civils et fait un tableau très sombre de l'état des familles qu'ils contiennent. Au Fondouk, il y a déjà une trentaine d'orphelins et d'orphelines, leurs pères et mères ayant été enlevés par la maladie dès leur arrivée dans ce pays malsain. A la Stidia, les Prussiens ont subi de grandes pertes en adultes, en hommes et en femmes mariées ; que deviendront les familles qui ont perdu leur chef ? L'argument n'a guère de valeur ; car les misères de la colonisation civile ne sauraient faire oublier celles de la colonisation militaire. Et puis, dans un village civil, la veuve conserve la propriété de la terre concédée à son mari ; en sera-t-il de même pour la veuve d'un militaire dans un camp agricole ? Le projet de loi ne le dit pas, la difficulté reste donc entière et spéciale au système de Bugeaud.

Pour ce qui est des charges à imposer aux colons militaires lorsqu'ils seront libérés, le Gouverneur, qui, en 1844 et en 1845, avait décidé de les faire fixer par une ordonnance, y renonce maintenant ; car le régime administratif, tel qu'il a été établi depuis le 15 avril 1845, lui donne pleine satisfaction. L'Algérie a été divisée en trois zones, l'une civile, l'autre mixte, la dernière indigène. Or, la zone dans laquelle se trouvent les communes mixtes et où seront fondées les colonies militaires, est administrée par des officiers :

Le régime civil (1), auquel seraient ramenés après trois ans les colons militaires, devra-t-il être immédiatement le même que celui des territoires civils actuels ? Je ne le pense pas. Je crois qu'il sera bon de les tenir encore longtemps sous l'autorité militaire qui régit en ce moment les territoires mixtes. Ainsi des officiers seraient administrateurs et juges. Ce serait dans l'intérêt des administrés comme dans celui de l'Etat. Les sociétés nouvelles demandent une administration simple, une justice prompte et sans frais.

Tout au plus le Maréchal voudrait-il maintenir chez ces colons une discipline rigoureuse par une loi de milice « un peu plus forte que la loi actuelle des milices dans les territoires civils ». On aura le temps d'y réfléchir.

Ainsi, le dernier projet des *Camps Agricoles* ne contenait pas de dispositions sensiblement différentes de celles que Bugeaud avait

(1) *Même ouvrage* que ci-dessus, page 47.

fait connaître au Ministre deux ans auparavant à propos des légions. Légèrement remanié, mis au point pour ainsi dire et appuyé sur des considérations empruntées aux derniers événements, c'est à peine s'il se présentait sous une forme moins militaire et partant plus acceptable par les Chambres et par l'opinion publique. Et toujours le Gouverneur, dont les concessions sont plus apparentes que réelles — ce qu'il sent bien — en arrive à ne vouloir qu'un essai limité :

Je prie le gouvernement, conclut-il, de demander le plus promptement aux Chambres une allocation pour faire une expérience de colonisation militaire avec mille colons. Il serait à désirer que cette mesure fût adoptée dans le courant de janvier ou les premiers jours de février, afin de pouvoir mettre la main à l'œuvre dès le mois de mars. L'allocation qui serait de trois millions devrait être divisée en deux années, deux millions pour 1847, parce que l'année de la création des villages est la plus dispendieuse, et un million pour 1848.

*
* *

Cette brochure de Bugeaud n'était pas le seul document dont la lecture devait édifier les membres du gouvernement et les députés sur la valeur de son système. Quand le Maréchal comparait les villages militaires et civils, il restait en somme dans les généralités, et il eût désiré présenter des faits particuliers, rapportés par un homme du métier. Il chargea de ce soin un inspecteur de colonisation (1), Petrus Borel, sur lequel il croyait pouvoir compter pour exalter les mérites des colonies militaires et contester les avantages des créations civiles. Il importait surtout de démontrer que le colon civil ne coûtait pas seulement à l'Etat 2.500 ou 2.600 francs. Par ordre du Maréchal duc d'Isly, M. Petrus Borel se mit donc à l'ouvrage ; il écrivit trois mémoires, (2) intitulés l'un *Beni Mered et Draria*, le second *Prix de revient d'un village civil, exemple Draria*, enfin le troisième *De la colonisation militaire et de la colonisation civile, aperçu comparatif*.

(1) Voici d'après d'Ideville la curieuse biographie de cet inspecteur :

Pierre Borel d'Hauterive, plus connu sous le nom de *Pétrus Borel*, naquit à Lyon en 1809. Son père, issu d'une famille noble, émigra en Suisse, après le siège de Lyon en 1792. Pétrus entra à 15 ans chez un architecte ; mais, malgré ses efforts, il ne put se cantonner dans l'architecture. Il était poète et fit partie de la pléiade ultra-romantique de 1830. De plus il était républicain. Ses *Rhapsodies*, 1832, le mirent en lumière ; il publia encore *Madame Putiphar*, *Champavert*. Les lettres ne pouvant le nourrir, il obtint, grâce à son ami Th. Gautier, une place d'Inspecteur de la colonisation à Mostaganem. Il est mort en 1859.

(2) Ces trois mémoires se trouvent dans les Archives de la Colonisation Algérienne.

Le parallèle entre Beni-Mered et Draria décèlerait à lui seul l'intervention personnelle du Maréchal, si l'on ne savait pas d'une façon pertinente que c'est sur son initiative et d'après ses propres indications que le mémoire fut écrit. Constamment, depuis 1845, l'image de l'un de ces villages était associée à celle de l'autre. Draria était un centre civil du Sahel d'Alger dont l'origine remontait aux premières années de la direction du comte Guyot et à la première application de l'arrêté du 18 avril 1841 sur l'établissement des villages agricoles. Fondé alors que la guerre s'était à peine éloignée des environs d'Alger, placé sur un territoire de faible étendue (584 hectares) que couvraient des broussailles, sans autre richesse en eau que quelques sources peu abondantes, peuplé enfin de colons fort pauvres, il eut à surmonter des difficultés sans nombre. Pourtant, il devint vite prospère. Au 31 décembre 1846, il comptait 365 habitants, 85 miliciens, 240 hectares défrichés et cultivés, 65 maisons bâties d'une valeur de 238.000 francs. Ces maisons avaient toutes été élevées par les colons. En somme, Draria n'avait nécessité l'intervention de l'Etat que pour son enceinte, les nivellements intérieurs, l'adduction des eaux, les plantations, les chemins. Cependant, des secours en matériaux, semences et arbres avaient été distribués aux colons.

Beni-Mered fut créé à peu près à la même époque, puisqu'il remontait au moment où fut entrepris l'obstacle continu. Commencé par le service du Génie, il fut achevé par les travailleurs militaires aux frais exclusifs du budget. Les colons, tous soldats du 48^e de ligne, comptant encore à ce corps pour les frais de leur entretien, n'eurent pas la moindre dépense à faire. Depuis quatre années, ils recevaient les rations de vivres ; car le Maréchal, après la grande scène de la suppression du travail en commun (1), n'avait pas mis à exécution ses menaces. L'autorité militaire se contenta à cette époque de les associer, mais elle continua à les nourrir. Et même, lorsqu'en 1846 sonna, pour 23 d'entre eux, l'heure de la libération, Bugeaud ordonna à l'Intendant militaire de la Division d'Alger de leur maintenir les prestations en nature sur les fonds de la colonisation civile. De cette largesse estimée superflue, les bureaux du Ministère furent surpris ; Moline de Saint-Yon réclama des renseignements. Alors, le Gouverneur se fâcha tout rouge (2) et répartit qu'il rembourserait sur sa

(1) Voir le récit de cette scène. *Les Essais*, Livre III, ch. 2, *Beni-Mered*.

(2) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 1^{er} juillet 1846. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier de Beni-Mered. A. G. G. A.

« Je saisis cette occasion, dit Bugeaud, pour vous faire remarquer que la ten-

cassette le prix de ces rations, ne voulant pas soumettre une mesure qu'il avait prise et qui était exécutée au contrôle d'un inspecteur de colonisation. Les soldats de Beni-Mered continuèrent donc à vivre aux frais de l'Etat. Nul n'ignorait pourtant que le territoire de ce centre était formé d'excellentes terres, faciles à cultiver, labourées autrefois par une tribu, bien arrosées, fertiles ; il comptait 150 habitants seulement et possédait 347 hectares défrichés.

Voilà donc les centres que M. Pétrus Borel devait comparer ; et, sans avoir eu la précaution de rappeler les origines de chacun d'eux, sans avoir mis en lumière les conditions si différentes dans lesquelles ils avaient dû se développer, il proclamait d'abord qu'en toutes choses Draria cédait le pas à Beni-Mered. Pour le prouver, il nie les chiffres officiels contenus dans les publications administratives qu'il désigne couramment sous le nom de *livres bleus*, sans doute pour rappeler les *contes bleus*. D'après les états communiqués au Ministère et aux Commissions des Finances, la valeur des constructions particulières à Draria s'élevait à 838.000 francs ; il la réduit à 140.000. Le chiffre officiel des terres cultivées était de 240 hectares ; il le ramène à beaucoup moins, sous prétexte qu'il est enflé outre mesure et qu'il ne mérite, d'après lui, aucune créance. Il ne parle qu'avec un scepticisme moqueur de l'évaluation des récoltes, et pourtant elles n'étaient estimées qu'à 33.000. Il conteste même que l'effectif de la population atteigne 365 individus ; il n'en a compté, lui, à son passage que 230 ; que celui de la milice soit de 85 hommes, il n'en a vu que 50. Jusqu'au chiffre de 40 pores qu'il ne dispute à ces malheureux habitants de Draria ! Il taille, il coupe, il rapetisse tout.

Que M. Petrus Borel passe au village de Beni-Mered et la méthode

« dance générale des bureaux est de réduire le rôle du Gouverneur fort au-dessous
« de celui d'un Préfet de France. Il peut bien renouer à volonté 100.000 hommes
« frapper des contributions de guerre sur les Arabes ; mais il ne peut pas prendre
« la plus petite mesure administrative sans passer par une foule de filières qui
« lui font perdre un temps précieux ; il ne peut pas substituer un colon à un
« autre... Cela dit, je vais vous donner des explications sur la mesure... Si j'ai
« accordé des rations de vivres aux militaires libérés de Mered et de Mahelma,
« ce n'est pas qu'ils en eussent réellement besoin..., mais, je le répète, parce que
« je voulais leur donner une petite récompense de leurs anciens services. Ce n'é-
« tait pas, j'en conviens, conforme aux prescriptions établies, mais je croyais
« qu'il pouvait être permis au Gouverneur général de faire de loin en loin, quel-
« ques actes gracieux de cette nature et je les ai pratiqués plusieurs fois avec des
« colons civils, en leur donnant des bestiaux que je prélevais en partie sur les
« prises des soldats ».

change. Il ajoute, il enfle, il grossit tout. Il ne dit pas que ce centre est divisé en deux parties, que l'une est le village militaire et l'autre l'agglomération civile ; pour les besoins de sa démonstration, il rapporte au premier ce qui appartient au second. C'est ainsi qu'il attribue aux bâtiments édifiés par les colons militaires une valeur de 179.000 francs, tandis que la majeure partie de cette somme représente le prix des constructions faites par les colons civils (110.000). C'est ainsi encore qu'il porte le contingent de la milice à 73 hommes, alors qu'il n'est réellement que de 67. Dans cette comparaison, tout est à l'avenant. Quelle confiance avoir dans un travail inspiré par un parti pris évident ou plutôt par le désir de plaire à un maître que l'on sait ombrageux ?

Le second mémoire avait-il plus de valeur ? La tactique n'est-elle pas d'une naïveté déconcertante ? Et vraiment quels résultats attendre d'une argumentation aussi maladroite ? Le Directeur de l'Intérieur avait évalué à 2.562 francs le coût moyen de chacune des familles établies dans les villages civils du Sahel. Afin d'éviter toute cause d'erreur, il avait fait porter ses recherches et ses calculs sur plusieurs centres. M. Pétrus Borel contredit les affirmations de son chef ; le chiffre de 2.562 francs est bien au-dessous de la réalité et il assure, lui, que le coût moyen d'un colon de Draria est de 5.114 francs ; car, dit-il, la dépense, occasionnée par ce seul village, monte à 342.696 francs. Et il cite une longue série de gros chiffres, tous empruntés à des documents officiels, donc indiscutables, maintenant qu'ils lui paraissent favorables à sa thèse. Or, ces chiffres représentaient autre chose que des dépenses particulières à Draria. Si le comte Guyot avait eu la précaution de réunir les dépenses de plusieurs centres pour arriver à une moyenne, on en devine aisément la raison ; dans chacun d'eux, on n'avait pas élevé un presbytère, une église, une école, une gendarmerie. Les bâtiments dont on avait embellie Draria servaient à d'autres localités des environs, à Saoula, Crescia, El-Achour. Pourquoi dès lors vouloir mettre ces dépenses au compte exclusif de ce village ?

Un grand nombre de chemins rayonnaient aussi de ce point vers les communes voisines, vers El-Achour et Dély-Ibrahim, vers Crescia et Douéra. Ils desservaient donc toute la contrée et leur ouverture avait coûté 100.000 francs. Que fait M. Pétrus Borel ? Il impute la dépense entière à Draria ; il lui impute aussi les 23.000 francs qu'a nécessités la création d'une maison d'école, pourtant commune à tous les enfants des centres environnants. Le procédé était si visible

et si maladroit qu'on se demande en vérité comment le Gouverneur a pu prendre au sérieux un semblable calcul. L'élève ne risquait-il pas de compromettre le maître ?

Néanmoins, Bugeaud, en envoyant ces deux premières études, insistait auprès du général de la Rue pour qu'elles fussent communiquées aux membres de la Commission, chargée d'examiner le projet de loi sur les camps agricoles. Il est souffrant et est obligé de faire écrire :

M. le Maréchal vous prie (1) instamment de mettre sous les yeux de la Commission le Mémoire qu'il vous a fait remettre par M. de la Rue (Beni-Mered et Draria) et l'un de ceux qu'il vous envoie aujourd'hui, c'est-à-dire celui qui établit le prix de revient de Draria... M. le Maréchal croit fort utile de le mettre sous les yeux de la Commission, car il importe, pour l'adoption du projet de colonisation militaire, que l'on sache bien que la colonisation civile a coûté plus cher qu'on ne demande pour la colonisation militaire, qu'elle n'a donné que de faibles résultats.

Au contraire, bien qu'il transmette le troisième mémoire, l'aperçu comparatif des deux modes de colonisation, il lui paraît impossible et même dangereux d'en donner connaissance aux députés. Ce dernier rapport en effet était une virulente diatribe contre les procédés du comte Guyot et une attaque passionnée des colons civils qu'il avait implantés en Afrique.

M. Pétrus Borel, généralisant quelques faits particuliers, traçait de cette population civile du Sahel le tableau le plus sombre. Il parlait « d'un troupeau de gens démoralisés, fatigués, pauvres ou appauvris, étrangers les uns aux autres, sans lien, sans cohésion, séparés « d'ordinaire par les habitudes et même par le langage, sans discipline et sans chef, disséminant leurs efforts, s'épuisant dans tous « les sens, ayant tout à faire à la fois, maison, défrichement, acclimatement, éducation agricole, et plus encore, à travailler sans subsistance, à vivre sans moyen d'existence et à soutenir en même « temps leur famille ». Ces malheureux étaient victimes sans doute des intempéries et des maux de toutes sortes qui les assaillaient sur cette terre africaine ; ils l'étaient aussi des procédés de l'administration à leur égard. A leur arrivée, ils avaient un petit pécule ; mais combien vite ils le dissipaient pendant leur séjour à Alger ! « Quand ils « quittent le dépôt des arrivants, ils sont pour la plupart au bout de « leurs ressources. Voilà donc des gens dans le besoin, les uns découvrés par les empêchements et les retards que'ils ont rencon-

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*. (Sans date, probablement février 1847). Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A. G. G. A.

« trés, les autres démoralisés au dépôt des ouvriers civils par le contact des malades sortant des hôpitaux ou par des habitudes de paresse et d'ivrognerie contractées dans l'oisiveté et dans l'ennui de l'attente ».

Alors, dans ce dénuement, dans cette détresse physique et morale, ils sont jetés sur leur concession, c'est-à-dire sur la part de broussailles qui leur revient. Ils commencent une lutte longue et pénible dont l'issue ne peut être que plus ou moins malheureuse. Maints d'entre eux se mettent au travail et peinent ; surviennent les maladies ; les familles sont décimées et, amputées parfois de leur chef, elles tombent aux frais de l'Etat. D'autres que rebute le labeur quotidien, et dont les moyens d'existence restent problématiques, se laissent vivre, « ne faisant rien le jour, vendant les outils qu'on leur donne, les bœufs qu'on leur prête, les semences qu'on leur distribue ». Et cet inspecteur de colonisation, témoin de tant de misères, en vient à applaudir à la mesure draconienne que la haute administration a prise : elle a décidé de ne plus accorder de secours aux immigrants, à seule fin d'empêcher l'arrivée de nouveaux colons pauvres.

Vers la fin de cette diatribe, M. Pétrus Borel a l'impression qu'il a poussé trop au noir les couleurs de ce tableau ; il se ravise et découvre le but qu'il poursuivait. S'il a plaidé contre la colonisation civile, c'est uniquement pour qu'on ne condamne pas sans procès la colonisation militaire. La conclusion est au moins inattendue : « Nous ne voulons pas dire que l'Administration civile n'arrive jamais à rien ou ne puisse arriver à la longue avec de grands débours d'argent et d'hommes à une fin convenable dans ses créations ; nous voulons seulement faire sentir ici qu'un système qui sème l'or pour avoir du billon, du grain pour avoir des broussailles, qui sacrifie cinq ou six cents âmes, comme au Fondouk, pour obtenir un chiffre de 145 habitants, qui fait des veuves, des orphelins, des malades, et par conséquent crée de la misère et des charges pour le pays, qui fonde des hameaux, des bourgs, des villages désertés ou déserts, n'est pas un système tellement supérieur... qu'il ne puisse permettre qu'à ses côtés d'autres expérimentations se fassent quand sur tout ces expérimentations ont déjà produit leur exemple probant et d'excellents fruits ». N'est-il pas vrai que ce Monsieur Pétrus Borel, qui a asséné de si grands coups sur la colonisation civile et qui cependant ne lui veut aucun mal, ressemble beaucoup à l'ours de la fable. Le pavé qu'il avait lancé d'une rude main de lutteur risquait fort de tuer la colonisation tout entière.

C'est pour cette raison que Bugeaud ne veut point que le dernier mémoire de cet inspecteur soit communiqué aux Chambres ; toujours malade, il fait écrire :

Elles seraient en droit de nous dire : pourquoi avez-vous continué pendant si longtemps une chose si onéreuse pour le Trésor et donnant des résultats si peu avantageux ? Il y aurait sans doute de très bonnes raisons à donner : l'impatience publique qui nous pressait, l'incertitude des idées, l'inexpérience et l'impossibilité d'employer de meilleurs éléments, etc. Mais, comme on ne tient jamais compte au gouvernement des difficultés des circonstances, ces raisons ne paraîtraient pas suffisamment bonnes. C'est donc à vous seul que le Maréchal adresse le Mémoire dans lequel il y a quelques erreurs, mais qui est bien vrai au fond.

Le Ministre jugea comme Bugeaud ; l'aperçu comparatif de M. Pétrus Borel demeura confidentiel ; ses deux autres rapports restèrent aussi secrets. Le gouvernement ne se résolut pas à les divulguer. Ils n'eussent d'ailleurs convaincu personne ; ils n'auraient eu, selon toute vraisemblance, d'autre résultat que de soulever des débats violents au sein de la Commission, sans profit pour personne, pas même pour M. Pétrus Borel dont la complaisance aurait été taxée de flatterie.

*
* *

En même temps qu'il faisait distribuer sa brochure aux Députés et Pairs et qu'il adressait au Ministère ces trois Mémoires, le Gouverneur donnait à ses officiers des ordres pour préparer d'urgence plusieurs projets de camps agricoles ; c'étaient des pièces essentielles dont la production viendrait à l'appui du crédit de trois millions. A négliger cette précaution, il s'exposait de la part des Chambres à un refus semblable à celui du Maréchal Soult en 1845. Dans sa brochure, en effet, il s'était contenté de les situer par région sans spécifier l'endroit exact où il les placerait. Il y a de beaux espaces, assurait-il, entre Médéa et le versant Sud du Djurdjura et aussi le long du Chélif supérieur ; on les fixera sur ces plateaux, en des pays salubres et riches. Peut-être sera-t-il prudent de leur réserver, pendant quelque temps du moins, le Dahra dont les tribus sont si remuantes. Dans la province de Constantine, ces colonies militaires s'imposent sur les lignes de communication entre les villes de la côte et celles de l'intérieur ; elles s'échelonnent le long des routes de Bône à Constantine, de Constantine à Sétif, de Constantine à Batna. Dans la province d'Oran enfin, même dispositif afin de maintenir toujours ouvertes nos relations avec Mascara et Tlemcen.

Ces indications étaient insuffisantes ; en ces contrées ou sur ces routes, il y avait des points à choisir. Le chef d'escadron Durrieu reçut la mission de déterminer les plus favorables au Sud d'Alger ; il proposa Auzia et Borougia. A Auzia, existait déjà un poste militaire auquel on avait donné le nom d'Aumale ; tout autour les terres étaient riches et libres. Nul doute que 230 familles de militaires, réparties en trois villages, n'y réussissent. A Borougia, les propriétés du domaine occupaient aussi une étendue considérable et consistaient en excellentes terres ; de plus, ce point servait de gîte d'étape dans deux directions vers Boghar et vers Aumale. 120 familles y vivraient aisément. Les propositions de cet officier étaient accompagnées de plans, de devis, de rapports détaillés. Bugeaud les envoya le 30 décembre ; la lettre qu'il écrivit à ce propos est un nouveau et long plaidoyer en faveur de la colonisation militaire, simple répétition de ce qu'il a déjà dit plusieurs fois. Un détail original cependant : il composera les colons de ces camps de la manière suivante : 9/10 de laboureurs et 1/10 d'artisans indispensables à l'agriculture, un peu agriculteurs eux-mêmes comme le sont dans les villages de France les charpentiers, les maçons, les taillandiers, les charrons.

Nos villages civils sont loin d'avoir, dit-il (1), une composition aussi avantageuse pour la colonisation rurale. On y voit aussi plus de cabaretiers, de marchands et d'artisans que de laboureurs. C'est que les laboureurs ne manquent pas de place en France et qu'ils ne viendront en Afrique qu'avec la garantie d'y trouver des avantages au moins égaux à ceux que je veux faire à mes colons militaires au moyen d'une allocation du budget et du secours puissant que leur donneront leurs camarades.

Le Ministre répond le 7 janvier (2) que les positions assignées sont excellentes ; il ne doute pas que des colonies militaires n'y soient d'un grand secours pour assurer la tranquillité du pays.

Le 25 janvier, autre envoi de projets. Le Gouverneur transmet les dossiers de la province de Constantine que lui fait parvenir le général Bedeau. Trois points y étaient désignés comme se prêtant à l'installation de colons militaires : El-Aria (Sillat), Aïn-el-Bordj (Aïn-Kebira), et Tedjemount (El-Memera). Sur chacun d'eux on construirait un village de 150 feux ; ce qui faisait 450 familles. L'un de ces projets, celui d'El-Aria, ne paraît pas heureux au Gouverneur. La position est

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 30 décembre 1846. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Aumale. A. G. G. A.

(2) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 7 janvier 1847. Mêmes archives.

éloignée de Constantine et trop au milieu des tribus kabyles. Si on y place des soldats colons, il faudra que leur nombre soit plus considérable. Au reste, suivant Bugeaud, ce ne sont là que des projets qui ont pour objet d'appuyer par des pièces la demande de crédit. Dans l'application, on modifiera bien des choses ; lui-même, si son système est admis par les Chambres, se propose d'aller visiter toutes les localités avant de commencer les travaux.

Enfin, le 10 février partait d'Alger le dossier d'Orléans-le-Pont. Bugeaud avait désigné ce point à la Commission d'études. Il s'agissait d'un village de 110 maisons, situé à 5 lieues environ de Mostaganem et de l'embouchure du Chélif, en avant du pont qui permet de traverser ce fleuve et au centre d'une belle plaine. En appuyant cette dernière proposition, le Gouverneur reconnaît que ce village se trouvera dans la zone civile telle qu'il l'a tracée, et s'en excuse :

Comme le pont du Chélif (1) est sur la frontière du Dahra, pays très turbulent, il serait périlleux d'y mettre en ce moment des familles civiles. Plus tard, cette colonisation s'y portera, attirée par la fertilité des terres et le voisinage de la rivière. Alors, le village militaire pourra devenir civil, comme Mered, Mahelma et Fouka le sont devenus.

Donc, à la fin du mois de février, le Ministère a tous les projets de villages, bien suffisants pour appuyer sa demande de crédits. Bugeaud en attend encore deux autres de la province d'Oran, mais ils tardent à arriver. Il semble d'ailleurs que le général Lamoricière et les officiers de la division d'Oran aient mis fort peu d'empressement à entreprendre cette enquête ; ils désiraient sans doute réserver cette province à l'essai du système de colonisation par les grandes entreprises capitalistes.

III

Le projet de loi

Sans attendre l'arrivée de ces derniers rapports, le Ministre de la guerre déposa le projet de loi sur le bureau de la Chambre, le 27 février 1847. L'élaboration en avait été particulièrement longue ; les membres du Cabinet avaient délibéré près de deux mois avant de tomber d'accord. La preuve en est dans les multiples ébauches aux-

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 10 février 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Orléans-le-Pont. A.G.G.A.

quelles donna lieu la rédaction de ce projet ministériel. Toutes, une dizaine au moins, de dates différentes, ont été conservées dans les Archives Algériennes ; toutes sont retouchées et accompagnées de notes du Ministre ou du chef directeur.

L'étude en fut commencée par le Conseil des Ministres, le 8 décembre. Deux propositions, conçues à peu près dans les mêmes termes, furent présentées : l'une peuplait les futures colonies militaires d'officiers retraités et de soldats libérés, l'autre les formait d'officiers et de soldats en activité de service. Pour la première comme pour la seconde, les mêmes considérants étaient invoqués : services rendus par l'armée dans cette laborieuse campagne, récompense bien méritée due à tous les militaires qui y avaient pris part, nécessité d'installer une vigoureuse population européenne au milieu des indigènes, protection des centres civils : « L'armée, disait-on (2), à qui a été confiée « la noble tâche de conquérir l'Algérie et d'en faire une terre à jamais « française, a, en toutes circonstances, bien mérité de la France par « la continuité, par l'éclat et le désintéressement de ses services. Le « moment est venu de récompenser ses services... Déjà une pensée « analogue avait dirigé le gouvernement de 1803, lorsqu'il décréta « les camps de Juliers et d'Alexandrie. La situation actuelle en Afri- « que appelle avec beaucoup plus de raison une création du même « genre : ouvrir à des militaires la carrière agricole, les attacher au « sol de l'Algérie, ce sera tout à la fois récompenser l'armée et la faire « concourir à la fertilisation et au peuplement d'un pays qui ne sera « véritablement conquis que lorsqu'il sera occupé par une population « européenne et fortement constituée ».

Puisque l'admission dans ces camps agricoles était une récompense nationale, il eût été plus logique de la réserver aux soldats libérés ; eux avaient rendu des services en Afrique. Pour quelle raison y placer des nouveaux venus qui venaient à peine de débarquer ? La plupart des Ministres préféraient ce dernier système dont l'avantage était de ne point soulever de grandes difficultés et auquel les Chambres se rallieraient aisément. Mais il y avait Bugeaud, Bugeaud envers lequel le Roi, Guizot, Moline de St-Yon, le comte de Salvandy, s'étaient engagés, Bugeaud qui ne voulait entendre parler que de soldats en activité de service. Et puis quelqu'un fit remarquer que ces retraités, ces libérés pouvaient être considérés comme colons civils et

(2) Voir les nombreux rapports qui témoignent de l'indécision du gouvernement et de l'hostilité des bureaux.

placés dans les villages civils, que leur mélange avec les soldats non libérés présentait de multiples inconvénients. « La première pensée « du gouvernement du Roi (1) avait été d'associer aux uns et aux « autres (officiers et soldats en activité) des soldats libérés. Mais un « plus mûr examen lui a démontré que ce dernier élément, attendu « la difficulté pratique de l'assujettir, aussi bien que les soldats non « libérés, au régime transitoire des camps, condition sans laquelle « son admission amoindrirait nécessairement les forces actives de « chaque camp, devrait être utilisé de préférence pour la colonisation « libre autour des villes des territoires mixtes, ce qui a déjà été com-
« mencé avec succès ».

Cet avis prévalut et il fut décidé vers la fin de décembre que l'on s'en tiendrait aux soldats et aux officiers en activité de service, ainsi que le réclamait le Maréchal. On créerait trois camps, de 300 hommes environ chacun, qui seraient placés d'après les indications du Gouverneur général à Sour-Gozlam ou Aumale, à Borouguia et à Aïn-Témouchent. Le crédit à demander fut fixé à 3.500.000 francs ; on le justifierait en rappelant, *sans trop y insister* (2), les principales dispositions du système du Maréchal. Le Roi pensait que le moyen le plus sûr d'assurer le succès de la demande était de former une grande Commission que l'on composerait des membres des deux Chambres et qui serait chargée d'examiner les détails du projet. Il pensait aussi qu'il serait bon d'appeler Bugeaud pour qu'il prît lui-même la défense d'une proposition qui était la sienne.

Les lignes générales ayant été fixées, les bureaux furent chargés de mettre la dernière main au rapport. Véritable travail de Pénélope ! Seule la Direction générale de l'Algérie avait reçu les confidences et les instructions du Ministre. Elle s'appliqua à retrancher du rapport tout ce qui visait trop personnellement le Gouverneur général, tout ce qui rappelait son système. Puis, sous prétexte d'éviter les difficultés, on supprima la partie traitant des charges imposées aux colons ; on enleva toute précision sur les points à coloniser. Le rapport se réduisait de plus en plus ; ce ne fut bientôt qu'un rapport squelette. Aussi quand, en dernier lieu, il arriva au bureau du contrôle et de la comptabilité générale, le chef multiplia les critiques, se plaignit des

(1) *Rapport annexe*. Dans le dossier sont compris de nombreux rapports ou de simples notes, adressées d'un bureau à un autre, parfois sans date et sans nom d'auteur. A.G.G.A.

(2) *Autre rapport annexe*. A.G.G.A.

obscurités, releva des lacunes. Et la Direction de répondre : « La « Comptabilité générale croit-elle que ces observations nous aient « échappé ? Elle ne sait pas, il est vrai, que la Direction des Affaires « de l'Algérie avait reçu l'ordre de retrancher des projets de loi toutes « les dispositions de cette nature et plus tard même celles concernant « la position des officiers, sous-officiers et soldats ». Le mot d'ordre avait été exécuté à la lettre ; rien ne fut éclairci ; au dernier moment, on biffa même le mot qui donnait tout son sens au projet, le mot d'*essai de colonisation*. Il y était dit en effet : « C'est dans cette vue « (de fonder une population nombreuse) que le Roi nous a chargés de « vous présenter un projet de loi ayant pour objet d'obtenir un crédit « extraordinaires spécialement destiné à fonder, *comme essai de colo-* « *nisation*, et à titre de récompense nationale, des camps qui ensem- « ble comprendraient mille hommes ». En rayant ce mot, on se donnait l'apparence de ne point poursuivre l'exécution du plan du Maréchal Bugeaud, et c'était l'impression que l'on voulait donner.

A force de suppressions, le rapport ne fut plus présentable devant les Chambres. On le refit donc et on tomba dans l'excès contraire. On lui donna des proportions qu'il ne comportait pas. Dans l'exposé des motifs qui fut publié, les bureaux firent entrer de longs développements sur les progrès de la colonisation sous toutes ses formes, sur les projets du général Lamoricière, du général Bedeau, et enfin sur celui de Bugeaud. Celui-là arrivait bon dernier quoiqu'il fût le seul en cause ; encore, au lieu de le présenter franchement, de démontrer son utilité et son urgence, s'appliquait-on surtout à répondre aux objections possibles ou probables. Grande colère de Bugeaud, quand il le connut ! Il est malade, il a besoin d'une personne qui lui fasse cette lecture :

Je viens, écrit-il à Guizot le 9 mars (1), de me faire lire l'exposé des motifs ; si je ne comptais que sur cet exposé, le projet serait bien malade ; je n'ai rien vu de plus pâle, de plus timide et de plus incolore que ce discours du Ministre de la guerre ; on y a mêlé l'historique incomplet de la colonisation, le système du général Lamoricière, celui du général Bedeau ; enfin, le mien arrive comme accessoire. On ne l'appuie par aucune des grandes considérations ; on lui donne la plus petite partie possible, on l'excuse bien plus qu'on ne le recommande et qu'on en démontre l'utilité.

Les seuls développements intéressants que l'on rencontrait dans cette compilation assez lourde étaient les réponses faites aux préten-

(1) *Bugeaud à Guizot*, 9 mars 1847. Voir les *Mémoires de Guizot*, VII, page 231.

dues difficultés de la colonisation militaire. On dit que la dépense sera onéreuse, mais dans aucun cas elle ne sera improductive : si l'essai réussit, la réduction de l'armée compensera tous les sacrifices consentis ; s'il échoue, les travaux effectués serviront aux colons civils. On objecte aussi que les familles ne pourront se constituer ou se maintenir dans les camps agricoles : « Cette objection (1), pleine « de force contre l'ancien projet, n'en conserve aucune contre le projet « nouveau. Avec le régime militaire permanent qui formait la base « de l'ancien système, il y avait sous ce rapport d'insurmontables « obstacles. Avec le régime civil qui doit être considéré, d'après le « système nouveau, comme le régime normal des camps agricoles, « puisque c'est celui qu'on entend leur appliquer aussitôt qu'ils « seront définitivement établis, il ne reste plus à cet égard d'obstacle « sérieux ». Le Ministre affirme que les femmes des militaires, en cas de décès de leurs maris, conserveront la plénitude de leurs droits à la succession du concessionnaire, et cela à quelque époque que le décès se produise et alors même qu'il aurait lieu avant la libération de service du défunt : « Cette substitution s'opérera à leur profit, à la seule « condition de mettre les propriétés en valeur et sans les assujettir « en aucune manière à l'obligation impossible de remplacer leur auteur dans l'accomplissement de ses devoirs militaires ».

Quant aux incompatibilités présumées de la colonie militaire avec les lois sur le recrutement et l'organisation de l'armée, elles ne peuvent plus être opposées au nouveau projet, car il ne crée pas de régime exceptionnel ; et, chose fort inattendue, le Ministre actuel Moline de Saint-Yon reprend presque textuellement l'ancienne proposition de son prédécesseur le Maréchal Soult. Il ne s'agit plus en somme que de fonder « des postes permanents dans des localités éloignées dont « l'intérêt de notre puissance exige l'occupation, et de faire tourner « cette création au profit des intérêts de la colonie en concentrant « dans les postes ainsi établis des soldats approchant du terme de « leur carrière militaire et décidés à y rester à demeure fixe après leur « libération ». C'est ici que se traduit l'intention bien nette du Ministre ; il s'efforce de marquer les différences qui séparent les camps agricoles des anciennes légions, car — il ne saurait en douter — à cette condition seulement, la Chambre pourra les accueillir avec quelque faveur. Et que fait-il ? En s'ingéniant à prouver aux Députés et aux Pairs les avantages de la proposition qui leur est soumise, il

(1) *Moniteur Universel* du 28 février 1847.

s'éloigne de plus en plus de la conception de Bugeaud et se rapproche de celle de Sout. Tant il est vrai que, lorsqu'on cherche à défendre les idées d'autrui sans les partager, on arrive toujours à les soutenir par des arguments qui tendent à les dénaturer ou à les déformer.

L'échec du projet. Ses causes et ses conséquences

A la séance de la Chambre, le 27 février, le Ministre déposa le projet de loi ; une courte discussion s'engagea. Elle fut provoquée par ce fait que le gouvernement avait cru devoir apporter, en même temps que ce projet, les cahiers de crédits extraordinaires pour l'Afrique en 1847. Fâcheuse coïncidence ! Plusieurs députés firent remarquer qu'il était désirable de renvoyer l'une et l'autre étude à une Commission unique, à la condition toutefois qu'elle fît des rapports séparés. Le Ministre, se rangeant à cet avis, suggéra l'idée de doubler le nombre des membres dont se composerait cette Commission, ce qui lui paraissait la garantie d'un examen sérieux et approfondi et soulignait la gravité des résolutions à prendre. Il fut donc décidé que chaque bureau de la Chambre nommerait deux commissaires.

Le 6 mars, la désignation eut lieu ; presque tous les députés élus étaient hostiles. Cinq se recommandaient par des études spéciales sur l'Algérie : MM. Dufaure, de Tocqueville, de Corcelles, Gustave de Beaumont et Plichon ; mais, dans ces études ou dans leurs discours à la Chambre, ils s'étaient publiquement déclarés contre le système de Bugeaud. MM. de Tracy, Desjobert et Jules de Lasteyrie repoussaient toute idée de colonisation algérienne, sous quelque forme qu'on la leur présentât. MM. de Morny, Oudinot et Allart en étaient encore au regret du programme de l'occupation restreinte. Pour MM. Abraham-Dubois, Béchameil, Schneider, de la Guiche, d'Oraison, de Boblaye et de Chasseloup-Laubat, ils ne pouvaient passer pour des spécialistes ni des questions africaines, ni des problèmes coloniaux ; parmi ces derniers, quelques-uns furent élus parce qu'eux aussi avaient manifesté leur hostilité.

Au moment de clore sa lettre du 9 mars, le Maréchal apprend les résultats de plusieurs bureaux ; il ne s'illusionne pas sur leur signification. Ce qui l'étonne, c'est l'attitude du gouvernement et il ne peut s'empêcher d'ajouter ce post-scriptum :

J'apprends par une lettre particulière (1) les noms des commissaires de sept bureaux de la Chambre pour les crédits d'Afrique. Je crois la majorité d'entre eux très peu favorable. Le gouvernement qui est si fort dans les bureaux n'a donc pas cherché à faire prévaloir les candidats de son choix ?

L'attitude des membres du gouvernement ne parut étrange qu'à Bugeaud ; on savait à Paris que le Ministère avait déposé le projet parce que des engagements avaient été pris par plusieurs de ses membres, mais qu'une fois leur promesse tenue, ceux-ci ne feraient point de son adoption une question de confiance : « Nous n'avions pas fait (2), avoue Guizot dans ses *Mémoires*, une question de cabinet ; quelque importante que fût l'affaire, notre politique générale n'y était nullement engagée ; c'était une de ces occasions dans lesquelles un gouvernement sensé doit laisser à son propre parti une assez grande latitude et, si nous avons agi autrement, nos plus fidèles amis se seraient justement récriés ».

Cette neutralité et presque cette indifférence étaient bien faites pour amener un échec ; seule, l'intervention énergique et sur place de Bugeaud aurait pu enlever le vote. Mais le Gouverneur était assez gravement malade. Son départ pour Paris, fixé au milieu de mars, dut être reculé ; il annonce ainsi ce retard à Guizot :

C'est encore de mon lit de douleur (3) que je vous écris. Ayant besoin de guérir vite, j'ai supplié le docteur de m'appliquer les remèdes les plus énergiques pour dissiper ma violente maladie de poitrine ; les pommades révulsives, les vésicatoires, les purgations, les compresses camphrées, l'eau sédative, rien n'a été négligé ; on m'a martyrisé ; ma poitrine n'est qu'une plaie et cependant il n'y a pas d'amélioration dans mon état intérieur. Je commence à craindre sérieusement de ne pas être en état de me rendre à Paris avant la fin du mois, et, dès lors, qu'irais-je y faire ? Les partis seront pris, la Commission aura fait son rapport ; s'il est favorable, la chose ira probablement bien ; s'il ne l'était pas, ce ne serait pas moi qui ferai changer le résultat.

L'état de sa santé ne s'améliora que lentement ; quand il fut rétabli, le temps utile de sa présence à Paris était passé. Il abandonna donc son projet de voyage : c'était condamner en même temps son projet de colonisation.

La Commission choisit pour président M. Dufaure, celui-là même qui, dans la session précédente et à propos de la discussion des crédits extraordinaires, s'était hautement prononcé contre les colonies de

(1) *Bugeaud à Guizot*, 9 mars 1847. Déjà citée.

(2) Guizot : *Mémoires*, VII, page 233.

(3) Guizot : *Mémoires*, VII, page 231.

Bugeaud. Elle nomma un peu plus tard, en avril, comme rapporteur, M. de Tocqueville dont l'opposition raisonnée, dogmatique, était plus redoutable encore ; au cours de son récent voyage d'enquête en Afrique, ce député s'était renseigné sur les rouages de l'administration militaire et les sentiments qu'éprouvait pour elle la population civile. Dès les premières séances, il fut évident que la Commission se prononcerait contre les camps agricoles ; elle se refusa à les distinguer, ainsi qu'on l'y invitait, des légions agricoles. Tous les arguments, même les plus inattendus, même les plus controuvés, arguments de fait, arguments de droit, rencontrèrent quelque faveur dans ce milieu nettement défavorable.

M. Desjobert cita le chiffre de 800 millions comme celui auquel s'élèverait la dépense totale ; il parla même d'un milliard. Et l'on se trouvait alors en pleine crise financière. Après les années de grande prospérité du début du règne, où l'argent était si abondant que, suivant un mot du Ministre des Finances à cette époque, on ne savait pas comment le dépenser, après la période des excédents de recettes qu'absorbaient régulièrement chaque année les crédits extraordinaires, l'équilibre du budget venait d'être inopinément rompu. Les uns en accusaient la politique fiscale du Ministère, coupable selon eux d'avoir laissé s'enfler démesurément les dépenses ; les autres y voyaient un simple effet de la mauvaise récolte de 1846 ; beaucoup estimaient que l'on avait été trop vite dans la construction des voies ferrées et que l'on aurait dû échelonner les dépenses sur un plus grand nombre d'années. La chose certaine était le déficit du budget, s'élevant à 200 millions ; de plus, vers le même temps, l'intérêt des bons du Trésor montait de 2 à 4 0/0 et l'argent se raréfiait. En jetant dans le débat, et au début, la menace d'une dépense totale de 800 millions, dont le crédit de 3 millions était l'amorce, M. Desjobert rappelait à ses collègues les embarras financiers de l'heure présente et leur parlait un langage qu'ils comprenaient trop bien.

Leur donner par ailleurs (1) des motifs plus avouables qui serviraient devant l'opinion à repousser l'essai demandé, c'était leur permettre de colorer leur retraite et de rejeter sur d'autres la responsabilité d'un tel geste. M. Genty de Bussy affirma que les essais de villages militaires avaient complètement échoué et, parmi les causes de ces échecs, M. Dufaure conta l'histoire des mariages au tambour.

(1) Voir dans le *Journal des Débats* (9 mars 1848) un long compte rendu des discussions qui eurent lieu au sein de cette Commission.

En 1842, aurait-il dit d'après les journaux du temps (2), 500 soldats s'étaient rendus à Toulon pour se marier, 499 mariages avaient été célébrés civilement et religieusement et tous, sans en excepter un seul, avaient été dissous dans les six mois qui suivirent. Le même député laissait entendre, sans le dire expressément, que les femmes, épousées par les libérés d'Aïn-Fouka, avaient été choisies dans la classe la plus basse de la société. De ce récit curieux et romanesque, tous les journaux s'emparèrent ; ils brodèrent là-dessus audacieusement, sans se soucier de l'opprobre dont ils couvraient les femmes de ce village : « Le spirituel député de la Charente, écrivait *Le National*, « aurait rappelé l'histoire des colons de Fouka, envoyés pour racoler « à Toulon toutes les filles de bonne volonté. Après quelques mois de « mariage, lasses de la vie pastorale et militaire, ces femmes auraient « levé le camp pour aller soupirer, loin de leurs maris, avec les Love-laces de notre infanterie légère ». Le thème était inépuisable ; la presse quotidienne l'agrémenta de détails plus ou moins piquants, aussi bien d'ailleurs la presse ministérielle que la presse opposante. En Algérie, *Le Moniteur*, organe officiel du Gouverneur, eut beau essayer de rectifier les faits ; *L'Akhbar*, dont les attaches officielles n'étaient ignorées de personne à Alger, publia une longue lettre du capitaine Blanchet, premier maire de Fouka. Mais que faire contre la pointe du ridicule ? L'histoire des mariages au tambour, présentée sous cette forme humoristique par tous les journalistes, contribua à discréditer définitivement la colonisation militaire dans l'opinion publique et ce discrédit facilita la tâche de la Commission.

A la lecture de ce qu'il appelle des « billevesées », le Maréchal s'irrite, se révolte ; il attaque les députés, il s'en prend au gouvernement. Aux députés qui reprochent à la colonisation militaire de ne point tenir compte de la situation des enfants et des veuves, il répond que la perfection n'est pas de ce monde, que des veuves et des orphelins existent dans les villages civils, et il s'emporte, et il crie à ces opposants de parti-pris :

Vous voyez (1) une paille qui est dans l'œil de votre voisin et vous ne voyez pas la poutre qui est dans le vôtre. Un système de colonisation qui réponde à tous les besoins de notre situation ! vous ne le trouverez jamais. Vous n'avez à choisir qu'entre des inconvénients. Prenez ce qu'il y a de moins imparfait.

(1) Voir plus loin l'historique d'Aïn-Fouka, III, chap. 1.

(2) Bugeaud à Moline de Saint-Yon, 17 mars 1847. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A. G. G. A.

Au gouvernement qui, impassible, assiste à ce colportage d'idées fausses et de faits erronés, il fait part de sa douloureuse surprise :

Le silence de deux Ministres (1) dans le premier bureau, en présence des assertions si extraordinaires de M. Dufaure, a lieu de m'étonner beaucoup. Messieurs les Ministres pouvaient ne pas connaître exactement les faits cités ; car, malheureusement, excepté le Ministre de la guerre, ils ne s'occupent pas beaucoup des affaires d'Afrique, mais l'exorbitance des faits cités aurait dû, ce me semble, provoquer de leur part l'expression du doute et la demande qu'on allât aux informations près du Ministre de la Guerre. Y a-t-il rien de plus incroyable au monde que le fait de 499 mariages contractés civilement et religieusement et se dissolvant dans le cours de l'année ?... Les militaires ne sont donc pas propres au mariage ? Que deviennent alors nos 60.000 libérés de chaque année ? Restent-ils célibataires ? Serait-ce le climat d'Afrique qui produit ce miraculeux esprit de désunion ? On observe tout le contraire ; comme il y a peu de choix pour les femmes, on garde celle que l'on a, même à l'état de concubine, et je n'ai pas entendu parler d'un seul divorce. Il est vraiment ridicule qu'on oppose de tels faits, et les arguments qu'on en tire, à la colonisation militaire, et il y a de quoi faire désespérer de l'avenir d'Afrique.

*
* *

S'il ne désespérait pas encore complètement de cet avenir, du moins il prévoyait l'échec de son projet. Par amour-propre et par une sorte de coquetterie d'auteur, il désirait seulement qu'une voix, en dehors de la sienne, s'élevât pour le défendre avant toute condamnation et que cette voix partît d'Afrique.

Vers la fin de ce même mois de mars (2), le Gouverneur général recevait les membres de la *Société Agricole* d'Alger et leur exposait les avantages des camps agricoles ; il le fit en termes tels que personne ne se méprit sur son désir ; il leur demandait de prendre parti pour son projet de colonisation militaire et de publier en sa faveur un manifeste que l'on adresserait aux Chambres. Même démarche, mêmes sollicitations furent faites auprès d'autres sociétés algériennes, qui acceptèrent de se joindre au mouvement. On eut pendant quelque temps l'espoir de réunir de nombreuses signatures. C'eût été, proclamée par les intéressés, la preuve de l'utilité du projet en discussion et surtout une satisfaction pour l'amour-propre du Maréchal, qu'avaient froissé les critiques acerbes de la presse métropolitaine.

Une adresse (3) fut donc rédigée immédiatement par la Société

(1) *Même lettre*, 17 mars 1847.

(2) *Akhbar* du 27 mars 1847.

(3) *Akhbar* du 8 avril 1847.

Agricole ; elle débutait ainsi : « Nous vous le disons, MM. les Députés, « avec une entière, avec une profonde conviction, la création de « camps agricoles nous paraît être une mesure de la plus haute importance pour la domination paisible de l'Algérie et les progrès de « la colonie. Nous désirons vivement que cette mesure soit par vous « accueillie favorablement ». Et elle insistait sur les services que ces camps, « colonisation d'avant-garde », rendraient aux colons civils, sur les bienfaits de ces « sentinelles avancées de la civilisation européenne » qui, en rapports constants avec les tribus arabes, les prépareraient à recevoir au milieu d'elles des Européens, enfin sur la justice de ces créations en faveur de soldats ainsi associés aux bénéfices de la conquête. Mais cette adresse ne put réunir que... 24 signatures !

Presque à la même date, circula dans la ville d'Alger une nouvelle pétition (1), celle-là plus générale ; elle n'était pas réservée aux agriculteurs. Dans la pensée de ses auteurs, elle devait être considérée comme exprimant les désirs de tous les civils. On y affirmait que le projet de Monsieur le Maréchal Bugeaud était de tous ceux présentés jusqu'à ce jour le mieux adapté aux besoins du pays. La population d'Afrique avait, y était-il dit, mis son espoir dans ces camps qu'elle considérait comme *le premier acte sérieux et bien entendu de colonisation* : « Habitants de l'Algérie, nous avons été à même d'étudier et « de connaître la situation et les besoins réels du pays, et c'est parce « que nous avons reconnu, et la population avec nous, que le projet « des camps agricoles, se liait très utilement à tous les projets de colonisation, que nous adressons nos vœux à la Chambre. En garantissant le territoire laissé derrière eux et livré à la colonisation civile, « les camps agricoles, d'abord militaires, et bientôt civils eux-mêmes, « seraient comme les avant-postes de la colonisation ».

Or, cette campagne d'adresses avait à peine commencé à Alger, que les représentants des véritables colons lançaient de leur côté une protestation contre l'établissement de ces mêmes camps et décidaient de la transmettre immédiatement à leurs délégués alors à Paris ; ceux-ci, en effet, désignés par une Commission dite *Commission Algérienne*, s'étaient rendus dans la Métropole quelques mois auparavant pour y combattre les dispositions de la loi du 21 juillet 1846 sur la propriété en Algérie. On leur envoya sans perdre de temps le texte de la protestation : « La Commission proteste contre des manifestations faites par toute autre réunion qui, n'ayant pas reçu de mandat

(1) Cette nouvelle adresse fut reproduite dans l'*Akhbar* du 11 avril 1847.

« de la généralité des colons et des colons convoqués régulièrement, « n'a aucun droit de parler au nom du pays. Elle déclare repousser « à l'unanimité la colonisation militaire, sous quelque dénomination « qu'elle se produise et quel que soit le patronage qui la couvre, et « décide que copie de cette délibération sera immédiatement adressée à MM. les délégués avec prière de la rendre publique par la voix « de la presse et de la faire parvenir au gouvernement du Roi et aux « Chambres ».

Votée le 2 avril, elle était communiquée d'urgence aux délégués, MM. le baron de Vialar et le comte de Francieu, et ceux-ci publiaient aussitôt dans les journaux de la métropole une déclaration qui fit grand bruit et coupa court aux manœuvres des autorités militaires algériennes : « Les soussignés, délégués des colons à Alger à l'effet de « demander au gouvernement du Roi et aux Chambres des institutions et des lois pour cette contrée et sa réunion à la France, — convaincus que la création d'une colonisation militaire sous le nom de « Camps Agricoles, prolongerait la durée du régime exceptionnel qui « nous opprime et nous désespère, qui empêche le développement du « pays et perpétue les sacrifices de la France, — déclarent adhérer à « la délibération de la Commission Algérienne... Ils supplient le gouvernement et les Chambres d'amender le projet de loi en date du « 24 février dernier et d'accorder, sur l'exercice de 1847, le crédit de « 3.500.000 francs demandé par le projet, mais sous la condition « très expresse qu'il sera appliqué à des travaux très urgents d'utilité « publique et à former immédiatement des ateliers d'ouvriers civils ».

Ainsi, les sollicitations de Bugeaud à l'adresse de la Société Agricole et d'une partie de la population civile tournaient à sa confusion. La France, le Parlement, l'opinion publique apprenaient à cette occasion par les journaux qu'en Algérie les colons civils se plaignaient amèrement du régime administratif qu'on leur avait imposé, et qu'ils repoussaient de toutes leurs forces un essai de colonie militaire.

*
* *

Le procès de la colonisation militaire était jugé avant même qu'il fût ouvert. La presse de combat n'était plus la seule à l'attaquer ; de grandes revues, réputées pour leur esprit prudent et pondéré, publiaient des articles où les idées du Gouverneur étaient vivement discutées et réfutées.

M. André Cochut écrivit pour la Revue des *Deux-Mondes*, en février

1847, une étude dont la documentation abondante, sinon toujours exacte, s'alliait à une argumentation vigoureuse et à un sens historique très sûr. Si ce publiciste faisait état de renseignements incomplets pour apprécier l'état de la colonie à la fin de 1846, il démontrait cependant, avec une grande force d'argument, que le système de Bugeaud s'était « formulé et modifié à la longue (1), un peu au hasard, suivant le cours des événements et le choc de la contradiction ». Il s'efforçait aussi de prouver qu'en dehors des objections essentielles et souvent répétées — énormité de la dépense, difficulté pour les colons de trouver à se marier, impossibilité pour ces mêmes soldats de fonder en trois années leur existence future, — la colonisation militaire du Maréchal ne répondait plus à son nom ; elle n'instituait pas à proprement parler des colonies militaires : « Cette conception, ajoutait-il (2), suppose que le revenu d'un lot de terrain remplace la solde militaire et que quiconque vivra au moyen de ce revenu devra, en retour, être prêt à répondre à l'appel du chef ». Or si, au début, Bugeaud avait eu l'intention d'établir la perpétuité de la discipline et du service dans les familles des concessionnaires en associant d'une manière indissoluble l'obligation du service militaire à la propriété d'un lot de terre, il n'avait pas tardé à renoncer à cette idée, si manifestement « opposée aux principes et aux instincts de notre société ».

M. de Tocqueville, un autre historien, observateur sincère et avisé des faits et gestes de l'administration algérienne et des résultats de la colonisation, déposa en mai et juin les deux rapports dont la Commission des 18 l'avait chargé. Le premier, concernant le crédit de trois millions pour les camps agricoles, se terminait ainsi : « L'ensemble de toutes ces considérations, qui viennent d'être successivement reproduites (1), a convaincu, Messieurs, votre Commission ; le projet de loi ne lui a paru pouvoir être adopté dans la forme que le gouvernement lui a donnée. Cette résolution a été prise à l'unanimité

(1) A. Cochut : *De la Colonisation de l'Algérie*. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} février 1847, pages 519-523.

(2) *Ibidem*. « Les colonies militaires que les Romains opposèrent aux barbares, le régime féodal qui ne fut qu'une admirable généralisation du principe romain, et, dans les temps modernes, l'*indelta* ou année rurale de la Suède, les régiments-frontière de l'Autriche, quelques campements en Russie, sont des formes diverses de cette organisation ; mais ce régime n'est praticable qu'avec des hommes en état de servitude légale ou du moins faisant le sacrifice volontaire de leur liberté ».

« *des membres présents* ». Or, le projet ainsi repoussé, c'était le projet de Bugeaud, le projet des camps agricoles.

Ces camps agricoles, le rapporteur les condamnait pour deux raisons qui parurent des plus concluantes : la première — et l'objection est, sous une forme peu différente, celle que soulevait A. Cochut, — c'était que la conception du Maréchal, bien que militaire dans ses origines et par son esprit, avait perdu ses caractères propres à la suite des concessions obligées du Gouverneur aux mœurs actuelles et aux institutions civiles de la France. La colonie militaire était ainsi devenue une forme pervertie de la colonisation officielle et la plus dangereuse de toutes pour le budget de l'Etat. Puis, M. de Tocqueville, admirateur des institutions politiques des Etats-Unis et du développement matériel de ce peuple, reprochait à Bugeaud de méconnaître un des principes les moins contestés de l'économie politique : l'intervention de l'Etat doit se borner, en matière de colonisation, à faire exécuter les travaux publics, délimiter les zones de peuplement et d'exploitation, acheter les terres aux indigènes et les revendre aux Européens, délivrer les titres de propriété. Que l'Administration algérienne laisse les particuliers s'installer librement en Algérie, qu'elle assure simplement le jeu normal des institutions (1). L'école libérale se dressait ainsi en face de l'école étatiste et lui faisait échec.

La Commission se divisa sur le point de savoir s'il y avait lieu de substituer à la proposition du Gouverneur celle que le Ministère avait étudiée et qui consistait à favoriser les soldats libérés. Quelques commissaires demandèrent l'ouverture d'un crédit d'un million à cet effet ; on l'emploierait à installer dans la colonie des militaires, de

(1) De Tocqueville : *Rapport sur les Camps Agricoles*. Edition Calman-Lévy. Œuvres complètes, VII, p. 508-509.

« Il ne faut pas imaginer que la méthode à suivre diffère beaucoup de celle qui doit être suivie pour que les anciennes sociétés prospèrent. Voulez-vous attirer et retenir les Européens dans un pays nouveau ? Faites qu'ils y rencontrent les institutions qu'ils trouvent chez eux ou celles qu'ils désirent y trouver. Que la liberté civile et religieuse y règne, que l'indépendance individuelle y soit assurée ; que la propriété s'y acquière facilement et soit bien garantie, que le travail y soit libre, l'administration simple et prompte, la justice impartiale et rapide, les impôts légers, le commerce libre ; que les conditions économiques y soient telles que l'on puisse facilement s'y procurer l'aisance et y atteindre souvent la richesse, faites en un mot qu'on y soit aussi bien et, s'il se peut, mieux qu'en Europe, et la population ne tardera pas à y venir et à s'y fixer. Tel est le secret, Messieurs ; il n'y en a point d'autres ».

préférence des africains et des hommes mariés, militaires de toutes armes, aussi bien des armées de terre que de mer ; mais la majorité des membres de la Commission, décidée à en finir avec ces tentatives de colonisation militaire et persuadée que les fonds déjà inscrits au budget étaient suffisants, elle ne crut pas utile de suivre le Ministre dans cette voie.

D'ailleurs, cette concession eût-elle été votée, Bugeaud l'aurait jugée insuffisante. Ses idées étaient condamnées ; il n'avait plus qu'à se retirer. A la fin de mai, il envoya sa démission de Gouverneur général et, vers la même époque, il la confirmait en ces termes à Guizot :

Le Ministre de la Guerre a sans doute fait connaître (1) au Conseil ma détermination de me retirer devant l'accueil que la Chambre a fait au projet de loi sur les colonies militaires. Je suis sûr qu'*in petto* vous approuverez ma résolution. De même que vous ne voudriez pas en gouvernement défendre les idées qui ne sont pas les vôtres, vous penserez que je ne dois pas plus vouloir appliquer en Afrique des systèmes de colonisation et de gouvernement qui répugnent à ma raison pratique, et partant à mon patriotisme.

Cette démission lui était donc dictée par son échec en matière de colonisation.

Plus d'un historien a affirmé que le véritable motif de la retraite de Bugeaud avait été l'expédition de Kabylie, entreprise malgré la défense formelle du gouvernement. Or, avant que les troupes françaises aient pénétré dans la vallée de l'oued Sahel, une transaction — nous en avons découvert les preuves — était intervenue entre le Maréchal et le Ministre. D'autres ont supposé qu'il avait abandonné ses fonctions à cause des violentes critiques de la presse et des attaques de la tribune ; c'eût été plutôt une raison de rester à son poste afin de les braver et de les combattre. En réalité, — et toutes ses lettres le prouvent, celles surtout qu'il a écrites après sa démission — il s'est retiré parce que son projet de colonisation avait échoué devant les Chambres et qu'il ne voulait pas avoir à appliquer des idées qu'il désapprouvait. En peut-on désirer une preuve plus décisive que cette confiance faite à un journaliste de ses amis, le 21 juin 1847 : « Je
« me retire, lui écrit-il (2), uniquement à cause des fausses idées en
« colonisation qui règnent dans la majorité des Chambres. Je ne veux
« pas être l'éditeur responsable de systèmes que ma raison réprouve

(1) *Bugeaud à Guizot*, 21 mars 1847. Mémoires de Guizot, VII, page 234.

(2) *Bugeaud à X.*, journaliste, 21 juin 1847. Bibliothèque de l'Arsenal : collection Infantin. Le nom du journaliste est illisible.

« parce qu'elle les juge impuissants pour résoudre le problème et dangereux pour le maintien de la conquête. L'aveuglement sur les véritables intérêts de l'Algérie est bien affligeant pour l'homme patriote qui croit comprendre la question ».

Ainsi, en 1847, il échoue auprès des Chambres comme il a échoué en 1843 auprès de la Commission d'Afrique et en 1845 auprès de Soult. A trois reprises, ses efforts se sont brisés contre des convictions aussi ardentes que les siennes. Mais, cette fois, il n'a plus d'espoir dans le succès et il ne veut plus continuer la lutte, d'autant qu'il se sent abandonné par tous. Il ne lui reste plus qu'une attitude à prendre : il demeurera fidèle à son système, et il sacrifiera à ses convictions, comme il l'a annoncé plusieurs fois, le beau gouvernement d'Afrique. Ce dernier geste est tout à son honneur.

LIVRE III

LES ESSAIS DE COLONISATION MILITAIRE

Toute pensée se traduit en acte chez Bugeaud. A peine son premier projet de colonie militaire eut-il pris quelque consistance qu'il voulut en essayer la réalisation. Fort de ses propres convictions, jaloux de son autorité de Gouverneur qu'il voulait sans entrave, il ne consulta même pas le Ministre ; il fonda ainsi trois colonies militaires à Aïn-Fouka, Beni-Mered et Mahelma. Or, ces centres, créés hâtivement et d'une façon irrégulière, surtout les derniers, se ressentirent de leurs origines ; si le Gouverneur leur prêta constamment une assistance effective, ils furent au contraire de la part des Ministres et de celle des bureaux de Paris l'objet d'une surveillance parfois hostile, toujours prévenue.

Aïn-Fouka fut peuplé le premier ; puis, plusieurs mois après, ce fut le tour de Beni-Mered et de Mahelma. Un de ces villages a donc reçu sa population avant les deux autres et il n'y a pas là un simple intérêt de curiosité historique : cette succession chronologique répond à une évolution dans les idées de Bugeaud. A Aïn-Fouka, avaient été établis des soldats libérés qui acceptèrent de rester soumis au régime de la communauté militaire ; or, les faits ne tardèrent point à démontrer que cette compagnie se désagrégeait, se fondait littéralement, et, comme il n'était guère possible de maintenir malgré eux les libérés désireux de la quitter, force fut au Gouverneur pour les autres centres projetés de chercher ailleurs des colons ; il s'adressa alors à des soldats encore sous les drapeaux. Sur ceux-là au moins, l'autorité militaire avait plein pouvoir, tant qu'ils continuaient à appartenir à l'armée. Beni-Mered et Mahelma reçurent donc chacun une compagnie de soldats colons, ayant encore trois années de service à accomplir.

Les conditions d'existence dans ces trois centres furent identiques. Même organisation militaire, même travail en commun, même absence de familles au début. Aussi serions-nous exposés à des redites si nous voulions raconter ici la vie particulière de chacun d'eux ; nous nous bornerons à rappeler, en ce qui concerne les deux derniers, les détails les plus remarquables de leur établissement, nous réservant

d'insister de préférence sur la communauté de travail et sur ses conséquences. Pourtant, l'étude plus complète et, pour ainsi dire, plus vivante de l'un de ces villages s'imposait. Nous avons choisi Aïn-Fouka, d'abord parce que les documents que renferment les diverses archives sur l'existence de ce centre sont les plus complets et les plus précis, puis parce que son histoire soulève la question des mariages dans les colonies militaires. Fondation des familles, organisation du travail furent, en effet, les deux grands problèmes. Fouka nous montrera comment le Gouverneur essaya, assez maladroitement toutefois, de résoudre le premier ; Beni-Mered comment il échoua dans la solution du second. Ces insuccès, il les dissimulera, il les contestera ; son esprit trop systématique s'est toujours mépris sur la signification des faits quand ils ne concordaient point avec ses prévisions. Mais, pour ceux qui suivirent ces ébauches de colonisation militaire, il était avéré que le système de Bugeaud sortait de ces épreuves singulièrement diminué et pour mieux dire condamné.

Ces trois villages furent les créations personnelles du Gouverneur ; mais là ne se borna pas l'œuvre de la colonisation militaire sous son commandement. L'exemple, quand il vient de haut, est contagieux ; les inférieurs s'efforcent de suivre les pas de leur supérieur. Le colonel Marengo imagina un mode d'emploi des condamnés militaires qui séduisit le Gouverneur : les condamnés construiraient les villages, traceraient les routes, défricheraient les champs ; voilà le triomphe de la main-d'œuvre militaire. Le Maréchal voyait l'armée, avec ses milliers de bras, accomplir le grand œuvre de la mise en valeur de la colonie. Tout devait donc être militarisé et Marengo allait évincer le comte Guyot. Il ne sera pas sans intérêt de préciser par quelles suggestions Bugeaud en arriva à prendre ce qui n'est qu'un moyen de coloniser pour la colonisation elle-même ; il sera plus curieux encore, en puisant dans la correspondance du comte Guyot avec Fellmann, de montrer jusqu'à quel degré d'acuité s'éleva à ce moment le conflit entre les partisans des colonies militaires et les défenseurs des villages civils, conflit si grave et si persistant qu'il compromit et finit par arrêter les progrès de la colonie.

Saint-Ferdinand, Sainte-Amélie, la Consulaire, le Marabout d'Aumale avaient été élevés par les soldats du colonel Marengo et peuplés par des civils ; la Trappe de Staouéli fut un couvent, doublé d'une ferme, que fondèrent à peu près exclusivement les militaires et que dirigèrent des Trappistes venus d'Aiguebelle. La participation de l'armée à tous les travaux, à la construction de ce monastère comme à

l'aménagement de ce domaine, fut bien plus considérable qu'on ne l'avait cru jusqu'ici ; aussi, sans vouloir diminuer la part des religieux dans cette fondation, il est équitable de faire celle de nos soldats et de nos officiers dont ce fut une des œuvres principales. D'ailleurs, si, personnellement et au début, Bugeaud parut peu enthousiaste de cette entreprise, il changea plus tard d'avis et prit tellement à cœur son succès que ce fut sur ses ordres formels que les troupes prêtèrent aux religieux l'assistance la plus effective. Moines et soldats colons, selon lui, doivent réussir parce que les uns et les autres restent soumis à une discipline ; colonisation militaire et colonisation religieuse se pénètrent et s'allient.

De ces essais personnels de Bugeaud, de ces tentatives du colonel Marengo et des Trappistes, il sera ici seulement question. Ils suffiront pour préciser les méthodes de réalisation, employées par Bugeaud et ses lieutenants, dans l'œuvre de la colonisation militaire.

CHAPITRE I

AIN-FOUKA

LES MARIAGES AU TAMBOUR

I. — Les soldats libérés. — Appel qui leur est adressé par Bugeaud. — La garde de l'obstacle. — Fouka.

II. — L'installation de la Compagnie. — Sa composition. — Variations dans l'effectif. — Le régime militaire et la discipline. — Le travail en commun.

III. — Les mariages au tambour. — Bugeaud et Soult. — Le maire de Toulon. — La préparation des mariages. — Mademoiselle Pinot et Monsieur Avio. — Les difficultés et les retards. — Echec relatif du système.

IV. — Autres essais à Fouka : le coût du village. — Les familles civiles de l'Isère. — Les maisons construites par le colonel Marengo.

V. — La question des mariages dans les colonies militaires. — Les soldats colons doivent épouser, non des indigènes, des israélites et des étrangères, mais des Françaises. — Procédés défectueux employés par le Maréchal à la formation des familles. — Situation des femmes dans ces colonies. — Légendes sur les femmes de Fouka. — Le régime militaire ne peut ni créer, ni conserver, ni organiser la famille.

I

Les soldats libérés

A la fin du mois de décembre 1841, quelques jours avant la libération de la classe, Bugeaud ordonna de rassembler tous les libérables de la garnison d'Alger et des camps environnants ; ils étaient à peu près 800 hommes, appartenant à différentes armes : « C'était, dit le « *Moniteur Algérien* (1), le journal officiel de l'époque, une troupe « vraiment d'élite et le public, tout en reconnaissant que ces braves

(1) *Moniteur Algérien* du 21 décembre 1841. Partie non officielle.

« avaient parfaitement acquis le droit de rentrer dans leurs foyers
« pour y jouir du repos et de la liberté, ne pouvait se défendre du
« regret de voir quitter les rangs de l'armée par des soldats d'un mo-
« ral et d'un physique si bien éprouvés. Les officiers présents disaient
« hautement : ce bataillon en vaut trois de recrues ».

Ces sentiments étaient partagés par le Gouverneur ; il avait organisé la revue tout exprès pour essayer de retenir plusieurs de ces soldats en Algérie. Quand il eut passé devant les troupes, il commanda à ses officiers de faire former à leurs hommes un cercle épais autour de lui, et, d'une voix puissante qui portait jusqu'aux derniers rangs, il les exhorta à rester en Algérie, à devenir colons. Aux fils de métayers, rentrant en France pour cultiver le champ d'autrui, il promit de donner des terres qui fussent complètement à eux et seraient dégrevées d'impôts durant plusieurs années. Aux fils d'artisans et d'ouvriers, il rappela la vie si active qu'ils venaient de mener et dont ils continueraient à jouir, s'ils consentaient à quitter les armes pour prendre la charrue. A tous, il présenta l'offre d'une concession comme une récompense qui leur était due :

Croyez bien, leur dit-il, les conseils (1) de votre général qui s'honore aussi du titre de votre ami ; formez la base de cette population vigoureuse que je veux établir en face des Arabes pour couvrir la population civile et assurer à la France la perpétuité de sa conquête. Des officiers vont passer dans vos rangs pour prendre les noms de ceux qui acceptent. Ils seront formés en compagnie et, en attendant qu'ils puissent prendre possession de leur village et du lot de terre qui leur sera assigné, ils recevront les vivres et la solde des troupes de la ligne. S'ils veulent former la garde des blockhaus de l'obstacle, ils recevront une haute paie plus forte que la solde et qui améliorera singulièrement leur existence. Le jour de garde sera le jour de repos du travail des champs et vous aurez deux moyens de vivre honorablement. Enfin, soldats, j'accorderai des congés à ceux qui voudront visiter leurs parents et je les exhorterai à se marier avant de revenir ; car ce ne sont pas de simples camps que je veux former, c'est une association de familles guerrières. Je leur dirai aussi : amenez avec vous votre père et votre mère, vos frères et vos sœurs, la terre est généreuse et je vous en marquerai assez pour que la famille puisse vivre largement. Pour moi, soldats, je serai heureux de n'avoir pas à faire mes adieux à la plupart d'entre vous, bien convaincu que j'aurai contribué à leur bonheur en leur ouvrant un moyen de devenir citoyens de l'Algérie.

Bien que le Gouverneur sût parler aux soldats le langage qu'ils comprenaient et que cette mise en scène ait été disposée pour pro-

(1) *Moniteur Algérien*, du 21 décembre 1841.

duire sur eux une vive impression, les résultats ne furent pas ceux qu'il escomptait. Après cette allocution, les rangs se reformèrent, les officiers interrogèrent séparément leurs hommes : 63 seulement consentirent à rester. Coup de surprise, disent les uns pour atténuer l'effet de cet insuccès : les soldats n'étaient nullement préparés à la question qui leur fut posée, et ils ne surent d'abord que répondre. On aurait même observé, suivant le chroniqueur officiel du *Moniteur*, que presque tous étaient ébranlés et incertains ; beaucoup en tout cas se défendirent en alléguant qu'ils voulaient consulter leurs parents et ajoutèrent que probablement ils reviendraient. Coup d'audace, disent les autres, qui fut inspiré à son auteur par le désir d'aller vite, trop vite même, en matière de colonisation comme en matière de conquête ; la fin de l'année approchait et la classe allait être libérée. Retarder cet appel, c'était perdre une année.

L'appel lancé par Bugeaud se justifiait d'ailleurs par la nécessité de garder l'obstacle et d'y employer les populations que l'on établirait dans les villages défensifs du général de Berthois. Dès la fin de novembre, tandis qu'une partie des troupes et de nombreux ouvriers civils étaient occupés à creuser le fossé de l'enceinte continue, les autorités militaires d'Alger étudièrent les moyens d'en assurer la défense sans immobiliser l'armée ; Bugeaud en fut très préoccupé. Après une visite minutieuse des travaux, il écrivait au Ministre (1) pour l'entretenir de ce redoutable problème :

Je me propose, lui disait-il, de retenir des soldats libérés pour peupler les villages que nous avons commencés. Je les organiserai sous le nom de colons-gardes ; ils recevraient comme solde fixe un franc par jour et deux francs par chaque jour de garde au blockhaus. Chaque village aurait un certain nombre de postes qui n'excéderait pas la moitié de son effectif en hommes valides, en sorte qu'il y aurait toujours la moitié des hommes et toutes les femmes occupés aux travaux agricoles.

Le jour même où il faisait part à Soult de ses intentions, et sans attendre l'approbation qu'il sollicitait, il adressait aux commandants militaires des subdivisions une circulaire ; il y annonçait sa volonté formelle de créer des colonies militaires sur trois points de la ligne que suivait l'obstacle continu, à Fouka, à Mebdouha et à Mered :

(1) *Bugeaud à Soult*, 7 décembre 1841. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier d'Aïn-Fouka. A. G. G. A.

La colonisation en avant d'Alger (1) va prendre enfin l'essor à l'abri de l'obstacle continu qui s'exécute en ce moment ; déjà deux villages sont commencés par les soins du Génie... L'un de ces villages est à Fouka entre la mer et Coléah ; sa position est des plus agréables : une belle et bonne source et des arbres tout venus seront au milieu du village... Un autre village va s'élever sur les mêmes bases à Mebdouha entre Blida et Oued-el-Alleug. Cette partie de la plaine est aussi saine que Blidah et la terre y est plus fertile ; l'eau de l'oued El-Kebir y coulera. Un troisième village est en construction à Mered ; il sera exactement dans les mêmes conditions que Mebdouha.

Le Gouverneur indiquait en même temps les avantages qu'il était prêt à accorder aux soldats libérés, désireux de s'établir dans ces villages, et il invitait les chefs de corps à donner connaissance de ces dispositions à leurs troupes et à recueillir les adhésions (2) :

Les villages sont particulièrement destinés à loger les colons qui, en même temps qu'ils cultiveraient, feraient, moyennant un salaire avantageux, la garde des blockhaus de leur voisinage, ce qui contribuerait singulièrement à améliorer leur existence. Quelques-uns de ces colons seraient affectés, comme cantonniers, à l'entretien des fossés d'enceinte et recevraient un traitement un peu plus considérable que celui des simples gardes des blockhaus. En outre de ces villages qui sont, en quelque sorte, les avant-postes de la garde de l'enceinte et de l'intérieur, il en sera créé d'autres un peu plus en arrière qui en seront les réserves et que, par suite, il est important de peupler, autant que possible, par d'anciens militaires. J'ai pensé qu'il était d'une administration paternelle de donner à l'armée la préférence des avantages qu'offrira cette colonisation destinée à la garde de l'enceinte continue ; car il faut des hommes aguerris pour atteindre le but. Je suis donc bien résolu à n'y placer des colons civils qu'en cas d'insuffisance de militaires qui, ayant bien servi leur pays, recevraient par là en récompense une propriété et une solde s'ils sont affectés à la garde des blockhaus.

Les intentions de Bugeaud se précisent : aux colons militaires seront réservés les villages de l'obstacle et aussi ceux de l'intérieur ; de plus en plus les civils seront écartés. Mais les promesses du Gouverneur et les conseils des généraux ne produisirent pas plus d'effet sur les soldats des camps de l'intérieur que l'allocution du 21 décembre n'en avait eu sur leurs camarades d'Alger. A peine si quelques adhésions furent obtenues ; elles servirent à combler les vides qui n'allaient pas tarder à se produire dans les rangs de la compagnie de Fouka.

(1) Le texte de cette circulaire fut publié par le *Moniteur Algérien*, dans son numéro du 14 décembre 1841.

(2) Même circulaire du 14 décembre 1841.

II

L'installation et l'organisation de la compagnie

Dans les derniers jours de décembre 1841, la compagnie de soldats colons, composée de soixante-quinze sous-officiers et soldats, fut organisée et acheminée aussitôt sur Aïn-Fouka. Elle y arriva par un temps affreux et, comme les maisons du village n'étaient pas achevées, elle fut forcée de vivre pendant huit jours sous la tente. Péniblement, on parvint ensuite à l'installer dans une baraque qui appartenait au Génie et où les hommes se trouvèrent un peu mieux. Mais le temps continua à être mauvais durant les mois de janvier et de février. Aux premiers jours de mars seulement, les soldats colons purent pénétrer dans les terres ; encore étaient-elles tellement détrempées qu'à grand peine ils purent y tracer quelques sillons. Les commencements furent réduits à peu de chose. Bientôt les chaleurs arrivèrent : le 2 mars, le thermomètre marquait déjà 26 degrés à l'ombre.

Aïn-Fouka était situé au Nord-Ouest de Koléa, à sept kilomètres de cette ville et à faible distance de la mer. Région peu accidentée, un plateau ondulé de collines. Là, coulait une source au débit médiocre ; pourtant, elle devait suffire aux besoins des futurs habitants. Autour de ce point d'eau, le Génie avait décidé d'édifier un village défensif, entouré d'un mur en pierre de trois mètres de hauteur. Les travaux furent donc commencés vers le milieu de 1841 ; au mois de décembre de la même année, ils n'étaient pas encore assez avancés pour qu'on pût deviner ce que serait le centre projeté : des tranchées ouvertes, des murs qui s'élevaient, des revêtements de terre, l'image d'un vrai bouleversement. Au dehors s'étendaient des terrains couverts de palmiers nains et de lentisques. A part 128 hectares déjà labourés et de bonne qualité sur 848 dont devait se composer le territoire du nouveau centre, les terres étaient à défricher et paraissaient mauvaises. L'administration elle-même en convenait :

Presque tout le surplus des terres concédées à la colonie (1) est couvert de broussailles, lentisques, chênes-verts, qui recouvrent une terre végétale mêlée

(1) *Bugeaud à Soult*, 30 octobre 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier d'Aïn-Fouka. C'est une des plus importantes lettres qu'ait écrites Bugeaud et une des plus longues.

très inégalement d'un sable très fin. Dans certaines parties, le calcaire assez dur que recouvre cette terre est presque à nu. Le défrichement en sera long et pénible ; dans les meilleures parties on devra s'enfoncer de 0,50 à 0,60 et plus pour extraire les racines de ces broussailles. Cependant, le défrichement indemnifera la colonie en ce que les racines sont un excellent combustible et même propre à faire d'assez bon charbon.

Tant à cause du temps gris et pluvieux que de l'aspect désolé du pays, la première impression fut pénible. Les soldats, livrés à eux-mêmes, très souvent oisifs, s'ennuyaient. Eux qui venaient de mener une vie active et agitée se considéraient comme enfermés dans un camp ou même dans une prison, et cette inactivité leur pesait.

La colonie était d'ailleurs formée en majeure partie de soldats de la Légion étrangère,

Hommes aventureux, dit Bugeaud (1), qui ne peuvent se fixer nulle part, qui courent toujours après une position exagérée que leur crée leur imagination ardente, qui n'arrivent à rien et qui ont risqué cette tentative comme ils en auraient risqué toute autre.

Maints de ces colons n'avaient en effet accepté de faire partie de la compagnie envoyée à Fouka que dans l'espérance d'entrer de suite en possession des terres et des maisons qu'on leur avait promises et de les vendre à bon prix le lendemain :

Aussi, comme la saison était trop avancée (2) pour faire des travaux considérables, auxquels ils se seraient peut-être livrés avec toute l'ardeur qu'ils déploient dans les commencements, comme le mauvais temps les a laissés quelque temps dans l'oisiveté et qu'ils ont pu voir que la réalisation de leurs espérances ne serait que l'œuvre du temps et d'un changement total dans leurs habitudes, les plus ardents se sont bientôt dégoûtés et sont partis.

L'exode commença bien par ceux-là ; mais l'exemple devait être suivi par d'autres.

A côté de ces hommes, il y en avait

Qui avaient conçu des espérances moins folles, mais qui, peu laborieux et étrangers à cette vie si pénible du cultivateur, ont été désillusionnés, lorsqu'ils ont vu que pour obtenir des résultats il leur fallait beaucoup travailler. Ceux-là — et ils appartenaient à presque tous les corps de l'armée — restaient en atten-

(1) *Même lettre.*

(2) *Même lettre.*

dant mieux ; ils ont été séduits par les promesses que leur ont faites les colons civils de les payer fort cher pour les aider à récolter les foins ; plusieurs sont partis. Les autres, soumis à une apathie qui ne leur permettait pas de se décider, ont été désignés par leurs camarades comme ne pouvant rester dans la compagnie, à laquelle ils auraient été à charge ; on les a expulsés.

Quelques-uns cependant, travailleurs, sortis à peu près tous de l'infanterie, hommes au caractère patient et au cœur simple, formèrent un noyau plus solide et plus résistant. Ils sauvèrent la colonie ; car, autour d'eux, vinrent se grouper au fur et à mesure des entrées et des sorties les véritables colons, les enfants des laboureurs de France, tandis que s'éliminaient les éléments inaptes ou impurs. Au cours des premiers mois, ce fut donc un va-et-vient continu, un perpétuel écoulement. Beaucoup partaient, d'autres prenaient leurs places. Du 24 décembre 1841 au 1^{er} juillet 1842, la compagnie reçut 147 hommes et elle n'en conserva que 58, un peu plus du tiers.

Constamment, son effectif avait varié. Le 24 décembre, il avait été de 75 sous-officiers et soldats ; le 1^{er} février, il était déjà tombé à 60. On le remonta à 85 le 1^{er} mars par l'envoi d'une vingtaine de volontaires ; mais de nouvelles défections se produisirent et, à partir d'avril, faute d'être alimentée à nouveau, la colonie diminua régulièrement. En mars, elle comptait encore 76 membres ; en juin, elle n'en avait plus que 60, en juillet que 58, et, en octobre, le dernier chiffre cité par Bugeaud, que 48. Elle avait en outre perdu son commandant M. Pfersdorf, lieutenant à la Légion étrangère ; M. le capitaine Blanchet du 64^e régiment de ligne le remplaça.

Le recrutement avait donc été défectueux, mais on n'avait pas eu l'embarras du choix. On avait accepté tous ceux qui s'étaient présentés, attendu qu'il n'y en avait eu qu'un petit nombre. Pourtant, par suite des éliminations volontaires ou forcées, les éléments, qui restaient vers le milieu de l'année 1842, étaient loin d'être mauvais. Ils montraient de la bonne volonté, l'amour du travail, le respect de la discipline. Malheureusement, la plupart ne possédaient pas de connaissances en agriculture, encore moins la pratique des travaux des champs ; et leurs officiers, pas plus le capitaine Blanchet que le lieutenant Pfersdorf, n'avaient manié une pioche ou conduit une charrue. Le fait est à peine croyable ; il est cependant vrai malgré son invraisemblance.

On peut en fournir une preuve bien curieuse : parmi les sous-officiers de la compagnie, il s'en trouva un, mais un seul, M. Lesnar,

ancien élève de l'école de Roville qui, lui au moins, s'entendait en culture. Chose assez déconcertante, il était officier avant d'entrer à la colonie d'Aïn-Fouka, démissionna de son grade pour s'y faire admettre, car on ne l'accepta que comme simple colon. Le commandant redoutait-il son expérience qui devait faire éclater aux yeux de tous l'incompétence des gradés de la compagnie ? La supposition est permise. Pourtant, M. Lesnar s'imposa vite ; on daigna le nommer sergent-major et il dirigea les labours. C'est à son zèle et à son intelligence que l'on dut de ne pas aboutir à un échec complet. Deux autres caporaux savaient conduire une charrue. Bugeaud lui-même l'avoue :

Parmi les caporaux, dit-il, deux seulement savent labourer. Il n'y a que très peu de colons qui sachent conduire une charrue. Pour que tous l'apprennent, on a déjà fait commencer à labourer dans les terres les plus meubles. On profite de cela pour dresser aussi des bœufs qui n'étaient pas habitués au travail. Enfin, on se met en mesure d'utiliser toutes les ressources de la compagnie et profiter du peu d'intervalle qu'il y a ordinairement entre les pluies d'automne et celles de l'hiver.

*
* *

A ce mauvais recrutement, à cette composition défectueuse, vinrent s'ajouter d'autres conditions défavorables. Et d'abord le maintien du régime militaire ! Chaque fois que Bugeaud parle de la colonisation, il demande une population forte, jeune, vigoureuse, capable de résister victorieusement à une attaque des Arabes et soumise à la discipline sévère de nos armées. Dans le cas spécial des villages défensifs, le régime militaire était une nécessité : il fallait garder l'obstacle, protéger les populations qui viendraient s'établir en arrière. Les libérés seraient plus soldats que colons.

La Compagnie conserva donc le régime militaire ; elle comprit des officiers, des sous-officiers, sergents et caporaux, et des soldats. Primitivement, son effectif avait été fixé à un officier commandant et cent sous-officiers et soldats. Par décision du 1^{er} mars 1842, cet effectif fut ramené à 80 hommes : 1 officier-commandant, 1 sergent-major, 3 sergents, 1 fourrier, 6 caporaux, 1 tambour et 68 colons.

Cette réduction (1) a été faite par la raison que le village de Fouka étant placé à une extrémité de son territoire, et les habitations et bâtiments d'exploitation devant rester enfermés dans l'enceinte, il y aurait eu des terres qui se seraient trouvées à près d'une lieue du village, distance trop grande à parcourir pour se rendre sur les travaux.

(1) *Même lettre, 30 octobre 1842.*

Était-ce bien la raison réelle ? La vérité — pourquoi ne pas l'avouer ! — fut que l'on n'avait pas recruté assez d'hommes pour parer le chiffre de 100.

Par le même arrêté du 1^{er} mars 1842, la solde fut fixée ainsi qu'il suit :

Indemnité mensuelle au commandant de la C ^{ie}	115 fr. »
Journée de solde du sergent-major.....	0 » 97
Journée de solde du sergent-fourrier.....	0 » 60
Journée de solde du caporal.....	0 » 41
Journée de solde du tambour.....	0 » 35
Journée de solde du colon.....	0 » 25

La solde était identique à celle des sous-officiers et soldats d'une compagnie de fusiliers d'infanterie ; les rations, les fournitures d'habillement étaient aussi les mêmes.

Les dispositions du règlement intérieur et les peines disciplinaires ne différaient pas non plus de celles en usage dans les corps de troupe, Une nouveauté cependant : les sous-officiers et les caporaux n'infligeaient pas directement les punitions, ils les proposaient au commandant de la compagnie. Dans les cas graves on en référerait au commandant supérieur qui seul pouvait punir de prison. Enfin, s'il y avait lieu à renvoi, la compagnie était consultée ; c'était la seule mesure libérale de ce règlement.

Aïn-Fouka dépendit du commandant supérieur de Coléa, le colonel Reveu ; cet officier, n'ignorant pas que le Gouverneur tenait à être exactement renseigné sur les moindres incidents de la vie de cette colonie, lui écrivit plusieurs fois par mois et ses lettres ont été conservées, si bien que l'on possède aujourd'hui les documents les plus détaillés sur les débuts de ce centre. Or, il lui signale de bonne heure, parmi les causes les plus actives du mécontentement qui régnait chez les colons, le maintien de la discipline militaire. Les libérés supportaient malaisément de continuer à être soumis à l'autorité d'un chef ; de là, des désertions et des demandes de départ. Dès le 10 février, le colonel avertit les bureaux d'Alger (1) : « Je serai obligé de renvoyer « encore cinq mauvaises têtes qui m'ont déjà plusieurs fois demandé « l'autorisation de s'en aller ; j'ai refusé pour leur donner le temps « de réfléchir et de se convertir, mais mes peines ont été perdues parce

(1) *Lettre du colonel Reveu à Bugeaud, 10 février 1841. Archives Nationales, F. 80.*

« que ces hommes espèrent remplacer à Alger, ce qui pour eux est « bien meilleur que les avantages qu'ils ont en perspective ».

Le lendemain, nouvelle lettre (1) : ce n'est plus cinq hommes, c'est huit qu'il renvoie et il ajoute : « Ce sont d'ailleurs de ces gens « qui entraînent les autres et qu'il est urgent de séparer. J'ai l'honneur de vous prier de donner des ordres pour qu'ils soient renvoyés « en France ; car, s'ils se trouvaient en contact avec d'autres hommes qui aient le désir de venir ici, ils ne manqueraient pas de les « en détourner ». Le régime disciplinaire n'avait prévu aucune pénalité contre ceux qui désiraient abandonner la compagnie et il eût été difficile de les retenir de force. On se contentait de les laisser partir pour s'en débarrasser.

Pourtant, quand la faute était grave, le commandant supérieur infligeait plusieurs jours de prison. En octobre (2), le village fut le théâtre d'une scène de pugilat entre le sergent-major et un caporal ; les deux gradés se distribuèrent force injures et force horions en présence et au grand plaisir des colons qui se contentèrent de mesurer les coups sans intervenir. Le caporal eut quinze jours de prison et fut conduit à Coléa ; il y purgea sa peine. Pendant ce temps-là, qui cultivait son petit jardin ? Personne ; la culture passait après la discipline ; toujours le colon après le soldat. Etait-ce bien là une condition de succès pour une colonie agricole ?

*
* *

Une autre obligation pour les colons de Fouka fut le travail en commun :

L'obligation du travail en commun (3) est une nécessité, avait dit Bugeaud... Le régime militaire et la communauté donnent à cette agglomération de population une consistance qu'on ne trouve pas dans les établissements peuplés seulement de colons civils. Ces deux conditions essentielles ne peuvent subsister qu'autant qu'on n'y introduira pas de colons civils qui, quoiqu'on fasse, ne s'y plieraient pas facilement et finiraient par s'y soustraire.

On organisa donc le travail en commun ; néanmoins, on n'alla pas jusqu'à l'imposer aux colons d'une façon complète et exclusive. Les sous-officiers devaient quatre jours par semaine à la collectivité ;

(1) *Le Colonel Reveu à Bugeaud*, 11 février 1842. Archives Nationales, F. 80.

(2) *Du même au même*, 11 octobre 1842. Archives Nationales, F. 80.

(3) *Lettre de Bugeaud à Soult*, 30 octobre 1842. Déjà citée.

les deux autres journées, ils pouvaient les employer à leur propriété particulière, c'est-à-dire à un jardin que bientôt on leur concéda. Les caporaux et les simples colons en devaient trois et restaient libres d'employer les trois autres à leur guise. Pourquoi cette différence, désavantageuse en somme aux gradés ? Vraisemblablement, elle fut provoquée par le petit nombre de sous-officiers et la multiplicité des travaux qu'ils devaient diriger. D'ailleurs, dans les cas d'urgence, tous les colons étaient tenus de fournir à la colonie six journées consécutives. Ceux qui demandaient à ce moment-là une exemption, pour un motif quelconque, sauf celui de maladie, ne l'obtenaient qu'après avoir pourvu à leur remplacement. Cette organisation du travail a pour conséquence la création d'un fonds commun. Il ne s'agit point encore de réunir en une masse, que l'on répartira ensuite, les bénéfices agricoles ; car ils sont lents à se produire. Impossible d'autre part de songer à alimenter ce fonds au moyen d'une retenue sur la solde, laquelle peut à peine suffire aux besoins de l'ordinaire et à l'entretien du linge, des chaussures, de l'habillement. On chercha d'autres ressources. Le Génie avait besoin de bras : il fut décidé que les colons militaires qui travailleraient à l'obstacle continu verseraient à la communauté le produit de leur journée, qu'on prendrait sur ce produit ce qui serait nécessaire à l'achat des objets de première nécessité et que le reste serait réparti également entre tous les colons militaires présents. Bientôt, on ajouta à ce revenu l'argent que l'on retira de la vente du charbon. Enfin, plus tard, lorsque le génie militaire remplaça les ouvriers civils, sous prétexte qu'ils coûtaient trop cher, il passa avec la compagnie de Fouka des marchés pour la fourniture des pierres, de la chaux, des tuiles, des briques, de la terre rouge, nécessaires à l'achèvement du village et des blockhaus de l'enceinte. Tout cela entra dans la masse.

Ainsi la communauté du travail exista lors des premiers mois à Fouka, mais — qui l'aurait prévu ? — sous la forme industrielle, beaucoup plus que sous la forme agricole ; et, sous cette dernière forme plus pratique, elle se maintint sans trop de difficultés. Le danger était que l'on éloignait les colons de la culture ; Bugeaud ne veut pas s'en apercevoir ; il donne, comme excuse de la lenteur des défrichements et du peu d'ardeur des colons, la pluie, la chaleur, les intempéries, l'inaptitude des soldats. Ne faut-il pas les attribuer de préférence aux occupations industrielles qui, dans certains cas, exigent moins de fatigues et donnent des profits immédiats ? M. le colo-

nel Reveu le constate le 8 mai 1842 (1) : « Pour les attacher davantage à la colonie, j'ai consenti à soumettre à votre approbation les « entreprises industrielles qui pouvaient leur rapporter un peu d'argent... Avec une tout autre population, je ne me soucierais pas de « les laisser trop s'occuper de ce qui les détourne de l'agriculture, « mais j'ai déjà assez vécu parmi celle-là pour savoir qu'ils ne deviendront agriculteurs qu'en désespoir de cause et si, un jour, votre « protection vient à leur manquer, les établissements qu'on forme « autour d'eux et qui seront plus à portée de faire de l'industrie que « la colonie de Fouka, qui ne pourrait plus faire que de l'agriculture, « auront bientôt renversé cette colonie ».

Même sous la forme industrielle, l'obligation de travailler en commun était malaisément supportée. Des mécontentements se firent jour. Suivant le commandant de Coléa, les libérés n'ont pas du tout le caractère patient, persévérant et laborieux : « J'ai usé de tous les « moyens à ma disposition (2), et de ceux que j'ai pu créer, pour les « amener à travailler pour la communauté, et je suis loin d'avoir obtenu ce que je voulais ». Quelques jours après, il annonce que 40 hectares sur 600 ont été partagés entre les colons ; ces quarante hectares représentaient les meilleures terres, les mieux appropriées aux cultures maraîchères. Chaque soldat reçut un lot où il put travailler pendant les journées non consacrées à la communauté ; c'était un premier acheminement vers la propriété individuelle. Le colonel désire vivement que le partage complet soit effectué le plus rapidement possible, attendu que tout retard est cause du départ de nouveaux colons : « Quant à ce qui reviendra aux colons pour être affecté « à la culture des céréales et comme il y a beaucoup à défricher, je les « préviendrai que la remise (3) leur sera faite aussitôt qu'ils auront « terminé le défrichement. Il s'ensuivra l'obligation de cultiver en « commun jusqu'à cette époque les parties défrichées ; cela durera « assez longtemps pour que vous puissiez abandonner ce mode qui « est sujet à beaucoup d'inconvénients et surtout ne tend pas à attirer les hommes à la colonie ».

Le commandant de Coléa voyait juste ; la communauté agricole était une utopie et une erreur. A quelque temps de là, Bugeaud se décida à rendre à chacun sa liberté de travail. Les soldats demandè-

(1) *Lettre du colonel Reveu à Bugeaud*, 8 mai 1842. Archives Nationales, F. 80.

(2) *Même lettre*.

(3) *Lettre du colonel Reveu à Bugeaud*, 14 juin 1842. Archives Nationales, F. 80.

rent instamment à être « désassociés ». L'aventure est piquante ; mais, comme elle s'est produite d'abord à Beni-Mered, nous ne la conterons que lorsque nous parlerons de ce centre.

III

Les mariages au tambour

Jusqu'en juillet, la compagnie d'Aïn-Fouka végéta. Il régnait un malaise général et l'effectif diminuait toujours. Les soldats étaient sans distractions, sans goût pour le travail, sans foyer, sans famille. Une colonisation sans famille n'était-elle pas une colonisation mort-née ? Le Gouverneur avait bien l'intention de marier ses soldats, mais il eût désiré ne s'y employer que lorsqu'ils auraient ramassé quelque argent pour monter leur ménage. Quand il vit se tarir la source du recrutement et se multiplier les désertions, il comprit qu'il n'y avait plus un moment à perdre : de là des mariages précipités, les mariages au tambour.

L'idée première de ces unions revient à l'administration. A prendre femme, les soldats n'avaient point pensé : le régime militaire, l'obligation du travail en commun, les exigences des corvées et la privation de toute ressource particulière les en eussent détournés si jamais ils y avaient songé. Des ouvertures leur furent faites à l'instigation du Gouverneur par le commandant supérieur de Coléa ; ils acceptèrent. Reveu transmitt bientôt l'état nominatif des vingt plus méritants. Le mariage était proposé comme une prime.

En même temps qu'il donnait l'ordre de les pressentir, Bugeaud prenait l'engagement d'attribuer à chacun d'eux une somme de 500 francs. Elle serait appliquée dans l'intérêt du ménage aux dépenses d'installation intérieure, à l'achat du mobilier et des ustensiles indispensables. Comme toujours, cette promesse fut faite sans consultation du Ministre, et pourtant il s'agissait d'engager une somme de 10.000 francs, non prévue au budget.

Ce sacrifice, écrivait au Maréchal Soult le Gouverneur Général le 10 juillet 1842 (1), ne vous paraîtra pas trop considérable si vous considérez l'influence qu'il est destiné à exercer sur l'avenir de la colonie militaire d'Aïn-Fouka, où il faut de toute nécessité se hâter de créer des familles pour avoir une population sédentaire. Nous approchons d'une de ces époques où des largesses sont quelquefois faites, soit par la libéralité des villes ou même de l'Etat, soit par la munifi-

(1) *Bugeaud à Soult*, 10 juillet 1842. Archives de la Colonisation Algérienne

cence royale pour marier des jeunes filles. Je vous demanderai de vouloir bien faire allouer de la sorte, si vous le jugez à propos, la dite somme et, à défaut, d'autoriser son prélèvement sur les fonds coloniaux.

Puis, comme son esprit généralisateur le porte à dépasser le fait particulier pour affirmer un système, il ajoute :

Ne serait-ce pas le cas (1) pour créer une espèce de prime en faveur des sujets méritants de la colonie militaire de Fouka, et de celle sur le point d'être organisée à Mered, d'avoir recours dans les premières années de la formation de ces villages à des encouragements de cette sorte ? Tous les ans, le jour de la Fête du Roi, un certain nombre de soldats libérés, devenus colons militaires, participeraient à un pareil avantage. J'ai l'honneur de vous en soumettre la proposition.

Enfin, revenant au cas particulier de Fouka, il confirme au Ministre qu'il est entré à cette occasion en rapport avec le Maire de Toulon.

M. le Maire de la ville de Toulon (2), avec lequel je me suis mis en rapport pour cet objet, a fait rechercher des filles modestes, laborieuses, à choisir soit parmi de jeunes personnes élevées à l'hospice, soit dans les familles honnêtes d'artisans et de cultivateurs. J'ai lieu d'espérer que le Conseil Municipal à Toulon accueillera favorablement l'appel que je lui ai fait pour l'engager à voter de son côté une certaine somme pour la dot des jeunes filles, afin de concourir à placer les nouveaux ménages dans une situation prospère. Dès que ces engagements pécuniaires seront terminés, je ferai donner successivement des permissions aux colons militaires pour aller contracter mariage et chercher leurs femmes à Toulon. Je viens en conséquence, Monsieur le Maréchal, vous prier de vouloir bien prendre des dispositions pour l'allocation des dix mille francs à affecter à la dépense dont il s'agit.

La proposition ne paraît pas avoir souri au Ministre de la Guerre. Soult eût préféré à ces unions, ainsi préparées au loin par l'administration et entre gens qui ne se connaissaient pas la veille, des mariages sur place dont l'initiative serait revenue aux soldats colons ; il ne comprenait pas que les militaires de Fouka n'aient pas pu trouver des femmes parmi les Espagnoles d'Alger et des environs. D'autre part, les dépenses nouvelles qu'allaient entraîner le déplacement de ces soldats, la subvention de 500 francs à accorder à chaque ménage, le retour des couples à Alger, augmentaient d'une façon appréciable le coût du village d'Aïn-Fouka : « La nouvelle demande que vous « m'adressez, lui répond-il le 26 juillet (3), me prouve que l'organisa-

(1) *Même lettre*, 10 juillet 1842.

(2) *Même lettre*.

(3) *Soult à Bugeaud*, 26 juillet 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Fouka. A.G.G.A.

« tion définitive d'une seule compagnie nécessitera des mises de
« fonds successives et dont il n'est guère possible de prévoir le terme ». Toutefois, il ne s'oppose pas à ce que ce premier essai reçoive tous les développements qu'il comporte. L'expérience sera complète pour être instructive et il accorde l'allocation des dix mille francs. Quant à généraliser l'expérience, à prendre l'engagement de donner dans l'avenir des encouragements spéciaux, des primes qui seraient consacrées à favoriser des mariages, il s'y refuse catégoriquement : « Adopter tout de suite, lui dit-il (1), la proposition que vous me faites à cet égard serait s'exposer à grever outre mesure le budget colonial et à créer des discussions peut-être inutiles. Je désirerais donc, avant de généraliser la mesure que j'autorise aujourd'hui en faveur de 20 des colons de Fouka, connaître les résultats obtenus de ce premier essai de colonisation militaire ».

En somme, l'autorisation de prélever sur les fonds coloniaux ces douze mille francs était ce qu'il fallait obtenir. Les soldats allaient bientôt partir. A Toulon, au mois d'août, on les attend avec impatience. Le maire, M. le général Beurmann, assez embarrassé par la démarche de Bugeaud, n'avait pas pu se dérober ; mais, pour mener à bien l'aventure, comme il fallait surtout la main d'une femme ou d'une jeune fille, plus experte en pareille matière, il chargea de cette délicate négociation la fille du colonel Pinot, son prédécesseur (2). Fort connue dans la ville, cette jeune personne faisait partie de nombreux patronages et œuvres de charité ; elle s'acquitta à merveille de sa tâche ; c'est du moins ce que nous racontent les lettres que M. Avio, agent de la marine à Toulon, adresse à M. Sol, secrétaire du gouvernement général à Alger.

Mademoiselle Pinot prend la chose tellement à cœur qu'à la fin du mois de juin elle est déjà parvenue à décider plusieurs jeunes filles à se faire inscrire pour ces mariages. Elle les choisit parmi les domestiques des bonnes maisons de Toulon, sur lesquelles on lui fournit des renseignements excellents. Elle les accepte, à quelque religion et nationalité qu'elles appartiennent. La plupart sont catholiques et françaises, d'autres sont étrangères et protestantes. Certaines n'ont plus de parents et elles quittent la ville sans trop de regrets ; plusieurs

(1) *Même lettre*, 26 juillet 1842.

(2) Voir sur ces négociations une correspondance fort intéressante dans les *Archives Nationales*, F. 80. Le nom de Mademoiselle Pinot est diversement orthographié, nous avons adopté l'orthographe la plus généralement admise.

ont une famille et celles-là hésitent à s'en séparer. L'une d'elles voudrait amener son père et sa mère en Afrique : « Si cette faveur lui « était accordée (1), elle ne se déciderait qu'avec plus d'empressement « et de plaisir ». La liste s'allonge en juillet et l'impatience commence à se manifester chez ces jeunes personnes. Les premières qui ont donné leur nom veulent entrer le plus vite possible en ménage. A chaque arrivée du courrier, c'est une procession, soit chez M. Avio, soit chez Mademoiselle Pinot, de ces bonnes filles qui viennent s'informer si leurs futurs sont arrivés. Certes, elles ont hâte de les connaître, et la plupart, fort étourdiment, sans écouter les conseils qu'on leur donnait, ont quitté les maisons où elles étaient employées.

Le mois de juillet passe dans l'attente, puis les premiers jours d'août. On est au 9 et le courrier de ce jour n'a point apporté de militaires : « Combien le désappointement de nos filles va être grand, « confesse M. Avio (2) ! Je m'attends à les voir venir toutes chez moi « pour connaître la cause de ce nouveau retard. Pour beaucoup, je « crains qu'elles ne perdent patience. Ces retards sont d'un fâcheux « effet parce qu'il semble que les prédictions que les journalistes ont « déjà faites à ce sujet commencent à se réaliser. Ces bonnes filles en « sont un peu ébranlées et, si leurs prétendus devaient tarder encore « un peu d'arriver, il pourrait bien se faire qu'elles retirassent leur « parole ». Mais non, M. Avio s'était trompé ; nos épouseurs étaient bien à bord ; toutefois, ils n'eurent la permission de descendre du bateau que le lendemain. Les voici donc dans la place. L'heure des présentations a sonné ; heure grave, car on peut redouter que promesses et promises ne s'accordent pas. Par bonheur les appréhensions sont vaines, tout marche à souhait. « Aussitôt, mande M. Avio (3), « on les a mis en présence des filles qui s'étaient fait inscrire. Ils « étaient tous réunis chez moi. Ce n'a pas été chose facile pour déterminer les choix. A l'inverse de ce qui a lieu ordinairement, nous « avons laissé les filles se prononcer. Elles choisissaient ceux de ces « hommes qui leur convenaient, et après on consultait les individus. « Quand il y avait accord, on les laissait causer ensemble, enfin se « connaître. C'est ainsi que nous sommes déjà parvenus à former « huit couples. Les résultats ne pouvaient pas être plus satisfaisants, « Les fiancés sont en relations, c'est-à-dire que les prétendus vont

(1) *Lettre de M. Avio à M. Sol*, 29 juin 1842. Archives Nationales, F. 80.

(2) *Du même au même*, 9 août 1842. Archives Nationales, F. 80.

(3) *Du même au même*, 14 août 1842. Archives Nationales, F. 80.

« voir tous les jours leurs futures chez leurs maîtres ou leurs parents.
« Il y avait beaucoup de convenance chez eux ».

Les préparatifs vont dès lors se poursuivre activement. On a écarté deux demoiselles qui n'avaient pas d'assez bonnes notes ; on en a remplacé deux autres que leurs parents ont découragées. Une bonne nouvelle : le Conseil Municipal de Toulon s'est décidé à voter une somme de 4.000 francs à distribuer entre 20 jeunes filles, soit une dot de 200 francs à chacune. « Cette délibération (1) a fait plaisir et « je ne m'y attendais pas ». Puis un fâcheux contre-temps vint retarder de quelques jours la célébration de ces mariages : on n'attendait plus que la décision du Tribunal civil auquel le Procureur du Roi avait présenté une requête à l'effet d'obtenir un jugement dispensant les soldats de Fouka de toute formalité vis-à-vis de l'Etat-civil. C'était une imprudence. Bien que soumis au régime militaire, les colons d'Aïn-Fouka ne pouvaient être considérés comme placés hors de la loi civile, surtout en ce qui se rapportait à leur mariage. Les juges n'admirent pas la requête du Procureur, de sorte qu'il fallut que chaque militaire s'empressât d'écrire dans son pays d'origine pour avoir ses papiers.

L'attente ne dura qu'une vingtaine de jours, du 24 août au 9 septembre. Simple intermède avant l'acte final, mais intermède avec quelques incidents parfois comiques ! « Il y a, dit M. Avio (2), parmi « ces braves gens, le nommé Morel qui n'a pas encore trouvé une femme. Par trois fois il a fait son choix, et, chaque fois, la femme qu'il « avait choisie changeait d'avis le lendemain et renonçait au projet « qu'elle avait conçu d'aller en Algérie. C'est que ces filles sont tant « travaillées ici ! D'abord, les personnes chez lesquelles elles sont, les « voyant quitter à regret, font tout leur possible pour les détourner « de leur projet et pour cela on exagère infiniment les mauvaises « chances, ainsi que les dangers qui peuvent les attendre en Alger. « Je puis vous assurer que ça n'a pas été sans peine si nous sommes « parvenus à en accoupler déjà dix ».

Enfin, le 9 septembre, juste un mois après leur débarquement à Toulon, sept militaires d'Aïn-Fouka se mariaient. Les autorités voulurent donner à la cérémonie un caractère solennel : la musique militaire joua et les tambours battirent. Discours du Maire, sermon du curé, rien ne manqua. Trois autres mariages s'échelonnèrent du 9 au

(1) Lettre de M. Avio à M. Sol, 19 août 1842. Archives Nationales, F. 80.

(2) Du même au même, 29 août 1842. Archives Nationales, F. 80.

20, au fur et à mesure que les soldats reçurent leurs papiers. Ce furent les premiers mariages au tambour (1).

Le 20, le courrier d'Afrique emportait vers Alger les nouveaux couples. Quelques jours après, six colons de Fouka débarquaient à leur tour ; il serait inutile d'insister sur ces unions, si elles avaient été en tout semblables aux précédentes. Des six soldats libérés, trois seulement étaient décidés à prendre leurs femmes à Toulon, les trois autres voulaient aller chercher les leurs dans leur pays d'origine. Mais, annonce M. Avio, « il paraît (2) que les deux cents francs que « la Mairie donne aux filles qui se marieront dans cette ville les tentent tous et les rend tous désireux de prendre leur moitié ici. De « sorte qu'il va falloir envoyer pour les deux qui se sont enfin décidés « la petite somme que l'on avait envoyée pour les quatre autres... « Déjà deux de nos colons ont fixé leur choix, les autres hésitent encore ; et puis, nous n'avons pas pu les mettre tous en présence des « filles qui s'étaient fait inscrire. Ils auront du reste à choisir. Cependant, je dois dire qu'ils ne témoignent pas autant d'empressement que les premiers ; ceux-ci venaient tous les jours chez moi ; « on pouvait mieux connaître leurs intentions, tandis que les derniers « ne se montrent guère. Certes, ça les regarde plus que moi et je ne « puis pas courir après eux ».

Peu d'empressement de la part des colons et bientôt lassitude chez le négociateur ; la série de ces mariages improvisés va être close à Toulon. Encore deux soldats qui épousent des Toulonnaises en novembre. Et M. Avio d'écrire à la date du 10 de ce mois (3) : « Toutes ces affaires ne se sont pas conduites sans peine et sans quelque « peu de dérangement. Aussi, je crois bien qu'après celui qui reste à « faire, je ne me chargerai plus de ceux qu'il y aura à faire plus tard ».

(1) M. Cat, dans sa petite histoire de l'Algérie, tome II, p. 321, parle de ces mariages au tambour, mais ne leur consacre que quelques lignes, où l'on peut relever plusieurs inexactitudes : « On leur (aux soldats) donnait le passage gratuit pour aller dans leur pays prendre femme ; même pour ceux qui n'avaient « point de promise, on faisait venir de jeunes orphelines de France, qu'un comité « de dames choisissait et pourvoyait d'une petite dot et, à l'arrivée à Alger, chaque futur colon désignait celle qui lui paraissait convenable pour être sa compagne. On rit beaucoup de ces mariages improvisés qu'on appela les *mariages au tambour*. Le succès ne répondit pas complètement aux espérances qu'on « avait conçues ».

(2) *Lettre de M. Avio à M. Sol*, 24 octobre 1842. Archives Nationales, F. 80.

(3) *Du même au même*, 10 novembre 1842. Archives Nationales, F. 80.

Sa complaisance fut mise, en effet, à une longue épreuve ; dix-sept mariages ont été consommés par ses soins et par ceux de Mademoiselle Pinot ; trois autres eurent lieu en France vers la même époque, toujours de libérés. M. Avio a donc mis plus de trois mois pour les conclure. Quel temps lui serait nécessaire s'il s'agissait d'en préparer des centaines et des milliers ! Prudemment, il se refuse. L'autorité militaire comprendra-t-elle qu'elle doit renoncer à ces mariages au tambour ?

* * *

C'était mal connaître le caractère du Gouverneur ; plus les difficultés devenaient grandes dans la voie où il s'était engagé, plus il y persistait avec acharnement ; il ne tournait pas l'obstacle, il le brisait ou bien le niait.

Le 10 janvier 1843 (1), il demande une nouvelle allocation de 20.000 francs, dont 10.000 pour marier vingt autres soldats de Fouka. A cette occasion et pour bien disposer le Ministre, il note la transformation qui s'est déjà produite dans ce centre :

Ces nouveaux ménages ont donné à la colonie une physionomie toute nouvelle qui est de bon augure pour son avenir. Ces anciens soldats, devenus chefs de famille, ont déjà contracté des habitudes d'ordre et de travail qui ne pourront que se fortifier par la naissance des enfants et la création des intérêts que la culture, à laquelle ils se livrent en ce moment, doit avoir pour résultat. Il importe, Monsieur le Maréchal, de continuer à favoriser ce mouvement de la nouvelle colonie de Fouka dans des voies régulières et normales... L'établissement de ces nouveaux ménages aurait lieu au 1^{er} mai, pour faire concorder, avec une époque qui est un jour de fête pour la France, un événement qui, bien que peu important en apparence, est destiné à exercer une influence favorable sur l'avenir de la colonie. Si Votre Excellence approuve ces dispositions, comme j'ai lieu de l'espérer, je me mettrai aussitôt en relation avec MM. les Préfets des Bouches du-Rhône et du Var pour les prier de vouloir bien concourir au choix des 40 jeunes filles destinées à devenir les mères de familles de nos nouveaux ménages.

Et comme la réponse ministérielle se faisait attendre, un article, inspiré par l'administration supérieure d'Alger, parut, le 26 mars, dans la *Sentinelle de la Marine* de Toulon, annonçant que le Gouverneur avait sollicité de Paris un nouveau crédit à l'effet de marier vingt colons militaires soit à Marseille, soit à Toulon. Le Ministre se fâcha et blâma ces procédés : « De pareilles publications, écrit-il

(1) *Lettre de Bugeaud à Soult*, 10 janvier 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Fouka. A. G. G. A.

« le 8 avril 1843 (1), sont fâcheuses et elles ne devraient jamais avoir
« lieu avant que je n'aie pris et notifié de décision sur des demandes
« de cette nature. Veuillez donner à vos subordonnés, quels qu'ils
« soient, des ordres pour que de semblables articles, émanant évi-
« demment de personnes attachées à l'administration, ne paraissent
« plus dans les journaux. J'aime à croire, d'ailleurs, que vous ne vous
« êtes point mis pour ces mariages en relations avec les autorités de
« Marseille et de Toulon, avant d'y avoir été spécialement autorisé
« par moi, comme il convient toutes les fois qu'il s'agit de démarches,
« devant donner lieu à des dépenses non prévues au budget et pour
« lesquelles des crédits n'ont pas été régulièrement ouverts ».

Soult, que la publicité faite autour de ces mariages énervait, profita de l'occasion pour exprimer au Gouverneur toute sa pensée à ce sujet. De cette manière, il prévint de continuelles demandes d'argent et empêcha une réédition des scènes quelque peu grotesques de Toulon : « Ces mariages (2), faits entre personnes qui ne se connaissent pas et qui n'ont point de ressources pécuniaires, sont des opérations très hasardées, qui ne peuvent offrir à la colonisation des éléments convenables de développement. Il est bien plus naturel et, par conséquent, préférable de coloniser avec des familles toutes faites. A cet égard, les demandes en concession qui m'arrivent en grand nombre de la part de personnes ayant des professions utiles, l'habitude invétérée des travaux agricoles, de l'argent et des enfants dont une bonne partie est en état de travailler, prouvent qu'il sera facile de peupler nos villages au fur et à mesure de leur établissement. C'est avec ces éléments qu'il faut opérer. Persévérer dans une autre voie, ce serait se condamner à des lenteurs infécondes et dispendieuses, ainsi qu'à des mécomptes de toute nature ». Devant cette injonction formelle, le Gouverneur dut s'incliner ; les mariages au tambour sont définitivement écartés.

IV

Autres essais à Fouka

A la fin de 1843, l'histoire d'Aïn-Fouka n'offre plus l'intérêt qu'elle avait l'année précédente. Les enseignements que l'on attendait de

(1) *Lettre de Soult à Bugeaud*, 8 avril 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Fouka. A.G.G.A.

(2) *Même lettre*, 8 avril 1843.

cette première expérience sont connus : difficulté ou mieux impossibilité pour l'autorité militaire de fonder des familles en procédant au mariage de ses soldats, répugnance des libérés pour la discipline militaire et le travail en commun. On serait presque tenté d'arrêter là ce récit si la suite des événements ne venait souligner d'une façon plus sensible encore la leçon qui s'en dégage, et si elle n'y ajoutait des conclusions d'un ordre différent sur le prix de revient d'un village construit par le Génie et suivant les procédés du colonel Marengo.

Le Directeur de l'Intérieur, invité par le Ministre à lui fournir un rapport sur les villages de colonisation à la fin de décembre 1842, et M. Laurence, Directeur des Affaires de l'Algérie, appelé à déposer devant la Commission de colonisation le 6 mars 1843, tracent de la situation de ce centre un tableau où l'on peut puiser quelques renseignements intéressants. Les travaux sont peu avancés : l'enceinte est terminée, mais douze maisons seulement sont construites ; encore, sur les douze, six ne sont achevées qu'au degré voulu par M. le général de Berthois, c'est-à-dire sans les aménagements intérieurs, sans les enduits, les cheminées, les écuries, les murs de séparation des cours. Il restait, comme on le voit, beaucoup à faire pour rendre habitables ces pauvres logis. On se demande comment avaient pu s'abriter les vingt ménages à leur retour de Toulon.

Pourtant des dépenses importantes avaient déjà été effectuées. En 1841, Soult avait ouvert un premier crédit de 100.000 francs qui fut intégralement employé à Fouka ; il en ouvrit un second de 200.000 sur l'exercice de 1842, mais celui-ci fut partagé entre Fouka et Beni-Mered. Ces deux sommes furent bientôt jugées insuffisantes. Constamment, l'autorité militaire demanda de nouvelles allocations ; le Génie dépensait sans compter. Vers le milieu de cette année 1842, le Ministre désira être exactement renseigné ; un devis fut établi par des officiers et il apparut que, pour achever simplement le village de Fouka, il fallait encore 252.800 francs. Le gouvernement recula devant l'énormité de la somme ; les travaux furent arrêtés.

Ordre est donné de faire connaître au plus près le montant des dépenses engagées pour chaque village ; or, le départ était malaisé. Jamais on ne parvint à produire un Mémoire complet. C'est ce que constatait l'administration de la guerre dans une note de 1855 sur les essais de colonisation militaire : « Il n'est pas possible, y est-il » dit (1), de faire connaître la somme exacte pour l'organisation des

(1) Cette note est contenue dans le *Dossier de Fouka*.

« villages militaires de Fouka, Beni-Mered et Mahelma, attendu que « ces dépenses sont de natures très diverses et qu'elles ont été prélevées sur des crédits et des exercices différents ». Avec les documents qu'il possédait, le Maréchal Soult évaluait, dans les derniers mois de 1842, la seule dépense de Fouka à plus de 230.000 francs et le coût d'une maison de colon à 8.000. Qui n'aurait été surpris, comme lui, de la disproportion entre les grosses sommes employées et les résultats si minimes que l'on avait atteints !

Quels sont en effet à ce moment les résultats obtenus ? Chaque colon possède un lot de jardin. Il existe en outre des terres de labour que l'on n'a eu le temps ni de mesurer, ni de distribuer. L'administration s'est contentée de diviser provisoirement le territoire du centre en grandes parcelles dont la culture a été confiée à des groupes de deux ou trois soldats ; elle a pris la précaution de les avertir que les lots qu'ils travaillaient devaient plus tard leur appartenir en toute propriété, dernière combinaison imaginée par le commandant supérieur de Coléa pour maintenir, pendant quelques mois encore, la communauté et donner en même temps satisfaction aux désirs de propriété et de travail individuel des colons. Ce travail qui n'était plus collectif, et qui n'était pas absolument individuel, avait permis de mettre en valeur 20 hectares, dont douze furentensemencés avant le 22 décembre.

Les colons possédaient 90 bœufs (quatre paires pour le labour), 20 charrues, 304 moutons, 37 chèvres. Ce bétail avait été offert par le Gouverneur à la suite de fructueuses razzias. L'effectif de la population s'élevait à 82 personnes ; l'accroissement était dû à l'arrivée des femmes et de quelques ménages de militaires déjà constitués et admis récemment dans la colonie ; l'un, entr'autres, comprenait 7 enfants. Le nombre des libérés avait par contre continué à décroître ; ils n'étaient plus que cinquante, en y comptant leurs femmes. Tous, colons militaires, femmes, enfants, recevaient les rations de vivres. Et, malgré cette vie assurée, la plupart étaient inquiets et se déclaraient peu satisfaits de leur sort : « Un air de malaise, dit en terminant sa déposition M. Laurence (1), se faisait remarquer dans ce « village ; surtout régnait un mécontentement général ayant pour « cause le fait du travail en commun ».

Le mariage n'avait donc pas arrêté le mouvement de dépopula-

(1) Cette déposition de M. Laurence est contenue dans les *Procès-verbaux de la Commission d'Afrique*. Archives Nationales, F. 80.

tion. Il était urgent de chercher un moyen de faire sortir ce centre de son état de langueur : le remède vint de M. le capitaine Blanchet, commandant de la compagnie et plus intéressé que tout autre à ce qu'elle ne se disloquât pas ; il autorisa le curé d'Aïn-Fouka à écrire (1) à deux autres curés de l'Isère, desservants des petites communes de Saint-Hilaire et de Saint-Bernard ; lui-même correspondit à ce sujet avec le Préfet du département. Ils s'efforcèrent de provoquer l'immigration à Fouka de plusieurs familles. Leur appel fut entendu ; dix habitants de ces localités acceptèrent de venir en Algérie. On prévint alors le Ministre qui s'empressa d'autoriser l'introduction dans le village de ces éléments civils, leur accorda le passage gratuit et prescrivit au Gouverneur général et au Directeur de l'Intérieur d'avoir à prendre toutes les mesures utiles pour assurer leur installation : « Je verrais avec plaisir que le village d'Aïn-Fouka (2) reçoive un « complément de population composé d'aussi bons éléments et qui « ne pourraient qu'exercer une influence heureuse sur son dévelop- « pement et sa prospérité. L'adjonction de colons civils aux soldats « libérés qui s'y trouvent actuellement serait d'ailleurs l'application « d'une idée que j'ai eu l'occasion de vous exposer à diverses reprises ».

Le nombre de ces familles de l'Isère fut bientôt porté à 13 par l'adhésion de trois nouvelles. Sept d'entre elles avaient pour chefs d'anciens soldats et cette simple circonstance, de l'avis du Ministre lui-même, rendait ces familles plus aptes à faire partie de la colonie de Fouka. « Mon intention (3) est donc qu'elles y soient placées de pré- « férence à tout autre centre de population. J'attache de l'intérêt « à ce que cette émigration, composée d'excellents éléments parve- « nus d'un même pays, soit concentrée sur le même point à Fouka ». Restait à fixer le régime sous lequel elles seraient placées. Personne ne songea à les assujettir à la discipline de l'armée. Bugeaud avait renoncé à poursuivre son essai de colonisation militaire avec des soldats libérés ; depuis plusieurs mois déjà, il avait décidé en principe que Fouka serait remis à la Direction de l'Intérieur.

Mais il commençait à ce moment une autre expérience, celle de la construction des villages par les condamnés militaires, et il s'en pro-

(1) Voir sur cette correspondance le *Dossier d'Aïn-Fouka*.

(2) *Lettre de Soult à Bugeaud*, 2 septembre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier d'Aïn-Fouka. A. G. G. A.

(3) *Autre lettre de Soult à Bugeaud*, 9 octobre 1843. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier d'Aïn-Fouka. A. G. G. A.

mettait les résultats les plus avantageux. Aussi, saisit-il l'occasion, que lui fournissait le placement des familles de l'Isère, pour appliquer son nouveau système, dans le but de satisfaire aux désirs du Maréchal. Tous les travaux avaient été arrêtés à la fin de 1842, faute de crédits. Les quatre maisons, laissées inachevées par le génie, étaient restées dans le même état ; ou plutôt l'une d'elles avait reçu de la part de deux colons une couverture de planches ; elle leur servait de logement. Le colonel Marengo est chargé d'achever les trois autres.

Il n'existe point d'autres constructions à Fouka (1) ; mais Votre Excellence exprimant l'intention de fournir aux familles nécessiteuses, qui doivent s'installer sur ce point, une subvention en matériaux à bâtir de 600 à 1.000 francs, j'ai jugé qu'il serait possible de construire à chacune d'elles, pour cette dernière somme, une maison plus modeste, à simple rez-de-chaussée, et de la leur concéder ensuite, soit gratuitement, soit, ce qui vaudrait mieux peut-être, moyennant une redevance modique et à long terme. Ces familles gagneraient d'après ce mode le prix d'une main-d'œuvre dispendieuse pour elles, mais qui, au moyen de l'emploi des condamnés, n'entraînerait pas l'administration dans une dépense beaucoup plus élevée que celle qu'elle paraissait vouloir s'imposer.

Toujours, vu l'urgence, sans attendre que le Ministre ait approuvé cette proposition et par suite ouvert des crédits, Bugeaud donna l'ordre de commencer les travaux.

Sur une expérience de colonie militaire composée de soldats libérés va donc se greffer un autre essai, cher au Gouverneur, la construction des maisons des colons par les condamnés militaires. Ce pauvre village de Fouka est soumis à toutes les fantaisies de l'administration algérienne. L'entreprise nouvelle sera dirigée par le colonel Marengo. Or, remarquons que, au moment où cet officier supérieur est envoyé à Fouka, on parle de la remise incessante de ce village à l'administration civile, c'est-à-dire à la Direction de l'Intérieur. Le comte Guyot et le colonel Marengo étaient fort mal ensemble ; ils se jalousaient et se contrecarraient dans leurs desseins. Nouveau conflit dont furent victimes les habitants du village. Les condamnés militaires l'emportaient ; disait-on, sur les ouvriers civils parce qu'ils allaient vite ; le colonel les fit aller lentement. A dessein, il retarda l'achèvement des constructions pour différer d'autant la remise du village à l'administration civile. Tout devait être terminé avant les grandes pluies de l'hiver 1843-1844. Or, au mois de mai 1844, 14 maisons basses doubles avaient été à peine édifiées, et, suivant le système du général de

(1) *Lettre de Bugeaud à Soult, 25 octobre 1843. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier d'Aïn-Fouka. A.G.G.A.*

Berthois, seules les maçonneries étaient terminées. On peut juger de l'état dans lequel elles se trouvaient par une note du capitaine Blanchet (1) datée du 16 mai 1844, une des premières qu'il ait fait parvenir à la Direction de l'Intérieur depuis sa nomination à la mairie d'Aïn-Fouka. Il y affirmait que dans toutes ces pauvres bâtisses il restait à faire les enduits, le blanchissage, les vitrages, que deux n'avaient pas de toiture, que neuf autres enfin étaient inhabitables. Bel exemple de mauvaise volonté ou d'incurie !

A ce moment, le village d'Aïn-Fouka était passé sous la direction de l'administration civile. Le procès-verbal de remise (2) fut dressé le 1^{er} février 1844, de concert entre le commandant supérieur de Coléa et le commissaire civil du district. De ce document et des pièces qui y étaient annexées, il résulte que la population de ce centre s'élevait alors à 167 personnes, comprenant 34 hommes mariés, 33 femmes, 9 célibataires, 4 veufs 1 veuve, 35 garçons, 31 filles, 8 autres parents et 12 domestiques ; il ressort aussi que sur les 48 familles existantes, 31 se composaient d'anciens colons militaires, qu'elles pouvaient se suffire et ne devaient plus recevoir les rations de vivres, qu'au contraire les 17 nouvellement arrivées étaient dénuées de ressources et continueraient à recevoir des allocations. L'avoir de la Compagnie (un millier de francs) fut partagé entre les anciens colons ou réservé pour l'achat d'instruments aratoires en faveur des nouveaux. Chaque part ne représentait que 16 francs 32. Quant au bétail, dont la valeur était considérable, il fut aussi réparti entre tous les habitants ; toutefois, la part des anciens colons fut plus forte que celle des nouveaux et cela était équitable.

Que l'on veuille bien remarquer qu'au moment où Aïn-Fouka est définitivement constitué comme village civil, il a perdu son plus gros contingent de colons militaires, qu'il ne s'y trouve plus que 31 libérés et que la majeure partie de ces soldats de la première heure comprend précisément ceux qui étaient allés se marier à Toulon. La famille est donc l'élément le plus sûr pour fixer le colon au sol, même lorsque cette famille est créée dans des circonstances exceptionnelles et anormales.

(1) Cette note existe dans le *Dossier d'Aïn-Fouka*. A. G. G. A.

(2) Ce procès-verbal existe dans le *Dossier d'Aïn-Fouka*. A. G. G. A.

V

Les mariages et les familles dans les colonies militaires

De tous les essais tentés à Fouka, les mariages au tambour furent celui qui retint le plus longtemps la curiosité publique et l'amusa. En 1847, on en parlait encore : lors de la discussion des camps agricoles, des députés rappelèrent les difficultés qu'avait rencontrées Bugeaud pour marier ses soldats, difficultés qui devaient se multiplier et s'aggraver avec le nouveau projet ; d'autres, plus hardis et de plus riche imagination, affirmèrent que toutes ces unions, sans en excepter aucune, avaient été malheureuses ; la presse reproduisit et amplifia ces déclarations, si bien qu'une légende commença à se former. Dans quelles conditions et pour quels motifs, il importe de le savoir. Le problème de la fondation de la famille est d'ailleurs si redoutable qu'il est bon maintenant de l'envisager dans toute son ampleur, et tel qu'il s'est présenté, non seulement à Fouka, mais partout dans les divers projets de colonies militaires. Bugeaud en souligne lui-même l'extrême importance quand il dit et répète que, si, contre son attente, les soldats ne trouvaient pas de femmes, son système serait *sapé par la base* et s'écroulerait.

Faut-il rappeler d'abord un reproche qui lui fut adressé souvent et qu'il ne méritait pas ? On ne colonise pas avec des soldats célibataires, lui a-t-on dit. Mais Bugeaud n'a jamais affirmé que ses soldats ne se marieraient pas ; il veut au contraire qu'ils prennent une femme dès qu'ils se sont engagés à devenir colons. Pour lui comme pour Soult, la famille est à l'origine de tout essai de colonisation.

Contre cette interprétation erronée de son système, il a sans cesse protesté. En 1843, en réponse à une lettre du Ministre de la guerre qui l'engageait à se reporter à un discours où, aux applaudissements des députés, Soult avait affirmé ses préférences pour la colonisation civile parce qu'elle amenait la famille, il écrit :

Ce serait faire une trop mauvaise part (1) à la colonisation militaire, Monsieur le Maréchal, que de déclarer qu'elle ne comporte pas la famille. S'il en était ainsi, elle serait d'avance frappée de stérilité et condamnée par tout le monde, à commencer par moi. Aucune colonisation n'est possible que par la famille ; c'est parce que je suis depuis longtemps pénétré de cette vérité que j'ai donné des

(1) *Lettre de Bugeaud à Soult*, 20 juillet 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. A. G. G. A.

femmes aux colons de Fouka et que, depuis plusieurs mois, j'ai eu l'honneur de vous demander des fonds pour doter quarante nouveaux ménages tant dans ce village que dans ceux de Mered et de Mahelma.

L'année suivante, après la bataille d'Isly, le Père Enfantin, qui à l'occasion savait faire sa cour aux puissants et n'eût pas dédaigné une fonction bien rétribuée en Algérie, le félicite de sa victoire, approuve les colonies militaires, mais s'efforce de le mettre en garde contre des intentions que les journaux lui prêtaient : « Non, Monsieur le Maréchal (1), le sabre n'a rien fondé, il a déblayé; il ne fondera rien, pas même des colonies militaires, car les colonies militaires ne seront fondées que par la charrue ajoutée au sabre, et par la femme substituée au camarade de lit, et par les enfants qui rappelleront à la maison et battront la charge au travail, mieux qu'un tambour ne rappelle à la caserne, mieux qu'un fifre n'excite à l'exercice ».

Avez-vous donc cru, riposte Bugeaud (2), que je voulais que mes colons militaires n'eussent que des camarades de lit ? Croyez-vous que je veux en faire des moines ? Je veux qu'ils se perpétuent avec des femmes, de véritables femmes, et ils feront avec elles de plus beaux enfants que les colons civils, parce que ce seront des hommes plus forts et mieux choisis en général.

Il veut si bien marier ses soldats colons, il est même si pressé, qu'il n'attend pas que leur temps de service soit écoulé, que les villages soient construits et les terres défrichées. Par un singulier renversement des rôles, c'est par la nécessité de cette union immédiate qu'il combat le projet élaboré dans les bureaux du Ministère, accepté par le Maréchal Soult et opposé au sien. Comment ! Le Ministre prétend faire travailler les soldats durant trois ans avant de les établir, de leur concéder une propriété et de les marier ! C'est au bout de trois ans seulement qu'ils commenceront à construire leurs villages ! Au bout de trois ans qu'ils prendront une femme ! Son robuste bon sens se refuse à admettre un retard qui compromettrait tout :

Mais, au bout de vos trois ans, dit-il (3), la plupart auront atteint leur libération et, n'étant attachés ni par l'amour de la propriété, ni par les liens de famille il est probable qu'ils rentreront en France. Pendant les trois ans, ils travailleront sans goût et sans émulation.

(1) *Enfantin au Maréchal Bugeaud*, 12 septembre 1844. Collection Enfantin. Bibliothèque de l'Arsenal.

(2) *Bugeaud au Père Enfantin*, pas de date. Collection Enfantin. Bibliothèque de l'Arsenal. La lettre fut écrite vers la fin de 1844.

(3) *Bugeaud à Soult*, 15 mars 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. A. G. G. A.

Ce retard dans le mariage des soldats, voilà selon Bugeaud la pierre d'achoppement du projet ministériel !

Pour fournir des épouses à ses militaires, le Gouverneur avait aussi quelque bonne raison de ne pas trop compter sur les femmes du pays. Je ne veux point évidemment parler des jeunes filles indigènes. La famille musulmane est fermée aux Européens et c'eût été folie d'espérer à ce moment un mélange des deux races. Tant d'oppositions séparaient les Français et les Musulmans. Si dans les *canabae* romaines les soldats de la Légion Augusta avaient pu s'engager dans des liaisons irrégulières avec des Africaines, il n'en était plus de même depuis que l'Islamisme avait creusé un abîme entre les Chrétiens et les Musulmans. Plusieurs incidents, auxquels furent mêlés des Européens et des femmes mauresques sous les gouvernements de Berthezène et du duc de Rovigo, avaient d'ailleurs montré de bonne heure que cette fusion était irréalisable. Ni Bugeaud, ni Soult ne s'étaient donc arrêtés à cette pensée.

Je ne parle pas davantage de mariages avec des Juives, bien que les mêmes empêchements n'existassent pas ; mais le Gouverneur avait sur les Israélites en général une opinion si défavorable qu'il ne pouvait se faire à l'idée de donner à ses soldats des compagnes appartenant à cette race. Faut-il rappeler le jugement qu'il portait sur eux en 1838, après plusieurs mois de séjour à Oran ? Là, le groupe israélite était particulièrement nombreux et remuant, et il avait pu l'étudier. Or, il dit de lui que c'est un « peuple méprisé et fort digne « de l'être » et il ajoute : « Il est impossible d'imaginer sans l'avoir vu « jusqu'à quel point d'abjection, de fourberie et de duplicité est descendue dans la Régence cette fraction de la nation israélite ». Il va jusqu'à regretter que l'on ait appliqué à ces habitants de l'Afrique nos lois et notre administration, ce qui leur a permis de s'interposer entre les Arabes et les Français, de profiter de notre législation et de devenir les arbitres du commerce. Comme il ne trouve d'autre remède à ce danger que l'expulsion complète de cette population, il ne cache point ses préférences en faveur d'une mesure aussi brutale, sachant fort bien au demeurant que ce qu'il appelle les *transcendantes susceptibilités* du gouvernement en rendent l'adoption impossible. Notez que ce jugement sur le danger juif n'était pas une boutade, ni une de ces idées inconsidérées qu'une plus longue expérience fait rejeter. En 1843, il pense de même et il le dit tout haut ; pourtant il est Gouverneur et tenu par ses hautes fonctions à plus de réserve. Il vient de faire une tournée dans la province de l'Ouest par Mostaganem et Mas-

cara et il se hâte vers Oran où le général Thierry est en butte à l'hostilité insolente des Juifs. Il trouve la ville fort embellie, coquette, fraîche et pittoresque :

Malheureusement, rapporte-t-il au Ministre (1), la majeure partie de la population se compose de juifs rapaces et devenus insolents, parce que nous les avons émancipés trop vite. Ils constituent aujourd'hui pour nous un véritable danger politique, tant ils aliènent les Arabes en les trompant et en les injuriant. Si un Arabe du dehors a une contestation quelconque avec un Juif, il est à peu près assuré d'être condamné ; car, près du juge de paix, près du tribunal, près du Maire, il ne se trouve que des Juifs pour interprètes.

Aussi revient-il avec complaisance sur ce qu'aurait d'avantageux et de politique l'expulsion des Juifs ou plutôt leur transplantation en France et il regrette une fois encore que l'on ne soit plus au temps des résolutions grandes et conséquentes. A quoi le Ministre répond : « Sans doute (2), c'est une population bien abjecte, mais elle est nom-breuse et la politique comme l'humanité nous obligent à la ménager, « en faisant ce qui dépendra de nous pour la régénérer et même pour « nous la rendre utile ». Le soldat français n'épousera donc ni une Musulmane, ni une Juive.

Bugeaud mariera-t-il ses militaires à des étrangères, Espagnoles, Italiennes ou Maltaises ? Solution toute simple que lui suggéra le Ministre de la Guerre quand il apprit que d'Alger on avait demandé au Maire de Toulon de choisir parmi ses administrées des épouses pour les soldats libérés de Fouka. Il lui mandait en effet qu'il lui paraissait étonnant qu'on ne pût pas les trouver chez les Espagnoles nombreuses aux environs d'Alger. Cette suggestion déplut-elle, il est permis de le supposer puisque des crédits furent à nouveau sollicités en vue d'envoyer vingt colons de Beni-Mered à Marseille et à Toulon. Pourtant on ne pouvait arguer du manque de femmes étrangères ; dans la province d'Alger, les statistiques démographiques nous apprennent qu'il y avait en 1843 près de 50.000 Européens et, bien qu'elles laissent ressortir une forte supériorité de l'élément masculin, elles prouvent que, si on l'avait voulu, nos soldats auraient épousé des Algériennes. Mais Bugeaud ne le voulait pas.

De cette opposition à une mesure qui semblait si naturelle au Ministre, il importe de rechercher les causes. Le Gouverneur répète sou-

(1) *Bugeaud à Soult*, 10 novembre 1843. Archives de la colonisation Algérienne. Dossiers politiques. A. G. G. A.

(2) *Soult à Bugeaud*, 2 décembre 1843. Dossiers politiques. A. G. G. A.

vent qu'il est beaucoup plus préoccupé « de la qualité des populations et surtout de leur organisation, en harmonie avec les besoins « de la situation, que de leur nombre ». Or, à ce moment, les étrangers établis dans la colonie, ne s'occupaient pas de culture, sauf peut-être d'un peu de jardinage autour des grands centres ; ils préféraient les industries lucratives de la ville ou celles des camps. Pourquoi dès lors vouloir donner aux soldats colons, fils de paysans de France et paysans eux-mêmes, des ménagères qui ne seraient pas habituées aux rudes travaux de la ferme ? Et puis, il y avait une seconde raison plus grave : les étrangers étaient déjà en nombre tel que leurs masses sans cesse croissantes inspiraient des inquiétudes à nos gouvernants. Soult a beau écrire à Alger que, s'il accueille tous les Européens (1), c'est dans la pensée d'opposer plus tard le sang chrétien au sang arabe, que les Français ne viennent pas en Afrique en quantité suffisante, qu'ainsi le nombre des immigrants sera faible et que c'est le nombre qu'il faut tâcher d'élever autant que possible dans un court délai ; il a beau prescrire de disséminer les nouveaux-venus de façon à éviter des agglomérations étrangères compactes. Les autorités algériennes, au contraire, estiment trop pressés les arrivages d'Espagnols ou de Maltais et elles se plaignent de l'impossibilité où elles se trouvent d'arrêter ce courant ou de le canaliser. Aux yeux de Bugeaud surtout, — et il se plaçait au point de vue politique et militaire, — la présence dans les grandes cités algériennes d'une population aussi disparate était un mal plutôt qu'un bien.

Pour comprimer les Arabes (2), pour les ramener à l'obéissance en cas d'insurrection, il faut autre chose qu'une confusion de Juifs, de Maltais, de Mahonais, d'Espagnols, d'Italiens, d'Allemands et de Français (qui forment le plus petit nombre) à qui l'on a donné toutes les libertés de la France et rien de militaire.

Il n'est point prudent, dans ces conditions, d'augmenter l'importance de ces éléments étrangers en leur demandant de fournir des femmes à nos soldats. Peut-être aussi Bugeaud est-il persuadé, comme beaucoup le sont aujourd'hui, que, dans le foyer domestique, la femme est la meilleure gardienne des traditions nationales, qu'elle forme le caractère de ses enfants, façonne leur âme et échauffe leur cœur aux sentiments et aux idées qui personnellement lui sont chers. Ces

(1) *Soult à Bugeaud*. Dépêche confidentielle du 10 novembre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossiers politiques. A. G. G. A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 19 novembre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossiers politiques. A. G. G. A.

unions entre Français et étrangères ne sauraient donc être approuvées par lui, à l'heure surtout où il voulait marquer d'une empreinte bien française l'Afrique conquise et soumise par nos armes. Ce qu'il recherche, c'est le mariage de ses soldats avec des Françaises de la Métropole, de vraies Françaises, apportant sur cette terre africaine un peu du cœur et de l'âme de la patrie.

*
* *

Si les intentions de Bugeaud sont bonnes, combien ont été défectueux les moyens d'exécution ! Se donner la peine de chercher des femmes à ses soldats, était-ce bien nécessaire ? Pourquoi ne pas envoyer, tout simplement et pour quelques mois, les colons dans leur famille ou dans leur village natal, là où ils sont connus ? Chacun d'eux y trouvera aisément une jeune fille avec laquelle peut-être il s'est amusé petit enfant, avec laquelle, jeune homme, il a pu ébaucher un innocent amour ; celle-là aura confiance en lui et consentira volontiers à le suivre dans la lointaine Afrique.

Cette idée si facile, Bugeaud l'a eue ; mais il n'a pas voulu s'y tenir. Le mariage que rêve ce général se conclura militairement, sur son ordre, à la date fixée par lui ; c'est lui, commandant en chef de l'armée d'Afrique, qui s'entremettra auprès du Maire de Toulon, un ancien officier supérieur, et le pressera de lui découvrir parmi ses administrées les futures femmes de ses soldats ; lui qui ordonnera au colonel Reveu de choisir parmi les libérés les meilleurs sujets et les enverra, à l'heure dite, dans le port où les attendent impatiemment sans les connaître leurs promises collectives. Lorsque tout est préparé, on donne seulement aux futurs époux quelques moments pour s'accorder, puis on a hâte de les unir. N'eût été l'obligation de recueillir leurs papiers de l'Etat-civil, on les aurait mariés dans la quinzaine, voire dans la huitaine.

Ce petit incident retarda la cérémonie. Il était des plus suggestifs. Le législateur a très sagement entouré le mariage, l'un des actes les plus graves de la vie individuelle et de la vie sociale, de multiples précautions ; le Code civil exige que la personnalité des futurs conjoints soit constatée par la production de pièces légalisées. L'autorité militaire avait envoyé ses soldats sans autre papier que leur livret militaire et, comme elle était fort pressée, elle fit demander à la Municipalité de s'en contenter. Le Maire de Toulon, qui ne pouvait passer outre aux prescriptions de la loi, sollicita du tribunal un jugement,

le dispensant de réclamer leurs papiers d'état-civil aux Algériens, mais les juges repoussèrent cette requête.

Quant à la cérémonie, le Gouverneur n'en régla pas, il est vrai, le développement tout militaire, mais ceux qui en fixèrent les détails connaissaient ses goûts et devaient s'ingénier à les satisfaire. Rien n'y manqua : ni les pompes de l'Eglise, ni les chamarrures des uniformes, ni les roulements de tambour. Le prêtre prononça un sermon sur les devoirs des soldats et sur les éclatantes vertus de leur général ; le Maire, une allocution patriotique. La musique se fit entendre. En vérité, les soldats qui se mariaient pouvaient se croire encore en service commandé.

Ces mariages au tambour n'eurent qu'un succès de curiosité à Toulon ; ils furent l'objet de facétieuses railleries et de dessins satiriques dans la presse. Quoi qu'on en ait dit, les libérés se rendirent à Toulon sans enthousiasme et les jeunes filles hésitèrent à se faire inscrire sur le carnet de Mademoiselle Pinot. On dépensa beaucoup de temps, près de cinq mois, et beaucoup d'argent, plus de 25.000 francs ; les résultats furent médiocres, une vingtaine d'unions, dont l'avenir seul dirait si les époux étaient mal assortis. Tout le monde comprit, — la Municipalité de Toulon, le gouvernement et l'opinion publique — que l'expérience avait été malheureuse, que, si la société avait intérêt à encourager la création des familles, elle ne pouvait pas se substituer aux intéressés pour remplir les formalités préalables, qu'elle n'avait pas à leur ménager des entrevues et à les pousser dans les bras l'un de l'autre, que le mariage est une affaire de convenance personnelle où le sentiment joue la meilleure part quand ce n'est pas l'intérêt, et qu'enfin l'autorité militaire était qualifiée, moins que tout autre, pour se transformer en agence matrimoniale. Cette opinion était exprimée en excellents termes par M. André Cochut : « Le mariage, dit-il, n'est une base solide pour la société qu'autant qu'il reste une chose grave et respectée... Dans ces contrats d'urgence, les sympathies et la prudence seraient sans doute peu consultées ».

Tout le monde comprit, excepté le Maréchal ; on sait qu'il réclama de nouvelles ouvertures de crédits et qu'il voulut transformer la fête du Roi en fête des accordailles militaires. Puis, devant l'opposition générale, il consentit à modifier une fois encore ses idées. Le

(1) A. Cochut : *La Colonisation de l'Algérie*. Revue des Deux-Mondes février, 1847, page 524.

soldat, en activité de service, recevrait un congé de six mois pour aller prendre femme dans son pays d'origine ; mais qu'il ne dépassât pas ce laps de temps, sans quoi le pauvre éconduit quittait la compagnie de colons et rentrait dans l'armée active. La consigne fut formelle ; elle avait toute la rigueur d'un commandement militaire. Et il ne s'agit plus maintenant de quelques dizaines d'épouseurs. On les comptera par milliers. Dix mille soldats iront chaque année se marier en France ; dix mille reviendront dans les six mois accompagnés de leurs nouvelles femmes ; ce sera presque une armée que les transports de l'Etat auront à embarquer à Toulon et qu'ils conduiront à Alger, à Philippeville, à Oran. Le général se charge de faire manœuvrer ces bataillons de jeunes maris et de jeunes femmes, de les diriger sur les camps agricoles, de les y installer et de subvenir à leurs premiers besoins. Toujours la belle confiance du chef militaire dans son autorité absolue et dans l'infailibilité de son commandement. Il résoud tous les problèmes par des bulletins ; mais ces bulletins seront-ils compris ? Les Ministres et les Chambres n'eurent pas la même confiance que Bugeaud et l'essai de milliers de mariages commandés n'eut pas lieu.

Ce dernier essai n'était-il pas voué, lui aussi, à un échec ? Combien de soldats seraient revenus avec de jeunes compagnes ? Combien auraient trouvé des jeunes filles assez hardies ou assez folles pour les suivre dans les camps agricoles ? La plupart auraient profité de leurs six mois de congé pour s'amuser et se reposer, décidés par avance à réintégrer leurs corps en rentrant en Afrique. Il eût été intéressant d'enregistrer ces constatations, mais l'aventure parut par trop onéreuse. Notre conviction est qu'elle aurait échoué ; car l'Algérie était fort peu connue ou ne l'était qu'à son désavantage ; les engagements de l'Etat envers les futurs conjoints ne consistaient qu'en de vagues promesses et la situation des femmes au milieu de ces camps plus militaires qu'agricoles demeurait incertaine ou très délicate.

Ainsi les difficultés, presque les impossibilités surgissaient de tous côtés du moment où il s'agissait de constituer la famille dans les colonies militaires. Les solutions, proposées ou essayées par Bugeaud, ne témoignaient pas d'un sens pratique très avisé. Ses vues sur les recluses des maisons de repentir auraient fait douter de la sincérité de son désir de peupler et de coloniser l'Afrique ; ses mariages au tambour laissent assez sceptiques tous ceux qui voyaient dans la formation des familles la base solide de la colonisation. Et quand ce Maréchal n'intervint plus dans ces unions, qu'il laissa ses troupiers

se marier eux-mêmes, il eut toujours le geste autoritaire et brusque, lequel ne sied pas en de semblables affaires.

*
* *

Admettons cependant que beaucoup de Françaises ont épousé ces Africains ; quelle sera leur position au lendemain de leur arrivée dans la colonie ? Après s'être péniblement formée, la famille militaire aura-t-elle quelques chances de se maintenir ?

Rappellerons-nous les faits qui se sont produits à Fouka ; ils sont assez édifiants. Faisons la part des exagérations, fruits de la médisance ou de la jalousie. Laissons la légende, spirituellement contée par M. Dufaure. N'acceptons que sous bénéfice d'inventaire la maladroite réponse du capitaine Blanchet, ancien maire d'Aïn-Fouka ; qui veut trop prouver ne prouve rien. Il dit des femmes de Fouka :

« Elles sont bonnes mères de famille (1) ; elles font de bonne grâce
« le classique pot-au-feu pour leurs maris, elles sont assez laborieuses.
« Elles ont de bonnes maisons, de bonnes terres, un bon mobilier
« acheté avec l'argent de leur dot qu'elles n'ont pu manger par consé-
« quent avec les amants que vous leur prêtez. Enfin, sans deux fléaux
« également insupportables à savoir les sauterelles qui sont venues,
« l'année précédente, ronger leurs récoltes, et les malencontreux ro-
« manciens du genre de celui qui fournit des notes à M. Dufaure pour
« écorner leur réputation, elles seraient, ma foi, bien près de la félicité
« pastorale dont l'honorable député de la Charente veut absolument
« déguster nos prolétaires de France ». Tenons-nous à égale distance
de ce pessimisme de parti-pris et de cet optimisme de commande ;
essayons de nous faire une opinion raisonnée.

Une remarque d'abord et qui a sa valeur : tout le monde ajouta foi au roman de M. Dufaure et personne ne se laissa convaincre par les protestations de M. Blanchet. Cela est-il dû uniquement à ce que la médisance est plus facilement acceptée que la vérité, le roman que l'histoire ? Ou bien ne vit-on dans la lettre du capitaine qu'un acte de complaisance à l'égard du Maréchal et un geste obligé de courtoise galanterie vis-à-vis de ces dames de Fouka ? Ou bien encore n'existait-il pas des raisons, et plus générales, et plus profondes, qui devaient entraîner l'opinion publique à accepter des fables, si incroyables fussent-elles ?

(1) Voir l'*Akhbar* du 1^{er} avril 1847.

Elle les accepta tout simplement parce qu'elles lui parurent vraisemblables. Les mariages au tambour avaient semblé bizarres, déconcertants par leur étrangeté ; ils répugnaient tant à nos mœurs et heurtaient si complètement les idées reçues et les traditions établies ! L'opinion publique se montra particulièrement choquée par la hardiesse du geste militaire qui avait brutalement jeté dans les bras les uns des autres ces filles et ces garçons, des inconnus de la veille. Aussi était-elle toute préparée à accueillir les nouvelles les plus fantaisistes sur les conséquences d'unions aussi anormales.

Et puis, personne n'ignorait en France que ces jeunes femmes allaient être placées, pour ainsi dire, dans la brousse, mieux encore au milieu d'un camp de travailleurs militaires. Pas d'abri pour se loger ; les maisons étaient à demi construites et mal closes. Se figure-t-on l'arrivée à Fouka des nouveaux ménages, sous les quolibets grossiers de la soldatesque ? Conçoit-on les impressions fâcheuses que durent éprouver les jeunes épousées aux premières heures de leur séjour dans ce village ? Mettra-t-on en doute les affirmations du général Fabvier (1) lorsqu'il nous dit qu'à peine installées, elles se groupèrent dans une même maison et qu'elles passèrent les premières journées à se lamenter, à se désoler ? Quelle que fut leur humeur aventureuse, quelque satisfaction qu'elles éprouvassent d'échapper à la domesticité, elles devaient se sentir singulièrement isolées, elles seules de femmes, dans ce village inachevé, loin de toute société régulière. Une demeure sans aménagement intérieur, des ustensiles de cuisine neufs sans doute, mais en nombre insuffisant, un petit jardin à peine défriché et brûlé pour le moment par le soleil, la brousse à deux pas du village, la ration militaire comme nourriture et la solde pour toutes ressources, telles étaient les conditions de l'existence matérielle. Les propos grivois du camp, les chansons obscènes des soldats, la discipline militaire qui prend le mari et par ricochet atteint la femme, les bruits continuels de guerre et d'assassinat, les menaces de vol et de maraudage, quel milieu moral trouble et peu rassurant !

A ces femmes, placées dans des conditions peu ordinaires et mariées de si originale façon, on a reproché leur inconduite. Toutes auraient abandonné leur mari, toutes auraient été à la garnison voisine, à Coléa, vendre leurs faveurs. Pareille accusation, catégoriquement affirmée et acceptée avec complaisance, est-elle bien exacte ? Nous ne voulons point écrire ici l'histoire galante des dames d'Aïn-Fouka,

(1) *Déposition devant la Commission d'Afrique. Déjà citée.*

nous prétendons vérifier une assertion qui, pour être vraisemblable, n'est pas nécessairement vraie. Que toutes ces femmes aient été des modèles de vertu domestique et de fidélité conjugale, il eût été téméraire de le supposer. Dans une lettre du commandant de Coléa, nous trouvons le récit de certaine aventure à laquelle furent mêlées trois de ces dames : « Nous avons eu, écrit le colonel Reveu à Bugeaud le « 11 mai 1843 (1), une petite crise à Fouka, par suite de la conduite très « légère de trois femmes dont les maris ne sont pas ceux qui se con- « duisent le mieux eux-mêmes. La compagnie voulait renvoyer ces « trois ménages ; après avoir pris des renseignements, il m'a paru « qu'il n'y avait d'évident que l'ivrognerie de L. et la mauvaise con- « duite de sa femme ; c'est elle qui avait déjà été battue pour avoir « couché à Coléa ; mais, comme son mari laissait depuis cela faire à sa « femme ce qu'elle voulait, moyennant qu'on lui donnât à boire, je « les ai chassés tous les deux. Les deux autres femmes ont demandé « excuse aux femmes de Fouka des injures qu'elles avaient dites, « lorsqu'on a voulu les expulser, et toutes paraissent vivre mainte- « nant en assez bonne intelligence. J'ai profité de cette occasion pour « donner aux unes et aux autres une leçon dont elles se souviendront, « je pense ». Ce que fut cette leçon, rien qui puisse nous le faire deviner. L'autorité militaire eut donc quelquefois à sévir et elle s'arrogea le droit de juger des bonnes mœurs des habitants de Fouka et de prononcer au besoin, pour inconduite, la peine de l'éviction de la colonie.

Ces exécutions, jugées parfois maladroites et toujours abusives, furent colportées à Alger et fatalement dénaturées et aggravées ; elles s'accordaient trop bien avec l'impression défavorable, faite sur le public par les mariages au tambour, pour que la médisance ne s'en emparât point et ne généralisât l'accusation de légèreté et d'inconduite. N'avait-on pas vu certain village des environs d'Alger, lieu d'étape pour toutes les colonnes, se transformer en un centre de prostitution ? N'en serait-il pas de même pour Aïn-Fouka ? Pourtant au cours de l'année 1843, la situation de ce centre devint plus normale ; les travailleurs de l'obstacle continu s'éloignèrent et avec eux beaucoup de soldats colons célibataires. Le capitaine Blanchet n'hésita pas à y amener sa femme et ses enfants. Puis, vinrent les familles civiles de l'Isère dont quelques-unes comprenaient plusieurs femmes, grand'mère, mère, filles de colons.

Avec une population plus normalement composée, l'atmosphère

(1) *Lettre du colonel Reveu à Bugeaud*, 11 mai 1843. Archives Nationales, F, 80.

morale se purifia. Le Maréchal lui-même le constate sans indiquer les causes réelles ; les anciens soldats, devenus chefs de famille, ont contracté des habitudes d'ordre et de travail. En 1844, un recensement nominatif (1) de tous les habitants fut effectué ; il apporta quelques renseignements sur les ménages et leur composition. Nous l'avons consulté, examiné minutieusement, comparé avec la statistique des mariages consommés à Toulon. Nous devons à la vérité de reconnaître que toutes les familles, créées à cette époque, excepté deux ou trois, existaient encore dans le village ; presque toutes avaient de jeunes enfants. Les liens qui unissaient les époux ne s'étaient pas rompus. Nous devons noter aussi que les jeunes femmes n'étaient pas restées oisives ; la plupart s'étaient créé des occupations lucratives : l'une était couturière, l'autre modiste, une troisième hôtelière. Les recensements qui suivirent ne démentirent pas ces premières constatations. Le nombre des enfants grandit rapidement, ce qui permit de compenser les pertes occasionnées par le départ de colons célibataires.

Le centre d'Aïn-Fouka ne perdit donc pas, ainsi qu'on l'a prétendu, les femmes de ses soldats colons ; il les conserva au contraire presque toutes. Est-ce la preuve que, même dans une colonie militaire, les liens du mariage sont assez forts pour résister au relâchement des mœurs ? Pas du tout. L'histoire des premières années du village démontre plutôt que son existence a été à la merci d'une de ces crises morales analogues à celle racontée par le colonel Reveu. Si plus tard la santé lui est revenue, il le dut à ce qu'il ne conserva pas longtemps son caractère exclusivement militaire, à ce que des éléments civils lui infusèrent un sang nouveau et à ce que l'administration civile remplaça l'administration militaire.

*
* *

N'est-on pas en droit de penser que le régime militaire, impuissant à fonder la famille et incapable de la conserver, ne saurait à plus forte raison l'organiser ? Lorsque l'on veut renverser un ordre de choses établi depuis des siècles, quand on s'en prend aux lois fondamentales de la société, encore est-il prudent de se demander si pareil changement est possible avec les mœurs actuelles et s'il doit être favorable aux individus. A ces conditions, il a des chances de prévaloir.

(1) Voir ce document dans le *Dossier de Fouka*.

Or, dans les compagnies de soldats colons, tout dépendait d'un chef et l'omnipotence du pouvoir militaire n'y semblait guère compatible avec la constitution de la famille, telle qu'elle existe aujourd'hui. Au sein du groupe familial actuel, l'autorité matérielle et morale est entre les mains du père ; c'est lui qui l'a créé, lui qui le dirige, lui qui doit y commander évidemment dans les limites très larges que lui assigne la loi. Sa liberté absolue de volonté en face des siens, voilà le principe essentiel. Or, cette liberté disparaît dans un milieu militaire ; le soldat colon ne sera chef de famille que de nom, et un autre, son lieutenant ou son capitaine, le sera de fait. Et cet officier habite à côté de lui, dans le même village ; il lui trace son travail, le surveille dans sa vie publique et privée. La situation de ces libérés aurait été pire que celle des serfs du Moyen-âge si les officiers français, que leur éducation moderne et l'expérience de la vie avaient avertis de la nécessité de respecter l'autorité du père de famille, n'avaient su apporter dans leurs fonctions le tact et la délicatesse désirables.

Cette servitude militaire paraîtra au colon d'autant plus intolérable qu'elle ne sera pas générale ; elle s'applique, en effet, à eux seuls, les soldats-parias. Ni en France, ni dans la zone civile du littoral, elle n'existe. Ne se rappelleront-ils pas avec quelque amertume « les « institutions de la mère-patrie (1), ses garanties, ses libertés sagement « tempérées par la loi ? » N'auront-ils pas gardé souvenance de l'état de leur famille d'origine et des règles qui la gouvernaient ? Pourront-ils voir sans jalousie les populations des territoires civils ? M. Bonnal, auteur de plusieurs articles estimés, le fait très justement remarquer : « Puisqu'on y songe (2), car tout doit être apprécié, l'homme peut « oublier bien des choses, abjurer bien des religions, mais il n'abdique « jamais la civilisation au sein de laquelle il est né, quand celle-ci « les domine toutes. Or, si les colons militaires pouvaient s'accommoder du régime exceptionnel d'après lequel ils seraient enrégimentés « pendant trois ans, et du régime des territoires mixtes aussitôt après, « ils renonceraient positivement à leur situation native, ce qui nous « semble impossible ».

C'était donc un véritable retour en arrière, un recul de plusieurs siècles, que proposait en réalité Bugcaud, sous prétexte que, pour pouvoir dominer les Arabes, il fallait non seulement une armée exer-

(1) Bonnal (de). *Examen de la Colonisation au point de vue pratique*. Paris, 1847, p. 9.

(2) Même ouvrage, page 10.

cée, mais aussi une population militarisée. Si ce n'était pas un recul dans le temps, c'était un éloignement dans l'espace, en dehors de cette Europe occidentale, mère de la civilisation actuelle. De formations semblables, on ne rencontrait d'exemples que sur les confins de l'Autriche ou dans les steppes de la Russie. Le Français, maître de l'Algérie, serait-il obligé de se faire Magyar ou Cosaque ?

CHAPITRE II

BENI MERED ET MAHELMA

LA COMMUNAUTÉ DE TRAVAIL

Des soldats en activité de service deviennent colons.

I. — Création de Beni Mered et de Mahelma. — Beni Mered : sa situation. — Les débuts. — Difficultés financières. — Sera-ce un village civil ? — Installation d'une compagnie de soldats sans l'autorisation du Ministre de la Guerre. — Violent conflit avec le Maréchal Soult. — Menaces de licenciement. — L'autorisation ministérielle et ses restrictions. — Continuation du conflit : les arrêtés d'urgence. — Mahelma.

II. — La communauté de travail. — Article de Bugeaud dans la *Revue des Deux-Mondes*. — Les soldats sont désassociés : partage des biens à Beni Mered et à Mahelma.

III. — Les idées socialistes de 1830 à 1850 et la tentative de Bugeaud. — Divers systèmes : la communauté religieuse, fermes de l'abbé Landmann. — Le phalanstère de Fourier : rapprochement avec les conceptions de Bugeaud. Jean Czynski. — L'association saint-simonienne : Enfantin et la colonisation de l'Algérie. — Rapports d'Enfantin et de Bugeaud.

IV. — L'Union agricole d'Afrique : ses déboires.

Les ordonnances royales sur la propriété en Algérie : l'étatisme de Soult dans ses rapports avec les théories nouvelles.

Dans les derniers mois de 1842, après les mariages au tambour, il n'était guère possible de se faire illusion sur l'échec partiel de l'expérience tentée à Aïn-Fouka. Bugeaud n'en convient pas ouvertement ; pourtant, il n'est pas satisfait puisqu'il cherche autre chose. Au lieu de libérés, il envoie alors deux compagnies de soldats peupler Beni Mered et Mahelma. Ceux-là sont des soldats en activité de service ; pour la plupart, ils ont encore trois ans à faire et restent par conséquent sous la dépendance absolue de leurs officiers. L'on évitera ainsi ce va-et-vient, ce changement continu de colons, qui avait nui à la consolidation du village des libérés. L'emploi exclusif de ce dernier

élément, l'absence de toute pénalité militaire contre les défaillants, le retard apporté à l'organisation légale de la Légion colonisatrice, tout cela n'avait-il pas compromis l'existence d'Aïn-Fouka, œuvre hybride, trop militaire suivant les uns, pas assez selon Bugeaud ? Ce qui lui avait manqué en effet, pensait-il, c'était la puissance et la continuité de la discipline militaire, laquelle aurait dû s'exercer en tout temps, même et surtout au moment où l'homme désabusé manifestait le désir de rompre ses engagements et de quitter la compagnie.

Avec Beni Mered et Mahelma, le Gouverneur ne commet pas la même erreur. Il applique à la colonisation toute l'organisation militaire sans y rien changer ; il garde ainsi ce qui fait la force de l'armée : le respect absolu du principe d'autorité, la hiérarchie, la discipline, les pénalités, et aussi l'esprit de corps et le travail en commun. Tout simplement, il prend deux compagnies de soldats et, sans préparation, il les installe dans les centres en formation ; il leur commande de cultiver, de récolter, de prospérer. Elles prouveront par les résultats qu'elles obtiendront que la colonisation militaire est la plus vigoureuse, la plus sûre, la plus économique. Ces deux villages, Beni Mered surtout, sont les œuvres préférées de Bugeaud ; elles réalisent le mieux son idéal de soldats laboureurs.

Aussi les encouragera-t-il par tous les moyens. Les soldats recevront des magasins de l'armée les outils indispensables et seront logés dans des maisons construites par le Génie. Le corps auquel ils appartiennent leur fournira les vivres. Quand ils auront besoin de bestiaux, le Gouverneur leur enverra au-delà de ce qu'ils auront demandé. S'ils veulent plus d'eau dans leurs canaux d'irrigation, aucune considération n'arrêtera leurs chefs. Les colons militaires seront aidés, favorisés, choyés. Et lorsque, pourvus ainsi de tous les instruments nécessaires par l'administration, défrayés des prestations, ayant toutes les ressources des cultivateurs sans supporter aucune de leurs charges, sans femmes, sans enfants, sans vieillards, ils paraîtront avoir assuré leur existence, alors Bugeaud triomphera ; il proclamera, à qui voudra l'entendre, la réussite de son système.

Ses villages, il les aimera d'autant plus qu'ils seront plus attaqués. Que de difficultés de toutes sortes ne rencontrera-t-il pas à maintenir sur ces deux points des colonies militaires ? L'essai d'Aïn-Fouka venait de se poursuivre sans entraves, le Ministre s'étant prêté, d'assez mauvaise grâce au demeurant, à toutes les mesures exceptionnelles qu'on lui avait demandées. Il n'en fut plus de même pour Beni Mered et Mahelma ; car Soult vit dans ces créations les premières réalisa-

tions du système dont il ne voulait pas et une méconnaissance complète de ses prérogatives ministérielles. De là un violent conflit, le plus violent et le plus grave de tous ceux qui se sont élevés entre ces deux hommes. Tolérées plus tard par les Ministres, mais surveillées par leurs bureaux, ces colonies militaires ne se maintiendront que par la volonté tenace du Gouverneur. Quelle existence mouvementée a été la leur et combien fertile en incidents, nous allons le montrer.

I

Création de Beni Mered et Mahelma

Le haouch des Beni Mered était situé dans la plaine de la Métidja, à proximité de la ville de Blida. Dépendant autrefois de l'Outhan des Beni Khélil et de la partie appelée El-Hamaïd (le milieu), il occupait une position intermédiaire entre la montagne et la plaine marécageuse. Tout autour, le sol formait comme une sorte de plan incliné au pied de l'Atlas. Eau assez rare, mais pas de difficulté si l'on voulait en dériver des ravins de l'Atlas une quantité suffisante aux besoins des hommes et des animaux. Salubrité, fertilité des terres, cultures faciles et irrigables, tout était à souhait.

Là, le général de Berthois avait projeté un village défensif, semblable en tous points à celui de Fouka. L'un dominait le Sahel, l'autre commanderait la partie centrale de la plaine de la Métidja. Ils complèteraient tous deux la garde de l'obstacle continu. Car, cet obstacle qu'au début (1) le général Rogniat avait vu grand, solide, avec son mur de 24 lieues de long et de 3 m. 50 de haut, avec ses deux cents tours, était réduit à des proportions bien modestes. On avait reculé devant la dépense d'un million ou d'un million et demi de francs. Plus de mur bâti, un simple fossé avec revêtement de terre et plantes épineuses sur les bords ; plus de tourelles en pierre, quelques pauvres blockhaus de bois. A peine de quoi effrayer les maraudeurs ! Tant et si bien on retrancha que l'enceinte, qui, primitivement, devait protéger la zone de la colonisation, eut besoin d'être défendue elle-même. Dans ce but, on imagina les villages défensifs. Puis, comme Bugeaud aimait peu cette prétendue muraille de Chine et qu'il préférerait les centres agricoles, l'accessoire devint le principal. On délaissa l'obstacle et on porta tous ses soins à la construction de ces villages.

(1) Voir, dans le chapitre que nous consacrons à la politique indigène, l'histoire de cet obstacle continu.

Le Génie avait présenté au Ministre deux modèles assez différents ; l'un leur donnait une forme rectangulaire de 590 mètres de longueur sur 149 mètres de largeur, l'autre une forme à peu près carrée avec un développement de 297 m. 80 sur l'un des côtés et de 241 m. sur l'autre. Soult préféra ce dernier plan comme se prêtant mieux à la défense. Il lui reproche cependant de ne point ménager un emplacement suffisant pour recevoir à une époque plus ou moins rapprochée les édifices d'utilité communale : « Il est de toute nécessité, écrit-il (1), « de modifier le plan de manière à ce que, dans cet établissement, « outre la maison commune, une maison d'école, l'église, le presbytère, une halle, une fontaine, un abreuvoir et un puits commun, un « four banal, un moulin à manège... etc. puissent ultérieurement être « placés ».

On avait prévu la construction de 48 maisons doubles ; chacune pourrait abriter deux familles. Dix de ces maisons seraient édifiées immédiatement par le Génie et, pendant une année, mises à la disposition des colons qui ne les occuperaient que le temps nécessaire pour se bâtir leur propre logement ou auxquels elles seraient vendues s'ils le désiraient. Le Ministre recommande d'aller au plus pressé et au moins coûteux, de ne pas dépasser l'évaluation de 4.800 francs et de laisser aux futurs occupants le soin de compléter leur installation par l'aménagement intérieur des pièces. Quant à la ceinture défensive, elle consistera en murs de jardin, hauts de 3 mètres et épais de 0,50 centimètres, « flanqués par trois petites tours dont deux placées aux « extrémités du grand côté et la troisième au milieu du côté opposé ». Pourquoi ces changements ? Soult n'en cache pas la raison : le Génie ne lui avait proposé que des projets de postes fortifiés ; lui ne veut que des agglomérations agricoles.

Et il veut qu'elles n'occasionnent pas de trop grands frais à l'Etat. Toujours la question de dépense : elle s'était posée pour Fouka, elle se pose à nouveau pour Beni Mered et en des termes moins vagues. La colonisation militaire apparaît déjà comme singulièrement onéreuse. A Paris, la méfiance grandit ; à la fin de 1842, les crédits ouverts sont épuisés et l'enceinte n'est construite qu'aux deux tiers : dix maisons sont commencées mais non achevées. Que faudra-t-il donc pour terminer les travaux ? Le Directeur des fortifications demande 191.000 francs. Soult s'effraie : « C'est trop cher », écrit-il

(1) *Lettre de Soult à Bugeaud*, 1841. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

au Gouverneur ; « C'est énorme » répète-t-il, et le devis n'a pas tout prévu ! « J'ai lieu de penser que de pareils résultats nuiront à vos « projets de villages militaires, à ce mode de colonisation. Les Cham-
« bres et la Commission s'effrayeront sans doute de dépenses aussi
« considérables ».

Le calcul de ces dépenses ne présenterait pas d'intérêt particulier si, à propos de Beni Mered, on ne découvrait un des motifs pour lesquels elles furent si vivement combattues, surtout à Alger. Ces allocations de toute nature que réclamait le Gouverneur étaient toujours imputées sur le budget de la colonisation civile. Or, le comte Guyot ne disposait que de 600.000 francs par an. Si on lui enlevait non seulement les 200.000 prélevés par ordre du Ministre de la Guerre, mais encore les sommes nécessaires à solder les dépenses engagées par Bugeaud, il ne lui resterait plus rien. Aussi défendit-il énergiquement ses crédits ; et pour cela il lui suffit d'avertir le Ministre des paiements que d'Alger on lui donnait l'ordre d'effectuer, ou bien de confier directement à Soult le montant exact des frais qu'entraînait la colonisation militaire.

Il fut bientôt démontré, sans qu'il pût y avoir de doute à ce sujet, que les travaux, effectués par le Génie, étaient dispendieux. Bugeaud en convint, mais, plus tard, il s'expliqua là-dessus dans une lettre du 8 avril 1843, et ce fut pour rejeter la responsabilité de ces dépenses considérables, sur qui ?... sur les ouvriers civils !

Quand vous autorisâtes, lui dit-il (1), la création de ces deux villages, nous étions tout novices dans la question de construction. Le génie militaire fit des plans trop dispendieux, et, comme j'étais en expédition pendant qu'ils furent adoptés, je ne pus les rectifier. Un fait vint ajouter beaucoup à la dépense ; nous avions appelé à Alger beaucoup d'ouvriers civils que, pendant l'hiver, les Ponts et Chaussées et l'Administration ne purent employer. On pressa le Directeur des Fortifications de les occuper à la construction des deux villages ; nous eûmes la maladresse d'y consentir. C'étaient en général de mauvais ouvriers et de mauvais sujets ; on les payait fort cher, ils travaillaient fort peu. Les pluies furent abondantes et suspendirent les travaux ; on ne pouvait les laisser mourir de faim ; on les nourrit sur les fonds des villages. On fit, en outre, une enceinte en murailles qui coûta fort cher, système auquel nous avons renoncé depuis. Voilà comment Mered et Fouka ont absorbé, sans être achevés à beaucoup près, une somme qui aurait fait cinq ou six villages avec le système de M. le colonel Marengo ; ça a été une école ; mais qui n'en fait pas au début d'une entreprise toute nouvelle, et au milieu d'un dédale inextricable d'affaires ?

(1) *Bugeaud à Soult*, 8 avril 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A. G. G. A.

Variables sont les convictions de Bugeaud, mais elles ne varient que dans une certaine mesure. Il abandonne le Génie, et adopte les condamnés militaires. Au général de Berthois, il préférera le colonel Marengo. Qu'importe ? Les officiers dirigeront toujours l'entreprise de la colonisation ; mieux que les civils, les soldats punis exécuteront les travaux de terrassement et de maçonnerie ; ils iront plus vite et coûteront certainement moins. Ainsi raisonne le Gouverneur ; pour le moment, il a placé toutes ses espérances dans le colonel Marengo et l'envoie à Beni Mered. Ce centre passera donc par les mêmes vicissitudes qu'Aïn-Fouka, du moins en ce qui concerne son établissement.

Le problème de son peuplement fut soulevé assez tard ; on hésita, on tergiversa. Recevra-t-il des militaires ou des civils ? Nul ne le sait jusque dans les derniers mois de 1842. Y placer des libérés n'est plus possible faute de volontaires. Bugeaud est découragé ; il se résoud à charger l'administration civile du soin de choisir les colons. Sur une décision du Conseil d'administration, remise est faite de tout le village au Directeur de l'Intérieur. Le comte Guyot s'empresse d'envoyer sur ce point deux géomètres avec ordre d'y procéder au levé des terrains et de délimiter le périmètre de la circonscription. Lui-même se rend sur les lieux ; il en revient enchanté : « Le sol est riche, « très uni (1), et promet une grande prospérité agricole ».

Mais, quelques jours après, le géomètre, qu'il y a laissé, lui annonce que plusieurs familles arabes sont venues se réinstaller dans les gourbis, en partie détruits, qui formaient l'ancien haouch des Beni Mered ; elles ont mis le feu aux broussailles et chardons et se préparent à cultiver. Ces indigènes voient avec inquiétude les travaux des géomètres et cherchent à les entraver ; ils arrachent les piquets et les signaux. D'autres, établis tout près à Ouled Yaïch, coupent journellement les eaux. Le comte Guyot transmet de suite ces renseignements au Gouverneur, sur le point de partir en expédition. Pas de réponse immédiate ; ce n'est que au bout de plusieurs jours que le général de Bar lui écrit (2) : « Ces indigènes appartiennent à la tribu des Beni Khélil, « autorisée récemment par M. le Gouverneur général à s'établir dans « la partie de la plaine qui se trouve à l'Est du village. Cette autorisa-
« tion accordée à leur sollicitation ne peut leur être retirée en ce mo-

(1) *Rapport du comte Guyot à Bugeaud*, 28 septembre 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A. G. G. A.

(2) *Lettre de De Bar au comte Guyot*, 1^{er} octobre 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A. G. G. A.

« ment. Il convient donc de déterminer d'une manière exacte la limite qui doit séparer les deux établissements ».

Pour la première fois, la colonisation européenne est arrêtée par le retour des indigènes sur leurs terres. Cette difficulté, qu'il eût été facile d'éviter en maintenant rigoureusement le séquestre sur le territoire des tribus insoumises ou rebelles, devait être plus tard infiniment multipliée. La condescendance des hautes autorités militaires, condamnée par la Commission de colonisation, commençait à produire de fâcheux résultats. Néanmoins, grâce à l'énergie du général Changarnier, commandant supérieur à Blida, le territoire délimité fut évacué et le comte Guyot, sur des instructions formelles venues de Paris, s'apprêtait à y placer des colons civils ; une famille de la Franche-Comté, composée de 14 membres, fut même dirigée vers ce village.

*.
* *

Or, brusquement, au retour de son expédition, le Gouverneur général, modifiant ses précédentes résolutions, formait une compagnie militaire, exclusivement recrutée parmi les soldats du 48^e de ligne, et l'envoyait s'installer à Beni Mered. Elle comprenait un lieutenant et soixante-six sous-officiers, caporaux et soldats. Partie le dix-huit novembre d'Alger (1), elle arriva le lendemain à destination. Comme les maisons qu'elle devait occuper n'étaient pas entièrement terminées, elle fut logée dans une des baraques en planches élevées à l'intérieur de l'enceinte. Ce fut, à une année d'intervalle, la répétition du coup d'audace de décembre 1841. Même décision hâtive, même départ précipité, même insuffisance d'installation, même campement provisoire.

Le 20 du même mois arrivèrent les outils, pioches et pelles fournis par le Génie. Du 21 au 30 novembre, on reçut de l'Intendance de Blida onze paires de bœufs indigènes, dix charrues et autres instruments agricoles. Et l'on se mit à défricher, labourer, planter des arbres, semer du blé, de l'orge, des petits pois, des lentilles, des fèves, etc. Puis, entre-temps, avec du bois acheté à Alger et de la toile de hamac, on confectionna des lits et des paillasses. Le troupeau s'augmenta d'une jument, d'un poulain, de 77 bœufs, vaches et taureaux, de 90 brebis et béliers, de 4 chèvres et 13 agneaux, don gracieux du Gouverneur. Le rapport du lieutenant directeur de la compagnie,

(1) Voir le rapport de M. de Montigny, commandant la Compagnie. Dossier de Beni Mered. A. G. G. A.

M. de Montigny, abonde en détails minutieux ; une dépendance fut aménagée à l'usage de forge et le Génie complaisant prêta une enclume, un soufflet, des tenailles, un étau, des marteaux. L'eau que les Arabes arrêtaient autrefois coula bientôt en une large rivière, capable de faire tourner la roue d'un moulin. Tout est noté : une cressonnière pour alimenter l'ordinaire, un jardin complanté de choux, de salades et semé de petits pois. Dès le 28 février, 65 hectares sont ensemencés : « Les hommes, conclut *M. de Montigny*, travaillent « avec courage et l'espoir de se créer une position sûre pour l'avenir ».

En même temps que s'organisait à Mered cette compagnie, le général Bugcaud en établissait une autre à Mahelma. Là, au cœur du Sahel d'Alger, se trouvait un poste avancé entre Coléa et Douéra. C'était presque le seul des anciens camps permanents que le Gouverneur n'avait pas fait évacuer à son arrivée. On le destinait pourtant à d'autres usages. Y créerait-on un dépôt de remonte ? On y songea en 1841, mais le projet fut abandonné. Y placerait-on les Trappistes en quête de bonnes terres ? Ils préférèrent eux-mêmes la plaine de Staouéli. On se décida pour une colonie militaire et, vers la fin de l'année 1842, une compagnie à l'effectif de 60 hommes et sous les ordres du capitaine *Pontenier* du 48^e, vint en prendre possession. Les soldats — c'est la seule différence avec Mered — ne provenaient pas d'un seul régiment ; on avait réuni tous les volontaires qui, de différents corps, avaient demandé à faire de la colonisation. Preuve que la perspective de devenir colons ne souriait guère aux soldats de l'armée d'Afrique. Ces hommes avaient encore deux ou trois ans de service à accomplir. A son arrivée sur les lieux, la compagnie s'occupa activement de cultures, mais les terres, couvertes de palmiers nains, étaient, de plus, de médiocre qualité. Elle eut à sa disposition, comme celle de Mered, des instruments de travail, des semences, des animaux de labour. Elle reçut aussi une centaine de têtes de bétail, mises exprès de côté pour elle au cours des récentes razzias. Mered et Mahelma furent comme deux sœurs jumelles, également aimées ; mais l'une avait pour dot des terres à blé dans la plaine, riches et profondes, l'autre des landes pauvres et maigres, propres seulement au pâturage.

*
* * *

Cette double création ne fut connue à Paris que dans les premiers jours de janvier 1843. Un rapport du Directeur de l'Intérieur conte-

nait bien, en décembre de l'année précédente, quelques vagues indications sur la compagnie de Mered : « Par une modification du système (1), suivi pour Fouka, où ont été placés des militaires libérés, « 66 hommes liés au service pour deux ans encore viennent d'être « récemment établis à Mered ; il paraît qu'ils devront aussi travailler « en commun. Il va sans dire qu'ils restent soumis à la discipline « militaire, reçoivent une solde et des rations ». Le Ministre se refusa à croire qu'il s'agissait réellement d'un établissement militaire nouveau ou feignit de ne pas en admettre la possibilité ; n'était-ce pas le Gouverneur général lui-même (2) qui venait d'affirmer que la colonisation militaire, devant immobiliser ou distraire du service actif une partie importante de l'armée par dérogation au principe du recrutement, ne pouvait être essayée qu'en vertu de nouvelles mesures législatives ? Aurait-il donc sur ce point, comme sur bien d'autres, changé d'opinion ?

Il faudra cependant se rendre bientôt à l'évidence. Par une dépêche du 2 février (3), le Directeur de l'Intérieur informe le Ministre que le Gouverneur vient de l'inviter à prendre les mesures nécessaires pour faire payer à M. de Montigny, lieutenant au 48^e régiment de ligne, commandant la compagnie de Beni Mered, une indemnité mensuelle de 100 francs ; elle doit être prélevée sur les fonds de la colonisation civile. Une autre dépêche lui fait connaître la création d'une seconde colonie militaire à Mahelma. Une fois encore, Soult s'entêta à ne pas comprendre. Le 22 février, en répondant à Alger, il émet la supposition (4) qu'en plaçant à Mered des soldats du 48^e, le Gouverneur n'a eu pour but que d'assurer en temps opportun la culture des terres tout autour du village ; peut-être a-t-il aussi en vue le placement ultérieur dans de bonnes conditions des nombreuses familles de colons sur le point d'y être envoyées. Il ne pourra se prononcer sur l'allocation mensuelle à payer à M. de Montigny que lorsqu'il aura en main des renseignements précis et complets.

Impossible à Bugeaud de cacher plus longtemps la vérité ; l'heure

(1) *Rapport trimestriel du comte Guyot sur la Colonisation*, 22 décembre 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(2) Voir le premier projet de Bugeaud sur les colonies militaires.

(3) Très courte *lettre du comte Guyot à Soult*, 2 février 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(4) *Nouvelle lettre de Soult au comte Guyot*, 22 février 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

a sonné de tout dire. Comme le cas de Mahelma peut être défendu, il commence par plaider celui-là ; il envoie tout un long mémoire. S'il n'a pas averti le Ministre, c'est qu'il ne peut suffire au travail qui lui incombe.

Il est tout naturel, Monsieur le Maréchal (1), que vous demandiez des renseignements et que vous releviez les négligences, mais il n'est pas moins naturel que, pour nous justifier, nous répondions que nous sommes trop accablés de travaux de tout genre pour que la correspondance et les choses de forme se fassent avec une grande ponctualité.

La décision qu'il a prise n'engage aucune dépense extraordinaire ; les locaux suffiront à loger la compagnie, les soldats auront les vivres et la solde au titre de leur corps et ils tiendront lieu à Mahelma du détachement que l'on y avait laissé pour assurer la police de cette partie du Sahel. En outre, ils travailleront et produiront ; la colonie gagnera donc au change. Mahelma, poste défensif hier, devient colonie militaire aujourd'hui. N'était-ce point dans la logique des choses, puisque les constructions qui s'y trouvent ont été bâties par l'armée et que les terres des environs ont été à plusieurs reprises arrosées du sang des soldats ? La seule chose vraiment nouvelle, c'est le double engagement pris, et par un général envers ses hommes de leur laisser le terrain concédé à l'expiration de leur temps de service, et par ces hommes envers leur général de rester toujours sur cette propriété et de la cultiver.

J'espère, conclut Bugeaud (2), que vous sanctionnerez ce contrat parce que vous reconnaîtrez avec moi qu'il est plus conforme à la raison et à la justice de donner Mahelma en récompense à nos vieux soldats que de le livrer à des colons civils qui n'ont rien fait pour la conquête de l'Algérie.

Plus délicate était la justification du geste qui avait peuplé Beni Mered de soldats en activité de service. Car ce geste avait eu pour conséquence d'enlever le village à la Direction de l'Intérieur à laquelle la remise venait d'être faite tout récemment. Bugeaud répète les mêmes arguments : il est surchargé d'une besogne écrasante dont les détails toujours urgents se présentent chaque jour sous des formes nouvelles. Et puis pourquoi opposer sans cesse les civils et les militaires ? Dans sa pensée,

(1) *Bugeaud à Soult*, 10 mars 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Mahelma. A.G.G.A.

(2) *Même lettre*.

Colonisation civile, colonisation militaire (1) sont des mots qui expriment deux idées à peu près identiques. On part de deux bases différentes, mais pour arriver bientôt au même point. Une fois mariés, pères de famille, propriétaires du sol cultivé par eux, les colons militaires seront des colons civils, et les colons civils, de leur côté, devront se militariser chaque jour.

Pourtant, il éprouverait quelque embarras à expliquer le choix de Beni Mered s'il ne prêtait au Directeur de l'Intérieur des intentions que celui-ci n'avait probablement jamais eues ; mais n'est-il pas politique parfois de rejeter la responsabilité sur un subordonné ?

M. le Directeur, affirme-t-il, n'avait point trouvé de familles qui voulussent aller s'établir à Beni Mered, et j'ajouterai ici que ce fonctionnaire paraissait considérer la remise qui lui avait été faite plutôt comme une charge que comme un avantage, attendu que, selon lui, la position était mal choisie, insalubre et peu propre à être approvisionnée de bonnes eaux.

Et il terminait en insistant auprès du Ministre pour qu'il approuvât les deux créations.

À l'égard des colons militaires de Mered (2), comme à l'égard de ceux de Mahelma, il y a donc eu engagement de ma part à les maintenir en possession des terres concédées, à condition pour eux de les défricher, de les cultiver et de s'y installer à toujours. Je regarde pour mon compte cet engagement comme sacré, et j'espère, Monsieur le Maréchal, que vous ne me refuserez pas les moyens de le tenir.

La défense de Mahelma était habile ; celle de Beni Mered l'était beaucoup moins. Mettre en cause la Direction de l'Intérieur et l'Administration civile ! Il n'ignore pas que le comte Guyot entretient avec les bureaux du Ministère de la Guerre une correspondance très régulière, qu'il y signale les moindres événements de la politique algérienne et fait part au Ministre de tous ses projets. Or, dans aucun rapport, dans aucune lettre de ce haut fonctionnaire, il n'était fait mention du désir qu'il aurait eu de se débarrasser de Beni Mered ; bien au contraire, il avait souvent affirmé sa ferme volonté d'y envoyer des colons. C'était donc travestir ses intentions que de le représenter maintenant comme hostile au peuplement de ce centre. D'autre part, les colonies militaires venaient d'être condamnées par la Commission de colonisation, dans sa séance du 28 février 1843, en des termes qui ne prêtaient point à l'équivoque. Le Ministre ordonne par dépêche

(1) *Bugeaud à Soult*, 20 mars 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(2) *Même lettre*, 20 mars 1843.

du 30 mars le licenciement des deux compagnies. Il reproche avec vivacité au Gouverneur de ne l'avoir pas tenu au courant de ses projets, puis de se montrer hostile à la colonisation civile qui seule pourtant peut faire prospérer la colonie parce qu'elle amène la famille. Nouvelle dépêche plus longue et plus explicite le 5 avril : un à un, il reprend les dires de Bugeaud et les réfute en leur opposant des passages de la correspondance du Directeur. Très fermement, il lui renouvelle l'ordre de ne pas avoir à persévérer dans cette voie : « Ainsi « que je vous l'ai fait observer à diverses reprises (1) et notamment « par mes dépêches récentes et tout-à-fait péremptoires, ce mode de « colonisation est tout-à-fait inadmissible et présente plus d'incon- « vénients et d'impossibilités que le mode par les soldats libérés que « vous reconnaissez être vicieux. Il n'y a donc plus lieu de s'en occu- « per et je désire, Monsieur le Gouverneur général, que vous ne persé- « vériez pas dans cette voie, car vous compromettriez ainsi la marche « générale de la colonisation et l'obtention devant les Chambres des « crédits nécessaires ». Beni Mered et Mahelma seront donc remis à la Direction de l'Intérieur et peuplés de colons civils.

A cette injonction catégorique et un peu brutale, Bugeaud ne s'attendait certainement pas ; il en fut fort affecté. Le cœur lui en saigna, dit-il ; néanmoins, il se reprit vite et chercha à gagner du temps, en discutant :

Comme je ne puis installer la colonisation civile sur ces deux points (2), qu'il y faudrait également une petite garnison militaire, que les compagnies qui y sont ont déjà beaucoup travaillé au défrichement des terres, aux cultures, aux plantations, qu'elles y travailleront encore, ce qui sera un immense avantage pour la colonisation civile, permettez que je n'exécute pas immédiatement votre ordre.

Et il revient sur les discussions antérieures, réédite les mêmes arguments en faveur de la colonisation militaire, s'excuse et finalement confesse ses torts.

Je me souviens que les colons de Mered et de Mahelma me pressèrent de les organiser au moment où j'entrais en campagne ; pour ne pas perdre de temps, j'ordonnai qu'ils fussent installés provisoirement, me proposant de vous demander votre approbation, immédiatement après mon retour. Mais quand je reviens d'expédition, je trouve des monceaux de lettres de Paris et de tous les points de l'Algérie... Au reste, *je confesse que j'ai tort* ; c'est peut-être un défaut d'ordre

(1) *Soult à Bugeaud*, 5 avril 1843. Très longue et très importante lettre. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 8 avril 1843. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

dans le travail, mais ne me tiendrez-vous pas compte de la situation la plus tourmentée qu'il puisse y avoir au monde, et punirez-vous mes pauvres colons militaires, qui ont tant travaillé, de mon manque d'exactitude ou d'une trop grande précipitation à les établir, précipitation qui ne vient que de mon zèle pour la colonisation civile et militaire ?

Qu'a-t-il d'ailleurs voulu faire ? Une simple expérience. Les légions de soldats colons, il les voit établies dans l'intérieur et non sur la côte :

Je n'ai voulu que fournir un exemple (1), un spécimen en créant trois petites colonies militaires dans le Sahel. Je voulais pouvoir m'autoriser près du gouvernement et des Chambres de deux faits, de deux expériences, l'une avec des soldats libérés, l'autre avec des soldats ayant un certain temps de service à faire. Ce n'est pas un système pour le Sahel, ce n'est qu'une expérience ayant pour objet de montrer ce que l'on peut faire dans l'intérieur des terres.

Il n'a jamais voulu détourner l'armée de son véritable rôle ; l'eût-il désiré qu'il en aurait été empêché par la médiocrité de son effectif. Le seul concours que les soldats peuvent prêter à la colonisation, il ne l'ignore pas, est de préparer l'établissement des colons par la pacification du pays, et en même temps par des travaux d'utilité générale. Il n'est personne qui puisse contester que, depuis qu'il gouverne l'Algérie, tous ces travaux aient été poussés avec activité et avec succès.

Le Ministre ne persistera pas vraisemblablement à vouloir briser l'engagement que lui, Gouverneur général de l'Algérie, a pris envers quelques braves soldats ; il répondra par un acte de condescendance, — ce qui ne l'engage pas beaucoup, — aux preuves multiples de dévouement qu'a données Bugeaud.

Si contre toute attente (2) et malgré ce que je viens d'exposer, vous persistez, Monsieur le Maréchal, je donnerai des ordres pour préparer, à Mered et à Mahelma, la réception des familles civiles pour l'automne prochain. Je renverrai mes colons déçus à leur corps, après leur avoir fait vendre les troupeaux et le petit mobilier qu'ils ont acquis de leurs deniers ou en empruntant. Mais pensez-y, Monsieur le Maréchal, ces braves gens, officiers et soldats, ne seront-ils pas profondément indignés de ce qu'on leur préfère des émigrants et qu'on les oblige à céder à ceux-ci le fruit de leur labeur, après avoir reçu la parole de leur général en chef qu'ils resteraient définitivement propriétaires de cette terre, après l'avoir arrosée de leurs sueurs ? Ou ils accuseront leur général d'avoir manqué de foi, ou ils penseront qu'il a bien peu de crédit puisqu'il n'a pu faire donner à quelques-uns de ses soldats quelques morceaux de la terre qu'ils ont conquise. Cela ne paraît pas de nature, Monsieur le Maréchal, à donner beaucoup d'autorité à mon commandement, ni à stimuler mon zèle. Je vous avoue que j'en serais douloureusement affecté et profondément découragé.

(1) *Même lettre*, 8 avril 1843.

(2) *Même lettre*, 8 avril 1843.

Au reçu de cette lettre, on fut fort hésitant au Ministère de la Guerre. On ne pouvait s'empêcher d'être ému par cet appel en faveur de militaires dont la seule faute — si faute il y avait — avait été de croire à la parole de leur général. On savait aussi gré à Bugeaud de confesser ouvertement son erreur. Aussi en marge de la lettre se trouvent des annotations comme celle-ci : « Ce serait une faute de ne pas céder à ce sentiment », ou bien cette autre : « Après une lettre comme « celle-là où le Gouverneur avoue ses torts, mais persiste en engageant l'autorité de son commandement, je crois qu'il faut laisser les choses comme elles sont pour Mered et pour Mahelma, en lui prescrivant néanmoins de ne pas les augmenter ; il y aurait mauvaise grâce à ne pas en agir ainsi ». Toutefois, d'autres réflexions dénotent chez leurs auteurs une persistante hostilité contre ce général. Rappelle-t-il que le village de Mered était considéré comme une charge par le comte Guyot, un annotateur trace en face de ces mots : « C'est inexact ». Affirme-t-il que c'était son devoir et aussi son intention d'avertir le Ministre de la fondation de ces deux colonies : « C'est dérisoire ». Se plaint-il enfin d'être surchargé de besogne, on souligne la phrase et on ajoute ironiquement en regard : « Toujours la même antienne ; mais, quand on est si surchargé, on laisse en arrière au lieu d'improviser toujours du nouveau » (1).

Le Ministre refusa de céder, ou du moins se donna l'apparence de rester irréductible. Cette attitude lui était imposée par des considérations politiques ; dans quelques jours, en effet, allait s'ouvrir à la Chambre des Députés un débat sur les affaires de l'Algérie. Le 16 mai, il confirme (2) à Alger son ordre de licenciement, puis il prescrivit au comte Guyot de prendre toutes mesures utiles pour la remise qui bientôt lui serait faite des deux villages. Seules y seraient placées des familles de la Meurthe-et-Moselle, en tout 65 personnes ; elles sont actuellement à Toulon et doivent s'embarquer bientôt. Si elles désirent acquérir les maisons bâties à Beni Mered, il exigera, soit le prix de revient, soit l'engagement de verser une rente annuelle.

La dépêche du Ministre au Gouverneur ne toucha Bugeaud qu'à Orléansville et il y répondit de cette ville. L'ordre sera exécuté dès qu'il sera de retour à Alger ; ce léger retard n'aura aucun effet fâcheux et il lui permettra de procéder lui-même à cette éviction.

(1) Voir la lettre manuscrite. Les annotations au crayon ou à l'encre sont des plus curieuses. Elles sont d'écritures différentes.

(2) *Dépêche de Soult à Bugeaud*, 16 mai 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

J'ai pensé, Monsieur le Maréchal (1), qu'il convenait que ce fût moi en personne qui procédât à une sorte de licenciement d'hommes qui avaient cru à des promesses que je croyais pouvoir leur faire.

Le ton de la lettre est froid, réservé, contenu ; peu de développements et de discussions ; ce n'est que vers la fin que l'amertume se fait sentir plus qu'elle ne s'exprime.

Il me resterait, Monsieur le Maréchal, à vous exprimer combien je suis affligé de n'avoir pas eu assez de crédit pour obtenir, non pas la consécration d'un système (il est tout naturel qu'on n'adopte pas mes idées quand on n'est pas convaincu), mais la faveur toute personnelle que je vous ai demandée, à savoir de me permettre de ne pas violer ma parole envers 121 anciens soldats qui ont travaillé pendant dix mois au moins, croyant qu'ils fonderaient leur avenir. Je me tairai, Monsieur le Maréchal ; il est des choses qu'on ne saurait peindre et des choses qu'on doit étouffer dans son cœur.

Convenait-il de pousser plus loin l'intransigeance ? C'eût été blesser si grièvement le Gouverneur que les rapports entre le Ministre et lui s'en seraient toujours ressentis. Soult venait d'ailleurs de faire approuver par la Chambre sa doctrine sur la colonisation. Il avait dit aux députés le 24 mai : « Le gouvernement a dû prendre son parti et « s'est déterminé (2). Je n'ai pas laissé ignorer à la Commission quel-
« les étaient les vues du gouvernement. J'ai dit et je répète que la
« colonisation militaire ne pourrait pas aboutir à des résultats avan-
« tageux. J'ai dit et je répète que la colonisation civile, qui amène la
« famille, est le meilleur système à adopter. J'ai adressé des observa-
« tions à ce sujet au général Bugeaud ; je crois être fondé à dire qu'il
« les a écoutées et qu'il est disposé à s'y conformer ».

Quand on se sent fort, on est plus disposé à des concessions ; aussi, lorsque parvint au Ministère la lettre de Bugeaud du 25 mai, Soult s'empessa d'y tracer la note suivante : « D'après ces nouvelles obser-
« vations de M. le Gouverneur général (3), je consens par exception à
« ce que les 121 militaires liés au service, qui, pendant 10 mois, ont
« été employés à la colonisation des villages de Mered et de Mahelma,
« y soient maintenus concurremment avec les colons civils, que M. le
« Directeur de l'Intérieur pourra diriger sur ces villages, mais de ma-
« nière à ce que les concessions à faire aux uns et aux autres ne puis-
« sent pas être confondues ».

(1) *Bugeaud à Soult*, 25 mai 1843. Archives de la Colonisation Algérienne
Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(2) *Moniteur Officiel* du 25 mai 1843.

(3) Voir la lettre manuscrite de Bugeaud, 25 mai 1843.

La crise est passée. Le Gouverneur général conserve ses deux colonies militaires, mais il est averti qu'il ne pourra pas en créer d'autres, qu'à l'avenir il y aura nécessité pour lui de rentrer strictement dans la règle. De l'aventure, il sort quelque peu meurtri et découragé. Si on ne lui a pas infligé l'humiliation de licencier lui-même ses soldats colons, il en supportera une autre fort sensible, car il devra faire suivre, dans le *Moniteur Algérien*, l'annonce de la création de Beni Mered, sanctionnée enfin par le Ministre, de l'avis suivant : le peuplement de ce village sera complété par des familles civiles. Il sait que, pour le moment du moins, son plan de colonisation militaire n'a aucune chance d'être adopté : « Il m'était impossible, lui dit le Ministre le « 2 juin (1), d'accueillir et de sanctionner des vues qui sont en désaccord avec celles depuis longtemps arrêtées dans mon esprit, exprimées publiquement par moi à toute interpellation qui a pu m'être faite dans les Chambres, à l'application desquelles ma correspondance vous a constamment ramené et que j'ai eu enfin l'occasion de manifester encore à la Chambre des Députés. Reportez-vous, je vous prie, à mon discours du 24 mai. Toute ma pensée sur la colonisation s'y trouve nettement formulée ; elle est celle du gouvernement et de la Chambre où elle a été écoutée et reçue avec une grande faveur, et elle vous oblige comme moi-même ».

De cette déclaration catégorique, Bugeaud a eu connaissance pendant les opérations de la dernière campagne ; il déclare l'avoir lue avec toute l'attention que lui commandaient à la fois le respect qu'il doit à tout ce qui émane de Son Excellence et l'importance du sujet. Il sait que les paroles du Ministre ont été accueillies avec faveur par la Chambre.

Aussi bien, Monsieur le Maréchal (2), je n'ai nullement l'intention de me soustraire à cette autorité ; j'ai lutté (et c'était mon devoir) pour faire triompher mes idées ; elles n'ont pas encore été accueillies ; je renonce à la lutte, mais, permettez-moi de vous l'exprimer avec franchise, je ne renonce pas à mes idées et je garde l'espérance qu'un meilleur avenir leur est réservé. Pour faire exécuter vos intentions, je me placerai franchement au point de vue de vos opinions qui peuvent être en même temps, je le reconnais encore, celles du gouvernement et de la Chambre ; mais les vues qui me sont personnelles, je les garderai, jusqu'à ce que les faits, qui n'ont encore fourni aucun argument contre elles, les aient décidément condamnées.

(1) *Soult à Bugeaud*, 2 juin 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 20 juillet 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

Comme pour bien marquer qu'il ne renonce à aucune de ses préférences, il s'essaie encore à réfuter le principal argument du Ministre en faveur de la colonisation civile. Sans doute, elle amène la famille, mais les soldats peuvent aussi la créer. Lui-même a demandé à plusieurs reprises des crédits afin de leur permettre de se marier. Faut-il en outre, tout en employant l'armée aux travaux publics et aux défrichements, borner son rôle à celui de manœuvre ? Condamnera-t-on les soldats aux inexprimables privations de la guerre d'Afrique sans les faire jamais jouir des avantages chèrement achetés ? Feront-ils tout et n'auront-ils rien ?

De ce conflit, par moment tragique, il semblait bien ressortir que l'opposition était irréductible entre la conception de Bugeaud et celle de Sult et que ces deux hommes, dont dépendait l'avenir de l'Algérie, ne parviendraient pas à s'entendre. Pourtant, ils ne furent jamais si près de s'accorder qu'au lendemain de la tourmente. Un même sentiment les animait, le désir d'être justes à l'égard des soldats qui avaient combattu en Afrique et de leur réserver partiellement les avantages de la conquête.

La différence qui nous séparerait sur ce dernier point, remarquait Bugeaud (1), ne pourrait guère se rapporter qu'au choix des moyens, du moment et des lieux où il convient de l'en faire jouir.

Sans doute, riposte le Ministre, mais qu'il ne s'agisse que des militaires affranchis de tout service par la libération ou même, — et c'est là une concession grave, — qu'il ne soit question que des militaires entrés dans leur dernière année de service ! A ceux-là, toutes les facilités qu'il sera possible d'accorder seront consenties. Le gouverneur doit entrer dans cette voie, développer les camps d'El Arouch de Guelma, de Sétif, y multiplier les concessions et y attirer les familles des militaires libérables. Il doit faire de même pour Médéa, Tlemcen, Mascara ! La zone est grande où cette colonisation militaire peut s'étendre ; elle ne doit pas empiéter sur la part réservée à la colonisation civile. « Ce que j'ai voulu, précise le Ministre, d'accord « avec mes collègues et avec les Chambres, c'a été que la colonisation « civile dominât, qu'elle fût seule là où elle pouvait être sûrement in- « troduite et établie ; que les capitaux, de plus en plus encouragés, « nous apportassent les moyens qui ont jusqu'ici manqué pour entre- « prendre et étendre les grandes cultures et vinssent suppléer à l'in-

(1) *Même lettre que ci-dessus, 20 juillet 1843.*

« suffisance des ressources dont l'administration dispose, pour féconder tous les genres de prospérité que renferme notre établissement ».

*
* *

La discussion se termine sur cet espoir de conciliation. Elle ne reprendra qu'un an plus tard quand, par suite des événements militaires, Bugeaud se croira assez fort pour faire triompher ses idées et aura élaboré un plan élargi et agrandi. Durant cette année, Ministre et Gouverneur demeurent-ils d'accord ? Se prêtent-ils mutuellement un franc concours ?

Dès le 6 juillet, des instructions ministérielles enjoignaient au Directeur de l'Intérieur de compléter le peuplement de Beni Mered par un certain nombre de familles civiles ; l'administration leur accordera des concessions sur une partie du territoire, nettement séparée de celle qu'occupaient les soldats. Le centre comprendra donc deux agglomérations de population, l'une militaire, l'autre civile. La consigne est d'aller vite : les civils doivent être installés dès que la saison des chaleurs touchera à sa fin. Le comte Guyot fit diligence ; pourtant, ce ne fut qu'au mois de décembre que le projet d'arrêté fut transmis à Paris, après les formalités d'usage. Le village à créer sera une annexe du centre actuel ; établi en face de lui, il n'en est séparé que par la grande route de Blida ; le territoire qu'on lui assigne s'étend sur 205 hectares, ce qui va permettre de donner de 9 à 10 hectares à 22 familles.

Pour Mahelma, les choses ne se passèrent point aussi régulièrement. Une fois encore, Bugeaud essaya d'échapper à la tutelle du Ministère ; le 4 septembre, il invita le Directeur de l'Intérieur à ordonnancer d'urgence une somme de 20.000 francs applicable à la construction du centre qui devait servir d'annexe au village militaire. Or, le plan n'en avait été ni communiqué au Conseil d'administration, ni soumis à la sanction ministérielle ; les autorités algériennes agissaient donc contrairement aux dispositions formelles de l'arrêté du 18 avril 1841 : « Les arrêtés pris par le Gouverneur général, dit l'article 4, ne peuvent être mis à exécution avant l'approbation du Ministre auquel les projets, plans et rapports seront adressés ». Les bureaux du Ministère invoquèrent de suite la teneur de cet arrêté et défense expresse fut faite au Directeur de l'Intérieur d'ouvrir le crédit demandé : « L'urgence, disait la dépêche (1), n'est point une raison suffisante,

(1) *Soult à Bugeaud*, 3 octobre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

« parce que les nécessités de ce genre peuvent être prévues longtemps
« à l'avance, et qu'en faisant autrement, on s'expose à agir contraire-
« ment à mes vues ainsi que cela est déjà plusieurs fois arrivé. Il est
« convenable d'aller au devant des difficultés. Par le même motif, on
« doit éviter la publication prématurée au *Moniteur Algérien* des dis-
« positions concernant les centres de population, tant que ces dispo-
« sitions n'auront pas été revêtues de mon approbation ».

Vers la même époque en effet le *Moniteur* venait de publier un autre arrêté d'urgence sur les conditions d'admission dans les villages construits ou à construire par les condamnés militaires ou par l'armée. Cette coïncidence fut interprétée comme le signe d'une nouvelle tactique imaginée par le Gouverneur. Ne point faire connaître à Paris les mesures qu'il prenait n'avait abouti qu'à soulever un conflit au sujet de la colonisation militaire ; ne pas attendre la réponse ministérielle pour publier un arrêté que l'on avait eu la précaution d'adresser au gouvernement et l'appliquer d'urgence revenait à peu près à la même chose sans que le Ministre pût se plaindre de n'avoir pas été averti (1) ; la procédure fut blâmée à plusieurs reprises et le sera encore à l'avenir sans que jamais on soit parvenu à en supprimer l'emploi abusif.

*
* *

Cette simple difficulté, dont la création de l'annexe civile de Mahelma fut la cause occasionnelle, démontrait qu'en Afrique on n'avait nullement abandonné le parti-pris d'agir en toute indépendance chaque fois qu'on le pourrait ; l'on n'avait pas non plus renoncé à favoriser par tous les moyens les colonies militaires. Dans ces conditions le conflit persista ; un simple incident, un mot glissé dans une lettre, suffit à le raviver.

Le 16 avril 1844 (2), le Ministre se plaignit de ce que les travaux de construction aient marché avec lenteur à Beni Mered ; dix maisons seulement étaient achevées, celles-là même qu'y avait édifiées le Génie. Il se plaignit aussi de ce que l'annexe civile n'ait reçu encore que trois familles sur les 22 que l'on devait y amener. C'est que, malgré les promesses du Gouverneur, l'autorité militaire n'avait pas re-

(1) Voir sur ces arrêtés d'urgence les développements que nous leur consacrons dans *L'esprit militaire*. Livre I. Chap. 2.

(2) *Soult à Bugeaud*, 16 avril 1844. Archives de la Colonisation Algérienne, Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

mis les centres de Mahelma et de Beni Mered à l'administration civile ; une simple note du commandant du Génie fit retarder de... quelques années cette remise : « L'intention du Gouverneur général, écrit cet « officier au Ministre de la Guerre (1), est que le village militaire devienne civil, dès que les hommes qui font partie de la petite colonie « militaire auront fini leur temps, *ce qui ne tardera pas beaucoup* ». Habile euphémisme dont le Ministre fut la dupe sur le moment. Impossible, en effet, de songer à rattacher à la Direction civile des soldats qui étaient encore sous les drapeaux. Donc, les villages de Beni Mered et de Mahelma, en tant que peuplés de militaires, relèveront de leurs officiers. Soult ne pouvait qu'approuver cette mesure transitoire, puisqu'on lui affirmait que les hommes n'avaient que peu de temps de service à accomplir. Or, quand les Bureaux demandèrent des éclaircissements sur l'époque de leur libération, quelle ne fut point leur surprise d'apprendre que, si quelques-uns étaient libérables à la fin de 1845, le plus grand nombre ne le serait que fin décembre 1846 et que beaucoup même ne pourraient l'être que l'année suivante ! Le Ministre était joué et en éprouva quelque mortification. Il tiendra d'autant plus à ce que l'ordre, donné par lui de placer des familles civiles à proximité, soit exécuté : « Cette situation n'est pas « favorable et je désire que des dispositions soient prises pour que, « conformément à ce qui a été fait à Fouka, ce centre de population « ait enfin son contingent de familles. D'ailleurs, le nombre toujours « croissant des demandes en concession exige que l'on profite de « toutes les places disponibles ».

La situation n'est pas favorable à Mered ! riposte Bugeaud. A la suite de brillantes campagnes, il a repris toute son assurance mais a conservé quelque rancœur de ses appréhensions passées. Qui donc a pu donner des renseignements aussi contraires à la vérité ? Serait-ce le Directeur de l'Intérieur ? Il l'appelle, l'admoneste, l'interroge sévèrement... Le comte Guyot n'a rien dit. La situation de Mered ! mais elle est plus belle que celle de n'importe quel village civil, de Draria par exemple. Les soldats de Mered ont défriché et mis en culture dans l'espace de quinze mois 150 hectares ; ils ont eu l'année dernière une récolte superbe dépassant celle de tous les villages du Sahel ; les moissons actuelles se présentent sous un aspect plus beau encore. Et

(1) *Lettre du commandant du Génie Charon au Ministre de la Guerre*, 30 octobre 1844. Dossier de Beni Mered A.G.G.A.

(2) *Soult à Bugeaud*, 16 avril 1844. Lettre déjà citée.

ée ne sont pas uniquement des champs de céréales qu'ils possèdent ; ils ont des hectares complantés en pommes de terre, en tabac, en légumes. Leur troupeau contient 750 bêtes à laine, 360 vaches, veaux ou taureaux, des bœufs de labour, des juments et leurs poulains. Que veut-on de plus ?

Et que peut lui opposer Draria ? Les colons civils sont pauvres, et leurs récoltes ont été maigres jusqu'ici. Ils n'auraient que 30 hectares de défrichés si, lui, Gouverneur, ne leur avait prêté un bataillon pendant trois mois :

Et comment en serait-il autrement ? A Mered (1), il n'y a pas de non-valeurs parmi les travailleurs ; les 56 travailleurs sont tous des soldats jeunes, robustes et obéissants ; ils sont tous à la fois au travail, à l'heure dite et pendant le temps réglé. Dans les villages civils au contraire, il y a des vieillards, des infirmes, des gens qui n'ont jamais travaillé la terre, des libraires et des huissiers ruinés, des cabaretiers, des ivrognes, des vicieux, et, comme ils ont le libre arbitre, que personne ne les commande et n'a le droit de les commander, il en résulte que quelques-uns travaillent et que beaucoup d'autres ne font rien.

De ce moment date ce besoin impérieux, presque cette nécessité pour Bugeaud, de mettre constamment en parallèle Beni Mered et Draria ; la comparaison tourne toujours au désavantage de ce dernier.

D'ailleurs, ces deux cas particuliers l'amènent vite aux idées générales. Et le voilà qui réveille la discussion sur les vertus de la colonisation militaire et les faiblesses de la colonisation civile en des termes singulièrement agressifs.

Il est temps, Monsieur le Maréchal (2), d'examiner sérieusement cette question de la colonisation militaire ; pour mon compte, je suis bien décidé à ne pas la livrer à la seule appréciation peu bienveillante d'hommes qui, *par leur position bureaucratique*, n'ont pas été à portée de juger aussi bien que moi de ses possibilités et de ses avantages. Il y a 26 ans que je fais valoir pour mon compte une grande exploitation, cela me donne quelques facilités pour comprendre les nécessités de la colonisation.

A nouveau, le débat est sur le point de s'engager ; mais le Ministre s'y refuse. Il désire couper court à une controverse inutile. Dans la lettre de Bugeaud, il y a deux questions posées, l'une au sujet d'une situation de fait, l'autre à propos de deux systèmes. La situation de fait contre laquelle s'élève le Gouverneur, mais c'est M. de Montigny lui-même, commandant la compagnie de Beni Mered, qui l'a signalée

(1) *Bugeaud à Soult*, 24 avril 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(2) *Même lettre*.

dans son rapport. Et ce rapport du 10 février a été transmis à Paris par le Gouverneur : « Le fait principal (1), celui qui a motivé mon « observation, et le seul à raison duquel je vous ai indiqué des mesu-
« res à prendre, c'est l'inachèvement du village de Beni Mered, où l'on
« ne trouve encore que les maisons construites par le Génie avant l'ins-
« tallation des militaires du 48^e. Vous objecterez que l'on a dû songer
« d'abord à la culture, et que, si l'on avait bâti, on ne serait pas autant
« avancé sous ce premier rapport. Je vous prie à cette occasion,
« Monsieur le Maréchal, de remarquer que tout récemment le Conseil
« d'Administration a reproché à MM. Vialar et C'aussidou d'avoir pro-
« cédé de cette même manière, c'est-à-dire d'avoir commencé par
« cultiver au lieu de bâtir, reproche qui m'a paru si fondé que j'ai
« prescrit aussitôt de ne délivrer aucun fonds à MM. Vialar et C'aussi-
« dou, tant qu'ils ne bâtiraient pas. Au surplus, vous m'informez
« que l'on va s'occuper des constructions qui restent à faire à Mered ;
« c'est précisément ce que je demandais dans ma dépêche du 16 avril
« dernier ».

Pour ce qui est de la comparaison à établir entre Beni Mered et Draria, le Ministre sait trop bien à quoi s'en tenir sur ces deux villages pour accepter les déductions de Bugeaud ; il sait qu'à Mered les terres anciennement labourées étaient en général prêtes pour la culture, tandis qu'à Draria elles étaient en friche et couvertes de palmiers nains ; il sait que les militaires de Beni Mered n'ont pas eu à se préoccuper de leur nourriture et de leur entretien tandis que les colons civils ont été obligés de pourvoir à leurs subsistances ; il sait que les nombreux bestiaux, qui composent le troupeau de Beni Mered, ont été donnés par le Gouverneur dont la générosité ne s'est pas montrée aussi effective à l'égard des colons du Sahel.

Il sait tout cela ; mais, comme il ne veut pas recommencer la discussion et qu'il a hâte d'en finir, il lui répond en terminant : « Quoi
« qu'il en soit (2), il convient d'arrêter, de manière à ne plus y revenir,
« les principes concernant la colonisation militaire, et je dois me référer à ma dépêche, qui lui a fait une part dont vous vous êtes montré
« satisfait. Je seconderai donc vos vues, Monsieur le Maréchal toutes
« les fois que les troupes pourront être employées à la colonisation,
« sans qu'elles soient détournées du devoir de la défense générale et

(1) *Soult à Bugeaud*, 6 mai 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A. G. G. A.

(2) *Même lettre.*

« des opérations militaires qu'elles ont à remplir ; j'admettrai dans
« ce cas qu'elles s'occupent des travaux de route, d'assainissement ou
« de construction pour seconder le Génie militaire ou civil, quand il
« y aura lieu. J'approuverai aussi qu'il soit fait un appel à tous les
« hommes à libérer, qui voudraient se fixer en Afrique, pour les répar-
« tir dans des centres communs et leur répartir des terres. J'autorise-
« rai enfin autour des camps que les soldats consacrent leurs heures
« de loisir à des travaux de culture qui améliorent leur moral ou leur
« bien-être matériel, tout en les habituant aux travaux agricoles et en
« les préparant à devenir d'utiles colons à l'époque de leur libération.
« C'est de la sorte que j'entends la colonisation militaire, ou plu-
« tôt par les militaires, et c'est dans ces limites qu'elle peut être favo-
« risée. Telle est la voie tracée par ma correspondance et dans laquelle
« mon intention est de persister. Mais la colonisation militaire ne
« saurait être érigée en système. Il est possible qu'en théorie ce
« moyen soit fort bon et même préférable à la colonisation civile.
« Mais, pour qu'il pût être suivi, il faudrait que les Chambres l'adop-
« tassent, et l'opinion contraire se prononce de plus en plus ».

II

La communauté de travail

Vers la même époque, quoique l'on ne puisse pas préciser la date exacte, le système de Bugeaud subit un nouvel échec, si grave qu'il en ruinait l'économie tout entière. L'organisation intérieure des colonies militaires reposait sur le travail en commun et la constitution d'un avoir collectif. A Fouka, la communauté avait été obligatoire ; elle le fut aussi à Mered et à Mahelma. Pourtant l'expérience n'avait-elle pas démontré que cela avait été une cause de mécontentement ? N'avait-il pas été question, sinon de supprimer ce mode de travail, du moins d'en atténuer les effets ? Le colonel Reveu insistait pour qu'on laissât les libérés travailler librement.

Les convictions de Bugeaud restent inébranlables ; un seul fait n'est pas une preuve. Du flottement qui s'est produit à Fouka, la raison est la faute que l'on a commise en ne maintenant pas le régime militaire dans toute sa rigueur ; avec des soldats encore en activité de service, la discipline pliera les hommes et finira par les habituer à cette forme d'exploitation agricole qu'est la corvée manuelle commune et quotidienne. Pure illusion qui ne tarda pas à se dissiper !

Par leur manque de zèle et par leur résistance passive, les soldats de Beni Mered et de Mahelma mirent bientôt le Maréchal en demeure, ou de les « désassocier », ou de dissoudre leurs compagnies. Le récit de l'aventure a été fait par Bugeaud lui-même ; il a tout l'intérêt et toute la portée d'une grande leçon économique. Je m'étonne qu'il n'ait pas été pris en plus sérieuse considération par les contemporains, puisque la *Revue des Deux-Mondes* lui avait donné sa grande publicité. Il est vrai que lorsque l'article fut publié les problèmes politiques étaient passés au premier rang des préoccupations de l'opinion. Plus tard, quand la République fut proclamée, les éléments socialistes se trouvaient si forts que, quels que fussent les faits que l'on pût opposer à leurs principes, rien ne pouvait empêcher la réalisation partielle de leurs aspirations.

La communication de Bugeaud à la revue est postérieure de trois ou quatre années au fait qu'elle raconte ; elle parut le 15 juillet 1848, alors que les événements dont il est question se passèrent en 1844, selon toute vraisemblance (1). Il peut paraître étonnant que l'on ne soit pas à même d'en fixer la date exacte. Mais, précisément parce que l'expérience allait à l'encontre de son système, il se garda bien d'en avertir sur l'heure le Ministre, et ce ne fut que plus tard qu'il fut contraint de l'avouer dans des circonstances assez particulières.

Le 27 avril 1845, il écrit à Soult qu'en revenant de Cherchell, il a visité les colonies militaires. Notez bien qu'il vient d'arriver à Alger après son long séjour à Paris, et que, pendant ce séjour en France, il a essayé de faire triompher son projet de colonisation militaire contre celui des bureaux du Ministère. Rappelez-vous que, parmi les données sur lesquelles se fondait la combinaison ministérielle, était le prix de la journée de travail d'un soldat ; rappelez-vous surtout que, dans le système de Soult, les militaires devaient durant trois années travailler collectivement au défrichement des terrains, à l'ouverture des routes, au creusement des fossés. Ne fallait-il pas dans ces conditions, en dépréciant la journée d'un soldat et en démontrant l'impossibilité du travail en commun, saper à la base le contre-projet ministériel ? L'insuccès de l'expérience faite à Fouka et à Beni Mered, on ne

(1) *Bugeaud à Vauchelle*, 14 octobre 1844. Archives de l'Arsenal. Fonds Enfantin. — Lettre très courte qui commence ainsi : « Tout n'est pas rose dans la colonisation civile ; tout ne l'est pas non plus dans la colonie militaire, car celle de Mered a laissé avarier, par les pluies trop hâtives, pour 20.000 francs de froment ou d'orge... Tout cela prouve que la colonisation rurale est immensément difficile ».

l'avait pas encore, par amour-propre, confié au Ministre ; il servait trop maintenant les intérêts du Gouverneur pour qu'il ne se décidât pas à en faire état, quitte à ne point en préciser la date.

Avant de l'entretenir de Mered et de la dissolution de la communauté, il prépare le Ministre à cette confiance en disant beaucoup de mal de l'ex-colonie militaire de Fouka, et cela parce qu'elle est administrée civilement :

Ce que j'y ai remarqué (1) corrobore ma conviction déjà ancienne qu'une société qui se fonde a besoin d'être gouvernée par une autorité forte. Depuis que le régime militaire a fait place au régime civil, on est tombé dans l'apathie de l'individualisme ; tous les travaux d'utilité générale ont été délaissés ; les arbres que nous avons plantés avec tant de frais sont sans culture et sans soins ; beaucoup ont été détruits par les bestiaux et les charrettes ; un très beau bosquet dans l'intérieur du village, qui avait été arrangé et nivelé par les colons militaires, a été abandonné ; il est encombré par les ronces, les épines, et les mauvaises herbes de toute espèce ; il est garni des ordures de tout le village.

Suivent encore quelques détails sur la diminution, mieux encore, sur la dilapidation du cheptel ; tout cela ne serait pas arrivé si le régime civil n'avait pas été substitué au régime militaire. Pourtant, malgré ces critiques, le Maréchal doit reconnaître (2), — et ce sera le moyen d'amener la confession sur Mered — qu'à Aïn-Fouka la culture a fait de sensibles progrès :

On travaille plus et mieux que par le travail en commun ; cette vérité de fait, qui est aussi reconnue par les colons militaires de Mered et de Mahelma, doit nous déterminer à ne plus imposer le travail en commun aux colonies militaires quand nous en créerons. J'ai visité dernièrement la colonie militaire de Mered ; on m'a demandé unanimement de faire cesser le travail en communauté. J'y ai consenti et j'ai chargé M. le colonel Vaillant, du 36^e, de faire le partage des troupeaux et des récoltes sur pied.

Ce consentement de Bugeaud ne fut point donné cependant en avril ; il était antérieur déjà de plusieurs mois. Ce fut sûrement en octobre ou en novembre que le Gouverneur constata les choses les plus surprenantes en visitant sa bonne colonie de Mered. Dans son article de la *Revue des Deux-Mondes*, il les place en septembre 1843. C'est probablement une erreur, car, en septembre 1843, la colonie de Mered n'avait point encore une année d'existence et, au cours de son récit, Bugeaud dit lui-même que la première année se passa sans

(1) *Bugeaud à Soult*, 27 avril 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

(2) *Même lettre*, 27 Avril 1845.

incident, sans trop de récriminations contre le travail en commun. Nous pensons donc que la date exacte doit être reportée en septembre 1844. Quoi qu'il en soit de cette discussion chronologique, le fait eut certainement lieu.

Se passa-t-il comme le rapporte le Maréchal ? Peut-être l'a-t-il dramatisé ? D'ailleurs, à plusieurs années d'intervalle et étant donné que cet événement frappa très fortement son esprit, n'est-il pas vraisemblable que seuls les détails les plus saillants ont persisté et qu'il ont pris en même temps un relief plus accusé ? Depuis ce jour, il a longuement réfléchi et il est arrivé à cette conclusion :

L'association par le travail (1), dans les cas rares où elle s'établit, ne peut durer qu'autant que les ouvriers ont à peu près la même force, la même activité, la même intelligence. On voit toujours les ouvriers se choisir pour entreprendre un travail en commun ; encore faut-il, pour que l'harmonie se maintienne, que l'entreprise ne soit pas de longue haleine.

Mais ce principe est le résultat de l'expérience acquise ; Bugeaud en était fort éloigné quand il fit les essais de Fouka, de Mered et de Mahelma. A ce moment, il était partisan du travail en commun.

Je dirai en passant que j'ai pratiqué (2) l'association plus, beaucoup plus que nos grands professeurs de socialisme, qui ne la prêchent avec tant d'ardeur que parce qu'ils n'en ont aucune expérience.

Non pas qu'il en ignorât à ce moment les difficultés, mais il estimait que

La discipline et les habitudes de la vie militaire, qui constituent une sorte de communauté, en effaceraient ou du moins en atténueraient les inconvénients.

Il pensait que les soldats, jouissant de la solde et des vivres, attacheraient moins d'importance à la rémunération de leur labeur, et que, la principale masse du fonds commun étant constituée par des troupeaux, produit des envois successifs du Gouverneur, nul n'y avait plus de droit qu'un autre puisqu'elle n'était pas le prix accumulé du travail. Malgré toutes ces conditions favorables, les trois essais aboutirent à un triple échec, à la même date, presque à la même heure, et cette heure fut celle du dépiquage du blé, le moment de soigner et d'enfermer la récolte.

Le Gouverneur arrive à Mered à la fin du mois de septembre :

(1) Bugeaud : *Les socialistes et le travail en commun*. Article de la *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1848, page 251.

(2) *Même article*, page 251.

Ordinairement (1) j'étais accueilli avec joie par les colons militaires qui me considéraient comme leur bienfaiteur et m'appelaient leur père. Cette fois, c'était un dimanche, je les trouvai mornes et presque impolis. Ils étaient appuyés contre leurs portes et ne se dérangèrent pas pour venir m'entourer selon leur coutume. Je compris qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire. Je fis appeler l'officier, et, celui-ci étant absent, je m'adressai au sergent-major pour connaître les causes du découragement dont je venais de remarquer les symptômes. « Mes hommes ont bien raison d'être tristes, me répondit le sergent-major, ils perdent la plus grande partie de leur récolte ; ils l'attribuent au travail en commun ; ils ne veulent plus de ce régime ; ils vont vous demander de les désassocier ». « — Mais comment perdent-ils leur récolte ? Ils ont moissonné dans les premiers jours de juin et nous sommes à la fin septembre ; elle devrait être au grenier depuis longtemps. — Vous avez raison, mon Gouverneur, cela devrait être ainsi ; mais on ne travaille pas et nous n'avons pas encore dépiqué le tiers de l'orge ni du froment. Comptant sur la prolongation habituelle du beau temps, nous n'avons pas eu la précaution d'enlever les gerbes des meules perpendiculairement, nous avons pris tout ce qui formait toit sur toute la surface du carré long ; les deux orages qui sont survenus ces jours-ci ont imbibé nos meules et tous nos grains ont germé.

Cette première partie du récit n'est que la préparation de la jolie scène qui va suivre. De la paresse des soldats, de la perte de leur moisson, de leur découragement, la seule cause est donc le travail en commun. Déjà étaient parvenus, à Alger, quelques échos de ces plaintes, mais Bugcaud n'avait pas cru devoir y prêter attention. Il allait les percevoir aujourd'hui plus directement et reconnaître que les doléances des soldats étaient fondées ; on le conduisit auprès des meules de paille.

Je me transportai aux meules et je les vis herbacées sur toutes les faces. Je fis aussitôt rassembler les colons ; ils formèrent le cercle autour de moi et nous eûmes le dialogue suivant : « Comment se fait-il, mes amis, qu'ayant récolté en juin, vous n'ayez pas encore dépiqué à la fin de septembre ? — C'est, me fut-il répondu, c'est que nous ne travaillons pas. — Et pourquoi ne travaillez-vous pas ? Parce que nous comptons les uns sur les autres, que nous ne voulons pas en faire l'un plus que l'autre et qu'ainsi nous nous mettons au niveau des paresseux. Croyez-vous, mon Gouverneur, que, si nous avions eu chacun notre part de blé, il ne serait pas dépiqué depuis longtemps ? Nous en avons déjà fait plus du double. Cela ne peut pas aller ainsi ; nous vous prions de nous désassocier. — Oui ! Oui ! » s'écrièrent tous les colons, même les paresseux. Ces mots : *nous nous mettons au niveau des paresseux*, m'avaient trop frappé pour que je ne fusse pas décidé à renoncer au travail en commun ; mais je crus devoir ne pas céder trop vite, et je fis appel aux sentiments de fraternité dont je tenais à bien juger la portée : « Comment, mes amis, répliquai-je, vous êtes tous camarades du même régiment ; vous vous êtes choisis volontairement, vous êtes tous jeunes et

(1) *Même article*, page 252.

robustes, vous ne formez en quelque sorte qu'une famille de frères, et vous ne savez pas vivre et travailler en commun, sans calculer si l'un en fait plus que l'autre ? — Mon Gouverneur, nous nous aimons beaucoup et, malgré cela, il n'y a pas d'émulation pour le travail ; on ne croit pas travailler pour soi quand on travaille en commun. Ce sera bien pis quand nous serons mariés, nos femmes s'accorderont bien moins que nous pour le travail et pour tout. Si nous vous prouvions que nous avons plus produit dans le jour par semaine que nous avons accordé à chacun que dans les cinq jours de la communauté, vous ne refuseriez pas de nous désassocier ».

Je procédai immédiatement à la vérification de ce fait. J'appréciai successivement les 67 récoltes individuelles ; des officiers écrivaient mes appréciations, et l'addition donna en effet une somme supérieure d'un cinquième à l'ensemble des récoltes de la communauté. Cette opération terminée, je réunis de nouveau les colons. Je leur déclarai que les résultats de cette enquête me décidaient à établir parmi eux le travail individuel ; mais je les prévins que, puisque ils se croyaient capables de se suffire à eux-mêmes en se séparant, je leur retirerais les vivres et la solde. Ils accueillirent cette déclaration par un consentement unanime.

Mêmes plaintes et mêmes constatations, aboutirent à la suppression du travail en commun à Mahelma et à Fouka. Avec le travail individuel et libre, l'émulation se réveilla et « à la fin de 1845, dit « Bugeaud, ces trois villages étaient de beaucoup les plus prospères « du Sahel ». Mais avec le régime nouveau aussi, selon le zèle ou l'habileté de chacun, l'inégalité se développa. Des soldats s'enrichirent ; d'autres n'eurent pas assez pour vivre, si bien que Bugeaud fut obligé de rétablir les rations de vivres. Inégalité en somme fort naturelle, puisque les hommes sont divers en force, en activité, en intelligence. Et l'auteur de l'article — il écrit en 1848 — de conclure :

Les socialistes, affligés de voir souvent la misère à côté de l'aisance et même de la richesse, poursuivent la chimère de l'égalité parfaite. Ils croient l'avoir saisie dans l'association, ils se trompent ; ils n'obtiendront que l'égalité de la misère.

Plus tard, quand le Maréchal dans sa retraite composa ses *Veillées d'une chaumière de la Vendée* (1), il revint sur la même idée. Il attaqua les utopies du communisme presque triomphant en leur opposant sa propre expérience.

C'est sans doute par le communisme que tes docteurs veulent donner une honnête aisance à tout le monde. Ici, je te renvoie au petit livre du Maréchal Bugeaud, ce soldat laboureur. Il a essayé, lui, ce que les communistes se bornent à prêcher ; il a associé de fiers soldats, tous jeunes et robustes, pour travailler en commun de très bonnes terres, et il leur a donné tout ce qu'il fallait pour réussir.

(1) Bugeaud : *Veillées d'une chaumière de la Vendée*. A plusieurs reprises, l'auteur revient sur cet essai

Eh bien ! ça n'a pas pu tenir plus d'un an. Ces camarades, associés pour la gloire et la vie de caserne, ont tous demandé à se désassocier pour le travail. « Pourquoi, leur a demandé le vieux Maréchal Bugeaud ? — Parce que nous ne travaillons pas. Et pourquoi ne travaillez-vous pas ? — Parce que nous nous mettons au niveau des paresseux ». Ces simples paroles en disent plus que tous les livres et tous les discours des socialistes.

De ce que le Maréchal, dans les dernières années de sa vie, répète, dans des termes presque identiques, cette constatation, il n'est pas douteux qu'elle ait pris à ses yeux une extrême importance. Mais il n'en voit qu'une conséquence, la conséquence générale pour ainsi dire : c'est la condamnation des théories socialistes et communistes ; il n'en voit pas la conséquence plus directe, ou plutôt il ne veut pas la voir : l'échec de son système de colonisation militaire. Longtemps, en effet, dans sa pensée, le succès de cette forme de colonisation dépendait de la pratique de la communauté comme d'une condition essentielle. Or, cette condition lui échappe ainsi que lui avaient fait défaut les moyens de marier ses libérés. Les deux bases de l'édifice chancellent ; il menace de s'écrouler.

* * *

Les soldats de Beni Mered et de Mahelma vont donc être désassociés ; le colonel Vaillant est chargé du partage des biens et de la liquidation des comptes dans le premier de ces villages. Dès le mois d'avril 1845, il donne les ordres nécessaires et se propose de suivre lui-même les opérations dans tous les détails, lorsqu'il reçoit une autre mission ; ce sera le sous-intendant Teinturier qui le remplacera.

Son rapport et les quelques mots qu'y ajouta en marge le Gouverneur offrent un certain intérêt parce qu'ils nous font connaître la situation de la colonie en 1845 ; ils témoignent en même temps des artifices dont se sert l'autorité militaire pour soutenir une cause si manifestement perdue. Peut-être ces artifices paraîtront-ils un peu grossiers et parfois ridicules !

L'avoir de la compagnie, au 12 juin 1845, se composait :

1 ^o De 13 maisons construites par les co-		
lons, lesquelles ont coûté ensemble.....	33.898 fr.	} 63.898 »
De 10 maisons construites par le Génie,		
chacune pour deux ménages, évaluées en-		
semble	30.000 »	

elles représentaient en moyenne 1.000 fr. par homme ; pourquoi ne les porter que pour un tiers de leur valeur dans le décompte ? Et puis, quand on détaille l'avoir de la compagnie, on est amené à se demander si l'enrichissement dont on fait état est bien le résultat des efforts individuels ou collectifs des colons. Les 500 hectares de terre valent, dit-on, 200.000 francs ; or, n'avaient-ils pas une valeur au moment où ils furent cédés à la colonie militaire ? Oublie-t-on qu'ils étaient pour la plus grande partie défrichés ? C'est donc une estimation incomplète ou peu sincère, à laquelle s'est livré par ordre cet officier d'administration.

Le rapport ajoutait que 200 hectares seulement étaient cultivés par les militaires et que les $\frac{3}{5}$ restants avaient été loués — à prix avantageux bien entendu — aux fellahs indigènes. Les Arabes de la tribu des Beni Khélil étaient ainsi devenus les khammès ou mieux les serfs de la compagnie. Et voilà le fait brutal qui n'aurait pas manqué de se généraliser si le système de Bugeaud avait prévalu : les soldats colons auraient donné l'exemple de l'asservissement économique des populations vaincues, en les obligeant à travailler au profit de leur communauté militaire.

En terminant, M. le sous-intendant Teinturier célèbre les vertus de la colonisation militaire ; il sait qu'il sera approuvé en haut lieu, il fait sa cour : « Ici (1), des efforts isolés et débiles (il s'agit de la colonie civile), une ignorance profonde des rudiments de la culture, l'absence presque absolue de moyens et, il faut le dire, la gêne toujours et la misère souvent. Dans la colonie militaire, au contraire, unité de volonté et d'impulsion, efforts convergents, moyens d'exécution puissants et, ce qui est plus capital, certitude de faire face aux besoins de la vie, quelles que soient les chances qui se présentent. N'est-il pas évident qu'entre ces deux systèmes, pour tout homme désintéressé dans la question et libre d'idées préconçues, le choix ne peut être un seul instant douteux ?... Ils (colons de Mered) sont tous contents de leur sort, beaucoup sont économes et rangés, quelques-uns sont industriels et intelligents ; le bien-être est général. En un mot, Monsieur le Maréchal, l'essai, fait à Beni Mered sous vos auspices, est heureux ».

(1) *Rapport du sous-intendant Teinturier*, 15 juin 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Beni Mered. A.G.G.A.

Ce rapport est exactement intitulé : *Rapport sur la dissolution de la communauté qui existait entre les colons de Beni Mered*, et il est daté de Médéa.

Si peu mérité fût-il, l'éloge ne satisfit pas complètement le Gouverneur (1). Aussi bien cet officier d'administration oubliait beaucoup de choses : il oubliait la récolte pendante soit 400 francs de plus par homme ; il oubliait le troupeau de cochons, et ce troupeau devait être considérable puisque la part de chaque soldat est estimée par Bugeaud à 600 francs. En somme, tout militaire de Mered possédait, au jugement du duc d'Isly, non pour 6.000 mais pour 8.000 francs de biens au soleil. Et voilà que l'on proclame le succès de ce village ; on ajoute qu'on ne l'espérait pas si complet. L'officier Teinturier s'était employé à le prouver ; Bugeaud le crie bien haut, plus haut que son subordonné, de façon à ce que sa voix soit entendue jusqu'à Paris.

*
* *

De Mahelma, le Gouverneur parlait moins, soit qu'il estimât que le succès avait été moindre, soit qu'il le jugeât d'une autre nature.

La colonie de Mahelma ne possédait que des terres pauvres, plus pauvres en tout cas que celles de Mered ; au surplus, elle était mal située. Bussière, qui la visita à la fin de 1846, dit qu'elle était « dans « un pays perdu et sans débouché », loin de tout centre et de tout marché. La seule ville vers laquelle le colon pouvait écouler ses denrées était Alger, et il fallait à un attelage de bœufs trois jours pour y aller et en revenir, tant les routes étaient défoncées et mal entretenues. La compagnie, dans ces conditions, dut consommer ce qu'elle produisait ou ne produire que ce qu'elle pouvait vendre sur place ; elle cultiva peu ; 140 hectares furent péniblement défrichés. Encore ce fut là le travail non seulement des militaires, mais aussi des quelques civils que Soult leur avait fait adjoindre. A vrai dire, la région, couverte de palmiers nains, paraissait inculte : « Jamais, dit le même « auteur, je n'ai vu le palmier nain aussi fourni qu'autour de la ferme « dont on a doté les environs de Mahelma pour attirer une certaine « circulation d'argent dans le village. Il n'y a que l'ambition du prix « Monthyon ou d'une récompense céleste qui puisse déterminer un « cultivateur aisé à entreprendre un défrichement semblable ».

Mais le palmier nain n'empêche pas l'herbe de pousser à ses côtés ; il la protège contre les ardeurs du soleil ; on le laissa donc et on éleva des bestiaux. Les soldats, réalisant la première conception de Bu-

(1) Les observations de Bugeaud sont ajoutées à la fin de ce rapport et écrites de sa propre main.

geaud, devinrent bergers, comme les Arabes du voisinage. Les troupeaux ne leur manquèrent pas ; ils en reçurent à plusieurs reprises des autorités militaires. Vie assez oisive que celle de ces soldats pasteurs, à qui peut-être elle sembla préférable aux durs labeurs de la culture ! Depuis cette époque, Mahelma est resté un centre d'élevage. Au 30 décembre 1850, les statistiques lui attribueront 209 bœufs, 65 vaches, 98 chèvres, 360 moutons, et pourtant il n'y avait dans le village qu'une cinquantaine de ménages.

La vie pastorale se prêtait mieux que la vie agricole à la communauté de travail ; car c'est parmi les tribus nomades qui pratiquent l'élevage que l'on rencontre le plus souvent cette communauté, en même temps que la propriété collective des terres de parcours. Or, les soldats se plaignirent comme leurs camarades des corvées collectives que leur chef commandait et ils demandèrent, eux aussi, à être désassociés. Chez eux, l'habitude atavique du travail individuel et libre l'emporta sur les sollicitations de la nouvelle existence qu'ils menaient en Afrique.

Il serait oiseux de parler de cette désassociation, si ce que nous en rapporte M. Bussière ne nous indiquait quel fut le mode employé pour répartir les lots entre les intéressés : « La répartition des lots « s'était faite alors au choix des hommes par droit d'ancienneté ; singulier privilège quand on l'appliquait à trancher la question capitale de leur vie civile ! Les lots de terre étaient en effet très inégaux « et il importait gravement de pouvoir choisir. Les premiers mariés « ont reçu en outre 80 francs pour l'installation du ménage ; les plus « tardifs n'ont rien reçu. Cinq de ces colons militaires avaient abandonné leur concession aussitôt après leur libération du service. Il « y avait deux sortes de maisons, de grand et de petit modèle. A la « dissolution ; elles furent aussi prises au choix par droit d'ancienneté ». A Mered, on avait adopté une autre méthode : les soldats tirèrent au sort ; le moyen était plus équitable et, d'autre part, les terrains, situés dans la plaine et tous de même valeur, permirent au répartiteur de composer des lots à peu près égaux. Aussi, les soldats de Mered se déclarèrent en général satisfaits des terres que le sort leur avait désignées. Au contraire, à Mahelma, personne ne fut content ; car la nature accidentée et la valeur inégale des terrains s'étaient opposées à un partage semblable et le droit, reconnu à l'ancienneté, ne correspondant pas à l'amour du travail et à l'adresse des colons, fut des plus critiqués. La communauté avait créé la paresse ; la dissolu-

tion de cette communauté y provoqua des colères, des jalousies, des haines même dont le village se ressentit pendant longtemps.

III

Les autres projets de travail communautaire : Landmann, Czynski, Enfantin

L'organisation du travail en commun a donc définitivement échoué dans les colonies militaires. Bugeaud le constate et il ne tardera pas à le proclamer quand il s'agira de combattre les théories socialistes. Lui-même rapproche dans son article de la *Revue des Deux-Mondes* ses propres essais des théories que propageaient alors plusieurs écoles d'économistes. Aussi, pour pouvoir apprécier à leur juste valeur les tentatives de ce général, il importe maintenant de les replacer dans le milieu social si curieux que présentait à cette époque la France de 1830 à 1850 ; il importe surtout de les comparer aux systèmes nouveaux du Fouriérisme et du Saint-Simonisme et aux projets de réalisation en Afrique que des disciples enthousiastes de ces hardis novateurs avaient élaborés.

Sans nul doute, la communauté de travail s'adaptait si bien à une colonie militaire qu'elle fut inspirée d'abord au Gouverneur par la condition des soldats, encore soumis à toutes les règles de la discipline et aux corvées collectives. Mais Bugeaud n'a-t-il pas obéi à d'autres sentiments ? Ne s'est-il pas laissé séduire par les nouveautés que de bruyantes écoles lançaient avec tant d'ardeur après 1830 ? Curieux comme son compatriote Montaigne, n'a-t-il pas, selon un mot d'un contemporain qui l'a bien connu, jeté un regard bienveillant sur toutes ces hardiesses ? « Je l'ai vu, dit M. Bussière (1), pour l'anniversaire « de la naissance de Fourier, assister à un grand banquet de phalans-
« tériens où il se chargea de porter le toast traditionnel à l'abolition
« des armées destructives et à leur transformation en armées indus-
« trielles et productives ». Pour qu'il se soit trouvé dans une société de phalanstériens et ait accepté de la présider, pour que lui, général, dont une partie de la vie s'était passée à conduire une des guerres les plus destructives des temps modernes en Espagne, ait consenti à renier presque son passé en portant le toast traditionnel, il fallait

(1) A. Bussière : *Le Maréchal Bugeaud et la colonisation en Algérie*, récits, scènes et souvenirs de la vie coloniale. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1853, page 451.

bien qu'il y eût entre ses propres idées et les conceptions du maître de l'École quelques réelles affinités.

Il n'aurait d'ailleurs pas été de son temps s'il ne s'était mêlé comme tous ses contemporains à la bataille des idées qui faisait rage alors en France. La Révolution de juillet n'avait pas été seulement une révolution politique, la substitution d'une dynastie à une autre ; elle fut aussi, on le sait, une révolution littéraire et la menace d'une révolution sociale. Jamais l'homme ne se sentit plus de foi en lui-même. Paris était en plein bouillonnement d'idées : « Chacun pensait, agissait à sa guise... Il posait et résolvait (1) du jour au lendemain tous les problèmes de sa destinée ». Lois de famille, lois de société, tout semblait devoir se transformer et se fondre en des types nouveaux.

La doctrine économique orthodoxe, telle que l'avait établie l'école libérale, fut dès cette époque l'objet des plus vives attaques en Europe. Là, en Allemagne, le patriotisme de Linz s'élevait contre la doctrine funeste du laissez-faire et du laissez-passer ; ici, en France, une philanthropie réelle, un sentiment très fort de commisération pour les victimes du prétendu progrès économique, l'ambition d'organiser le monde du travail suivant des principes originaux, poussèrent un grand nombre d'hommes à rechercher les moyens de soustraire les travailleurs aux fatalités du régime industriel. On détestait la guerre improductive, on se passionna pour le travail utile.

Saint-Simon, que d'aucuns ont appelé le père du socialisme moderne, était mort en 1825, mais il laissait deux disciples, Bazard et Enfantin, dont l'apostolat scientifique et religieux répandit la doctrine. En 1831 et 1832, les événements de la rue Taitbout, puis ceux de Ménilmontant que suivirent le procès et la condamnation du père Enfantin et de plusieurs membres de la famille, firent plus pour propager les principes saint-simoniens que les livres et les brochures. Fourier, un autre ancêtre des dogmes socialistes, ne meurt qu'en 1837, des sociétés se forment en vue d'appliquer ses idées ; des disciples convaincus fondent des phalanstères et leur ardeur n'a d'égale que celle avec laquelle d'autres économistes les combattent. Or, la conquête de l'Algérie a coïncidé, sinon avec l'éclosion de ces doctrines, du moins avec l'époque de leur plus grande diffusion ; et, comme ces écoles fouriéristes et saint-simoniennes devaient chercher un champ d'expérience où elles pussent appliquer leurs principes, l'Afrique leur

(1) *Eugène Pelletan*, par Edouard Petit, page 21.

apparut comme la terre désirable ; tout y était à faire et l'on pouvait tout y oser, sans rencontrer les résistances de la tradition et des préjugés que l'on aurait eu à combattre en Europe. Enfantin écrivait en 1843 (1) : « L'Algérie est un excellent lieu d'essai pour plusieurs « grandes questions sociales qui agitent la France ; l'organisation du « travail est, de toutes ces questions, la plus importante, celle dont la « solution presse le plus ».

Ces systèmes s'accordaient pour condamner l'anarchie du monde du travail à laquelle avait conduit un individualisme outrancier. Les résultats en avaient été déplorables, en colonisation plus que partout ailleurs. Dans quel état se trouvaient les entreprises agricoles de la colonie ? Des fermes éparpillées dans le Sahel et dans la Métidja, isolées les unes des autres ; des colons livrés à eux-mêmes et exposés à tous les dangers d'une vie nouvelle, au milieu de populations hostiles et sous un climat malsain ; aucun centre de ralliement et de secours, si ce n'est Alger et Blida, cités trop lointaines ; peu ou pas de voies de communication, voilà quels avaient été les fruits de cette politique du laissez-faire, à laquelle s'était rallié paresseusement le gouvernement métropolitain. Evidemment, des créations aussi dispersées furent sans force défensive devant les attaques des Arabes ; quelques jours, quelques heures avaient suffi pour consommer la ruine des fermes agricoles de la Métidja. Fallait-il vraiment un tel désastre pour éclairer le Ministère sur l'urgence qu'il y avait à adopter une politique coloniale différente ? En Afrique, le voisinage de puissants groupements indigènes, leur hostilité ouverte ou latente vis-à-vis des chrétiens, leur fanatisme religieux, tout devait imposer aux immigrants la précaution élémentaire de ne pas vivre isolément, de se réunir au contraire dans des centres où ils seraient à même de se porter mutuellement secours ; tout devait aussi dicter au gouvernement ce devoir strict de régler la marche de la colonisation d'après les progrès de la pacification. A lui, revenait l'initiative d'ouvrir aux colons les territoires où il n'y aurait plus de danger à courir ; à lui, le soin de déterminer l'emplacement des villages dans des endroits salubres et bien placés. La colonisation libre, inconsistante et inorganique, avait fait son temps ; désormais, l'Etat interviendra et lui substituera la colonisation officielle, centralisée et fortement organisée. Le village agricole remplace la ferme.

Semblable évolution était en partie accomplie lorsque Bugeaud

(1) Enfantin : *La Colonisation de l'Algérie*, page 488.

débarqua à Alger. Son prédécesseur en effet, le Maréchal Valée, avait déjà commencé par réagir contre ces exploitations agricoles s'installant dans la plaine selon les caprices de leurs propriétaires et sans tenir compte des possibilités de défense que l'armée était en mesure de leur offrir ; de là ses tentatives pour centraliser sur quelques points les cultures européennes et pour établir dans ces localités de nombreuses familles. Bugeaud poursuit et développe cette politique ; comme militaire, il est habitué à la belle régularité des formations de l'armée ; comme homme politique, il veut partout le maintien du principe d'autorité. Avec lui, la colonisation sera organisée, dirigée, réglée par l'Etat ou plutôt par l'armée. Engagé dans cette voie, ne va-t-il pas s'avancer jusqu'au point où ses principes militaristes seront bien près de s'accorder avec les paradoxes de Fourier, les témérités de Saint-Simon et les rêves de l'Eglise ? Et n'est-ce pas à propos de l'organisation du travail en commun que se montrent surtout ces affinités ?

« L'individualisme est mortel, dit Bugeaud, car il pròduit la faiblesse et nous ne pouvons vivre en Afrique que par la force ». Il est de toute nécessité d'unir les énergies individuelles, de les discipliner et au besoin de les embrigader. La militarisation n'est-elle pas le plus sûr et peut-être l'unique moyen de former une société coloniale vigoureuse ? Il en est d'autres qui ont fait leurs preuves, répondent des ecclésiastiques ; la communauté religieuse a accompli des miracles au Moyen-Age, elle en accomplira de nouveaux dans le présent si on lui donne l'occasion de s'essayer en Afrique. L'abbé Landmann propose ses fermes de l'Atlas, les Trappistes d'Aiguebelle offrent de construire un monastère et d'aménager une ferme. — Ne peut-on imaginer des modes d'organisation moins anciens et mieux adaptés aux sociétés industrielles modernes ? Fourier a découvert le travail attrayant et créé le phalanstère ; faites de vos villages des phalanstères et leur succès est assuré, disent les disciples du maître. — De son côté, Infantin, le rénovateur du Saint-Simonisme, son second créateur pour mieux dire, croit vivifier le monde du travail, en fondant une communauté de base par la suppression de l'héritage et en associant fortement le travail, le capital et la science, sources de la richesse industrielle ; dans son grand ouvrage de la colonisation algérienne, il bâtera lui aussi sa colonie idéale et il s'ingéniera, pour mieux la faire accepter par Bugeaud, à démontrer qu'elle est conçue sur le même modèle qu'une légion ou un camp militaire.

De ces projets bien peu seront essayés ; on ne peut guère citer com-

me réalisations que la Trappe de Staouéli et l'Union Agricole d'Afrique. On agit donc peu ; on discuta beaucoup. L'intérêt se concentre sur une lutte de systèmes.

*
* *

La *ferme de l'Atlas* de M. l'abbé Landmann (1) est à la fois une colonie religieuse par son origine et sa direction, une colonie militaire par ses moyens d'établissement et une colonie agricole par ses cultures et ses produits.

Cet ecclésiastique veut la composer uniquement de personnes convaincues de la nécessité d'une bonne discipline religieuse et l'acceptant volontiers comme les moines d'un couvent. Il affirme que l'égoïsme si puissant de nos jours ne saurait être neutralisé que par une direction chrétienne et le retour à la piété. La religion anime et vivifie tout en ce monde ; elle maintiendra unies les volontés humaines. C'est elle qui par le ministère du prêtre, placé à la tête de chaque ferme, fera prospérer l'établissement, empêchera le découragement des individus et la dislocation de la société ; c'est elle qui sera le meilleur bouclier contre les pilleries des indigènes. Un prêtre est un marabout chrétien aux yeux des Arabes ; ils le vénèrent comme ils respectent les sœurs de charité. Aussi sera-t-il utile de le faire seconder par une dizaine de ces sœurs ; on leur confiera les services importants de l'économie domestique et tout particulièrement l'éducation des enfants et les soins à donner aux malades.

Les dépenses d'installation ne s'élèveront pas à plus de 400.000 francs ; car les bâtiments, l'enceinte et les fortifications seront l'œuvre des travailleurs militaires : « C'est sans doute demander beaucoup à l'armée, mais il y a là une œuvre nationale. C'est la colonisation de l'Algérie ». M. l'abbé Landmann dispose ainsi de la main-d'œuvre militaire, il est persuadé qu'on ne la lui refusera pas, il flatte les officiers et les soldats, il est au mieux avec le général de Galbois

(1) Abbé Landmann : *Les Fermes du petit Atlas ou Colonisation agricole, religieuse et militaire du Nord de l'Afrique*, 1841.

Cet ecclésiastique publia, plus tard, d'autres brochures :

Mémoire au Roi sur la Colonisation de l'Algérie, 1845.

Exposé sur la Colonisation, 1846, adressé à MM. les Pairs de France.

Appel à la France pour la colonisation de l'Algérie, 1848.

Colonisation de l'Algérie par les Enfants trouvés, 1853.

Les idées de l'abbé Landmann ont beaucoup varié.

qui commande à Constantine. Mais Bugeaud n'aimait pas qu'on lui forçât la main et l'abbé l'apprendra bientôt à ses dépens.

Dirigée par un prêtre, construite par des soldats, la ferme sera mise en valeur par des familles de paysans, une centaine environ, soit quatre ou cinq cents personnes. Elle comprendra un domaine de 2.500 hectares au moins que l'administration lui concédera en toute propriété. Au pied de l'Atlas, s'étendent des terres riches et profondes ; c'est là que cet ecclésiastique voudrait les placer et de là le nom qu'il leur donne. On y pourra cultiver toutes les céréales et pratiquer en grand l'élevage. Les habitants de la ferme, soumis à une discipline librement acceptée et soutenus par leurs convictions religieuses, travailleront en commun, un peu comme les moines du Moyen-Age, et ils ne posséderont rien individuellement. Terres et récoltes resteront indivis ; ce seront de véritables biens de main-morte. La colonie de l'abbé Landmann n'est plus qu'une ferme-couvent.

Il devait être malaisé de faire accepter cette vie monacale ; il devait être plus difficile de recueillir les fonds nécessaires à l'entreprise, même en supposant que l'armée prêtât son concours. Deux conditions essentielles cependant que ces colons volontaires et cet argent ! Sans elles, l'espoir de fonder les fermes s'évanouirait. Soult et Bugeaud doutaient du succès et réclamaient des précisions sur plusieurs parties du projet et notamment sur l'indivision des terres et la communauté du travail. Seraient-ce les causes de l'échec qu'ils prévoyaient ? Un rapide historique des démarches que, dans sa foi d'apôtre, Landmann multiplia tant à Paris qu'à Alger, et des réponses que l'on fit à ses lettres, montrera qu'en réalité, là, furent bien les pierres d'achoppement de ce système par trop archaïque.

Rappelons d'abord dans quelles circonstances il fut ébauché, puis arrêté. Originaire d'Alsace, l'abbé Landmann avait été de bonne heure attiré par les problèmes coloniaux. Curé de Schlestadt dans le diocèse de Strasbourg, il voyait des familles d'Alsace, de Bavière, de Bade, du Wurtemberg et de la Suisse abandonner leurs villages et vendre leurs terres pour aller chercher fortune dans la lointaine Amérique. Il voulut, comme l'avaient essayé précédemment MM. Stockmar et Achard, les diriger vers nos possessions africaines. Dans cette pensée et après plusieurs voyages à travers l'Allemagne, la France et l'Italie, où il étudia les formes de cette émigration, il vint à Marseille, s'y rencontra avec l'évêque d'Alger et lui soumit une ébauche de sa colonie agricole, militaire et religieuse. Le plan séduisit ; des prélats et de nombreuses personnalités du barreau et du commerce

de cette ville s'y intéressèrent et apportèrent leurs souscriptions. L'abbé Landmann passa en Algérie.

Il visita le Sahel, la Métidja, les régions du pied de l'Atlas et ce premier contact avec la réalité africaine lui démontra la nécessité d'apporter à son projet primitif des modifications. Il attendit donc du temps et d'une expérience plus complète la mise au point indispensable. Curé à Bougie, puis, appelé en cette même qualité à Constantine, il put, grâce à son ministère, entrer en relations avec les autorités militaires et même avec les notabilités musulmanes ; il connut les faiblesses des unes et les flatteries des autres. Au commencement de 1840 (1), l'occasion se présenta à lui de s'essayer à l'agriculture algérienne ; le général de Galbois lui accorda à cinq kilomètres de la ville une concession de cinq hectares sur le plateau de Mansourah. Là, le jeune prêtre, que secondait un dauphinois nommé Biron, soldat au 21^e de ligne, défricha un petit carré de terrain, fit labourer le reste par l'entremise d'un cheik ami, et tous deux semèrent, plantèrent et rentrèrent quelques récoltes. Ils y construisirent même une petite maison de campagne. Ce fut dans cette modeste Thébaidé que fut mise la dernière main aux Fermes de l'Atlas : « C'est sur le terrain, « c'est sur le sol africain qu'il l'a écrit, dit de cet essai un de ses admirateurs, le vicomte Héricart de Thury (2) ; c'est au milieu des « Arabes, c'est en vivant avec eux, c'est en étudiant leurs mœurs ».

Mais comment en assurer l'exécution ? Le meilleur était d'agir auprès du gouvernement pour qu'il mît à la disposition de son auteur les moyens suffisants. Toujours ce concours de l'État sur lequel les premiers colonisateurs ont tant compté ! Le voilà parti pour Paris non sans avoir vu à son passage à Alger le général Bugeaud, auquel il communiqua ses idées et ses plans et dont il obtint une vague promesse. Le 19 avril, il soumettait son projet au Ministre de la Guerre, puis en parlait au Directeur des Affaires de l'Algérie, M. Laurence. Soult se montra accueillant, Laurence fut beaucoup plus réservé.

Le duc de Dalmatie, tout en approuvant l'initiative de l'abbé, lui conseilla d'organiser le conseil supérieur de l'Association fondatrice et de lui faire connaître les noms des personnes qu'il aurait choisies. Il lui écrivit, le 10 août 1841, et, à travers les éloges de circonstance et les promesses d'un concours conditionnel, il ne laisse point de si-

(1) Vicomte Héricart de Thury : *Rapport sur le projet des Fermes de l'Atlas de l'abbé Landmann*, 1842. Société royale et centrale d'agriculture. Passim.

(2) *Ibidem*, page 31.

gnaler l'une des grandes difficultés de la colonisation religieuse à notre époque : « Parmi les moyens de colonisation (1) dont on peut encourager l'expérience, je n'entends pas exclure dès l'abord celui qui aurait pour base une association ou une sorte de communauté de travailleurs dirigés surtout par le principe religieux. Mais une telle organisation qui nous ferait remonter aux anciens âges suppose l'accession volontaire et durable des travailleurs eux-mêmes ; elle suppose l'unité d'intention, la soumission constante, l'esprit de paix, qualités bien difficiles, sinon impossibles, à rencontrer en même temps chez un certain nombre d'hommes, tels que dans l'état actuel de nos sociétés on peut espérer les réunir pour une œuvre commune. L'émigration n'a pas, comme vous le savez, de plus puissant mobile que la création d'un patrimoine, dont on puisse disposer librement. C'est pour le fonder ou l'agrandir dans un autre hémisphère que les populations allemandes notamment quittent la patrie et vendent même leurs champs et leurs chaumières. Est-il bien certain que ces émigrants, ou d'autres qu'agite le même désir, s'accommodent d'un régime dans lequel les premières conditions sont la suspension de toute indépendance personnelle et la propriété mise en commun ».

Soult ne confie point toute sa pensée à l'abbé Landmann, il s'en ouvre plus clairement à Bugeaud, huit jours après, dans ses instructions (2). Si la réalité, lui dit-il, répondait, même en partie, aux espérances de son auteur, « jamais plus belle œuvre n'aurait été accomplie, « mais l'Administration doit plonger ses regards au-delà des théories « et descendre jusqu'à la pratique des choses. Or, il est extrêmement « douteux que le projet soit praticable ». Et il ne l'est pas seulement parce qu'on ne trouvera pas des gens, consentant à aliéner leur liberté et à abandonner tout espoir de propriété individuelle, mais aussi parce qu'une pareille entreprise présuppose la formation d'un patronage pour le moment inexistant. Les craintes du Ministre étaient fondées ; l'abbé Landmann eut beau multiplier ses démarches, sonner à toutes les portes ; aucune ne s'ouvrit. Bientôt, il fut obligé de reconnaître qu'il n'avait pas abouti ; il n'avait en effet réussi à trouver ni des fonds pour exploiter ses fermes, ni des gens pour les peupler. Aussi, lorsqu'après un séjour de plus d'une année à Paris, il se décida à re-

(1) *Soult à l'abbé Landmann*, 10 août 1841. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Landmann.

(2) *Soult à Bugeaud*, Instructions ministérielles. Lettre déjà citée.

tourner à Alger, il ne rapporta avec lui que des promesses et il ne put ramener comme colons que cinq jeunes gens. A eux six, ils étaient si pauvres d'argent qu'ils durent solliciter le passage gratuit et une modique subvention. On leur accorda quinze cents francs et beaucoup de lettres de recommandation pour le Gouverneur, le Directeur de l'Intérieur, celui des Finances... Allaient-ils rencontrer à Alger des oreilles plus complaisantes ?

Ils se heurteront aux mêmes promesses polies et aux mêmes résistances. Bugeaud, auquel l'abbé avait adressé un exemplaire de sa brochure, dès qu'elle avait été publiée, n'avait pas voulu décourager son auteur et il avait applaudi à son intention de maintenir la communauté du travail dans sa future colonie.

J'ai lu votre brochure, et j'y ai trouvé de bonnes idées, lui répond-il (1), celles surtout relatives au travail en commun par association... Votre entreprise me paraît praticable, toutefois avec certaines modifications ; et, quand le temps sera venu de lui prêter secours et assistance, je le ferai autant que cela dépendra de moi.

Quels sont les changements auxquels fait allusion le Gouverneur ? Serait-ce la suppression de la propriété indivise ? On ne peut que le supposer d'après les atténuations que s'efforcera d'apporter, plus tard, à ce principe l'abbé Landmann, lorsqu'il voudra vaincre les hésitations du Général. En tout cas, ces modifications semblent importantes à Bugeaud et il doute qu'elles soient efficaces, car il avait déjà averti le Ministre qu'il fallait laisser cet ecclésiastique mûrir son projet (2).

Il est possible que la ferveur et la discipline religieuses puissent réunir quelques hommes pour accomplir la même œuvre ; mais il me paraît certain que le nombre en sera si exigu que cela ne pourra pas être compté parmi les moyens d'accélérer la colonisation.

L'abbé est à Alger ; il est entré en relations avec Bugeaud. Le 11 août 1842, le Gouverneur va visiter la ligne de l'obstacle ; il cherche entre Alger et Coléa deux terrains assez vastes pour y établir des dépôts de remonte. Il poussera jusqu'à la Chiffa afin de voir les travaux de la route, peut-être jusqu'à Médéa. C'est une excursion de trois ou quatre jours ; il emmène avec lui l'abbé Landmann.

Cet ecclésiastique, mande-t-il (3) à Paris la veille du jour où il doit se mettre

(1) *Bugeaud à l'abbé Landmann*, 28 décembre 1841. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 26 Novembre 1841. Lettre déjà citée.

(3) *Bugeaud à Soult*, 10 août 1842. Dossier Landmann. A.G.G.A.

en route, est fort intéressant par son ardeur et son intelligence ; je crois qu'on peut en tirer un bon parti.

Il est décidé, si les conversations qu'il va avoir avec lui confirment ce bon jugement, à choisir un bel emplacement pour une de ses fermes .Dix jours après (1), tout est changé ; le charme est rompu :

Celui-ci n'a pas gagné au long entretien d'un voyage de cinq jours. Nous avons reconnu, le Directeur de l'Intérieur et moi, qu'il a peu d'idées pratiques et qu'il n'a pas calculé les conséquences et les nécessités de l'œuvre qu'il veut entreprendre.

Prononcée dans ces termes, la condamnation est sans appel. L'abbé Landmann aura beau retourner à Paris, publier de nouvelles brochures, intéresser à ses idées le Roi, la famille royale, des Ministres, des Députés et des Pairs ; il aura beau modifier sur plusieurs points les lignes directrices de son projet, promettre aux familles de colons la propriété individuelle d'une partie des terres de la communauté, supprimer aussi l'obligation du travail en commun ; tant que le Maréchal restera à Alger, ses efforts, ses démarches, ses intrigues seront sans effet. Quoi qu'il fasse, il est jugé ; ce n'est pas un esprit pratique, a décidé celui qui, durant son commandement, poursuivra le rêve de la colonisation militaire.

*
* * *

La communauté religieuse ne représentait que l'image du passé et d'un passé qu'il semblait bien malaisé de ressusciter ; le phalanstère de Fourier et la famille associée d'Enfantin étaient des formes plus modernes de la vie en commun, les réalités de demain d'après ces économistes.

Pourtant, entre les conceptions de Fourier et celles de Bugeaud, que d'oppositions ! Je ne parle pas des fantaisies du réformateur, de ses hardiesses folles d'idées et d'expressions, si déconcertantes qu'elles étonnaient même ses amis et ses disciples. Mais n'y avait-il pas dans la vie d'hôtel, idéal de l'existence phalanstérienne, dans la manie bureaucratique de Fourier de tout cataloguer et de tout étiqueter, et dans son amour de la liberté passionnelle, bien des choses inconciliables avec les aspirations du Maréchal ? A vrai dire, toutes ces hardiesses, si contraires fussent-elles à ses propres convictions, ne lui déplaisaient pas et ne l'éloignaient pas non plus de la doctrine fou-

(1) *Bugeaud à Soult*, 20 août 1842. Dossier Landmann. A.G.G.A.

riériste. On l'a dit (1), il y avait chez Bugeaud « dans son humeur « prime-sautière et souvent fantasque, un courant de témérité aventureuse et paradoxale qui se laissait attirer volontiers par les singularités du dehors, sauf à rentrer aussitôt dans son propre lit ».

Ne saurait-on découvrir par ailleurs entre ces deux hommes quelque parenté de sentiments ? Fourier affirme que le monde du travail manque d'une bonne organisation et il en propose une fondée sur le travail attrayant ; c'est le pivot sur lequel tourne son système. L'étude de la nature humaine lui a fait découvrir douze passions ; il faut les satisfaire si l'on veut établir l'harmonie entre les hommes. Du moment où la fonction sociale, déparée à un individu, satisfera sa passion dominante, on le verra courir à un travail fatigant, comme, sur les champs de bataille où les ressorts passionnels entrent aussi en jeu, on voit le soldat courir à la mêlée meurtrière. Inutile de rappeler la subtile analyse des passions dans laquelle s'est complu ce psychologue ! Retenons simplement qu'il s'était ingénié à enlever au labeur manuel toute apparence d'effort.

Aucune pensée ne pouvait paraître plus juste et plus heureuse à Bugeaud que cette conception du travail attrayant ! Après avoir quitté le métier des armes, ne s'était-il pas donné tout entier et avec joie à la culture ? Et un de ses premiers actes en Afrique ne fut-il pas, lorsque la guerre lui laissa quelque répit, de donner une grande leçon de labourage à tous ses officiers et fonctionnaires dans les environs de la Maison-Carrée ? Le travail des champs fut toujours le délassément préféré du Maréchal.

Puis, cette préférence donnée par Fourier à la production agricole sur la production industrielle faisait vibrer dans l'âme de cet agriculteur une des fibres les plus sensibles. L'économiste soutenait qu'il n'y avait pas chez l'homme d'attraction naturelle pour les entreprises de l'industrie, et en particulier pour le travail des mines rebutant et dangereux. La vie saine et laborieuse du paysan, voilà la vocation de l'homme ; c'était elle qui dans l'harmonie future devait prendre la première place. Il est vrai que, par travail agricole, Fourier n'entend pas seulement le labourage des terres, le dépiquage des grains, le fauchage des prairies — choses qui exigent de rudes et patients efforts — mais la culture facile des arbres fruitiers, des légumes et des fleurs ; il admet aussi l'élevage de la volaille, les soins à prodiguer aux

(1) A. Bussière : *Le Maréchal Bugeaud et la Colonisation en Algérie. Revue des Deux mondes*, 1^{er} novembre 1853, page 451.

abeilles, la pisciculture. Tout cela, dit-il, égaie la terre et la transforme en jardin. Bugeaud est moins exclusif : pour lui, il sait rendre justice à la glèbe, et préfère en somme le dur labeur du paysan au passe-temps de l'horticulteur.

N'est-il pas enfin d'accord avec le créateur du phalanstère sur le meilleur mode de production, savoir la production en grand et par une communauté agricole ? Bugeaud, sans doute, ne procédera que par petites compagnies de soixante à cent hommes ; Fourier organisait un groupement de 1.500 personnes : la phalange. Mais tous deux, lorsque les travaux exigeaient la mise en mouvement de masses plus considérables, parlaient de recourir à de véritables armées industrielles. N'est-ce pas là le rêve de Bugeaud en Afrique ? Tout y est à créer ; l'on doit commencer par les grands travaux publics si l'on veut que prospèrent les exploitations agricoles, collectives ou privées ; il faudra donc tracer des routes, jeter des ponts, dessécher les marais, construire des villages. Or, pour accomplir cette œuvre, il n'est pas nécessaire de recruter une armée industrielle, comme le désire Fourier ; les troupes africaines sont là et se chargeront de mener à bien la colonisation de l'Algérie.

Les deux systèmes de Bugeaud et de Fourier se rapprochent et presque se confondent. On ne saurait trouver une meilleure preuve de cette similitude que dans la brochure, écrite par Jean Czynski, et publiée en 1840 sous le titre : *La Colonisation d'Alger d'après la théorie de Fourier*. Après le maître, le disciple développait le thème des armées industrielles : « Employez donc (1) pour produire la même
« organisation que pour détruire. Le corps entier de l'armée se meut
« comme un seul homme, parce qu'il est partagé en divisions, batail-
« lons, compagnies, sections ; partagez de même vos colons produc-
« tifs ; divisez votre terrain de 30 lieues carrées en trente cantons et
« distribuez-y les habitants par 1.500 individus, hommes, femmes,
« enfants, vieillards. Partagez les travailleurs en groupes et séries,
« ou, si vous préférez, en sections, compagnies, bataillons ; que tous
« les associés soient animés à la fois par l'intérêt propre et par l'inté-
« rêt de la colonie entière. La régence centrale dirigera toutes les opé-
« rations ; elle donnera la même impulsion unitaire aux travaux de
« la production que le général en chef donne aux combats meurtriers ».

Toutefois, dans cette application de la doctrine à l'Algérie, deux grands courants se formèrent parmi les disciples, car ils furent nom-

(1) Jean Czynski : *Colonisation d'Alger*. Librairie sociale, 1840, page 17.

breux ceux qui eurent la pensée d'appliquer ce système à la colonisation africaine. M. Daly prétendait constituer sur le plan de la société phalanstérienne de grandes compagnies coloniales auxquelles seraient livrées de vastes étendues à défricher et à peupler. M. Madaule, capitaine du Génie, laissait au contraire à l'État le soin de cette organisation et lui en imputait tous les frais. Il traitait en même temps du difficile problème de la juste répartition des bénéfices entre les colons selon leur apport de capital, d'intelligence et de travail. Les uns attendaient ainsi des individus l'initiative des grands travaux colonisateurs, les autres des pouvoirs publics. Madame Gatti de Gamond, dans son ouvrage sur *Fourier et son système*, n'a garde d'oublier la question d'Alger, mais elle hésite entre les deux moyens de se procurer des capitaux. S'adressera-t-on au gouvernement ? Formera-t-on une compagnie d'actionnaires avec l'assentiment et la protection de l'État ? Elle inclinait vers la seconde solution quand intervint Czynski qui la fit se ranger définitivement à la première.

D'après ce dernier, la colonisation d'Alger doit être une œuvre nationale. Le gouvernement seul peut la diriger et y employer les sommes nécessaires. Qu'on ne lésine pas surtout sur les dépenses ! Si 100 millions sont estimés indispensables, que les Chambres les votent ! Et il s'attaque assez vivement à l'esprit parcimonieux des députés : « On confond, dit-il (1), trop souvent dans les questions d'intérêt national l'avarice avec l'économie, ou plutôt on prend la première pour la seconde. Là où il faut dépenser dix, l'on accorde neuf et l'on se réjouit ; on appelle cela un triomphe, une victoire remportée, une économie ! Une sage économie ne consiste pas à dépenser peu, mais à dépenser bien, à dépenser ce qu'il faut. Un million qui produit, qui rapporte, est bien placé. Un millier de francs, refusé mal à propos, peut compromettre le sort de toute une colonie... Cette fausse économie est devenue une maladie dominante, c'est le choléra de l'industrie ».

A la monarchie de Louis-Philippe, il donne pour exemple la politique des tzars dans le Caucase et en Sibérie. L'effort des Russes y a été grand, continu, onéreux, mais les résultats obtenus furent immenses ; des villes se sont élevées, des fermes bâties, des terres fécondées puis livrées à la culture. Les déserts, dont se moquait la diplomatie européenne quand elle les laissa conquérir par Catherine II, sont devenus des parties de l'Empire russe riches et peuplées. Que

(1) *Même brochure* que ci-dessus, page 13.

la France fasse de même en Afrique ! Qu'elle n'hésite pas à y employer de gros capitaux ; elle transformera ainsi l'occupation ruineuse en une conquête profitable à la nation. Elle aura à la fois délivré l'Europe de la piraterie barbaresque et fait une excellente affaire pour elle-même.

Ce fut donc le parti favorable à l'intervention de l'État qui triompha dans l'école de Fourier vers 1841. A la même époque, le gouvernement se prononça en faveur de la colonisation officielle. Nous ne prétendons pas établir entre ces deux faits, dont la coïncidence est au moins frappante, des liens tels que l'un soit nécessairement la cause déterminante de l'autre ; mais, dans ce que l'on appelle l'opinion publique — et l'on conviendra que sous un régime parlementaire les Ministres doivent tenir compte de ses variations — il y a tant d'éléments qui entrent en jeu pour en expliquer les changements, éléments souvent obscurs, imprécis, impondérables qu'il importe de n'en laisser échapper aucun. D'autre part, la colonisation devenant officielle, il était inutile de constituer des sociétés fouriéristes. L'essai du système sera donc retardé jusqu'au jour où il sera évident que les autorités métropolitaines et algériennes se refusent à établir des colons et à construire des villages sur des plans et avec des méthodes semblables aux règles qu'avait posées le créateur du phalanstère. Alors seulement, une tentative aura lieu et, en 1845, sera fondée « l'Union Agricole du Sig ».

*
* *

Mais cette création, tout en se rapprochant du phalanstère de Fourier, se fonde aussi sur l'organisation de la Famille des Saint-Simoniens. Enfantin, dans un article qui fut fort remarqué, donna son patronage à cette œuvre. C'e sera une entreprise hybride, dirigée par des hommes aux vues divergentes ; elle échouera tant à cause de cette divergence qu'à cause de la communauté de travail et de bénéfices que l'on s'efforça d'y maintenir.

Toutefois, comme ses fondateurs s'étaient proposé l'application des principes de ces deux écoles, il sera temps d'en parler lorsque nous aurons exposé les idées d'Enfantin sur la meilleure manière de conduire la colonisation en Algérie. Plus que les disciples de Fourier, ceux de Saint-Simon essayèrent de faire triompher leurs doctrines dans la politique coloniale africaine. Ils y vinrent nombreux et y jouèrent dans les principales administrations un rôle de premier plan,

trop peu connu encore (1). Il suffira de citer Lamoricière, un des principaux lieutenants de Bugeaud, et Urbain, l'interprète de la Division de Constantine ; mais d'autres se signalèrent dans les travaux publics, les postes, l'intendance... Pourtant, dans cette cohorte, la première place doit être réservée à Enfantin ; car il est le chef reconnu de l'Ecole, il a été en relations étroites avec le Gouverneur, a discuté avec lui les grands problèmes que soulevaient, et la nécessité d'amener une forte population européenne en Afrique, et l'obligation pour l'État de la diriger, de l'organiser, de la discipliner. Interprète autorisé de la doctrine, il nous a laissé un gros ouvrage sur la colonisation de l'Algérie, telle qu'il la comprenait.

Ce livre est assurément un des plus complets et des plus curieux qui aient paru à cette époque sur notre nouvelle possession. S'il renferme au jugement de quelques-uns des vues trop systématiques, il contient aussi des observations fines et justes qui dénotent chez son auteur une singulière perspicacité d'économiste et une connaissance avisée des mœurs et des aspirations des sociétés musulmanes. Enfantin a vécu parmi les Orientaux et a su pénétrer leur âme si différente de la nôtre. Le chef de la famille venait en effet, après sa condamnation, de séjourner trois années en Egypte ; il y avait entraîné son bataillon d'amis fidèles, sa phalange d'ingénieurs ; là, tous rêvèrent de s'employer à la percée de l'isthme de Suez, puis travaillèrent à un immense barrage du Nil. Lorsque l'entreprise fut arrêtée, la plupart des Saint-Simoniens rentrèrent en France ; chez plusieurs d'entre eux, ce contact avec les peuples et les choses de l'Orient éveilla le secret désir de revenir sur la terre africaine. L'Algérie les attirait ; en 1839, Enfantin fut, sur sa demande, nommé membre de la Commission scientifique et s'embarqua pour Alger. Il devait y séjourner deux années de 1839 à 1841 ; au cours des nombreux voyages qu'il fit avec ses collègues à travers les trois provinces, il visita Oran, Constantine, Guelma, Philippeville, il parcourut les campagnes sou-mises et partout s'enquit des besoins de la colonie, des conditions économiques et sociales dans lesquelles vivaient les tribus indigènes. Ainsi, il put se rendre compte des difficultés de toutes sortes qu'allait entraîner de ce côté de la Méditerranée l'établissement d'une population européenne au milieu des masses musulmanes. Son livre fut donc le fruit d'une expérience de deux années ; quand il s'embarqua

(1) Voir l'ouvrage de Georges Weill : *l'Ecole Saint-Simonienne ; son histoire, son influence jusqu'à nos jours*. Paris, Alcan, in-8, 1896.

en 1841 pour retourner en France, il en possédait tous les matériaux. Or, à ce moment, la cause de la colonisation algérienne est gagnée ; il a pu s'en convaincre dans le court entretien qu'il a eu avec le Gouverneur avant son départ. Ce sera donc de cette colonisation qu'il traitera, bien qu'il ait été seulement chargé par le Ministre de recherches historiques ; il se proposera de montrer comment, étant donné l'état de la propriété chez les Musulmans, seuls les principes du Saint-Simonisme peuvent permettre de résoudre les multiples problèmes de cette colonisation africaine ; il n'oubliera pas non plus que, pour faire agréer ses conceptions, il doit éviter de s'opposer trop directement aux idées de Bugeaud.

Comme ce Gouverneur, il condamne les méthodes, ou plutôt l'absence de méthode qui a prévalu jusqu'ici dans la politique africaine. Tout y a été désordonné et anarchique ; rien pourtant n'exige plus d'unité de vues et plus de continuité dans l'effort que l'établissement d'une colonie, surtout si l'on veut la peupler d'immigrants européens. La difficulté est d'autant plus grande qu'il s'y trouve déjà des populations indigènes assez denses et de mœurs fort différentes. Une pareille entreprise, qui a un caractère national, ne saurait aboutir que si elle est prise en mains par le gouvernement et dirigée par lui avec vigueur, voire même avec une apparence de despotisme : « J'espère, » dit-il, que le gouvernement *saura* ce qu'il faut faire (1) pour coloniser, qu'il *osera* l'ordonner avec vigueur et l'accomplir avec persévérance, et qu'il inspirera l'obéissance, parce que, pour une pareille œuvre, pour fonder une société nouvelle et surtout une société composée de deux populations très différentes, il faut, plus que dans toute autre circonstance, j'en ai la conviction profonde, il faut à un très haut degré un pouvoir intelligent, vigoureux, unitaire, despotique même et non pas un gouvernement parlementaire ». L'intervention de l'État est donc, pour Enfantin comme pour Bugeaud, plus qu'un gage du succès ; c'est une nécessité impérieuse.

Tous deux affirment aussi que le triomphe de l'individualisme est une cause de faiblesse dans nos sociétés modernes et qu'il faut restaurer le principe d'autorité. Lorsque les hommes sont livrés à eux-mêmes sans lien matériel ou moral qui les unisse, ils s'épuisent en efforts désordonnés et vains, et, comme leur égoïsme n'est jamais satisfait, ils se jalourent entre eux et se nuisent réciproquement. Dans ces conditions, aucune œuvre de quelque importance et de longue

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, pages 192-193.

halcine n'est possible, la colonisation moins que toute autre. Il faut donc discipliner les énergies et associer les efforts. Dans une lettre à M. le comte de Gasparin, administrateur de plusieurs sociétés, l'apôtre de l'associationisme s'élève contre les méfaits de cet individualisme : « Je ne m'explique pas bien, Monsieur le Comte (1), comment
« un administrateur, tel que vous, n'est pas tout-à-fait désenchanté
« des efforts inutiles que l'on fait pour constituer des réunions d'êtres
« humains, des sociétés, uniquement ou principalement avec l'égoïs-
« me et la propriété privée. Il n'y a dans le monde entier que la France,
« depuis cinquante ans, qui se soit proposée de résoudre un tel pro-
« blème, aussi insoluble que la quadrature du cercle ; et les adminis-
« trateurs, ce me semble, devraient être les premiers à sentir et à voir
« d'où vient que le problème a été ainsi posé et à quoi il a servi. Avec
« lui, on a détruit une ancienne société, mais je défie qu'avec lui on
« en fonde une nouvelle ; une société sera toujours une association
« et non une agglomération d'éléments hostiles, rivaux, jaloux, égoïs-
« tes, sans principes communs, sans base collective, sans but général.
« En Algérie plus qu'ailleurs, si les Français portent leur égoïsme et
« rien que cela, il les y rongera comme il l'a fait jusqu'à ce jour. Vous
« savez qu'il leur est difficile d'y porter leur religion (on ne peut por-
« ter que ce qu'on a). Comment lutterait-on contre la tribu et contre
« le Coran ? ».

Pourtant, dans l'organisation de la future Société, le travail collectif n'est pas un des dogmes de la religion d'Enfantin ; il le considère comme un idéal que rarement on peut atteindre, si ce n'est dans des circonstances exceptionnelles. S'il a pu l'imposer au sein de la Famille, il ne lui semble pas possible d'en faire la règle d'une société considérable, de ce qu'il appelle une armée industrielle. A moins que cette armée du travail ne soit la légion de Bugeaud dont les soldats sont encore soumis à la discipline militaire ; ces colonies de légionnaires lui paraissent « pouvoir comporter plus complète-
« ment que les colonies civiles l'exploitation collective du sol parce-
« que, dans l'ordre militaire, la hiérarchie, l'autorité, la direction du
« travail existent déjà, tandis que c'est précisément ce qui est à créer,
« ce qui n'existe pas dans l'ordre civil, non seulement en Algérie,
« mais en France ».

Si la communauté est pratiquement irréalisable dans la plupart des

(1) *Enfantin au comte de Gasparin*, 13 mars 1843. Bibliothèque de l'Arsenal. Collection Enfantin.

cas, l'association est toujours possible ; elle doit devenir la loi du monde industriel. Associer le capital et le travail de façon à les rémunérer équitablement l'un et l'autre, associer en même temps les savants et les ouvriers de telle sorte que les uns exécutent ce que les premiers ont conçu, créer entre ces trois éléments, capitalistes, ingénieurs et travailleurs, une union indissoluble, tel fut le rêve d'Enfantin, et il le réalisa plus tard quand il fonda la première compagnie à laquelle le gouvernement concéda la construction de la ligne ferrée de Paris à Lyon. Le Saint-Simonisme d'Enfantin substitue ainsi à l'attraction passionnelle de Fourier l'association intéressée. Les ouvriers qui y entrent sont primitivement libres ; mais, entre eux et leurs chefs, il s'établit bientôt des liens puissants, dus à la supériorité de l'intelligence et aux qualités morales des chefs. Mieux encore, avec Saint-Simon et surtout avec Enfantin, la science devient presque une religion à laquelle on rend un culte. Laissez diriger le monde par les savants et tout sera organisé méthodiquement. Les folies communistes ne sont que des utopies ; les communautés chrétiennes ont fait leur temps ; les associations positives et scientifiques sont l'avenir. Reconnaissons qu'Enfantin qui ne méconnaît pas la force du sentiment religieux essaie d'unir en sa personne la science et la religion et, certes, l'enthousiasme de ses disciples, leur dévouement, leur abnégation prouvent qu'il avait partiellement réussi à personnifier ce double idéal. Reconnaissons aussi que les règles pour l'organisation du travail, inspirées au Père par le désir de maintenir l'autorité des savants dans les futures colonies africaines, y auraient instauré un régime peu différent du régime militaire par l'embrigadement des hommes, par l'obligation des corvées communes et la rigueur de la discipline intérieure.

Pénétrons dans les détails de cette organisation. Comment Enfantin comprend-il la colonisation algérienne ? Avec une sûre clairvoyance, il énonce en des termes d'une singulière précision les deux sortes de problèmes que la politique française aura à résoudre : « 1^o Dans quel sens (1) faut-il modifier les institutions, les mœurs et les usages des indigènes pour les faire entrer progressivement en « société avec la population européenne ? 2^o Comment modifier les « institutions civiles, militaires, administratives, religieuses de la « population européenne, comment modifier les usages de culture, « d'habitation, de vêtement, de nourriture, en un mot son hygiène,

(1) Enfantin : *Colonisation de l'Algérie*, page 36.

« pour les approprier le plus vite possible au nouveau sol, au nouveau « climat, aux nouvelles relations humaines que la France rencontre « en Algérie ? ». Voilà, en effet, la double difficulté, celle qui, pour n'avoir pas été comprise, n'a guère retenu l'attention et qui s'est même aggravée de nos jours. Du moment où le gouvernement français était décidé à faire de sa conquête une colonie de peuplement, alors que dans ce pays résidait déjà une population indigène assez dense, il était d'un intérêt supérieur et national de rapprocher ces deux éléments, afin de leur permettre de vivre et de se développer côte à côte sans trop de froissements et de heurts.

Or, à ce moment, la colonisation française avait deux obstacles à surmonter, l'un provenant de l'état de la propriété, l'autre du manque d'organisation des colonies françaises. Partant de cette idée que les indigènes, vivant en Algérie depuis des siècles, ont dû s'y adapter aux conditions du sol et du climat, raillant les Français qui croient qu'ils n'ont rien à apprendre des Africains, Enfantin se demande d'abord quelle est la conception de la propriété chez les Musulmans, puisqu'elle est celle qui a prévalu chez les Français, enfin s'il ne serait pas possible d'imaginer une troisième forme d'appropriation dont pourraient se contenter pour le moment colons européens et indigènes algériens. Il va de soi que si la propriété collective existait en Afrique, il serait imprudent, selon cet économiste, de vouloir la supprimer ; il lui paraîtrait fort habile d'y habituer les nouveaux venus.

Dans la Régence la terre appartenait au souverain, et, en règle générale, la possession était collective entre les membres de la tribu. Le *bled el arch* s'étendait sur presque toute la province de Constantine et on ne pouvait le définir que comme un terrain collectif de tribu. De ce fait général, il existe plusieurs causes et il suffit pour les connaître d'avoir vécu quelque temps en Afrique : le sol et le climat ne se prêtent pas à la petite culture, excepté toutefois dans la zone du littoral et autour des grandes villes ; le nomadisme, pratiqué par les Arabes et aussi par les Kabyles, attendu qu'il est une condition d'existence en ces pays voisins de la steppe, suppose de vastes surfaces indivises de parcours ; le Coran a traduit en préceptes religieux cette nécessité sociale en réservant la propriété du sol à Dieu ou à son représentant sur la terre le Sultan, mais en attribuant la jouissance collective à tous les membres de la tribu. Pourtant dire que la propriété individuelle n'existe pas chez les Musulmans est inexact, mais elle est l'exception ; les biens *melk* se rencontrent près des agglomérations urbaines ou dans les régions à culture intensive comme en Kabylie.

Même là, le droit souverain du beylik s'exerce par les confiscations et les monopoles, et l'institution des habous n'y a été établie, remarque-t-il, que pour éluder ce droit exorbitant : « Ce fut une espèce de « fraude pieuse, au moyen de laquelle le propriétaire citadin couvrait « sa propriété du bouclier de la foi pour la sauver de la convoitise « du représentant de Dieu ».

Que d'oppositions entre ce régime foncier algérien et celui de la France ! Chez nous la propriété est au contraire individuelle en général et collective par exception. Individuelle, elle est libre et ce ne peut être que dans des cas prévus par la loi qu'elle est engagée par hypothèque. Collective, elle appartient à l'Etat, aux communes, à des établissements de bienfaisance ou à des associations, mais elle est traitée alors comme bien de mineurs et presque immuable. Doit-on se borner à constater ces oppositions ou bien faut-il choisir nécessairement entre les deux régimes ? Le Saint-Simonien ne le croit pas et il observe que, dans l'Europe moderne, s'est créée à côté des biens immobiliers une nouvelle forme d'appropriation qui grandit chaque jour et celle-là est tout à la fois individuelle et collective. C'est la propriété mobilière ; elle est collective par le fonds puisqu'il appartient à l'ensemble des actionnaires, et individuelle par le titre puisque chaque action est la possession d'un seul. Or, qui empêche de constituer de grandes sociétés auxquelles on concéderait de vastes domaines et dont les colons pourraient être les actionnaires avec d'autres capitalistes ? Les indigènes eux aussi seraient admis dans cette association. Et cela aurait le double avantage de ménager leurs habitudes traditionnelles et de donner satisfaction aux instincts individualistes des Français. Sans doute, conclut Enfantin, la réforme est de trop d'importance pour ne pas être accomplie progressivement ; le mieux est de conserver pour le moment la propriété collective dans les tribus ; on établira seulement la propriété par action dans les colonies françaises.

Cette application du système de la société anonyme ou de la société en commandite au régime foncier algérien ne parut pas des plus heureuses à Bugeaud et à la plupart des contemporains. Bugeaud se méfiait de toutes les sociétés financières et des capitalistes qui les dirigeaient ; il lutta jusqu'au dernier jour de son commandement contre les grandes concessions ; il leur reprochait surtout de ne point amener d'immigrants et préférait les communautés agraires en même temps que militaires. Les publicistes du temps critiquèrent vivement ces hardiesses du Père : « Ce serait, dit un article du *Journal des Dé-*

« *bats* (1), un triste appât à offrir aux émigrants de tous les pays pour
« les attirer en Afrique que de leur montrer de loin le fantôme de
« cette communauté inaliénable et indivisible qui peut être la règle
« d'un couvent, mais non d'un peuple ». Cette société anonyme n'est
d'ailleurs pas, comme le prétend Enfantin, le triomphe de la collectivité et la faillite de l'individualisme : « Qui n'aperçoit sous cette
« écorce, ajoute le même polémiste, l'individualisme plus vigoureux
« que jamais, cherchant un emploi des ressources acquises comme le
« moyen d'en acquérir de nouvelles et visant à la propriété individuelle, objet constant des efforts de tous, depuis l'ouvrier qui place
« son argent à la caisse d'épargne jusqu'au banquier qui se métamorphosera quelque jour en grand propriétaire terrien ? Chez nous,
« l'association n'est pas un but mais un moyen. On s'associe pour
« créer la richesse, on se divise pour la posséder ».

Quelle que fût la distance qui existait entre les opinions de Bugeaud et d'Enfantin sur la propriété collective, nécessité provisoire chez l'un, idéal difficilement réalisable chez l'autre, elle n'était point infranchissable. Ils s'entendront mieux en matière de colonisation. Elle se fera, dit Enfantin, par colonies militaires et par colonies civiles. Bugeaud a pris l'initiative de former les premières ; il convient de lui laisser poursuivre son œuvre ; qu'il multiplie ces créations, qu'il sorte le plus tôt possible de la période des tâtonnements et entre dans celle des réalisations fécondes. De ces colonies, composées de soldats en activité de service, commandées par des officiers, soumises à la discipline des armées et au travail en commun, le Père approuve tout ; à peine si à ce tableau il apporte quelques retouches ; il exprime des désirs, donne des conseils, mais évite les critiques. Il désirerait par exemple que « les manœuvres du travail ne fussent pas régulières et assommantes comme les manœuvres de l'école de bataillon et le maniement d'armes » ; il souhaiterait encore que la discipline devint plus humaine et qu'au lieu d'être une menace constante de punition, elle procédât par encouragements ; enfin, dans la formation de ces compagnies, il serait bon à son avis qu'on choisît les hommes parmi les jeunes soldats restés un peu paysans et ayant gardé le goût du travail agricole. L'ensemble de ces légions formera l'armée sédentaire ou mieux l'armée colonisatrice, à la tête de laquelle l'Etat aura tout intérêt à placer des officiers du Génie, de l'Artillerie ou de

(1) *Journal des Débats*, 1843. Cet article a été corrigé dans ce journal quelques jours après la publication du livre d'Enfantin,

l'Etat-major. C'est dans ces trois corps que l'on rencontrera les chefs de travaux les plus capables parce que leur pépinière est l'Ecole Polytechnique. Quand il entre dans les détails de cette organisation intérieure de la colonie militaire, quand il étudie la tâche qui incombe à ces officiers directeurs, les idées qu'il émet sont souvent originales et justes. Citons-en un exemple. Ils auront, dit-il, à chercher quelle devra être la meilleure disposition des villages ainsi que la forme de maison la plus pratique afin de les adapter à la culture africaine. Problème que l'on n'avait pas essayé de résoudre : « Le Génie civil et le « Génie militaire français ont fait naturellement en Afrique ce que « nous y avons fait en toutes choses : jusqu'à présent, ils y ont im- « porté la France purement et simplement. Leurs casernes et hôpi- « taux, et leurs routes, ne dépareraient aucune province de France « et n'y paraîtraient pas des constructions extraordinaires, étranges ; « au contraire, plusieurs embelliraient nos villes et nos départements. « S'il suffisait de copier Vaugirard et Maisons-Laffite, il n'y aurait « pas besoin d'ingénieurs, et les moindres maçons feraient l'affaire ». N'était-ce pas là la critique la plus juste des travaux qu'accomplissait alors l'armée sous la conduite d'officiers de troupes comme le colonel Marengo ? Si Enfantin ne connaissait pas les bâtiments édifiés par les condamnés militaires, il savait ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs.

Quant aux colonies civiles, elles seront formées sur le modèle des colonies militaires. Chaque fois qu'il s'agit d'organisation chez ces Saint-Simoniens, l'image de l'armée se présente à leur esprit. Sous Charles VII, une profonde transformation s'est accomplie dans l'armée française ; les bandes indisciplinées du Moyen-Age ont été réunies en compagnies régulières ; ce souverain a créé le premier corps de *soudards*. Même réforme doit être réalisée aujourd'hui dans les masses ouvrières ; qui fondera le premier régiment de journaliers salariés de l'industrie ? Ne peut-on pas commencer par l'Algérie et militariser la colonisation ? Et ce sont bien de véritables soldats de l'œuvre coloniale que les colons civils d'Enfantin. Ils ont une solde au lieu d'un salaire, ils ont des chefs qui sont des officiers ou d'anciens militaires ; ils sont embrigadés. Tous sont en effet répartis en compagnies ; chaque compagnie comprend vingt-quatre familles, huit compagnies forment un atelier. Deux ateliers de 192 familles, soit 500 personnes environ, devront être, dès qu'ils seront constitués, dirigés l'un sur Bône, l'autre sur Philippeville.

Il existera pourtant une différence entre ces colons civils et les

colons militaires ; les premiers seront mariés, les seconds resteront célibataires : « Il faut que, plus heureux sous ce rapport que le soldat, « l'ouvrier civil ait les joies de la famille. Je viens de prononcer le « grand mot caractéristique de l'œuvre : au soldat, la gloire, l'honneur, la patrie ; à l'ouvrier, une femme et des enfants qui lui donnent du cœur à l'ouvrage ». Mais comment dans ces régiments de colons faire une existence supportable aux femmes ? Que de difficultés contre lesquelles Bugeaud est venu se briser ! Enfantin les entrevoit et ne fait que les entrevoir : « Dans les sociétés civiles, dans ces « associations de familles agricoles, grande indépendance et sécurité « de la famille pour tout ce qui a rapport à l'intérieur de la famille, à « la consommation, au ménage ; très grande dépendance des individus dans le travail ».

Peut-être, après tout, le philosophe qui avait prêché l'émancipation des femmes et les unions libres, dont les fantaisies religieuses confiaient dans la cité future le pouvoir suprême au couple prêtre et auquel on reprocha les joyeuses orgies de la rue Monsigny, n'était point à même de juger ce qu'il y avait de délicat et d'anormal dans la situation des femmes au milieu de ces compagnies militarisées !

Le chef de la Famille de Ménilmontant ne pouvait pas plus comprendre ce qu'il y avait de déplaisant pour un Français dans le travail en commun. Aussi impose-t-il cette forme de travail à ses colons. Ensemble, on creusera les canaux d'assainissement les plus urgents ; ensemble, on construira les magasins généraux pour loger les outils et enfermer les approvisionnements ; ensemble, on édifiera les maisons d'habitation, on tracera les routes et aussi on défrichera et on cultivera les champs. Mais si certains sont plus laborieux, plus habiles, plus intelligents que d'autres, recevront-ils la même rémunération ? Là est le difficile problème. Les réduira-t-il tous à la solde et à la ration quotidienne ? Non, il imagine un système de primes pour les plus méritants : « Tous les produits du travail (1) des terres défrichées « appartiendront aux travailleurs. Toutefois, un tiers de leur valeur « sera porté à leur masse individuelle ; un autre tiers sera pour la « caisse des travailleurs invalides ; le dernier tiers sera réparti également par compagnie et distribué annuellement en primes d'encouragement de diverses quotités aux travailleurs, hommes ou femmes, « qui se seront distingués ».

Indépendamment de quelques différences de détail, le rêve associa-

(1) Enfantin : *La Colonisation Algérienne*, page 290.

tioniste d'Enfantin et la conception militariste de Bugeaud finissent par se confondre. Cette ressemblance est peut-être voulue : l'intention du Père ne nous semble pas douteuse ; il y avait chez lui quelque chose d'un directeur de conscience. Il voulait plaire au Gouverneur, comme il avait essayé de plaire au prince d'Orléans, et pour le même motif qui était son intérêt personnel et le succès de sa doctrine. L'apostolat auprès du prince avait échoué deux ans auparavant ; échoueraient-elles aussi ses prévenances à l'adresse du Maréchal ? Puisque les colonies civiles doivent avoir à leur tête un ingénieur, de préférence un ancien élève de l'Ecole Polytechnique (il avait fort insisté là-dessus dans son livre), n'y avait-il pas quelques chances pour que lui, Enfantin, fût choisi à Paris et agréé à Alger ? Ne serait-ce pas l'occasion désirée de jeter sur cette terre vierge qu'est l'Algérie les semences fécondes de la doctrine ? N'était-ce pas aussi pour le Père l'heure de sortir de la situation gênée dans laquelle il se trouvait depuis son retour d'Afrique ?

En 1844, après la bataille d'Isly, l'occasion favorable se présenta. Le Maréchal avait besoin que l'on vantât sa victoire et que l'on fit aussi l'éloge de son administration et de son système de colonisation militaire. Il songe à s'adresser au journal nouveau, *L'Algérie*, dont les informations sur la colonie avaient été fort remarquées. Enfantin était l'âme de la Rédaction. Bugeaud le savait et aurait bien voulu se servir du journaliste. Il écrit à ce sujet à M. Vauchelle, Directeur des Affaires de l'Algérie au Ministère de la guerre (1). Bientôt une correspondance s'échangea entre le Gouverneur et le Père sur les questions africaines et tout naturellement sur la meilleure manière de coloniser. La discussion ne tarda pas à accuser les divergences de vues qui séparaient ces deux hommes. Sans doute, Enfantin veut une organisation disciplinée du monde du travail et il calque la sienne sur celle de l'armée ; mais, s'il garde le cadre et la discipline, il en repousse l'esprit. A cet érudit ne déplaît assurément pas un peu de despotisme, mais un despotisme éclairé qui a pour excuse la supériorité de l'intelligence et pour but l'amélioration de la production industrielle et le bien-être de l'humanité. Bugeaud, dont l'éducation s'est achevée dans les casernes, a le culte de la force et il prétend faire peser sur les colons, qu'ils soient civils ou militaires, un despotisme brutal et imposer le régime du sabre. L'un, malgré la réglementation militaire,

(1) *Bugeaud à Vauchelle*. 20 août 1844. Bibliothèque de l'Arsenal. Fonds Enfantin.

attend tout des qualités civiles et il les recherche parmi les officiers et les soldats dont il compose son armée de la colonisation ; l'autre, malgré la libération qui *démilitariser*a ses colons, attend tout des qualités militaires et veut les maintenir chez eux à tout prix. Celui-ci s'efforce de militariser les colons civils, celui-là compte *civiliser* les colons militaires : « Quand j'ai dit, écrit Enfantin au Maréchal Bugeaud (1), que le sabre ne fondait pas même des colonies militaires, je n'ai jamais prétendu dire qu'un soldat ne pourrait pas devenir bon cultivateur, bon mari, bon père de famille, ni même bon maire ou bon préfet de colonie. Il y a mille exemples de militaires qui ont fait preuve de toutes ces qualités *civiles*, mais ce sont ces qualités civiles du militaire qui peuvent seules fonder les colonies, tandis que les qualités militaires serviraient à les défendre ; voilà tout ce que j'avais voulu dire. En donnant un fusil à un bourgeois, on en fait un garde national, mais non pas un soldat. En donnant une charrue et surtout une femme et par elle des enfants à un soldat, à qui d'ailleurs on donne une propriété, on n'en fait sans doute pas un bourgeois, si en même temps on lui conserve l'appel, l'inspection, l'exercice, la justice militaire et l'autocratie du grade, mais on tend furieusement à défaire en lui le soldat. A mes yeux, ce serait un service que vous rendriez à l'Algérie, à la France, à l'humanité toute entière si vous défaisiez ainsi progressivement l'armée d'Afrique. Le général Lamarque aurait dit qu'en donnant à l'armée charrue, femme, terres, vous la démocratisiez ; moi je pense que vous feriez l'œuvre la plus morale du siècle ».

Les conseils d'Enfantin déplurent et furent jugés fort déplacés, ils ne firent qu'exciter la colère de Bugeaud contre ce détracteur du militarisme. Désormais à Alger, le Père est regardé comme un ennemi et le plus dangereux de tous. La brouille fut complète après la violente campagne menée en 1845 par *L'Algérie* contre le Maréchal ; les rédacteurs de ce journal, Carette, Varnier et d'autres, défenseurs sincères de la colonie, mais critiques acerbes des utopies du Maréchal, avaient eu souvent à se plaindre des coups de boutoir qu'il leur lançait dans les journaux à sa dévotion ; ils ripostèrent, rendirent coup pour coup ; la polémique s'envenima lors de l'affaire des Ouled Riah

(1) *Enfantin au Maréchal Bugeaud*, 12 septembre 1844. Bibliothèque de l'Arsenal. Fonds Enfantin. Elle commence ainsi : « M. l'Intendant Vauchelle m'a communiqué la lettre que vous lui avez écrite de votre glorieux champ de bataille ».

et au moment de la publication de la lettre adressée par Bugeaud au préfet de la Dordogne. Tous les journaux de l'opposition attaquèrent. *L'Algérie* donna de la voix dans ce concert ; elle publia des articles très agressifs : *Ense et Igne* (22 juillet 1845), *Paris et Alger* (24 juillet), *Ce que c'est que le gouvernement algérien* (26 juillet), *La France doit ordonner et l'Afrique obéir* (2 août), *Rappel de M. le Maréchal Bugeaud* (12 août). Dès le commencement de la campagne de presse, le Gouverneur furieux confie au général de Bourjolly son ressentiment contre tous ces journalistes et lui conseille de ne plus s'abonner qu'aux journaux conservateurs ; il ajoute :

Avez-vous rien vu de plus faux (1), de plus ridicule et de plus odieux que *L'Afrique* et *L'Algérie*, mais surtout *L'Algérie*, car elle est encore plus révoltante que *L'Afrique* ?

L'apostolat d'Enfantin auprès de Bugeaud échouait lui aussi ; tout espoir d'un essai de ses idées s'évanouissait.

IV

L'Union Agricole d'Afrique

Pourtant, l'année suivante, en 1846, l'Union Agricole d'Afrique est constituée et elle va commencer ses travaux ; ceux qui l'ont créée, il est vrai, ont su présenter leur projet comme une expérience non pas d'une doctrine économique mais de toutes celles qui s'étaient produites dans les écoles socialistes. De plus ils ont eu pour les appuyer dans leurs démarches des protecteurs puissants, tel que Lamoricière.

Celui-ci fut de bonne heure acquis aux principes du Saint-Simonisme. Au collège, il avait eu pour répétiteur Auguste Comte et pour ami d'Eichtal. En 1830, il partageait les opinions de ses camarades de promotion de l'Ecole polytechnique Transon, Jean Reynaud, Michel Chevalier. Lorsqu'il fut envoyé en Afrique, il resta en relations avec eux ; il organisa en Algérie un petit groupe d'amis fidèles, tous lecteurs assidus du *Globe*. Néanmoins ses idées évoluent, sa foi Saint-Simonienne s'affaiblit. Elle ne va pas jusqu'à lui faire accepter la proposition d'Enfantin qui lui demande, assez indiscrètement d'ailleurs, de fournir au journal *L'Algérie* des documents sur l'état de

(1) Bugeaud au général de Bourjolly, 5 juin 1845, Bibliothèque de l'Arsenal.
• Fonds Enfantin.

la province d'Oran. Il refuse ; c'est pour lui une question de loyauté : « Je n'ai qu'un mot à vous répondre (1) : la presse, telle qu'elle devrait « être, la presse telle que vous voulez la faire, la presse qui enseigne « et qui éclaire est une puissance très réelle et qui doit infailliblement « par son influence sur l'opinion obliger, un jour ou l'autre, le gouver- « nement à compter avec elle. Dès lors, vous le concevez tout natu- « rellement, pour travailler à la presse, en la prenant même dans la « plus haute acception du mot, il faut puiser ses renseignements, ses « informations, ses données en un mot, ailleurs qu'aux sources offi- « cielles que l'on a entre les mains par suite de la position politique, « administrative et militaire que l'on tient du gouvernement. *Nemo* « *potest inservire duobus*. Il y a des principes dont on ne peut loyale- « ment s'écarter. Voilà pour le sérieux. Mais vient le côté plaisant. « C'est nous qui *décidons de l'opportunité des opérations, de la conve- « nance des mesures* ; de plus, c'est nous qui exécutons. Nous sommes « les auteurs et les acteurs de la pièce, nous ne pouvons pas rédiger « le feuilleton ». Tout en refusant sa collaboration, il fait des vœux sincères pour que le journal *L'Algérie* parvienne à éclairer la question d'Afrique « d'une lumière plus vive que celle qui lui a été départie « dans le passé » ; il reste au demeurant fidèle à ses amitiés et, lorsque l'occasion s'offre à lui de rendre service à des Saint Simoniens, il s'empresse de la saisir ; c'est ainsi qu'il est amené à plaider auprès de Bugeaud la cause de l'« Union Agricole d'Afrique » ; il appuie sa demande d'une vaste concession en Algérie. Cette société avait d'abord essayé d'obtenir des terres à Chaïba dans la province d'Alger, mais elle voulait un domaine de plusieurs milliers d'hectares, de quoi installer 300 familles. Or, l'État ne possédait sur ce point que de faibles réserves domaniales. Elle demanda alors trois mille hectares en Oranie près du barrage que l'on venait de construire sur le Sig. Lamoricière, qui y commandait, envoie à Bugeaud, le 2 février 1846, les statuts de la Société : « Sans vouloir discuter ici (2), lui dit-il, les statuts « dont je vous envoie un exemplaire, je dirai que, si tout n'y est pas « à l'abri de toute critique, il y a d'excellentes choses et de si bonnes, « qu'il est impossible que les résultats ne soient pas avantageux ». Il fait aussi l'éloge du capitaine Gautier, de l'artillerie, désigné comme futur directeur : « Ce n'est point un spéculateur ; c'est un homme de « dévouement, un homme de conviction et persévérant qui ne peut

(1) *Lamoricière au Père Enfantin*, 8 juin 1844. Bibliothèque de l'Arsenal.

(2) *Lamoricière à Bugeaud*, 2 février 1846. Bibliothèque de l'Arsenal.

« manquer de faire beaucoup pour la colonisation, si on ne l'entrave
« pas ».

D'après ses statuts, l'« Union Agricole d'Afrique » devait être à la fois un phalanstère et une commune associée. Elle tenait du phalanstère en ce sens que les travailleurs étaient partagés en plusieurs séries suivant leurs goûts et leurs aptitudes, qu'ils vivaient dans une sorte de communauté et étaient obligés de se fournir de tous les objets nécessaires à l'existence auprès de la Direction ; si, théoriquement, ils touchaient une solde, elle ne leur était pas payée, et le montant, calculé à la fin de l'année, constituait, déduction faite des fournitures et des avances en argent, la part de propriété du travailleur dans l'entreprise. Elle pouvait aussi passer aux yeux des Saint-Simoniens comme devant réaliser en partie leur idéal ; ce fut Enfantin qui se chargea de le prouver : « Pour échapper, dit-il dans un article (1), « aux inconvénients de la grande concession individuelle qui laisse « le travailleur indifférent au succès de l'entreprise, de la petite concession individuelle qui n'attache pas le concessionnaire au sol et « le laisse mourir dans l'isolement, les fondateurs de l'« Union Agricole » ont voulu créer une commune où les intérêts agricoles et industriels de tous les habitants seront associés, une commune dont « le territoire sera indivisible et dont les propriétaires ne pourront « céder que leurs titres. Cette association, ce lien de solidarité entre « tous les membres de la commune, n'exclut nullement la hiérarchie « ni dans les positions, ni dans les fortunes ; c'est une commune et « non pas une communauté ».

L'« Union » fut fondée au moyen d'actions (2.000) d'une valeur de cinq cents francs chacune, mais divisibles en coupures de cent francs et même de cinquante francs ; par là, on avait voulu intéresser à cette œuvre les plus modestes des disciples de Fourier et de Saint-Simon. On souscrivit surtout à Lyon et à Oran. Dans cette dernière ville, la Direction des Affaires Arabes fut certainement très favorable à l'essai puisque son chef, le colonel Walsin-Esterhazy, fut désigné pour recevoir les souscriptions ; à Lyon, de nombreux négociants et des professeurs de faculté comptèrent parmi les actionnaires. C'est dans cette dernière ville que l'on fixa le siège social et on plaça à la tête du premier conseil d'administration une notabilité lyonnaise M. Imbert, médecin de l'Hôtel-Dieu, professeur à l'Ecole de médecine. On lui

(1) L'article, signé Enfantin, est intitulé : *Nouvel Essai de Colonisation*. Il parut dans *L'Algérie* du 22 avril 1846.

adjoignit comme collègues des propriétaires, des avocats, des négociants, « tous hommes, dit Enfantin, occupant une position honorable, qui, pleins de confiance dans l'avenir de notre colonie, ont associé leurs efforts pour contribuer autant qu'il était en eux au développement de la prospérité coloniale ». C'étaient, en effet, des hommes hardis, acquis aux idées nouvelles, mais non aux mêmes idées ; s'ils s'étaient efforcés à l'origine de faire taire leurs préférences pour aboutir à une union nécessaire, il était à craindre que les oppositions doctrinales ne vinssent à se manifester plus tard.

Tout sembla au début laisser présager le succès : et la nouveauté des méthodes employées dont quelques-uns attendaient le plus grand bien, et la fertilité de la plaine du Sig multipliée encore par le barrage de ce cours d'eau, et l'empressement du gouvernement central à donner les plus grandes facilités à l'entreprise. Le Ministre de la guerre veut (1) que les formalités préparatoires de la concession soient rapidement remplies ; il pousse les uns, gourmande les autres et finit par accorder provisoirement l'autorisation de commencer les travaux alors que l'acte définitif de concession n'a pas été signé. L'Ordonnance royale ne parut que le 8 novembre 1846 ; elle cédait à la Société de l'« Union » 3.059 hectares de bonnes terres sur les bords du Sig, mais elle lui imposait en retour de multiples charges : établissement de 300 familles européennes, construction de vastes bâtiments pour loger ces immigrants et exploiter les terres, mise en culture de toutes les parties du domaine susceptibles d'être défrichées, entretien d'un troupeau de 1.000 bêtes bovines, de 250 d'espèce chevaline, de 3.000 d'espèce ovine, aménagement d'étables, bergeries, hangars pour abriter ce nombreux troupeau, installation d'un moulin à farine près de la rivière.

La société s'engageait en outre à exécuter toutes ces conditions dans un délai de 10 années ; un tiers de l'exploitation devait être sur pied à la fin de la cinquième année. Or, à l'expiration de cette première période quinquennale, il fut constaté que l'« Union » n'avait pas satisfait aux clauses de son contrat et l'on commença contre elle la procédure de déchéance. De cet insuccès, les documents officiels nous révèlent les nombreuses causes ; quelques-unes sont la conséquence des méthodes que l'on employa et par suite la condamnation

(1) Voir de nombreuses lettres de Soult dans le *Dossier de Union Agricole d'Afrique*. Archives de la Colonisation. A.G.G.A.

des systèmes auxquels on les avait empruntées ; d'autres sont imputables aux hommes.

Dans une commune associée agricole, la Direction doit être particulièrement compétente en ce qui touche les travaux de culture ; or, M. le capitaine d'artillerie Gautier n'avait pas les capacités voulues. Malgré toute sa bonne volonté et ses incontestables efforts, il ne sut point mener à bien l'exploitation. C'est ce que constatait le général Cavaignac en 1848 ; il écrivait (1), en effet, le 14 février au duc d'Aumale alors Gouverneur : « Incontestablement l'entreprise est mal conduite. La probité et la droiture d'intention du Directeur actuel des travaux ne saurait être le moins du monde suspectée, mais il n'est ni *administrateur*, ni *agronome*, et se trouve ainsi hors d'état de mettre en bonne voie une entreprise aussi hardie et aussi chancelleuse. Le renouvellement du conseil d'administration va sans doute amener d'heureux changements dans l'état des choses et donner une impulsion énergique aux travaux ». Mais ce conseil d'administration, lui aussi, était-il à même, à cause des divers éléments dont il se composait, d'imposer une unité de vues et un changement de méthodes ? Fort divisé, tiraillé en sens contraires par des hommes qui n'avaient pas les mêmes conceptions, il ne pouvait que se laisser entraîner dans des directions opposées. La neutralité primitive des fondateurs, considérée par Enfantin comme un élément de succès, se révélait à l'expérience comme une cause de faiblesse et d'échec.

Surtout les travailleurs sur lesquels on comptait ne vinrent pas. Qu'auraient-ils été faire dans cette caserne ? Les feuilles d'enrôlement, qu'ils devaient signer en y entrant, les livraient à l'arbitraire du Directeur ; ils promettaient d'obéir passivement à tous les ordres qui leur seraient donnés ; ils s'obligeaient à loger dans l'établissement et à y prendre leur nourriture et les objets indispensables à la vie quotidienne aux prix fixés par des tarifs sans qu'ils aient été appelés à les discuter, enfin ils acceptaient de travailler en commun. Au 15 décembre, il n'y avait sur les lieux qu'une quinzaine de colons associés et ces quinze colons ne formaient que cinq familles d'après l'inspecteur de colonisation Canis. Qu'étaient-ils ? Que faisaient-ils auparavant ? La réponse est donnée par ce passage du rapport du conseil d'administration (2) : « Il nous faut des jardiniers et pas d'hor-

(1) Cavaignac au duc d'Aumale, 14 février 1848, A. G. G. A. Dossier de l'Union Agricole d'Afrique.

(2) Ce rapport a été publié en fascicule.

« ticulteurs, des laboureurs et pas d'agronomes, des vigneron et pas « d'œnologues, des ouvriers en un mot et pas de *Messieurs* ». Autre renseignement des plus suggestifs : à côté de ces quinze colons associés, le Directeur avait embauché 20 à 30 salariés travaillant journellement dans la concession. Deux des familles enrôlées ne tardèrent pas à vouloir se retirer et actionnèrent la société devant les tribunaux afin de se faire rendre leur part de bénéfices : la première qui partit demanda 16.000 francs et en obtint 3.000 ; la seconde réclamait 15.000 et reçut seulement 67 francs.

La colonie de l'« Union Agricole » se dépeupla comme s'était dépeuplée Ain-Fouka et cela pour les mêmes raisons : la communauté de travail et l'absence de toute appropriation individuelle. Ses fondateurs n'en conviennent pas encore ; les événements de 1848 donnent un regain à leur œuvre, le personnel de la ferme monte à ce moment à une cinquantaine d'employés, mais on a été obligé de substituer au travail rémunéré et collectif le travail salarié et individuel. Aucun doute n'est possible à ce sujet : le rapport officiel, adressé en 1853 à l'Empereur, dit en propres termes : « L'expérience (1) ne fut « pas de longue durée ; la commune ne s'organisa jamais et l'association ne tarda pas à se rompre entre les quelques familles établies « au début de l'entreprise. Les travaux que la société a exécutés « depuis lors l'ont été au moyen d'un retour au système du salariat ».

Il est d'autres preuves de cette insuffisance du système communautaire. La direction, et en l'occurrence le capitaine Gautier, n'avait pas tardé à se rendre compte des défauts de ce mode de travail, mais elle avait essayé de les pallier et de les cacher. Elle fit appel aux bras des condamnés militaires. Sur ses instances, le Ministre de Saint-Yon s'était d'abord décidé à mettre à sa disposition une compagnie. Lamoricière et Bugeaud le firent revenir sur sa décision en lui représentant qu'il fallait laisser la société à ses propres forces pour pouvoir juger de l'expérience (2). D'autre part, les actionnaires de l'« Union » furent peu nombreux ; en décembre 1847, on n'avait encore pu placer que 700 actions sur 2.000, et, parmi ceux qui avaient souscrit, combien n'effectuèrent pas régulièrement leurs versements ! « On avait « dû compter que les actionnaires (3) tiendraient leurs engagements.

(1) *Rapport adressé à l'Empereur*, 18 août 1853. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de l'*Union Agricole*. A.G.G.A.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1848.

(3) *Rapport du Conseil d'Administration*. Déjà cité. Lettre de Bugeaud au Conseil d'Administration.

« Quelques-uns n'ont même pas versé leur premier cinquième, beau-
« coup doivent le second. Les fonds disponibles sont au-dessous des
« besoins de la situation ». De là ces suppliques incessantes au gou-
vernement de la part du Directeur pour que l'État lui avance des
acomptes sur la subvention de 150.000 francs, promise par l'acte de
concession, mais payable seulement sur travaux déjà effectués. En-
fin, dernier fait dont il convient de tenir le plus grand compte si l'on
veut porter un jugement impartial sur l'essai de l'« Union Agricole
du Sig », l'insalubrité de toute la région fut telle que l'on était obligé
de changer souvent de personnel ; les fièvres paludéennes sévirent
d'une façon particulièrement effrayante. Partout, en Algérie, où il
y a eu de grands remuements de terres, partout où le sol n'était pas
parfaitement drainé, la mortalité a été considérable et a souvent
compromis l'œuvre des Européens.

Le 23 mars 1853, le général commandant à Oran annonçait que
les travaux de l'« Union » venaient d'être définitivement abandon-
nés et que le cheptel avait été vendu. Les colons associés ont déserté
la colonie. Le Fourierisme et le Saint-Simonisme échouaient à leur
tour, là où le militarisme de Bugeaud n'avait pas réussi.

*
* *

De ces tentatives ou de ces systèmes de collectivisme agraire, ne
devait-il rester aucune trace en Algérie ? Assurément, il n'y a plus
aucun vestige du travail en commun, fantaisie assez déconcertante
de militaires, de religieux et d'économistes, rêve d'esprits hardis et
généreux qui, dans leur ardent désir de réorganiser sur des bases
nouvelles le monde du travail et pour combattre les excès de l'indi-
vidualisme moderne, voulaient restaurer une forme vieillie en la pré-
sésentant comme théoriquement excellente. On ne songea pas davanta-
ge à adopter dans les villages européens la propriété collective bien
que, suivant Enfantin, elle se prêtât mieux aux cultures africaines.
Ce n'est point là qu'il faut aller chercher les effets qu'ont pu exercer
les doctrines nouvelles sur la colonisation algérienne. S'ils existent,
ils ne se sont produits qu'indirectement et par l'action gouvernemen-
tale. A partir de 1840, en effet, rien ne se fait en Algérie que sur l'ini-
tiative et sous le contrôle de l'Etat. Or, cela même, ce triomphe de
l'étatisme sous la forme de la colonisation officielle ne peut-il pas
être tenu pour une première victoire des principes socialistes ? Et la
socialisation de la terre en vue de la culture, imposée à la colonie par

un régime tout spécial dont les principales dispositions s'éloignaient beaucoup des règles de notre droit civil, n'était-elle pas aussi une seconde victoire de ces mêmes écoles ?

Saint-Simon reconnaissait que de toutes les lois sociales celles qui s'appliquent à la propriété sont en même temps les plus importantes et les plus stables ; pourtant elles ne sont pas immuables ; car elles ont leur fondement dans l'utilité commune et cette utilité varie selon les temps. Non seulement selon les temps, ajoute *Enfantin*, mais encore selon les milieux. C'est au gouvernement à apporter au régime foncier les modifications jugées par lui indispensables. Or, il y avait en Afrique, à n'en pas douter, un milieu physique et social tout particulier.

La première ordonnance constitutive de la propriété en Algérie, celle du moins qui y établit sur une base solide le régime foncier, fut l'ordonnance de 1844. Elle fit cesser l'état d'indécision où se trouvaient les propriétaires européens avant cette date, en confirmant la validité des acquisitions antérieures et en supprimant le caractère d'inaliénabilité des *habous*. Elle imposa désormais la loi française dans toutes les transactions réelles, à la seule condition que parmi les contractants figurât un Européen. Elle fixa en outre la procédure de vérification des titres que compléta et modifia plus tard l'ordonnance du 21 juillet 1846.

Si heureuses fussent-elles, ces prescriptions ne sauraient être regardées comme les parties essentielles et originales du régime nouveau. La pièce maîtresse en est la clause relative à l'inculture. L'État se réserve le droit d'exproprier les terres incultes ou de frapper leurs propriétaires de redevances très lourdes, simplement parce que ces derniers ne les travaillent pas. Sur cette disposition, considérée par les juristes comme attentatoire au droit de propriété tel qu'il avait été fixé par le Code civil, le rapport (1), adressé au Ministre par une Commission spéciale, s'explique en termes très nets : « Ainsi, Mon-
« sieur le Maréchal, nous faisons de la culture la souveraine loi. Le dé-
« faut de culture entraîne la dépossession ; mais nous imposons la
« culture au concessionnaire, nous l'imposons au propriétaire échan-
« giste et nous retirons à tous deux les terres qu'ils ont reçues, s'ils

(1) Ce Mémoire que nous avons trouvé dans les dossiers de la Commission d'Afrique porte le titre suivant : *Rapport fait au Ministre par la réunion intérieure formée en suite d'une décision de M. le Maréchal, duc de Dalmatie, en date du 7 octobre 1842*. Il fut rédigé par M. Martineau, auditeur au Conseil d'Etat et porte la date de février 1843. Archives Nationales, F. 80.

« viennent à manquer, dans un délai que nous déterminons, à leur
« engagement de cultiver. Nous demandons même que, dans un
« rayon de douze kilomètres d'Alger, toute terre qui sera trouvée
« inculte après un an écoulé à partir de la publication de l'ordonnance
« soit passible d'une redevance à titre d'amende. Il faut bien remar-
« quer cependant que nous ne dépouillons personne ; car non seule-
« ment nous donnons pour la concession d'une terre inculte la préfé-
« rence au propriétaire, s'il offre de cultiver, non seulement nous ne
« contestons pas les titres et, prévoyant même le cas où plusieurs
« propriétaires réclameront la même terre, nous n'en écartons aucun
« et réglons le droit d'après les offres plus ou moins avantageuses de
« culture, mais nous donnons en échange d'une terre indéterminée,
« inaccessible, souvent ignorée, quelquefois même chimérique, une
« terre toute prête à être mise en rapport dans les zones ouvertes à
« la colonisation, ou si l'échangiste ne peut cultiver encore, un titre
« à peu près imprescriptible qui la lui assure. En un mot, nous n'ôtons
« que pour rendre ; nous ne détruisons pas la propriété, nous la dé-
« plaçons ou nous en ajournons l'exercice ; nous faisons plus, nous
« rendons les conditions meilleures, meilleures pour les particuliers,
« meilleures pour l'État, pour les particuliers auxquels nous donnons
« du certain pour l'incertain, pour l'État auquel nous offrons la pers-
« pective d'un sol cultivé au lieu de terrains en friche, c'est-à-dire
« l'abondance au lieu de la stérilité ».

Tant de raisons n'avaient pas convaincu les colons ; les journaux de l'époque sont remplis par les protestations de ceux qui s'efforçaient de défendre leurs droits contre les prétentions de l'administration. « Il n'est pas une seule condition possessoire, disent-ils (1), « qui ne soit à la merci de l'autorité administrative ». Comment, ajoutent-ils, l'État reconnaît propriétaires les colons moyennant certaines justifications de titres, puis il se réserve de les dépouiller de leurs terres pour toutes sortes de motifs. Il arrête l'emplacement des futurs villages, fixe le périmètre de colonisation et, dans ces limites, peut exproprier qui bon lui semble ; il s'arroge le droit de forcer le colon à cultiver même à des conditions onéreuses et sous peine de dépossession ; il va jusqu'à décider souverainement que telle étendue du sol restera en bois ou taillis et telle autre sera défrichée et labourée. Un quart seulement de la propriété pourra être maintenue en prairies naturelles. Ainsi l'ordonnance, concluent-ils, « s'occupe pour

(1) *Journal des Débats*, année 1844. Mois d'octobre.

« ainsi dire exclusivement d'établir les droits de l'administration sur « la propriété, en même temps qu'elle enlève les leurs aux colons ».

A quiconque juge cette ordonnance d'après les principes du Code civil, la plupart de ces reproches paraîtront mérités. La théorie de l'expropriation pour cause d'inculture et pour les besoins de la colonisation est évidemment critiquable et dangereuse. Mais les pouvoirs que s'arroge à ce moment l'État trouvent leur excuse facile, sinon leur complète justification, dans la nécessité de sortir de l'anarchie où se débattait la colonie depuis les folles spéculations des premières années de la conquête, dans une connaissance plus complète du régime foncier indigène et surtout dans l'évolution des doctrines économiques. Inutile d'insister sur l'accaparement des terres, l'irrégularité des transactions et la crise immobilière qui avait suivi l'arrivée des Européens à Alger. Tout a été dit sur ce sujet. Ce que l'on n'a pas assez remarqué et ce qu'a noté très justement Enfantin, c'est que la plupart de ces difficultés vinrent de ce que l'on ne sût point dans un milieu si nouveau et chez un peuple dont la conception du droit de propriété différait radicalement de la nôtre mettre d'accord les prescriptions du Coran et les articles du Code civil.

Pourtant, qu'on le voulût expressément ou qu'on y fût amené par la force des choses, plus puissante souvent que la volonté des hommes, cet accord nécessaire devait s'imposer par quelque mesure législative. Or, dans l'histoire de la législation musulmane, deux tendances se sont manifestées ; l'une paraît provenir du fondateur de l'Islamisme et faisait du travail le seul fondement juridique du droit de propriété immobilière ; l'autre semble avoir eu pour origine l'influence exercée par des juristes romains sur plusieurs interprètes de la tradition coranique et elle conduisit au principe de la possession irrévocable, absolue, indestructible. Il n'est pas douteux que, dans l'Afrique du Nord, la première tendance a prévalu de bonne heure, peut-être parce que ce pays a été en relations moins directes et moins continues avec les peuples de droit romain. Là, vraiment, le travail vivifie les terres mortes ; il est la condition de l'appropriation individuelle. En exposant longuement cette théorie dans son ouvrage, Enfantin a suggéré au gouvernement français l'idée de faire de la culture la condition et la garantie de la propriété. Le Ministre et ses bureaux se rallièrent à cette thèse. Bugeaud ne la combattit pas. Ainsi, à cette socialisation de la terre africaine pour cause de culture, aboutirent l'étatisme de Soult, le militarisme de Bugeaud et l'associationisme d'Enfantin.

CHAPITRE III

EMPLOI DES CONDAMNÉS MILITAIRES A LA COLONISATION

Origines du système du colonel Marengo sur l'emploi des condamnés militaires. Opinions de Soult et de Bugeaud.

I. — Les rapports du colonel Marengo et le travail des condamnés ; la fondation de Saint-Ferdinand. — Les lettres de Bugeaud qui approuvent et élargissent ce système. — Réserves prudentes de Soult.

II. — Guyot et Marengo. — Leur duel administratif. — Les confidences du comte Guyot à Fellmann.

III. — La direction de la colonisation passerait entre les mains du colonel Marengo ; refus formel du Ministre. — Tentative d'une répartition du travail entre les services civils et les services militaires. — Déformation du projet du colonel Marengo par Bugeaud. — Les « galops » du Ministre : affaire de l'haouch Skaladji et affaire de Mahelma.

IV. — Causes de l'échec : l'emploi des condamnés militaires aurait pu avoir des résultats avec un autre homme que Marengo et un autre gouverneur que Bugeaud. — Les villages Marengo et les villages civils en 1846. — Comparaison de leurs populations et de leurs productions. — Rapport de M. Daru, inspecteur de la colonisation, sur la situation très précaire du village de Sainte-Amélie à la fin de 1846.

Complexité de la colonisation : ses conditions de succès.

Le colonel Marengo était, à la manière de Bugeaud, un ardent partisan des colonies militaires : « Plusieurs écrivains, dit-il, dans un « Mémoire (1) adressé au Ministre en 1839, ont déjà traité cette matière ; mais, suivant moi, l'ouvrage consciencieux de M. le lieutenant-général Bugeaud est le seul qui prouve non seulement des vues « profondes, mais encore une connaissance exacte du pays, des difficultés à vaincre et de la persévérance qu'il faut avoir pour parvenir

(1) Archives de la Colonisation Algérienne. Voir les *dossiers de Saint-Ferdinand et de Sainte-Amélie*. Là se trouve ce premier projet du colonel Marengo.

« à un résultat indispensable, celui de mettre la colonie en état de se suffire à elle-même en cas de guerre, et assez forte pour refouler dans les sables ces nuées d'Arabes qui pourraient l'inquiéter une fois livrée à ses propres forces ». A l'exemple d'un général aussi illustre, il s'était essayé à ébaucher l'image d'une légion colonisatrice qui ne différerait de celle esquissée par Bugeaud que par ses lignes moins accusées, ses proportions plus modestes et aussi par quelques détails d'organisation assez inattendus. L'un d'eux mérite surtout d'être cité, car il montre combien le problème de l'introduction de la femme dans les villages militaires préoccupait les officiers et à quelles solutions étranges leur esprit s'arrêtait.

Le colonel Marengo voulait que ses soldats, avant de se marier, fissent longuement la connaissance de celles qu'ils allaient épouser ; il leur ménageait des entrevues, des parties de plaisir, des flirts, dirions-nous aujourd'hui : « Un plan de colonisation militaire (1) présente une partie délicate à traiter : c'est celle où il est question de l'introduction des femmes. Je pense que le meilleur moyen à prendre pour qu'elle ait lieu sans désordre serait de les faire arriver, les camps étant terminés, comme moyens auxiliaires et comme ayant des fonctions à remplir, par exemple à soigner les malades, à laver et à soigner le linge, à confectionner les vêtements, à faire le pain, à soigner le bétail. Ces femmes de 15 à 25 ans, qui seraient prises dans les hospices ou autres lieux, arriveraient là et seraient placées dans un local à part, sous la surveillance de femmes âgées, sœurs de la Charité ou autres. Après les travaux de la journée, des réunions auraient lieu dans un local disposé à cet effet. La danse et les plaisirs qui peuvent divertir les hommes sans entraîner le désordre seraient permis ; pour animer ces réunions, un tiers ou la moitié des femmes, à tour de rôle, y assisteraient. Une espèce de parloir leur permettrait de converser les uns avec les autres sous la surveillance des sœurs. Aussitôt qu'un militaire demanderait une de ces filles en mariage, le Conseil d'administration, après le consentement des deux parties, les unirait d'après les formes prescrites par le code et l'on pourvoirait aussitôt à leur logement particulier ». Tout se passerait donc le mieux du monde ; les mariages des soldats du colonel Marengo n'auraient plus rien de cette rapidité et de cette brusquerie militaires que l'on reprocha si fort à ceux des libérés du général Bugeaud ; ils seraient précédés de danses et de causeries sous l'œil indul-

(1) Marengo : *Même rapport*. A. G. G. A.

gent des matrones. Des idylles ou plutôt des intrigues de pensionnaires de couvent. Tant de poésie pouvait-elle s'allier aux mœurs toujours brutales de la soldatesque ! Le bon sens de Bugeaud ne l'a jamais admis.

Si le colonel Marengo n'avait imaginé que ce plan de soldats colons, il n'aurait laissé en Afrique que la réputation d'un officier valeureux sur le champ de bataille, mais un peu fantaisiste dans ses ébauches de colonie militaire. On le connaît au contraire comme un énergique « réalisateur », car il a attaché son nom à l'emploi des condamnés militaires. Il a été le premier ou plutôt le plus opiniâtre de ceux qui ont soutenu que la main-d'œuvre pénitentiaire devait servir à installer les colons et à construire les fermes et que ces maisons, édifiées avant l'arrivée des immigrants, étaient la garantie de leur facile acclimatement sur la terre algérienne. Quel'on charge donc les condamnés, proposait-il, de ces travaux préparatoires, qu'ils défrichent aussi une partie des terres à concéder, qu'ils ouvrent des routes et qu'une fois leur œuvre achevée, l'on peuple le nouveau village.

Etait-ce là un système original et complet de colonisation, ainsi que l'ont proclamé, au cours des essais, plusieurs voix amies ou intéressées (1) ? Etait-ce même un procédé particulier, utilisable seulement par la colonisation militaire ? Ni l'un, ni l'autre. Cet emploi des condamnés n'est qu'un moyen dont l'Etat peut se servir aussi bien en faveur des colons civils que des colons militaires. Il est à recommander pendant les premiers mois de l'établissement d'un centre ; son action doit s'arrêter lorsque commence l'œuvre véritable, c'est-à-dire le peuplement du village et l'exploitation agricole. Cette conception du colonel Marengo reste néanmoins militaire par son origine, par ses tendances, par les applications que son auteur et l'administration algérienne auraient désiré en faire ; elle mérite qu'on la considère presque comme un mode de colonisation spécial à cause de l'importance historique que lui ont valu les éloges retentissants du Gouverneur général, les rapports habiles du colonel et le conflit aigu qui s'éleva à son sujet entre l'autorité civile et l'autorité militaire.

*
* *

Le Mémoire de 1839 ne contenait ni une ébauche de ce système, ni

(1) Bugeaud fut un de ceux qui essayèrent de propager cette opinion ; des parlementaires la reprirent et la presse algérienne et métropolitaine publia de nombreux articles dans ce sens.

même une expression qui pût faire supposer que pareille idée ait germé dans l'imagination du colonel Marengo. Cet officier était de ceux dont l'esprit savait évoluer et s'adapter aux circonstances. La colonisation militaire n'ayant eu ni l'adhésion de l'opinion publique, ni celle des Chambres, il cherche autre chose ; et bientôt, dans un second Mémoire daté de 1840 (1), il expose un autre projet qui exige la collaboration de l'autorité civile et de l'armée ; une compagnie de 200 hommes constituait à elle seule tout l'élément militaire ; elle était placée à l'avant-garde et chargée de défendre les colons civils. Derrière elle, on édifierait 86 fermes, pour chacune desquelles un département français serait appelé à désigner les colons et en même temps à faire les premiers frais de leur établissement. Manière habile, aux yeux de cet officier, d'intéresser tous les départements de la métropole au peuplement de l'Algérie ; et occasion exceptionnelle de connaître celles des cultures de France qui conviendraient le mieux au climat et au sol africains. Or, c'est pour contribuer à cette œuvre qu'il estime nationale, c'est pour construire ces 86 fermes qu'il utilise la main-d'œuvre pénitentiaire : « Le Gouverneur, dit-il, ferait établir ces « fermes au moyen de 100 condamnés militaires (2), pris dans les ateliers d'Alger, de sorte que, quand arriveraient les colons, au mois « de novembre par exemple, ils trouveraient des terres défrichées et « toutes prêtes à mettre en culture ».

Dans l'ensemble des détails auxquels se complaît son exposé, cet emploi des condamnés n'est d'abord donné qu'à titre de simple indication ; mais il revient quelques pages plus loin sur ce détail et il présente en sa faveur un argument qui devait prendre une grande valeur aux yeux du Ministre de la guerre : « L'on pourrait, je le répète (3), « établir cette colonie modèle en deux ans et à *fort bon compte*, par « l'emploi de cent condamnés militaires au boulet, auxquels on paierait trente centimes par journée de travail ». C'était là le côté réduisant de cette proposition. La perspective de n'avoir à engager que des dépenses modérées devait plaire surtout au Maréchal Soult qui toujours se plaignait du peu de ressources mises à sa disposition. Mieux encore, le colonel Marengo laissait entrevoir la possibilité pour l'Etat de recouvrer une partie de ses avances ; les colons contracteraient

(1) Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A. Ni le mois, ni le jour ne sont indiqués.

(2) Marengo : *Même rapport*. A.G.G.A.

(3) *Même rapport*.

un engagement de douze années pendant la durée desquelles il ne leur serait pas loisible de disposer en aucune manière de la propriété concédée ; ils s'engageraient en outre à payer pendant ces douze années une redevance que « en toute justice les administrateurs régleraient avec modération pour indemniser petit à petit l'Etat de ses « avances ».

Soult connaît déjà ce second Mémoire lorsqu'il complète ses instructions à l'adresse de Bugeaud. Les idées du colonel Marengo lui paraissent heureuses et il en approuvera volontiers l'expérience. Toutefois, il envisage l'emploi des condamnés en lui-même, dégagé du projet des fermes départementales. L'opération consistera selon lui « à choisir judicieusement (1) l'emplacement du futur village, à prendre ensuite dans l'atelier d'Alger le nombre d'hommes jugé nécessaire pour les travaux dont il s'agit, et qui embrasseraient au moins « la période d'une année, à organiser le fonctionnement de cet atelier « nouveau exclusivement agricole, et où les condamnés pourraient « en quelque sorte être appelés à titre de récompense, à les transporter enfin sur un autre point, au moment où une population de colons « civils, désignée à l'avance, serait prête à prendre leur place dans ces « habitations construites et sur des terres disposées pour la culture ». Pourtant, avant d'autoriser l'exécution de ce programme, il désire qu'il lui soit présenté un devis détaillé des dépenses dans lequel — conseil qu'il renouvelle sans cesse — on devra soigneusement s'attacher à ne jamais rester au-dessous de la réalité.

Est-ce parce que Soult se déclara de suite favorable à cet essai que Bugeaud y fut tout d'abord hostile ? Ou bien le Gouverneur n'aimait-il pas qu'en pareille matière l'initiative vint de l'un de ses subordonnés ? Toujours est-il qu'une année se passa sans qu'aucune tentative fut entreprise. Brusquement, au mois d'octobre 1842, il chargeait le colonel Marengo d'aller, avec cent condamnés au boulet, créer sur le plateau de Boukandoura le village auquel on donna plus tard le nom de Saint-Ferdinand. On n'avait cependant point supputé les frais que cet essai entraînerait ; on ne savait pas au juste combien de maisons et quel genre de maisons on allait élever. On voulait seulement pousser de l'avant et marcher vite ; le Gouverneur et le colonel avaient hâte de prouver au Ministre l'excellence de leurs procédés colonisateurs et surtout la supériorité de leur méthode sur celle du comte Guyot.

(1) *Instructions Ministérielles*, 13 août 1841. Archives Nationales. F. 80.

I

**Les rapports du Colonel Marengo. Projets de Bugeaud
et réserves de Sault**

« Le 20 du mois d'octobre, dit le colonel dans son premier rapport
« du 1^{er} janvier 1843 (1), après avoir établi un atelier de charonnage et
« une forge au Fort-Neuf, je suis parti d'Alger, à 5 heures du matin,
« emmenant cent condamnés au boulet avec dix charrues et vingt
« voitures et prolonges, transportant des planches et madriers pour
« la construction des baraques. A 9 heures, je suis arrivé au bord de
« la crête du Sahel, où j'ai dû faire une route pour descendre dans le
« ravin ; ne pouvant aller plus loin, j'ai fait décharger les prolonges,
« dresser les tentes, et, après avoir donné deux heures de repos à mon
« détachement, je suis monté sur le plateau pour le nettoyer des char-
« dons, ronces... etc. Le plateau de Boukandoura se trouve situé au
« centre du Sahel et domine plusieurs ravins, couverts de broussailles,
« et est tellement hérissé d'obstacles que ses environs, avant les suc-
« cès remportés par notre armée sous les ordres de M. le général Bu-
« geaud, servaient de refuge aux Arabes qui portaient de là pour com-
« mettre leurs fréquents brigandages sur les routes de Mahelma, Doué
« ra et de la Bouzaréa ; c'est pour *cette raison* que j'ai établi le village
« de Saint-Ferdinand sur ce plateau, afin de dominer cette position,
« laquelle peut se relier par des postes intermédiaires avec celles de
« Dély-Ibrahim, Mahelma, Douéra et couvrir par là non seulement
« la plaine de Staouéli, mais encore le Sahel d'Alger ». Ces dernières
lignes révèlent le caractère, exclusivement militaire, des préoccupa-
tions du colonel Marengo. On n'a point servi impunément dans les
armées pendant 37 ans — et cet officier s'en faisait une gloire —
sans que l'esprit ne prenne une orientation particulière et ne s'habitue
à tout considérer sous le point de vue spécial de l'intérêt stratégique.
Ce qui le frappe dans le plateau de Boukandoura, c'est sa position.
Peu lui importe la valeur des terres ou la facilité des communications ;
il commande des routes, il domine les environs, cela lui suffit. Ce sera
un village militaire par sa position.

(1) Ce rapport du colonel Marengo est dans les archives de la Colonisation Algérienne. *Dossier de Saint-Ferdinand*. A.G.G.A.

Et il sera établi conformément aux règles militaires ; l'emplacement et la forme des maisons en témoignent. Le village a été élevé en effet dans une prévision de défense contre l'ennemi ; il présente l'aspect d'un camp retranché. Les bâtiments ont été disposés en forme de « postes avancées pouvant au besoin se secourir mutuellement « et commander aux ravins qui bordent Saint-Ferdinand sur deux « faces » ; sortes de forteresses, on les a munis de meurtrières, on y a pratiqué, sur les ordres formels du colonel, des œils de bœuf « qui « sont, dit-il, très gracieux à voir et surtout commodes ; une traverse « en fer, en partageant la rondeur de l'ouverture, empêche suffisam-
« ment la possibilité de s'introduire par ce moyen dans l'intérieur, « permettant à l'air de circuler dans l'intérieur ». La place du village est au centre ; en cas d'attaque, les défenseurs pourront y parquer leurs bestiaux et s'y ravitailler ; les chefs les dirigeront de là sur les points les plus menacés.

La plupart de ces constructions sont doubles ; adossées l'une contre l'autre, ayant des pignons communs mais des portes et des escaliers différents, elles étaient destinées à deux ménages. Ce mode d'habitation avait paru plus avantageux à cause de l'économie réalisée. Les thuriféraires du colonel imaginaient d'autres motifs plus relevés pour justifier cette combinaison assez maladroite : « Les doubles, dit Eusèbe de Salles (1), sont refendues par un mur mitoyen sans aucune « communication ; elles ont par conséquent deux portes et deux escaliers, moyen fort commode *pour l'association et la discrétion* ». Argument pitoyable qui ne saurait excuser une erreur : ce que veut le paysan, c'est être chez lui, complètement chez lui. S'il ne craint point l'indiscrétion, du moins entend-il, dans le grand espace des champs, avoir un logement entièrement à lui, sans voisin gênant. Dans les villes où l'espace est mesuré, dans les casernes où la vie en commun est nécessaire, les hommes vivent côte à côte sous le même toit. Mais pourquoi vouloir imposer aux habitants des campagnes les nécessités de la vie des villes ou les obligations de la vie des casernes ?

Mieux encore ; pour peu qu'un esprit soit façonné aux idées militaires, il ne peut concevoir qu'il n'y ait pas dans une agglomération de bâtisses une d'entre elles plus grande, plus belle, plus spacieuse, qui rappelle l'idée d'autorité et de supériorité, qui évoque par conséquent l'image du chef ou du seigneur de l'endroit. C'est ce sentiment

(1) Lettre d'Eusèbe de Salles publiée par le *Moniteur Algérien* du 24 octobre 1843.

que traduit encore naïvement Eusèbe de Salles en décrivant le château de Saint-Ferdinand : « Saint-Ferdinand, dit-il (1), est groupé « autour d'un débris de bastide mauresque, habilement restaurée en « conservant quelques piliers et ogives. Des toits inclinés et couverts « d'ardoises mêlent, à cet aspect algérien, l'air confortable d'un pavil- « lon des environs de Paris. *Les simples fermes vassales* du petit châ- « teau sont recouvertes en tuiles fabriquées sur place ». Ne voilà-t-il pas l'image d'une société féodale et militaire telle que la rêvaient encore quelques esprits !

En construisant ce château, le colonel Marengo avait donc cédé à la force de l'habitude prise ; il avait su aussi faire sa cour. Cet officier ménageait les puissants et comptait bien assurer par là son avenir. Le passage de son rapport, dans lequel il décrit le château et parle de sa destination, nous révèle ses espérances : « Saint-Ferdinand (2), ayant été construit sous l'inspiration de sa Majesté la « Reine des Français et de son Altesse Royale Monseigneur le Duc « d'Orléans, il m'a paru indispensable de conserver un pied-à-terre « que l'on pût offrir aux membres de l'auguste famille, lorsque nous « aurons le bonheur de les posséder, et où descendra M. le Gouver- « neur général lorsqu'il passera par ces villages ; dans cette intention, « j'ai apporté tous mes soins à la bâtisse que j'ai décorée même avec « un peu de luxe. Le fronton de la grande entrée est orné d'un écusson « sculpté au chiffre de son Altesse Royale, Monseigneur Ferdinand, « duc d'Orléans, et de deux couronnes également sculptées et se déta- « chant sur le mur. Le château étant bâti sur un terrain incliné, l'en- « trée des appartements de l'étage supérieur se trouve de plein pied « vers le haut du plan ; on peut cependant y parvenir du bas par deux « rampes d'escalier sculptées en pierre de taille. Cette porte latérale « a pareillement un socle et deux marches en pierre de taille ; une « avant-cour sépare le péristyle inférieur du parterre dans lequel on « entre par une porte à escalier. Je ferai placer un balcon en fer au- « dessus de l'entablement ».

Conçu par un colonel, exécuté par des condamnés militaires, ce village devrait être, au moins partiellement, peuplé par des soldats. Sur la nécessité d'y réserver un tiers des lots à l'armée, ce brave colonel revient à la fin de chacun de ses rapports, et il insiste, alléguant que c'est un devoir pour lui de ne point laisser oublier ses travailleurs.

(1) *Même lettre d'Eusèbe de Salles.*

(2) *Rapport du colonel Marengo, 1^{er} janvier 1843. Déjà cité.*

« Il me reste un devoir à remplir, dit-il dans son Mémoire du 1^{er} janvier, et il entre dans mes principes : c'est de songer à l'armée, à la quelle je réserverais le tiers des lots, persuadé que, dans nos régiments d'Afrique et de France, il sera facile de trouver des hommes « méritants, capables et réunissant les conditions requises ». On reconnaît là les idées de Bugeaud ; ce qui est plus personnel au colonel, ce qui lui est inspiré par un sentiment fort louable à l'égard de ces condamnés au milieu desquels il vit, qu'il a vus à l'œuvre, qui sous sa main de fer ont exécuté sans se plaindre les travaux les plus durs, c'est le désir de récompenser quelques-uns des plus méritants par l'octroi d'une concession. Idée généreuse s'il en fut et en même temps équitable : « L'humanité réclame aussi, ajoute-t-il, que les militaires « condamnés, ces malheureux parmi lesquels il s'en trouve qui se rachètent par une conduite exemplaire et un travail opiniâtre, eux « qui seront les véritables fondateurs de cette colonisation agricole, « ne soient pas oubliés dans la répartition des terres. C'est pourquoi « je proposerai d'admettre, dans le tiers dévolu à l'armée, quelques-uns d'entre eux ».

*
* *

Les rapports du colonel Marengo furent lus avec le plus vif intérêt par le Gouverneur ; bientôt il alla visiter les chantiers de Saint-Ferdinand. Il en revient enthousiasmé. Dès le lendemain il se hâte d'écrire au Ministre de la Guerre et lui fait part de ses impressions :

Je suis allé visiter hier (1) le village de Saint-Ferdinand, construit par M. le colonel Marengo, avec des disciplinaires, des condamnés militaires et *quelques soldats de la ligne*. Je m'empresse de vous rendre compte des observations importantes que j'ai faites sur cet intéressant travail, commencé il y a cinq mois, et aujourd'hui trois fois plus avancé que le village de Draria, où les colons sont installés depuis un an. Non seulement il est plus avancé en constructions de logements, mais encore il y a plus de terres défrichées etensemencées, beaucoup plus d'arbres plantés. Les maisons sont infiniment mieux construites et *toutes d'une manière uniforme*. On a établi en outre une briqueterie, une tuilerie, deux fours à chaux, un four à briques, un atelier de menuiserie, un atelier de serrurerie et de taillanderie. Les jardins sont parfaitement disposés et déjà couverts de légumes. Enfin, l'aspect de ce village est plus satisfaisant que la plupart de nos villages de France.

Retenons de ce tableau des résultats déjà obtenus que la main-

(1) *Bugeaud au Maréchal Soult*, 18 mars 1843. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

d'œuvre employée n'a pas été seulement celle des disciplinaires ; les soldats de la ligne ont aidé les condamnés, avec qui a son importance, car il ne sera pas sans influencer sur le jugement du Ministre.

Comment ne point être frappé aussi par le parallèle qu'intentionnellement le Général établit aussitôt entre les villages créés par le comte Guyot et ceux que construit le Colonel ? C'est sans doute une tournure de son esprit, presque un besoin ; mais ici il semble qu'il poursuive un but secret qu'il découvrira plus tard. Sous prétexte de parler de ce qu'il a vu à Saint-Ferdinand, il disserte sur les avantages de la colonisation militaire et les inconvénients de la colonisation civile :

Le travail de défrichement, de plantation, de labour, n'a pas moins de valeur que celui de la construction des édifices et c'est en cela que la création des villages par l'armée l'emportera de beaucoup sur le système actuellement suivi pour la colonisation civile. Pourquoi les habitants de Draria ont-ils peu cultivé ? C'est qu'ils ont mis tout leur temps et tout leur argent à créer, celui-ci une petite maison passable, celui-là une misérable chaumière. Si, au contraire, on les avait installés dans un village comme celui de Marengô, chacun aurait trouvé une bonne maison en maçonnerie, les angles en pierre de taille, des arbres plantés, une partie des terres défrichées, et il n'y aurait eu qu'à mettre la main immédiatement à la culture. Les avantages de trouver une pareille installation sont si grands que je suis convaincu qu'en les offrant on trouverait des familles qui payeraient presque ce qu'a coûté la maison pour être placées dans ces villages. Certes, il eût beaucoup mieux valu pour les habitants de nos villages civils de donner 1.200 ou 1.500 francs pour être installés dans un *village Marengô* ; car ils ont dépensé plus que cela pour se loger tant bien que mal et ils n'ont pas eu le temps de cultiver.

L'argument est judicieux : les moments les plus pénibles pour le colon sont ceux des premiers jours, quand il est obligé de s'abriter lui et sa famille sous une tente ou dans un gourbi provisoire ; alors le temps que lui prend l'établissement de sa maisonnette serait sans aucun doute fort avantageusement employé par lui à défricher quelques arpents de terre. Il est bien vrai au surplus que les dépenses de construction, toujours onéreuses pour une petite bourse, lui enlèvent la plus grande partie de ses ressources, à l'heure où il en a le plus besoin. Vérité relative pourtant : il ne vient point à la pensée de Bugaud de mettre en balance de tous ces avantages le plaisir du colon d'édifier lui-même sa modeste demeure et de l'aménager comme il l'entend. C'est là une satisfaction qui a bien son intérêt et sa valeur puisqu'elle attache par des liens souvent indissolubles l'homme à sa maison et à la terre. De même que l'on ne se souvient bien que de ses

propres pensées, de même l'on n'aime bien que ce que l'on a fait de ses propres mains ou du moins ce que l'on a conçu, préparé, dirigé. A ces considérations, Bugeaud ne saurait s'arrêter ; l'avantage de pouvoir offrir au nouveau colon un abri, des terres défrichées et des routes, lui paraît tellement supérieur à tout, qu'il se suggère à lui-même n'avoir jamais eu d'autre pensée. Du moment où il a songé sérieusement à la colonisation, dit-il, il a estimé qu'il était extrêmement difficile pour une famille de cultivateurs, arrivant sur un sol nu, de bâtir sa maison et en même temps d'assurer son existence matérielle. Son esprit s'assimilait vite les conceptions d'autrui, les faisait siennes et finissait par s'en attribuer la paternité.

Or, comme il avait l'habitude de voir grand, il généralisait un fait particulier et transformait une simple expérience en un vaste système. C'est ce qu'il va faire. Il demande au colonel Marengo de lui fournir quelques indications sur son système élargi et, dès qu'il les a reçues, il les transmet au Ministre, le 18 mars, dans une longue note (1). Le colonel avait calculé qu'avec 1.500 condamnés et un million, il établirait en deux ans 1.000 familles. Un millier de francs par famille, cela paraît admirable à Bugeaud. Sans doute les dépenses avaient été un peu plus élevées à Saint-Ferdinand parce qu'il avait fallu tout créer, fabriquer un outillage dispendieux, habituer les hommes à un nouveau travail, payer très cher des matériaux qu'on pouvait fabriquer soi-même et sur place. Il les évaluait à 70.000 francs lorsque 40 maisons seraient achevées. Mais, même à ce prix, combien était-on encore loin des sommes qu'auraient exigées de pareils travaux, si on les avait confiés à des entrepreneurs civils ! Ceux-ci n'auraient pas demandé moins de 4.000 francs par maison. Et qu'auraient-ils fait ? Des bâtisses et pas autre chose, tandis que les condamnés militaires avaient aussi défriché pour chaque colon 4 hectares et planté sur chaque lot 300 pieds d'arbres. Veut-on estimer à sa valeur réelle tout ce qui sera remis à une famille dans le système Marengo ? Voici le calcul auquel se livre cet officier :

Une maison.....	4.000
Défrichement de 4 hectares.....	1.600
Plantation de 300 pieds d'arbres et valeur des sujets.....	450
Total	6.050

(1) D'après la lettre de Bugeaud, cette note fut envoyée le même jour, soit le 18 mars 1843. Mais elle ne se trouve pas dans les Archives. Nous ne la connaissons que par ce qu'en dit le Gouverneur dans un post-scriptum.

Donc, avec la main-d'œuvre pénitentiaire, mille francs, avancés par l'Etat, sont suffisants pour installer une famille de colons dans des conditions très avantageuses. Le succès est certain. Ces chiffres doivent faire cesser toutes les hésitations du gouvernement. Bugeaud conclut que là est la meilleure manière de coloniser. Et le colonel Marengo, mathématicien habile, surenchérit : pour lui les équations du problème sont connues et la question est résolue. Qu'on se dépêche de se prononcer ; que tout le monde s'emploie au succès de la combinaison. M. Elie de Montgolfier, un grand industriel lyonnais, est venu visiter ses chantiers ; il lui a témoigné courtoisement toute son admiration pour ses efforts. Marengo le presse, lui écrit lettre sur lettre ; il le prie d'en parler au Roi, au Maréchal Soult, aux financiers lyonnais. Toutefois il rectifie les évaluations de dépenses ; ce n'est plus un million pour mille familles, c'est un million 500 mille francs, ce qui laisse supposer, ou bien qu'il s'était trompé la première fois, ou que le Gouverneur, dans l'espoir de convaincre le Ministre, avait cru devoir, dans la note transmise, diminuer la somme d'un tiers.

Au fait, était-ce bien là une dépense réelle ? Non certes ; à peine une simple avance. Et voici en quoi consistait la grande découverte, le fin du fin du système. Voici qui devait entraîner toutes les convictions. Puisqu'il était prouvé que l'on remettait au colon sous forme de maison construite et d'hectares défrichés, puis d'arbres plantés, une somme de 6.050 francs, l'Etat ne se montrerait point exigeant en lui réclamant le sixième de cette valeur ; ces mille francs ne représentaient que le montant des dépenses réellement effectuées. Et voyez l'habile combinaison du Colonel ! Les Chambres voteraient un crédit pour la colonisation ; il serait versé dans une caisse spéciale ; les fonds qui en sortiraient pour payer les condamnés, les matériaux, les outils, y rentreraient quelques mois après sous forme de prix d'achat payés par les colons. Nouveau tonneau des Danaïdes, la caisse se viderait et se remplirait sans cesse. Avouez qu'il y avait de quoi séduire tous les Ministres, si peu partisans soient-ils de la colonisation, et à fortiori des colonisateurs avérés comme le duc de Dalmatie.

Le Gouverneur presse donc Soult de lui donner les moyens de réaliser ce merveilleux programme.

Quand on a trouvé (1) une bonne idée, il faut en faire l'essai, et, quand l'essai a réussi, on ne saurait trop insister pour le faire adopter.

(1) *Bugeaud à Soult*, 15 avril 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

Lui ne se contente pas d'une expérience mesquine. Il sollicite l'envoi de condamnés militaires nouveaux, de tous ceux dont on disposera en France. Il les distribuera sur les points d'Oran, de Mostaganem, d'Alger, de Philippeville et de Bône. Mais leur nombre est limité. Bugeaud a la délicatesse de ne point songer à en augmenter les bataillons, ainsi qu'on le lui insinuait, en préconisant une justice militaire plus sévère.

A défaut de ces derniers, on a toujours la ressource des soldats de ligne.

Si l'on veut aller plus vite (1), il faut envoyer de France deux ou trois régiments qui formeraient l'armée de la colonisation. Il serait interdit au Gouverneur général de s'en servir pour la guerre et, s'il m'était permis de parler ainsi, j'en prends dès à présent l'engagement formel. Chaque bataillon établirait largement 150 familles par an. Trois régiments à trois bataillons établiraient donc 1.350 familles pendant le courant de l'année, c'est-à-dire 5.400 individus par an.

A vrai dire, le système dévie sensiblement ; on en revient à la colonisation presque exclusivement militaire, et peut-être était-ce bien là l'intention non encore avouée de Bugeaud ! Avec des condamnés militaires, une part peut encore être faite à l'administration civile ; elle choisit, place les colons, leur distribue les terres. Seuls le commandement des condamnés et la direction des travaux restent confiés à des officiers. Mais, si les soldats sont pris dans l'armée, ne sera-t-on pas tenté de tout attribuer à l'élément militaire ?

Dans ces deux lettres, Bugeaud se montre donc partisan convaincu des idées du colonel Marengo. Non seulement il les adopte, mais encore il les élargit et les asseoit sur de plus larges bases et par là les transforme :

Le système est sûr (2), il est rapide, il est on ne peut plus économique. Encore un coup, que peut-on désirer de mieux ? Que la Commission cesse de creuser cette question ; le problème est résolu, je le garantis et, en fait de travaux, je ne suis pas novice, et, en homme pratique, je ne suis pas disposé à m'illusionner.

* *
* *

Malgré ces déclarations catégoriques, le Ministre de la Guerre n'accepta que sous bénéfice d'inventaire les dires du Gouverneur. Il connaissait depuis longtemps l'esprit hardi de Bugeaud et savait que

(1) *Même lettre*, 15 avril 1843.

(2) *Même lettre*.

cette hardiesse le portait à des jugements hâtifs ; il était lui-même de sens trop pondéré pour entrer résolument, et sans mûr examen, dans la voie où on voulait l'entraîner. Au surplus, le projet paraissait si beau qu'il était presque impossible qu'il n'y eût pas quelque côté chimérique dans l'exposé. Aussi, tout en convenant qu'il était avantageux et utile d'employer les condamnés à construire les maisons et à défricher les terres, le Ministre chercha à gagner du temps et il prescrivit l'étude complète de la question à ses bureaux.

Ce ne fut que le 2 juin qu'il répondit (1). Il refusa d'une façon absolue d'envoyer en Algérie les deux ou trois régiments qui devaient former l'armée de la colonisation et que le Gouverneur s'engageait à ne point détourner de leurs travaux pacifiques. Jamais les Chambres n'auraient adopté une telle proposition parce qu'elle se serait traduite par un accroissement sensible des dépenses. Pour les disciplinaires et les condamnés, il est au contraire tout prêt à en accroître le nombre, mais il prévoit qu'il ne pourra en envoyer que 600 ; et cet envoi est subordonné à l'institution d'un pénitencier à Alger. Ce refus formel d'un côté, cette concession parcimonieuse de l'autre limitaient les moyens d'exécution ; seront-ils suffisants pour réaliser le projet grandiose de Bugeaud ?

Au contraire, Soult approuve fort l'idée de ne céder qu'à des conditions onéreuses la propriété des lots créés par les condamnés. Mais la réussite du système lui paraît dépendre de la vérification de deux points essentiels : Quel sera le coût exact des maisons ? Trouvera-t-on des preneurs au prix de revient ? Avec une logique impitoyable, le Ministre montre que le calcul des dépenses n'est qu'hypothétique : « Je remarque (2), et votre lettre l'exprime, qu'en portant tous les « calculs au plus haut, vous avez évalué la dépense à 1.500 francs ; « mais quels sont les éléments, les bases et les détails de ce calcul ? « Il m'importe beaucoup de les connaître. *Ce point est capital* ; et, à « ce sujet, ce n'est pas une *approximation*, mais une *certitude* qui « m'est indispensablement nécessaire. Je sais qu'il serait difficile d'é- « tablir avec précision le coût du village de Saint-Ferdinand, parce « que, dans l'origine surtout, diverses administrations ont aidé les « travailleurs par le prêt d'outils, de moyens de transport, etc., dont « la valeur ne peut qu'être imparfaitement appréciée. Je sais encore

(1) *Soult à Bugeaud*, 2 juin 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A. G. G. A.

(2) *Même lettre ministérielle*, 2 juin 1843.

« que Saint-Ferdinand a occasionné certains frais d'installation et
« d'ateliers qui profiteront aux villages subséquents et qui diminueront d'autant la dépense pour les travaux futurs. Si nous ne pouvons faire le compte rigoureux de la dépense faite à Saint-Ferdinand, il n'en est pas moins nécessaire de nous fixer au juste sur les débours qu'entraîneront les nombreux villages à fonder ; et il y a un moyen très simple pour cela qui consiste à faire qu'à l'avenir le colonel Marengo ne reçoive aucune assistance du dehors et n'opère absolument qu'avec les fonds qui lui sont spécialement affectés. Je vous prie de donner des ordres en conséquence et de prescrire que le village projeté de Sainte-Amélie soit entrepris d'après cette règle ». La précaution du Ministre, inspirée par le désir fort naturel d'être fixé exactement sur le montant des dépenses à effectuer, dut paraître à Bugeaud et surtout au colonel bien inopportune ; elle contribuera en tout cas à rectifier des calculs par trop fantaisistes.

En ce qui concerne l'affluence des preneurs dont Bugeaud était ou se disait persuadé, le Ministre veut l'espérer ; personnellement, il serait heureux que l'Etat rentrât dans ses débours et que l'administration algérienne trouvât là un moyen toujours renouvelé de multiplier les fondations coloniales. Un tel résultat aurait à ses yeux un autre avantage inappréciable, celui de dissiper les préventions parlementaires, touchant le bon et utile emploi des fonds votés ; car cela rendrait plus facile le vote d'autres crédits. Mais il entend — et il le répète — recevoir des renseignements d'une exactitude rigoureuse ; puisque le Gouverneur affirme qu'il y aura des acheteurs au prix de revient, il le prend au mot. Qu'on fasse, dès maintenant, l'épreuve au village de Saint-Ferdinand ; qu'à chaque demandeur, possédant de trois à quatre mille francs, l'offre soit faite, ou d'une concession en friche aux conditions ordinaires, ou d'un lot avec maison à Saint-Ferdinand au prix de 1.500 francs. Toute liberté de choix sera laissée ; cette latitude écartera l'idée si communément répandue dans le public que les autorités ne procèdent aux attributions que par des actes de faveur.

La lettre du Ministre ne contenait donc ni une acceptation enthousiaste des projets de Bugeaud, ni leur condamnation. Elle ne discutait d'ailleurs que le principe, Soult remettant à plus tard l'envoi d'instructions plus précises sur les détails. Ces instructions arrivèrent le 29 juillet (1) ; elles restreignaient l'indépendance du colonel Ma-

(1) *Soult à Bugeaud*, 29 juillet 1843. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

rengo et prescrivait des retouches aux plans projetés des villages. Le colonel avait jusque-là agi complètement à sa guise, sans souci des règlements existants. Affichant un parfait dédain pour tout ce qui pouvait limiter son initiative, il allait de l'avant ; car il se sentait soutenu par le Gouverneur général. Plus tard même il ne tiendra aucun compte des reproches ou blâmes du Ministre, de ce qu'un contemporain appelle des *galops* ; en les lui communiquant, Bugeaud lui aurait dit : « Faites, mon cher colonel, faites toujours, vous avez ma confiance ; tout ce que vous faites est bien ». Et Marengo, ainsi encouragé, avait fait, n'ayant pour règles que son bon plaisir et l'assentiment du Gouverneur.

Or, il y avait un arrêté du 18 avril 1841 dont les articles 2, 3 et 4 réglementaient la procédure à suivre pour la fondation des villages de colonisation ; aucun centre ne pouvait être créé par le Gouverneur que sur la proposition du Directeur de l'Intérieur et cette proposition devait de plus être soumise au Conseil d'administration, accompagnée d'un plan détaillé et d'un rapport indiquant le périmètre du futur village, les voies d'accès et les emplacements réservés aux édifices publics. D'autres pièces étaient encore nécessaires : et l'avis du Directeur des finances, et celui du Directeur des fortifications. Ce ne pouvait être que sur le vu de tous ces documents que le Conseil délibérait ; puis le Gouverneur transmettait le compte-rendu de la séance et le dossier complet au Ministre ; il y ajoutait son avis personnel. Au Ministère on décidait. Dans le cas de Saint-Ferdinand, toutes ces formalités ou à peu près avaient été négligées. Soult les rappelle à Alger ; il déclare qu'à l'avenir il faudra rentrer dans la règle. Si, pour Saint-Ferdinand, il n'a pas relevé à temps cette dérogation, c'est qu'il avait le vif désir de voir mettre promptement à l'épreuve, avant la fin du dernier exercice financier, le mode préconisé par le colonel. Mais, dorénavant, il ne saurait plus en être ainsi : « Il sera donc nécessaire, dit-il (1), que les plans du nouveau centre, accompagnés du « levé du territoire à leur affecter, du détail des divers travaux, du « devis des dépenses et du modèle des maisons de dimensions et de « formes diverses, qui y seront établies, me soient adressés après « avoir été soumis au Conseil d'administration par M. le Directeur « de l'Intérieur... Il ne devra être procédé à nulle occupation de terrain, à nul commencement de travaux, avant que les arrêtés de création aient été pris selon que l'exige l'arrêté du 18 avril ».

(1) *Même lettre*, 29 juillet 1843.

Tout particulièrement il appelle l'attention du Gouverneur sur les formes des maisons et il l'invite à saisir le Conseil des différents modèles présentés. Cela visait le colonel Marengo. On sait que cet officier avait élevé à Saint-Ferdinand toutes les maisons sur un plan uniforme et, de cette uniformité, M. Eusèbe de Salles l'avait complimenté. Soult n'est pas de cet avis. Que, dans des vues d'économie, on construise des logements mitoyens, passe encore ; mais que ces bâtisses aient toutes le même aspect extérieur, le même aménagement intérieur et par conséquent valent le même prix, cela n'est ni logique ni naturel. Partant de cette idée que les colons n'ont pas des ressources égales, que les uns sont de véritables capitalistes disposant de sommes considérables, que d'autres n'ont qu'un modeste avoir de 4 à 5.000 francs, que la plupart ne possèdent presque rien, il désire que l'on fasse trois catégories de maisons correspondant à ces trois classes de colons : « Toutes les maisons ne peuvent pas recevoir (1) les mêmes distributions intérieures, ni être de la même dimension. « Leur grandeur et leur forme devront être proportionnées au nombre des habitants et à leur position de fortune. Il conviendra de les diviser en trois catégories selon le degré de leur importance ». Celles que l'on destinera aux deux premières seront vendues et le prix de vente devra être calculé de telle sorte que l'Etat récupère l'intégralité de ses avances. La troisième comprendra les maisons à simple rez-de-chaussée, pour lesquelles on ne dépensera pas plus de 600 francs, et que l'on concédera gratuitement aux familles d'ouvriers. C'était une idée chère au Maréchal Soult et à M. Urtis, chef de bureau au Ministère de la Guerre, que celle de rapprocher, même dans un village en formation, les capitalistes et les prolétaires, l'argent et la main-d'œuvre ; c'eût été un argument à fournir aux Chambres en faveur de ce mode de coloniser. En conséquence, quelles que soient les difficultés que l'on rencontrera, « toutes considérations devront disparaître devant le grand intérêt que j'ai en vue », ordonne le Ministre. Il oublie ou il ignore que la chose était à peine possible pour Saint-Ferdinand où l'on avait projeté d'installer cent colons aisés ; aucune maison basse n'y avait été prévue et l'on fut forcé, la forme du plateau ne s'y prêtant pas, de bâtir le village ouvrier à quelque distance des premiers édifices.

Autre recommandation : on réservera dans chaque centre une partie des terrains, afin que, plus tard, lorsque la terre aura pris quelque

(1) *Même lettre, 29 juillet 1843.*

valeur, l'Etat se dédommage de ses sacrifices en les vendant : « L'expérience (1) nous apprend chaque jour que, dans les centres de population qui ont du succès, les terrains à bâtir ne tardent pas à acquérir une valeur et un renchérissement parfois surprenants. Le gouvernement doit avoir foi dans ses œuvres ; et il est permis d'espérer que les villages créés ou à créer, alors que la réussite en sera notoire, seront pareillement recherchés ». Dans cette voie, il va fort loin et il laisse entendre qu'il s'agirait de laisser libre un espace à peu près égal à la superficie bâtie. En même temps qu'il écrit à Bugeaud, Soult invite le comte Guyot à tenir la main (2) à ce qu'aucune infraction aux règlements établis ne puisse désormais avoir lieu ; ses prescriptions au sujet des logements ouvriers devront être scrupuleusement exécutées. Quant à la comptabilité à adopter pour le service dont est chargé le colonel Marengo, il rappelle au Directeur qu'elle est sous son contrôle immédiat et permanent. Cette grave décision va mettre aux prises ces deux hommes.

* * *

Cependant, Marengo poussait fièvreusement les travaux, pas avec autant d'activité qu'il l'aurait désiré pourtant ; le Gouverneur lui avait enlevé tous les soldats de ligne. En effet, au printemps et jusqu'à l'époque des fortes chaleurs, l'armée entière avait été occupée à établir définitivement la domination française sur le Chéiff central et à dompter sur d'autres points l'insurrection fomentée par Abdelkader et ses lieutenants. Seuls, restaient dans les chantiers agricoles les condamnés militaires. Forcé fut donc au colonel d'interrompre les défrichements, à une époque de l'année où d'ailleurs la sécheresse du sol et son durcissement, comme la chaleur du soleil et le danger des insolation, ne permettaient pas de les continuer sans fatigues excessives ; il était parvenu à terminer Saint-Ferdinand et la Consulaire.

Il fallait les peupler le plus tôt possible avant la période des pluies. Le Ministre annonce, à la date du 21 juillet, qu'il vient de délivrer des permis de passage en Algérie à cinq chefs de famille et à une veuve. Pas d'autres renseignements ; rien sur les habitudes de travail, les

(1) *Même lettre.*

(2) *Le Ministre de la guerre au Directeur de l'Intérieur, 19 juillet 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.*

connaissances agricoles, la moralité et les ressources pécuniaires des concessionnaires. L'occasion est inespérée pour le Gouverneur de prendre sa revanche ! Il rappellera au Ministre les conditions de réussite des colons en Afrique, comme Soult lui a rappelé les règlements pour la fondation des centres. Sa dépêche est conçue en des termes d'une fermeté et même d'une dureté voulues :

Vous savez comme moi, Monsieur le Maréchal (1), combien il est indispensable que les colons qui nous arrivent aient la *pratique des choses agricoles*, les habitudes d'ordre, l'esprit de famille, sans lesquels on ne fait rien en agriculture, pas plus et encore moins en Afrique qu'ailleurs. S'il nous venait de Paris de ces gens qui hantent les antichambres des bureaux pour arracher, à force d'importunité, quelque bout de concession, et qui se figurent, dans leur stupide ignorance de ce qu'ils demandent, qu'on vit en Afrique avec moins de peine et moins de travail qu'en France, si le village de Saint-Ferdinand devait être peuplé des gens de cette sorte, le sort de cet essai de colonisation pourrait être prévu d'avance ; elle serait perdue. Ce qu'il nous faut ici, ce ne sont pas des gens à illusions et à projets : ce qu'il nous faut, ce sont des laboureurs sortant de la charrue et prêts à la reprendre en arrivant, des hommes laborieux, sobres, ignorants de tout luxe, car l'agriculture, toute bonne mère qu'elle est, n'accoutume point ses enfants aux jouissances de la vie.

Et dans une note finale, il se plaît à revenir sur la même idée :

Je repousse tous les jours des *Messieurs*, des veuves ou des femmes de militaires qui demandent à peupler les villages de Sainte-Amélie et de Saint-Ferdinand parce qu'ils voient des maisons bâties, du travail facile, mais il nous faut des piocheurs et des miliciens. Il ne nous faut pas non plus de gros tenanciers qui absorberaient de quoi fixer au sol 15 ou 20 familles.

S'il s'élève avec tant d'âpreté contre les envois d'immigrants de la part du Ministère, s'il repousse avec non moins d'énergie les solliciteurs d'Alger, la raison en est qu'il a ou croit avoir pour Sainte-Amélie et le Marabout d'Aumale, hameau situé entre ce village et Saint-Ferdinand, tous les bons colons nécessaires. M. Lacrouts, originaire du pays basque, négociant très connu à Alger et colonel de la milice, lui avait offert (2) de peupler de Béarnais les deux centres et il avait déjà entrepris des démarches auprès de plusieurs personnalités du pays basque. Le général Larispe, un de ses amis, commandant la vingtième Division, promettait tout son concours. A Alger, on s'enthousiasme pour cette cause ; on croit pouvoir détourner vers l'Algé

(1) *Bugeaud à Soult*, 30 juillet 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A. G. G. A.

(2) Sur cette tentative d'émigration basque à Alger, il existe un assez gros dossier aux Archives de la Colonisation Algérienne. A. G. G. A.

rie une partie de l'émigration qui se rendait alors en Amérique et on y voit double profit pour la France. Cette question du peuplement basque et les protestations un peu âpres de Bugeaud furent une sorte d'intermède et une détente se produisit entre les deux partis. Le duc de Dalmatie assure le Gouverneur qu'il est d'accord avec lui sur l'emploi des condamnés militaires aux travaux de la colonisation, pourvu toutefois qu'il consente lui-même à ne point exclure des villages les capitalistes. Quant aux Basques, il ne doute pas de leur succès, s'ils veulent bien passer en Afrique ; on attend de plus amples renseignements à leur sujet, car au Ministère les nouvelles que l'on a reçues ne concordent pas avec celles d'Alger.

*
* *

L'entente semble devoir être conclue :

Rien n'importe davantage dans cette question que l'accord de l'autorité supérieure et de l'administration algérienne (1), et je suis heureux, je le répète, Monsieur le Maréchal, de voir qu'en ce qui concerne le système de colonisation dont il s'agit ici, les idées de Votre Excellence et les miennes sont en harmonie complète.

L'accord est beaucoup plus apparent que réel ; Bugeaud ne le célèbre tant en ce moment que pour excuser ses audaces du lendemain. Les imprudences du Gouverneur, les habiletés du parti Marengo et la résistance du comte Guyot ne tarderont pas à accuser les divergences de vues qu'à Alger on aurait voulu masquer. La crise va donc éclater ; elle mettra aux prises tous les auteurs du drame qui se joue.

On en est encore, semble-t-il, à la discussion théorique. Le jour même où il se félicitait de cette harmonie complète, Bugeaud transmettait la délibération du Conseil d'administration sur les desiderata formulés par le Ministre. Le Conseil n'avait pas émis pour tous des avis favorables. Il s'était rallié volontiers à plusieurs d'entre eux : le colonel devrait avoir auprès de lui un agent comptable, appartenant à la Direction de l'Intérieur ; il serait obligé dorénavant de préparer et de soumettre ses projets, plans et devis à la sanction ministérielle avant l'ouverture des travaux, enfin on construirait trois catégories de maisons dont la troisième serait réservée aux ouvriers. Mais il s'était prononcé contre la mitoyenneté des logements et la mise en réserve d'emplacements à bâtir. D'après lui, la mitoyenneté

(1) *Bugeaud à Soult*, 15 août 1843. Dossier de Saint-Ferdinand. A. G. G. A.

des maisons ne satisfait pas autant le paysan que l'isolement de sa ferme au milieu d'un petit enclos, et il est de la plus haute importance de ne pas contrarier les habitudes et les goûts des immigrants français. A garder libres dans le village d'assez grandes surfaces de terrains, il fait aussi des objections et c'est Bugeaud qui les lui a suggérées.

Mon opinion, partagée par le Conseil, est contraire à cette mesure (1) ; alors même qu'elle aurait de l'intérêt sous le point de vue de la fiscalité..., elle n'en serait pas moins préjudiciable à la colonisation qui est l'objet principal auquel tout autre intérêt doit être subordonné. L'intérêt de la colonisation, non moins que celui de la sécurité, exige en effet que les populations s'agglomèrent sur certains points déterminés, et qu'elles y forment des masses imposantes, également propres à exploiter le sol et à le défendre. Laisser des espaces incultes au milieu de ceux cultivés et à bâtir serait contraire à cette double nécessité... Je ne vois pas davantage que l'intérêt du Trésor ait à gagner à l'adoption de cette mesure. Les emplacements à bâtir ne prennent jamais de valeur dans les centres agricoles, et ceux à cultiver n'en acquièrent une réelle que par suite de leur mise en culture.

L'entente n'est pas parfaite. Reconnaissons cependant que les divergences ne portaient que sur des moyens d'exécution en somme secondaires. Là où le problème va devenir plus délicat, c'est lorsqu'il s'agira de la direction des travaux et de l'étendue des pouvoirs à attribuer au colonel Marengo. Depuis longtemps le Gouverneur projetait d'enlever aux autorités civiles ces travaux de colonisation ; il aurait voulu créer à côté du comte Guyot, et bientôt au-dessus de lui, un autre directeur, militaire celui-là, et qui lui aurait été entièrement subordonné au lieu de l'être au Ministre ; il se débarrassait ainsi d'un contrôle gênant et en même temps donnait une situation avantageuse à un de ses officiers, en l'occurrence le colonel Marengo. Mais l'entreprise était singulièrement malaisée ; car Soult tenait à garder la haute main sur ce service plus que sur tout autre. Aussi, pour le moment, Bugeaud ne parle que des mérites extraordinaires du colonel auquel on doit bien quelque récompense pour tout ce qu'il a fait et que l'on ne peut maintenir dans la position subalterne où il se trouve.

Dans tous les cas, il lui faut des aides ; il ne peut supporter à lui seul la charge qu'il a jusqu'ici assumée :

La situation de cet officier (2) demande réellement que l'autorité supérieure lui vienne en aide et lui facilite les moyens de poursuivre l'œuvre qu'il a si vail-

(1) *Bugeaud à Soult*, 15 août 1843. Lettre déjà citée.

(2) *Ibidem*.

lamment commencée. Chargé du commandement de la place d'Alger, ayant à diriger les derniers travaux qui s'exécutent à Saint-Ferdinand, au Marabout d'Aumale et à la ferme dite Consulaire, et de surveiller ceux qu'il a entrepris et qu'il poursuit avec sa vigueur habituelle à Sainte-Amélie, appelé à fonder prochainement deux nouveaux centres, cette besogne multiple me paraît comme à lui trop lourde, non pas seulement pour un seul homme, mais même pour deux, fussent-ils aussi énergiques et aussi actifs qu'il l'est lui-même.

Il mettra donc à sa disposition six officiers de différents grades ; ceux-ci seront chargés de surveiller les chantiers dont le nombre et l'importance s'accroîtra au fur et à mesure que la paix mieux affermie permettra d'y occuper plus de forces militaires. Il placera aussi à côté de lui un agent comptable et plusieurs géomètres, bref un petit état-major de fonctionnaires, les uns militaires, les autres militarisés.

Quant à la position personnelle de M. le colonel Marengo (1), c'est une question dont il y aura lieu de s'occuper plus tard. Je l'ai prévenu que les services qu'il rend à la colonie et à la mère-patrie, *comme fondateur de la colonisation*, lui donnaient à mon avis des titres réels pour *une position plus élevée et mieux définie*, au sujet de laquelle j'aurai ultérieurement des propositions à vous soumettre.

En réalité, la direction nouvelle est fondée et le personnel choisi ; c'est la tactique favorite de Bugeaud : il agit, puis il met le Ministre devant le fait accompli. Pourtant la chose est ici trop grave ; il va chercher à prendre un biais pour arriver à ses fins et c'est ce qui compromettra le succès de sa manœuvre.

*
* * *

L'essentiel pour Alger était à ce moment de pouvoir choisir les concessionnaires ou du moins d'avoir le droit d'évincer ceux qui ne rempliraient pas les conditions jugées indispensables au succès ; puis il s'agissait de former un fonds de roulement assez considérable pour se passer au besoin des crédits de la métropole. Subitement, sans que rien ait fait prévoir cette publication, paraissait dans le *Moniteur Algérien* du 5 septembre 1843 un arrêté du Gouverneur général déterminant les conditions d'admission dans les villages construits ou à construire par les condamnés militaires et par l'armée.

Aux termes de cet arrêté, le centre de Saint-Ferdinand, le Marabout d'Aumale et la grande ferme dite la Consulaire devaient être remis le 15 septembre à la Direction de l'Intérieur et peuplés par ses

(1) *Même lettre*, 15 août 1843.

soins. On y énumérait longuement les avantages offerts aux colons : 1^o Une maison de 60 à 64 mètres carrés de superficie, « bâtie en bons « moellons avec les encoignures et les ouvertures en pierre de taille, « parfaitement recrépie à l'intérieur et à l'extérieur, couverte en « tuiles courbes et comprenant deux pièces au rez-de-chaussée et « deux au premier étage », 2^o 12 hectares de terre cultivable dont quatre défrichés et 3^o un certain nombre d'arbres plantés. Le prix de chaque concession était fixé à 1.500 francs, mais on laissait toute facilité au preneur de se libérer en totalité immédiatement, ou de s'acquitter en trois versements échelonnés à six mois d'intervalle. Au cas où le dernier terme ne serait pas payé dans le délai voulu, l'Administration se réservait le droit de reprendre la concession, sans aucun recours possible du colon, et de conserver la première somme versée par lui. L'acheteur ne devenait propriétaire incommutable et n'avait le droit d'aliéner tout ou partie des terres qu'après paiement intégral du prix d'achat.

Quelques articles sont de moindre intérêt : l'Etat promettait d'élever à ses frais une église ; les colons s'engageaient à clore dans l'année la cour et le jardin attenant à leurs maisons, à blanchir annuellement les murs à la chaux et à planter 300 pieds d'arbres ; ils devaient justifier d'un avoir personnel de 1.500 francs, etc.

L'article 12 était ainsi conçu (1) : « Dans le cas où les colons le demanderaient, il sera construit par les ouvriers militaires, contre leurs « maisons, un *appentis en bois* pour loger leurs bestiaux, dont ils « rembourseront le prix à la caisse coloniale d'après le taux de la dépense effectuée qui ne dépassera pas 150 francs. Ils y gagneront « la différence notable entre le prix de la main-d'œuvre par les ouvriers militaires et de la main-d'œuvre par les ouvriers civils ». Quoique cela pût paraître fort extraordinaire dans un système qualifié le meilleur de tous ceux expérimentés jusqu'alors, son auteur avait oublié de prévoir, dans le plan de ces fermes, certaines dépendances des plus nécessaires pourtant au paysan : des écuries pour loger ses bestiaux et des hangars pour remiser ses instruments aratoires et ses voitures. On ne songe pas à tout quand on n'a pratiqué l'agriculture qu'en chambre ou sur le papier. Bugeaud se défendra plus tard contre les railleries du Ministre de la Guerre, en alléguant qu'il était allé au plus pressé et au plus économique. L'oubli ne vient assurément pas de lui, mais qui pourrait affirmer qu'il n'était pas

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, page 250.

imputable au colonel Marengo ? Cet article spécifiait en outre que les 150 francs, prix de ces apprentis, seraient versés à la Caisse coloniale et non au Trésor ; cette simple clause, glissée ainsi au milieu d'un paragraphe et présentée comme accessoire, inaugurerait, au point de vue fiscal, une réforme dont les autorités de la colonie se promettaient les conséquences les plus heureuses.

Cet arrêté du 5 septembre fut pris d'urgence par le Gouverneur sans consultation préalable du Ministre ; aussi quelle ne fut pas la stupéfaction de celui-ci quand il apprit, par une voie autre que la voie officielle, et sa teneur, et la nouvelle de son insertion hâtive dans le *Moniteur Algérien* ! De là un mécontentement d'autant plus vif que la susceptibilité du duc de Dalmatie était très chatouilleuse quand il s'agissait de ses prérogatives ministérielles et que déjà, à quelques mois de distance, le général Bugeaud les avait méconnues dans l'affaire de Beni Mered. La lettre de transmission qu'il reçut peu de temps après n'atténua pas cette fâcheuse impression. Elle plaidait l'urgence, mais au Ministère on commençait à savoir ce que signifiait l'urgence sous la plume du Gouverneur. Sans doute, lorsqu'il adresse un reproche, Soult reste toujours courtois, mais la courtoisie n'exclut pas la fermeté. Ces arrêtés avaient été, lui rappelle-t-il, vivement blâmés par la Commission de colonisation et par les Chambres ; ils étaient contraires au principe de la responsabilité ministérielle. Le Gouverneur a été prévenu à diverses reprises ; malgré de fréquents rappels, nombre de ces arrêtés continuent à paraître ; ils prescrivent des mesures sujettes à la sanction gouvernementale et pourtant le Ministre les ignore : « Votre bon esprit (1) pourra apprécier, Monsieur le Maréchal, les graves inconvénients qu'entraînent ces publications prématurées... Vous comprendrez qu'il y a convenance à ne pas donner la publicité à des actes non encore définitifs, afin de nous épargner le désagrément réciproque de modifications dont je ne puis pas toujours m'abstenir. Lorsque, comme au cas particulier, la nécessité de certaines mesures a été depuis longtemps prévue, il suffit de s'y prendre à temps pour prévenir l'usage abusif des arrêtés d'urgence ».

Celui qui vient d'être publié exigeait plus que tout autre une entente préalable avec le gouvernement, car il portait sur des aliénations de parties du territoire, il ordonnait des dépenses qui ne sau-

(1) *Soult à Bugeaud*, 23 septembre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand, A.G.G.A.

raient être autorisées sans le concours des administrations auxquelles ces crédits ont été ouverts pour y pourvoir ; enfin, il édictait des pénalités spéciales contre les concessionnaires défaillants. Cet acte est doublement irrégulier, et dans le fond, et dans la forme. Le Ministre n'est pas dupe de l'habileté de Bugeaud dans la rédaction de l'article 12 ; il sait fort bien quelles sont les prétentions des autorités algériennes, toujours désireuses de se soustraire à la tutelle de Paris. Explicitement, cet article ordonne le versement à la Caisse coloniale du prix des apprentis en bois réclamés par les concessionnaires, mais implicitement il décide aussi que les 1.500 francs, prix de la concession, seront acquis à cette même caisse. Or, aucun texte de loi ne lui attribue ces versements ; la règle est que tout doit être payé au Trésor ; que le Gouverneur se reporte à l'ordonnance royale du 21 août 1839 (1) ! « Les taxes, perceptions ou revenus ne peuvent être établis, « modifiés ou supprimés, savoir : ceux au profit de l'Etat qu'en vertu « d'une ordonnance royale, ceux au profit de la colonie qu'en vertu « d'arrêtés rendus par le Ministre de la Guerre ou par le Gouverneur « général avec l'approbation préalable du Ministre ». Aucune loi nouvelle n'étant intervenue et lui, Soult, n'ayant pas donné son assentiment à une modification quelconque du régime de la Caisse coloniale, la perception devait continuer à avoir lieu au profit du Trésor.

Quant à l'autorisation accordée aux acheteurs de régler le paiement de leur concession par tiers et dans un délai de 18 mois, elle est absolument contraire aux instructions répétées du Ministre. A Paris, on avait toujours pensé que le prix serait versé intégralement et au moment de la vente. Bugeaud a donc changé d'idée ; on éprouve quelque plaisir à le lui rappeler : « Le colon (2) qui, avant d'entrer « en possession, aura déboursé 1.500 francs aura le plus grand intérêt à ne pas perdre son argent, à travailler par conséquent. Il se « gardera bien de faire cette dépense, s'il ne lui reste les moyens nécessaires pour le faire fructifier. En se contentant de 500 francs « comptant et de 18 mois de terme pour le surplus, on s'expose à avoir « des concessionnaires ne possédant guère que ces 500 francs qui « compteront plus tard sur le produit de la terre pour payer le solde, « qui, dès lors, ou ne payeront pas, ou négligeront leurs travaux ; on « introduirait à Saint-Ferdinand des gens sans moyens suffisants

(1) Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie, page 130.

(2) *Soult à Bugeaud*, 23 septembre 1843.

« ce qui, selon votre juste remarque, serait la perte de cet essai de colonisation ».

Il se refuse donc à ratifier l'article 4. Toutefois, il ne pousse pas l'intransigance jusqu'à exiger que l'arrêté soit rapporté dans le *Moniteur Algérien*. Ça aurait été infliger un désaveu public à son subordonné. Mais qu'il soit bien admis qu'on ne recevra ou qu'on ne maintiendra à Saint-Ferdinand que ceux qui auront consenti à verser immédiatement les 1.500 francs et justifié de la possession d'une égale somme, et que, jusqu'à nouvel ordre aussi, l'argent provenant de ces ventes soit régulièrement remis au Trésor.

Cette longue épître du Ministre n'était pas faite pour étonner Bugeaud, encore moins pour changer sa ligne de conduite. Elle n'avait d'autre valeur à ses yeux que celle d'une discussion théorique sur une mesure qu'il a prise et qu'il maintiendra. Il n'était d'ailleurs pas là lorsqu'elle arriva à ses bureaux ; il dirigeait une expédition du côté de Miliana. Le général de Bar, gouverneur par intérim, se chargea de la réponse : tout naturellement et comme pour Beni Mered, il invoqua l'urgence. Le Gouverneur se préparait à partir pour une nouvelle campagne ; les colons, venus à Alger, sollicitaient de l'administration la faveur de multiplier et d'espacer les versements ; il convenait de se décider très vite et on leur accorda ce qu'ils demandaient. De très bonne foi aussi, les autorités algériennes avaient considéré les 1.500 francs des colons comme de simples recouvrements d'avances réversibles à la Caisse coloniale. Lorsque Bugeaud fut de retour, il prit connaissance de la correspondance ministérielle et de la première réponse de de Bar. Il en est satisfait. Oh ! il ne s'attarde pas à excuser son arrêté d'urgence et n'atténue aucune de ses prétentions. En stratégie habile et hardi, il pousse de l'avant et se couvre du grand intérêt de la colonisation. Ce n'est qu'en terminant qu'il parle, comme d'une menace vaine, du refus opposé par le Ministre de sanctionner son arrêté ; la mesure a été appliquée depuis plusieurs jours et puis il y a parole donnée :

Cet arrêté (1) a eu d'ailleurs du retentissement dans la métropole. Des familles sont parties pour l'Algérie sur la foi de ces dispositions ; serait-il équitable, Monsieur le Maréchal, et digne de l'administration de renier les assurances qui ont été données et les engagements qui ont été contractés sous la garantie du nom du Gouverneur général ? Il n'est pas nécessaire, Monsieur le Maréchal,

(1) *Bugeaud à Soult*, octobre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

d'insister sur cette dernière considération ; l'indiquer doit suffire pour que la solution de la question ne puisse pas paraître douteuse.

On ne peut pas avec plus de désinvolture forcer la main à un Ministre.

II

Guyot et Marengo

Tandis que ces incidents sans cesse renouvelés entretenaient la mésintelligence entre le Ministre et le Gouverneur, l'antagonisme devenait plus ardent entre le comte Guyot et le colonel Marengo. On peut suivre au jour le jour les péripéties de cette lutte dans la correspondance intime que le Directeur de la colonisation échangeait avec M. Fellmann, chef de bureau au Ministère de la Guerre.

Dès le 25 février 1843 (1), quelques jours après les premiers coups de pioche que donnèrent les condamnés militaires sur le plateau de Boukandoura, le comte Guyot se plaint à son ami de ce que ses créations de centres sont souvent comparées à celles de Marengo. Suivant sa tactique constante, le Gouverneur opposait la colonisation militaire à la colonisation civile et toujours au détriment de cette dernière ; il le faisait, non seulement dans ses lettres au Ministre, mais aussi dans des entrefilets du *Moniteur Algérien*. Il ajoutait ordinairement aux articles préparés par le Directeur de l'Intérieur un ou deux paragraphes des plus élogieux pour le colonel. Ainsi, le 20 février, le comte Guyot soumet au Gouverneur une petite note qu'il va insérer dans le Journal officiel de la colonie afin d'annoncer l'agrandissement de Chéragas et la fondation de Staouéli et de Saoula. Aussitôt Bugeaud y joint les lignes suivantes :

Le village que fait M. le colonel Marengo avec des condamnés militaires marche très rapidement (2), autant par le zèle qu'il y met que parce qu'il a sous la main beaucoup de bons ouvriers. Quand l'armée pourra fournir en abondance les mêmes moyens, on ne laissera pas dans l'attente, comme on est forcé de le faire aujourd'hui, un grand nombre de familles dont les demandes sont inscrites sur les registres de la Direction de l'Intérieur.

C'était là une double critique insidieuse de la colonisation civile :

(1) *Guyot à Fellmann*, 25 février 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Voir dans le *Moniteur Algérien* du 20 février 1843, à la partie non officielle, la note consacrée à la colonisation et commençant ainsi : « Dans la dernière séance... » Le dernier paragraphe fut ajouté par Bugeaud.

elle ne marche pas assez rapidement et elle ne peut accueillir toutes les demandes. Le comte Guyot le comprend et s'en ouvre à son ami : « Je suis désolé d'être sans cesse accolé à Monsieur Marengo ; à chacun ses œuvres, et il est faux que j'aie besoin de lui pour aller plus vite. Ce n'est pas en construction de maisons que je fais consister la colonisation, c'est en placement intelligent de population, choix des localités ». Quelques jours après, le 20 mars, il raconte à Fellmann la visite du Gouverneur à Saint-Ferdinand (1) ; il sait d'ailleurs rendre justice à son rival et cela lui suggère de tristes réflexions : « Le Gouverneur est revenu engoué de Saint-Ferdinand. Le fait est que le colonel Marengo et ses condamnés ont beaucoup fait sans cependant que leur œuvre mérite l'enthousiasme dont on est épris au gouvernement. Pour moi, j'ai vu là une preuve de plus de ce que j'ai toujours dit et pensé ; c'est que, si l'on voulait nous donner des masses de condamnés pour l'exécution de nos conceptions, nous pourrions construire les petites maisons des habitants pour bien peu de chose de plus que ce que nous coûtent nos villages. Mais nous n'avons pas les condamnés, mais nous n'avons pas les hommes qu'il nous faudrait pour en tirer bon parti, mais le gouvernement croira-t-il devoir faire les frais du logement des familles ? J'ai établi dans mon rapport un aperçu des dépenses des villages dans les différentes hypothèses ; il n'est pas douteux que les condamnés, travaillant comme des chevaux et ne recevant que quatre ou cinq sous par jour, feraient tous nos travaux vite et économiquement, mais, tant que le gouvernement n'aura pas décidé qu'on nous en donnerait une grande quantité, on ne pourra pas renoncer au mode suivi jusqu'à ce jour par l'administration ».

Le 25 mars, le Gouverneur fait insérer dans le *Moniteur* (2) un long entrefilet sur les divers systèmes de colonisation employés dans le Sahel d'Alger : colonisation purement civile à Draria, Chéragas, El-Achour ; colonisation purement militaire à Fouka ; colonisation par les condamnés militaires à Saint-Ferdinand. Il donne expressément la préférence à ce dernier, sans cependant exclure les deux autres, et il s'efforce de prouver qu'il est le plus sûr et le moins onéreux. A cette lecture, le comte Guyot sursaute ; car, la veille du jour où a paru cet article, il a eu avec Bugeaud un long entretien au cours du-

(1) *Guyot à Fellmann*, 30 mars 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Voir dans le *Moniteur Algérien* de cette date, toujours à la partie non officielle, la longue note de Bugeaud.

quel il lui a démontré que ces villages *Marengo* coûteraient très cher : « Que dites-vous de l'article (1) que le Gouverneur a publié dans le « dernier numéro du *Moniteur* ? Il est bon que vous sachiez que la « veille au soir je lui avais prouvé que les villages *Marengo* coûteront « 200.000 francs l'un et qu'il fallait abandonner son système des « maisons doubles ou même quintuples et entourer les villages d'une « enceinte. Il m'avait donné pleinement raison et le lendemain il publie son article ! Qu'en dites-vous ? Mais, avant tout, il faut prouver que l'armée peut seule faire quelque chose en Algérie et, pour soutenir cette thèse, rien ne coûte, pas même d'altérer la vérité ! »

On sent dans ces expressions gronder un sentiment de révolte ; son irritation a grandi en mai. Il vient, en compagnie de M. Van Der Busch un ami de Fellmann, de visiter le Sahel. Au cours de cette tournée, son compagnon l'a beaucoup félicité et il en est heureux ; mais cette joie ne saurait lui faire oublier la jalousie dont il est la victime. « Hier « à donc été pour moi (2) une bonne journée, une de ces journées qui « paient de bien des travaux et consolent de bien des calomnies et « des témoignages de basse jalousie. A propos de jalousie, je suis « tourmenté depuis quelque temps de l'envie de répondre aux preuves que ne cesse de m'en donner dans les journaux et ailleurs « M. le colonel *Marengo*, en adressant au Ministre un aperçu raisonné « sur le village de Saint-Ferdinand, et de réduire ainsi à leur juste « valeur les mérites de notre charlatan et les perfections de son œuvre.... L'homme le plus patient se sent quelquefois poussé à bout et « je vous assure que j'aurais déjà cédé à mon envie si ce n'eût été la « crainte d'être taxé moi-même de jalousie, lorsque je n'aurais fait « qu'user du droit de légitime défense ».

Dans ce même mois de Mai, une autre journée fut aussi réconfortante pour le comte Guyot. Même lorsqu'il exprime le bonheur qu'il a éprouvé, il ne peut s'empêcher de songer à la déconvenue du colonel, tant est grande dans son esprit cette obsession ! Le duc d'Aumale, de passage à Alger, avait désiré connaître les villages en formation autour de la ville. C'est le récit de cette visite que fait Guyot à Fellmann le 30 juin 1843 (3). Quoique la lettre soit un peu longue, elle est bien curieuse par sa tournure et les détails qu'elle contient. « Nous « avons fait lundi une tournée des villages que le prince avait désiré

(1) *Guyot à Fellmann*, 30 mars 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) *Guyot à Fellmann*, 5 mai 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

(3) *Guyot à Fellmann*, 30 juin 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

« voir. J'ai lieu d'être satisfait de cette course dont j'ai eu tous les
« honneurs. A plusieurs reprises, le duc d'Aumale m'a dit, ce qu'il
« m'a encore répété après son embarquement, que la colonisation du
« Sahel lui paraissait résolue par mon projet et mes travaux et qu'il
« la regardait comme assez avancée pour être terminée cette année.
« Les dispositions générales du plan et celles des villages lui ont beau-
« coup plu, et, ce qui m'a surtout fait plaisir, c'est la différence que
« tout ce qui accompagnait le Prince a faite de Saint-Ferdinand avec
« Draria. En arrivant à ce dernier village, le Prince tout le premier
« n'a pas retenu une exclamation de surprise et de satisfaction et il
« s'est écrié : « A la bonne heure ! Voilà un village ! ». En effet, l'as-
« pect de notre village avait une gaîté, une animation charmante.
« Ces petites maisons blanches sans uniformité, ces femmes, ces en-
« fants, ces braves paysans en blouse, képi et cartouchières uniformes,
« faisaient plaisir à voir. C'était un contraste frappant avec Saint-
« Ferdinand d'où nous sortions, ses casernes et ses condamnés. Le
« colonel Marengo ne nous avait pas suivis et il avait bien fait, car il
« aurait été peu satisfait des manifestations générales. Nos routes ont
« été on ne peut plus appréciées. Enfin, succès complet. Et cepen-
« dant, nous n'avions pas comme à Saint-Ferdinand le luxe d'une
« musique militaire, de cantates chantées par des condamnés, d'un
« petit château fort élégant, construit et décoré aux frais des fonds
« coloniaux, des coups de canon ou de boîtes, tirés avec la poudre à
« mine donnée pour l'extraction des pierres ; nous étions tout sim-
« plement entourés de nos paysans et de leurs familles. La franchise
« et la loyauté ont donc aussi quelquefois leurs triomphes ».

Survint, le 29 juillet, la dépêche ministérielle qui restreignait l'initiative du colonel Marengo et soumettait cet officier au contrôle financier du Directeur. Grosse déception dans les milieux militaires. Marengo menace de démissionner : « Je crois, écrit le comte Guyot le 15 août (1), que j'éprouverai une grande résistance de la part du colonel Marengo pour exécuter les ordres du Ministre et arriver à la régularité administrative. Le Maréchal Bugeaud me prie de ne pas me montrer trop exigeant, de laisser beaucoup faire ; le colonel déclare qu'il veut se retirer ; nous en viendrons difficilement à bout. Ce sera toujours et longtemps encore le civil contre le militaire, cette éternelle et déplorable lutte ».

La situation du Directeur devient infiniment délicate. Le Ministre

(1) *Guyot à Fellmann*, 15 août 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

lui prescrit formellement de faire exécuter ses ordres, Bugeaud couvre son subordonné et critique les procédés des autorités civiles. La lutte s'envenime. Le colonel Marengo et son parti répandent les bruits les plus malveillants contre les bureaux de l'Intérieur et la personne du comte Guyot. Le service de la colonisation, répétait-on au Gouverneur, était la *bouteille à l'encre* ; tous les employés s'étaient octroyé, sous des noms d'emprunt, une foule de concessions ; aucun des individus placés dans les villages n'était là pour son propre compte. Et d'autres calomnies semblables ! Bugeaud prête une oreille bienveillante à ces perfidies et se prépare à les vérifier. Subitement, il prévient un dimanche le Directeur qu'il ira le lendemain matin visiter avec lui les villages et que, désireux de vérifier la sincérité de ses rapports, il entrera dans toutes les maisons et parlera personnellement aux colons. Mais laissons à Guyot le soin de nous raconter cette piquante aventure qui tourna à la confusion des calomniateurs : « Arrivé à Draria (1), il commence son opération avec une mauvaise « humeur marquée et une intention bien évidente de nous trouver en « faute, mettant les colons par ses questions à même de se plaindre, « même quand il n'y eût pas eu lieu. La scène commençait mal et, « plusieurs fois, j'eus besoin de tout mon sang-froid et de toute ma « fermeté pour ne pas éclater ; je me contins et je fis bien ; car, bien- « tôt, l'évidence et le bon droit l'emportèrent, et, de féroce qu'il était, « il devint d'une douceur confuse qui était bien ridicule, mais il en « avait assez fait, par ses propos annonçant l'intention d'évincer l'un, « de chasser l'autre, pour répandre l'inquiétude chez tous ces pauvres « colons. Mieux que cela, ces braves gens, par leurs remerciements « envers moi qu'ils appelaient leur père, cherchaient à me consoler « de l'injustice du Gouverneur. Nous passâmes de là à l'Achour. Déjà, « ce n'était plus le même homme ; il interrogeait avec bienveillance « et ne voulut même pas voir toutes les maisons. Nous revînmes à « Baba-Hassen ; là, il ne descendit même pas de cheval et se borna « à parler à quelques habitants. A Douéra, il ne s'occupa pas des con- « cessions... (suivent quelques détails sur les colonies militaires où « l'on passa et où ils furent accueillis par toutes sortes de récrimina- « tions, c'était la vengeance du comte). Enfin, nous arrivons à Ouled « Fayet ; le village est charmant, on n'interroge plus personne et nous « finissons par arriver à Alger, avant-hier, les meilleurs amis du monde.

(1) *Guyot à Fellmann*, 5 août 1843. Archives du Ministère de la Guerre. La lettre est fort longue et des plus intéressantes.

« Ici, on m'accueille avec une terreur mêlée de bienveillance et d'intérêt ; on me croyait abîmé par le Gouverneur, les colons pleins d'effroi étaient arrivés à Alger ; je devais être perdu. Pas du tout, je revenais presque triomphant. Surprise et satisfaction générales ».

La manœuvre contre le Directeur avait échoué ; on ne devait pas tarder à la recommencer contre ses subordonnés. Toujours les mêmes procédés. Ne faut-il pas que l'administration civile soit jugée impossible et, pour cela, ne faut-il pas la faire passer pour incapable, molle, immorale ? Les agents qui la servent seront donc accusés, dénoncés ; s'il en est qui prêtent à la critique comme M. B..., criblé de dettes criardes, on est vite débarrassé de lui ; mais d'autres sont honnêtes, consciencieux, travailleurs, comme M. Guiauchain. N'importe, il a un cabriolet et ses appointements sont maigres ; on criera au vol sans se demander si la voiture ne lui a pas été donnée, sans se préoccuper de la fortune de son père, maître de forges dans le Nivernais. Résultat de vol, aussi, l'argent employé à la location de deux chambres à la Pointe-Pescade où ce fonctionnaire est allé se soigner, lui et un de ses enfants malades. C'en est trop : « Nous luttons ici, écrit le 4 novembre le comte Guyot (1), nous les services civils, contre je ne sais quel infâme complot, contre des hommes qui ne reculent devant aucune manœuvre pour triompher ; mais si Dieu me prête vie, je vous déclare que j'en verrai la fin. Le colonel Marengo, pour ne pas le nommer, me paraît être le chef de ce complot... Le Gouverneur, avec son caractère versatile, son esprit sans suite, sert sans le savoir d'instrument à ce parti militaire dont les trois quarts des militaires sont les instruments eux-mêmes sans s'en douter ; mais tout ce monde a compté sans son hôte ; ils sauront ce que vaut un homme persévérant, inattaqué parce qu'il sera inattaquable ; ferme quand il le faut et sachant temporiser quand ce sera nécessaire... (Ici, il raconte en détail les accusations lancées contre ses subordonnés, et il s'écrie)... Infamie ! Toutes ces accusations sont à dégoûter du métier. Mais ce serait faire trop beau jeu à nos ennemis et je ne suis pas de caractère, quant à moi, à être abattu si facilement. J'espère écraser encore quelques-uns d'entre eux avant de succomber. J'ai un regret cependant : c'est de perdre autant de temps à m'occuper de résister à tant de lâches attaques. Je voudrais ne l'employer qu'au bien du service et du pays ; il est vrai que, si je puis démasquer et vaincre l'intrigue, j'aurai encore servi le pays ».

(1) *Guyot à Fellmann*, 4 novembre 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

Cette correspondance confidentielle, dans laquelle le comte Guyot laisse s'échapper tout ce qu'il a sur le cœur, nous révèle les menus incidents de la politique locale ; elle nous éclaire ainsi infiniment mieux sur la situation exacte des diverses administrations algériennes que n'importe lequel des documents officiels. Langage de la passion, cris de colère, dira-t-on ! Que de détails vrais pourtant ! Ne reconnaît-on point ici l'accent de la sincérité ? Un journal, *Le Globe*, s'était montré surpris de ce que, tandis qu'un grand nombre de jeunes officiers s'étaient fait un nom en Algérie, pas un seul fonctionnaire civil n'avait émergé : « Imbécile ou homme de mauvaise foi (1) ! » « Ne savez-vous pas que les fonctionnaires civils en Algérie n'ont pas le droit de bien faire ! Ne savez-vous pas que c'est un militaire qui a toujours gouverné et réuni les pouvoirs civils et militaires, que ce Gouverneur a toujours jaloué et craint les fonctionnaires civils et que, si ceux-ci ont jamais fait quelque chose de bien, c'est au Gouverneur que l'honneur est toujours revenu ? Ne savez-vous pas que c'est le Gouverneur qui est supposé avoir tout inventé et tout ordonné même les choses dont il se doute le moins et que, si on l'a empêché de faire des sottises, c'est à lui qu'en revient l'honneur ? » La vigueur de touche de cette riposte exclut toute rhétorique ; elle ne serait pas déplacée sous la plume d'un moraliste.

En même temps qu'elles nous renseignent sur les mille péripéties de la lutte engagée entre les services civils et militaires de la colonie, ces lettres contiennent des documents précieux sur les villages Marengo. Dans un billet daté du 25 août, toujours à propos de cet éternel parallèle, le comte Guyot écrit : « Je n'admets pas (2) que Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie aient résolu le problème de la colonisation. En voici une preuve : les demandes que nous avons pour ces villages viennent toutes de France, et pas une ne nous est venue de gens qui aient vu. Les Algériens ne demandent pas à s'y placer et cependant on leur rabâche assez les avantages qu'on leur offre ». Un peu plus tard, le 30 octobre il est de retour d'une longue chevauchée à travers la province de Constantine. Il apprend que, pendant son absence, le Gouverneur n'a cessé de bavarder contre son système et de plaider en faveur du colonel Marengo. Cependant, aux dires de ses agents, Saint-Ferdinand se démolissait de lui-même. Renseignements pris, quatre colons, envoyés de France par le Maréchal, ont

(1) *Même lettre* que ci-dessus, 4 novembre 1843.

(2) *Guyot à Fellmann*, 25 août 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

refusé de s'établir dans ce village après avoir vu. D'autres reviennent plus que désenchantés de leur visite ; ils sont furieux : « C'e matin (1).
« il m'en est venu un qui va écrire à M. Urtis et à plusieurs députés
« pour se plaindre de la mauvaise foi qui préside à toute cette affaire.
« Il avait envie d'attaquer le Gouverneur en dommages intérêts.
« Robert Macaire, dit-il ne ment pas plus impudemment que les
« annonces officielles sur Saint-Ferdinand. On promet une maison
« et quatre hectares défrichés et on donne une moitié, un quart même
« de maison et les quatre hectares ne seront pas prêts avant trois mois.
« J'ai cherché à le calmer tout en l'encourageant à écrire à M. Urtis.
« Est-ce ainsi que se conduisent les affaires publiques ? »

La réclamation n'était que trop justifiée ; dans des circulaires répandues à profusion en France, l'administration algérienne — et par là il faut entendre l'autorité militaire — promettait une maison ; or, le colonel en était arrivé dans les derniers temps, par mesure d'économie, à construire des bâtisses à quatre logements ; l'acquéreur d'une concession ne recevait plus en réalité que la moitié ou le quart d'une maison. Même duperie pour les quatre hectares défrichés : le colonel, faute de bras, avait suspendu les défrichements en avril ; aussi ne pouvait-il en offrir au mois d'octobre qu'un seul de préparé ou même que la moitié d'un.

*
* *

Ainsi, dans cette lutte discourtoise, la correspondance du comte Guyot, échangée avec un confident sûr, nous livre bien des secrets. Les rapports du colonel sont moins explicites parce qu'ils sont des documents officiels, destinés à être lus par le Ministre, le Gouverneur, les chefs de bureau ; ils laissent cependant filtrer quelque lumière sur l'habile campagne engagée contre l'administration civile.

Comme tous ceux qu'il écrira plus tard, son rapport de juillet 1843 était un éloge continu (2) et un peu naïf de ses travaux ; cet homme a une confiance inébranlable en son œuvre et en lui-même ; ce qu'il fait ne peut être que bien fait et on doit l'admirer. Marengo s'étonne que « l'intrigue murmure » autour de lui ; il sait pourtant que l'on a dénigré les villages créés par la Direction de l'Intérieur, que chaque

(1) *Guyot à Fellmann*, 30 octobre 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) *Rapport du colonel Marengo sur les travaux de Saint-Ferdinand*, juillet 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand.

jour on attaque ses agents, mais son dédain des civils est tel qu'il leur reconnaît à peine le droit de se défendre. Le comte Guyot, à l'instigation du Ministre, venait d'ouvrir une enquête sur les propres œuvres du colonel. Que de trouvailles ne fit-il pas ! Les condamnés travaillaient autrefois au port d'Alger ; du moment où ils furent occupés dans le Sahel, le Génie auquel on les avait enlevés fut contraint d'embaucher des ouvriers civils à des prix onéreux ; de plus, ce Génie dut, sur l'ordre du Gouverneur, prêter au colonel ses voitures pour le transport des matériaux et lui-même qui en avait grand besoin à ce moment-là — il ravitaillait la garnison de Blida — se vit dans la nécessité de louer d'autres chariots à un entrepreneur civil, un nommé Durand ; il lui en coûta 7 francs par quintal rendu dans cette ville. Et les outils, les tentes, les vivres, tout fut fourni gratuitement par l'armée et en abondance, et rien pourtant ne fut compté dans le chapitre des dépenses. C'est en s'appuyant sur les résultats de cette enquête que le comte Guyot démontra certain soir à Bugeaud, lequel n'en tint d'ailleurs aucun compte, que les *villages Marengo* reviendraient à plus de 200.000 francs chacun.

Le Gouverneur avertit pourtant le colonel, et celui-ci de se plaindre amèrement de ces investigations dans son rapport trimestriel : « Ma tâche âpre et dure (1) a encore été entourée de bien des contrariétés, de bien des difficultés. Elles m'auraient sans doute accablé sans l'appui constant que m'a prêté M. le Gouverneur général... On me reproche d'avoir profité des bonnes dispositions de M. le Gouverneur général pour obtenir de lui des secours de transports et d'outils, ce qui devait nécessairement faire ressortir une économie que j'aurais préconisée au détriment d'une autre administration. On ne s'est pas arrêté là, on a supputé le prix des ouvriers remplaçant les condamnés au port d'Alger de manière à le leur appliquer dans mes travaux... Je passerais outre sur de pareilles récriminations si elles ne regardaient que moi ; mais elles s'appliquent aux établissements et elles s'attaquent au système que certaines personnes ont intérêt à dénigrer ». Il se plaint même de n'avoir pas été assez soutenu et menace de démissionner : « Dans le cas où je continuerais d'être isolé (2), sans l'appui que j'invoque, j'achèverai la tâche que je me suis imposée. Mais je renoncerais à me charger à nouveau d'une œuvre semblable dans la crainte de me voir, *moi vieux soldat*

(1) *Même rapport*, Juillet 1843.

(2) *Même rapport*.

« baptisé sur le champ de bataille par le grand homme, user vainement
« ce qui me reste d'activité et de force et échouer peut-être ».

L'amour-propre de ce colonel est d'une qualité rare. Quoique les succès militaires ne soient guère comparables aux succès pacifiques de l'ingénieur ou du cultivateur, le fait d'avoir été baptisé sur un champ de bataille par le grand homme est à ses yeux la marque d'aptitudes universelles. Echouer en colonisation lui paraîtrait un déshonneur. Pourquoi faut-il donc que ce même officier, si convaincu de ses propres mérites, ne veuille point convenir de ceux des autres et aille jusqu'à suspecter leur honorabilité ? Car vraiment, dans un autre rapport (1), il ne se contente plus de discuter ; il attaque, il accuse, et ses imputations qui restent générales et vagues, laissent planer des doutes injurieux sur plusieurs fonctionnaires civils : « Il y a bien longtemps, dit-il, que, convaincu qu'il me serait plus
« facile de m'occuper des travaux si j'étais débarrassé des détails de
« la comptabilité, j'avais mis tout amour-propre de côté et proposé
« à M. le Directeur de l'Intérieur de vouloir bien se charger de cette
« partie grave de l'œuvre ». La mémoire du colonel est-elle bien fidèle ? Il est prouvé par les lettres du Ministre de la Guerre que l'obligation d'avoir à côté de lui un agent comptable, dépendant de la Direction de l'Intérieur, n'a point été sollicitée mais bien imposée. « J'at-
« tendais tout le bien possible (2) d'une semblable mesure, parce que
« je croyais que l'on se conduirait suivant mes vues économiques,
« qu'on m'aiderait loyalement à établir à moins de 2.400 francs ces
« maisons dont la Direction de l'Intérieur porte le devis à 6.113 fr.
« Eh bien ! le contraire arriva dès la première fourniture. Je suis forcé
« de me plaindre ; car je ne veux pas qu'à l'ombre de mon épaulette
« et de ma vieille réputation d'intégrité, il se fasse par des agents
« subalternes des achats maladroits ou de mauvais aloi. Sans doute,
« il est des gens qui s'étonneraient de mon silence pour laisser soup-
« çonner que j'approuve de semblables choses ». Plus loin, non content d'insinuer que ces achats sont de mauvais aloi, il supposera même que l'on a majoré les prix des fournitures pour pouvoir affirmer que son système était onéreux. Il demande que la Direction chargée de l'achat des matériaux et des transports soit placée sous sa surveil-

(1) *Autre rapport du colonel Marengo sur les travaux militaires dans le Sahel d'Alger*, 1^{er} janvier 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

(2) *Même rapport*, 1^{er} janvier 1844.

lance immédiate, afin de pouvoir la façonner à ses vues économiques et « pour qu'il n'y fût rien fait qui ne pût être avoué par un vieux « soldat blanchi sous le harnais ». Notez la coïncidence étrange : au moment où le colonel Marengo ne craignait point d'insérer dans un document officiel ces insinuations outrageantes, le comte Guyot se plaignait des calomnies lancées contre lui et ses agents. Autre coïncidence : à l'instant précis où le Ministre réclame des comptes exacts sur les dépenses engagées à Saint-Ferdinand, l'estimation du prix de revient d'un lot s'élève brusquement de 1.500 à 2.400 francs. On se plaint, il est vrai, de la mauvaise qualité des bois et de la cherté des achats, comme si le colonel n'avait pas été contraint de se servir au début d'un bois vert et avarié venu de Trieste qu'il s'était procuré. Peut-être, après tout, le bon marché de ces matériaux d'occasion lui fit-il accroire qu'il pourrait toujours en acquérir au même prix et, quand il les vit facturer plus cher, il en arriva à soupçonner de malversations ceux qui n'eurent pas la chance de profiter de circonstances aussi exceptionnelles.

III

La Direction de la Colonisation

L'instant décisif approche. Jusqu'alors, Marengo n'a pu tenter que des essais ; mais il a réussi, ou du moins on le lui dit, et il le croit, puis à son tour le proclame non sans quelque fatuité : « Ma tâche est « finie (1) ; j'ai réussi dans mon entreprise au-delà de mes souhaits ; « je suis fier d'avoir donné au gouvernement le moyen peu coûteux « de faire de grandes choses en Afrique. Monsieur le Maréchal, gouverneur général, vient d'y créer la paix par les armes ; de plus, il « m'a aidé à y créer le moyen de la faire croître et fructifier par la « colonisation. Que le gouvernement le veuille donc ! Malgré mes « 37 ans de service et mes 30 campagnes, je suis tout prêt à consacrer « la vigueur qui me reste au bien de mon pays ; alors, ce ne serait plus « par l'établissement de centaines de familles que je procèderais, mais « par celui de milliers ». L'enjeu de la bataille se dessine ; c'est la direction complète de la colonisation. Le Gouverneur la fait de plus en plus espérer au colonel et pourtant l'heure est de moins en moins favorable.

(1) *Rapport du 1^{er} janvier 1844.*

Entre temps, en effet, le Ministre avait reçu une nouvelle demande de subvention pour achèvement des travaux de Saint-Ferdinand. Que de fois lui avait-on répété que les villages, construits par les condamnés, ne coûteraient presque rien à l'Etat ! Son étonnement fut en somme fort naturel, lorsqu'il apprit que 100.000 francs ne suffisaient pas, qu'à nouveau on lui demandait un crédit de 50.000 francs. Or, aucune somme n'avait été prévue et l'on ne savait sur quel fonds la prélever. De plus, la demande était irrégulière ; le Gouverneur la lui avait transmise sans y joindre l'avis du Directeur de l'Intérieur. Preuve que ce haut fonctionnaire ne fut pas consulté, qu'on ne voulut pas le consulter ; pourtant il aurait dû l'être tout le premier puisqu'il disposait des fonds votés pour la colonisation. Soult ne pouvait songer à refuser cette somme ; elle avait été avancée par Marengo sur ses propres deniers, mais il ne laissa pas de manifester son vif mécontentement (1). Il fut plus vexé encore par une autre nouvelle. Sans attendre son approbation, sans prendre l'avis du Conseil d'administration, l'autorité militaire venait de détacher d'urgence auprès du colonel sept officiers et leur avait alloué une indemnité mensuelle à prélever sur les fonds de la colonisation civile.

C'est en parlant de ces officiers, du rôle qu'il leur assigne aujourd'hui et de celui qu'ils auront à jouer demain, que Bugeaud va prononcer le grand mot :

Vous semblez croire (2) que je n'ai attaché ces officiers à la construction des villages qu'à cause du besoin qu'avait M. le colonel Marengo d'être aidé dans la surveillance des travaux. Si je n'avais eu d'autre but, ce n'est pas sept officiers qui y sont actuellement, qu'il eût fallu, mais simplement un ou deux. J'ai *un but plus considérable*, c'est de répondre aux besoins de l'avenir. Si l'on veut entrer largement dans la voie de construire les villages par l'armée, si l'on veut appliquer ce principe dans toutes les provinces à la fois, comme il le faudrait, M. Marengo, à supposer qu'il voudrait continuer de s'y consacrer, serait complètement insuffisant. J'ai donc voulu former à l'avance et *pour une circonstance que je dois prévoir* d'habiles et actifs conducteurs des travaux et des travailleurs. Je ne pourrais les former à une meilleure école qu'à celle de M. le colonel Marengo, quelles que soient les préventions que quelques personnes peuvent avoir contre lui, préventions que je crois injustes. Je dois à la vérité de dire que je ne connais pas un homme dans l'armée, ni dans l'industrie civile qui puisse lui être comparé pour faire marcher une entreprise de cette nature. Il a sur ce point une intelligence, un entrain, une activité qu'on trouve bien rarement dans le monde industriel. Ses qualités, il sait les communiquer aux autres, et il n'est pas possible qu'il y ait

(1) *Le Ministre au Directeur de la Colonisation*, 20 septembre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A. G. G. A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 3 octobre 1843. Dossier de Saint-Ferdinand. A. G. G. A.

un paresseux autour de lui. Les officiers, les soldats, les condamnés qui partent pour exécuter ses ordres ne marchent pas, ils courent. En lui demandant des officiers à former sur son patron, je serai en mesure à la fin de l'année d'appliquer les sommes que les Chambres voudront consacrer à la colonisation et de les appliquer avec intelligence et économie, c'est-à-dire de faire la plus grande masse de travail possible avec une somme donnée, résultat que n'obtiendra jamais l'administration civile avec ses formes et son organisation.

Toutes les espérances de Bugeaud s'affirment dans cette lettre ; il espérait que le jour n'était pas éloigné où son système de colonisation militaire triompherait de la résistance qu'à Paris on lui opposait et il veut se préparer à réaliser en grand son projet : c'est la circonstance qu'il doit prévoir. Il espérait que l'armée serait appelée à entreprendre seule les travaux de construction et de défrichement et il veut avoir sous la main des officiers capables de les diriger : c'est le but plus considérable qu'il se propose. Plus de directeur civil de colonisation, des directeurs militaires. Avec eux, tout ira mieux, et surtout rien ne se fera plus que sur son ordre et selon ses idées. Le Ministre n'aura qu'un vague pouvoir de contrôle et on ne lui dira que ce que l'on veut bien qu'il sache. Or, Soult entendait ne pas se laisser dépouiller de ses prérogatives ; il signifia à Alger qu'à aucun prix et sous aucun prétexte, il ne supprimera la Direction civile. Il ne supportera pas non plus qu'on restreigne son action. C'est un veto absolu.

Devant ce refus formel, Bugeaud recule, il hésite ; il se défend mollement d'avoir voulu empiéter sur les attributions du Directeur de l'Intérieur. Les termes dont il s'est servi ne sont pas très exacts et ont mal rendu sa pensée, concède-t-il. Ce dont il est convaincu et ce qu'il a voulu dire, c'est que, pendant la période des débuts, l'administration militaire est plus avantageuse, plus économique et plus puissante que l'administration civile. Cette année, l'armée ne s'est-elle pas ingéniée à aider les colons ? Ne leur a-t-elle pas fourni des ouvriers, des matériaux et des moyens de transport ? Aussi, « ils « sont tous enchantés de nous, dit le Gouverneur, et cependant, chose « étrange, on semble nous regarder comme un obstacle à la colonisa- « tion civile, qui ne vit que par nous, qui n'a de sécurité et de con- « sommateurs que par nous ».

Comme preuve de la pureté de ses intentions, il rappelle au Ministre que, de bonne heure, il lui a proposé de remettre au comte Guyot les villages construits par les condamnés, afin qu'il en assure le peuplement. Il a déjà commencé par Saint-Ferdinand. La protestation venait trop tard ; au Ministère, on était édifié sur la manière dont

étaient effectuées ces remises. Elles avaient lieu tardivement et non sans de brusques retours de l'autorité militaire. Nous retrouvons dans une correspondance particulière, précieusement conservée au milieu des documents officiels, la trace de ces difficultés : « Vous savez, y est-il dit (1), le mal que Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie ont donné ; il y a huit jours, le colonel avait encore à Sainte-Amélie un maréchal-des-logis de gendarmerie qui refusait au Maire, et ensuite au commissaire civil de Douéra, porteur d'un ordre du Directeur, la clef de la dernière maison vacante... et le village est remis depuis le mois de février. Si je vous disais qu'il y a deux mois (la lettre est datée du 5 octobre 1844, le fait remontait donc à la fin de juillet), le colonel a fait couper à Sainte-Amélie tous les foins existants sur les concessions dont les titulaires n'étaient pas présents, et qu'il a menacé de faire prendre par la gendarmerie le commissaire colonial adjoint qui voulait s'y opposer. Si je vous disais qu'il a refusé formellement de mettre une maison à la disposition du géomètre chargé d'allotir le territoire de Mahelma, de façon que celui-ci, logeant à Sainte-Amélie, perd son temps sur les routes et n'avance pas sa besogne. Si..., il y en aurait jusqu'à demain ». Contre de pareils faits que de discrètes enquêtes avaient vérifiés, que pouvaient les assurances de Bugeaud ?

A défaut de succès complet, Bugeaud, maintenant qu'il est engagé, se serait bien contenté d'un demi-succès. Certain qu'il ne pourra pas faire revenir le Ministre sur son refus, il échafaude alors un projet transactionnel : on laisserait une partie de la colonisation à l'élément civil et on réserverait l'autre à l'élément militaire. Par un singulier revirement, lui qui présentait naguère la tâche des colonisateurs comme simple, la trouve aujourd'hui des plus complexes ; elle nécessite selon lui des efforts multiples auxquels la bonne volonté du comte Guyot et celle de ses agents ne suffisaient plus :

La colonisation (2) est l'œuvre la plus ardue et la plus compliquée dans ses détails, elle absorberait à elle seule une administration laborieuse ; en effet, elle exige une foule de travaux divers tels que les plans, les levés de terrains, des allotissements parcellaires, des projets de village, des briqueteries, des fours à chaux, des ateliers de serrurerie et de taillanderie, des constructions pour les familles, pour tous les services communaux et cantonaux, des fontaines, des lavoirs, des

(1) Lettre sans nom d'auteur conservée dans les Archives Algériennes sous cette rubrique : *Extrait d'une lettre d'Alger, en date du 5 octobre 1844.*

(2) Bugeaud à Soult, 5 janvier 1844. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

chemins vicinaux, des défrichements, des plantations, etc., etc. Enfin, il faut choisir les familles par correspondance avec l'Europe, les faire arriver, les soigner à leur débarquement, vérifier leur composition et leur avoir, les porter sur leur concession, leur prêter des bestiaux, des outils aratoires, leur donner des semences, etc., etc. En un mot, la partie du personnel renferme plus de quarante questions de détail qu'il serait trop long d'énumérer mais qui constituent une grosse bureaucratie et une comptabilité.

Tant de difficultés ne sont ici énumérées complaisamment que pour arriver à cette conclusion : une besogne aussi considérable ne saurait être accomplie avec la célérité voulue si elle reste toute entière entre les mains du Directeur de l'Intérieur, déjà chargé de plus d'affaires qu'il ne peut en traiter ; il est donc préférable d'en confier une partie à des hommes d'action, habitués à aller vite, propres au commandement et sachant se faire obéir, à des officiers.

La division du travail s'établira d'elle-même, pourvu que l'on admette le principe suivant : de même que l'on emploie la main-d'œuvre militaire au percement des routes ou au creusement des canaux, de même on lui confiera la construction des maisons et les défrichements des terres ; ces travaux préparatoires sont indispensables au succès de la colonisation. A l'Etat de les entreprendre à ses propres frais et de les faire exécuter par ses soldats. Ainsi on évitera que les familles dépensent leurs maigres ressources ; elles cultiveront de suite et assureront leurs subsistances pour l'année suivante. Ce principe posé, le départ devient aisé entre les deux administrations : la Direction de l'Intérieur recherchera les emplacements les meilleurs pour les futurs villages et allotira les terrains ; elle s'occupera de dresser les plans, soumettra ses projets au Conseil d'administration, ordonnancera les sommes nécessaires aux officiers ; en outre, elle conservera dans ses attributions le choix des familles, leur placement, la fourniture des semences et la distribution des secours. Mais il y aura aussi désormais dans chaque province des officiers expérimentés qui dirigeront les grands chantiers de colonisation. L'administration militaire fera le gros œuvre, l'administration civile s'occupera des détails et peuplera le centre ; l'une construira et l'autre organisera.

Maintenir aux services civils le travail de conception et celui de bureau, puis l'organisation du nouveau centre, charger seulement les services militaires de l'exécution des plans conçus et adoptés par la Direction de l'Intérieur, la mesure paraissait séduisante ; elle offrait l'avantage de tracer une ligne de démarcation assez nette. Il y avait bien le problème financier... mais on verrait. Par lettre du 16 février,

Soult accepte en principe la proposition de Bugeaud (1) ; il exige toutefois qu'elle soit formulée d'une manière plus nette et plus complète et que le Conseil d'administration en soit saisi ; sur quelques points, il veut qu'on y apporte de notables amendements. Le débat entre Ministre et Gouverneur recommence donc sur de nouvelles bases ; il n'offre plus cependant le même intérêt, car il se traîne dans des arguments toujours les mêmes, et puis on s'éloigne de plus en plus du système du colonel Marcngo pour se rapprocher de celui de Bugeaud. Il ne s'agit pas de l'emploi des condamnés militaires ; il s'agit du travail de toute l'armée. On sent que le débat dévie et qu'il n'aboutira pas.

*
* *

De toute cette longue controverse, ne ressort-il pas une première conclusion ? Qu'est devenu le projet du colonel ? Il s'est à la fois élargi et rétréci. Élargi, puisque, si l'on continue à employer les condamnés militaires, on leur adjoint tous les soldats que la guerre laisse disponibles. Rétréci au demeurant, car, si le colonel conserve la haute direction des chantiers, il est obligé de se conformer à un plan qu'il n'a pas conçu, il subit le contrôle financier du comte Guyot ou du Ministre, il ne peut ni allouer les terres, ni choisir les colons, ni réserver des concessions à ses travailleurs. Assurément, les instructions ministérielles le déçurent dans ses espérances. Elles comblèrent de joie au contraire le Gouverneur qui vit dans l'adhésion de Soult le triomphe prochain de ses colonies militaires.

Qu'il me soit permis d'abord, Monsieur le Maréchal (2), de vous exprimer le sentiment de vive satisfaction que m'a fait éprouver l'approbation donnée par votre Excellence au principe fécond dont j'ai eu l'honneur de lui exposer l'adoption. Rien, à mon avis, n'est plus capable de hâter l'accomplissement de l'œuvre que nous poursuivons en Algérie que l'emploi bien entendu de l'armée aux grands travaux d'utilité publique et notamment à ceux de la colonisation. Elle seule, en effet, représente la puissance d'action nécessaire pour avoir raison, sans aggraver, dans une proportion excessive, les charges qui pèsent sur le budget, des difficultés extrêmes que représentent ces créations.

Tout fier de ce premier succès, Bugeaud ne remarque pas que l'adhésion du Ministre est conditionnelle : si le projet est bon en principe,

(1) *Soult à Bugeaud*, 16 février 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 2 mars 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

encore faut-il qu'il soit pratiquement réalisable. On lui réclame des précisions sur le nombre des villages à construire, la quantité des travailleurs, le montant de la dépense. A Alger, on n'avait pas de réponse prête à toutes ces questions et Bugeaud ne tenait pas à en donner une pour le moment ; il comptait garder toute latitude dans l'exécution. Il se contente donc d'énumérer les noms des centres projetés : Mahelma, le Fondouk, le camp de l'Arba, El-Hadjer, Ben-Chaïba, Mouzaïa dans la province d'Alger ; un village sur les bords du Zéramma, un autre sur ceux du Salsaf, puis El-Arouch, les Toumiettes, Smendou dans la province de Constantine ; la Sénia, Misserghin, le Figuier dans celle d'Oran. La plupart de ces projets n'ont d'ailleurs fait l'objet d'aucune enquête et il sera bien difficile qu'ils soient prêts avant la fin de l'année. On mettra le comte Guyot en demeure d'aller vite. Pourtant, ces explications — Bugeaud s'en rend parfaitement compte et en convient — « ne renferment pas un « projet d'organisation proprement dit » ; il promet de s'en occuper, il le fera établir, le soumettra au Conseil et l'adressera à Paris. »

Il se rend compte aussi de la déception du colonel et désirerait en adoucir l'amertume. Au lieu d'une direction partielle qui s'étendait aux seuls travaux de la province d'Alger, il lui en confiera une plus générale pour l'Algérie tout entière. Marengo aura la haute main sur les bataillons de terrassiers et de maçons ; il les fera demain manœuvrer à sa guise. Pour le moment le Gouverneur l'envoie à Beni-Mered et à Mahelma.

Au mois de mai, on trouve en effet le colonel et ses condamnés dans le premier de ces villages ; ils ont tracé les fondations de dix maisons et s'apprêtent à bâtir. Quelques mois après, ils sont à Mahelma ; en octobre, 46 maisons sont achevées. Il y a plusieurs chantiers ; on travaille un peu partout dans le Sahel.

Mais déjà les *galops* arrivent et ils sont à l'adresse du grand bâtisseur. Suivant une correspondance de l'époque (1), « le village, exécuté « par le colonel, ne ressemble nullement au projet adopté par le Conseil et approuvé par le Ministre ; et en outre, le Colonel vient de « commencer une ferme sur je ne sais quel point du territoire, et il « la pousse si vivement qu'elle est presque terminée. Il y a une semaine au plus que le Directeur en a été informé *par hasard* ; M. Mercier « en a parlé au colonel et lui a fait des représentations, il a répondu

(1) *Lettre sans nom d'auteur*, précieusement conservée dans les Archives de la Colonisation Algérienne et datée du 5 octobre 1844. A.G.G.A.

« qu'il irait son train et se f... (*textuel*) de ce qu'on pouvait dire ou « faire ».

Le fait signalé était exact. Marengo, sans être autorisé par le Ministre, venait d'employer les condamnés militaires à la réparation des bâtiments de l'haouch Skaladji et à la culture des terres dépendant de cette ferme. Il y avait employé de 20 à 25.000 francs qu'il aurait économisés sur les fonds mis à sa disposition pour Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie. Circonstance aggravante, ce haouch n'appartenait pas au domaine, il était la propriété de MM. Portal et Lamonta. Ceux-ci s'empressèrent de faire valoir leurs droits. Quand la chose fut ébruitée, le comte Guyot fut bien obligé de réclamer (1) des explications ; le colonel, pour se justifier allégua d'abord que ces terrains lui paraissaient indispensables à la colonie de Sainte-Amélie, qu'il fallait à l'Algérie une ferme modèle, enfin que l'occupation militaire de ce point était nécessaire à la défense du Sahel. Autant de prétextes insoutenables pour masquer de choquantes irrégularités. Le Ministre, furieux, blâma énergiquement le colonel ; il blâma aussi le régisseur comptable et ordonna une enquête à l'effet de savoir si des altérations d'écritures avaient été commises pour dissimuler certaines dépenses ; il blâma même le Directeur de l'Intérieur de n'avoir pas exercé une active surveillance. De la part de grands chefs militaires, pareille attitude ne pouvait pas être tolérée.

D'autant plus qu'à la même époque il se passa un fait inouï, celui-là imputable à Bugeaud ; et cela fit réfléchir à Paris. Dès que Mahelma fut assez avancé, ordre fut envoyé des bureaux du gouvernement général d'installer 30 colons militaires dans les nouveaux bâtiments que l'on avait fait édifier pour les familles civiles. La Direction de l'Intérieur n'y avait point encore envoyé de concessionnaires, mais elle n'allait pas tarder à le faire ; il fallait se presser : 30 maisons sont achevées ; le Maréchal, récemment créé duc d'Isly, le sait. Ses soldats avant tout ! il les loge ; les colons civils pourront attendre. Cette nouvelle provoqua dans les bureaux du Ministère un véritable sentiment de stupeur. Se pouvait-il qu'elle fût vraie ? Le Ministre avait refusé une année auparavant, et cela en termes catégoriques, son agrément à la formation de compagnies de soldats non libérés ; il

(1) Toutes les pièces de cette affaire ne se trouvent pas à Alger ; il y en a à Paris.

Voir notamment une *lettre du Ministre au Gouverneur général*, du 22 octobre 1844. A. G. G. A.

avait même maintenu pendant quelque temps son ordre de licenciement de celles qui avaient été installées à Mered et à Mahelma ; s'il l'avait retiré ensuite, il avait été bien entendu que les centres, peuplés par des soldats, recevraient des éléments civils et ce fut pour cette raison que l'on envoya les condamnés y bâtir quelques logements à vendre à ces immigrants. Et voilà que le Gouverneur transforme ce village civil en village militaire, qu'il distribue à ses militaires et sans leur réclamer aucune redevance les maisons construites. Le Ministre se trouve dans un singulier embarras ; lui qui s'était réservé le droit de choisir les futurs habitants de ces centres, lui qui les a déjà en partie désignés (60 sont partis pour Alger pour être placés soit à Mahelma, soit à Saint-Ferdinand), il ne peut pas, il ne doit pas sanctionner l'audacieuse décision du Gouverneur. Ses bureaux le lui conseillent et voudraient même le lui imposer, mais... on est au lendemain de la bataille d'Isly.

*
* *

Le coup d'audace de Mahelma est le dernier épisode du drame qui se joue. Vainqueur des Marocains, Bugeaud cherche à profiter de sa victoire sur tous les terrains ; il veut assurer le triomphe de son système, mais de tout son système, de son système intégral. Ce qu'il se propose désormais, ce n'est pas d'utiliser quelques compagnies de condamnés à des travaux de terrassement et de bâtisse, il veut former de nombreuses légions de soldats laboureurs ou bien créer de vastes camps agricoles, il veut confier à l'armée l'œuvre de la colonisation tout entière. La main-d'œuvre pénitentiaire ne lui apparaît plus que comme un moyen d'une efficacité relative ; il lui faut aujourd'hui le remède énergique et général, seul capable d'infuser à la colonie faible et anémiée un sang riche et abondant. D'autres conflits vont surgir, d'autres rêves hanteront l'esprit du Maréchal ; il ne restera bientôt plus du système du colonel Marengo que le souvenir d'un simple intermède joué entre deux pièces plus importantes, et ces pièces, ce sont les deux premiers projets de colonisation militaire de Bugeaud.

Il oublie donc peu à peu ce qu'il a tant vanté et déjà, sans s'en douter peut-être, il va prendre des mesures pour la liquidation du passé. S'il perd de vue, en effet, les méthodes du créateur de Saint-Ferdinand, il n'abandonne ni le colonel, ni ses officiers. Aussi, avant d'entreprendre en France une vigoureuse campagne en faveur des légions colonisatrices, il s'efforce d'obtenir du Ministre pour eux, les

directeurs de travaux pacifiques, les mêmes récompenses que pour ses autres officiers, les chefs de ses troupes victorieuses. Sa lettre confidentielle du 3 octobre 1844 (1) est certainement une des plus belles qu'il ait écrites :

Il y a, Monsieur le Maréchal, dans l'œuvre si compliquée confiée au zèle, au dévouement et au courage de notre armée en Algérie bien des manières de se rendre digne de la gratitude de la France et de la sollicitude de son gouvernement ; il n'est pas permis à tous les officiers, sous-officiers et soldats de notre brave armée de prendre part en même temps aux opérations militaires et de chercher sur les champs de bataille les occasions de se faire remarquer. Tous le voudraient à la fois, et le général en chef qui les commande n'a point à se préoccuper du soin d'exciter leur ardeur, mais bien de la modérer. Mais, là ne se borne pas le rôle de nos soldats en Algérie. Tandis qu'une partie d'entre eux parcourait le pays de l'Ouest à l'Est pour assurer notre domination sur toute l'étendue de notre nouvel empire, tandis que nos colonnes achevaient de soumettre les montagnes les plus âpres du pays des Kabyles ou réduisaient à néant les efforts de tout le Maroc, que faisaient tant d'autres bras qui n'étaient pas appelés à combattre ?

Et il rappelle longuement que ceux-là élevaient des casernes, bâtissaient des hôpitaux, ouvraient des routes, lançaient des ponts, construisaient des villages ; il conclut :

Je n'estime pas à un moindre prix le zèle, la persévérance et les études qu'ils nécessitent de la part des officiers et des sous-officiers qui les entreprennent que les vertus guerrières de ceux qui combattent l'ennemi.

Il s'honore donc en les recommandant à la bienveillance et à la justice du Ministre.

Mais il ne peut oublier l'initiateur de l'œuvre entreprise, le colonel qui, par son incroyable activité, les ressources de son esprit et son dévouement à la chose publique, a, d'après lui, rendu des services éminents à la colonie :

La vie de cet homme depuis douze ans (2) qu'il sert en Afrique est toute de travail et de création ; sans cesser de remplir un seul jour les obligations de son service militaire et les devoirs imposés au commandement de la milice africaine qui lui est confié, il a exécuté, vous le savez, auprès d'Alger, d'immenses travaux. Il a résolu ce problème que je lui avais posé de prouver aux plus incrédules que le meilleur mode de colonisation civile était la colonisation par l'armée... Son courage a surmonté toutes les peines et toutes les fatigues attachées à cette tâche difficile ; il s'est soumis aux plus grandes privations de la vie des camps, au milieu des condamnés militaires ; il s'est exposé comme eux aux plus cruelles mala-

(1) *Bugeaud à Soult*, 3 octobre 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A.G.G.A.

(2) *Même lettre* que ci-dessus, 3 octobre 1844.

dies. Tant de services, tant de dévouement ne peuvent pas rester sans récompense.

Peu de temps après, le Gouverneur sollicitait de Soult, en faveur de Marengo, une allocation annuelle de 4.000 francs et il insistait avec d'autant plus d'ardeur pour l'obtenir que les autres officiers en recevaient une mensuelle depuis plusieurs mois.

IV

Causes de l'échec

Quel jugement porter sur l'œuvre du colonel ? L'idée d'employer la main-d'œuvre pénitentiaire aux travaux préparatoires de la colonisation était heureuse et elle eût sans aucun doute été utile à l'Algérie, si son exécution avait été confiée à un autre officier que Marengo et à un autre gouverneur que Bugeaud.

Le colonel Marengo possédait, sans nul doute, de grandes qualités, une activité peu commune, un esprit de décision remarquable, le don de commander et de se faire obéir. Les condamnés n'attendaient de lui qu'un geste ou plutôt un coup de sifflet pour exécuter docilement l'ordre qui leur était transmis. D'après certain correspondant du *Toulonnais*, tous travaillaient avec une ardeur incroyable, « piochant (1), construisant, et surtout redoublant de zèle lorsqu'ils entendaient le terrible sifflet qui annonçait la présence du chef redoutable, placé sur un monticule, d'où son regard d'aigle plongeait dans les endroits les plus fourrés ». Ce conducteur d'hommes avait fait confectionner des instruments puissants, sortes de porte-voix énormes, afin d'imposer sa volonté au loin, et personne ne croyait échapper à sa surveillance. Il était craint, mais aussi respecté, car il savait récompenser le travail et la bonne conduite : au mois d'octobre 1844 (2), il supplie Bugeaud d'appuyer tout particulièrement les propositions qu'il a faites en faveur de 59 condamnés. Les dernières qu'il avait envoyées ont été en grande partie écartées et c'est ainsi que « l'atelier au boulet n° 2, occupé aux travaux agricoles, n'a obtenu que la grâce de 10 condamnés, tandis que l'atelier n° 7, employé

(1) Cette correspondance particulière du *Toulonnais*, datée du 5 avril 1843, est annexée en copie au dossier de Saint-Ferdinand. A. G. G. A.

(2) *Marengo au Gouverneur général*, 1^{er} octobre 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Saint-Ferdinand. A. G. G. A.

« aux travaux du môle, en a reçu 50 ; cependant, ces deux ateliers « sont d'égale force ». Une différence aussi grande dans le nombre des grâces accordées ne peut provenir, dit-il, que de « l'animadversion « que lui portent certains bureaucrates ». Il préférerait se retirer plutôt que de voir ces hommes frustrés, à cause de lui, du bénéfice que devrait leur rapporter un labeur opiniâtre. Très réel est donc chez lui le désir de rendre justice à des soldats que souvent un simple mouvement de colère ou un moment d'égarément a fait condamner au boulet, et ce sentiment honore l'homme.

Mais, si cet officier, redouté et respecté, avait une volonté de fer, il montrait aussi une trop grande confiance en lui-même. Très autoritaire, il n'admettait pas qu'on lui dictât une ligne de conduite. Il poussa si loin cet esprit d'indépendance qu'il se livra parfois à des manifestations déplacées ; il crut pouvoir ne pas tenir compte des injonctions ministérielles. A vrai dire, celui-là même qui aurait pu mettre un frein à tant d'audace, l'encourageait à la résistance. Dans la lutte qui se poursuivit et s'aviva entre les éléments civils et militaires durant tout le gouvernement de Bugeaud, Marengo personnifia le militarisme ardent, dédaigneux de toute règle autre que celle de la discipline immédiate, détracteur impitoyable des œuvres que n'avait pas accomplies l'armée. Etant donné un pareil état d'esprit, comment ce colonel, malgré son activité, son initiative, son habileté à commander les hommes, aurait-il pu partager avec le comte Guyot, administrateur froid, pondéré et un peu formaliste, la direction de la colonisation ? Utopie que cet accord auquel personne ne crut et qui paralysa pendant quelque temps les progrès de la colonie.

Il faut avouer que le grand coupable fut ici le général Bugeaud. Il flatta les manies de son subordonné et les aggrava, couvrant de son autorité de Gouverneur les pires incartades et, par cette indulgence excessive, en provoquant de plus blâmables encore. Et surtout il interpréta, généralisa, glorifia l'œuvre des condamnés jusqu'à la dénaturer, puis à la confondre avec la colonisation militaire. Pourtant, Soult dans ses instructions avait écrit en 1841 : « L'emploi des con-
« damnés se lie à la colonisation civile... en ce sens qu'ils la préparent « et la facilitent par le défrichement des terres et la construction des « fermes ». Limitée à cet objet précis et enfermée dans d'étroites barrières, la main-d'œuvre pénitentiaire eût été profitable ; d'aucuns s'étonnent qu'aujourd'hui, à l'intérieur de la colonie, on n'y fasse pas plus souvent appel sans courir le risque de concurrencer l'industrie privée. En 1843 et 1844, rien ne s'opposait à ce qu'elle fût employée

sur de nombreux points ; car, à cette époque, l'on manquait de bras et les campagnes étaient peu sûres ; il suffisait de savoir l'utiliser au mieux des intérêts civils. Mais voilà, ne fallait-il pas, sous un gouverneur comme Bugeaud, montrer que des condamnés militaires, commandés par un officier, bâtissaient un village plus vite et à moins de frais que des ouvriers ou des colons civils ? L'équation, posée au colonel Marengo, ne comportait par ses données qu'une solution, et ce n'était pas l'utilité de cette main-d'œuvre, c'était bien plutôt la supériorité des militaires sur les civils en matière de colonisation.

Quand le fait fut acquis ou qu'au premier examen du chiffre des dépenses et du nombre des journées, il sembla l'être, Bugeaud affirma hautement que le problème de la colonisation était résolu et que la solution trouvée était la plus simple, la plus rapide, la moins coûteuse ; le bon sens exigeait que désormais on s'y tint à l'exclusion de toute autre. Le Gouverneur ne s'arrêta pas encore là ; son esprit généralisateur le poussa plus loin. Dans les villages de Saint-Ferdinand, de Sainte-Amélie, de Mahelma, qui a travaillé ? Des condamnés militaires ; qui a commandé ? Un officier ; qui a fourni les vivres et la plupart des outils ? L'armée, toujours l'armée. C'est donc l'armée qui a réussi, l'armée qui peut coloniser avec le plus de chances de succès, l'armée que l'on doit charger de ce grand œuvre. Le Gouverneur s'inquiète peu de l'objection qu'on était en droit de lui adresser : si les condamnés avaient été des civils, si leurs chefs avaient été des ingénieurs, si leurs travaux avaient été aussi vite et aussi bien exécutés que ceux des condamnés militaires — la supposition est au moins permise —, quelle conclusion tirer ? Enfin, par une nouvelle interprétation de la méthode, il prétend que les travaux des soldats leur profitent directement à eux-mêmes ; à peine les maisons de Mahelma sont-elles terminées qu'il y installe des colons militaires non encore libérés du service. Et l'on revient ainsi à sa pensée directrice, à ses légions colonisatrices formées de troupiers, les seules à son jugement capables d'implanter en Afrique une vigoureuse population française. Or, de cette colonisation militaire, le Ministre ne voulait pas ; les Chambres et le pays ne voulaient pas davantage. En confondant l'œuvre du colonel Marengo avec son système, Bugeaud la vouait donc à l'insuccès.

*
* *

Est-il besoin de faits, au lieu d'arguments, pour démontrer la faillite de la colonisation par les condamnés militaires ? Consultons

la *Situation des Etablissements français dans l'Algérie de 1845-1846*, publication officielle remplie de renseignements et de chiffres. Quel était l'état des centres de Saint-Ferdinand et de Sainte-Amélie au 31 décembre 1846, c'est-à-dire quelques mois seulement avant que le Gouverneur quittât l'Algérie ? Et, puisque le parallèle entre ces centres et les villages civils s'impose, quelle était aussi la situation de Draria, de Douéra, d'El-Achour ? Des uns ou des autres, lesquels avaient le plus prospéré ?

Saint-Ferdinand (1) — et dans le périmètre de ce centre sont compris le Marabout d'Aumale et la Consulaire — avait une circonscription de 1.377 hectares ; Sainte-Amélie une autre de 660 et Mahelma une de 1.053. Dans le premier seulement, l'Etat avait eu la précaution de réserver une assez grande quantité de terrains pour pouvoir en disposer plus tard. Le nombre des concessions s'élevait pour le premier à 51, pour le second à 53 et pour le troisième à 48. Mais la plupart avaient été abandonnées ; les acheteurs étaient partis. A Saint-Ferdinand, il n'y avait que 94 habitants dont 19 hommes, 18 femmes, 43 enfants et 14 domestiques. Sainte-Amélie était un peu plus peuplée : 128 habitants se répartissant ainsi : 31 hommes, 29 femmes, 54 enfants, 14 domestiques. Enfin, le troisième comptait 109 habitants : 48 hommes, 35 femmes, 26 enfants, pas de domestique. Or, à cette même époque, les centres civils dont on médissait étaient plus peuplés, bien que leur territoire fût moins étendu ; la statistique suivante en témoignera :

<i>Centres</i>	<i>Périmètre</i>	<i>Population totale</i>
Draria	584	365
El-Achour.....	568	169
Chéragas	596	420
Ouled-Fayet	579	281
Saoula	443	161
Creseia.....	392	262
Baba-Hassen	546	167
Douéra	836	1.259

S'ils sont moins peuplés, les villages du colonel Marengo l'emportent-ils sur ceux du comte Guyot par leur prospérité matérielle ? Les défrichements, exécutés par les condamnés et tant vantés par le Gou-

(1) *Situation des Etablissements français dans l'Algérie, 1845-1846. Pages 148-149.*

verneur, ont-ils eu pour effet d'assurer l'existence des familles et d'augmenter la production ? Les documents officiels tendraient plutôt à démontrer le contraire ; ils nous donnent la valeur des récoltes pour chaque centre :

Valeur de la récolte dans les centres de condamnés militaires :

Centres	Valeur de la récolte
St-Ferdinand.....	21.484
Ste-Amélie.....	17.532
Mahelma.....	8.042

Valeur de la récolte dans les centres de la direction civile :

Centres	Valeur de la récolte
Draria.....	55.650
Chéragas.....	54.290
Ouled-Fayet.....	29.460
El-Achour.....	57.740
Saoula.....	27.620
Crescia.....	24.735
Baba-Hassen....	24.096
Douéra.....	46.020

De cet état d'infériorité, il n'est pas malaisé de découvrir les causes ; quelques-unes sont indiquées par le rédacteur de la publication officielle à laquelle nous avons emprunté les précédents renseignements : « Malheureusement, dit-il (1), cette partie du Sahel est tellement accidentée que les routes fort difficiles à exécuter, n'ont pas été terminées en même temps que les villages ; toutefois des chemins carrossables conduisent d'Ouled-Fayet à Saint-Ferdinand par la plaine de Staouéli ; de Douéra à Sainte-Amélie et à Mahelma, de Saint-Ferdinand à Sainte-Amélie, du Marabout d'Aumale à la Consulaire, par le plateau ». Etaient-ce bien des chemins carrossables ? Tous, la plupart du temps, se trouvaient dans un piteux état ; on ne pouvait s'y aventurer durant la saison des pluies. Donc interruption des communications ou du moins des charrois en hiver. On étudie bien en ce moment un réseau de routes plus complet et qui sera mieux établi. Mais combien de temps faudra-t-il attendre ? Lorsque l'on veut coloniser un pays neuf, l'ouverture des routes est d'une nécessité immédiate ; elle doit précéder la construction des centres ou du moins coïncider avec elle. Sans cela, la colonisation ne peut réussir, ou elle reste débile. Marengo n'avait pas songé à doter la région de bonnes routes ; ses prolonges, tirées par de vigoureuses bêtes et poussées dans les passages difficiles par les bras des condamnés,

(1) *Même Situation*, 1845-1846. Page 134.

avaient franchi les ravins et escaladé les rampes ; mais les attelages des colons ! Ils restaient embourbés dans ces pistes que l'on avait ouvertes.

Avait-il au demeurant bien choisi l'emplacement de ses villages au point de vue de la fertilité des terres ? Non, le plateau de Boukandoura représentait une position défensive excellente, mais il se prêtait mal à la culture. Le sol, couvert de palmiers nains et de broussailles, fut péniblement défriché et les premières récoltes vinrent mal. L'administration disait aux colons : les terres donneront beaucoup de céréales ; mais, quand et comment, le concessionnaire ne le savait pas, et pour le moment ne moissonnait que de maigres épis. L'administration ajoutait : les vignes y pousseront bien ; mais le mot d'ordre était d'empêcher la culture de la vigne. D'ailleurs les paysans auraient-ils passé outre à cette interdiction, qu'ils n'auraient pas pu attendre trois années. Multipliez, disaient encore les agents de l'Etat, les cultures arbustives, plantez des mûriers ; comme si les acheteurs de lots, dont les ressources étaient faibles, pouvaient attendre six ou sept ans, le délai à peine suffisant pour produire la feuille nécessaire à l'élevage des vers à soie ! Il ne fallait, certes, pas autant d'années pour que le colon fût ruiné et pérît avec sa famille de misère et de faim. Restaient, il est vrai, les prairies naturelles et l'élevage des bestiaux. Encore fallait-il pouvoir acheter des bêtes.

Comme il n'est guère possible à un document administratif de conclure par autre chose que par des constatations de favorable augure, le rédacteur de la note en arrive à soutenir que le départ des premiers colons a été un bien : « Parmi les familles (1), à qui, dans le principe, « des concessions avaient été faites, quelques-unes ont vendu, quelques autres ont mis à la place des fermiers ; mais c'est là comme « partout un triage dont bénéficiera la colonisation. Les spéculateurs « sont partis, restent les agriculteurs et les cadres seront promptement au complet ». Optimisme de commande ! Langage officiel qui veut masquer la vérité ! Pour pénétrer plus complètement dans la vérité des faits, pour mieux mesurer la détresse de ces colons de Saint-Ferdinand ou de Sainte-Amélie, consultons un document, officiel lui aussi, mais qui était resté confidentiel.

*
* *

C'est un rapport de l'Inspecteur de colonisation, M. Darrou ; il fut

(1) *Même situation*, 1845-1846. Page 134.

écrit en cette même année 1846 et après une visite détaillée de Sainte-Amélie par ce fonctionnaire (1) ; comme il n'était pas destiné à la publication, son auteur y a tracé un tableau sincère de la situation précaire de ce centre et énuméré les mesures qu'à son avis il conviendrait de prendre de suite pour essayer d'y ramener un peu de vie.

En septembre 1846, Sainte-Amélie contenait 52 maisons adossées deux à deux ; un espace de dix mètres séparait chaque couple de bâtiments. En arrivant au village, « on trouve, dit M. Darrou, une « première ligne de onze maisons doubles avec premier étage, offrant « une longueur de 300 mètres ; derrière est la place qui est de même « longueur. Les autres suivent sur les côtés latéraux et sont égale-
« ment établies à dix mètres l'une de l'autre ». Plus loin, à une distance d'environ 500 mètres, s'élevaient 50 à 60 maisons doubles à simple rez-de-chaussée ; on les destinait à des ouvriers. Enfin, au pied du village et au bord du chemin qui y conduisait, s'élevait un bâtiment à tourelles de plus vastes dimensions ; on en avait fait une église et un presbytère. Tous les bâtiments étaient en bonne maçonnerie avec couverture en tuiles. Le village a un aspect pittoresque et assez agréable : pas de fossé, pas de mur d'enceinte, pas de fortifications. De ce tableau, il n'y a guère à retenir que cette singulière répartition des maisons que l'on destinait à des classes différentes de population : Marengo tient beaucoup à ce que les ouvriers ne soient pas mélangés aux bourgeois ; il les loge à un demi kilomètre du village dans de petites maisonnettes. Quant au gros propriétaire auquel revenait le château à tourelles, faute d'en trouver un qui voulut bien acheter ce chef-d'œuvre du travail des condamnés, on l'avait remplacé par un prêtre. M. Darrou n'insiste pas sur cette disposition du village ; il la constate seulement.

Ce qu'il étudie avant tout, ce sont les conditions de vitalité du centre ; elles lui paraissent bien faibles. Ainsi, en Afrique, le facteur essentiel, le gage assuré du succès, est l'abondance des eaux. Il y avait bien à Sainte-Amélie deux sources, mais toutes deux étaient situées en contre-bas des maisons et aux deux extrémités de la grande rue. L'eau n'en est pas assez abondante pour qu'on puisse irriguer les terres voisines. On a planté des arbres sur les routes ; faute d'arrosage, ils n'ont pas pris. Et dire qu'à mille mètres environ, sur la route conduisant à Mahelma, dans une position dominante à laquelle on

(1) Ce rapport est intitulé : « *Rapport spécial sur le village de Sainte-Amélie* » par l'inspecteur de colonisation Darrou, et est daté du 8 septembre 1846.

arrive par une pente très douce, coulait une troisième source, celle-là au débit plus régulier et plus fort ; les indigènes la connaissaient bien, car ils n'en trouvaient pas d'autre depuis le ravin de Dély-Ibrahim jusqu'au Mazafran et ils avaient l'habitude d'y abreuver leurs troupeaux. Au moyen de travaux peu coûteux et sans nuire aux indigènes, il eût été facile d'en conduire les eaux au centre. Les plantations d'arbres réussissaient, les maisonnettes s'entouraient de jardinets, les colons prenaient goût à leurs pauvres demeures. Mais le colonel n'avait songé qu'à bâtir.

Aux colons de Sainte-Amélie, l'Etat avait vendu une maison et dix à douze hectares de terres, dont une *petite partie* défrichée et ensemencée ; il avait vendu les maisons avec premier étage la somme de 1.600 francs et celles à rez-de-chaussée 1.000 francs. Toutes avaient trouvé des acquéreurs ; quelques concessionnaires (ils furent peu nombreux) avaient obtenu des lots doubles et même quadruples. Or, au mois de septembre 1846, la population de Sainte-Amélie (les chiffres de M. Darrou ne concordent pas avec ceux des statistiques officielles, ils sont plus faibles) ne s'élevait qu'à 93 habitants, savoir 26 hommes, 19 femmes, 40 enfants, 8 ouvriers, composant en tout 28 familles. Sur 52 maisons, au bout d'un an ou d'un an et demi de prise de possession, près de la moitié étaient inoccupées : « C'est abandon des concessions, dit M. Darrou, est d'autant plus à regretter que « la localité m'a paru saine, que les constructions sont bonnes et que « chaque concessionnaire a reçu des terres défrichées et ensemencées ».

Parmi les colons qui demeuraient à Sainte-Amélie, quelques-uns avaient-ils réussi ? Avaient-ils encore foi dans le succès ? Tous étaient misérables et tous désespérés : « Les colons, dans la plupart desquels « j'ai reconnu de la santé et de l'intelligence, n'ont néanmoins pas « réussi et sont tous malheureux. Ils se plaignent du climat et lui « attribuent leurs maux. Je pense qu'ils ont tort et qu'avec *plus de* « *force morale* ils parviendraient à améliorer leur position ». Pas de cultivateur riche ou seulement aisé qui puisse par quelque entreprise agricole un peu étendue donner du travail pendant la mauvaise saison. Point d'exemple salulaire d'activité.

Afin de relever le courage de ces pauvres gens et leur procurer quelques ressources, ce fonctionnaire propose d'entreprendre, soit à Sainte-Amélie, soit dans les environs, quelques travaux d'utilité publique auxquels on les emploiera : plantation d'arbres sur les routes, adduction d'eau, rectification des chemins, etc. Il appuie une demande des colons à l'effet d'obtenir un communal pour faire

pâturer leurs bestiaux. Encore une condition de succès pour une agglomération rurale dont on ne s'était point occupé à Sainte-Amélie et que l'on a d'ailleurs presque toujours oubliée dans la création des premiers centres de la colonie. Qu'on remplace aussi les concessionnaires absents ou défaillants par quelques riches propriétaires, auxquels on constituera un domaine plus grand avec plusieurs lots. Qu'on embellisse même le village afin de le rendre agréable à ses habitants ; car rien n'est plus désastreux en matière de colonisation que l'ennui et le dégoût. Enfin qu'on accorde une fois de plus cette année les semences nécessaires : 50 quintaux d'orge, de blé et de pommes de terre.

Il note à ce propos que la détresse des colons n'est pas due seulement à leur manque de ressources ou à leur défaut d'énergie : « On ne saurait leur imputer, tout-à-fait, la triste position dans laquelle ils se trouvent, ni leur faire un reproche de n'avoir pas été prévoyants. Les événements passés, l'irruption des sauterelles, une sécheresse extraordinaire sont de légitimes excuses ». Ces fléaux, si désastreux pour la colonie nouvelle, étaient peu connus en France ; on n'en soupçonnait pas la gravité. Jusqu'au fisc qui poursuivait, qui tenaillait ces pauvres gens. La faveur, que leur avait accordée Bugeaud, d'échelonner leurs versements, se retournait maintenant contre eux. Ils étaient aujourd'hui plus pauvres qu'à leur arrivée. Comment se libérer vis-à-vis de l'Etat ? Ils ne le pouvaient plus. Ce fut le moment choisi par la Direction des Domaines pour réclamer les sommes qui lui étaient dues ; après avoir montré une grande complaisance, elle adoptait des mesures d'une sévérité excessive.

M. Darrou, un fonctionnaire cependant, a le courage de signaler les erreurs de l'administration. Elle a de trop nombreux agents, elle est mal servie. Dans les campagnes, les délits étaient nombreux, les vols se multipliaient, et, malgré les plaintes réitérées des colons, les Maires restaient impuissants. Ils avaient bien sous la main des tambours-brigadiers, des gardes-champêtres, mais ces modestes serviteurs insuffisamment payés s'occupaient plutôt de leurs intérêts personnels que de ceux d'autrui. Le tambour-brigadier n'a que quatre jours d'occupation par mois, le garde-champêtre fait de rares tournées dans les champs et, si on le lui reproche, il allègue la modicité de son salaire et la nécessité de cultiver son lopin de terre. A Sainte-Amélie, le premier, plein de santé, demeure inoccupé ; le second, atteint d'une maladie incurable, ne sort plus de chez lui. Pourquoi ne

pas confier les deux fonctions à l'homme valide ? Oui, mais les errements de l'administration s'y opposaient.

*
* *

Détails insignifiants, observera-t-on ; mais en est-il de négligeables dans l'art de coloniser ? Si nous avons cité celui-là en l'empruntant au rapport d'un inspecteur, c'est qu'il avait paru avoir quelque valeur aux yeux d'un homme assurément compétent ; il soulevait en effet, la question de la sécurité des personnes et des biens, un des problèmes les plus redoutables de la politique algérienne. Tout a réellement son importance dans l'organisation d'un centre nouveau, même le détail le plus infime. Qu'est-ce que coloniser, sinon créer un organisme vivant dans des conditions spéciales de milieu physique, social et moral ? Or, quand il s'agit d'un corps vivant, les parties qui le composent sont liées entre elles par des liens d'étroite dépendance ; oublie-t-on de s'occuper de celle dont le rôle dans l'économie générale paraît négligeable, la santé du tout ne tarde pas à s'en ressentir. Sans doute, pour faciliter la transplantation des Européens sur cette terre africaine, pour leur permettre de prendre racine en un pays si différent du leur, la précaution qui consistait à leur fournir une demeure toute prête était utile, car elle devait atténuer les effets de la crise consécutive à ce déracinement du sol natal ; mais ce n'était pas la seule qu'il importait de prendre.

On n'avait point choisi pour installer ces centres la région la plus favorable des environs d'Alger. Que se proposait-on en somme ? Etablir des villages agricoles et les peupler de cultivateurs. Le mieux était par suite d'offrir aux immigrants de bonnes terres fertiles et faciles à cultiver, des eaux abondantes, des voies de communication commodes. Or, nous l'avons vu, rien de tout cela n'existait dans les localités choisies par le colonel Marengo ; partout au contraire un plateau difficile à débroussailler, un sol pauvre, des sources au débit maigre et variable. Cet officier s'était laissé séduire par la position stratégique de ces emplacements. Le bel avantage pour un colon de pouvoir se mettre à l'abri d'une attaque si on le condamne dans le même temps à mourir de faim !

Le milieu social n'était pas mieux choisi. Assurément on n'eut pas à craindre le voisinage des Arabes ; leurs tribus avaient quitté le Sahel et, si quelques-unes revinrent, elles furent fractionnées et ne comptèrent jamais que peu d'individus. Mais on concéda les terres

et les maisons de Sainte-Amélie à ces gens qui, suivant Bugeaud, « font antichambre dans les bureaux du Ministère », à des quémandeurs n'ayant aucune pratique des choses agricoles, à des bourgeois oisifs, même à des veuves de fonctionnaires ou d'officiers. Il ne vint que fort peu d'agriculteurs et ceux qui se rendirent à Sainte-Amélie, pour voir les concessions avant de les acheter, s'en retournèrent bien vite désabusés. Encore si l'on avait composé cette population de tous les éléments que l'on rencontre d'ordinaire dans une société normalement constituée. C'est ce que réclamait Soult et pour cela qu'il critiquait la méthode du colonel Marengo, construisant sur un modèle uniforme les premières maisons de Saint-Ferdinand. Le Ministre de la Guerre aurait désiré qu'il y en eût de très simples pour les ouvriers, de plus vastes pour de moyens propriétaires et de plus luxueuses pour les capitalistes. Or, malgré ses recommandations, on ne construisit que plus tard quelques logements ouvriers en dehors du village et toutes les maisons furent vendues. Il n'y aura donc dans ces bourgs, ni prolétaires pour effectuer moyennant salaires les travaux agricoles, ni capitalistes pour les rémunérer. Les seules gens qu'on y envoya ne se considéraient pas comme assez pauvres pour travailler eux-mêmes, mais ils n'étaient pas assez riches pour faire travailler les autres.

Et quel étrange milieu moral ! Les rêves que les acheteurs avaient formés firent bientôt place à de décevantes réalités. Le sirocco dessécha les blés, les sauterelles les dévorèrent. Désespérés, beaucoup de colons partirent ; les autres n'eurent plus de cœur à l'ouvrage. S'ils restèrent, c'est qu'ils avaient une famille à élever et que peut-être ailleurs ils n'auraient pas trouvé un autre abri. Mais que de misères ! Et que de dégoûts ! Les autorités algériennes n'essayèrent même pas — c'était pourtant leur devoir — de relever par des mesures bienveillantes les courages abattus. Il aurait fallu pour cela qu'elles aient le temps de songer aux colons et que tous leurs instants ne soient pas pris par les luttes stériles et décourageantes entre civils et militaires. Les coups qu'elles se portaient tombaient parfois sur les épaules des pauvres malheureux qui n'en pouvaient mais. L'autorité militaire ordonne un jour de couper les foin sur des concessions déjà vendues ; elle édifie le lendemain une ferme sur une terre qui n'appartient pas à l'Etat. La Direction des Domaines met en demeure les acquéreurs d'avoir à verser dans ses caisses les sommes qu'ils doivent encore sur le prix d'achat et elle choisit le moment de leur plus grande détresse matérielle et morale. Jusqu'à la Direction de la colonisation

qui refuse de leur avancer de nouvelles semences, ce qui les empêche de cultiver. Que de fautes accumulées ! Puisqu'il avait assumé la charge de coloniser l'Algérie, le gouvernement devait, à ceux que ses promesses y avaient attirés, une aide effective et un réconfort moral. Devant tant de difficultés, Bugeaud finit par convenir que la colonisation était l'œuvre la plus compliquée et la plus ardue qui se pût imaginer ; à ce moment ne dut-il pas quelque peu sourire des déclarations du colonel Marengo et du jugement que lui-même avait porté sur elles ?

CHAPITRE IV

LA TRAPPE DE STAOUÉLI

Opinion de Bugeaud sur le rôle joué par l'armée dans la fondation de Staouéli. — La politique de la monarchie de juillet à l'égard des congrégations religieuses en France et en Algérie.

I. — Origines de la colonie des Trappistes. — M. de Corcelle promoteur de cet établissement. — Opposition première de Bugeaud : l'évolution de ses idées.

II. — L'acte de concession : négociations entre le Père Gabriel et le comte Guyot. — Intervention de M. de Corcelle à la Commission de colonisation. — La puissance des Trappistes.

III. — Fondation du Monastère et de la Ferme. — L'assistance de l'administration militaire : travailleurs, argent, vivres. — Lettre de Bugeaud à l'évêque de Valence.

IV. — Grandeur et misère de la Trappe. — L'apparence et la réalité. — Les demandes de rations de vivres et les rapports officiels.

Dans quelle mesure et pour quelles raisons la Trappe a réussi.

Au retour d'une visite au monastère de Staouéli en août 1845, Bugeaud faisait insérer dans le *Moniteur Algérien* (1) une note curieuse sur cet établissement. Comme il ne l'avait pas vu depuis plusieurs mois, il fut frappé des rapides progrès de la construction et de la culture.

Staouéli, dit-il, est non seulement un beau monastère, mais encore une ferme intéressante.

A sa création a contribué surtout l'armée ; elle a bâti, défriché, planté, moissonné. Aussi, tout en rendant justice aux Trappistes, à leur esprit d'ordre et de discipline, il ne peut s'empêcher de reporter sur ses soldats presque tout le mérite de l'œuvre accomplie :

Sans doute, dit-il (2), cela n'est pas dû entièrement aux Trappistes eux-mêmes. On peut même dire que tous les travaux manuels ont été exécutés par les travailleurs militaires.

(1) *Moniteur Algérien*, 20 Août 1845, où *Journal des Débats*, 27 Août 1845.

(2) *Ibidem*.

Un peu plus loin, autre confiance :

Cette création n'est assurément pas un type de colonisation ; elle a coûté à l'Etat plus que trois villages de 50 feux.

La Trappe de Staouéli, établissement religieux et ferme agricole, serait-elle donc l'œuvre de l'armée ? Aurait-elle été fondée aux frais de l'Etat ? Les condamnés militaires et les soldats du Génie, qui s'étaient révélés bâtisseurs de villages civils, ont-ils été aussi des constructeurs de monastères ?

Cette opinion pourrait paraître assez paradoxale, si elle n'avait pour elle l'autorité de Bugeaud, le seul peut-être qui sût exactement combien d'argent et combien d'hommes avait coûté la mise en rapport de ce vaste domaine. Tous les écrivains en effet, auteurs de livres ou d'études sur la colonisation de l'Algérie, s'étaient accordés pour présenter la Trappe comme un des établissements agricoles modèles de la colonie, dû à l'esprit d'initiative et au patient labeur des moines. Nul ne s'était avisé de rechercher comment avaient été élevés le monastère et ses vastes dépendances. On se contentait de vanter la prospérité de l'exploitation et ses bénéfices, l'ardeur au travail et l'esprit de charité de ses moines colons. Il est vrai de dire que les documents administratifs, publiés jusqu'à ce jour, étaient bien faits pour confirmer ce jugement.

Entre les affirmations de Bugeaud et les dires des panégyristes, qui aurait hésité ? D'autant qu'il n'y a pas opposition absolue entre eux. La Trappe a pu être au début, dans les années de la fondation et au cours des premiers essais, une œuvre à peu près exclusivement militaire ; puis, quand les gros travaux eurent été exécutés et que la concession fut mise en rapport et produisit, elle devint œuvre religieuse. Il ne peut être question ici que de la période militaire de cette histoire de la Trappe.

*
* *

Quelles ont été les origines du monastère de Staouéli ? Pourquoi le Gouvernement, qui hésitait à permettre aux congrégations de rouvrir leurs anciens établissements en France, consentait-il à leur en laisser fonder de nouveaux dans la colonie ? Avait-il une double politique religieuse, l'une applicable à la France, l'autre à l'Algérie ?

La monarchie de juillet a, nul ne l'ignore, montré plus de bienveillance secrète (1) que de sévérité déclarée à l'égard de l'Eglise romaine

(1) Thureau-Dangin : *Histoire de la Monarchie de juillet*. III, pages 405 et suiv.

et des ordres religieux. A partir de 1840, le mouvement catholique, créé par Lacordaire, entretenu par le P. Ravignan, se précipite. Les congrégations, autrefois dispersées et proscrites, se sont peu à peu reconstituées et ont racheté leurs anciens établissements. Des monastères nouveaux de Trappistes s'étaient ouverts ; il y en eut à Laval et à la Meilleraie ; le Saint-Siège les avait soumis en 1834 à la même règle et à la même direction. Lacordaire avait fait revivre l'ordre des Frères prêcheurs, des Dominicains, et en 1839, il traversait toute la France avec le froc blanc de ces moines. Les Jésuites voyaient le nombre de leurs résidences s'accroître ; ils avaient même été amenés par cette augmentation inattendue à diviser la France en deux provinces de leur ordre. Mais, pour eux du moins, cette rentrée s'était faite sans bruit, sans éclat.

L'infiltration des ordres monastiques en France ne tarda pas à soulever de très violentes protestations. « La Congrégation reflorit » publie le *Constitutionnel*... « Vous êtes en train de restaurer un gouvernement de prêtres »... « C'était bien la peine d'expulser les Trappistes de la Meilleraie et d'Alsace ainsi que les Liguoriens ». Une première fois, en 1838, la presse signala avec indignation les agissements des Jésuites ; ceux-ci, avec la tolérance du gouvernement, travaillaient à étendre leurs moyens d'action. Ils avaient fondé, à défaut de collèges — ce que leur interdisait le monopole universitaire — des instituts de hautes études ecclésiastiques, un entre autres à Saint-Acheul. La nouvelle s'en répandit ; une vive campagne fut menée par les journaux contre cet établissement. Le Père Guidée, provincial de l'ordre, écrivit une note sur la situation des Jésuites en France, et la présenta au gouvernement ; le Roi, la Reine, M. Molé et M. Barthe s'intéressèrent à leur maintien. Mais le Ministère, inquiet du parti que pouvait tirer de cet incident l'opposition, préféra conseiller aux Jésuites de se dissoudre, et eux, avec une prudence très habile, se soumirent à l'invitation du gouvernement.

Ils savaient d'ailleurs — ainsi que tous les moines des autres congrégations — qu'ils avaient en haut lieu de puissants protecteurs ; Louis-Philippe témoignait de dispositions toujours plus bienveillantes à l'égard du clergé ; en maintes occasions, il intervint pour calmer l'ardeur anti-cléricale de certains de ses ministres. Ne fallait-il pas attirer à la Royauté les sympathies des ecclésiastiques qui, vers 1830, allaient presque toutes à la légitimité ? La religion fut considérée par lui comme une force de résistance sur laquelle il comptait s'appuyer pour lutter contre le parti du mouvement. S'il n'avait pu

vaincre les résistances de Mgr de Quelen et lui faire oublier le passé, du moins entretint-il les relations les plus cordiales avec son successeur, Mgr Affre, et le Pape déclarait à qui voulait l'entendre : « L'Eglise est amie de tous les gouvernements, quelle qu'en soit la forme, « pourvu qu'ils n'oppriment pas sa liberté. Je suis très content de « Louis-Philippe ; je voudrais que tous les rois de l'Europe lui res- « semblassent ».

Mêmes dispositions bienveillantes chez M. Guizot ; or, ce Ministre plus que tout autre, personnifiait le gouvernement d'alors. A Louis-Philippe, pareils sentiments étaient inspirés par le souci de conserver sa couronne ; chez M. Guizot, ils étaient l'effet « d'une intransigeance « doctrinale que l'expérience de l'histoire n'avait ni atténuée, ni « ébranlée ». Cet homme politique, doublé d'un philosophe, puisait dans les leçons du passé et l'observation du présent une conviction nouvelle de la nécessité de la religion. « L'empire des croyances religieuses n'est pas moins nécessaire qu'à d'autres époques (1) ; je « n'hésiterai même pas à dire qu'il est plus nécessaire que jamais ; « nécessaire pour rétablir non seulement dans la société, mais dans « les âmes, l'ordre et la paix qui sont si profondément altérés. Nous « sommes tous frappés de l'état d'inquiétude, de fermentation, de « trouble, où vivent un si grand nombre d'esprits ; nous sommes frappés de cette soif effrénée de mouvement, de bien-être matériel, de « jouissances égoïstes, de cet empire des passions qui se manifeste « partout et surtout dans les classes peu éclairées. C'est un mal immense, un mal que nous déplorons tous. Croyez-vous que les idées, « les convictions, les espérances religieuses ne soient pas un des « moyens, et, je dirai sans hésiter, le moyen le plus efficace pour lutter « contre ce mal, pour faire rentrer la paix dans les âmes, cette paix « intérieure et morale, sans laquelle vous ne rétablirez jamais la « paix extérieure et sociale ? »

Moyen de conserver une couronne, moyen de faciliter le gouvernement du pays, comment la religion n'aurait-elle pas été protégée et encouragée par le Roi et son Ministre ? Mais, en France, ces complaisances de l'autorité restaient secrètes, étant donné l'état des esprits et l'hostilité d'une grande partie de la Chambre des Députés contre toute ingérence cléricale. En Algérie, pays soumis aux ordonnances royales, où le contrôle législatif ne s'exerçait que d'une manière intermittente et indirecte, le gouvernement ne fut pas astreint aux mêmes

(1) Guizot : *Mémoires*. Tome III, page 108.

ménagements ; les faveurs qu'il accorda à deux congrégations, aux Trappistes et aux Jésuites, montrent bien que, s'il avait eu sa liberté d'action en France, il n'eût pas été contenté de laisser faire ; il eût étendu, peut-être démesurément et non sans danger, la puissance matérielle et morale de l'Eglise.

Jusqu'à quel point fut poussée cette bienveillance officielle, à la suite de quelles démarches des religieux habiles purent obtenir du gouvernement la concession d'un millier d'hectares, la construction d'un monastère, l'aménagement d'une ferme, le défrichement et la plantation de champs, comment ces mêmes religieux parvinrent à transformer l'hostilité primitive de Bugeaud en une sympathie agissante pour leur œuvre et reçurent par son entremise de l'argent, des bataillons d'ouvriers militaires, des semences, des instruments aratoires, même des rations de vivres, voilà ce que va nous apprendre l'histoire de la Trappe.

I

Les origines de la Trappe de Staouéli

C'est en 1842 que s'engagent les premiers pourparlers officiels entre le gouvernement et les Trappistes en vue de l'installation dans la colonie de quelques frères appartenant à la maison mère d'Aiguebelle. Une lettre du Ministre de la Guerre au Garde des Sceaux en fait foi. Elle est datée du 21 octobre 1842. Le bruit avait couru à cette époque que le Président du Conseil avait engagé les Trappistes à s'établir dans le département du Tarn, et le Garde des Sceaux s'en était ému ; il écrit à ce sujet à Soult, alors en villégiature à Saint-Amans. Celui-ci lui répond pour démentir la nouvelle, mais il ajoute qu'il ne voit « aucun inconvénient (1) à leur établissement en Algérie, leur « but étant uniquement de se livrer à des travaux agricoles, ainsi « qu'ils l'annoncent dans leur demande qui est appuyée par plusieurs « membres de la Chambre des Députés ». On apprend aussi que l'intention du Ministre est de mettre à leur disposition une grande étendue de terrains soit dans le Sahel d'Alger, soit, en avant de Bône, sur les ruines d'Hippone, et qu'il consent à leur accorder le passage gratuit sur les bâtiments de l'Etat. En terminant, le Président du

(1) *Soult au Garde des Sceaux*, 21 octobre 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli. A.G.G.A.

Conseil, se souvenant que l'examen des règles des ordres monastiques était dans les attributions du Garde des Sceaux, le pria de les examiner.

La demande était de pure courtoisie ; simple acte de convenance inutile au demeurant, car Soult s'était déjà engagé à l'égard des Trappistes et leur passage en Algérie était décidé. La chose avait été négociée secrètement depuis quelque temps entre le Gouverneur et lui. Le Supérieur général de la Trappe et l'abbé d'Aiguebelle, qui était à la tête d'une maison de cet ordre dans la Savoie, avaient même plusieurs mois auparavant parcouru la colonie en quête d'un emplacement, ils y étaient venus avec des lettres de chaude recommandation. En prévenant le Gouverneur (1) de l'arrivée de ces religieux, le Ministre lui transmet les détails que lui avait fournis sur eux M. de Corcelle : « M. de Corcelle, dit-il, député de l'Orne, qui s'intéresse vivement à leur entreprise, a cru devoir entrer dans quelques détails « relatifs aux établissements que les Trappistes ont fondés en France ; « il me paraît utile de vous les communiquer. Le Rév. P. d'Aigue-
« belle, m'écrit-il, a dans sa seule maison 60 frères ; il pense disposer « d'une vingtaine pour l'Algérie. Les Fr. Trappistes sont les meilleurs « agriculteurs de France. Leur maison mère est située dans le département de l'Orne, où ils ont défriché des terres, décuplé leurs produits avec une admirable industrie, fondé un hôpital pour les enfants, répandu mille bienfaits et je tiens de M. le Sous-Préfet de
« Mortagne, chef-lieu de leur arrondissement, qu'il n'a pas d'administrés plus exemplaires en toutes choses. Si je ne me trompe, vous
« avez là, Monsieur le Maréchal, les meilleurs éléments d'une excellente ferme modèle dans le Sahel, la Métidja ou aux pieds de l'Atlas, « et ces ouvriers, si habiles, vous donneraient, au besoin, des frères
« hospitaliers ou instructeurs pour la population civile fondée à côté « d'eux ». L'Algérie a un si pressant besoin de véritables agriculteurs que le Ministre n'a pas hésité un seul instant à accepter ceux que lui recommandait en termes si élogieux le député de l'Orne. Il désire que toutes les facilités soient accordées aux deux religieux dans leur voyage en Algérie, et que les propositions qu'ils pourraient faire à l'autorité locale soient examinées avec intérêt et soumises sans retard à son approbation.

M. de Corcelle fut donc le promoteur de l'établissement des Trap-

(1) *Soult à Bugeaud*, 4 juin 1842. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli. A.G.G.A.

pistes en Algérie. Animé d'une foi profonde, il entretenait des relations avec le supérieur de la Trappe. Ce fut au cours d'un voyage qu'il accomplit en Algérie (1841) qu'il conçut l'idée d'y appeler les Trappistes. La présence de ces religieux, voués aux travaux de la terre, devait, dans sa pensée, être utile à la colonie non pas tant par les leçons de culture qu'ils donneraient aux Européens et Indigènes que par la pratique des plus hautes vertus chrétiennes. « Une société « nouvelle, disait-il (1), exige une loi morale plus sévère, s'il est possible, que celle de la société ancienne qui a été son berceau, surtout « si elle est en contact avec des peuplades inférieures. N'est-elle « qu'une représentation vicieuse du pays d'où elle part, les abus de la « force vis-à-vis de la faiblesse, les tentations de la violence et de la cupidité y multiplient sans cesse tous les désordres ; l'émulation « n'existe plus que pour le mal. Cela est particulièrement à craindre « de la part des nations qui ont comme la nôtre une certaine mobilité, « un plus vif penchant à l'imitation ». La Trappe africaine, école des vertus chrétiennes, maintiendrait les qualités morales de notre race, en combattrait les déformations (2). Elle prouverait aussi aux Musulmans que le Français n'est pas un contempteur de la religion et cet effet seul serait immense chez les indigènes auprès desquels Abdelkader et ses émissaires nous accusaient d'athéisme ou d'indifférence religieuse. Instructeurs des colons, colons eux-mêmes, les Trappistes accompliraient ainsi une autre sorte de colonisation, celle-là morale et d'une haute valeur politique.

M. de Corcelle s'était ouvert de son projet au général Bugeaud ; mais, contrairement à ce qu'il attendait, il rencontra chez le Gouverneur plus que de l'indifférence, une assez vive opposition. Bugeaud s'est expliqué plus tard dans une lettre à l'évêque de Valence sur les raisons qui lui avaient alors dicté son attitude :

(1) *Lettre de M. de Corcelle. Baudicour : Colonisation de l'Algérie*, pages 422-423.

(2) *Même lettre* : « Les conséquences de ces relations redoutables avec des races déchues ont frappé l'attention des plus anciens chroniqueurs. La foi des croisés n'y a pas toujours échappé. Ils devenaient parfois fatalistes avec les Musulmans... Au Canada, les colons qui s'éloignaient trop du centre de la population civilisée se dépravaient. « Vous désirez que nous francisions les sauvages, écrivait à Versailles le Gouverneur général Denonville, malheureusement les Français qui les hantent deviennent Hurons ».

Et cependant, Monseigneur, lui écrivait-il le 14 novembre 1844 (1), nous n'avons point appelé cette institution ; elle était contraire à notre opinion. Je pensais que ce n'était pas par là qu'il fallait commencer la colonisation et que, ne pouvant tout faire, il fallait s'attacher à ce qui est le plus essentiel. Or, en colonisation, c'est d'avoir des familles attachées au sol et non pas des célibataires, quelque respectables qu'ils soient par leurs vertus. Mais du moment où, *contre mon opinion, on m'a imposé les Trappistes*, je les ai adoptés comme des enfants très intéressants de la grande famille coloniale, et j'ai pris la résolution de les faire réussir, malgré toutes les difficultés que je prévoyais.

Les sentiments de Bugeaud à l'égard des Trappistes et de la colonisation religieuse en général se modifièrent sous l'influence de son entourage, composé de femmes dévotes et d'officiers pratiquants comme le colonel Marengo ou le général de Bar. Il fut aussi amené à protéger ces religieux-colons par une évolution très curieuse de ses idées ; bien vite, la comparaison s'établit dans son esprit entre ses bataillons de soldats-colons et la compagnie des moines agriculteurs. Lui-même écrivait le 27 août au Père Régis, lors de l'installation des Trappistes :

Vous avez raison (2) de compter sur l'appui que je me fais un vrai bonheur d'accorder à l'établissement de vos frères en Algérie. Mon opinion est que la colonisation ne peut réussir que par des populations organisées militairement. Or, rien ne se rapproche plus de l'organisation militaire que l'organisation religieuse. Le moine et le soldat ont de grands rapports l'un et l'autre ; ils sont soumis à une discipline sévère, accoutumés à supporter les privations et à obéir passivement ; ils travaillent l'un et l'autre pour la communauté et ils sont dirigés par une seule volonté.

Ce changement dans les idées du général était accompli lorsque le projet de leur établissement prit corps. Mais quelle région de l'Algérie choisir ? Les autorités locales, toujours sur l'invitation du Ministre, se prêtèrent avec toute la condescendance possible aux recherches du Père Gabriel, que son ordre avait envoyé à Alger. On avait d'abord songé à Bône ; la cérémonie du transfert des cendres de Saint-Augustin à Hippone avait attiré l'attention sur cette ville. Deux cents hectares leur furent offerts dans le voisinage. Devenir les gardiens du sanctuaire et de ses reliques, ce rôle ne leur convenait pas ; au surplus, d'autres congrégations jalouses leur disputaient cet honneur et ce profit. Et puis, 200 hectares, c'était trop peu pour une

(1) *Bugeaud à l'évêque de Valence*, 14 novembre 1844. Lettre citée par d'Ideville, III, page 305.

(2) *Bugeaud au Père Régis*, 27 août 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli. A.G.G.A.

exploitation agricole ! Alger et la campagne algéroise les attireraient davantage. Iraient-ils au pied de l'Atlas, dans la région du Fondouk, où le gouvernement avait hérité du beylik de bonnes et vastes terres ? Position éloignée, mal gardée, à proximité de tribus turbulentes et pillardes, il valait mieux chercher d'un autre côté, à l'Ouest d'Alger, près du Sahel où la sécurité était plus grande. On leur offrit Mahelma ou Staouéli. Le Père Gabriel se décida pour Staouéli. De l'eau en abondance, des terres de culture facile, quoique un peu sablonneuses, la mer à quelques kilomètres, autant d'avantages. Et c'était un lieu historique, illustré par les armes françaises, où les suivrait le culte du souvenir, où se célébrerait, chaque année, l'anniversaire glorieux de la première bataille remportée sur les Musulmans. Cela seul prédisposerait en faveur des occupants. Enfin, la Trappe ne serait pas trop éloignée d'Alger (20 kilomètres environ) ; elle pourrait y écouler ses produits et profiter à l'occasion des bonnes dispositions des autorités.

II

L'Acte de Concession

Staouéli choisi, il restait à préciser les conditions de la concession. La négociation fut longue et parfois délicate, malgré la bonne volonté des fonctionnaires algériens et celle du Ministre. Le comte Guyot avait obligeamment accompagné le Père Gabriel dans quelques-uns de ses déplacements autour d'Alger, et mis à sa disposition un géomètre ; il eut avec lui plusieurs conférences ; tous deux tombèrent d'accord sur les termes du contrat et du rapport à présenter au Conseil d'Administration. Le 19 février 1843, le Directeur de l'Intérieur soumit donc (1) à ses collègues un projet d'arrêté pour l'établissement au lieu, dit de Staouéli, d'un centre de population avec un territoire de 1.020 hectares. La création de ce centre avait été prévue dans le plan d'ensemble dressé par ce fonctionnaire en 1842 et approuvé déjà par l'autorité supérieure. Donc pas de retard ; la sanction ministérielle était obtenue d'avance. Le Directeur ajouta qu'en réalité ce centre consisterait dans le Monastère et la ferme que les Trappistes se proposaient de fonder avec l'agrément du Ministre de

(1) Le procès-verbal de cette délibération a été versé dans le dossier de *Staouéli*. Archives de la Colonisation Algérienne. A. G. G. A.

la Guerre et du Gouverneur général ; et, pour éclairer la religion de ses collègues, il entra dans quelques détails sur le nombre des religieux fixé pour les premières années à 45, sur la possibilité d'un groupement de cultivateurs autour de la Trappe, enfin sur les conditions spéciales qu'il y aurait lieu d'imposer à cette communauté religieuse. On escomptait l'adhésion unanime du Conseil ; cependant, dans le débat qui s'engagea, un membre fit observer qu'on ne saurait accorder à la société des Trappistes que l'usufruit des terres et pour le temps seulement qu'elle demeurerait en Algérie, qu'en cas de départ, la concession devait faire retour au domaine. L'observation était intéressante et juste ; le comte Guyot et le Père Gabriel ne l'avaient point prévue. On crut devoir faire appeler ce Père devant le Conseil. Quand il fut introduit, communication lui fut donnée de la réserve présentée ; il déclara alors qu'il n'avait rien à objecter et que sa Compagnie accepterait cette clause. Puis, le Directeur de l'Intérieur détailla au Conseil le plan du futur couvent avec toutes ses dépendances. L'architecte officiel avait vu grand ; l'exécution de son plan aurait été des plus dispendieuses, et aurait exigé un temps considérable. Cette proposition de l'administration, — témoignage irrécusable de sa complaisance extrême à l'égard de ces religieux — fut repoussée. Non sans quelque surprise, le Conseil apprit que les Trappistes avaient présenté un projet de proportions moins vastes. Comme les dépenses ne devaient s'élever qu'à 62.000 francs, le Conseil adopta en principe ce second projet et exprima nettement l'avis que l'administration devait se borner à verser une subvention de 62.000 francs aux Trappistes sans se charger elle-même des travaux. Mesure prudente et politique ; mais s'y tiendra-t-on ?

L'acte fut dressé conformément aux observations qui avaient été présentées. Il en fut donné lecture à la séance suivante, le 8 mars : stipulation expresse était énoncée que la société n'aurait droit qu'à l'usufruit, qu'elle devrait toujours avoir présents sur les lieux 45 de ses membres au moins, que le terrain serait mis en culture dans le délai de 5 années et par cinquième chaque année ; que, d'ici à un an, elle aurait à édifier les constructions nécessaires, moyennant une subvention de 62.000 francs ; qu'en cas de dissolution de la société, la propriété ferait retour à l'Etat et que la communauté n'aurait droit qu'à des indemnités proportionnelles à la valeur des constructions existantes et des améliorations effectuées. Défense était faite en outre aux religieux d'hypothéquer, affermer, diviser, même à titre tempo-

raire, totalité ou partie des immeubles concédés sans l'autorisation préalable de l'administration.

Approuvé à l'unanimité par le Conseil, le projet de concession fut adressé immédiatement au Ministre de la Guerre qui s'en montra fort satisfait. Il écrivit presque aussitôt au Gouverneur général, le 22 mars 1843 : « J'approuve (1) les conclusions ainsi que le projet « de concession où sont relatées les diverses conditions imposées aux « Trappistes ». Toutefois, il voudrait que l'on y introduisît quelques clauses relatives aux travaux de clôture et de plantations ; il importait de prescrire ces aménagements avec un soin tout particulier et pour toutes les terres concédées, quelles qu'en fussent la nature et la situation. Sur deux autres points aussi l'acte manque, à son avis, de précision : « Il eût été convenable que l'arrêté de concession mentionnât les sommes que les religieux consacreront de leur propre « chef pour l'établissement dont il s'agit, concurremment avec celles « que leur accorde l'administration. Vous verrez s'il ne serait pas « bien d'insérer un article à ce sujet dans l'acte de concession. Il est « dit qu'ils admettront auprès d'eux des familles européennes, mais « je ne vois pas qu'on ait réservé aux abords de l'établissement principal et sur la partie de la route qui conduit à Sidi Ferruch des terres dans ce but, sinon pour les travaux agricoles, au moins pour recevoir quelques maisons. Il est indispensable, ainsi que je vous l'ai « déjà fait connaître, qu'il y ait à Staouéli, soit dans l'intérieur de la « concession des Trappistes, soit en dehors, sur la route, un certain « nombre de familles européennes, établies à demeure. C'est un objet « que je vous recommande tout particulièrement. Vous m'adresserez « des éclaircissements à ce sujet ». Ainsi le Maréchal Soult, au lieu d'atténuer les clauses de l'acte de concession, les aggravait, soit en obligeant les religieux à fixer leur apport financier, soit en les contraignant à céder, en vue de la fondation d'un village, une partie, si minime fût-elle, des terres qu'on leur avait accordées.

Or, à quelque temps de là, le 11 juillet 1843, l'arrêté qui fut pris ne contient aucune des conditions nouvelles, prescrites par le Président du Conseil ; il ne contenait même plus quelques-unes de celles auxquelles s'était rallié le Conseil d'Administration à Alger. Que s'était-il donc passé dans l'intervalle ? Une lettre du comte Guyot à son ami Fellmann, sans nous donner la clef du mystère, laisse cepen-

(1) *Soult à Bugeaud*, 22 mars 1843. Archives de la Colonisation Algérienne, Dossier de Staouéli, A. G. G. A.

dant pressentir la vérité : « Nous avons agi avec les Trappistes, écrit-il le 20 mai 1843 (1), avec toute la condescendance possible... Les conditions de la concession ont été discutées avec le Père Gabriel en séance du Conseil quant à leurs bases ; on les a discutées avec lui dans les bureaux quant à leur rédaction ; après quoi, j'ai relu avec lui la dernière copie, et l'ai soumise ensuite au Conseil qui l'a approuvée. Nous l'avons ensuite envoyée avec la délibération au Ministre qui l'a renvoyée approuvée après y avoir ajouté deux clauses tant soit peu aggravantes. Au fait, avec d'excellents procédés, nous accordions aux Trappistes 1.020 hectares de très bonnes terres et 60.000 francs, et en échange nous avons pris quelques précautions indiquées par l'essence même de leur Société et quelques autres du même genre que nous prenons vis-à-vis des colons. Mon seul tort, et je n'y retomberai plus, ç'a été de ne pas faire signer au Père Gabriel le projet d'acte de concession dont il a approuvé toutes les clauses dans mon cabinet après lecture et discussion ; mais pouvais-je me douter qu'un homme de sa robe était capable de se conduire comme il l'a fait ? J'aime à croire que c'est aux ordres de son supérieur qu'est due la conduite déloyale qu'il a tenue et qu'il paraîtrait d'après la lettre du Supérieur que le Père Gabriel ne lui avait pas dit la vérité ».

*
* *

Il est assez malaisé, faute de documents précis, de savoir en quoi a consisté cette attitude déloyale du P. Gabriel. Les lettres échangées entre l'Abbé, Supérieur de la Trappe, et le Ministre ne nous sont point parvenues, mais on possède d'autres témoignages qui jettent quelques éclaircissements sur cette affaire. En cette année 1843, à Paris, se poursuivaient les travaux de la fameuse Commission de l'Algérie dont faisait partie M. de Corcelle. Les Trappistes, que ne satisfaisaient point les conditions contenues dans l'arrêté de concession, s'étaient amèrement plaints à ce député de la rigueur avec laquelle on les avait traités à Alger ; ils ne voulaient point accepter les clauses restrictives qu'on allait leur imposer. Précisément à cette même époque, la Commission d'Afrique discutait le titre des concessions. M. de Corcelle saisit cette occasion pour plaider la cause des Trappistes.

(1) *Le comte Guyot à Fellmann*, 20 mai 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

Le 21 avril 1843, vers la fin d'une séance (1) consacrée à l'étude des dispositions générales sur les concessions, il demanda si la faculté d'affermier était comprise parmi les droits des concessionnaires. M. Laplagne-Barris, rapporteur de la sous-commission à laquelle avait été renvoyée l'étude de la propriété, répondit que cette faculté était de droit commun. M. de Corcelle cita alors l'exemple des Trappistes, auxquels l'administration avait imposé des conditions draconiennes ; l'une d'entre elles était l'interdiction d'affermier partie de leurs terres en attendant qu'elles fussent complètement défrichées. « Ces précautions, disait-il (2), sont prudentes lorsque l'on a à faire « à des particuliers, mais, prises à l'égard d'un corps comme les frères « de la Trappe, ces mesures deviennent fâcheuses. Il importe qu'ils « puissent former des agriculteurs ; comme ils n'ont pas de famille, « ils ont besoin, et c'est du reste l'intérêt de la colonisation, de réunir « beaucoup de monde autour d'eux ». Complétant sa pensée par une comparaison historique, il affirmait que l'Afrique se trouvait dans les mêmes conditions que l'Europe au XI^e et XII^e siècles et qu'elle tirerait d'immenses avantages des ordres religieux agricoles. Si on ne restreignait pas la liberté d'action des Trappistes, il voyait déjà cet ordre former des détachements, essaimer loin de la Trappe, atteindre l'Atlas. Vivement impressionnés par ce plaidoyer, les membres de la Commission décidèrent de renvoyer à une prochaine séance l'examen de la question posée par M. de Corcelle.

Ce fut quatre jours après, le 25 avril 1843, qu'eut lieu à ce sujet une discussion approfondie ; y prirent part, avec M. de Corcelle, M. Réal, rapporteur du titre des concessions, et M. Gustave de Beaumont, chargé d'étudier l'organisation politique et administrative de l'Algérie. Dans le discours qu'il prononça pour soutenir la cause des Trappistes, le député de l'Orne laisse mieux entendre quelle est la nature des griefs de cet ordre religieux contre l'arrêté de concession. D'abord, le gouvernement n'aurait voulu leur accorder qu'un usufruit, non la propriété entière et absolue. Reproche en partie immérité, les autorités algériennes ayant proposé la pleine propriété, mais le Conseil d'Administration s'étant rallié à l'usufruit sur l'observation de l'un de ses membres. En second lieu, il leur avait refusé la faculté d'aliéner, d'hypothéquer, de diviser même la terre entre des cultiva-

(1) Voir les dossiers relatifs aux discussions de cette Commission. Archives Nationales. F. 80.

(2) Discours de M. de Corcelle dans la séance du 21 avril 1843.

teurs qu'ils auraient appelés près d'eux. Le fait était exact : toutefois, il y avait quelque contradiction dans l'attitude des Trappistes ; d'un côté, ils prétendaient appeler auprès d'eux de nombreux travailleurs, un millier, dit M. de Corcelle, et n'avoir pas de pensée de lucre ; de l'autre ils se refusaient à admettre qu'on construisît un village, voire un hameau, à proximité de leur futur couvent. Enfin, on leur aurait appliqué, en cas de cessation de l'usufruit, les articles du Code civil qui prévoient le retour à l'Etat des propriétés et règlent les indemnités dues aux usufruitiers pour améliorations. Pourquoi, conclut M. de Corcelle, les traiter avec cette sorte de rigueur et de suspicion ? « Je voudrais, dit-il (1), qu'ils fussent traités selon le droit commun et que ces restrictions sans nombre apportées à l'usage qu'ils doivent faire de leur concession ne vinssent pas diminuer considérablement les avantages qu'on est en droit d'en attendre ». Désireux de frapper l'esprit de la Commission, ce défenseur ardent des Trappistes exagérait volontairement l'importance de leur future colonie (100 religieux au lieu de 45) ; il grossissait et multipliait les avantages généraux à attendre de leur installation (arrivée d'un médecin, d'un pharmacien, éducation des enfants trouvés).

Réclamer le droit commun pour les Trappistes eût été une habileté si les commissaires n'avaient pas été prévenus et s'ils s'étaient laissés entraîner par le premier mouvement de sympathie ; ce fut au contraire une faute devant des hommes politiques, fort au courant des prétentions des ordres monastiques et de leur situation particulière dans la société et vis-à-vis de l'Etat. Qu'était-ce d'ailleurs que le droit commun en matière de concession ? La Commission ne venait-elle pas de décider que les concessionnaires de propriétés domaniales ne recevraient qu'un titre provisoire et qu'il ne leur serait délivré de titre définitif que le jour où ils auraient rempli toutes les conditions imposées ? N'avait-elle pas limité le droit d'hypothéquer, et surtout allait-on laisser se créer dans la colonie des biens de main-morte ? Ce n'est donc pas le droit commun que réclamait M. de Corcelle ! c'était un régime de faveur. Plus que personne, le rapporteur du titre des concessions (2) fut frappé de cette contradiction et il la souligna. Quel pouvait être le côté actuel et pratique de l'intervention du député de l'Orne ? Entendait-il apporter quelques changements au titre voté par la Commission ? Voulait-il simplement obtenir de ses collè-

(1) *Second discours de M. de Corcelle, séance du 25 avril 1843.*

(2) Voir dossier sur la *Commission d'Afrique*. Archives Nationales. F. 80.

gues un avis qui pesât sur les résolutions du Ministère ? Dans le premier cas, M. Réal voit de graves inconvénients à aborder sous le rapport de la réglementation des droits civils la question si délicate des corporations religieuses et il ne pense pas qu'il puisse être introduit dans le projet d'ordonnance un article spécial ayant pour objet de les traiter d'une autre manière que les autres concessionnaires. Quant à donner des conseils au gouvernement en ce qui touche particulièrement les Trappistes, il estime que l'on doit se montrer très réservé ; il faut laisser à l'administration entière liberté d'action : c'est un essai qu'elle tente. Qu'on laisse cette expérience se poursuivre. Comme toute, M. Réal n'entend nullement entrer dans la voie où son collègue désirerait l'entraîner.

M. Gustave de Beaumont est plus catégorique encore ; il considère comme très grave le problème soulevé par M. de Corcelle. Tout en rendant hommage aux sentiments qui animent son collègue et en s'y associant, il craint qu'une décision trop favorable de la Commission n'appelle sur l'établissement des Trappistes la curiosité publique (1), que quelques personnes ne croient y voir une résurrection des ordres religieux, et que des manifestations hostiles ne se produisent. C'est là une affaire qu'il faut laisser à l'examen des pouvoirs administratifs ; ils ont fait ce qu'ils ont cru nécessaire, avec exagération peut-être et avec un surcroît de précautions qui avait pour but de mettre à couvert leur responsabilité ; mais encore, on doit le reconnaître ont-ils agi avec une réserve prudente ; ils ont voulu éviter qu'on ne retournât contre ces religieux les droits trop étendus qu'ils leur auraient accordés. C'est dans cette pensée, sans nul doute, qu'ils se sont bornés à lui consentir un simple droit d'usufruit.

La Commission ne prit aucune décision : elle se contenta de charger le Due Decazes, M. de Corcelle et M. de Beaumont, de lui soumettre des propositions fermes sur lesquelles elle serait appelée à voter. Jamais plus la question ne revint devant elle. Les Trappistes et leur défenseur avaient-ils d'ailleurs quelque intérêt à ce qu'elle fût à nouveau soulevée ? Tout l'effet utile qu'ils escomptaient de ce débat n'était-il pas produit ? Ils avaient montré qu'ils possédaient de chauds défenseurs, que ceux même qui hésitaient à réclamer pour

(1) Ce qui était arrivé plusieurs années auparavant pour les Jésuites de Saint-Acheul. Le Maréchal Soult, à quelque temps de là, expliquait aux Trappistes qu'il craignait, en se montrant trop favorable, « d'ameuter contre eux les aboyeurs de la chambre ». Thureau Dangin. *Correspondant*, tome 163, page 136, année 1891.

eux un régime de faveur leur témoignaient une grande bienveillance et étaient désireux de voir le gouvernement leur maintenir toute sa sollicitude. C'était donc aux Ministres et plus haut encore, s'il en était besoin, qu'il fallait s'adresser. Ils le firent, et ils réussirent à arracher secrètement au gouvernement son adhésion à tous les changements qu'ils désiraient apporter à l'acte de concession.

Il n'est pas malaisé de deviner celui dont l'intervention fut toute puissante. Les Trappistes avaient des protecteurs sur les marches du trône. Quelques jours après la signature de l'acte, le secrétaire des commandements de la reine Amélie, M. de Brétizel, écrit au Gouverneur pour lui recommander, au nom de Sa Majesté, les Trappistes partant pour l'Algérie. Bugeaud ne se méprend pas sur le sens de cette démarche ; il répond qu'il a prévenu les désirs de la Reine et qu'il s'occupe avec empressement de l'installation de ces religieux arrivés depuis quelques jours :

Les difficultés, ajoute-t-il (1), qui entourent toute création de ce genre dans un pays où tout est à créer sont indéfinies et les dignes Trappistes que leur esprit de ferveur et de charité chrétiennes soutiendra dans la pénible mission qu'ils se sont imposée, auraient trouvé dès le début de cruelles déceptions dans l'exécution de leurs desseins, si notre vieille pratique n'était venue à leur secours.

Il annonce qu'il vient de donner des ordres au chef du Génie de la ville d'Alger pour organiser les ateliers des Trappistes et pour guider les religieux dans l'achat des matériaux de première nécessité. Il mettra aussi à leur disposition 50 ou 60 condamnés militaires. Ainsi, plus forts que le Gouverneur, le Conseil d'administration et le comte Guyot, plus puissants que les Ministres eux-mêmes, les Trappistes reçoivent entière satisfaction.

* * *

L'arrêté de concession avait été signé par le Roi le 11 juillet. L'Etat concédait la terre de Staouéli à une Société civile constituée quelques jours auparavant par acte passé devant maître Brideau, notaire à Mortagne. Aucun changement n'avait été apporté dans la superficie du domaine, telle qu'elle avait été arrêtée entre le Père Gabriel et le comte Guyot. Même contenance de 1.020 hectares ; mêmes limites : au Nord, la mer ; au Sud, la Bridja ; à l'Est, l'oued Bakarat ; à l'Ouest, la plaine de Staouéli.

(1) *Bugeaud à Borel de Brétizel*, Secrétaire des commandements de la Reine, 16 Aout 1843. Archives de l'Arsenal. Fonds Infantin.

La concession n'était accordée qu'à titre provisoire, et la délivrance du titre définitif subordonnée à l'accomplissement de nombreuses conditions : il leur fallait édifier les bâtiments nécessaires à l'habitation et à l'exploitation, mais on leur allouait une somme de 62.000 francs payable par fractions de 5.000 et sur travaux effectués ; il leur fallait mettre en culture toutes les terres qui en étaient susceptibles dans un délai de dix années et l'on ajoutait que la moitié au moins devait l'être à la fin de la cinquième année et le reste successivement jusqu'au terme fixé ; il leur fallait planter deux mille arbres tous les deux ans. Qui ne voit que ces clauses en apparence draconiennes et onéreuses, et en tous cas inexécutables avec les ressources dont disposaient ces religieux, n'avaient été placées là que pour la forme et dans le seul but de faire croire qu'on leur avait imposé de lourdes charges et qu'on les traitait comme tous les autres concessionnaires !

En réalité, on avait cédé à toutes leurs exigences ; on avait cédé sur le nombre réel de religieux que la Société s'engageait à maintenir en Afrique ; les chiffres de 45 et de 100 ne furent cités au cours des négociations que pour sauver la face ; de fait, liberté entière fut laissée aux premiers Trappistes de s'adjoindre la quantité de frères qu'ils voudraient. On avait cédé sur l'usufruit ; c'était bien 1.020 hectares de très bonnes terres qui leur étaient donnés en toute propriété. On avait cédé sur la fixation d'un apport financier quelconque ; aucune clause n'en détermina le quantum. On avait cédé sur la question de l'établissement d'un hameau à proximité de la future Trappe ; les Pères demeuraient maîtres absolus d'attirer ou de ne point attirer auprès d'eux une population de colons européens.

Avait-on au moins maintenu l'interdiction d'échanger, d'hypothéquer ou d'aliéner tout ou partie de la propriété ? Avait-on, en cas de dissolution de la Société, prévu le retour des biens à l'Etat ? Non, il était dit seulement que, si, pour un motif quelconque, la résolution de la concession était prononcée, le Ministre en réglerait les effets. Les Trappistes s'étaient assurés que l'arbitraire ministériel leur serait toujours plus favorable que la rigueur des lois.

Enfin, la dite Société devait « supporter en faveur de l'administration, à partir de la cinquième année révolue, l'intérêt à 4 0/0 à raison « des avances qui lui auraient été faites par l'Etat ; et, dans le cas où « elle vendrait des terres, elle ne pourrait le faire qu'à la condition de « rembourser à l'administration les 62.000 de la subvention ». Il n'est pas nécessaire de montrer que c'étaient là des obligations de pure forme et qu'il suffisait de la simple bonne volonté d'un Ministre pour

suspendre les effets de ces deux clauses et même pour les supprimer. La suite de cette étude le prouvera plus que tout raisonnement.

En réalité, l'acte de concession¹ était tel que l'avaient voulu les Trappistes. De celui qu'avaient dressé l'Administration Algérienne et le Ministère, il restait peu de chose : le cadre et les articles accessoires et sans valeur. Quand on reçut à Alger l'ampliation de cet acte, on put juger par là de la puissance de cet ordre et des sentiments qui, à son égard, animaient les Ministres de Sa Majesté ; comment des fonctionnaires n'auraient-ils pas composé leur attitude sur des marques aussi visibles de la faveur royale ?

III

Fondation du Monastère et de la Ferme

L'intention des Trappistes était de se mettre à l'œuvre le plus tôt possible ; peu de jours après la signature de l'acte de concession, quatorze religieux partirent pour Alger, ils y arrivèrent le 12 août 1843. A leur tête se trouvait le Père Régis : il venait d'être institué canoniquement prieur de la nouvelle Trappe. Le lendemain même, le Gouverneur, entouré des divers chefs de service, les reçut fort aimablement ; multiplia les attentions et les promesses. En leur présence, il « invita » ses collaborateurs à faire, chacun dans ses attributions, ce qu'il pouvait pour favoriser l'établissement nouveau et tous s'y montrèrent disposés. « Séance tenante, le chef du Génie fut chargé de « faire délivrer, par les fournisseurs, d'après les tarifs en usage, tout « ce qui était nécessaire pour monter les premiers ateliers (1) ». Ordre fut donné à 6 sapeurs du Génie et à un sergent d'aller diriger les travaux, et le Général, commandant la Division, dut fournir un détachement de condamnés militaires et le mettre à la disposition des moines colons de Staouéli. Deux semaines après cette entrevue, Bugeaud écrivait le 27 août au Père Régis ; il l'assurait à nouveau de la bienveillance de son administration et lui annonçait le départ de 50 autres condamnés.

(1) D'Ideville : *le Maréchal Bugeaud*, III, page 296. Il faut ajouter que les Trappistes avaient bien choisi leur moment pour débarquer en Algérie. A la même époque, le 13 août, arrivait le commandant Liadières, officier d'ordonnance du Roi, chargé par Louis-Philippe de remettre au Gouverneur général sa nomination au grade de Maréchal de France et les insignes de sa nouvelle dignité.

Quoique ce secours n'ait pas été stipulé dans les conditions (1), il ne laisse pas d'être égal au moins à la subvention de 62.000 francs demandée par vous et accordée par le gouvernement. Je l'ai cru nécessaire pour vous aider à vaincre les premières difficultés et pour attendre l'arrivée de vos frères en nombre suffisant pour trouver eux-mêmes les moyens de faire prospérer cet intéressant établissement. Mon concours et ma protection ne vous manqueront jamais.

Donc, l'attitude de Bugeaud fut, dès le début, des plus bienveillantes.

Même désir de leur être agréable chez le Ministre de la Guerre. Celui-ci en effet, dans sa lettre d'envoi de l'arrêté approubatif de concession, ordonnait de soutenir efficacement et par tous les moyens l'œuvre des Trappistes ; toutefois, il entendait que les secours qui leur seraient consentis le fussent toujours à titre onéreux : « Je verrais avec plaisir, écrivait-il à Bugeaud (2), que les Trappistes puissent être aidés, mais moyennant salaires, par des soldats de l'armée ou un détachement de condamnés dans les premiers travaux d'installation. Vous examinerez ce qu'il y a de mieux à faire à ce sujet ». Et, un peu plus loin, il insiste : « Veuillez, Monsieur le Gouverneur général, prendre des mesures pour que l'établissement des Trappistes à Staouéli marche aussi rapidement que possible. Je ne doute pas que vous n'entriez à cet égard complètement dans mes vues et mes intentions ».

A ces secours matériels, Bugeaud se plut à ajouter une aide morale ; il assista aux grandes cérémonies qu'organisèrent les Trappistes pour frapper l'esprit des populations algériennes. Le 14 septembre (3), toutes les autorités d'Alger, aussi bien civiles que militaires, furent convoquées à Staouéli pour la pose de la première pierre de la Trappe ; elles s'y rendirent avec empressement. A leur tête étaient le Gouverneur, le Directeur de l'Intérieur, le Procureur général, plusieurs officiers supérieurs, parmi lesquels on remarquait le colonel Marengo. Assistance choisie ; naturellement l'élément militaire dominait ; peu de civils en dehors des notabilités d'Alger ; plus rares étaient les colons. Cérémonie officielle, religieuse et militaire. Tout avait été préparé pour jeter un grand lustre sur cette fête : le lit de boulets ramassés dans l'enceinte de la nouvelle Trappe et sur lequel

(1) *Bugeaud au Père Régis*, 27 août 1843. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli. A. G. G. A.

(2) *Soult à Bugeaud*. Lettre déjà citée, 22 mars 1843.

(3) Voir le *Moniteur Algérien* du 20 septembre 1843. Lettre d'un ecclésiastique du diocèse d'Alger, racontant en détail cette cérémonie.

allait être posée la première pierre, rappelait la brillante victoire remportée par nos armes au début de la conquête ; la croix en bois d'olivier d'Hippone, plantée à la porte des chantiers, mettait la Trappe sous la protection de Saint-Augustin ; le bouquet de palmiers, dont l'ombre protégeait des rayons du soleil les autorités et les officiants, avait autrefois abrité l'état-major de notre armée. Tous ces souvenirs, l'évêque, Monseigneur Dupuch, sut habilement les évoquer ; il glorifia en même temps l'œuvre future des religieux et la recommanda au Gouverneur et au Directeur de l'Intérieur. A l'entendre, il sembla que la Trappe n'allait être bâtie en cet endroit que pour conserver fidèlement et pieusement le souvenir des Français morts au champ d'honneur dans cette plaine ; il termina en annonçant qu'un service serait célébré en leur mémoire chaque année à Staouéli. La Trappe devenait ainsi une sorte d'institution nationale.

Aussi toutes les autorités s'employèrent-elles à son succès. Que de sacrifices l'Etat ne s'imposa-t-il pas ! Indépendamment de la somme de 62.000 francs, Bugeaud mit donc à leur disposition des condamnés militaires, puis des soldats du Génie ; sur les cent ouvriers qui furent occupés à la charpente, à la menuiserie, à la serrurerie, les trois quarts furent fournis par l'administration de l'armée ; les terrassiers, les maçons, tous étaient prêtés par les compagnies. Des chevaux de trait ou de bât, des charrues et des voitures de toutes sortes, des outils, ils en reçurent des magasins autant qu'il leur en fallut ; le Directeur de l'Intérieur leur envoya des semences ; le Gouverneur les pourvut d'un nombreux bétail, distrait sur ses ordres des prises faites au cours de razzias : d'abord un troupeau de 28 bœufs ou vaches et de 90 moutons ou brebis ; puis six magnifiques paires de bœufs de labour pour le défonçage des terres. Le Ministre de la Guerre de son côté consentit à abandonner à ces religieux le montant de toutes les rations de vivres et de fourrage qu'on leur avait généreusement avancées. Il suffit de parcourir les documents administratifs pour se convaincre que le concours matériel et moral de l'Etat et surtout de l'Armée ne manqua jamais à la Trappe ; le gros œuvre fut fait par les soldats, les 14 religieux se contentaient, du moins au début, de diriger et de surveiller.

*
* *

Dans ces conditions tout marcha bien pendant près d'une année. Avec les derniers mois de 1844, les difficultés commencèrent. L'au-

tomne amena de très fortes pluies ; sur Alger et dans les environs de véritables rafales s'abattirent, si violentes qu'au milieu du port plusieurs bâtiments furent perdus et qu'à Staouéli on fut obligé d'arrêter les travaux. La solidité des constructions déjà édifiées fut même compromise. Les terres, remuées et détrempées par les premières pluies, engendrèrent les fièvres ; presque tous les religieux en furent atteints, plusieurs moururent. Beaucoup de soldats périrent et les ateliers furent désorganisés. Nous trouvons dans les documents de l'époque (1) l'indication suivante : il y avait alors à Staouéli 45 condamnés et 80 soldats appartenant à la deuxième compagnie du 2^e bataillon d'Afrique, mais plus de la moitié étaient malades ou hospitalisés. On ne continua donc plus les travaux qu'assez lentement, jusqu'au moment où, pour leur donner plus d'activité, Bugeaud envoya à Staouéli le colonel Marengo, le créateur de Saint-Ferdinand et de Sainte-Amélie. Mais, à ce moment, les crédits accordés par l'Etat s'épuisaient rapidement et les Trappistes manquaient d'argent. Ils étaient venus en Algérie sans ressources propres, comptant sur la subvention accordée et espérant en la générosité de l'administration algérienne. Or, dès le commencement du mois d'avril 1844, ces maigres ressources furent épuisées. Ils s'adressèrent au Gouverneur pour obtenir l'allocation, à titre de prêt sur les fonds coloniaux, d'une somme égale à celle qui leur avait été accordée.

La demande était audacieuse, venant surtout après les secours de toutes sortes dont on les avait comblés. Ils avaient beau énumérer les résultats satisfaisants de leurs premiers travaux de défrichement et de mise en valeur des terres ; on savait que, s'ils possédaient 59 hectares défrichés dans des terres sablonneuses, ils le devaient à la main-d'œuvre militaire, que les 2.600 arbres plantés avaient été fournis par les pépinières de l'Etat, que les nombreuses têtes de bétail dont ils tiraient vanité provenaient des largesses de l'autorité militaire. Aussi, quand le Gouverneur général présenta la demande des Trappistes au Conseil d'Administration (2), un membre fit observer com-

(1) *Lettre du colonel Marengo à Bugeaud*, 20 septembre 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli. A. G. G. A.

(2) Voir, dans le *dossier de Staouéli*, l'extrait de cette délibération. En voici le passage essentiel : « Le Conseil, après en avoir délibéré, partageant l'opinion d'un membre sur l'étendue des sacrifices déjà faits, trouve qu'en effet si l'on récapitule tout ce qui a été donné jusqu'à ce jour aux Trappistes pour les aider à fonder leur exploitation, la somme ne laisse pas que d'être très considérable, puisqu'indépendamment de la subvention de 62.000 francs en argent, allouée sur

bien grands, combien étendus avaient été les sacrifices déjà faits en faveur de cette congrégation et il détailla, non sans quelque malicieuse ironie à l'adresse de ses collègues, les complaisances multiples des divers services. Toutefois, soit pour ne point trop heurter les sentiments bien connus du Maréchal, soit pour ne pas laisser périliter une entreprise en cours d'exécution, il reconnut la nécessité de venir, une fois de plus, en aide aux religieux de Staouéli et il proposa de demander au Ministre une avance de 30.000 francs à prendre sur les fonds coloniaux et à titre de prêt. Le Conseil se rallia à cette habile proposition : il ne refusait point catégoriquement, mais il n'acceptait pas sans restriction. Pourtant, à travers les réticences du projet de délibération, il était facile au Maréchal Soult de deviner l'opinion vraie du Conseil et cette opinion était défavorable.

Le Père Régis en fut secrètement informé. L'affaire, compromise à Alger, pouvait être relevée à Paris. Il se hâta de s'embarquer pour la France, et, là, multiplia les démarches. Il vit le Ministre de la Guerre en son château de Saint-Amans ; il fut reçu à la Cour. Partout on lui témoigna la plus grande bienveillance, on s'intéressa à sa tentative, peut-être même lui fit-on quelques promesses évasives. Mais, peu de jours après son retour à la Trappe, il apprenait que le Maréchal Soult avait définitivement rejeté sa demande de 30.000 francs. Non point qu'une pression énergique n'ait été exercée sur ce Ministre. Un fait resté ignoré montre bien que tout fut tenté pour enlever cette adhésion ; tandis que le Père Régis allait personnellement solliciter le Roi et le Ministre, certain officier audacieux, et qui avait de grandes relations parmi les parlementaires, menait une vive campagne en leur faveur, et lançait à l'assaut du duc de Dalmatie, le comte de Villiers, le duc d'Harcourt, M. de Corcelle ; il fallait à tout prix obliger le gouvernement à accorder le nouveau subside. Soult fut informé de cette étrange attitude du colonel Marengo et demanda des explications. Bugeaud essaya de justifier la conduite de son subordonné,

les fonds coloniaux et de tout le bétail dont M. le Gouverneur général leur a fait don sur les prises de l'ennemi, ils ont joui pendant plusieurs mois consécutifs de l'avantage inappréciable d'avoir à leur disposition, pour leurs défrichements et leurs travaux de construction, les bras de nombreux travailleurs militaires ; qu'en outre, les divers services publics se sont empressés de leur prêter des bœufs de labour, des chevaux de trait ou de bât en nombre illimité, des charrues et des voitures de toutes sortes, des outils, des semences ; qu'enfin le Ministère de la Guerre leur a fait remise du remboursement de la valeur de toutes les rations de vivres et de fourrage dont ils étaient redevables envers le Trésor».

mais le Ministre répondit par un blâme formel. « Ces justifications, « écrivait-il le 22 octobre au Gouverneur (1), qui ne se rapportent pas « au fond de l'affaire, ne peuvent absoudre cet officier de l'irrégularité blâmable qu'il a commise en cette circonstance ; car il aurait « dû savoir qu'il ne lui appartenait à aucun titre d'agir ou de correspondre en dehors des autorités supérieures desquelles il relève. Par « conséquent, je le blâme d'avoir oublié en cette matière ses véritables devoirs ». Incident insignifiant, dira-t-on ; incident suggestif, preuve des sollicitations pressantes des religieux et des complications qu'ils trouvaient à cette époque dans l'armée. La seule excuse du colonel était sa présence à la tête des travailleurs militaires détachés à la Trappe.

Leurs démarches instantes auprès des Ministres pour se procurer quelque argent n'ayant pas abouti, les Trappistes s'adressèrent en dernier lieu à leur maison mère d'Aiguebelle. Peut-être, s'ils n'avaient point frappé d'abord à cette porte, avaient-ils quelque bonne raison pour cela, ou bien avaient-ils estimé qu'il serait plus avantageux d'obtenir la somme d'une autre main. Le Père Régis s'embarqua une seconde fois pour la France et gagna la Trappe d'Aiguebelle ; il demandait 30.000 francs, on ne lui en donna immédiatement que 10.000, mais on lui promit de lui en envoyer 20.000, un peu plus tard. Or, à peine de retour à Alger, l'abbé d'Aiguebelle mandait à ses frères de la colonie qu'il ne pouvait pas tenir sa promesse, que l'évêque de Valence, « ayant peu de confiance dans l'avenir de la colonie et craignant de diminuer l'éclat de la maison-mère », lui avait dicté cette décision. Grand émoi à Staouéli lorsqu'on apprit la fâcheuse nouvelle, et grand découragement. L'œuvre allait-elle sombrer faute du concours promis et escompté ? Et ce désastre serait-il dû à l'attitude peu charitable de l'évêque de Valence ? Le Père Régis alla de suite trouver Bugeaud et lui communiqua l'implacable réponse ; il le pria d'intervenir auprès de cet évêque. La lettre, qu'écrivit à cette occasion le Gouverneur, est vraiment remarquable par son ton à la fois ferme et mesuré et par la sévérité avec laquelle il appréciait le refus opposé aux Trappistes algériens :

On a écrit au Père Régis (2) que la mesure plus que rigoureuse dont il est me-

(1) *Soult à Bugeaud*, 22 octobre 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli. A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à l'évêque de Valence*, 14 novembre 1844. Lettre citée par d'Iderville. Tome III, pages 302-303.

né proviendrait de ce que l'on a été effrayé des malheurs qui ont frappé cette année les Trappistes de Staouéli. Je ne puis croire à un pareil motif ; c'est principalement parce que les frères de Staouéli ont été cruellement éprouvés cette année qu'il est urgent et du devoir de tous de venir à leur secours. C'est ainsi, du moins, que j'en ai jugé ; sans ces malheurs, il y a longtemps que je leur aurais retiré les ouvriers militaires que je leur ai donnés dès le premier jour.

Après avoir rappelé un peu rudement à ce haut dignitaire ecclésiastique ce grand devoir de charité chrétienne, il revient plus loin sur les malheurs de Staouéli, les amplifiant, les exagérant afin de mieux provoquer la pitié secourable :

Eh bien ! oui, ils ont été très malheureux cette année ! Leur récolte qui avait la plus belle apparence dans les premiers jours de mai a été grandement amoindrie par les chaleurs trop précoces et par le brouillard. Un peu plus tard, des maladies sont survenues, ont affecté presque tous les pères et en ont emporté plusieurs. Dans cette triste situation, s'ils n'eussent été secourus par l'armée, malgré leur vertu, leur courage et leur persévérance, ils seraient tombés dans le désespoir :

Enfin, tout en reconnaissant les difficultés du début, plus sérieuses dans une entreprise de colonisation que partout ailleurs, il prédit le succès ; il l'assure même, pourvu toutefois qu'on veuille bien aider de quelque secours financier l'établissement naissant.

Les débuts de ce genre, Monseigneur, sont rarement prospères ; il y a des difficultés sans nombre que l'on n'aperçoit pas de loin, et les gens du monde, soi-disant éclairés, savent rarement apprécier. On ne peut en triompher que par une rare persévérance et une grande fermeté d'âme que la religion ou les vertus militaires peuvent seules donner. Ce ne sont pas seulement les Trappistes qui ont eu des difficultés à vaincre ; l'armée en a trouvé devant elle de plus grandes, et de plus nombreuses, et de plus prolongées ; elle en a triomphé par sa courageuse opiniâtreté. Les Trappistes en triompheront de même, car ils ont déjà passé les plus mauvais jours. Leur établissement avance, leur culture sera meilleure cette année que l'année précédente, leur tempérament acclimaté ; l'année de 1845 ne sera pas néfaste comme celle de 1844. Mais il faut qu'ils soient aidés et il n'est pas possible que les secours leur manquent du côté sur lequel ils devaient le plus compter. Ceux de l'administration civile et militaire de l'Algérie ne leur manqueront pas. J'en ai déjà dit assez, Monseigneur, pour émouvoir votre cœur paternel et changer vos résolutions, en supposant qu'elles aient été telles qu'on le dit.

La lettre de Bugeaud produisit l'effet attendu ; l'évêque de Valence revint sur sa décision et l'abbé d'Aiguebelle, tenant sa promesse, compléta la somme de 30.000 francs.

Ce fut là la plus grosse part de l'apport des Trappistes. L'on comprend mieux dès lors pourquoi de prétendus capitalistes, demandeurs de grandes concessions, se plaignaient des refus de l'administration et rappelaient amèrement l'exemple des Pères de la Trappe que l'on

avait comblés sans qu'il eût été besoin pour eux de justifier de ressources suffisantes pour l'exploitation sollicitée. En somme, la Trappe de Staouéli a surtout été une création de l'Administration, création à laquelle collaborèrent le Ministère de la Guerre, le Gouvernement général de l'Algérie et ses multiples directions, l'armée et ses différents services ; combien coloniseraient à ce prix et dans ces conditions ? Et pourquoi faut-il que l'on ait tant parlé du succès des Trappistes, alors que ce succès était si peu l'œuvre de ces religieux ?

En 1844, la protection de l'Administration ne fit pas un seul jour défaut au Père Régis ; elle continua à lui prêter les bras des condamnés pour bâtir le couvent et la ferme et défricher les champs, des animaux et des charrues pour travailler ; elle fournit des rations quotidiennes de vivres aux religieux. Les soldats prenaient-ils les fièvres, on les remplaçait par de nouveaux. Les frères tombaient-ils malades, on les faisait entrer à l'hôpital aux frais de l'Etat. Tant et si bien que, vers la fin de cette année, les bâtiments étaient à peu près achevés, 150 hectares défrichés et en état de production. Le nombre des religieux atteignait 43. Après les épreuves inéluctables du début, il semblait bien, ainsi que le prévoyait Bugeaud, que l'œuvre des Trappistes vivrait et prospérerait, ou qu'elle pourrait au moins se suffire à elle-même. Le Ministre de la Guerre eût désiré supprimer tout secours dès les premiers mois de 1845, d'autant que le Supérieur des Trappistes harcelait le Ministère de demandes toujours nouvelles et les lui faisait parvenir par des voies souvent irrégulières. Le 22 janvier, un peu agacé par les multiples incidents créés par cette désinvolture, Soult prévint le Père Régis (1) que « toutes les demandes « qu'il aurait à lui adresser dans le but d'obtenir de nouveaux secours « devraient à l'avenir lui parvenir par l'intermédiaire du Gouverneur « général qui y joindrait son avis et celui du Directeur de l'Intérieur ». Toutefois, il autorisa, sur les sollicitations de Bugeaud, l'Intendance militaire à délivrer gratuitement 45 rations de vivres par jour jusqu'au 30 juin 1845. Pendant deux années, les Trappistes vécurent ainsi entièrement aux frais de l'Etat. En vérité, est-il possible de soutenir que cette tentative de colonisation religieuse a été faite d'une manière normale ? Les circonstances, dans lesquelles elle s'est poursuivie, n'enlèvent-elles pas aussi toute signification aux résultats obtenus ?

(1) Ce détail est contenu dans une *lettre du même Ministre à Bugeaud*, du 23 septembre 1845. Archives de la Colonisation Algérienne A. G. G. A.

IV

Grandeur et Misère de la Trappe

Encore si, après ces deux années, l'Administration avait livré cette entreprise agricole à ses propres moyens, on serait en droit de soutenir qu'en somme l'Etat avait fait pour ses colons religieux ce qu'il avait fait pour les autres colons civils, et qu'eux au moins avaient réussi. La comparaison, bien qu'elle ne soit pas absolument exacte, vu les secours de toutes sortes accordés complaisamment aux Trappistes et mesurés parcimonieusement aux particuliers, aurait cependant quelque apparence de vérité. Mais l'habitude prise d'être nourris aux frais de l'Etat, les facilités que les religieux trouvaient dans cette allocation de vivres pour continuer en toute quiétude la mise en valeur de leur domaine, et d'autre part les complaisances des autorités algériennes et surtout de Bugeaud servaient trop les intérêts de la Trappe pour qu'elle n'essayât pas d'en profiter le plus longtemps possible. Aussi, allons-nous assister en 1846 et en 1847 au spectacle assurément curieux d'une exploitation dont publiquement on vante le succès merveilleux et dont secrètement on dépeint la détresse profonde, et aussi à cet autre spectacle d'un Ministre qui, à plusieurs reprises, ordonne de supprimer tout secours et d'un Gouverneur qui trouve sans cesse de nouveaux prétextes pour les continuer ou les rétablir.

Quelques jours avant la date indiquée par le Ministre pour la suppression des allocations, le Supérieur des Trappistes demanda qu'elles leur fussent continuées jusqu'au 15 septembre de la même année ; il invoquait à l'appui de sa demande le non-achèvement de deux de leurs constructions : le four et le moulin ; il prenait d'ailleurs l'engagement d'en rembourser le prix. Bugeaud s'empresse de leur donner satisfaction et, le 15 juillet, le Ministre se trouvait devant un fait accompli ; il ne put que s'incliner, mais spécifia bien que son approbation avait pour cause la promesse de remboursement et que, au 15 septembre suivant, cette assistance prendrait fin. Or, avant cette échéance, Soult recevait de l'Intendant militaire de la Division d'Alger, M. Appert, une dépêche qui lui transmettait une nouvelle supplique du Père Régis à l'effet d'être exonéré du paiement des vivres four-

(1) *Soult à Lamoricière*, 23 septembre 1845. Archives Nationales. F. 80.

nis par le service des subsistances. Démarche à nouveau irrégulière, attendu que la lettre aurait dû passer par le Gouverneur et être communiquée au Directeur de la colonisation ; démarche assez inattendue puisque, trois mois auparavant, les religieux avaient promis de rembourser ; demande singulièrement inopportune au moment où les bureaux du Ministère venaient de recevoir un rapport très favorable sur la situation matérielle de la Trappe.

Le Ministre, de plus en plus énervé par l'insistance maladroite de ces quémandeurs perpétuels, écrivit à Lamoricière, Gouverneur général par intérim : « J'ai prévenu, le 22 janvier dernier, M. François Régis que toutes les demandes, qu'il aurait à adresser dans le but « d'obtenir de nouveaux secours, devraient à l'avenir me parvenir « par l'intermédiaire de M. le Gouverneur général qui y joindrait son « avis et celui de M. le Directeur de l'Intérieur... Quoi qu'il en soit, « je désire, Général, que vous fassiez examiner cette nouvelle deman- « de par M. le Directeur de l'Intérieur. A cet effet, vous lui prescrirez « de vous rendre compte si les Trappistes se trouvent réellement dans « une situation assez critique pour qu'il y ait nécessité de les exonérer « du remboursement dont il s'agit... » Il est vraisemblable que, si l'Intendant Appert commit l'incorrection de s'adresser au Ministre sans passer par le Gouverneur, c'est parce que Bugeaud n'était pas là et que l'on n'était point assuré de la complaisance de Lamoricière. Brusquement, la situation fut modifiée à Paris ; Soult quitta le Ministère de la Guerre et il eut pour successeur Moline de Saint-Yon. Ne pouvait-on pas profiter de cet événement ?

On ignore si la dépêche de Soult parvint à l'Intendance militaire d'Alger, mais on sait que, si elle y fut reçue, elle n'eut pas pour effet de faire suspendre la délivrance de nouvelles rations de vivres. Les religieux continuèrent à être nourris aux frais de l'Etat et la meilleure preuve que l'on puisse en donner est une seconde lettre de l'Intendant réclamant des instructions à ce sujet. Elle est datée du 24 janvier 1846 ; Moline, de Saint-Yon (1) est encore peu au courant de ces affaires administratives algériennes et il se contente de renouveler en général les ordres de son prédécesseur. Le silence se fait une seconde fois sur la Trappe. Et une autre année encore, ses religieux n'auront point souci de leurs subsistances. On arrive ainsi au mois de novembre 1846. A ce moment, le Ministre, familiarisé avec les intrigues algé-

(1) *Intendant militaire au Ministre de la Guerre*, 24 janvier 1846. Archives Nationales, F₁, 80.

riennes, dut demander des explications à Bugeaud sur l'état du monastère et sur ses ressources ; car il venait de donner l'ordre de publier un rapport fort élogieux d'un inspecteur de colonisation, M. Lozivy, et pourtant le Père Régis lui écrivait pour lui signaler la pénurie profonde dans laquelle les pères et lui étaient plongés par suite de mauvaises récoltes. La contradiction était si manifeste que de Saint-Yon, qui se doutait bien de quel côté se trouvait la vérité, ne voulut pas paraître dupe plus longtemps ; il prescrivit au Directeur de la colonisation une enquête sérieuse, approfondie, impartiale.

Le rapport de M. Lozivy(1) énumérait complaisamment les constructions édifiées à la Trappe : monastère très vaste, bâtiments de ferme avec une grande cour carrée entourée de murs, moulin auquel un aqueduc en arcades amenait les eaux, divers ateliers de forge, de charronnage, de menuiserie, hôtellerie sur le bord de la route, deux fours à chaux en pleine activité, une canalisation en tuyaux de plomb qui conduisait au monastère l'eau pure d'une source. Il ajoutait que tout cela était fait dans les meilleures conditions et que la valeur pouvait en être évaluée à 300.000 francs, mais il ne disait pas que les fondations étaient l'œuvre des condamnés militaires, les bâtisses celle de ces mêmes condamnés et des soldats du Génie, qu'en outre la plus grande partie des matériaux et des outils avait été fournie par les magasins de l'Etat. Passant aux travaux de culture et aux ensemcements, il observait que 150 hectares étaient défrichés, 50 convertis en prairies naturelles, 45 ensemencés en céréales, 4 plantés en jardin potager, 11 couverts de taillis, 10 transformés en jachères ; il avait compté 3.000 mûriers, 1.000 arbres fruitiers de diverses espèces et mesuré un hectare de vignes. Enfin, il détaillait ainsi le cheptel de l'établissement : 24 bœufs d'Afrique et d'Europe, 18 vaches et taureaux d'Afrique, 18 vaches et taureaux d'Europe, 200 moutons, 600 béliers brebis ou agneaux, 7 chevaux et juments, 2 poulains, 78 porcs, 150 volailles, poules, canards, oies, pigeons, soit 1.097 têtes d'animaux sur lesquelles 178 de gros bétail. Mais ce prudent inspecteur de colonisation ne se risquait nullement à rechercher l'origine de toute cette fortune. Qui avait travaillé au défrichement, nettoyé les prairies, labouré les terres ? Qui avait fourni les arbres fruitiers

(2) Voir ce rapport dans le *Moniteur Algérien*, 10 août 1846, ou dans le *Tableau de la Situation des Etablissements Français dans l'Algérie*, 1844-45. Ce dernier recueil paraissait souvent en retard. La note sur la Trappe est datée du mois de mars 1846.

et forestiers ? Qui avait donné à la communauté le bétail qu'elle possédait ? En terminant, M. Lozivy estimait à une centaine d'habitants la population de la Trappe : 60 religieux (pères, frères et novices), 20 ouvriers civils (domestiques et journaliers), 10 colons par jour en moyenne (population flottante), 10 visiteurs et pensionnaires. Voilà donc une exploitation considérable, riche par les produits de la ferme évalués à 25.000 francs au moins par an ; voilà un monastère qui comprend 60 religieux et qui a des ouvriers, reçoit des visiteurs et les héberge. Or, au moment où ces détails sont livrés au public et commentés favorablement par les journaux, le Supérieur de Staouéli vient mendier quelques rations de vivres. Il y avait là une chose assez déconcertante.

Aucun doute sur l'intention du gouvernement lorsqu'il donna l'ordre de publier ce document ; il se proposait à la fois d'honorer les Trappistes et d'éviter de nouveaux appels intéressés de leur part. De ces deux buts, le premier fut atteint aisément et la Trappe de Staouéli passa, depuis lors, pour un établissement modèle, et ses religieux furent tenus pour les meilleurs et les plus habiles des colons algériens. Tous les journaux gouvernementaux et ceux qui se fièrent aux publications officielles furent unanimes à vanter les mérites de ces moines agriculteurs et laboureurs. Mais l'autre but, loin de se rapprocher, s'éloigna ; le Ministre ne parvint pas à décourager le Père Régis dans ses réclamations ; en novembre, il était assailli de nouvelles suppliques (1). Il fallait en finir. Le comte Guyot, auquel sont renvoyées pour avis les demandes en exonération des remboursements, doit adresser au Ministère les plus amples détails sur cette affaire toujours pendante. Or, c'est l'Intendant seul qui les possède et il le prie de répondre aux questions suivantes : quelle a été la quantité de vivres délivrée aux Trappistes par les soins des autorités militaires ? Depuis quelle époque cette distribution a-t-elle eu lieu ? Enfin, quel est le mode de remboursement de ces dépenses ? L'Intendant militaire se prêta d'assez mauvaise grâce à ces investigations ; obligé de fournir les renseignements demandés, il le fit le 9 novembre en quelques mots très secs et qui manquaient d'aménité : « J'ai l'honneur (2) de

(1) *Le Père Régis au Ministre de la Guerre*. Novembre 1846. Dans cette lettre, le Père Régis insiste sur la nécessité où il est de demander la continuation des secours de l'administration, par suite de mauvaises récoltes. Archives Nationales. F. 80.

(2) *Intendant Militaire au comte Guyot*, 9 novembre 1846, Archives Nationales. F. 80.

« vous faire connaître que, depuis le mois d'août 1843, d'après les
« ordres successifs de M. le Ministre de la Guerre et de M. le Gouver-
« neur général, l'établissement des Trappistes perçoit des magasins
« de l'Etat des prestations en nature dont la valeur, qui s'élève à envi-
« ron 4.000 francs par trimestre, remboursable par ces religieux, est
« imputée à la Direction de l'Intérieur. L'Administration civile,
« chargée de poursuivre le recouvrement de ces avances, pourra com-
« pléter les renseignements que j'ai l'honneur de vous transmettre ». Non-seulement le ton de la lettre témoignait de beaucoup de mauvaise humeur, mais les dates indiquées n'apprenaient rien ; car, s'il était bien vrai que les Trappistes recevaient des rations depuis 1843, ils n'en devaient point le remboursement à partir de cette époque, attendu qu'on les en avait dégrevés à plusieurs reprises. Le seul résultat positif de l'enquête révéla que, durant toute l'année 1846, la fourniture de vivres avait continué par une sorte de convention tacite entre le Gouverneur et le Supérieur des Trappistes, et cela sans l'assentiment du Ministre. Dès qu'il fut certain du fait, Moline de Saint-Yon envoya à Bugeaud une longue lettre où il lui rappelait les décisions de son prédécesseur et ses propres instructions ; il insistait sur les engagements formels des Trappistes (1). En même temps, il invita le Directeur de l'Intérieur à prendre les mesures nécessaires pour que fût effectué ce remboursement et pour que toute prestation cessât d'être faite. Le Ministère paraissait bien résolu à ne plus tolérer de telles faveurs et il eût été dangereux pour le Gouverneur de passer outre à cet ordre. On fit donc semblant de se soumettre ; on supprima les rations de vivres.

Mais Bugeaud se promettait de dédommager ses chers Trappistes. Il prescrivit, dans les premiers jours de décembre, au Directeur de l'Intérieur de délivrer aux religieux 25 hectolitres d'orge et 25 hectolitres de blé, sous le prétexte que les récoltes avaient manqué dans la plaine de Staouéli. Moyen ingénieux de faire patienter les Trappistes et de montrer à Saint-Yon le dénuement de la communauté. Comme c'était là un secours passager, l'approbation ministérielle était certaine ; elle fut donnée le 29 décembre. Puis, quand il fut assuré que la mesure prise avait produit tout son effet moral à Paris, il rétablit les subsistances. Le 27 janvier 1847, il en informe Saint-Yon

(1) *Moline de Saint-Yon à Bugeaud*, 23 novembre 1846. Archives de la colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli. A.G.G.A.

dans une lettre, où il pousse au noir le tableau de la détresse matérielle des Trappistes.

Cet état est tel, disait-il (1), par suite des deux désastreuses années qui viennent de s'écouler, qu'ils n'ont pas même récolté le blé suffisant pour la semence de l'année courante, et qu'ainsi le moulin et le four construits par eux n'ont pu servir à moudre le grain et à cuire la farine nécessaire à leur subsistance... Je dois vous faire connaître qu'*après avoir ordonné pour me conformer à vos instructions* qu'il ne serait plus accordé de rations aux Trappistes, j'ai dû hier revenir sur ma détermination et prescrire à l'Intendant militaire de continuer *jusqu'au 1^{er} juillet prochain*... Je ne me dissimule pas que nous avons fait beaucoup déjà pour les Trappistes, que, sans nos subsides, sans les bras de l'armée, leur terre qui vaut aujourd'hui plusieurs centaines de mille francs serait encore en grande partie à défricher et que sans doute eux-mêmes, plus que décimés dans la première année, auraient dû abandonner leur entreprise.

Devant cette insistance, que voulez-vous que fasse le Ministre ? Il s'incline à nouveau, ratifie les libéralités du Gouverneur, et, pour la forme, maintient le principe du remboursement. Tant et si bien que jusqu'au départ de Bugeaud la Trappe de Staouéli abrita des religieux qui recevaient leurs subsistances journalières des magasins militaires.

*
* *

La colonisation religieuse des Trappistes avait si peu réussi par elle-même qu'elle resta confinée au monastère et à la ferme de Staouéli. Le rêve de M. de Corcelle ne devint point une réalité. Ce député avait vu les religieux essaimant hors de leur maison-mère, multipliant leurs établissements, franchissant l'Atlas, et, avant-garde de la colonisation, apportant aux indigènes les leçons de leur expérience agricole et les vertus de leur apostolat chrétien. N'était-ce pas prêter aux congrégations religieuses un rôle que naguère elles avaient joué durant plusieurs siècles mais qu'elles ne se trouvaient plus en mesure de remplir aujourd'hui ? Le prosélytisme n'a jamais réussi auprès des musulmans, encore moins dans l'Afrique du Nord que partout ailleurs, parce que l'islamisme y a pris, depuis le XIV^e et le XV^e siècles, une forme guerrière et fanatique. Les seuls ordres monastiques, qui avaient pu se maintenir dans l'Orient musulman, s'interdisaient la propagande religieuse et se vouaient aux travaux manuels ou à la vie contemplative. En France comme en Europe, on est mal placé pour juger des conditions d'existence, sinon de succès de ces congrégations ;

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 27 janvier 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Staouéli, A.G.G.A.

plus ou moins on subit l'influence des traditions historiques, on se rappelle ces grands ordres des Hospitaliers et des Templiers, militaires et féodaux autant que religieux. De cette force des traditions ne trouve-t-on pas un témoignage dans le projet dont s'occupa la presse parisienne en 1844 ? Un ordre religieux, annonçait la *Revue de Paris* (1), se propose de fonder en Algérie trois monastères « dans le genre de ceux qui existent au mont Athos, au mont Carmel et dans plusieurs autres parties de l'Orient ». Les religieux se livreraient à la culture, puis, pour résister aux incursions des Arabes, ils formeraient « une espèce de milice monastique qui, sans admettre dans son sein des soldats séculiers, relèverait de l'autorité militaire ». Chacun de ces trois monastères contiendrait environ 600 habitants propres au métier des armes aussi bien qu'aux travaux de l'agriculture. L'autorité civile et militaire aurait la surveillance la plus complète sur cette nouvelle colonie et le tiers de toutes les céréales serait remis aux commandants des différentes provinces pour être distribué aux familles pauvres de l'Algérie. Si ce projet avait été réalisé ainsi que celui de Bugeaud, on aurait eu, à côté des soldats-colons, des moines-soldats, ou mieux, une résurrection du Moyen-Age en plein XIX^e siècle, et dans une colonie située aux portes de la France.

Les Trappistes furent moins ambitieux et, à la fois, plus pratiques et plus modernes. Ils se bornèrent, quand leur monastère et la ferme eurent été établis par l'armée, à exploiter leur vaste et beau domaine. On les disait habiles agriculteurs et on comptait sur eux pour donner l'exemple des cultures soignées, appropriées au sol et au climat. Or, s'ils avaient l'expérience des cultures de France, ils ne possédaient pas celle des cultures africaines. Ils se trompèrent dans leurs premiers essais, tout comme les colons voisins, et cela était inévitable ; on ne saurait leur en faire un reproche. Leur concession comprenait des terres fertiles sans doute, mais légères et sablonneuses ; on y sema du blé ; dans ce sol qui s'échauffait rapidement, les chaleurs hâtives du printemps africain desséchaient et brûlaient les épis. Par deux fois, en 1845 et en 1846, ils ensemencèrent de vastes champs de céréales et leurs blés promirent en Avril les plus belles moissons ; par deux fois, le siroco souffla et le rendement fut presque nul. On n'improvise pas une technique agricole, on l'acquiert plus ou moins lentement et souvent après des essais difficiles et onéreux.

Le seul avantage réel que présentait la colonisation religieuse ne

(1) Voir *Revue de Paris*, année 1844.

pouvait être que cet esprit de solidarité et d'obéissance qui anime les religieux des ordres monastiques et est assez puissant pour les plier au travail quotidien et collectif. Déjà Soult le reconnaissait dans ses instructions en parlant des projets de l'abbé Landmann. Bugeaud, lui aussi, admit la force de la discipline monastique et ce fut la comparaison, établie dans son esprit entre la congrégation et l'armée, qui lui fit accueillir avec bienveillance les Trappistes. Après lui et à son exemple, des économistes, dans la pensée de servir les intérêts de la Trappe et la cause générale de l'Eglise, vantèrent les effets de cette règle monastique ; ils lui attribuèrent le succès de l'établissement de Staouéli. Hippolyte Peut écrivait à quelque temps de là dans ses *Annales de la Colonisation Algérienne* : « Nul point* de l'Afrique (1) « n'a mieux montré ce que peut un travail héroïque et persévérant. « Les religieux qui y sont établis ont eu à subir les accidents les plus « terribles ; les maladies épidémiques, les fièvres les ont décimés. Des « individus, des familles isolées auraient dès les premiers temps fui « de découragement et de désolation. Mais l'esprit d'association et « de solidarité a triomphé de ces obstacles ».

A la lumière des faits — et nous les avons racontés dans les plus petits détails pour permettre de mieux les juger — n'y a-t-il pas quelque exagération dans cette appréciation ? La solidarité qui a triomphé à Staouéli ne fut point celle qui liait les religieux entre eux et à leur ordre. Ce fut celle qui rapprochait secrètement le gouvernement d'alors et l'Eglise, puis l'armée et les congrégations. Celle-là fut agissante et toute puissante ; celle-ci presque sans force et sans effet. La Trappe aurait été désertée, avant même qu'elle fût complètement édifiée, si l'intervention du Gouverneur n'avait plusieurs fois affermi la foi chancelante de ces missionnaires dans le succès matériel de leur œuvre. Concluons donc avec Bugeaud que ni le monastère, ni la ferme de Staouéli ne furent réellement un modèle complet ou, pour employer son expression, « un type de colonisation » ; et lui qui accorda toutes les demandes en hommes et en argent, lui qui donna les ordres nécessaires pour la fourniture des matériaux, des semences, des rations de vivres, savait mieux que personne combien artificielle était cette création. Les conditions exceptionnelles de l'essai ne prouvaient qu'une chose, assez simple et peu discutable : l'armée avec ses officiers du Génie et ses soldats maçons, terrassiers, défricheurs et laboureurs, pouvaient construire un monastère et aménager une ferme.

(1) Hippolyte Peut : *Annales de la Colonisation Algérienne*. I, 343.

LIVRE IV

LA POLITIQUE INDIGÈNE ET LA COLONISATION ARABE

La colonisation arabe et la colonisation militaire.

I. — Les origines militaires de la colonisation arabe en 1838. — Le problème indigène en 1841 : séparation des Arabes et des Européens ; obstacle continu. — Le même problème en 1843 : retour des indigènes sur leurs terres et mélange avec les Européens.

II. — L'organisation des tribus. — La Direction des Affaires arabes. — Les Bureaux arabes. — Circulaires des 2 janvier, 17 septembre et 15 novembre 1844 sur la politique indigène.

III. — La colonisation arabe : le village de Guerrouaou, la tribu des Aribis, les Douairs et les Smélas.

IV. — Les Bureaux arabes et la colonisation. — Le colonel Daumas et le comte Guyot : arrêt de la colonisation civile. — La protection des Indigènes. — Persistance et aggravation du conflit entre les officiers des Bureaux arabes et les colons.

L'obligation où furent de bonne heure les Français d'adopter une politique indigène bien définie et les difficultés grandissantes que provoquèrent les relations nouées entre vainqueurs et vaincus furent l'objet des préoccupations constantes des généraux commandant en Afrique :

La conquête de l'Algérie, dit Bugeaud dans une de ses circulaires (1) relative à l'administration des Arabes, se distingue des conquêtes que l'on a faites quelquefois en Europe. Là, quand on gardait une province conquise, on n'avait pas la prétention d'introduire dans son sein un peuple nouveau, on ne voulait pas prendre une partie des terres pour les donner à des familles étrangères différant de mœurs et de religion. En Afrique, tous ces obstacles se présentent de vant nous et rendent la tâche infiniment difficile.

Prétendre, en effet, établir des colonies européennes à demeure en Algérie et au sein des tribus arabes, resserrer les Indigènes sur le sol dont ils avaient joui librement jusque là, les parquer sur les terres

(1) Circulaire du 17 septembre 1844. *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, page 297. — *De la Colonisation de l'Algérie*. Note de la page 7.

dont la loi française leur reconnaîtra, il est vrai, la pleine propriété, bouleverser ainsi leur genre de vie, était chose si hardie et si dange-reuse que celui-là même, qui pourtant avait imposé par les armes l'autorité française en Algérie, ne la crut possible qu'à la condition de donner aux colons français la force de la discipline militaire.

De ces nécessités d'une politique qui servît la colonisation fran-çaise et assurât l'obéissance des Indigènes, la légion était la résul-tante naturelle. Pour des vainqueurs résolus à rester maîtres de l'Al-gérie sans avoir à y entretenir une nombreuse armée, il fallait s'adap-ter au double rôle que par la force des choses ils étaient appelés à y jouer : celui de cultiver le sol africain et celui de dominer le peuple arabe.

Dans ces conditions, on comprend aisément que, si la colonisation militaire est la fille aînée de la pensée de Bugeaud, la colonisation arabe en est la fille cadette. L'une plie les vainqueurs aux exigences de leur situation nouvelle en Afrique ; la seconde doit transformer les vaincus, les rendre sédentaires, leur apprendre un mode de culture moins primitif, de façon qu'ils puissent vivre à côté des Européens. Toutes deux s'inspirent d'une pensée commune et tendent à un but identique : rendre possible une juxtaposition, même une cohabita-tion des deux éléments, et plus tard créer entre eux une solidarité économique et politique. Toutes deux ne sauraient employer que les mêmes moyens militaires ; car, sur les Français comme sur les Indigènes, les chefs de l'armée ont seuls assez de prestige et de puis-sance pour mener à bien cette œuvre nationale.

De bonne heure Bugeaud eut la vision assez nette de cette double évolution. Il en a esquissé l'histoire dans son mémoire sur l'*Etablis-sement des Français dans la province d'Oran*, et jamais il ne l'abandon-nera. Sans doute, après 1839, les événements de la Métidja, les hor-reurs du pillage, les cruautés sauvages commises par les Arabes, pu-rent ébranler pour un moment les convictions du député, trop éloigné du théâtre des événements pour pouvoir les apprécier exactement, ou celles du nouveau Gouverneur dont toutes les énergies de l'esprit et du corps furent d'abord tournées vers la guerre. Mais, quand il eut repris contact avec ces indigènes, quand il les vit se détacher de l'émir et implorer sa clémence, quand il les retrouva toujours les mê-mes, fanatiques sans doute, mais plus encore avides de richesses, il revint peu à peu à ses premières conceptions. Sur ce chemin de retour chaque étape est marquée par quelque événement important, chaque année le rapproche de l'idéal autrefois entrevu et désiré. Peut-être

même, vers la fin de son gouvernement, son esprit se laissera-t-il dominer par des préoccupations trop exclusivement indigènes et perdra-t-il de vue les intérêts de la colonisation française. Il fut séduit par les facilités de l'administration et de la colonisation indigène, entraîné aussi par les suggestions des officiers des Affaires Arabes. Son rêve militaire qu'il voulait réaliser avec des Français, il le réaliserait, lui ou ses successeurs, avec des Arabes, plus respectueux du pouvoir absolu que les colons. C'est cette évolution si curieuse de la pensée de Bugeaud que nous allons essayer de bien marquer en ne retenant que les faits privilégiés.

I

Le problème indigène dans les premières années

En 1838, Bugeaud semble se défendre de publier son mémoire, « ou plutôt les notes (1) » qui n'étaient point destinées à l'impression, et qu'il n'a eu le temps ni de compléter ni de coordonner. Ailleurs, il s'excuse encore du « nombre et de la minutie » des détails qui remplissent cet écrit, alléguant cependant que « tous concourent à prouver l'extrême importance et les extrêmes difficultés de la question ». Mais n'est-ce point dans tous ces détails, dans ces libres confidences que l'on saisit le mieux la pensée d'un homme ? Que d'idées neuves simplement esquissées qui se développeront plus tard, et deviendront les principes directeurs de la politique indigène du futur gouverneur !

Dans deux campagnes et de nombreuses batailles, le lieutenant-général Bugeaud avait déjà pu apprécier la valeur des contingents indigènes, Douairs et Smélas, que conduisait l'intrépide Mustapha. Le 29 juin 1836, il rend compte au Maréchal Clauzel, alors Gouverneur, de son expédition de ravitaillement sur Tlemcen :

Je ne veux pas terminer, Monsieur le Maréchal (2), sans vous dire un mot de nos alliés les Douairs. J'en suis extrêmement content : ce sont d'intrépides et d'habiles cavaliers. Ils sont évidemment supérieurs à notre cavalerie pour éclairer, tirailler et combattre dans les terrains difficiles. Mustapha, leur chef, est un homme respectable et de très bon conseil. Il y a d'autres chefs qui sont aussi fort recommandables par leur bravoure et leur intelligence. Il serait juste et politique,

(1) Voir l'introduction du *Mémoire sur notre établissement dans la province d'Oran*.

(2) *Bugeaud au Maréchal Clauzel*, 29 juin 1836. Lettre citée par d'Ideville, II, page 35.

Monsieur le Maréchal, de faire un bon traitement à ces hommes qui servent si bien notre cause. Je vous engage vivement à prendre ce parti et à demander au Général qui doit commander Oran un travail sur ce point fort important. Cela sera plus fructueux que les fortifications que quelquefois on multiplie d'une manière peu judicieuse.

Cette même année, au combat de la Sikkak, les Douairs et les Smélas se battirent avec courage, avec trop d'ardeur au dire du commandant en chef.

Je ne connais (1) d'autres défauts à cette intrépide cavalerie que de se lancer dans le combat avec un tel abandon qu'on ne peut presque plus disposer d'elle pour les événements subséquents. Mais, dès qu'elle reconnaît que sa présence est nécessaire sur un point où le combat devient sérieux, elle y accourt d'elle-même. C'est ce qu'elle a fait avec succès durant cette journée.

Elle intervint toujours, en effet, au moment propice, soit pour arrêter un mouvement offensif de l'ennemi, soit pour précipiter la défaite et la tourner en déroute.

C'est donc une œuvre de justice que de vouloir s'attacher cette milice indigène, en maintenant à chaque guerrier sous les armes une solde de 50 centimes par jour, en les fixant au sol,

En leur bâtissant un ou deux villages qui puissent leur donner le goût d'en bâtir d'autres.

Et il fait une sorte de devis des frais que cet établissement occasionnera au gouvernement, puis un plan du futur village arabe. Sans entrer dans l'exposé de ce projet dont nous avons rapporté ailleurs quelques dispositions, remarquons que Bugeaud, en ces quelques mois où il a été en contact avec les indigènes, a su pénétrer les sentiments les plus puissants qui les animent : il n'ignorait pas leur fanatisme et leur caractère belliqueux, mais il connaît mieux maintenant leur désir ardent de richesses et leur avidité. Et, dès ce moment, s'ébauche dans son esprit une politique fondée sur le développement des intérêts matériels de cette population. La construction des villages indigènes n'était que l'un des instruments de cette politique ; d'autres existent : il est bon de favoriser par tous les moyens l'agriculture et l'élevage, d'encourager les fellahs à planter des arbres que les pépinières de l'État leur distribueront gratuitement, de leur réserver la fourniture des foins, s'ils en ont en excédent, puis de les faire bénéficier des prix de transport rémunérateurs et de les enchaîner en somme par des avantages économiques. Telles sont les mesures les plus

(1) *Bugeaud au Maréchal Maison*, 8 juillet 1836. D'Ideville, II, p. 24 et 43.

propres à modifier la condition matérielle de ces Africains et par surcroît la nature des rapports qu'ils entretiendront avec les Français. Qu'ils deviennent plus riches par le commerce et l'agriculture et ils ne tarderont pas à prendre à notre contact nos goûts et nos besoins :

Le commerce (1), les rapports journaliers feront disparaître la haine et la répugnance que nous leur inspirons. Ils verront qu'après tout on peut vivre avec des Chrétiens et que nous portons avec nous l'aisance et le bien-être. Déjà ces idées se répandent, elles deviendront générales ; et, quand la guerre éclatera, elles militeront en notre faveur ; on se soumettra avec bien moins de difficulté.

En face de cette politique qui s'appuie sur l'intérêt bien entendu des Indigènes et des Européens, Bugeaud place celle que l'on préconisait dans quelques milieux et dans les clubs, celle-là utopique et stérile. Peut-on ne point s'élever contre les tirades de ces orateurs et de ces écrivains,

Recommandant (2), comme moyen de conquête et de soumission, d'appliquer des lois justes, d'avoir une bonne justice distributive, de faire sentir aux Arabes la douceur de nos mœurs, les avantages de notre civilisation ?

N'est-ce pas là fantaisie de théoriciens ? Les Indigènes ne goûtent point les charmes de la vie que vous leur proposez, ils fuient à votre approche et répondent aux phrases sentimentales par des coups de fusil. Par vos théories philanthropiques de tribun et de journal, vous arrêtez la conquête militaire et votre colonisation ne fait aucun progrès. Que l'on en finisse avec de pareilles illusions ! Une guerre est inévitable ; qu'on la fasse, qu'elle soit rapide et qu'elle s'étende à toute la Régence.

Quand les populations seront soumises, alors, mais seulement à ce moment, il ne sera point aussi malaisé qu'on le suppose de les retenir dans l'obéissance, car le fanatisme musulman et la turbulence indigène cèderont le pas à des préoccupations d'ordre plus matériel. Le seul moyen de dominer et de dompter les Africains, c'est la force ; le seul moyen de les retenir dans la sujétion et de les rapprocher de nous, c'est l'intérêt.

Cette politique différerait ainsi complètement et par ses origines et par son but d'une autre qu'auraient désirée les colons d'Alger et de Bône. Ceux-là, les propriétaires *en gants jaunes et en chapeau de soie* (3), rêvaient d'une collaboration immédiate des deux peuples

(1) *Mémoire* de 1838, page 8.

(2) *Ibidem*, page 23.

(3) Pellissier de Reynaud, *Annales Algériennes*, L. XXVIII, p. 342

dans l'exploitation des terres africaines. Ils avaient acheté de grands domaines, élevé de vastes fermes, puis s'étaient entourés de domestiques ou khammès qu'ils payaient bien et dont ils respectèrent les mœurs et la religion. Quelques-uns avaient même adopté le costume arabe. De là, l'apparente sympathie que leur témoignèrent les Arabes et l'influence locale qu'ils parurent exercer. Il y avait d'ailleurs parmi eux de véritables apôtres et des hommes de grande initiative. Ces tentatives heureuses permirent à des théoriciens, empressés de généraliser un fait particulier, même exceptionnel, d'affirmer que le rapprochement entre les deux peuples était possible et que, grâce au concours des bras des indigènes, la colonisation était certaine. On fit grand bruit autour de ces essais dans la presse de l'époque ; on a même essayé de nos jours dans un but doctrinal d'exagérer l'œuvre de ces grands propriétaires et les succès qu'ils remportèrent en Afrique. Cette aristocratie de la colonisation ne compta pourtant que quelques individualités dont les noms sont connus : MM. de Vialar, à Kouba ; de Tonnac, à Tixeraïn ; de Franclicu, à Belbarabet ; Tobler, à El-Biar ; Ventre, à Hussein-Dey, voilà pour le Sahel. Dans la Métidja, s'étaient établis, soit parce qu'ils avaient eu l'habileté de se faire concéder des terrains par l'Etat, soit qu'ils les avaient achetés, MM. de Lapeyrière, à Boukandoura ; de Saint-Guilhem, à l'Arba ; de Montaignu, chez les Beni Moussa ; le prince de Mir, à la Rassauta ; Mercier, à la Reghaia...

Loin de nous la pensée de vouloir contester le désintéressement chevaleresque de quelques-uns, l'apostolat de plusieurs autres, la belle audace de tous. Mais quels résultats attendre de ces efforts éparpillés ? Si quelques propriétaires parvinrent à s'attacher pour un moment des fellahs indigènes, ils ne le durent le plus souvent qu'à leurs qualités personnelles ou mieux encore aux salaires tentateurs que, généreusement, ils distribuaient. A ce jeu, beaucoup se ruinèrent (1). D'autres furent contraints d'arrêter leurs travaux en 1837 ou 1838. D'autres, enfin, en arrivèrent à exploiter la terre à la manière des Arabes ou en confiant la culture à des khammès. C'est bien à cela, en effet, à la culture par les fellahs indigènes mais au profit des Européens, que cette forme de colonisation devait aboutir. En Algérie, se serait créée une sorte de féodalité foncière qui aurait accaparé tous les meilleurs terrains et en aurait laissé l'exploitation à des autochtones asservis. De cette sujétion économique, la plus brutale et

(1) Pellissier de Reynaud, *Annales Algériennes*, p. 341.

la plus rigoureuse de toutes, le Gouverneur ne veut pas. Quand, plus tard, il se refusa à laisser l'Etat se dépouiller des terres domaniales au seul profit des grands concessionnaires, le meilleur argument qu'il employa fut la menace de voir, réduites à la situation de métayers, de fermiers ou de simples salariés, les familles européennes que ces capitalistes s'engageaient à y fixer. N'en aurait-il pas été forcément de même pour les indigènes plus imprévoyants et plus misérables ? La politique de Bugeaud consiste à améliorer la condition matérielle des indigènes par des mesures qui leur sont directement profitables, non par une sorte d'esclavage économique.

On n'a pas assez remarqué que cette colonisation individuelle et libre avait été condamnée par les événements, même avant les désastres de 1839. L'intendant Bresson dans ses rapports constate à plusieurs reprises son échec ; il remarque qu'à l'engouement des premières années a succédé chez ces colons, dès 1837, le sentiment plus précis des réalités africaines et, avec lui, le découragement. La confiance une fois ébranlée, tout devint un sujet de crainte. Les grands propriétaires avaient trop préjugé de leurs forces et de leurs capacités. On s'était avancé fort loin dans la plaine ; force fut de reculer : « Ils « sont, dit M. Bresson (1), dans la position d'une avant-garde qui a « devancé de trop loin le corps de bataille et l'attend avec inquiétude ». Ce qui augmenta cette inquiétude, ce fut qu'à un moment donné et comme sur un mot d'ordre leurs khammès les abandonnèrent ; qui plus est, les tribus du voisinage quittèrent la Métidja. Ainsi, à l'heure même où l'on affirmait que les Arabes ne demandaient qu'à profiter des avantages individuels de la paix et du commerce avec les Européens, que la collaboration des deux races était possible, — semblables attestations remplissaient les journaux de la métropole, — ces mêmes Arabes de la plaine et du Sahel désertaient peu à peu les fermes européennes et les terres voisines de ces fermes ; d'autres même fuyaient Alger, Blida, Koléa ; trois cents indigènes s'éloignèrent du Sahel. En janvier 1838, 112 demandèrent aux autorités françaises des passeports pour aller se fixer à Miliana où les appelait l'émir. Dans la plaine, les tribus ne semèrent plus ; les bergers avec leurs

(1) Les rapports de cet Intendant existent dans les Archives de la Colonisation Algérienne au Gouvernement général. Ils sont fort peu connus et pourtant des plus suggestifs. Leur publication rectifierait bien des idées sur la situation de l'Algérie en 1837 et 1838, et mettrait peut-être un terme au débat qui s'est engagé à propos des premiers colons algériens sur les avantages et les inconvénients de la colonisation libre et ceux de la colonisation officielle.

troupeaux gagnèrent les montagnes voisines. Il ne resta plus dans les environs d'Alger et de Blida, en dehors des colons européens attristés et déçus par cet exode, que quelques *meskines*, les plus pauvres, auxquels l'administration française dut consentir des avances en grains pour leur permettre d'ensemencer quelques arpents de terre. Le personnel des fermes dont on vantait la fidélité et l'attachement avait prouvé par là son ingratitude envers ses maîtres. Piètre résultat d'un système qui devait assurer la colonisation de toute la Régence ! Faillite d'idées qui surprit et désempara tout le monde ! Car à ces idées s'étaient ralliés les divers ministères, les Chambres, la Commission d'Afrique. Bientôt le drame s'accomplit ; le fer et le feu anéantirent les fermes européennes et la tourmente emporta comme feuilles mortes les dernières illusions des partisans de cette colonisation libre et capitaliste.

*
* * *

Aussi, quand s'ouvrit entre Soult et Bugeaud la discussion au sujet des meilleurs procédés de colonisation, le débat porta seulement, en ce qui concernait les Arabes, sur la possibilité de les maintenir à côté et au milieu des futurs colons. L'établissement d'une population européenne, se demande Soult dans ses instructions, comporte-t-il le mélange avec les indigènes ? N'est-ce pas un danger constant pour sa sécurité que de laisser s'installer à côté d'elle non pas même une agglomération de tentes, un douar, mais quelques gourbis ? D'autant que certaines habitudes des arabes paraissent devoir s'opposer à cette cohabitation ou à ce voisinage, telles que le parcours des troupeaux et « l'incendie des herbes et des jeunes bois » à certaines époques de l'année pour la reconstitution des pâturages. D'ailleurs, ajoute le Ministre, la question ne se pose plus pour le moment aux alentours d'Alger, puisque la plaine est à peu près déserte et que l'obstacle continu a fait la part des Européens : « Sans examiner l'hypothèse d'un « refoulement lent et méthodique des Arabes (1), à mesure que s'étendra l'espace occupé par les colons, en proscrivant tout effort violent qui serait tenté pour agrandir cet espace, quand les nécessités « de la politique ou de la guerre ne nous y forceraient pas, il semble « que les Arabes ne doivent de longtemps être mêlés à nos travaux « de cultures que comme ouvriers mercenaires, non pas comme voi-

(1) *Soult à Bugeaud*, 13 août 1841. Instructions ministérielles. Archives Nationales. F. 80.

« sins, ni surtout comme imitateurs ». Le Ministre veut bien espérer que plus tard, beaucoup plus tard, l'Arabe comprendra que son mode de culture est primitif et misérable ; d'ici là, on peut attendre.

Bugeaud, dans sa réponse, admet — et c'est là une concession qu'il est forcé de faire à l'opinion générale qui avait prévalu en France depuis les désastreux événements de la Métidja, — que les Arabes ne doivent pas être mêlés aux Européens :

Les mœurs des Arabes (1), leur religion et surtout leurs habitudes, plus difficiles à changer que leur foi, ne permettent pas de les mêler avec nous dans l'exploitation rurale qui est la colonisation elle-même. C'est à grand peine que nous pouvons cohabiter dans les villes, où il y a mille fois moins de motifs de dissidence. Ils ne peuvent être employés sur les surfaces occupées par nous que comme ouvriers salariés et passagers.

Mais il profite de l'occasion qui lui est offerte pour s'élever contre la conception des grands propriétaires de la Métidja : eux n'avaient voulu coloniser qu'en exploitant les Arabes. Or, cela est un danger permanent pour la domination française en ce pays, et, au surplus, la chose serait fort onéreuse, car elle entraînerait le maintien en Algérie d'une armée toujours forte :

Et pendant combien de siècles (2) durerait ce danger ? Jusqu'à ce que ce peuple dont la religion et les mœurs contrastent en tous points avec les nôtres se fût identifié avec nous. Il serait donc souverainement impolitique de ne coloniser qu'avec les Arabes. Nous devons former à côté d'eux un peuple nouveau encore mieux constitué pour la résistance qu'ils ne le sont eux-mêmes, et c'est beaucoup dire. Nous ne devons pas non plus nous mêler avec eux ; car, en cas de guerre ou de révolte, leur présence parmi nous ne ferait que nous affaiblir.

Le Gouverneur général ne fait cependant pas complètement litière de ses préférences d'autrefois. Bien qu'il reconnaisse l'opportunité de tenir les indigènes séparés des européens, il ne renonce pas davantage à son projet de modifier leurs coutumes sociales et leurs habitudes guerrières par le développement et la consolidation de leurs intérêts matériels ; il s'attache au contraire de plus en plus à son idée : ce qu'il se propose toujours, c'est de les rendre plus riches et plus nécessaires à la fois afin qu'ils soient moins guerriers,

Ce qui, dit-il, paraît un paradoxe et n'est qu'une profonde vérité. Créons donc, ajoute-t-il (3), dès que nous le pourrons, des villages pour les Arabes, mais non sur un plan défensif comme le seront les nôtres. Encourageons-les par quelques

(1) *Bugeaud à Soult*, 29 novembre 1841, A. G. G. A.

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*

immunités à bâtir eux-mêmes ; prêtons-leur, pour le faire, des ouvriers d'art et mettons à leur portée les matériaux qui leur manquent, comme les grands bois et le fer. Tâchons aussi de leur donner le goût de la culture des arbres, de la prairie artificielle et des jardins, parce que rien ne rend sédentaire et n'attache à la localité comme cela. C'est aussi le moyen d'augmenter les produits de l'impôt ; car, tant que l'agriculture sera bornée à la production des céréales, avec repos de trois ou quatre ans, et à des troupeaux vagabonds, il n'y aura pas de commerce et partant les revenus du fise seront minimes.

Voilà comment, en 1841, il entend encore la colonisation arabe ; elle a surtout un but politique et fiscal, elle fixe les populations et les rend plus aptes à accepter notre autorité ; elle augmente aussi les ressources que l'Etat peut leur demander. Toutefois, cette colonisation, il ne la croit guère possible pour le moment ; il ajoute :

Tous les efforts de la France (1) doivent être dirigés vers la conquête et la domination ; quand l'œuvre militaire sera achevée ou en bonne voie d'exécution alors commencera l'œuvre de colonisation.

*
* * *

De l'utilité, sinon de la nécessité de séparer pour le moment les colons et les indigènes, Bugeaud, comme le Ministre, comme presque tous ses contemporains, est donc persuadé en 1841. Aussi se rallie-t-il, sans enthousiasme d'ailleurs, au projet d'obstacle continu qui fut élaboré en dehors de lui et avant son arrivée à Alger. A sa réalisation, il se prêta tout d'abord d'assez bonne grâce. Cet obstacle traduisait sous une forme concrète cette double idée : nécessité de la colonisation européenne, impossibilité d'un mélange avec les Arabes. L'espace enfermé par l'obstacle sera le domaine réservé aux entreprises des Européens ; là, elles pourront se développer en toute sécurité. Au-delà, commencera le territoire indigène, où plus tard la France aura peut-être intérêt à fonder des villages arabes.

La division n'était pas nouvelle ; chaque fois en effet que, depuis 1830, quelque échec retentissant avait compromis la solidité de notre installation dans la Régence, des officiers avaient imaginé divers systèmes défensifs qui tous consistaient à entourer d'une enceinte fortifiée une plus ou moins grande étendue de terrains dans les environs d'Alger. Selon le général Clauzel, on y songea dès 1830 ; le projet fut repris en 1836 avant son second gouvernement, repris une fois encore après l'échec de la première expédition de Constantine. A ce moment,

(1) *Même lettre de Bugeaud à Soult, 29 novembre 1841.*

le capitaine Grand (1) proposa de couvrir par des lignes continues de défense la région comprise entre la côte d'une part, le Mazafran et le ruisseau de Boufarik ; l'espace ainsi protégé fut jugé trop vaste par le général comte Damrémont. Ce Gouverneur substitua à la ligne du Mazafran celle de l'oued Agar, puis une suite de ravins et de petits cours d'eau dont on escarpa les berges et brisa les gués ; la barrière n'était certes pas un obstacle infranchissable, mais elle devait gêner les Hadjoutes dans leurs courses pillardes.

Celui dont le nom est resté lié à cette conception fut le général Rogniat (2). En 1837, avant les événements qui devaient, deux ans plus tard, forcer l'adhésion du gouvernement, il prononça devant la Chambre des Pairs un long discours, dans lequel il insista sur l'insuffisance des moyens défensifs de la colonie. Les Arabes sont des nomades voleurs, avides de richesses, coutumiers des razzias, des larcins et de prédateurs de toutes sortes. Pour se mettre à l'abri des coups de main de ces intrépides cavaliers, pourquoi ne pas employer les moyens habituels aux peuples agriculteurs et civilisés contre les hordes de nomades et de sauvages : une muraille et un fossé ? « Les idées neuves sont en général froidement accueillies, dit cet officier supérieur (3) ; il est si commode de ne pas les examiner ! Celle-ci eut le sort des idées neuves, quoique aussi ancienne que la muraille de « Chine ». Pourtant le gouvernement envoya en Algérie l'Inspecteur général des Fortifications, Daullé, et le chargea d'étudier les mesures les plus propres à prévenir les incursions des Arabes autour d'Alger. Après examen des lieux, le projet du général Rogniat fut légèrement remanié. Il ne fut arrêté qu'en 1840. L'obstacle que ce général proposait, d'accord avec l'inspecteur Daullé, consistait (4) en un mur de 3 m. 50 de haut sur 0,60 centimètres d'épaisseur, en mortier de terre ou en pisé. Simple mur de pare, affirmait-il ; rien de plus. Mais un mur de 25 lieues de longueur, flanqué de deux cents tours ! Il partira d'un point à choisir sur la côte, à l'ouest de l'embouchure du Mazafran, se dirigera perpendiculairement au littoral vers son confluent avec la Chiffa, puis vers Blida ; de là, il suivra le pied des contreforts de l'Atlas jusqu'au camp de Kara-Mustapha près de l'embouchure

(1) Pellissier de Reynaud : *Annales Algériennes*. Livre XX Tome II, p. 146.

(2) Voir Rogniat : *De la colonisation en Algérie et des fortifications propres à garantir les colons des invasions des tribus africaines*.

(3) *Ibidem*, page 23.

(4) *Ibidem*, page 23 et suivantes.

de l'oued Kaddara dont il longera la rive gauche jusqu'à la mer. La superficie des terres, enfermées par cette ligne et par suite protégées, est évaluée à 160.000 hectares. Afin de rendre la défense plus efficace, on se propose de construire dans l'intérieur de ce que l'on appelle le *parc de la colonisation* six camps retranchés gardés chacun par quatre cents fantassins et cent cavaliers. Tout était prévu : la forme des tours, leur garde, la relève des hommes. La dépense ? Un million ou si l'on veut compter plus largement, 1.500 mille francs. Les résultats ? La sécurité assurée dans tout l'espace ainsi circonscrit, une population de cultivateurs prenant possession du sol, le cultivant et lui faisant produire de quoi se nourrir, eux, leurs familles et leurs domestiques, et de quoi subvenir aux besoins de l'armée d'occupation. Dans l'ardeur de ses convictions, le général Rogniat conclut, comme bien d'autres l'avaient fait avant lui, comme d'autres le feront après, que les deux problèmes de la conservation d'Alger et de la colonisation de son territoire sont résolus.

En d'autres temps, peut-être, le projet eût rencontré d'ardents contradicteurs, mais, en 1840, les inquiétudes étaient grandes, les assassinats se multipliaient près de nos postes, les expéditions du Maréchal Valée sur Médéa, Miliana et Cherehell n'avaient ni soumis, ni même effrayé les Arabes. Le gouvernement, ne sachant plus quel parti prendre, adopte comme pis-aller et en principe cet obstacle continu ; mais, après la mort de Rogniat, il charge le général de Berthois de modifier une fois encore le tracé pour diminuer la dépense. Celui-ci y employa les premiers mois de cette année 1840, puis fut nommé commandant du Génie à Alger et désigné à ce titre pour diriger les travaux. Son projet fut adopté en juillet 1841 par le Conseil d'administration et à l'unanimité ; le lendemain, on se mettait à l'œuvre. Les plans du général de Berthois ne prévoyaient plus qu'un fossé continu sans mur d'arrêt, des blockhaus en planches au lieu de redoutes en maçonnerie, puis, toujours dans des vues d'économie, ils laissaient en dehors de l'enceinte 48 kilomètres carrés environ des meilleures terres de la plaine : c'étaient les propriétés du Maréchal Clauzel avec lequel, prétendait-on, on ne voulait rien avoir à démêler.

Le jour où le Conseil d'administration donnait son adhésion aux plans de M. de Berthois, le *Moniteur Officiel Algérien*, interprète généralement fidèle de la pensée du Gouverneur, publiait ces quelques mots : « L'obstacle n'est sérieux que contre les maraudeurs (1) et

(1) *Moniteur Algérien*, 16 août 1841.

« les petits partis de cavaliers ennemis ; il donne la sécurité agricole
« journalière, et c'est déjà un immense service ; mais il ne peut pré-
« server des événements de la guerre sérieuse... Il serait donc impru-
« dent de faire de la colonisation par fermes isolées ».

Partie des terrassements fut exécutée par des ouvriers civils que l'on attira au moyen d'alléchantes promesses, ce qui détermina un fort courant d'immigration ouvrière ; partie aussi par l'armée sur laquelle comptait le général de Berthois, mais que Bugeaud eût voulu n'employer qu'à faire la guerre. A la fin du mois de novembre pourtant, comme les travaux ne marchaient pas assez rapidement au gré des autorités militaires, cinq bataillons furent enfin dirigés vers Blida, trois autres vers Koléa ; toute la ligne fut occupée entre ces deux villes. Le fossé devait être achevé en deux mois, si la saison se maintenait favorable. On commença aussi la partie orientale de l'obstacle en avant de Maison-Carrée, mais, comme on ne comptait point la terminer cette année-là, les travaux furent moins énergiquement poussés de ce côté.

Dans les premiers jours de décembre (1) eut lieu la visite générale et officielle des chantiers ; le Gouverneur général se fit accompagner du comte Guyot, des généraux de Berthois, Lyautey et Changarnier. On mit trois jours à parcourir toute la ligne, à s'assurer du bien-être et de l'état sanitaire des troupes, et surtout à étudier les moyens de garder le fossé. Car, l'essentiel n'était pas tant de construire l'obstacle que de le défendre ; il importait de lui faire jouer le rôle auquel on le destinait, celui de protéger le fameux parc de la colonisation. Or, la perspective d'assurer cette garde causait de vives appréhensions à Bugeaud :

160 garnisons de cinq hommes par blockhaus, en tout 800 hommes (2), sur une ligne de douze lieues à l'Est et de sept à l'Ouest, à travers une plaine marécageuse et fiévreuse au plus haut degré ; des réserves à établir dans des lieux malsains et qu'on ne pouvait éviter ; visiter ces postes tous les jours, leur porter de l'eau, du bois, des vivres, enlever les hommes malades, leur substituer des hommes bien portants qu'on enlèvera à leur tour dans quelques jours, tout cela, et bien d'autres choses encore que je supprime, forme un tableau bien fait pour effrayer.

Il calcule qu'en été quatre régiments ne suffiront pas, qu'il faudra de la cavalerie pour effectuer des patrouilles, du train des équipages

(1) *Moniteur Algérien*, 7 décembre 1841.

(2) *Bugeaud à Soult*, 7 décembre 1841. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Fouka. A.G.G.A.

pour ravitailler les hommes des blockhaus et enlever les malades. De ces malades, on peut même supputer le nombre :

Ceux-ci (1), calculés d'après ce qui a eu lieu chaque année à Boufarik, ne seraient pas moins de 50 par jour pendant les mois de juin, juillet, août, septembre et même octobre. J'entends en y comprenant les réserves qui seraient dans les lieux fiévreux, ce qui, je le répète, ne pourra pas être évité.

La chose pouvait être d'autant moins évitée que, par une conséquence fort inattendue, ces grands remuements de terres allaient transformer en localités insalubres des régions considérées auparavant comme saines. On avait fort mal tracé le fossé — ce que n'avoue pas Bugeaud, ce que dira plus tard le général Fabvier (2) dans sa déposition devant la Commission d'Afrique ; — aucune pente ne fut prévue pour l'écoulement des eaux : elles s'y accumulèrent, y séjournèrent et transformèrent ainsi certaines parties en autant de foyers de paludisme.

Ainsi, concluait le Gouverneur (3), pendant ces cinq mois, l'obstacle donnerait 7 à 8.000 malades. Je n'exagère rien, je suis plutôt au-dessous de la vérité. Ma conviction est qu'il y en aurait davantage. Dès lors, plus de guerre possible au dehors ; il faut enlever les garnisons de Médéa et de Miliana et se replier derrière l'enceinte pestilentielle... L'armée aurait creusé elle-même son tombeau, si la partie de la plaine était gardée par des blockhaus.

Le tableau est volontairement poussé au noir. Bugeaud est mécontent. Il comptait que, pour travailler à l'obstacle, le Ministre lui aurait envoyé quatre ou cinq régiments de troupes métropolitaines, et, le fossé une fois creusé, il espérait bien les conserver en Afrique et augmenter ainsi les effectifs dont il disposait ; Soult refusa. Au moment où il ne fut plus permis au Gouverneur d'escompter ce profit indirect d'une entreprise qu'il n'avait jamais complètement approuvée, il ne cessa de la critiquer et il réussit à la faire abandonner. A ses yeux en effet, l'obstacle ne représentait plus que le passé, un passé d'humiliation et de crainte ; l'avenir était réservé au projet plus audacieux de la conquête tout entière de l'Algérie. Peu à peu, les idées changent et les premières victoires orientent les esprits vers d'autres aspirations. On en vient à douter du bon sens des promoteurs de l'enceinte continue. Se pouvait-il qu'on eût songé un jour à cette muraille de Chine derrière laquelle se seraient morfondus nos soldats ? Des

(1) *Même lettre de Bugeaud à Soult*, 7 décembre 1841.

(2) *Documents relatifs à la Commission d'Afrique*. Archives Nationales, F. 80.

(3) *Lettre de Bugeaud à Soult*, 7 décembre 1841.

généraux, des techniciens, imaginer des moyens aussi mesquins, une barrière aussi fragile, la supposition était à peine concevable. Les contempteurs de l'œuvre furent bientôt aussi nombreux qu'avaient été autrefois, ses partisans.

Ainsi, après avoir pendant un certain temps cru en la vertu magique de cette enceinte — tant et si bien que pour beaucoup de gens la question d'Afrique aurait été résolue par le simple creusement de ce fossé, et de plus la sécurité assise, la colonisation défendue, l'armée libérée, — on revint bien vite à une appréciation plus exacte des exigences d'une protection réelle et des besoins d'une colonisation vigoureuse. On oublia l'obstacle. Il ne fut plus en conséquence continué à l'Est et, quant à la partie occidentale qui avait été à peu près terminée, on ne la garda même pas par des blockhaus ; ces pauvres maisons de bois, transportées à grands frais sur toute la ligne, restèrent donc vides de défenseurs sur l'ordre de Bugeaud ; plus tard, les colons les démoliront et en utiliseront les planches. Enfin, à quelques mois de là, en 1842, les Européens estimèrent ce fossé et son parapet de terre plus gênants qu'utiles, et l'armée elle-même, l'armée dont maints bataillons avaient participé à son établissement, reçut l'ordre de le combler par endroits à seule fin de permettre aux troupes et aux convois de le traverser.

*
* *

Empêcha-t-il au moins le retour des Arabes ? Je n'entends pas désigner par là les pillards indigènes, les fameux Hadjoutes, auxquels il eût été si facile de franchir ce fossé, s'ils n'avaient été désormais arrêtés par la répression vigoureuse de tous les actes de banditisme, par la mobilité de nos colonnes et par des patrouilles de police, enfin par les grands coups que frappait le Général sur les tribus les plus proches comme sur les plus éloignées. Je veux parler de l'infiltration pacifique des éléments arabes dans l'intérieur de l'enceinte, de leur réinstallation sur les terres qu'ils avaient momentanément abandonnées, et dont ils venaient réclamer la possession. La colonisation européenne restera-t-elle maîtresse de tout le territoire qu'on lui avait dévolu, ou bien sera-t-elle obligée de le partager avec les Arabes soumis et résignés ? Le mélange des colons et des indigènes n'est-il plus considéré comme un inconvénient ? L'administration prendra-t-elle des mesures pour arrêter ce mouvement — et elle le peut légalement puisque les terres que revendiquent les indigènes ont été confisquées ou séquestrées après 1839 — ou bien laissera-t-elle revenir progressi-

vement les petites tribus qui habitaient autrefois le Sahel et la Méridja et que la guerre a réduites à quelques familles ?

Ce retour des arabes eut lieu vers la fin de l'année 1842. La tribu des Beni Khelil revint la première, puis ce fut le tour des Beni Moussa et des Khachena. Elles réoccupèrent leurs terres de culture, « tout « en respectant, dit Bugeaud, celles des Européens ; si elles s'établissent dans quelques-unes, ce fut de gré à gré pour les cultiver comme « fermiers ». Il n'est pas exact d'avancer qu'elles ne se livrèrent à aucun empiètement ; l'histoire de Beni Méréd prouve le contraire. D'ailleurs, pourquoi leur donner cette liberté ? N'était-ce pas ouvrir une ère de conflits incessants entre les anciens possesseurs et les nouveaux ? Bugeaud comprit la gravité de cette mesure et il dit lui-même que son premier mouvement fut d'empêcher la rentrée de ces populations dans la Méridja, et de réserver la plaine aux colons européens, ainsi que cela avait été implicitement entendu.

A la réflexion pourtant, il change d'avis et il s'en explique longuement dans une lettre du 25 janvier 1843, une des plus importantes qu'il ait écrites :

Ces populations ont envoyé vers moi (1) tous leurs chefs pour me représenter qu'elles n'avaient pas quitté leur territoire au renouvellement de la guerre par hostilité contre nous ; qu'elles avaient imploré notre protection pour leurs propriétés ou un asile momentané sur le Sahel, mais que, leurs prières ayant été vaines et Abdelkader les ayant envahies brusquement avec une nombreuse cavalerie, elles n'avaient pu résister et avaient été emmenées de force sur plusieurs points en dehors de notre action. Elles ont ajouté que, la paix étant heureusement arrivée, elles croyaient les Français trop justes et trop humains pour ne pas les laisser libres sur le territoire que leurs pères leur avaient légué.

Le Gouverneur fut touché par ces raisons auxquelles il n'avait rien, selon lui, « à opposer que la force et le droit de la guerre ». Il se laissa d'autant mieux apitoyer par cette supplique qu'elle venait au moment où le bloc des résistances arabes commençait à se désagréger, où il était par conséquent de bonne politique de profiter de ces premières défections et d'en provoquer de nouvelles par quelques mesures bienveillantes :

Si j'avais débuté (2) par une grande spoliation, avant que la totalité du pays ne fût soumise, j'aurais infailliblement arrêté les bonnes dispositions que d'autres tribus pouvaient avoir à passer sous notre domination.

(1) *Bugeaud à Soult*, 25 janvier 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Bugeaud. A.G.G.A.

(2) *Même lettre.*

A ces considérations politiques s'en ajoutèrent d'autres, tirées de l'utilité de la main-d'œuvre indigène pour la culture européenne, et, celles-là, ce furent des européens, grands propriétaires dans la Métidja, qui les firent valoir :

Ils me demandèrent comme une grande faveur (1) de laisser les Arabes s'y rétablir afin d'avoir des bras pour mettre en rapport des fermes qui ne leur produisaient rien depuis 1839, et sur lesquelles, ayant été ruinés à cette époque, ils se trouvaient dans l'impossibilité financière de faire les avances d'une culture directe, au lieu qu'en les donnant à cultiver aux Arabes pour une portion des fruits, ils n'avaient pas d'argent à déboursier, ni de bâtiments d'exploitation à créer.

Bugeaud hésitait pourtant à accorder l'autorisation qu'on sollicitait : il se rendait compte que son consentement allait provoquer en France de véhémentes protestations et que ce premier acte serait interprété comme le signe d'une orientation nouvelle de notre politique indigène. Il chercha donc à se couvrir de l'avis du Conseil d'administration :

Ils furent tous d'avis que la politique (2), l'humanité et la justice voulaient également qu'on laissât les Arabes se réinstaller dans la plaine ; que, si on les renvoyait, ce seraient des ennemis qui en susciteraient d'autres, et que, la plaine ne pouvant être cultivée de longtemps par les Européens, il valait mieux y laisser cultiver les Arabes qui seraient là fort utiles aux colons et aux approvisionnements d'Alger. On ajouta que le contact était nécessaire pour habituer les Arabes à nos mœurs et pour les modifier graduellement.

Le Gouverneur se rendit donc à toutes ces considérations ; il donna aux chefs indigènes l'autorisation qu'ils sollicitaient, mais il leur déclara en même temps qu'elle n'était que provisoire et subordonnée à leur attitude dans l'avenir, qu'au demeurant il se réservait le droit de les déplacer plus tard si les autorités militaires le jugeaient convenable.

Que deviendra donc la colonisation française, même dans les limites que lui avait assignées l'enceinte continue ? Elle sera bornée par la force des choses, par les droits constatés des anciens occupants,

Par la presque impossibilité (3) d'opérer la spoliation de ces fiers indigènes que nos théoriciens de France n'ont pas pris assez en considération ou qu'ils ont même ignorés dans l'exposé de leurs idées spéculatives.

(1) *Même lettre que ci-dessus.*

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*

Elle sera plus à l'étroit encore autour des points d'Oran, de Mostaganem, de Philippeville, de Bône et de la Calle, car là il faudra maintenant tenir compte des droits des autochtones sur la propriété de toutes les terres, alors qu'à Alger et dans ses environs immédiats de vastes domaines étaient déjà passés entre les mains des Français avant cette décision. La question de la propriété, voilà assurément le grand problème, et il ne saurait être résolu contre les indigènes.

Je sais bien, dit Bugeaud (1), que quelques écrivains ont soutenu que les Arabes en général n'étaient pas propriétaires, que le sol appartenait au gouvernement et à celui à qui Dieu avait donné la victoire, que les Arabes ne cultivaient qu'à titre de fermiers et que nous pouvions par conséquent prendre tout ce qui était à notre convenance. Le docteur Worms, qui a écrit sur la province de Constantine, a soutenu cette opinion qui a été combattue par un magistrat de Bône et par M. de Saint-Genis, chef du service des Domaines.

Il ne veut pas se prononcer entre ces deux opinions ; il ne connaît pas assez l'état de la propriété dans la province de Constantine ; mais ce qu'il sait, c'est que « dans les provinces d'Alger, du Titteri et d'Oran, la propriété est à peu près constituée comme en France ». Il a entendu les Arabes dire : ceci appartient à un tel ou à un tel ; il en a questionné des milliers sur leur situation et beaucoup lui ont répondu : « Je suis fermier de tel ou de tel ». Or, les fermages supposent des propriétaires.

En admettant même que l'Etat ait la propriété éminente du sol, en aurait-il plus de facilité pour s'emparer des terres ? Voudrait-il exercer ce droit, qu'il reculerait devant les conséquences de cette spoliation ou de cette reprise, toute légale qu'elle soit.

Eh bien, oui, vous êtes propriétaires (2) du sol ; mais les tribus sont en jouissance depuis des siècles ; et à quelle condition les déposséderiez-vous d'une surface assez considérable pour donner à votre colonisation l'importance qu'elle doit avoir pour remplir votre objet ? A condition de ranimer immédiatement la guerre et de la faire durer indéfiniment. Votre prétendu droit ne peut donc pas être appliqué sur une grande échelle. Il vous donnera tout au plus la facilité de créer un poste de guerre, un camp, un dépôt de remonte ou d'étalons, en prenant tout autour quelques centaines d'hectares sans les payer. Mais, si vous voulez prendre de grandes surfaces et par conséquent refouler les tribus sur leurs voisins, afin d'établir *les flots et les courants de populations*, dont nos écrivains parlent avec tant de légèreté, vous aurez la guerre et longtemps la guerre. Le tableau que je viens de faire va renverser bien des illusions ; on va me dire que je suis désespérant. J'en suis fâché, mais je ne puis taire la vérité pour respecter des chimères dangereuses.

(1) *Même lettre*, 25 Janvier 1843.

(2) *Ibidem*.

A vrai dire, ces illusions, il les avait partagées, puisque lui-même avait parlé en 1840 d'une grande invasion en Afrique, semblable à celles des Francs et des Goths ; cette chimère, il l'avait admise puisqu'il s'était rallié à l'idée de refouler les indigènes hors du territoire entouré par l'obstacle où les colons auraient vécu complètement séparés des Arabes. Quelle rapide évolution dans les idées de Bugeaud !

Au nom de ce même principe d'équité qui lui fait respecter les propriétés des indigènes dans les campagnes, il veut qu'on leur rende leurs maisons et leurs jardins dans les villes. A Cherchell, à Blida, à Miliana, les arrêtés du Maréchal Valée avaient frappé de séquestre les biens de tous ceux qui s'étaient enfuis pour prendre part à la guerre contre les Français et qui n'avaient point fait leur soumission avant le 1^{er} mai 1841. Le général Bugeaud s'arrogea le droit, sans en référer au Ministre, de faire cesser (1) les effets du séquestre à l'égard de certains d'entre eux parce qu'ils ne lui paraissaient pas indignes de cet acte de libéralité ; il préféra leur rendre leurs propriétés plutôt que d'en ordonner le partage entre les soldats auxquels son prédécesseur les avait promises.

En 1843, cette dernière phase de l'évolution de Bugeaud s'achève ; il a fait arrêter les travaux de l'obstacle continu et reléguer, par la rapidité de ses conquêtes et les grands résultats politiques obtenus, cette conception vieillote au rang des souvenirs que l'on ne se rappelle plus sans quelque humiliation ; il a permis aux tribus soumises de se réinstaller sur leurs terres et s'est par suite rallié à l'idée de les rapprocher de nous, de les associer à l'œuvre de production économique ; il a même rendu aux chefs leurs maisons et leurs terres séquestrées. N'en doutons pas, ces mesures, dans sa pensée, doivent inaugurer une politique nouvelle. Il le dit d'ailleurs expressément dans son ouvrage de l'Algérie :

La ligue, formée au nom de Mahomet et de la haine politique, est brisée (2) ; les tribus, détachées une à une du faisceau, ne viennent pas acheter par une parade le droit momentané de faire une récolte qui n'existe plus : elles viennent vaincues, lasses de la guerre, haletantes, épuisées, demander la paix, un gouvernement et des chefs choisis par nous ; le pouvoir ennemi que nous avions créé en 1834, nous l'avons brisé par la force ; le Jugurtha nouveau se cache dans le voisi-

(1) Il existe aux Archives Algériennes une longue correspondance à ce sujet entre le Gouverneur et le Ministre, Soult reprochant à Bugeaud ces largesses, Bugeaud les couvrant de la raison politique.

(2) Bugeaud : *L'Algérie : Des Moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, pages 107-108.

nage du désert ; il peut inquiéter, troubler un moment sur la frontière ; il ne peut plus rien de sérieux et il s'usera avec le temps dans ses efforts impuissants. Le premier acte de notre puissance est un acte de générosité et véritable force ; le séquestre est aboli ; les vaincus rentrent dans les biens qu'ils avaient abandonnés ; *une ère nouvelle commence.*

II

L'organisation des Arabes

A la période de la conquête succède celle de l'organisation. Cette population, qu'on tenait systématiquement éloignée de notre contact, parce qu'on était arrivé à nier toute possibilité de cohabitation et de mélange avec elle, il importe au contraire de l'attirer, de la pénétrer, de la diriger. On continuera à favoriser ses progrès économiques, car ils enchaîneront les vaincus aux vainqueurs et seront un des facteurs les plus importants de la paix. Que de fois, le Maréchal répètera que chaque Arabe aisé est un ennemi de moins pour la France !

Le joug de la force auquel ils se résignent si facilement servira de prétexte à leur soumission ; l'intérêt en sera le véritable mobile.

Or, en quoi consiste la fortune des indigènes ? En terres, en produits agricoles et en élevage. C'est donc vers la culture, l'élevage et les améliorations que l'on peut y apporter que l'agriculteur qu'est Bugeaud s'efforcera de tourner toutes les énergies de cette race. C'est aussi à respecter le plus possible les formes du régime absolu et guerrier, que ces mêmes Arabes s'étaient donné que le militaire s'arrêtera dans l'organisation de ce peuple, mais il placera à côté et au-dessus des chefs arabes des officiers français pour les guider et contrôler leurs actes. De cette nécessité de surveillance sont nés les Bureaux arabes.

Folie, en effet, que de vouloir écarter pour le moment du gouvernement des Arabes le pouvoir militaire et leur imposer sans transition les formes compliquées de notre régime civil, auxquelles ils ne sont pas habitués. Ils ne connaissent qu'une autorité, celle qui est absolue : qu'elle soit exercée par un djouad, descendant d'une famille noble et guerrière, ou par un chérif, issu d'une famille maraboutique, le fait importe peu. Le chef arabe concentre entre ses mains l'administration du pays, la direction des armées, l'exercice du pouvoir judiciaire. Son autorité est sans limite. Lorsqu'il appelle à la guerre sainte

les fidèles musulmans, tout le monde doit se lever ; le peuple est bientôt en armes, chaque tribu est un camp. Les hommes, depuis l'adulte de 15 ans jusqu'au vieillard de 80, brûlent de marcher, tandis que les femmes et les enfants se réfugient dans des retraites inaccessibles. Telle est l'organisation guerrière permanente de ce peuple contre lequel il avait fallu, pour le dompter, la supériorité de notre armement, de notre discipline, de notre tactique ; pour le gouverner, il faudra la force, la décision, l'autorité de nos chefs militaires.

A Paris, où l'on avait essayé, de bonne heure, de préparer un projet d'organisation des Arabes, on s'épuisait en vains efforts sans se mettre d'accord sur quelques principes directeurs. M. Vauchelle (1) voulait instituer un véritable gouvernement arabe avec de nombreux chefs indigènes et un général de grand renom comme chef suprême. Cet organisme complet et nouveau aurait été plus ou moins indépendant du Gouverneur. On songea à Bedeau : à quoi le Ministre répondit que « personne, soit en France, soit en Algérie, pas même le Gouverneur général, ne manquerait d'élever une voix de réprobation « en disant que de la sorte on organiserait un *Etat dans l'Etat* et qu'on « faisait une part plus large aux Arabes que celle qui serait réservée « aux Français en Algérie ». D'autres, comme le général de Galbois et Infantin, s'appuyant sur le cas du capitaine Saint-Sauveur qui, placé à la tête d'une tribu, avait parfaitement réussi à la diriger, auraient désiré généraliser le fait et mettre à la tête de tous les groupements indigènes des officiers français ; à quoi M. de Martimprey, chef de la Direction des Affaires Arabes à Oran, objecta que la mesure lui semblait dangereuse pour les officiers français et impolitique vis-à-vis des Arabes. Dans l'armée, sans doute, on trouverait toujours des hommes prêts à accepter le pouvoir, mais n'y aurait-il pas quelque ridicule à en faire des chefs de tribus ? « Ils en auraient bien vite assez de la vie du Douar (2) et on les verrait se retirer après avoir promis leur caractère pour se plier à l'exigence des mœurs arabes. « N'exposez pas à ce danger ceux même qui voudraient le courir. Il

(1) Il existait autrefois à la Direction des Affaires Indigènes à Alger tout un dossier sur les origines des Bureaux Arabes. Nous avons pu y puiser librement. Il comprend des documents de première valeur, restés pour la plupart inédits, notamment sur les conceptions divergentes de Soult et de Bugeaud à propos de cette organisation des Indigènes. Nous nous proposons de les publier. Partie de ces archives ont été versées dans les Archives Générales.

(2) *Martimprey au Ministre de la Guerre*, 1843. Archives de la Direction des Affaires Indigènes

« y en aurait à côté un autre plus grave : celui de détruire par l'introduction des aghas et caïds français les habitudes de hiérarchie « autoocratique et d'accession successive aux emplois qu'il faut entretenir chez les Arabes pour tirer parti du pays, le dominer et le civiliser ». Quant au Ministre, il se serait rallié volontiers à un système mixte : une place aurait été faite à l'élément civil, sans que pour cela la prépondérance du pouvoir militaire pût être menacée. Soult, en effet, bien qu'il fût le chef de l'armée, comprenait que, lorsqu'il s'agit d'organisation administrative, il est nécessaire d'en confier au moins une partie aux fonctionnaires de carrière. Il n'eût donc pas été éloigné d'admettre parmi les administrateurs des civils, parmi les médecins attachés aux bureaux arabes encore des civils. C'était de plus un moyen de prévenir par un contrôle incessant et réciproque les actes de despotisme et d'arbitraire,

Tandis que l'on discutait à Paris, Bugeaud agissait à Alger. Il n'avait pas mis longtemps à se décider et de suite avait nommé neuf khalifas, trois dans chaque province, quelques bachagas et une foule d'aghass. Il fixa leurs indemnités ; avec les cadeaux, toujours d'usage chez les indigènes, le budget de cette administration s'éleva bientôt à 6 ou 700.000 francs. Lorsque tout fut achevé, il en rendit compte au Ministre par ses lettres des 1 et 15 novembre 1843. En même temps qu'il lui faisait connaître cette situation, il justifiait ses actes par plusieurs raisons politiques. La première était l'urgence de prendre une décision qui ne brusquât pas trop, ni ne heurtât les habitudes des indigènes :

Au moment de la soumission générale du pays (1) et lorsqu'il fallut songer à un système d'administration pour les contrées que venaient de nous assurer nos armes, je me suis trouvé en présence de deux systèmes d'organisation : celui des Turcs et celui de l'émir Abdelkader. Le système turc n'avait d'autre base que le caprice et l'arbitraire. Notre civilisation le repoussait, les populations l'avaient en horreur. Je ne pouvais m'y arrêter. L'organisation de l'émir, basée au contraire sur une connaissance parfaite des localités, des rapports des tribus entre elles, des intérêts divers, en un mot sur une grande intelligence des hommes et des choses, m'a paru devoir être conservée.

Elle avait en tous cas cet immense avantage sur toute institution nouvelle de ménager la transition entre notre autorité et celle qui l'avait précédée, de donner aux Arabes l'illusion de ne point avoir

(1) *Bugeaud à Soult*, 1^{er} novembre 1843. Archives des Affaires Indigènes. A.G.G.A.

changé de gouvernement. Eux-mêmes l'avaient si bien senti qu'ils l'exprimaient ainsi dans leur langage pittoresque : « Les entraves « ont été conservées, les piquets seuls ont été changés ».

Et puis, ne s'accordait-elle pas avec cet idéal social que Bugeaud aurait voulu réaliser chez les Européens et qu'il devait être fort aise de rencontrer chez les indigènes ? La brochure publiée en 1844 sous le titre *Exposé de l'état actuel de la Société arabe* (1), compare les principes du gouvernement d'Abdelkader et ceux de l'administration française, et, de leur examen, essaie de déduire les conditions indispensables à notre domination : « Le pouvoir du chef de gouverne-
« ment sera absolu, il devra être redouté par les peuples et être in-
« faillible à leurs yeux ; quant au fond, il devra être exercé d'une fa-
« çon juste. Expliquons en quelques mots cette définition. Le chef
« du gouvernement doit *jouir d'un pouvoir absolu*, parce que les Ara-
« bes ne comprendraient point une autre forme de gouvernement, par-
« ce que celle-là est conforme aux mœurs, à la religion... etc., enfin,
« parce que, dans un pays où restent encore tant de germes de révolte,
« il faut que la répression puisse être prompte. Quiconque connaît
« le caractère des Arabes conviendra que cette dernière condition est
« essentielle et que souvent une punition légère mais immédiate pro-
« duira plus d'effet sur les Arabes que le châtimement le plus grave s'il
« est différé. Il faut de plus que notre autorité soit redoutée, d'abord
« parce que cette condition est inhérente à la nature de tout gouver-
« nement absolu et, ensuite, parce que notre double qualité d'étrangers
« et de chrétiens nous attirera pendant bien des années encore la haine
« des indigènes... L'autorité française devra être *infaillible* aux yeux
« des Arabes et ce caractère n'est pas moins essentiel ; dans les pays
« musulmans en effet, le chef de l'Etat est aussi celui de l'Eglise, il
« est infaillible comme le Koran. Nous avons évidemment le plus
« grand intérêt à ce que, sous ce rapport, notre gouvernement ne pa-
« raisse pas inférieur à celui de l'émir ».

A vouloir imiter en toutes choses Abdelkader, on ne lui emprunte plus seulement la forme de son gouvernement, on s'inspire de son esprit. L'absolutisme du pouvoir, l'infaillibilité de celui qui le détient sont des maximes qui jurent singulièrement avec nos idées modernes ; mais elles n'étaient pas opposées à la conception militariste du Maréchal. Le Gouverneur va jouer à l'émir, au sultan juste comme Napoléon ou

(1) Cet *Exposé de l'état actuel de la Société arabe*, publié sous le nom de Bugeaud, est dû à la collaboration du Gouverneur et de Daumas.

comme Desaix ; les officiers, à leur tour, se considéreront comme de petits potentats, puisqu'ils participeront à l'infailibilité de leur général en chef et détiendront une autorité absolue. J'entends bien qu'il ne s'agit là que du gouvernement des indigènes et qu'il en sera autrement dans l'administration des Français. Mais qui ne voit que des habitudes, prises dans la manière de commander les Arabes, prédisposeront les officiers à employer les mêmes procédés quand ils seront en présence d'Européens ? Là était le danger.

Un simple incident que nous empruntons à la correspondance du Maréchal est un trait de lumière. Le 26 avril 1844, Bugeaud doit partir de Maison-Carrée avec une forte colonne. Pour porter ses bagages et ses vivres, il a eu besoin de 950 mulets ou chameaux. Ces 950 animaux ont été réunis sur de simples lettres du lieutenant-colonel Dumas, écrites aux Arabes du voisinage. Quel peuple merveilleux, s'écrie le Gouverneur ! Il a des habitudes (1) d'obéissance militaire. Un simple signe, fait par l'autorité militaire, et tous s'empressent de satisfaire à ses désirs :

Quelle différence avec les Européens, gens turbulents, frondeurs, raisonneurs se défiant toujours du pouvoir ! Si on avait voulu réquisitionner chez eux 300 mulets, il aurait fallu envoyer de la gendarmerie, la police et des troupes pour les obtenir.

Voilà pourquoi il ne veut pas de la colonisation civile dans l'intérieur ; combien plus faciles seront la soumission et le gouvernement des Arabes ! Sans doute, il faudra réapprendre aux Français, établis à côté de ces indigènes dans les territoires militaires, ces habitudes d'ordre, de discipline, d'obéissance passive qu'on inculque aux soldats. Et peut-être rêvera-t-on un jour du despotisme d'un empereur dont la France avait fait l'expérience trente années auparavant ; on souhaitera la restauration de ce régime disparu. « Les Bureaux arabes, dira-t-on, ont été l'école du second Empire ».

*
* * *

Du moment où Bugeaud décida que les Arabes seraient gouvernés par des chefs indigènes et que la hiérarchie administrative, établie par Abdelkader, serait maintenue, il fut de toute nécessité de créer un corps de contrôle ou de développer l'institution, qui existait déjà, de la Direction des Affaires Arabes.

(1) *Bugeaud à Soult*, 26 août 1844. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

Avant l'arrivée de Bugeaud en Afrique comme gouverneur, ses prédécesseurs avaient, à plusieurs reprises, essayé d'organiser soit une administration purement indigène, tel Berthezène, soit une direction exclusivement française, tel Clauzel. Mais dans les tâtonnements, inévitables au début d'une entreprise pour laquelle on était mal préparé, ces tentatives si nombreuses avaient échoué ; on fut contraint successivement de les abandonner. L'autorité militaire n'était sortie encore ni du provisoire, ni de l'incertain. Tout ce dont elle s'était convaincue, c'était que la mission confiée tour à tour au bureau arabe de 1833, à l'agha des Arabes en 1835, à la Direction des Affaires Arabes en 1837, était une des plus importantes qui pût se présenter en Algérie. Le Maréchal Valée la réserva à son Etat-Major.

A peine Bugeaud fut-il installé à Alger, qu'il rétablit la Direction des Affaires Arabes et délimita ses attributions. A ses yeux, l'officier placé à la tête de cette direction devait être l'agent d'exécution le plus direct et le confident le plus écouté du Gouverneur. Agent administratif, lui seul donnerait des ordres aux chefs indigènes et veillerait à leur prompt exécution :

Il aura seul en notre nom, dit l'article 2 de l'arrêté du 16 août 1841 (1), l'autorité sur les caïds, cheikhs, hakems, cadis, muphtis et autres autorités indigènes établies sur le territoire, tant sous le rapport de la police que de l'administration. Les ordres qu'il leur donnera, sous notre approbation, seront considérés comme émanés de notre cabinet particulier.

Agent politique, ce même directeur devait rester en collaboration quotidienne avec le Gouverneur et s'efforcer de nouer des relations avec les tribus du dehors et de « recueillir les renseignements divers « propres à éclairer notre politique et nos aspirations ». Comme il était investi d'une autorité à peu près souveraine, les Arabes le considérèrent bientôt comme le maître. A quelques années de là, on lui donna le nom d'agha et bien des chefs indigènes, faisant fi des autorités locales, en appelèrent souvent à celui qui, à leurs yeux, était devenu le dispensateur de toutes les faveurs. La fonction devait prendre d'autant plus de prestige qu'elle fut occupée, dès 1841, par l'un des hommes les plus habiles de l'entourage du Gouverneur ; elle devait rester en outre entre ses mains durant plusieurs années. En effet, le jour même où fut publié l'arrêté rétablissant cette direction, un autre arrêté nommait à ce poste le commandant Daumas, ancien consul de France à Mascara, celui-là même qu'avait désigné Bugeaud en

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, page 166.

1837 pour veiller à l'application du traité de la Tafna. De tous les officiers supérieurs, il était à peu près le seul qui, par l'expérience difficile qu'il avait acquise des milieux indigènes, pouvait servir le mieux la politique du Gouverneur.

De 1841 à 1844, les progrès de la conquête eurent pour résultat la multiplication des affaires dont s'occupait cette direction ; elle ne put suffire à tous les travaux qu'en créant de nombreux bureaux arabes sur les points principaux occupés par nos troupes. Dans la province d'Alger, il y eut bientôt 9 bureaux arabes à Blida, Cherchell, Dellys, Médéa, Miliana, Orléansville, Ténès, Téniet-el-Had et Boghar. Les autres provinces n'étaient pas restées en retard ; à Oran, il y eut une direction divisionnaire, à la tête de laquelle avait été placé M. Walsin Esterhazy, chef d'escadron de cavalerie, et six bureaux sous ses ordres à Lalla-Marnia, Mascara, Mostaganem, Saïda, Tiaret et Tlemcen. A Constantine, autre direction divisionnaire qui eut pour chef M. Boissonnet, capitaine au régiment d'artillerie, et dont dépendirent six autres bureaux, ceux de Bône, Djidjelli, Guelma, La Calle, Philippeville et Sétif. En tout, trois directions et 21 bureaux. L'organisation, on le voit par cette énumération, était déjà considérable. Or, aucun arrêté ministériel n'en avait sanctionné l'existence, aucun n'avait fixé la composition de ces bureaux, les allocations des officiers qui en faisaient partie et précisé aussi leurs attributions. Habitude constante chez Bugeaud d'agir d'abord et de ne demander l'autorisation ministérielle que lorsque tout était accompli et qu'il ne s'agissait plus que de consacrer ce qui existait.

Soult approuva le principe de cette organisation ; seuls ses bureaux, avec son adhésion il est vrai, modifièrent quelques articles du projet envoyé par le Gouverneur ; ils restreignirent les pouvoirs de la direction centrale d'Alger et voulurent limiter son rôle à la réunion et à la centralisation des Archives, puis à l'établissement de rapports qu'elle serait chargée d'adresser au Ministre ; ils restreignirent aussi ceux des sous-directions et des bureaux arabes, simplement en essayant par l'article 3 (1) de préciser leurs attributions : « Ils seront spécialement chargés des traductions et des rédactions arabes, de la préparation et de l'expédition des ordres et autres travaux relatifs à la conduite des affaires arabes, de la surveillance des marchés et de l'établissement des comptes de toute nature à rendre au gouvernement gé-

(1) Arrêté du 1^{er} février 1844. *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, page 269.

« néral sur la situation politique et administrative du pays ». Les rédacteurs du Ministère s'étaient ingéniés par là à transformer ces bureaux arabes en de simples intermédiaires ou de modestes auxiliaires des officiers commandant les places ; ils leur refusaient toute autorité directe. Telles n'étaient pas les intentions du Gouverneur. S'il s'était gardé dans son projet d'arrêté d'insérer un article sur les fonctions dévolues aux officiers des bureaux arabes, c'était pour se réserver d'étendre à son gré leur pouvoir. Il lui suffisait aussi de savoir ce qu'il attendait d'eux sans qu'il fût besoin de mettre le Ministre et ses bureaux dans la confidence. Il ne protesta pas contre le texte adopté, car l'imprécision des termes de cet article 3 lui laissait, en somme, toute latitude.

Les officiers des bureaux arabes furent donc ce qu'il plut au Gouverneur de les façonner. Il traça à leur usage dans quelques circulaires (2 janvier, 17 septembre, 15 novembre 1844) les grandes lignes de la politique indigène qu'il désirait leur voir suivre (1).

La première de ces circulaires traitait de la répression des délits et des crimes indigènes ; nombreux étaient les meurtres commis dans les provinces, œuvres de fanatiques, de pillards ou de révoltés. Leurs auteurs restaient généralement inconnus, par suite de la complicité morale qui les couvrait presque tous et malgré les rapides recherches ordonnées par les autorités militaires. Il faut, selon Bugeaud, énergiquement maintenir la responsabilité collective des tribus. Toutefois, appliquer constamment et hors de propos ce moyen de répression serait impolitique. Les officiers doivent se garder d'en abuser ; ils ne sauraient par exemple, l'employer pour « faire rentrer dans les « caisses de l'Etat quelques milliers de boudjoux payés par les inno- « cents ». Aux caïds de découvrir les coupables et de les livrer à la justice française ; qu'on les frappe eux-mêmes d'une amende, qu'on les destitue s'ils ne mettent aucun zèle dans ces enquêtes. Qu'on les frappe aussi, au cas où ils permettraient la vente d'objets volés sur les marchés de leur territoire ou donneraient asile aux malfaiteurs. Qu'en outre de ces mesures, l'on envoie « des espions intelligents (2) « sur les lieux où a été commis le crime », et que l'on ne craigne pas de les payer largement s'ils découvrent les coupables ; « car deux ou

(1) Ces circulaires sont reproduites dans le *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, 1830-1854.

(2) Circulaire du 2 janvier 1844. *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, pages 264-265.

« trois punitions exemplaires mettraient fin à ces actes qui, quoique « isolés, maintiennent l'inquiétude dans le pays ».

La sécurité fut, au lendemain de la conquête, la condition de tout progrès, la garantie de la bonne administration des indigènes comme de la colonisation européenne ; elle est restée le grand problème algérien. A le résoudre, le Maréchal entend obtenir la collaboration des tribus et des autorités indigènes, seul moyen de découvrir les malfaiteurs ; aussi, a-t-il maintenu la terrible législation de la responsabilité collective, principe qui avait été admis par les Turcs et par Abdelkader, et recommande-t-il la répression immédiate, seule mesure capable de frapper l'esprit des indigènes. Ainsi sera établie une justice prompte, économique, adaptée aux mœurs des Arabes et aux exigences d'un lendemain de conquête.

La circulaire du 17 septembre s'occupe du gouvernement des indigènes, du choix des fonctionnaires, des rapports que doivent entretenir les officiers avec les aghas :

Nous nous sommes présentés à eux (1) comme plus justes et plus capables de gouverner que leurs anciens maîtres, nous leur avons promis de les traiter comme s'ils étaient les enfants de la France, nous leur avons donné l'assurance formelle que nous leur conserverions leurs lois, leurs propriétés, leur religion, leurs coutumes... etc., etc., nous leur devons et nous nous devons à nous-mêmes de tenir en tout point notre parole.

Il importe donc de faire apprécier par les indigènes notre gouvernement en leur montrant, après notre force et notre puissance, notre bonté et notre justice. N'est-ce pas là le seul moyen de leur faire supporter la domination que nous leur imposons ? Traitons donc avec égard les hommes qui sont en possession de l'influence sur les tribus, respectons les chefs des grandes familles :

La naissance (2) exerce encore un grand empire chez les Indigènes.

Ecarter du pouvoir les familles influentes serait s'en faire des ennemis dangereux ; il vaut beaucoup mieux les avoir dans notre camp que dehors :

La noblesse arabe a beaucoup de fierté et de prétention ; si on l'éloignait des emplois, elle ne manquerait pas de s'en faire honneur aux yeux des fanatiques de religion et de nationalité. Le meilleur moyen d'annuler ou de diminuer son

(1) Circulaire du 17 septembre 1844. *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, page 297.

(2) *Ibidem*.

prestige sera de la faire servir à nos desseins en l'appelant à des fonctions administratives.

L'habileté était réelle ; on tenait la masse par les chefs, et les chefs par les honneurs et par l'argent. Jamais système ne fut mieux compris et plus efficace. L'essentiel était qu'après avoir bien choisi ces chefs, on ne se les aliénât pas par des manières brutales. Aux officiers de les diriger, de les surveiller, « de s'occuper de leur éducation (1) « de façon à les modifier graduellement », si possible ; mais, à eux aussi, de les « entourer de considération afin de maintenir leur dignité et « les faire respecter de leurs administrés ». Aucun mot déplacé, aucun emportement, aucun reproche en public.

L'Arabe est très sensible aux bons procédés, dit Bugeaud (2), et je n'ai eu jusqu'ici qu'à me louer de les avoir employés avec eux. C'est à peine si on pourrait citer deux ou trois Arabes, ayant répondu aux bons traitements par l'ingratitude. Quant à la foule indigène, il est nécessaire de se plier à ses habitudes, même à ses travers ; les fellahs se plaignent souvent, ils accusent leurs chefs. Écoutons leurs réclamations, rendons-leur justice s'ils ont raison, punissons-les s'ils ont accusé à tort. Ménageons les marabouts,

La circulaire du 15 novembre (3) revient sur l'une des idées les plus chères à Bugeaud, celle qu'il avait déjà exprimée en 1838, qu'il répètera durant tout son gouvernement. Pour accoutumer les Arabes à la domination française, favorisons leurs intérêts matériels de toute manière. Adoptons les mesures les plus propres à augmenter leurs richesses agricoles et les commodités de la vie. Associons-les à nos efforts dans de grandes entreprises de travaux publics qui leur soient utiles (barrages de rivières ou de ruisseaux pour irrigations, routes, chemins, ponts, fontaines, puits, abreuvoirs). Obtenons des tribus qu'elles s'imposent pour la totalité ou la plus grande partie de ces frais. Un bon programme de travaux publics les enchaînera mieux à notre cause que bien des victoires. Dans ce but, le Gouverneur prescrit aux commandants de division d'examiner ce qu'il y aurait de plus urgent à faire exécuter dans leur circonscription, d'en supputer la dépense et de lui envoyer leurs propositions sur la manière dont il serait possible de se procurer les ressources indispensables sans exiger des tribus une contribution excessive. N'est-ce pas l'occasion de rappeler ici la proclamation qu'à quelque temps de là, le

(1) *Même circulaire du 17 septembre 1844.*

(2) *Ibidem.*

(3) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, page 310.

5 juillet 1845, le Gouverneur adressait aux populations arabes et kabyles, proclamation où, par la minutie des détails, s'affirme bien son dessein arrêté de tourner de plus en plus les indigènes vers des préoccupations purement matérielles ? Des deux moyens de réparer les maux de la guerre, leur dit-il, le premier est de rester fidèles à vos promesses de soumission, le second,

C'est de vous occuper (1) avec activité et intelligence d'agriculture et de commerce. Établissez des villages, bâtissez de bonnes maisons en pierre et couvertes en tuiles, pour n'avoir pas tant à souffrir des pluies et du froid en hiver, de la chaleur en été ; faites de beaux jardins et plantez des arbres fruitiers de toute espèce, surtout l'olivier greffé et le mûrier pour faire de la soie. Vous vendrez très bien l'huile et la soie, et du produit de la vente vous vous procurerez tout ce qui est nécessaire pour vous habiller et meubler vos maisons. Faites de grandes provisions de paille, de foin pour nourrir vos bestiaux pendant la mauvaise saison. Construisez des hangars pour abriter vos troupeaux contre les pluies et les neiges qui en détruisent beaucoup. Castrez les jeunes veaux et les agneaux, sauf ceux qui sont réservés pour la reproduction et ce doivent être les plus beaux. Les veaux et les agneaux castrés profitent davantage et se vendent mieux au marché parce que la viande est meilleure. Ayez de meilleures charrues pour labourer la terre. Donnez un ou deux labours préparatoires aux terres que vous voulez ensemen-
cer la même année : le premier en février ou mars, le second en mai. Par ce moyen, vous n'aurez pas cette grande quantité de mauvaises herbes qui nuisent tant à vos récoltes... Je ne saurais trop vous recommander de ne pas détruire vos forêts.

Tous ces conseils sur les cultures et sur la préparation des travaux publics, ces prescriptions politiques, ces règles de justice formaient une sorte de manuel dont devaient se pénétrer les officiers des bureaux arabes. Sans doute, les circulaires étaient adressées aux commandants militaires dont ils dépendaient ; mais quels étaient ceux qui étaient chargés de les appliquer, qui devaient s'emparer de la direction de la politique indigène, si ce n'est les Bureaux Arabes ? Les officiers supérieurs, mal préparés pour l'administration d'un peuple qu'ils connaissaient peu ou pas, abandonnèrent aux bureaux l'initiative de toutes les mesures à proposer. Or, les officiers de ces bureaux jeunes, actifs, heureux et fiers du rôle qu'ils jouaient, connaissant la langue arabe et les besoins des populations placées sous leurs ordres, devinrent ainsi les véritables administrateurs, les juges, les maîtres des Arabes. Beaucoup sont connus : Bourbaki, Durrieu, Salignac-Fénelon, Marguerite, Charras, Bosquet, Richard, Moullé. Sous l'ha-

(1) *Proclamation du Gouverneur général aux populations arabes et kabyles*, 5 juillet 1845. *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 352.

bile impulsion du lieutenant-colonel Daumas, ils arriveront ainsi à monopoliser ce gouvernement des indigènes, à s'en faire un fief, créant cet état dans l'état dont ne voulait pas Soult. Ils y parviendront d'autant mieux que, n'étant en théorie que les conseillers des autorités militaires et les contrôleurs des actes des chefs indigènes, ils avaient tous les profits du pouvoir sans en avoir la responsabilité. Surtout cette sorte de suzeraineté féodale qu'on avait laissé persister dans la société musulmane ne laissait à l'épaulette française que l'éclat et le prestige du commandement, sans les ennuis de l'administration de détail ; c'était vraiment un rouge commode. De plus, ces jeunes officiers étaient maintenus pendant plusieurs années à la tête de leurs bureaux ; ils y établirent des traditions administratives, durables comme toutes les traditions, d'autant plus fortes que l'on était en Afrique en présence d'une population encore peu connue. Et puis, parmi eux, combien n'en revint-il pas plus tard sur cette terre algérienne, témoin de leurs modestes débuts, avec des grades élevés ? Ne devaient-ils pas apporter dans ces positions nouvelles les habitudes et les sentiments de leur jeunesse ? « L'esprit des Bureaux Arabes, » dit M. de Broglie (1), est donc au fond celui qui a prévalu dans toute l'administration conquérante de la colonie. Ce qu'ils n'ont pas fait, « ils l'ont suggéré ; c'est à eux que la France aurait le droit de s'en « prendre en cas d'échec ; c'est à eux qu'elle doit savoir gré d'un suc- « cès qui tient du prodige ».

L'œuvre, accomplie sous le commandement de Bugeaud par les Bureaux Arabes, n'a pas été peut-être prodigieuse, mais elle a été utile. Elle a consolidé les résultats de la conquête, donné à notre pouvoir politique encore chancelant un caractère de stabilité et bientôt l'autorité de la tradition ; elle a su pénétrer les milieux indigènes et profiter du respect qu'ils ont pour la naissance ; elle a enfin imposé l'ordre par la crainte d'une répression énergique et immédiate. Dans les conditions où se trouvait l'Algérie après des siècles de luttes intestines entre tribus, après plusieurs années de guerre contre les Français, cette institution des Bureaux Arabes, issue de l'armée, animée de son esprit, contribua à faire de l'Algérie indigène une colonie militaire. Elle réalisa le rêve de Bugeaud. Si l'on n'entend pas seulement par colonisation l'établissement d'une population nouvelle sur une terre étrangère, si l'on élargit ce mot et si on lui donne le sens d'une pénétration des peuples vaincus par les vainqueurs, puis d'un certain

(1) De Broglie : *Une réforme administrative en Afrique*, page 67.

rapprochement entre des éléments naguère hostiles, enfin d'une apparente assimilation par les classes élevées, on peut soutenir qu'après avoir fait régner en Algérie la sécurité, les officiers des Bureaux Arabes ont fait œuvre de colonisateurs. Mais dans quel esprit se sont-ils voués à cette œuvre, c'est ce qu'il importe de déterminer.

Avec sa claire vision de la tâche à accomplir, Bugeaud avait montré le but et il en avait signalé les difficultés. Le but, c'était la coexistence et le mélange des Européens et des Indigènes, en vue de préparer l'assimilation future de ceux-ci par les Français ; les difficultés ou du moins la principale, c'était la dépossession des propriétaires autochtones au profit des immigrants. Si les officiers des Bureaux Arabes, qui se sont toujours considérés comme chargés de préparer les voies à cette œuvre coloniale, avaient réussi dans leur mission, ils auraient résolu le problème social le plus délicat et le plus complexe que l'on se soit posé. D'un côté en effet, mettre à la disposition des immigrants européens des terres fertiles, parmi les meilleures de la colonie, sans paraître toutefois dépouiller les anciens possesseurs, se faire en même temps une doctrine à laquelle on se serait tenu entre les théories du refoulement, du resserrement, de l'expropriation forcée ou de l'acquisition libre ; de l'autre, administrer cette population indigène de façon « à l'amener progressivement à des idées de civilisation, tout en se tenant prêts à la trouver d'un moment à l'autre « devant soi comme ennemie et restant forts pour la combattre », coordonner les efforts des vainqueurs et des vaincus, les orienter vers un but unique, la colonisation ou la mise en culture du pays, quel plus beau rêve à poursuivre ! Certes, s'il avait été réalisé, l'œuvre des Bureaux Arabes eût tenu du prodige.

Mais l'ont-ils réalisée véritablement ? Ils n'eussent pu le faire qu'à trois conditions : en premier lieu, il aurait fallu ne point donner à la colonisation arabe une forme qui répugnait aux traditions et aux usages séculaires des Arabes ou des Kabyles ; en second lieu, il aurait fallu entre les Européens et les Indigènes tenir la balance égale afin de ne point mériter le reproche de favoriser les uns aux dépens des autres ; il aurait fallu enfin avoir une politique définie et uniforme sur la question de la propriété.

III

La Colonisation Arabe

On réserve plus spécialement le nom de colonisation arabe aux tentatives de fondation de villages indigènes sur le modèle des centres européens. Encore un projet cher à Bugeaud et dont il attendait les plus heureux effets sur les habitudes sociales des Musulmans. Il en avait esquissé la première ébauche, dès 1838, à propos des Douairs et des Smélas de la province d'Oran, il essaya de l'exécuter en faveur des Beni Khélil et des Atribs de la province d'Alger. De son côté, le commandant Walsin Esterhazy voulut l'appliquer aux tribus maghzen des environs d'Oran. Pourtant cette colonisation arabe ne fut pas entreprise systématiquement et en grand, tant que dura le gouvernement de Bugeaud ; plus tard seulement, l'idée sera généralisée et les créations se multiplieront.

Au mois de juillet 1845, le Directeur de l'Intérieur sur l'ordre du Gouverneur général, propose au Conseil d'administration de décider la formation d'un village arabe à Guerrouaou dans la plaine de la Mé-tidja, non loin de Beni Mered. La tribu, à laquelle appartenaient les indigènes que l'on voulait fixer en ce point, était celle des Beni Khélil, autrefois puissante, autrefois fidèle à la France. Longtemps, elle avait occupé cette partie de la plaine ; en 1839, soit par contrainte, soit par trahison, elle fit cause commune avec les partisans de l'Emir et, comme eux, pillait les fermes françaises. Mais elle fut décimée par nos troupes, disloquée et presque anéantie lors de la répression. Quelques familles seulement, ramenées par le général Changarnier, se réinstallèrent à Guerrouaou et eurent comme caïd Ben Kadour ; elles ne cessèrent plus d'être dévouées à nos armes. Comme le Gouverneur voulait assurer à ces indigènes la possession des terres qui leur étaient nécessaires pour vivre et comme la colonisation française s'étendait déjà autour de Blida, il estima que le moment était venu de prendre cette mesure de justice plus que de faveur à l'égard de ces indigènes.

« Il m'a ordonné, dit le comte Guyot dans son rapport (1) au Conseil d'administration, d'étudier les graves questions que cet établissement soulève sur le mélange des populations indigènes et euro-

(1) Ce rapport est contenu dans le *Dossier de Guerrouaou*. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

« péennes et les moyens à employer pour assurer le succès de la colo-
« nisation, en même temps que la conservation (au moins partielle)
« pour les Arabes du sol qui les nourrissait autrefois. Cette mission
« était à la fois belle et difficile. C'est une question des plus impor-
« tantes parmi celles qui doivent occuper le gouvernement, puisqu'elle
« va se représenter successivement sur tous les points où il y aura
« lieu désormais d'implanter les populations européennes ». Le direc-
« teur s'excuse de ne pas pouvoir dans les limites de son rapport étudier
« suffisamment l'influence « que doit exercer incontestablement sur
« les mœurs et les habitudes des indigènes le voisinage et, si l'on peut
« dire, leur enveloppement par les Européens ». Il n'énumérera pas
« non plus les difficultés et les périls d'un refoulement brutal : « Sous
« ce rapport, je me bornerai à dire que la justice et la politique nous
« recommandent de les maintenir au milieu de nos populations, mais
« j'insisterai sur les résultats qui ne manqueront pas de se produire
« sous le rapport de leur civilisation, lorsque, entourés par nos routes
« et par nos zones de villages européens, ils se trouveront isolés, frac-
« tionnés et dépouillés de leur homogénéité ; circonscrits par nos vil-
« lages, ils devront renoncer à leurs habitudes pour ainsi dire noma-
« des et se façonner par conséquent à des cultures et à des habitudes
« fixes. L'usage de nos routes, de nos voitures, et l'exemple de nos
« colons leur feront perdre insensiblement leurs tendances guerro-
« yantes et apprécier le bien-être d'une civilisation plus aisée ».

Ces principes posés, le rapporteur avoue que le projet de village indigène de Guerrouaou n'est qu'un essai, mais il ajoute que l'essai est d'autant plus important qu'il doit être le commencement de la réalisation de tout un système. Mêmes avantages sont accordés aux Indigènes qu'aux Européens, mais aussi mêmes charges leur sont imposées. Chaque famille arabe devra construire une maison couverte en tuiles et il lui sera défendu d'aliéner sa concession sans l'assentiment du Gouverneur. Comme la tribu est actuellement réduite à 60 familles, 40 à Guerrouaou, 20 à Meehdoufa, on divisera en 60 lots les 600 hectares disponibles. Cela fera 10 hectares par famille, mais il convient d'avantager le caïd, de lui donner une concession plus grande : « Cette portion, écrit le Directeur, me semblerait devoir
« être divisée en deux parts qui lui seraient attribuées, l'une en pro-
« pre en sa qualité d'habitant du village, l'autre comme apanage du
« caïdat. M. le Maréchal a lui-même indiqué cette mesure qui a l'avan-
« tage d'être conforme aux anciens usages du pays ».

Guerrouaou aurait donc été rapidement créé, s'il ne s'était élevé

des difficultés au sujet de la propriété des 600 hectares dont l'administration prétendait disposer. Ces terres en effet étaient revendiquées par la Société de Fleury. En 1834, une association de propriétaires français, réunis sous cette raison sociale, avait en effet acquis en ce lieu un vaste domaine de 12 à 1.300 hectares, moyennant une rente annuelle de 250 francs (1). Le vendeur n'était autre qu'Ahmed Ben Ali Ben Kadour, celui-là même que Bugeaud avait nommé caïd de la tribu. Au moment de l'achat, le vendeur avait assuré qu'il possédait ces terres à titre de maître et comme bien patrimonial. Le cadi malékite, qui passa l'acte, ne trouva rien à redire et, le 16 janvier 1834, Ben Kadour radieux empocha 100 douros (500 frs.), montant des deux premières annuités que le roumi généreux avait consenti à lui payer d'avance. Dans son âme simpliste, il espérait bien garder l'argent et la terre. Il garda en effet l'un et l'autre pendant plusieurs années tant que l'état de guerre se perpétua dans cette partie de la Régence. Il ne revint même plus à Alger toucher la rente que pourtant chaque année la Société versait entre les mains d'un notaire algérois, M. Lieutaud.

Lorsque, après les premières campagnes de Bugeaud, la plaine fut entièrement conquise et pacifiée, la Société de Fleury prétendit exercer ses droits. Elle envoya en Algérie un agent, porteur de pleins pouvoirs ; il fit sommation à Ben Kadour d'avoir à abandonner le domaine de Mechdoufa dont il avait librement consenti la vente. Surprise simulée de Kadour ; il ne nie pas tout d'abord, mais hésite et veut rendre l'argent, dit-il, puis promet de venir à Alger. Il se ravise bientôt, change d'attitude, conteste la validité et même l'existence de la vente ; il en arrive à tout nier, énergiquement, éperdument. Intervention du tribunal civil d'Alger auquel s'est adressée la Société, condamnation de Ben Kadour ; toutes les formalités judiciaires sont remplies. Kadour laisse passer les délais d'appel ; la décision judiciaire devient souveraine, inattaquable et exécutoire. Encore fallait-il la faire exécuter ! A ce moment, le baron de Giron, envoyé à Alger, vit se dresser devant lui le Gouverneur, devenu le protecteur tout puissant du caïd Ben Kadour. Il eut beau employer tous les moyens de discussion, de persuasion, de menace, prouver la bonne foi de la Société et l'improbité de Kadour, demander l'exécution d'un jugement prononcé par des tribunaux français ; rien ne put vaincre la

(1) Voir dans le *Dossier de Guerrouaou* les très nombreux documents qui se rapportent à cette affaire Fleury-Ben Kadour.

résistance de Bugeaud ; les irrégularités, même les illégalités les plus graves, furent commises. On alla jusqu'à défendre aux huissiers de Blida de prêter leur ministère pour la signification d'une chose jugée : on leur interdit d'écrire et de signer leur refus. Puis, comme la Société allait en appeler au Ministre, vite, sous prétexte que la colonisation arabe était de bonne politique, qu'il fallait l'entreprendre de suite, le Conseil d'administration est réuni d'urgence ; il est censé avoir entendu la lecture d'un rapport qui n'existait pas (celui que l'on possède ne fut écrit que treize jours après), et il approuve de confiance sans qu'aucune des pièces nécessaires au projet de création de ce centre lui ait été présentée. Mieux encore, on retarda la publication d'une ordonnance royale au *Moniteur Algérien* pour que l'arrêté du Gouverneur ne devint pas caduc s'il n'était pas sanctionné par le Ministre dans les trois mois. Evidemment, la Société de Fleury n'en resta pas là ; elle poursuivit l'affaire à Paris ; elle devait y être déboutée de sa demande par un véritable déni de justice après plusieurs années de pourparlers et de controverses. Quant au village de Guerrouaou, il ne sera fondé que plusieurs années après le départ de Bugeaud.

L'histoire simplement esquissée de ce premier projet de village indigène prouve déjà que le Maréchal ne fut amené à la réalisation de sa conception toute particulière que par des raisons assez étrangères à ce système et d'ordre peu relevé. Mais il en est presque toujours ainsi des décisions hâtives de ce Gouverneur. Quand il a pris une résolution, qu'elle soit bonne, qu'elle soit mauvaise, il y persiste envers et contre tous. Plus il rencontre d'obstacles, plus il s'y attache, plus il s'obstine et se bute. Il ne comprend pas qu'il puisse froisser des intérêts légitimes et respectables ; et, dans sa volonté de briser tous les obstacles, dans le plaisir qu'il éprouve à combattre, il perd même de vue le but qu'il s'est proposé. En l'occurrence, il eût été si facile de faire l'essai de ces villages indigènes ailleurs que sur un domaine revendiqué par une Société européenne ; les terres domaniales ne manquaient pas dans la Métidja. Mais le gouvernement eût paru céder aux injonctions d'un civil et son autorité aurait été diminuée aux yeux des indigènes. Cela, il ne le permettra jamais. Sa parole est engagée ; coûte que coûte, il la maintiendra. Au demeurant, si cette attitude intransigeante et cette volonté inflexible forçaient le respect des indigènes, habitués à obéir à un maître despote, et la sympathie des militaires, façonnés par la discipline à l'obéissance, elles lui attireraient l'animosité de toute la population civile ; l'éviction de

la Société de Fleury, dans les circonstances où elle se produisit, provoqua une vive émotion chez tous les grands propriétaires, menacés eux aussi dans la tranquille possession de leurs terres ; ils s'unirent dans un même sentiment de réprobation contre un Gouverneur si peu respectueux de leurs droits et des arrêts de la justice.

Un autre projet de création d'un village indigène à la Rassauta, en faveur des Aribes, fut dressé en 1846 dans des conditions plus régulières. La tribu des Aribes se composait d'indigènes, originaires du Hamza ; dès 1834, on les trouve faisant paître leurs troupeaux sur les bords de l'Harrach ; le général Voirol (1) leur confie la garde de la Maison-Carrée et de Fort-de-l'Eau ; il leur donne un chef, Ben Zecri, « qui, dit-il, a beaucoup d'influence sur eux et qui, pour mieux l'exercer, s'est établi à la Rassauta ». A ce moment, l'autorité militaire est frappée des avantages que la cause française retire de la présence de ces cavaliers dans le voisinage de nos postes : « Ce qu'il importe de ne pas perdre de vue, c'est que notre politique exige, que nous attirions près de nos avant-postes des peuplades indigènes qui, sous notre protection, se livrent à la culture, qui lient étroitement leurs intérêts aux nôtres, forment autour de nous une zone de défense contre les tribus plus éloignées qui seraient ou qui deviendraient fidèles ». Ces Aribes, placés ainsi en quelque sorte à la garde d'Alger, restèrent constamment fidèles, même aux heures les plus critiques, alors que les Beni Khélil pactisaient au contraire avec Abdelkader. Toujours, ils fournirent de nombreux cavaliers pour les expéditions dans l'intérieur ; toujours, ils assurèrent la sécurité sur les routes de la Métidja orientale et contribuèrent puissamment à y maintenir la tranquillité, en arrêtant les voleurs et les assassins. Ils étaient ainsi devenus indispensables aux autorités militaires : c'était près d'Alger la *tribu maghzen* des Français.

A partir de 1835, ces Aribes furent autorisés à s'installer dans une grande propriété domaniale d'une contenance de 5.000 hectares environ, appelée la Rassauta, et, malgré les grands propriétaires auxquels le gouvernement français fit successivement concession de ce vaste domaine — le prince de Mir et le comte del Valle San Juan — ils restèrent fixés à ce sol qu'ils cultivaient et sur lequel ils faisaient paître leurs troupeaux. Les grands concessionnaires passèrent ; eux se maintinrent. Ils continuèrent à semer leur orge ou leur blé là où il leur plut et à garder leurs moutons et leurs bœufs sans grand souci

(1) Cette lettre de Voirol existe dans le *Dossier des Aribes* ou de la *Rassauta*.

des limites auxquelles s'arrêtait cette propriété du beylik. Or, des Européens s'étaient installés à côté d'eux ; ils se plaignirent des ravages occasionnés à leurs champs par le bétail de ces incommodes voisins. En 1846, la situation devint intolérable. La Direction des Affaires Arabes fut invitée par le Gouverneur à étudier les mesures les plus favorables pour fixer cette tribu à demeure, et par concession à titre incommutable, sur le territoire qu'elle occupait. Les Aribes, connaissant leurs limites, ne seraient plus tentés de pénétrer dans les propriétés des Européens. Pourquoi la Direction des Affaires Arabes plut-elle que la Direction de la colonisation à laquelle on s'était adressé une année auparavant pour les Beni Khélil ? Parce que l'œuvre de la colonisation civile était de plus en plus attaquée, arrêtée, diminuée et que le comte Guyot n'avait plus dans le Conseil d'administration la même influence qu'autrefois, tandis que celle du lieutenant-colonel Daumas avait grandi au point de devenir prépondérante.

Le système préconisé alors par Daumas était le cantonnement des indigènes, combiné avec la concession ou la confirmation du droit de propriété individuelle sur les terres que les Aribes occupaient. Il ne s'agissait en l'espèce que d'accorder à ces indigènes la pleine possession, là où ils n'avaient qu'un droit de jouissance.

Il importe, dit le Maréchal (1), que ce premier essai de cantonnement des Arabes... ait lieu dans des conditions qui permettent d'en espérer le succès.

On est, en effet, au lendemain de la grande insurrection de 1845 ; cette révolte avait été attribuée par les Bureaux Arabes aux progrès de la colonisation et aux menaces de dépossession en résultant pour les tenanciers indigènes. M. Foucher, rapporteur près du Conseil d'administration, s'exprime à ce sujet d'une façon fort explicite : « Un « des plus grands obstacles (2) que rencontre la colonisation euro-
« péenne pour s'établir en Algérie provient de ce que le sol se trouve
« le plus souvent entre les mains des indigènes ; il est d'une haute
« politique de ne pas les refouler incessamment pour éviter d'amasser
« contre nous des haines qui ne se traduisent que trop souvent en
« conflagrations terribles... Par suite nous devons admettre les tribus
« soumises à partager avec nous le sol, en compensant le retrait que
« nous leur faisons de la majeure partie par l'assurance de la propriété

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 25 avril 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier des Aribes.

(2) *Rapport de M. Foucher*, joint au dossier des Aribes.

« incommutable du surplus et faire concourir l'élément indigène à « l'œuvre de la colonisation. Le cantonnement des indigènes se présente donc comme la première opération pour libérer la terre occupée par eux au profit de l'élément européen ». Enfin, dans le rapport adressé au Ministre, il est également question d'appliquer ce système de cantonnement et il y est dit que « depuis quelque temps, « cela préoccupe à bon droit les administrations centrale et locale ».

Toutefois, le gouvernement doit comprendre que, s'il veut faire accepter aux indigènes des mesures qui viennent les froisser dans leurs habitudes, dans leurs mœurs et dans leur mode d'exploitation, il ne saurait employer les moyens en usage pour les concessions ordinaires ou les créations de centres de population européenne. C'est pour cette raison que la concession sera faite à la tribu tout entière, qu'elle s'étendra sur deux mille hectares, sans qu'on puisse juger exagérée la superficie aliénée ainsi à son profit.

Le Ministre ne proposa cependant que la concession de 1.600 hectares, et l'ordonnance royale du 22 décembre 1846 n'affecta au centre indigène de la Rassauta que cette superficie restreinte. Ce fut une première cause de retard ; Bugeaud protesta en effet contre cette diminution. Elle avait été provoquée par une intervention du Directeur des Affaires Civiles : ce fonctionnaire faisait remarquer que, dans la superficie de 2.000 hectares, étaient compris presque tous les canaux et ouvrages de dessèchement entrepris dans les marais de Sidi-Aïssa, que, laisser aux indigènes le soin de les entretenir, c'était se condamner à perdre dans un très court délai le bénéfice de ces travaux fort onéreux, et que par suite, il paraissait préférable de distraire du périmètre à concéder une surface de 400 hectares qui resterait la propriété de l'Etat.

Les Aribes comprenaient 168 familles, en tout 863 individus ; ils possédaient un nombreux troupeau : 149 chevaux de selle, 73 de bât, 37 poulains, 100 ânes, 43 mulets, 34 chameaux, 967 bœufs ou vaches, 213 bœufs de labour et 3.299 moutons. 2.000 hectares sont à peine suffisants selon Bugeaud. La part qui reviendra à chaque famille constitue une moyenne de concession plus faible que celle accordée aux Européens :

Diverses considérations, insiste Bugeaud (1), devraient militer pour que la différence fût en faveur des Indigènes : leur culture est moins avancée, ils possèdent beaucoup plus de bétail que les colons européens, ils sont en outre dans l'o-

(1) *Lettre de Bugeaud*, déjà citée, 25 août 1847.

bligation de nourrir 150 *chevaux du maghzen* qui exigent 2.106 quintaux d'orge, produit de 300 hectares de terrain.

La discussion se prolongea durant les premiers mois de 1847, de nouvelles études sur le terrain furent prescrites. Elles n'étaient pas complètement achevées lorsque Bugeaud démissionna. Rien n'était donc arrêté à ce moment. Là encore la colonisation arabe resta à l'état de projet, et, si les difficultés ne vinrent pas comme à Guerrouaou de l'indécision où l'on était sur les droits de propriété des indigènes, elles prirent leur source dans les inconvénients qu'il y avait à laisser aux Arabes le soin d'entretenir des canaux de drainage et dans la superficie trop étendue de la concession. Il est vraisemblable aussi que, pour les détails d'exécution que personne n'avait prévus ou plutôt que la Direction des Affaires Arabes n'avait pas voulu faire connaître, d'autres discussions auraient surgi et auraient entraîné de nouveaux retards. Retenons seulement l'intention du Gouverneur et ses déclarations : elles ne tendaient à rien moins qu'à favoriser les indigènes plus que les européens sous prétexte que leurs habitudes de culture exigeaient de plus grandes surfaces de terrain à exploiter.

Une dernière tentative de colonisation arabe se produisit dans les premiers mois de 1847, mais, comme les deux précédentes, elle fut simplement amorcée sous le gouvernement de Bugeaud. Bien qu'approuvée et encouragée par le Gouverneur, elle n'avait pas été directement conçue par lui ; elle se rattachait à tout un système de gouvernement des Arabes, restauré des Turcs, dont le colonel Walsin Esterhazy sous-directeur des Affaires arabes à Oran, était le promoteur (1). En 1847, les chefs des tribus maghzen, Douairs et Smélas, se plaignirent vivement des menaces de dépossession que laissait planer sur elles le projet du général Lamoricière (2) ; le colonel prit fait et cause pour ces indigènes et s'employa activement à combattre le projet de son général. A l'instigation du Gouverneur, qui malgré ses déclarations publiques eût été fort satisfait de l'échec infligé au système de son lieutenant, le colonel Walsin Esterhazy envoya bientôt, le 7 mars, à Alger des propositions à l'effet de concéder aux Arabes de ces tribus le territoire dont ils avaient héréditairement l'usufruit. Le mémoire qui les contenait plut à Bugeaud ; il s'empressa d'écrire à son auteur le 15 du même mois :

(1) *Notice historique sur le Maghzen d'Oran* par le colonel Walsin Esterhazy.

(2) Voir au chapitre suivant l'étude du *Système de Lamoricière*.

Je vous remercie de tout cœur du Mémoire (3) que vous m'avez adressé par M. le général d'Arbouville ; je l'ai lu avec une vive satisfaction. Comment ne l'approuverais-je pas puisqu'il est en harmonie parfaite avec ma politique envers les Arabes, avec mes idées sur la manière de les gouverner, de les administrer de nous les assimiler ? Ce que vous proposez pour rendre les Douairs et les Smélas propriétaires, je l'ai déjà mis en pratique à l'égard des Aribis de la Maison-Carrée et je suis en train de le faire pour d'autres petites tribus de la plaine. Les uns et les autres n'ont pas cependant les mêmes titres qu'eux à notre sollicitude. Quand je dis que j'ai fait pour les Aribis ce que vous demandez pour les Douairs et les Smélas, je ne dis pas assez, car j'ai fait beaucoup plus. Ils n'avaient ni titres, ni longue possession, et cependant je leur ai fait donner 1.800 hectares de la Rassauta. On est en train actuellement de faire un travail de répartition entre les familles. Je me propose aussi de les exciter à construire des habitations sédentaires, ce qui serait un fait capital pour l'avenir du pays. Plusieurs chefs de douar y ont déjà consenti.

Le projet du colonel devait agréer d'autant plus au Maréchal qu'il était en partie la reproduction de son mémoire de 1838. Dès cette époque, alors qu'il ne commandait que la division d'Oran, Bugeaud avait été vivement frappé par les avantages de ces troupes irrégulières indigènes, car elles l'avaient fidèlement servi dans ses deux campagnes ; aussi, aurait-il désiré les récompenser de leurs services et en même temps les fixer au sol par la construction de villages et la concession de certaines immunités. Reprenant la même idée, mais l'élargissant, mais lui donnant toute sa valeur historique, Esterhazy montra dans sa notice sur le maghzen d'Oran qu'en agissant ainsi, on restaurait la politique des Turcs dans ce qu'elle avait de légitime et d'excellent. Comment a-t-on utilisé jusqu'ici les indigènes en Afrique ? En les organisant à l'européenne, en les encadrant dans notre régularité, en les prenant à notre solde, en cherchant à nous les assimiler au point de vue militaire sans transition, sans préparation, et l'on n'a ainsi accompli qu'une œuvre « hybride (1) qui, sous le rap-
« port politique, n'a rien produit et ne pouvait rien produire ». L'indigène, en effet, lié à notre service, « n'est qu'un mercenaire, il n'est
« attaché à notre cause que par le salaire journalier qu'il reçoit ;
« aussi, estime-t-il qu'il ne nous doit plus rien et n'a plus rien à at-
« tendre de nous après sa libération ». Combien plus grande et plus féconde était l'idée du Maghzen turc ! Par la jouissance d'excellentes terres de culture, par l'exemption des impôts et aussi par l'appât des

(3) *Bugeaud à Walsin Esterhazy*, 15 mars 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier des Douairs.

(1) Esterhazy : *Notice sur le Maghzen d'Oran*, page 266.

honneurs, des charges, des faveurs, ceux qui avaient dominé avant nous sur cette partie de l'Afrique avaient su dissocier d'abord le bloc des résistances indigènes, puis asseoir leur autorité sur des formations dont le dévouement leur était garanti par les privilèges qu'ils leur accordaient et par l'hostilité jalouse des populations locales. N'est-ce pas à la reconstitution de ces *troupes maghzen* que l'on devrait travailler ? La France y gagnerait la consolidation définitive de sa conquête, la possibilité de réduire son armée et une sensible diminution de ses dépenses. « Pour ceux (1) qui connaissent un peu les Arabes, « leur nature et leur caractère, il demeurera certain, nous en sommes « convaincus, que les principales tentes des tribus brigueront, à « l'envie, la faveur de faire partie des maghzens. On atteindrait donc, « par ce moyen, le but vers lequel on doit tendre, celui d'organiser « près de tous nos postes ce qu'on peut appeler le parti français, « c'est-à-dire de créer un noyau de gens considérables parmi les leurs, « dévoués par intérêt à notre cause et sur lesquels notre influence « rendrait faciles les essais progressifs de civilisation que nous voulons « tenter. Nous en tirerions nos administrateurs en temps de paix, la « partie solide de nos goums en temps de guerre. Nés dans le pays où « aurait à s'exercer leur action, ils en connaîtraient parfaitement les « hommes et les choses, nous tiendraient au courant des moindres « bruits, des plus petites nouvelles et leur intérêt serait pour nous « une réelle et puissante garantie ».

La colonisation arabe apparaît ici matérielle et morale ; elle resserre les liens qui attachent l'indigène à la terre, puisqu'il la possédera désormais individuellement. Elle crée, en outre, d'autres nœuds plus politiques qui les maintiendront dans notre parti ; les chefs se transformeront à notre contact et l'autorité française pourra se servir d'eux afin d'agir sur les masses : « Ils seront les colporteurs, les promoteurs de nos idées... Ils seront dans les tribus nos yeux, nos oreilles, « nos bras, nos jambes ». Cette conception amplifiait, étendait démesurément la portée de la colonisation indigène ; elle atteignait presque les proportions du fameux système du royaume arabe. Dans son *Mémoire*, Esterhazy n'avait eu que l'occasion de l'esquisser ; il ne la développera que dans sa notice sur le Maghzen d'Oran en 1849.

Le projet de concession de territoire aux Douairs et aux Smélas, malgré tout l'empressement que le colonel, le Gouverneur, puis le Conseil supérieur d'administration, mirent à l'élaborer et à le discuter,

(1) *Notice* citée, pages 267-268.

ne fut prêt qu'au moment où Bugeaud quitta la colonie. Il fut adopté à l'unanimité par le Conseil. Le duc d'Aumale donna l'ordre de commencer les travaux des premiers villages chez les Smélas.

Les idées persistent en effet, même quand ceux qui les ont émises ou approuvées s'en vont. La colonisation arabe, projetée sous Bugeaud, sera poursuivie par ses successeurs, ses lieutenants et élèves. Conformément à ses vues, l'autorité militaire ne négligera rien pour fixer au sol les indigènes et pour les amener à construire des maisons et des fermes. Elle accordera de larges subventions, donnera des primes, édifiera de vastes maisons à l'usage des grands chefs. Elle dépensera ainsi en vains efforts de grosses sommes d'argent, car les résultats furent au-dessous du médiocre. Tous ces villages n'eurent qu'une existence éphémère ; les Arabes, habitués à de pauvres gourbis qu'ils quittaient lorsque, par suite des inconvénients d'un long séjour, l'existence n'y était plus possible, accoutumés aussi à se déplacer non seulement à cause des pâturages mais encore afin d'éviter les chaleurs torrides des plaines et les miasmes pestilentiels qui s'en dégageaient, ne se laissèrent point séduire par le confort des habitations européennes. On ne modifie pas en quelques années des usages séculaires imposés le plus souvent à un peuple par le climat du pays. Nous avons pu constater nous-mêmes que dans le centre d'Hennaya où l'administration contraignit plus tard les colons européens et les colons indigènes à bâtir des maisons, ces derniers avaient laissé tomber en ruines leurs bâtisses et préféraient vivre dans les cours, à l'air libre ou sous des abris de roseaux. Combien est lente aujourd'hui encore la transformation de l'habitation indigène, même chez les Kabyles qui pourtant habitent des maisons de pierre ! (1)

D'ailleurs, quand Bugeaud ne fut plus là pour animer ses collaborateurs de ses fortes convictions, l'administration militaire vit de plus en plus dans la colonisation arabe un moyen de faire échec à la colonisation européenne et aussi l'occasion de montrer que la race arabe, intelligente, fière, belliqueuse, était capable de se comporter aussi bien que les colons civils, « ces pékins et ces plaignards ». L'esprit des bureaux arabes triompha sans mesure.

(1) Barlette : *Notice sur le mode d'habitation des Indigènes dans la commune de Dra-el-Mizan*. Bulletin de la Société de Géographie, 1912, 1^{er} trimestre. Passim, pages 101-114.

IV

Les Bureaux Arabes et la Colonisation

Partisans d'une colonisation militaire ou simplement arabe, comment les bureaux arabes auraient-ils pu jouer le rôle que leur avait assigné le Maréchal dans ses circulaires, celui de servir de trait-d'union entre les Indigènes et les Européens ? Ont-ils réellement travaillé au rapprochement des vainqueurs et des vaincus ? Formés exclusivement d'officiers qui traitaient avec une hauteur dédaigneuse tous les civils, n'arrivèrent-ils pas à se poser en adversaires irréductibles des colons européens et en admirateurs passionnés des chefs indigènes ? Pourtant, au début, avec Bugeaud et pour satisfaire aux désirs du Gouverneur, qualifiés par quelques-uns de travers, ils se considèrent comme créés en vue de préparer les voies à la colonisation ; ils le répéteront plus tard sans conviction et dans le but de donner le change sur leurs véritables intentions. Nous allons essayer de montrer comment se manifesta, secrètement d'abord, puis en public, cette forme nouvelle de l'animosité du militaire pour le civil et quels fâcheux résultats elle produisit.

Les années 1843 et 1844 avaient été consacrées à l'organisation des bureaux arabes et à la régularisation du gouvernement des indigènes. L'œuvre est complète dans les derniers mois de 1844 et elle ne sera plus modifiée. Rien qui la signale d'abord à l'attention publique. L'administration nouvelle s'essaie, se développe, s'installe solidement partout. Les officiers se livrent à des travaux de statistique, recueillant des renseignements sur les tribus, nouant des relations suivies avec les hommes influents de la société indigène ; ils n'ont guère le temps de s'occuper des Européens. A peine trouve-t-on dans la correspondance du Directeur des Affaires Arabes à Alger de courtes lettres relatives à de menus incidents de la vie algérienne. La sécurité était encore mal établie dans la plaine ; de nombreux vols s'y commettaient. Le plus souvent les Indigènes en étaient les auteurs et les Européens les victimes ; ceux-ci ne se laissaient point dépouiller sans se plaindre avec vivacité et sans tenter de se faire justice eux-mêmes quand l'action des Bureaux Arabes leur paraissait trop lente. De là, des conflits répétés qui n'étaient point tranchés avec toute l'impartialité et toute la vigueur nécessaires. Ils devaient à la longue

provoquer un vif mécontentement parmi les colons. Simples escarmouches d'avant-garde !

La bataille s'engagea un peu plus tard au cours des six derniers mois de 1845 et à l'occasion de la grande insurrection de septembre. Quelles étaient les causes de la révolte ? La colonisation européenne, répondirent sans hésiter les Bureaux Arabes. La campagne contre l'œuvre des colons commença dans la presse par des articles inspirés, d'allure officieuse. On se demandait quelle avait été l'évolution des sentiments chez les indigènes, comment ils s'étaient résignés après les grandes campagnes de 1842 et 1843, mais comment aussi on les avait poussés à sortir de cette résignation par une réglementation tracassière, par la méconnaissance de leurs traditions et de leurs habitudes et même par la spoliation. « Nous n'en restâmes pas là (1) ; « ... on créa des villages... des villes furent établies sur une foule de « points de l'intérieur ; on concéda aux Européens des terres naguère « la propriété des tribus ou des particuliers ; on se mit à la recherche « des biens du Beylick, on établit des statistiques, et des géomètres, « envoyés de tous les côtés, prouvaient aux Arabes que ce n'était pas « dans leur intérêt qu'on mesurait leurs terres. Pour satisfaire « aux besoins des populations européennes qui venaient se pla- « cer à côté d'eux, on déposait les Musulmans des terrains où « étaient placés les tombeaux de leurs ancêtres et de leurs marabouts ; « le chrétien colon devenait le propriétaire incommutable d'une por- « tion du sol, et nous annonçâmes aux vaincus qu'il y aurait malheur « pour eux si le moindre dommage était causé aux maîtres nouveaux. « Les Arabes comprirent alors que la soumission ne pouvait plus être « factice, superficielle, provisoire comme ils l'avaient entendu ; ils « virent clairement que nous voulions non seulement habiter mais « encore posséder leur pays. Ils se rappelèrent les efforts d'Abdelka- « der... ». A lire ces lignes, on se croirait revenu vraiment à quinze années en arrière ; ces mêmes doléances avaient été rapportées et amplifiées par ceux qui en 1831 voulaient l'évacuation de la Régence. Aujourd'hui pourtant, on ne parlê plus de l'abandon de l'Algérie, mais on souhaite l'arrêt de la colonisation. Les Indigènes seront alors si faciles à gouverner !

(1) Cette citation est tirée d'un article de l'*Akhbar*, lequel se trouve in-extenso dans un registre de la Direction des Affaires Indigènes sous le titre : *Des causes de la dernière insurrection*, 17 septembre 1845. Il fut ou écrit par Daumas ou sûrement inspiré par lui.

L'opposition des Bureaux Arabes contre toute extension de la colonisation européenne va bientôt se traduire par des actes. Bugeaud était encore en France quand Daumas, averti des premiers mouvements insurrectionnels de 1845, prit sur lui de faire ajourner les travaux préparatoires à l'installation de trois villages dans la Métidja ; il refusa d'aider dans leur mission les géomètres chargés de l'enquête. Etonnement et colère du Directeur de l'Intérieur : « Je lui « ai répondu, écrit Daumas (1) le 7 octobre 1845 à Lamoricière, alors « Gouverneur par intérim, que c'était inquiéter mal à propos les po- « pulations et que je prenais sur moi d'ajourner ce projet jusqu'à des « temps meilleurs. Nous avons bien assez d'ennemis sans nous en « créer bénévolement de nouveaux ». Bugeaud est de retour à Alger ; il revient agri par l'insuccès de ses démarches à Paris, furieux contre le Ministre, les bureaux du Ministère, le gouvernement, les fonctionnaires civils, les colons. Il obéit aux suggestions de Daumas, approuve son attitude, confirme au comte Guyot l'ordre d'ajourner tous les travaux de colonisation. « Ce n'est qu'un ajournement, lui écrit-il » ; mais quelle différence d'attitude entre hier et aujourd'hui ! Autrefois il n'eût certes pas consenti à sacrifier aux appréhensions, même les plus vives et les plus fondées, le grand œuvre de la colonisation ; maintenant, sur le simple conseil des Bureaux Arabes, il arrête brusquement tous les travaux. Cette concession en entraînera d'autres. Qu'elle soit due à un sentiment de révolte contre les prétentions d'un Ministre qui veut exercer sur toute son administration une tutelle gênante, ou qu'elle soit la conséquence de la faveur grandissante du colonel Daumas, le résultat est là indéniable. La partie est décidément gagnée auprès du Maréchal. Le sera-t-elle aussi aisément auprès du Conseil d'administration ?

Lorsqu'il s'agissait de fixer le périmètre de colonisation autour d'une ville, le Conseil d'administration était appelé à en délibérer et copie de la discussion et de l'avis motivé était transmise au Ministre. Le 2 octobre 1845 (2), le Directeur de l'Intérieur, se conformant aux ordres du Ministre de la Guerre, avait proposé au Conseil un projet d'ordonnance relatif au territoire de Cherchell. Affaire des plus ur-

(1) *Lettre du lieutenant-colonel Daumas à Lamoricière, 7 octobre 1845. Archives de la Colonisation Algérienne A.G.G.A.* Il faut remarquer que Daumas profite de la présence de Lamoricière à la tête du gouvernement de la colonie, car il savait que le général n'approuvait pas les méthodes du comte Guyot.

(2) Voir toute cette longue discussion dans le *Dossier de Cherchell*.

gentes dont la solution était retardée depuis près de cinq années : des concessions avaient été faites dans cette ville, concessions urbaines et concessions rurales ; mais ces dernières, malgré les promesses de l'administration, étaient d'une exigüité invraisemblable. On voulait étendre la surface colonisable. Or, depuis le 26 mars 1844, était à la tête du Bureau Arabe de Cherchell le sous-licutenant Moullé, grand ami des Arabes ; toute sa carrière militaire, il l'avait faite dans les corps indigènes (gendarmes maures et spahis) ; fort bien vu du colonel Daumas, cet officier va se signaler à plusieurs reprises par la tenace résistance qu'il opposera à toute mesure favorable aux Européens. Le projet du Directeur de l'Intérieur fut l'occasion des premières hostilités ; M. Rivière, conseiller rapporteur, conclut à son adoption au cours de la séance du 24 octobre (1). Mais le débat s'engage et un membre du Conseil fait remarquer que le Domaine n'est peut-être pas propriétaire de la totalité des terrains compris dans le partage ainsi projeté ; du moins, cette conviction absolue ne résulte pas des termes du rapport. Une partie de ces terres semble pouvoir être revendiquée par les Arabes du voisinage. Qui ne voit au surplus les inconvénients d'une solution hâtive rendus plus graves par les complications de la situation actuelle ? Pour toute œuvre coloniale, il importe, suivant ce conseiller, de vérifier si les mesures proposées s'accordent bien avec les vues de l'administration au sujet des Indigènes. Il conclut donc en demandant qu'avant de statuer sur ce projet d'ordonnance, le Conseil renvoie le dossier de l'affaire au Directeur central des Affaires Arabes avec prière de fournir ses observations sur l'origine des terrains, les arrangements à prendre avec les propriétaires, les objections que pourrait soulever le service des Affaires Indigènes. Mieux encore, il propose que cette consultation préalable soit désormais une obligation, toutes les fois qu'il s'agira de plans à dresser pour délimiter une circonscription territoriale de colonisation. Les prétentions de la Direction des Affaires Arabes s'affirmaient ; elle voulait qu'un droit d'avis sur tous les travaux de la colonisation lui fût octroyé. C'était le moyen ingénieux d'obtenir plus tard un droit de contrôle absolu. Alors seulement aucun centre ne se créerait que par la volonté toute puissante des bureaux. Alors l'œuvre civile de la colonisation serait subordonnée à l'institution militaire des Bureaux Arabes.

(1) *Rapport de Rivière, 24 octobre 1845. Dossier de Cherchell. A.G.G.A.*

Ce but, on ne l'atteignit pas du même coup. Dans l'affaire de Cherchell, le Conseil n'approuva la proposition qui lui était soumise que pour ce cas particulier ; il ne lui sembla pas nécessaire d'étendre explicitement sa décision à tous les projets ultérieurs ; il s'en rapporta à la sagesse des directeurs de service. Deux jours après, le 26 octobre, le comte Guyot, très loyalement (1), et sous prétexte d'amener une entente préalable entre les deux administrations, soumit à Daumas les plans des villages qu'il projetait de créer sur le territoire des Beni Moussa ; il lui confia aussi les principales dispositions du système adopté par le Ministre de la Guerre pour le peuplement de la plaine de la Métidja et sollicita son avis. L'attitude des Bureaux ne tarda pas à se préciser ; elle devint franchement hostile. Le 14 novembre 1845, passa devant le Conseil le dossier concernant la fondation des villages de Rovigo et de Sidi Moussa. Le conseiller rapporteur, M. Foucher, ne sachant que penser du mutisme du colonel et de l'insistance du comte, se garda de conclure ; il se contenta de poser à ses collègues la question préliminaire suivante : dans l'état actuel de la politique du pays, y a-t-il « opportunité à décréter (2) de nouveaux « villages et à commencer des travaux qui pourraient jeter l'inquiétude parmi les populations indigènes, en les dépossédant de terrains situés sur leur territoire, et servir de prétextes aux prédications des fanatiques dans les tribus plus éloignées ? ». Telle qu'elle était posée, la question emportait une réponse négative. Il y eut une joute oratoire longue et passionnée entre les deux directeurs. Le comte Guyot était vaincu d'avance. La peur est mauvaise conseillère et le colonel Daumas sut évoquer à propos l'image de l'insurrection grandissante et le souvenir de l'année 1839. Il gagna sa cause : l'ajournement fut voté ; c'était l'arrêt de la colonisation. Le Directeur des Affaires Arabes est donc parvenu à ses fins ; il exulte et, dès le lendemain, il écrit au Maréchal pour se féliciter de sa victoire (3), ce qui prouve qu'il était bien d'accord avec Bugeaud.

Sans doute, ce n'était qu'à la faveur de la crise grave que traversait l'Algérie dans les derniers mois de 1845 que des projets de coloni-

(1) *Lettre du comte Guyot à Daumas*, 26 octobre 1845. Archives de la Direction des Affaires Indigènes.

(2) *Rapport de Foucher sur les projets de création des centres de Rovigo et de Sidi Moussa*, 14 novembre 1845. Dossiers de ces centres. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

(3) *Lettre de Daumas au Maréchal Bugeaud*, 15 novembre 1845. Archives des Affaires Indigènes.

sation furent ajournés. Pourtant il était à craindre que l'opposition, manifestée à cette occasion, ne devint durable et systématique. Elle se comprenait aujourd'hui ; peut-être même était-elle légitime ! Ne deviendra-t-elle pas demain, lorsque tout danger sera écarté, intolérable et au demeurant nuisible ? L'année 1846 vit s'accroître cette hostilité contre toute entreprise européenne et se multiplier les complaisances des bureaux à l'égard des Arabes. Les officiers se montrèrent tellement partiaux qu'ils soulevèrent de violentes colères et que de très vives plaintes furent adressées au Ministre de la Guerre. Par elles, les seules que l'on ait conservées, nous pouvons juger de l'acuité de ce conflit entre militaires et civils ; les autres réclamations plus nombreuses, envoyées à la Direction d'Alger, ne nous sont pas parvenues. Inutile de citer beaucoup de faits pour prouver jusqu'à quel point les choses s'aggravèrent.

Le vicomte de Touchebœuf-Clermont possédait un grand domaine à l'*Haouch Mimouch*, chez les Beni Moussa, tribu réputée pour son humeur pillarde et sa turbulence. Plusieurs fois, ce propriétaire avait été victime de vols de bestiaux ; un incendie, allumé par des mains criminelles, avait consumé ses meules de paille et failli détruire son habitation ; les Indigènes faisaient paître continuellement leurs troupeaux sur ses champs et les dévastaient. A plusieurs reprises aussi, ce colon français s'était plaint au Bureau arabe de Blida, puis aux tribunaux civils ; impossible d'obtenir justice. Furieux, il réclama auprès du Ministre de la Guerre. Il fallut bien s'occuper de lui, faire une enquête. Evidemment, l'administration locale jura qu'elle n'était pas coupable ; elle avait bien été avisée par M. de Touchebœuf des nombreux vols dont il se prétendait victime, mais elle n'avait pas pu agir, disait-elle, faute de renseignements précis. Pourquoi vraiment ce propriétaire ne dénonçait-il pas plus clairement ses voleurs ? A lui de les désigner ; les bureaux se chargeaient du reste. Le raisonnement n'est-il pas d'une simplicité merveilleuse ? Et puis — autre argument de même valeur (1) — M. de Touchebœuf-Clermont est coupable d'avoir laissé la plupart du temps ses troupeaux errer à l'aventure : « Ses terres n'étant pas gardées, imparfaitement délimitées, ont pu « sans aucun doute être souvent traversées par des Arabes ; je lui ai « recommandé à plusieurs reprises d'assurer ses propriétés par des « mesures de conservation que, lui seul concessionnaire, pouvait

(1) *Lettre de Daumas au Directeur des Affaires Civiles* (sans date). Archives des Affaires Indigènes.

« prendre ; il paraît qu'il a peu tenu compte de mes observations et « sa négligence à ce sujet est la cause principale de ce qui lui est arrivé ». Admirez vraiment la haute et originale conception que la Direction des Affaires Arabes a de ses devoirs de police : elle recommande à la victime de prendre des précautions, mais ne fait aucun effort pour retrouver les coupables, les punir et prévenir ainsi de nouveaux larcins. M. de Touchebœuf exagère au demeurant, d'après elle, les dommages qui lui ont été causés ; était-ce vraiment la peine de parler d'un incendie dont on n'a jamais pu démontrer le caractère criminel ? N'y a-t-il pas quelque ridicule à citer le cas d'un âne dont la mort serait due à la maladie du vertige ? Sous la plume de cet administrateur, l'affaire tourne à la comédie, mais cette comédie va avoir un dénouement bien inattendu.

M. de Touchebœuf, auquel il n'avait pas été répondu de Paris, eut un jour un mouvement de colère. Ayant aperçu des troupeaux arabes paissant sur sa propriété, il les fit saisir aussitôt, conduire en fourrière et exigea pour que ces bêtes fussent rendues à leur propriétaire une somme de 200 francs, laquelle lui fut versée immédiatement sans qu'aucune autorité ait eu à intervenir. Pour le coup, son audace est extrême ; le délit est nettement caractérisé, les Bureaux Arabes sauront bien faire comprendre la gravité de son acte à ce propriétaire récalcitrant. Haro sur... M. de Touchebœuf ! La Direction des Affaires Arabes à Alger mit toute diligence pour déposer une plainte (1) entre les mains du Procureur du Roi. Incroyable en apparence, la chose est pourtant vraie. Voici d'ailleurs un passage textuel de cette requête : « Tous les jours les Arabes viennent se plaindre à nous de « ce que des propriétaires européens s'emparent de leurs bestiaux, « les mettent en fourrière et exigent des sommes exorbitantes pour « de légères infractions à la propriété lorsque les troupeaux mal gardés se rendent sur les territoires qui leur sont interdits. *Je suis persuadé que le plus souvent les Arabes sont dans leur tort et laissent, soit par négligence, soit par calcul, paître leurs troupeaux sur le terrain d'autrui* ; cependant, je crois qu'il est important de savoir si un propriétaire européen, qui n'a pas de garde-champêtre nommé officiellement, peut à son gré saisir des bestiaux, les garder chez lui et fixer arbitrairement la somme qu'il lui convient de percevoir pour les rendre. C'est à vous, M. le Procureur du Roi, que je crois devoir m'adresser pour obtenir la solution de cette question ». Et voilà

(1) Le texte de cette plainte se trouve dans les Archives des Affaires Indigènes.

comment M. le vicomte de Touchebœuf-Clermont, propriétaire à l'Haouch Mimouch de Sidi Moussa, après avoir été volé maintes fois, après avoir adressé plusieurs plaintes aux Bureaux Arabes et aux tribunaux, plus une supplique au Ministère de la Guerre, faillit être traduit devant le Procureur du Roi pour avoir essayé de se faire justice lui-même.

Protecteurs actifs et habiles des Indigènes dans tous leurs différends avec les colons européens, les officiers des Bureaux Arabes se considèrent comme engagés d'honneur à défendre les intérêts de leurs administrés contre les prétentions des diverses administrations civiles de la colonie. Aussi entravent-ils de tout leur pouvoir les recherches du Domaine, s'opposent-ils aux rigueurs des règlements du Service forestier et s'ingénient-ils à multiplier les obstacles à la Direction de la colonisation. De plus en plus, ils se posent en adversaires irréductibles de tous les fonctionnaires civils et des colons. Au mois de mai 1846, l'insurrection est partout domptée ; il est temps, ordonne le Ministre, de reprendre les travaux de création des centres ; il demande donc à cette occasion un rapport complet sur la mise en culture de la Métidja. Afin de l'établir, le Directeur des Affaires civiles réclame les renseignements nécessaires au colonel Daumas. Sans se donner le temps de recueillir ces documents, celui-ci rédige rapidement une longue lettre que, dès le lendemain 6 mai, il communique à Bugeaud. Le Gouverneur en prit-il connaissance, cela est probable ; il est cependant étonnant qu'il n'ait point cherché à en faire atténuer les termes ; telle qu'elle fut écrite et adressée, elle constitue le plus passionné et le plus impitoyable réquisitoire contre les colons européens et le panégyrique le plus complet du cultivateur indigène.

Le Directeur des Affaires civiles avait dans sa demande de renseignements parlé des obstacles qui s'opposaient à la mise en valeur de la plaine et laissé entendre qu'ils venaient surtout des Arabes. Le colonel Daumas s'empare de cet argument et consacre toute sa lettre à le réfuter : « Les obstacles (1), qui peuvent s'élever contre la colonisation et la mise en culture des terrains de la Métidja, ne me semblent pas venir de la part des Indigènes ; je crois au contraire que ce sont eux qui, en somme, travaillent et cultivent le plus malgré les difficultés toujours plus graves qu'ils rencontrent de jour en jour. Les propriétés des Arabes diminuent sensiblement ». Il rap-

(1) *Lettre de Daumas au Directeur des Affaires Civiles*, 6 mai 1846. Archives de la Direction des Affaires Indigènes.

pelle ensuite les deux raisons bien connues de cette diminution : ventes anciennes faites à des prix d'une modicité dérisoire au moment où les indigènes pouvaient croire au rembarquement prochain des Français, et multiples expropriations ordonnées par l'administration en vue de former le périmètre de ses villages de colonisation. Il présente dès lors les Indigènes comme spoliés par les Européens ou par l'administration civile : « On commence par leur enjoindre de s'en aller « après avoir stipulé une faible indemnité (1/20 de la valeur) ou même « sans avoir préalablement observé cette formalité. La terre est alors « concédée aux Européens ; mais qu'arrive-t-il ? C'est que l'Arabe, « ne sachant où aller planter sa tente, vient le lendemain trouver « l'Européen qui, par droit de concession, est sur son champ, lui loue « moyennant 100 francs la même étendue pour laquelle il ne touche « que 10 francs d'indemnité du gouvernement (quand il en touche) « et se met à la culture faute de mieux. Et l'on appelle l'Européen « un colon effectif et l'Arabe un obstacle à la civilisation ! Ceci peut « paraître étonnant ; mais je n'exagère pas et c'est ce qui se passe à « Blida, à Dalmatie, à Joinville, Montpensier, Souma, Boufarik, le « Fondouk, etc. Je pourrais citer des noms. En présence de ces obser- « vations, il est difficile de croire que les Indigènes aient jamais été, « soient maintenant ou puissent être à l'avenir un obstacle à la colo- « nisation, puisqu'ils ont toujours été les véritables travailleurs et « que la plupart des nombreux acquéreurs des plus belles fermes de « la Métidja se contentaient de leur en louer quelques portions et de « faucher du foin sur le reste ; eux seuls labouraient et faisaient de la « culture : culture imparfaite, il est vrai, mais qui enfin vaut mieux « que l'absence complète de tout travail ».

L'éloge du fellah indigène continue sur ce ton. S'agit-il de répondre à la question posée par le Ministre sur la nature des rapports entre Européens et Indigènes ? Catégoriquement le colonel répond qu'ils sont bons ou aussi satisfaisants que possible. Le khammès musulman a prêté au propriétaire européen le secours de ses bras, d'autant plus précieux à ce dernier que pendant longtemps la main-d'œuvre a été rare et qu'elle l'est encore aujourd'hui. S'agit-il d'apprécier la gravité des plaintes portées par les Européens contre les Indigènes et réciproquement ? Le colonel Daumas se plaît à atténuer les premières et à aggraver les secondes. Du côté des Européens, elles lui semblent avoir peu d'importance : une vache égarée que l'on retrouve le lendemain, un âne volé (probablement celui de M. de Touchebœuf), un peu d'herbe mangée par des bœufs et des moutons et presque toujours chère-

ment payée par le propriétaire du troupeau. Pas un mot n'est ajouté sur les vols à main armée, les pillages, les incendies, les attentats de toute sorte, si communs à cette époque, commis par des bandes organisées. D'une nature beaucoup plus sérieuse sont à ses yeux les doléances des Indigènes : empiètement de terrain, prise de possession de vive force, détournement des eaux, dévastation de toutes les récoltes par ces innombrables troupeaux de pores qui errent sans gardien dans la plaine. Et le pauvre fellah ne peut rien ; s'il s'adresse aux tribunaux, la lenteur de notre procédure, les moyens dilatoires qu'on lui oppose, les frais d'un procès, tout l'éloigne de la justice française et il finit par abandonner son bon droit et sa propriété.

Jusqu'au cantonnement des Indigènes qui ne trouve point grâce aux yeux de cet ardent défenseur des Arabes. S'il l'admettait pour les Aribis, c'était parce que cette tribu n'avait aucun droit sur l'ensemble du domaine de la Rassauta, et qu'en décorant du nom de cantonnement l'opération, qui consistait à lui faire don de 1600 hectares de propriétés beylicales, on la rendait facile et plus acceptable. En dehors de ce cas particulier, le cantonnement lui paraît inique : « On se tromperait étrangement, M. le Directeur (1), si l'on croyait que l'on peut cantonner les Arabes de la plaine dans des centres de population fixés et délimités... La plupart de ceux qui sont encore propriétaires ont entre les mains des titres réels et authentiques qui remontent à 150, 200 ans et plus. Croit-on qu'on pourra dire à ces Arabes : *Ta ferme convient à Monsieur un tel ; elle est de 200 hectares, tu vas t'en aller, nous te donnerons 12 hectares dans tel village arabe que nous venons de former.* Une telle manière de procéder, outre qu'elle choquerait les lois de la raison, ne pourrait, je le crois, amener que de bien fâcheux résultats et donner une triste idée du caractère et de la justice des Français ».

Voilà donc la thèse des Bureaux Arabes à laquelle désormais ils se tiendront. Les Indigènes sont les spoliés et pourtant les travailleurs ; les Européens, les spoliateurs et les usuriers. Ceux-ci veulent vivre aux dépens de ceux-là. Dès l'année 1846, le colonel Daumas se fait un honneur de dénoncer ces conséquences de la colonisation française ; il se dresse en justicier.

Cette attitude, si flatteuse pour leur amour-propre, si favorable à leurs intérêts puisqu'elle les faisait valoir auprès de leurs grands chefs, fut adoptée par tous les officiers de ces Bureaux ; ils ne se con-

(1) *Même lettre* que ci-dessus.

tenteront plus d'administrer les Indigènes, ils voudront juger les différends entre colons et arabes, même les contestations entre les arabes et les agents de l'administration civile. Justice toute militaire, rapide et sommaire ! Elle résout les conflits par un geste brutal, sur l'heure et presque sans enquête ; justice partielle, dictée par des sentiments de condescendance à l'égard des uns et d'hostilité envers les autres ! Pour mieux dire justice arabe ! Quelques faits prouveront que les autorités militaires ont bien voulu monopoliser cette justice. Voici une lettre très suggestive adressée par la Direction des Affaires Arabes au commandant Bourbaki à Blida ; elle avait été motivée par la plainte d'un sieur Bruat, propriétaire à Haouch Kadri, près Ben Chabane, sur le territoire des Beni Khelil, contre plusieurs Arabes de cette tribu. L'affaire pouvait être engagée devant les tribunaux civils ; c'est ce qu'il fallait éviter à tout prix : « Ce sera à vous (1) « écrit le Directeur, de lui faire entendre..., mais très doucement, « que le Bureau Arabe est seul compétent, sous l'impulsion de l'autorité militaire, pour faire la police, écouter les plaintes des Européens et faire droit à celles qui nous paraissent justes. Je m'en rapporte entièrement à vous pour arranger cette affaire pour le mieux « et donner satisfaction au plaignant de telle sorte que non seulement « il ne puisse faire retentir ailleurs ses récriminations, mais encore « qu'il soit content de vous et demeure bien persuadé que nous sommes tout disposés à protéger les colons en toute circonstance ».

Quelques jours après, à Boufarik, le garde-champêtre des Quatre-Chemins voulut appréhender des Arabes surpris en flagrant délit ; il fut insulté et menacé. Survient l'adjoint du Bureau Arabe de Blida ; au lieu de faire arrêter les indigènes et de prêter main-forte au garde, il discute, parlemente et décide, malgré les protestations furieuses de cet agent subalterne, qu'on ne saisira pas la justice de l'incident, que seul le commandant Bourbaki sera appelé à prononcer.

Pourtant, les officiers ne pouvaient se substituer complètement aux magistrats, surtout quand il s'agissait de questions graves et que le colon s'adressait aux tribunaux ; alors, ce besoin de défendre partout les Indigènes suggéra l'idée assez bizarre de choisir l'un des avocats réputés d'Alger, de l'attacher à la Direction Centrale et de lui donner un traitement ; officiellement et publiquement, il serait l'avocat des Arabes. Maître Fruchier fut désigné ; il exerça durant quel-

(1) *Lettre de Dumas au commandant Bourbaki*, 23 février 1847. Archives de la Direction des Affaires Indigènes.

ques mois ces fonctions nouvelles. Mais bientôt on voulut généraliser l'institution créée sans autorisation ministérielle ; des crédits furent demandés. La Chambre les refusa. Notification fut faite à M^e Fruchier de la suppression de la fonction. Cet avocat, qui était en même temps un homme d'esprit, répondit par un joli geste ; il se proposa pour défendre gratuitement les Arabes. Pour le remercier, le commandant Rivet, suppléant du colonel Daumas, lui écrit : « Je ne puis
« vous exprimer assez (1) tout le regret que j'ai éprouvé lors de la ré-
« ception de la déclaration ministérielle à laquelle j'étais loin de
« m'attendre. Dans les prévisions budgétaires de 1848, j'avais eu
« soin d'insister sur la nécessité de l'institution d'un avocat chargé
« des intérêts arabes dans chaque division, et les services que vous
« rendiez chaque jour ne pouvaient me laisser croire que les Cham-
« bres eussent pu penser à supprimer un emploi aussi éminemment
« utile... Là ne s'arrêtera pas ce que je désire faire ; le Ministre, en
« supprimant l'avocat des Arabes, n'a fait que céder à un vote qu'il
« n'avait pas provoqué, et je me propose, en lui rappelant toute la
« nécessité de cette institution, de chercher à en obtenir le rétablisse-
« ment, aussitôt que les ressources financières le permettront ».

A vouloir prendre toujours fait et cause pour leurs administrés indigènes, les Bureaux Arabes se placèrent dans une situation fort difficile ; d'un côté les Arabes ne voulurent plus accepter d'autres juges que ces officiers, parce qu'ils étaient sûrs de leurs complaisances et aussi parce qu'on avait tout fait pour les convaincre qu'ils n'avaient aucune justice à attendre des tribunaux civils ; de l'autre, les colons se refusèrent à laisser juger leurs différends par des hommes, si manifestement acquis à leurs adversaires, plus Arabes que les Arabes eux-mêmes, disaient-ils non sans quelque raison.

Tous ces documents ne laissent point persister le moindre doute sur la politique des Bureaux Arabes. Faut-il apporter une dernière preuve ? A Paris, le gouvernement restait convaincu de la nécessité de pousser avec vigueur l'établissement de nombreux Européens. Malgré le plaidoyer de Daumas, le Ministre de la Guerre réclama des renseignements sur la Métidja et, à nouveau, prescrivit une enquête au sujet des populations de cette plaine, puis sur la nature et l'étendue des biens domaniaux, enfin sur les possibilités de création de nouveaux centres. L'ordre était conçu en termes si impératifs

(1) *Lettre du commandant Rivet à M^e Fruchier, avocat, 16 octobre 1847. Archives de la Direction des Affaires Indigènes.*

qu'il fallut s'incliner. Mais on confia l'enquête à deux officiers des Bureaux Arabes et l'on savait bien quel en serait le résultat. M. Hanteau, capitaine du Génie, dut étudier la Métidja orientale, M. Péletingeas, lieutenant d'artillerie, la Métidja occidentale.

Dans les instructions qu'il leur donna, Daumas prit d'abord sur lui de restreindre le champ de cette enquête. Il leur recommanda ensuite de compter dans la population indigène tous les Arabes qu'ils trouveraient présents sur les lieux lors de leur passage ; or, il n'ignorait pas qu'à ce moment il y avait dans la plaine de nombreux fellahs, des Ouled Sidi Hadjerès, des Beni ben Yacoub, des El Abaziz, qui, fuyant les sauterelles, étaient accourus de fort loin pour s'installer près des fermes. Cela devait permettre de constater un chiffre de population sensiblement supérieur à celui qui, en temps normal, aurait été relevé, mais cela permettait aussi de dire que la plaine était fort peuplée et par suite qu'elle n'avait pas besoin de nouveaux habitants. Les officiers enquêteurs s'accordèrent tous deux — qu'ils en aient reçu l'ordre verbal ou qu'ils se soient concertés entre eux — pour rééditer dans leurs mémoires les accusations portées jadis par leur Directeur : actes d'arbitraire et d'oppression des colons, iniquités de certaines mesures administratives et politique maladroite que l'on avait adoptée vis-à-vis des Indigènes. Leur partialité fut telle, elle était si manifeste que le nouveau Ministre, le général Trézel, un africain cependant, blâma en des termes très vifs les officiers enquêteurs : « Je désire (1) que la Direction des Affaires Arabes et les bureaux qui « en dépendent se considèrent à l'avenir non pas comme uniquement « chargés de protéger et d'administrer les intérêts indigènes à l'exclu- « sion des autres intérêts, mais comme organisés pour les concilier au- « tant que possible avec les intérêts européens et préparer des voies, « des facilités, des moyens de toute nature à l'œuvre de la colonisa- « tion par un ensemble de mesures sagement combinées, cantonne- « ments, transactions à l'amiable, revendication des droits de l'Etat « usurpés dans la confusion de la guerre, déplacements volontaire- « ment consentis ou prudemment amenés, échanges et concessions, « etc., etc. Je conçois que, jusqu'à ces derniers temps, la Direction et « les Bureaux Arabes se soient surtout et presque exclusivement pré- « occupés de l'organisation et de l'administration des Indigènes et « qu'ils aient *négligé ou peu compris* cette partie de leur mission et de

(1) *Ministre de la Guerre au Directeur général des Affaires Civiles*, 20 juillet 1847. Archives des Affaires Indigènes.

« leurs attributions. Mais, maintenant que la paix est venue, il ne
« doit plus en être ainsi, et je désire que vous fassiez connaître *d'une*
« *manière précise* à la Direction des Affaires Arabes, aux Directions
« provinciales et aux bureaux quelles sont mes véritables intentions
« à cet égard ».

Il n'est pas possible de condamner plus explicitement les errements des bureaux. Quoique rédigées en un style administratif dont l'auteur cherche malgré tout à éviter les expressions blessantes, ces instructions ne contiennent-elles pas la critique la plus vraie et en même temps la plus énergique de cette politique toute de complaisances à l'égard des Indigènes et de tracasseries vis-à-vis des Européens ? Dans la Commission qu'institua un peu plus tard le nouveau Gouverneur général, le duc d'Aumale, avec mission de délimiter les propriétés de la Métidja, entrèrent le Directeur central des Affaires civiles comme président, deux auditeurs au Conseil d'Etat, divers conseillers des Affaires civiles, un officier de l'Etat-Major général et simplement un officier de la Direction centrale des Affaires Arabes comme membres. La proportion infime, réservée à la représentation des Bureaux Arabes, indique bien l'intention du gouvernement, sinon de les évincer entièrement, du moins de ne point leur laisser y prendre une place prépondérante. Leur rôle sera donc assez effacé pendant quelques années jusqu'au moment où, sous l'Empire, leurs officiers auront réussi à se pousser aux plus hautes fonctions du Ministère de la Guerre ; ce sont eux qui provoqueront alors la fameuse lettre de l'Empereur sur le royaume arabe.

*
* *

Que de chemin parcouru depuis 1841 ! Chaque année marque une étape : 1841 est l'année de l'obstacle continu, 1842 celle du grand effort militaire et des nombreuses soumissions indigènes, 1843 celle du retour des Arabes dans la Métidja et de leur réinstallation sur leurs terres. En 1844, se complètent et se régularisent le gouvernement du peuple vaincu et l'institution des Bureaux Arabes ; en 1845, la colonisation arabe s'essaie et le lieutenant-colonel Daumas profite de l'insurrection pour arrêter les progrès de la colonisation européenne ; 1846 est l'année de la grande lutte entre les administrations civile et militaire ; 1847 celle du triomphe des Bureaux Arabes tant que Bugeaud est gouverneur et de leur effacement quand il se retire. Et quelle évolution dans les idées de Bugeaud lui-même ! Après avoir

abandonné son rêve d'un royaume arabe sous le gouvernement de l'Emir et s'être rallié à l'utopie d'un parc de la colonisation, il revient peu à peu, par sympathie pour les Indigènes soumis ou résignés et par hostilité contre les colons civils, frondeurs et indisciplinés, à son système d'un grand gouvernement militaire indigène, dont Abdelkader ne serait plus le chef, mais dont lui serait le maître tout-puissant avec les officiers français et les grands chefs indigènes pour auxiliaires.

LIVRE V

LES SYSTÈMES OPPOSÉS

I. — Système du comte Guyot. — La colonisation officielle. — Le premier plan : les zones concentriques autour d'Alger. La tolérance de Bugeaud. — Les difficultés : conflit avec le colonel Marengo, ordonnance du 21 octobre sur la propriété, les grandes concessions. — Le second plan dans la plaine de la Métidja et dans la région de Bône : l'opposition des Bureaux Arabes, l'ordonnance du 21 juillet 1845 sur les concessions.

Les faiblesses et les avantages de la colonisation officielle.

II. — Système de Lamoricière. — La colonisation par grandes sociétés.

a) Note de 1845. — Les primes.

b) Mémoire sur la province d'Oran : le triangle Oran-Mostaganem-Mascara. — Les adjudications. — Observations de Bugeaud sur ce rapport. — Hostilité du Gouverneur et des Bureaux Arabes. — Echee du système.

III. — Système de Bedeau. — Son éclectisme et son caractère pratique. — Le cantonnement des Indigènes. — Les deux rapports de 1845 et 1846. — Le cas de Philippeville. — Opposition de Bugeaud, les impatiences du Ministère.

Le cantonnement suivant Bugeaud, Bedeau et Lamoricière.

De même que le système de la colonisation militaire avait été compromis par les exagérations de Bugeaud, de même il l'était maintenant par les incidences d'une politique indigène dont un des premiers résultats était d'aviver le conflit persistant entre les Européens et les Musulmans. Ne devait-il pas, plus sûrement encore, être diminué et, pour mieux dire, ruiné par les comparaisons qui s'établirent entre les méthodes de peuplement de Bugeaud, les procédés de la colonisation officielle que l'on pratiquait déjà en Algérie et enfin les mesures nouvelles qu'allaient proposer ses lieutenants ? La valeur d'une théorie coloniale est toujours relative ; elle se mesure, non pas à ses mérites propres, mais aux avantages qu'elle peut présenter sur telle ou telle conception voisine ; elle dépend aussi d'autres conditions, comme la forme plus ou moins habile sous laquelle elle a été développée, sa concordance avec les idées du moment, la sympathie personnelle dont on entoure ceux qui l'ont exposée ou sont chargés de la réaliser.

Très nombreux furent les projets que l'on soumit alors au gouvernement pour peupler l'Algérie et assurer son exploitation. Il suffisait

d'avoir séjourné deux ou trois semaines à Alger ou dans l'intérieur pour se croire l'expérience nécessaire à l'édification d'un plan complet de colonisation. Ceux même qui n'avaient pas vu la colonie mais en avaient entendu parler imaginaient des théories presque toujours fantaisistes pour lesquelles résoudre les questions africaines n'était qu'un jeu. Les Archives du Gouvernement général contiennent des centaines de dossiers où restent enfouies les propositions de ces constructeurs de sociétés nouvelles.

De ces utopies, restées pour la plupart ignorées, il ne saurait être question. Elles ne peuvent être comparées aux colonies militaires du Maréchal et n'offrent pour cette étude aucun intérêt. Nous ne retiendrons que des projets beaucoup plus considérables et surtout de caractère plus pratique et plus documenté, ceux qui ont été inspirés à leurs auteurs par une connaissance avisée des populations indigènes et l'expérience du milieu physique africain. Tel est le plan du comte Guyot pour peupler les alentours d'Alger, tels sont les systèmes de Bedeau et de Lamoricière pour coloniser les deux provinces de l'Est et de l'Ouest. Le comte Guyot était déjà Directeur de la colonisation au moment où Bugeaud vint en Afrique comme gouverneur; il gardera même ces fonctions après le départ du Maréchal. Bedeau et Lamoricière, ce dernier surtout, avaient fait leur carrière militaire en Afrique; ils avaient parcouru, à la tête de leurs colonnes, les principales régions du Tell et des Hauts-Plateaux et, quand ils furent lieutenants généraux, l'un, Bedeau, fut placé à la tête de la province de Constantine, et l'autre, Lamoricière, à la tête de la province d'Oran. Tous trois étaient donc bien placés pour proposer un plan de colonisation et pour l'exécuter.

Celui du comte Guyot fut élaboré le premier, dès 1842, et aussitôt commencé. Durant quelques années, la plus grande latitude fut laissée à ce haut fonctionnaire civil; il entoura la ville d'Alger d'une triple ceinture de villages dont les immigrants furent choisis et installés par ses soins. Bugeaud laissait faire, peut-être parce qu'il retrouvait dans les procédés employés par la Direction de la Colonisation les méthodes qui lui étaient chères : concentration des colons dans de gros bourgs, dispositions défensives des villages, choix des colons par l'Etat. Pourtant, au fur et à mesure que l'on s'éloignera des années du début, son hostilité contre cette colonisation officielle civile grandira; après l'avoir tolérée, il la condamnera. Les raisons de cette attitude, nous avons appris à les connaître en étudiant l'emploi des condamnés militaires aux travaux coloniaux; mais il est d'autres causes et d'autres effets qu'il est bon de préciser pour mieux

fixer les relations qui existent entre cette colonisation officielle et la colonisation militaire du Maréchal. Bugeaud, par les critiques qu'il n'a pas ménagées au comte Guyot, nous aidera dans cette tâche.

Les systèmes de Bedeau et de Lamoricière ne furent connus que plus tard, vers 1846. Ces deux officiers envoyèrent bien quelques notes avant cette date et, dans les bureaux du Ministère de la Guerre comme dans certains milieux parlementaires, on connut de bonne heure qu'il existait de profondes divergences d'opinion entre le Gouverneur et ses lieutenants sur cette matière. Elles ne furent rendues publiques que par la publication de deux Mémoires adressés directement au Ministre dans le courant de cette année 1846 et dont l'envoi avait été provoqué par une circulaire de Moline de Saint-Yon. Le Gouvernement, désireux d'étendre à la zone des territoires mixtes la colonisation limitée jusque-là aux territoires civils, leur demanda de lui faire connaître leurs vues personnelles sur les meilleures mesures à prendre ; ils répondirent assez rapidement et leurs idées furent accueillies avec un bienveillant intérêt par le Ministère et par les Chambres auxquelles elles avaient été communiquées. Le Ministère était acquis en majorité au système de Bedeau et, à plusieurs reprises, ne cacha pas ses préférences. La Chambre, de son côté, semblait devoir se prononcer, si elle était consultée, pour le projet Lamoricière. La faveur, dont jouirent, dans les premiers mois de 1847, les plans établis par ces deux généraux, fut en partie la cause du discrédit dans lequel tomba celui de Bugeaud. On les comparait volontiers dans les conseils du Gouvernement, dans les Commissions et les milieux parlementaires et bientôt dans la presse ; et le parallèle tournait toujours à la critique et parfois à la condamnation des colonies militaires du Maréchal. On exagérait les mérites des premiers pour mieux déprécier le second ; de telle sorte que les camps agricoles n'eurent pas de contradicteurs plus redoutables que ces deux Généraux, les meilleurs de l'armée d'Afrique, les plus habiles, les plus renommés. Bugeaud ripostait hardiment et, selon son habitude, au lieu de se défendre, attaquait. Il soulevait le difficile problème de la propriété indigène, parlait de spoliation et de mécontentement des masses musulmanes et rappelait ses lieutenants à plus de prudence et plus de justice :

Je crois vous avoir dit plusieurs fois, affirme-t-il dans sa circulaire du 10 avril 1847 (1), que ma doctrine politique vis-à-vis des Arabes était, non pas de

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, page 499.

les refouler, mais de les mêler à notre colonisation, non pas de les déposséder de toutes leurs terres pour les porter ailleurs, mais de les resserrer sur le territoire qu'ils possèdent et dont ils jouissent depuis longtemps, lorsque ce territoire est disproportionné avec la population de la tribu. Evitez avec soin, Général, de donner aux tribus des inquiétudes anticipées sur la dépossession de leur territoire en le faisant arpenter et cadastrer... Cette précaution est d'autant plus essentielle que déjà l'inquiétude et le mécontentement des Arabes ont été excités sur plusieurs points par les opérations topographiques et même cadastrales qui ont été faites par les officiers.

En exprimant ces inquiétudes, le Maréchal visait tout spécialement Lamoricière qui, l'année précédente, avait chargé quelques-uns de ses officiers d'effectuer des levés de terrain dans le triangle Oran-Mostaganem et Mascara ; il visait aussi Bedeau, dont le projet de cantonnement des Indigènes dans la région de Constantine lui déplaisait. Or, de semblables appréhensions, hautement manifestées et répétées par les officiers des Bureaux Arabes, ne tendaient-elles pas seulement à faire écarter les propositions de ces Généraux ?

SYSTÈME DU COMTE GUYOT

Quelque opinion que l'on puisse professer sur les avantages de la colonisation libre, il est difficile de contester que le comte Guyot a été le meilleur artisan du peuplement de l'Algérie sous le gouvernement de Bugeaud ; or, pour arriver à ce résultat, il a employé les méthodes de la colonisation officielle. C'est à lui que l'on doit l'établissement de nombreux Français et Européens dans les trois provinces et spécialement aux environs des grandes villes de la côte, là où la population d'origine européenne est aujourd'hui la plus dense. Son œuvre a donc partiellement réussi et ses effets ont été durables. Elle mérite le plus sérieux examen.

Peu de jours après avoir reçu les instructions de Soult, le Gouverneur écrivait au Directeur de la Colonisation :

Avant la guerre (1), on a laissé la colonisation individuelle agir seule et sans guide. Elle n'a produit que des résultats mesquins qu'ont disparu aux premiers souffles de la guerre. Depuis, il a été impossible de s'occuper sérieusement de colonisation, car il n'y avait pas et il n'y a pas encore assez de sécurité pour que des populations civiles isolées et agglomérées s'établissent sur le sol sans le se-

(1) *Bugeaud au Directeur de la Colonisation*, 30 août 1841. A. G. G. A.

cours de l'armée qui, jusqu'ici, aurait pu seule fournir protection et travailleurs, mais qui est trop occupée de la guerre et d'autres travaux pour qu'elle puisse protéger et aider la colonisation avec la suite indispensable à cette œuvre. Toutefois, elle a entrepris un travail qui est la colonisation elle-même, puisqu'en donnant la sécurité dans le Sahel et partie de la plaine, il permettra aux populations civiles de s'y établir sans avoir besoin d'une protection plus rapprochée. Le moment est donc venu de s'occuper avec activité de cette création sans laquelle la conquête et les grands travaux, exécutés par l'armée, seraient stériles. Nous avons perdu assez de temps pour n'en plus perdre. La France, qui s'est imposée pour l'Algérie de grands sacrifices, a droit d'attendre de nous un grand zèle, un grand dévouement et peut-être pourrait-elle s'indigner à bon droit de ce que nous n'avons pas fait le peu qu'il nous était permis de faire.

Il lui ordonne par la même lettre d'aller à Cherchell et d'y distribuer trois hectares à chaque famille de cultivateurs qu'y avait placée son prédécesseur, mais il lui dit aussi de ne pas s'occuper de Blida où il a l'intention de fonder une colonie militaire. Après avoir donné satisfaction aux colons de Cherchell, le comte Guyot s'occupa activement d'organiser ses services, de provoquer un grand mouvement d'immigration et de dresser un programme de construction de villages.

La colonisation officielle supposait d'abord le choix et le placement des colons par l'État. Une note sur les concessions rurales à titre gratuit fut distribuée un peu partout en France par les soins des Préfets et des Maires ; elle indiqua les formalités à remplir pour obtenir ces concessions et énuméra les avantages consentis par l'administration algérienne. Les demandes de concession, adressées au Ministre de la Guerre par l'intermédiaire des Préfets, devaient contenir le nom, l'âge, la profession exacte des pétitionnaires, le nombre et l'âge de leurs enfants, l'importance des ressources pécuniaires de chaque famille ; on exigeait au moins de chaque ménage un modeste avoir de 12 à 1500 francs. Il était spécifié que l'on préférerait des gens valides, d'âge à pouvoir encore travailler pendant plusieurs années, d'une bonne constitution et, s'ils n'étaient pas célibataires, n'ayant pas plus d'un ou deux enfants en bas âge. Dès que la demande était agréée, un permis de passage gratuit de Marseille ou de Toulon à Alger devait être délivré par le Ministre de la Guerre et un secours de route calculé à raison de 30 centimes par myriamètre pouvait être accordé par les Préfets aux familles les plus nécessiteuses.

Débarqué à Alger, le futur colon était le plus rapidement possible mis en possession par la Direction de la Colonisation d'un lot à bâtir dans le village vers lequel on le dirigeait et d'un lot rural aux environs.

Le premier lot devait être assez étendu pour recevoir une maison, des écuries et une cour ; le second avait une superficie variable de 4 à 12 hectares selon les ressources de l'immigrant et le nombre des membres de sa famille ; par exception — mais le cas était rare — on accordait des lots plus vastes. Puis, afin de faciliter les débuts de cette installation, l'administration du comte Guyot avait pris la précaution de faire édifier des baraquements où les nouveaux venus trouvaient un abri provisoire ; ils ne les quittaient que lorsque, avec leurs propres ressources et avec les secours en matériaux à bâtir délivrés gratuitement (3 à 600 francs), ils avaient édifié leur demeure. Voulaient-ils se mettre aussitôt au travail des champs ? L'administration intervenait encore : elle prêtait temporairement des bêtes de labour, distribuait des semences et des instruments aratoires et, à l'occasion, envoyait des travailleurs militaires. Enfin, un titre provisoire devait être établi au nom du concessionnaire. Voilà ce que dans ses circulaires promettait la Direction de la Colonisation et, ces promesses, elles les tint à peu près partout.

Cette propagande porta ses fruits presque immédiatement. Dans la correspondance de Guyot à Fellmann, on peut noter à chaque lettre le succès de l'œuvre qui s'affirme. Au 16 mars 1843, Guyot écrit déjà à son ami : « Tout marche (1), tout progresse. Les demandes de concession pleuvent et je désespère de jamais suffire à les placer toutes ; « il me faudrait deux millions, des agents et des bras ». Le 25 mars, il lui confie les impressions de M. Urtis qu'il a accompagné aux villages de Draria et d'El-Achour : « Il est émerveillé des changements prodigieux (2) qui se sont manifestés depuis un an. En effet, nous sommes frappés nous-mêmes et à plus forte raison doit-on l'être quand « on a quitté le pays pendant quelque temps ; l'élan, le mouvement, « l'ardeur vers toutes les entreprises le surprennent et il convient avec « moi qu'il faudrait, quand on s'occupe des affaires d'Algérie, venir « dans ce pays une fois par an ». Mais ce flot d'immigrants est un danger, car les travaux de l'administration ne vont pas aussi vite qu'il faudrait ; on est débordé et on renvoie les colons ; les idées du Gouverneur se modifient : « Je ne vous parlerai que pour mémoire des « bandes de colons (3) que l'on renvoie déjà en France pour les empêcher de mourir de faim à Alger ; on ne sait comment les employer.

(1) *Guyot à Fellmann*, 16 mars 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) *Guyot à Fellmann*, 25 mars 1843. Mêmes Archives.

(3) *Guyot à Fellmann*, 19 novembre 1843. Mêmes Archives.

« Il sera, je crois, d'une politique habile de désertir pour le moment
« le terrain ingrat de la colonisation pour s'occuper de l'organisation
« du gouvernement arabe ». Enfin, c'est un véritable cri d'alarme
qu'il pousse dans les premiers jours de février 1844 (1) : « Je suis vrai-
« ment dans un bien grand embarras : l'affluence des colons menace
« de devenir immense et je n'ai pas un instant pour préparer les nou-
« velles localités où je devrai les placer. Je n'ai plus de villages nou-
« veaux en train et à peine me reste-t-il des places dans les anciens ». L'appel fait aux Français avait donc été entendu ; les arrivées furent même beaucoup plus nombreuses qu'on ne s'y attendait. Un chiffre témoignera de l'importance de ces arrivées ; sur le crédit de 500.000 francs accordés à la colonisation, le Ministère de la Guerre et celui de la Marine prétendaient prélever une somme de 250.000 pour frais de route et de passage des immigrants.

Une autre preuve de la féconde activité de la colonisation officielle durant cette période de 1842 à 1844 est le grand nombre de villages qu'elle créa. Sept centres furent fondés officiellement en 1842 ; 14 en 1843 ; 17 en 1844. Si tous ne furent pas dus à la Direction de la Colonisation, si quelques-uns virent simplement leur existence confirmée par des arrêtés administratifs — telles les banlieues de Miliana et de Cherchell, les villes de Blida et de Coléa, — si d'autres eurent pour origine des agglomérations spontanées comme El-Biar, Bouzaréa, Saint-Eugène, Hussein-Dey, Maison-Carrée, si enfin l'autorité militaire, toujours désireuse de montrer sa supériorité, se réserva d'en fonder plusieurs autres sur de nouveaux modèles (Fouka, Beni-Mered, Mahelma), tout le reste fut l'œuvre de l'administration civile et plus particulièrement l'œuvre personnelle du comte Guyot.

*
* *

Ces villages avaient été établis suivant le plan d'ensemble (2) qu'à la demande du Ministre, le Directeur de la Colonisation avait dressé au début de 1842. Il y avait consacré les derniers mois de 1841 et l'avait envoyé en mars de l'année suivante à Paris. Soult l'approuva le 26 avril. On passa aussitôt à sa réalisation.

Comme, à cette époque, il importait de tenir compte de la situation

(1) *Guyot à Fellmann*, 10 février 1844. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Ce plan du comte Guyot est publié dans le *Tableau des Etablissements Français dans l'Algérie*, 1842, pages 138 et 139.

politique encore difficile et de mettre Alger à l'abri de toute attaque éventuelle, le programme tracé eut des allures militaires. La colonisation à entreprendre autour de la ville doit s'appuyer sur une base « déjà solide et consistante » ; c'est de cette base que les créations nouvelles pourront « recevoir à la fois impulsion, secours et protection », d'elle aussi qu'elles tireront « les objets qui leur seront longtemps nécessaires », sur elle enfin qu'elles dirigeront « les fruits de leurs travaux et de leur industrie ». Protégées par la grande cité algéroise, elles la garantiront à leur tour contre un mouvement offensif des Arabes, à la double condition toutefois d'être disposées sur plusieurs lignes concentriques et de fermer tous les chemins qui y aboutissent.

Les centres à fonder se distribueront suivant trois zones : la zone du Fahs, celle de Staouéli et celle de Douéra. La première rayonnait à environ 5 kilomètres d'Alger et s'arrêtait aux points « où les cultures « se terminaient (1) en 1842 pour faire face à un pays entièrement « abandonné et inculte ». Elle enserrait directement le district d'Alger et aboutissait à la mer vers l'embouchure de l'Harrach du côté de l'Est et au cap Caxine du côté de l'Ouest. Elle fut peuplée la première. Là existaient déjà trois agglomérations : Kouba, Birkadem, Dély-Ibrahim, mais entre ces bourgades des vides dangereux offraient à des ennemis de faciles passages. Deux trouées s'ouvraient, d'abord entre Dély-Ibrahim et Birkadem, puis entre Dély-Ibrahim et le cap Aconater. L'une, celle de l'Est, fut occupée par trois gros centres : Draria, fondé en 1841, El-Achour en 1842 et Saoula en 1843 ; l'autre fut défendue par Chéragas, commencé en 1842, et Aïn-Benian ou Guyotville, entrepris plus tard en 1845.

La seconde zone se développait dans la partie médiane du Sahel, de Sidi-Ferruch sur la côte à l'ancien quartier de Birtouta dans la Métidja. « Avant 1842 (2), c'était un pays abandonné et stérile ; on « n'y voyait que les ruines peu nombreuses de fermes et d'habitations depuis longtemps dévastées ». Elle devait comprendre cinq villages ; on en entreprit le peuplement un peu plus tard ; et, comme à ce moment le gouvernement admettait à côté de l'initiative de l'Etat celles des particuliers et des ordres religieux, trois seulement furent peuplés par la Direction de la Colonisation : Ouled-Fayet,

(1) *Tableau de la Situation des Etablissements Français dans l'Algérie*, 1843-1844, page 215.

(2) *Ibidem*, page 216.

Baba-Hassen et Crescia ; un autre, Staouéli, fut concédé aux Trappistes et un dernier donné à l'entreprise, Sidi-Ferruch.

Enfin, la troisième zone courait plus au Sud encore, englobait le plateau supérieur du Sahel et ne s'arrêtait qu'au Mazafran : un immense « désert, dit un document officiel (1), où l'on ne rencontrait que des postes militaires ». Evidemment, cette région fut colonisée la dernière ; ce fut aussi celle où l'action du comte Guyot fut la moins forte ; car, à part Douéra et Zéralda, les autres fondations furent dues à l'armée, comme Mahelma, ou à Marengo et ses condamnés militaires, comme Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie.

Du plan du comte Guyot, seule la partie concernant les environs d'Alger est connue ; il en est deux autres pourtant qui, elles aussi, furent exécutées. L'une s'appliquait à Blida, la citadelle avancée au pied de l'Atlas ; l'autorité militaire l'avait à plusieurs reprises entourée de fossés de défense ; ils enfermaient de vastes espaces de terres fertiles et irrigables. Trois créations y furent prévues à Beni-Méred, Ouled-Iaïch et Mebdoua ; Beni-Méred deviendra une colonie militaire ; plus tard, on installera des groupes d'immigrants à Joinville, Montpensier et Dalmatie dont l'existence officielle ne sera consacrée qu'en 1848 mais qui recevront leurs premiers habitants en 1844. L'autre partie du plan s'occupait de la région de Coléa ; comme cette ville dominait la vallée du Mazafran et défendait à l'Ouest l'entrée du Sahel, il était utile de l'entourer de quelques bourgs afin de jalonner la ligne de l'obstacle continu ; bientôt, elle put s'appuyer sur la colonie militaire de Fouka, puis sur le centre agricole de Douaouda.

Cette disposition stratégique des groupements humains autour ou à côté d'un solide point d'appui, servant de base de défense, était complétée par la concentration de nombreuses familles sur ces points. Pas de fermes isolées comme autrefois, de gros bourgs d'au moins quarante à soixante familles ; les colons organisés en milice, de façon à pouvoir répondre au premier appel de l'autorité militaire ou à résister à une soudaine attaque ; les villages, à l'exception de Douéra qui avait une enceinte en pierre, tous entourés de fossés défensifs avec talus intérieur et tourelles aux angles, telle était cette colonisation officielle à demi militaire, du moins à ses débuts.

Ce sont les mêmes principes que le comte aurait voulu appliquer dans les deux provinces de l'Est et de l'Ouest, mais il n'y rencontra

(1) *Tableau de la Situation des Etablissements Français dans l'Algérie, 1843-1844*, page 217.

pas des situations identiques. Dès le mois de mars 1843, il visite le littoral de l'Oranie ; la campagne d'Oran ne lui paraît pas se prêter à la concentration de la population européenne comme celle d'Alger : « Les seuls points qui se rencontrent à proximité de cette ville, dit-il « dans son rapport au Ministre (1), sont ceux de Misserghin, le Figuier, la Sénia et Darbéida, et, parmi eux, Misserghin est la seule « localité véritablement favorable par la fertilité des terres, les eaux, « les établissements militaires et les travaux existants. Elle offre en « outre un premier lieu de repos sur la route de Tlemcen. Ces avantages sont compensés par un grave inconvénient. D'abord ce point « n'est protégé par aucun obstacle. En outre, on ne peut se dissimuler « qu'entre ce point et Oran il n'existe aucune garantie de la sûreté « des communications et il ne serait guère possible d'en espérer une « de la création d'un établissement intermédiaire... L'Est offrirait « des conditions un peu plus rassurantes. On aurait un peu loin et au « Sud d'une vaste plaine ouverte de toutes parts le camp du Figuier « et plus près la Sénia ». Il conclut donc qu'il lui paraît difficile de se servir d'Oran comme d'une base actuelle de colonisation. Les campagnes d'Arzew et de Mostaganem offriraient des conditions plus favorables mais ces deux cités sont elles-mêmes peu peuplées et n'ont que des ressources économiques médiocres.

Malgré les conclusions négatives de ce rapport, malgré l'acharnement et la continuité de la lutte contre Abdelkader et aussi en dépit de l'opposition de Lamoricière aux méthodes du comte Guyot, la Direction de la Colonisation créa La Sénia, Sidi-Chami et Misserghin. Le premier centre fondé fut la Sénia ; les travaux y furent entrepris en 1844 à la demande des habitants aisés de la ville d'Oran et sa construction très rapidement menée. L'administration intervint d'ailleurs le moins possible, uniquement pour dresser les plans des rues et donner les alignements. Quant aux habitants, ils ne furent pas amenés par l'Etat ; de riches Oranais se firent élever à leurs frais des maisons de plaisance qu'ils occupèrent pendant les fortes chaleurs. Sidi-Chami et Misserghin furent de leur côté à peine ébauchés.

Dans la province de Constantine, l'intérêt ne se portait pas sur une seule ville du littoral. Il y en avait deux fortement peuplées d'Européens dès cette époque : Bône avait 4.370 Français ou étrangers ; Philippeville 3.127. Guyot les visita en octobre 1843 et revint en-

(1) *Le Directeur de l'Intérieur au Ministre de la Guerre*, 23 mars 1843. Archives de la Colonisation. A.G.G.A.

chanté de sa tournée : « En somme, écrit-il au retour de son voyage (1) « j'ai trouvé le pays que j'ai parcouru beaucoup mieux que je ne m'y « attendais (je parle des villes). Philippeville ne m'a pas paru être « en décadence... J'ai d'ailleurs réussi à assurer un territoire à la « ville qui comprendra 8.000 hectares dont moitié au moins se prête- « ront parfaitement à la culture. C'est par un accord avec les chefs « arabes que ce territoire est cédé. Ils se retirent au-delà des limites « adoptées. J'ai pu désigner trois emplacements de villages qui ab- « sorberont 1.500 hectares, le reste situé entre eux et la ville sera « vendu par le Domaine. A Bône, j'ai indiqué six emplacements. Tout « cela va être étudié immédiatement. Vous voyez que ma course « n'aura pas été infructueuse ».

Les trois centres projetés autour de Philippeville prirent les noms de Valée, Damrémont et Saint-Antoine : le premier s'achevait en 1845 ; les deux autres devaient être terminés en 1846. Mais ce territoire de 10.000 hectares, tout proche de la cité, avait éveillé bien des convoitises parmi les capitalistes et aussi les parlementaires ; ils demandèrent à l'Etat de grandes concessions ; Ferdinand Barrot, député, obtint 600 hectares ; d'autres concessions étaient promises. L'œuvre de la colonisation officielle s'arrêta. La plaine de Bône, que l'on avait voulu peupler la première, fut une des dernières à recevoir des villages ; il est vrai que la majeure partie des terres y était passée depuis longtemps entre les mains de détenteurs européens et, lorsqu'on voulut y faire les études préliminaires, on se heurta à l'impossibilité de se procurer des terres sans attendre les délais prescrits par l'ordonnance de 1844 sur la propriété.

Ainsi la colonisation officielle, œuvre du comte Guyot, put se développer librement jusqu'en 1844. Le Conseil d'administration, le Ministre, le Gouverneur reconnaissaient l'habileté des dispositions prises et s'en rapportaient au Directeur : « Me voici, confie le comte « à son ami (2), décidément reconnu pour le grand faiseur de villes « et de villages et je n'en suis pas médiocrement orgueilleux. C'est « joli d'être regardé par le Gouverneur et le Colonel du Génie lui- « même comme l'homme qui s'entend le mieux en Algérie à disposer « une contrée, une ville, un village, un monument, un édifice quel- « conque. C'est pourtant comme cela ; et sans plaisanterie j'en suis « heureux. J'ai appris qu'il en était ainsi par la prière que m'ont

(1) *Guyot à Fellmann*, 10 juin 1844. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) *Guyot à Fellmann*, 30 octobre 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

« faite le général de Bar et le colonel Charon d'aller avec eux à Dellys
« pour y choisir l'emplacement d'une ville européenne près de celle
« arabe pour le cas où on se déciderait à y faire quelque chose ». Le
plan qui s'exécutait avait au surplus si bien séduit le Ministre qu'il
le considérait comme son œuvre propre, ce qui paraît fort déplaisant
à son auteur : « Est-ce que réellement, écrit-il (1), le Ministre croi-
« rait m'avoir donné des indications, des idées ou des ordres pour
« l'exécution du projet que je lui ai soumis, ou bien est-ce le résultat
« de l'habitude des supérieurs de s'attribuer ce que leurs subordon-
« nés font de passable ? »

L'adhésion de Bugeaud peut sembler plus surprenante, surtout si
l'on considère que plus tard elle se changera en un refus de laisser se
poursuivre les opérations de la direction civile de la colonisation. A
vrai dire, elle s'explique. Que l'on réfléchisse que l'on est au début du
gouvernement de Bugeaud et que dans ces années-là presque tous
les instants de ce Général furent occupés par la guerre la plus difficile
à diriger. Que l'on veuille bien aussi remarquer que le programme du
comte Guyot avait su s'adapter aux exigences de la situation mili-
taire, que les principes qui l'avaient inspiré se rapprochaient singu-
lièrement des idées proclamées à la tribune de la Chambre par Bu-
geaud quand il n'était encore que député. Enfin, il ne faut pas ou-
blier que l'arrêté du 18 avril 1841 sur les concessions avait — et
cela sur le désir du comte Guyot — maintenu nominalement au
moins au Gouverneur général la direction de cette colonisation.
C'était lui qui devait autoriser l'ouverture aux colons d'une région
déterminée et la formation de nouveaux centres ; lui qui devait fixer
l'étendue des terres à distribuer et le nombre des colons à y établir ;
lui qui arrêtait l'allotissement dans les villages, qui approuvait la
liste des futurs concessionnaires et prononçait après enquête leur
déchéance. Sans doute, le travail utile fut accompli par le comte et
ses agents de la Direction, mais c'était sous le contrôle et la surveil-
lance de Bugeaud. Simple satisfaction d'amour-propre, dira-t-on ;
mais avec ce Gouverneur, il faut toujours compter avec de pareils
sentiments ; et puis son intervention pouvait devenir un jour plus
effective.

* * *

L'attitude de Bugeaud ne va pas tarder à changer ; elle devien-

(1) *Guyot à Fellmann*, 10 février 1843. Mêmes Archives.

dra hostile. Ce sera une des grosses difficultés qu'aura à surmonter le comte Guyot, mais ce ne sera pas la seule ; d'autres obstacles se dresseront devant lui, ils seront l'œuvre du Ministre ou de ses bureaux. La colonisation officielle, d'abord retardée de 1844 à 1845, sera à peu près complètement suspendue après 1845. Ainsi, à une période de fiévreuse activité succéderont quelques années d'activité ralentie, puis de stagnation complète.

En 1844, trois événements vont contribuer à rendre de plus en plus lents les progrès de cette forme de colonisation : l'opposition entre les procédés du colonel Marengo et ceux du comte Guyot dans l'établissement des centres, la promulgation de l'ordonnance du 21 octobre relative au droit de propriété en Algérie et un conflit assez grave qui s'éleva entre la Direction d'Alger et les Bureaux du Ministère au sujet des grandes concessions.

Il serait inutile de revenir sur l'emploi des condamnés militaires par le colonel Marengo si un incident, raconté par Guyot, ne montrait jusqu'à quel point le Gouverneur était déjà irrité contre lui, à la fin de 1843 : « Je viens, annonce-t-il à Fellmann (1), d'avoir aujourd'hui une scène avec le Gouverneur qui nous était revenu cette nuit. Un article du journal *la Presse* qui contient des détails assez exacts sur les deux colonisations l'ont mis dans une fureur atroce et, au moment où j'allais lui offrir mes félicitations sur son heureux retour, la bombe a éclaté. Toujours le thème ordinaire : « Vous ou vos bureaux êtes animés d'un esprit d'hostilité déplorable contre moi et l'armée. Si ce n'est vous, ce sont vos bureaux qui ont donné les détails qui ont servi à composer cet article. Voulez-vous que je vous fasse la guerre ; si vous me la faites, je vous la ferai ; je suis franc et, quand j'attaque, c'est ouvertement. J'ai été toujours bienveillant pour vous et vous défends, car beaucoup de personnes me disaient dans le commencement que votre tâche était au-dessus de vos forces et j'ai toujours dit que je vous préférerais à tout autre... » Ces préférences n'allaient pas jusqu'à l'empêcher de pousser le colonel Marengo à la Direction de la colonisation. Or, indépendamment des blessures d'amour-propre qu'infligeait à Guyot cette lutte inégale avec un des intimes du Gouverneur, il était une autre raison de l'irritation du comte. Les travaux de Saint-Ferdinand et de Sainte-Amélie coûtaient fort cher et les dépenses étaient payées sur les crédits affectés à la colonisation civile. Le Gouverneur lui prenait donc, soit pour

(1) *Guyot à Fellmann*, 14 décembre 1843. Archives du Ministère de la Guerre.

ses créations propres, soit pour celles de Marengo, des sommes importantes qui lui étaient indispensables pour ses villages civils. Aussi il confesse à Fellmann en mai 1844 qu'il ne peut plus continuer les travaux de colonisation avec les ressources dont il dispose : « Je suis « arrêté tout court (1) dans la colonisation par le crédit qui m'est « accordé. Je n'ai plus le moyen de rien entreprendre de neuf. Si « le Ministre n'élargit pas les fonds, il faut fermer la porte aux « arrivants ».

Cette pénurie de fonds coïncida avec la publication de l'Ordonnance du 21 octobre dont les différents articles devaient fatalement imposer un ralentissement aux créations nouvelles. Le but que s'étaient proposé les auteurs de cette Ordonnance était pourtant de faciliter la marche de la colonisation. Il est dit en effet dans le rapport au Ministre : « Le flot de l'émigration (2), longtemps porté vers l'Amérique, « prend son cours maintenant vers l'Algérie. Ce ne sont plus seulement des prolétaires ; on compte parmi les émigrants des familles « qui ont résolument vendu leur patrimoine et qui cherchent en Algérie une nouvelle patrie. Il en est dans le nombre qui ont de la fortune, quelquefois jusqu'à cent mille francs. Tous demandent des « concessions gratuites pour y utiliser le capital de leurs écus et de « leurs bras et rendre la terre productive pour les particuliers par les « fruits, pour l'Etat par l'impôt. Il serait funeste de se voir forcé de « détourner le courant et de dire : Allez ailleurs, nous n'avons pas de « terre pour vous recevoir ». Les effets des lois ne sont pas toujours ceux qu'en attendent leurs auteurs. Sous la législation précédente, l'administration algérienne était autorisée à prendre possession immédiate des terres dont elle avait besoin pour former le territoire de colonisation d'un centre ; la procédure d'expropriation était des plus simples et des plus rapides ; il n'était même pas besoin de payer une indemnité préalable pour pouvoir disposer de ces terrains. La législation nouvelle imposait des règles plus strictes et entraînait de longs délais. De plus, cette ordonnance prescrivait au sujet des terres incultes une reconnaissance générale des titres de propriété ; or, elle la confiait aux tribunaux de l'ordre judiciaire et par cela même la rendait impossible : « C'était (3) introduire dans une opération qui de-

(1) *Guyot à Fellmann*, 25 mai 1844. Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Rapport au Ministre. Cité par Pouyanne : *La Propriété Foncière en Algérie*, pages 338 et 339.

(3) Pouyanne : *Même ouvrage*, page 347.

« vait être rapide et peu coûteuse la procédure judiciaire si lente et si « onéreuse et éterniser d'interminables contestations ». Ces imperfections étaient si réelles que le législateur fut obligé de remanier, en 1846, les articles de cette ordonnance ; en attendant, la colonisation, faute de terrains, fut arrêtée.

La Commission d'Afrique qui avait discuté et proposé l'ordonnance de 1844, le Ministère qui l'avait acceptée, ne voulaient pas d'ailleurs libérer simplement les terres nécessaires à la colonisation officielle ; ils avaient en vue d'autres formes d'exploitation et notamment la colonisation capitaliste par grande concession. Or celle-là exigeait de vastes étendues de terrains. Déjà le Maréchal Soult avait recommandé au comte Guyot, dès le milieu de 1844, d'admettre dans les nouveaux centres de population un certain nombre de colons capitalistes, auxquels il serait attribué 40, 50, 100, 200 et même 300 hectares, suivant l'importance des capitaux qu'ils annonceraient avoir l'intention de vouloir affecter à leurs exploitations. Quelques mois après, il envoya des ordres formels et plus pressants et, comme il apprit qu'ils n'étaient pas exécutés, il demanda le relevé nominatif de tous les colons placés depuis le 30 juin 1844 avec indication du nombre d'hectares attribués à chacun d'eux. Le comte Guyot fut obligé de convenir qu'il en avait placé fort peu, alléguant pour sa défense que les créations privées étaient en contradiction avec l'arrêté du 12 avril 1841 et son plan du 12 mars 1842, — ce qui était assez maladroit, — et qu'au demeurant il était bien inutile de vouloir créer la grande propriété auprès de ces villages, car elle existait déjà et elle était entre les mains soit d'indigènes, soit de sociétés de capitalistes européens. Ce dernier argument était des plus sérieux et dominait le débat. Le rapport du Directeur, fort documenté mais conçu en termes un peu tranchants, avait été très goûté du Gouverneur ; en l'adressant au Ministre, il se donnait le malin plaisir d'en faire un très vif éloge, sachant par avance que ce Mémoire déplairait sûrement à Paris :

Je l'ai lu attentivement, disait-il (2). J'y ai trouvé toutes mes idées, tous mes principes en matière de colonisation. Cet écrit mérite, à mon avis, de fixer votre attention.

Mais M. Urtis, conseiller écouté de Soult, se chargea de réfuter les

(1) *Guyot au Ministre de la Guerre*, 28 juin 1845 A.G.G.A.

(2) *Bugeaud à Soult*, 28 juin 1845. A.G.G.A.

dires du comte Guyot et désormais le Directeur de la Colonisation à Alger ne put plus compter sur la bienveillance du Ministre.

Il avait momentanément au moins l'approbation de Bugeaud. Alors qu'il composait son rapport, le Gouverneur était revenu de Paris fort mécontent de l'insuccès de ses démarches et avec le pressentiment de l'échec de son projet. Il était aussi sous l'impression fâcheuse des bruits qu'il avait entendu colporter sur les erreurs et les faiblesses de la colonisation officielle ; on disait — et le fait avait été signalé à la tribune de la Chambre des Pairs, — que divers centres de population avaient été créés et édifiés sur des points très éloignés des courants d'eau ou des sources. Evidemment, ces insinuations étaient malveillantes et elles n'avaient été lancées que pour mieux assurer l'adoption d'une autre forme de colonisation. Bugeaud voulut cependant faire une enquête ; il visita les centres du Sahel et aussitôt écrivit au Ministre :

A mon arrivée à Alger (1), je me suis fait rendre compte de la situation de la colonisation dans la province. J'ai reconnu par les chiffres qui ont été mis sous mes yeux... que les efforts de l'administration n'avaient pas été stériles et que les centres de population créés par elle représentaient déjà une valeur agricole de quelque importance. Voici les résultats les plus saillants du compte qui m'a été fourni : la population des villages du Sahel et de la plaine est de 6.956 individus, formant 985 familles ; les maisons construites sont au nombre de 1.186, celui des hectares en culture de 3.740, ce qui représente environ deux hectares par famille, c'est-à-dire à peu près ce qu'il faut pour leur subsistance de l'année. Ces résultats sont assurément satisfaisants, si l'on considère les difficultés que les commencements de la colonisation ont eu à vaincre et ils font honneur au fonctionnaire qui est à la tête de ce service. M. le comte Guyot peut, en effet, prétendre une bonne part dans leur accomplissement. Mais, il faut bien le dire, ils sont loin d'être en rapport avec la grandeur de l'œuvre que nous avons à réaliser en Algérie et l'on ne peut se défendre d'une certaine inquiétude en comparant ce qui a été fait à ce qui reste à faire.

*
* *

Ces dernières réserves de Bugeaud laissaient présumer qu'il ne soutiendrait pas la colonisation officielle si des circonstances défavorables survenaient ; elles ne devaient pas tarder à se produire. Pourtant, avant que l'insurrection n'éclatât et que la Direction des Affaires Arabes ne s'opposât à la continuation des travaux de vérification de propriétés et de construction de centres, la colonisation s'était poursuivie péniblement sans doute et avec lenteur mais sans arrêt

(1) *Bugeaud à Soult*, 30 mars 1845. A.G.G.A.

définitif. Le comte avait fait approuver un nouveau programme de créations et celui-là visait surtout le peuplement des régions situées au pied de l'Atlas, c'est-à-dire de l'une des parties les plus riches de la Métidja ; là, en effet, les rivières descendues de hautes montagnes servent à irriguer des vergers et des jardins. C'était en somme reprendre le projet du Maréchal Clauzel, proposé quelque quinze années auparavant ; c'était aussi ouvrir complètement la grande plaine à la culture européenne et donner aux gros propriétaires ou aux sociétés qui y détenaient une partie du sol des facilités d'exploitation et des garanties de sécurité ; mais c'était enlever aux Bureaux Arabes une portion de leur domaine administratif, celle à laquelle ils tenaient le plus à cause de sa proximité d'Alger.

Ce nouveau plan du comte Guyot est moins connu que le précédent ; des allusions y sont faites dans des documents administratifs, particulièrement dans les Tableaux de la Situation des Etablissements de Français dans l'Algérie (1). Or, au cours de la discussion engagée entre les deux Directeurs des Affaires Arabes et de l'Intérieur, une correspondance fut échangée et elle nous apporte à ce sujet quelques détails. Nous avons indiqué (2) comment le colonel Daumas avait fait suspendre, dès les premières nouvelles de l'entrée en campagne d'Abdelkader, les opérations de la colonisation officielle et dans quelles conditions il avait obtenu du Conseil d'Administration d'être désormais consulté sur les projets de création de centres. En lui transmettant le 26 octobre deux de ces projets, l'un pour un village de 150 familles environ vers l'entrée des gorges de l'Harrach, l'autre pour un village de 50 feux à cheval sur la route d'Alger aux Beni Moussa et aux bords de l'oued Djemaâ, le comte Guyot ajoutait : « Afin de vous « faire bien comprendre les intentions de l'Administration (3), je « crois devoir entrer ici dans quelques explications. Depuis long- « temps, M. le Ministre a adopté en principe le projet que j'ai eu « l'honneur de lui soumettre pour le peuplement de la plaine de la « Métidja. Ce projet consiste en une route de ceinture, joignant Blida « au Fondouck en suivant le pied de l'Atlas. Sur un développement « de 52 kilomètres, cette route doit traverser sept villages, et le bourg « ou petite ville que le Ministre a déjà nommé Rovigo. Une route,

(1) Voir ces *Tableaux* pour 1844-45 et pour 1845-46.

(2) Voir notre chapitre sur la *Politique indigène*. Liv. IV, chap. I.

(3) *Guyot à Daumas*, 26 octobre 1845. Archives des Affaires Indigènes.
A.G.G.A.

« partant de Kouba, joint Alger à cette petite ville ; deux de nos
« villages sont en pleine voie d'exécution ; la route de Blida à Rovigo
« s'avance déjà au pied de l'Atlas sur une longueur de 10 kilomètres
« et celle d'Alger au même point par Kouba embrasse déjà une étendue de 24 kilomètres, et 6 restent à faire seulement pour arriver à
« Rovigo. Il y a donc urgence que la création de cette petite ville soit
« mise à exécution. Vous savez que le Beni-Moussa, portion de la
« plaine la plus salubre et où se rencontrent le plus de traces d'habitations, est celle où les Européens se sont livrés de préférence aux
« acquisitions agricoles et où le gouvernement fait le plus de concessions du même genre. Mais, à tous ces propriétaires isolés, il manque un lien et des facilités que peuvent seuls donner les centres de
« population, les routes, la présence de l'autorité et la force publique.
« Aussi, avons-nous vu jusqu'à présent toutes ces propriétés demeurer à peu près incultes, et des collisions fréquentes s'élever entre
« leurs rares habitants et les Indigènes. Quelques propriétaires, cependant, dans l'espoir de la réalisation prochaine de nos projets, ont commencé cette année des reconstructions de fermes, que leur
« isolement a rendu très coûteuses et fort difficiles. Leurs intérêts et, j'ose le dire, ceux de la tranquillité du pays exigent donc que Rovigo et Sidi-Moussa se réalisent au plus tôt. J'ajouterai qu'il ne se trouve
« que fort peu d'Arabes sur les territoires que nous devons occuper et que ceux qu'on y rencontre n'y sont qu'à titre de fermiers chez un
« propriétaire indigène et plusieurs propriétaires européens ».

Le plaidoyer du Directeur de la Colonisation était d'autant plus pressant qu'en 1845 les arrivées des immigrants avaient été beaucoup plus fortes que les années précédentes, qu'elles montaient à 46.180 et que, défaction faite des décès et des départs, les gains atteignaient encore 19.967 individus. Le nombre des demandes de concessions s'était lui aussi accru ; à Alger, on en avait reçu 968 avec désignation de villages et 914 sans désignation. Sur ces 1882 demandes, 1699 venaient de Français. Un véritable courant s'était donc établi entre l'Algérie et la Métropole. Fallait-il l'arrêter ? De plus les nouveaux venus, auxquels on avait promis des concessions, ne pouvant être placés, encombraient les dépôts d'émigrants ; ils dépensaient leurs maigres ressources et y contractaient des habitudes d'oisiveté. Mais rien ne put vaincre l'hostilité des Bureaux Arabes et, quand la tranquillité fut revenue en 1846, ils opposèrent une force d'inertie et des lenteurs telles que l'œuvre de la Direction de la Colonisation se réduisit à compléter le peuplement des centres créés.

Il en fut de même dans la région de Bône. La situation était la même qu'à Alger. Une vaste plaine, réputée pour sa fertilité, s'étendait dans l'intérieur ; elle était traversée par plusieurs routes. Un avant-projet fut présenté au Ministre et bientôt approuvé par lui. Guyot l'avait établi sur les mêmes principes que celui de la Métidja. Plus de zones concentriques dont l'utilité ne se faisait pas sentir par suite de la conquête ; mais des villages routiers pour assurer les communications avec l'intérieur. On devait fonder douze villages sur ces diverses routes ; les études étaient longues et il fallait rectifier le tracé de ces chemins ; aussi, le seul centre approuvé depuis longtemps (2 février 1845), Duzerville, était à peine ébauché en 1847.

*
* *

Bugeaud qui aurait pu faire cesser l'hostilité des Bureaux Arabes n'esquissa même pas le geste nécessaire. C'est qu'il avait ou croyait avoir de sérieuses raisons de s'opposer à la reprise de la colonisation officielle, depuis que les Chambres se refusaient à adopter ses colonies militaires, et aussi depuis que l'Ordonnance du 21 juillet 1845 sur le régime des concessions avait été promulguée. De son mauvais vouloir cette Ordonnance est la cause essentielle, car elle restreignait ses pouvoirs en matière de colonisation et elle infligeait ainsi à son amour-propre une blessure si grave qu'elle ne guérit jamais.

Les fameux arrêtés d'urgence par lesquels se traduisaient souvent les velléités d'indépendance de Bugeaud, les accusations de vénalité et de dilapidations lancées contre les services civils, les résistances des Bureaux d'Alger aux injonctions du Ministre de la Guerre avaient fini par exaspérer Soult et le décider à changer les dispositions de l'arrêté du 18 avril 1841. Il s'agissait de réserver dorénavant au Roi et à son Ministre le droit d'accorder des concessions, droit qui était jusque-là dévolu au Gouverneur. Comme on ne voulait pas brusquer les événements et se donner l'apparence de brimer l'administration d'Alger, une véritable mise en scène fut préparée. Au cours des séances des 28 et 29 mai à la Chambre des Députés, M. Desmousseaux de Givré, membre de la Commission présidée par le duc Decazes, s'éleva contre la manière abusive dont se pratiquaient les aliénations du Domaine en Algérie ; elles avaient lieu, affirmait-il, sans les garanties imposées par la loi en France. La Commission des Finances consultée reconnut le bien-fondé de ces critiques et les fit siennes : « Elle croit, dit-elle, qu'il y a des garanties à donner au pays dans la

« manière d'aliéner les propriétés de l'Etat, soit en bâtiments, terres « et forêts, soit pour ce qui concerne la propriété et l'exploitation des « mines ». La question, ainsi soulevée incidemment, s'étendit bientôt au régime entier de la colonisation officielle ; ce fut le prétexte cherché d'une refonte radicale de l'ancien arrêté. On le remplaça par une ordonnance, d'ailleurs toute prête. Quelques jours après l'intervention de M. Desmousseaux et les déclarations de la Commission, et sans se donner le temps de consulter le Gouverneur, on publia l'ordonnance de 1845.

Or, les prescriptions en étaient si nouvelles, si différentes surtout des règles précédentes, qu'elles paraissaient en être la contrepartie. Autrefois, le choix des concessionnaires dépendait du Gouverneur, ainsi que la délivrance du titre provisoire de propriété ; désormais, sous prétexte que le titre provisoire était en réalité le titre à peu près définitif, il ne sera plus délivré que par ordonnance royale ou par décret ministériel. Le Roi se réserve le droit d'accorder les concessions au-dessus de cent hectares et le Ministre celles qui sont inférieures à cette étendue. Que devient le Gouverneur ? Un simple agent d'enregistrement et d'exécution. — Hier encore, Bugeaud fixait par arrêté le périmètre des villages, centres et hameaux. Demain, son rôle se bornera à transmettre à Paris, en y ajoutant toutefois son avis personnel, la délibération du Conseil d'Administration. — Jusqu'à ce jour, il avait été distribué des concessions gratuites et cette tolérance était devenue la règle par suite des facilités qu'elle offrait au peuplement de la colonie ; le principe de la gratuité n'avait pas été énoncé formellement dans l'arrêté de 1841, mais ceux qui en avaient discuté les articles s'étaient mis d'accord pour reconnaître que la mesure était utile, voire nécessaire. Maintenant, il n'y aura plus que des concessions onéreuses : « Toute concession, y est-il dit (1) « soumet le concessionnaire à payer une rente annuelle et perpétuelle « dont la quotité est dans chaque cas déterminée par l'acte de concession, qui fixe en même temps l'époque à partir de laquelle cette « rente est exigible ».

L'émoi fut grand à Alger dans l'entourage du Gouverneur et à la Direction de la Colonisation quand on connut le texte de cette ordonnance que rien ne faisait prévoir. On comprend l'irritation extrême de Bugeaud, ainsi dépouillé de ses prérogatives dans un domaine où il aurait voulu rester le maître. Cette colère se traduisit par un échan-

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, pages 359 et 360.

ge de lettres très vives entre le Ministre et lui, puis, quand il fut bien convaincu que l'ordonnance ne serait pas modifiée, par l'ordre donné aux Bureaux d'Alger d'arrêter l'instruction des affaires en cours. Survint l'insurrection ; ce lui fut une raison de conserver cette attitude et il la garda tant qu'il resta à Alger. Au Ministère de la Guerre, malgré la retraite de Soult, on se montra aussi intransigeant pour d'autres raisons ; le système des grandes concessions et par suite des entreprises capitalistes, patronné par Lamoricière, voulu par Urtis et imposé par des parlementaires intéressés (1), faisait échec au système de la colonisation officielle.

* * *

Si donc on veut porter un jugement sur l'œuvre du comte Guyot et sur les résultats de la colonisation officielle durant cette période, il convient, pour être juste, de tenir compte des lenteurs auxquelles elle fut condamnée et des multiples entraves que l'on apporta à son activité. Que l'on se remémore ces conflits incessamment renouvelés avec le colonel Marengo, avec M. Urtis et le Ministre de la Guerre, avec Bugeaud et les Bureaux Arabes, que l'on juge de la gravité de ce drame administratif aux sentiments d'animosité qui en animaient les acteurs et on souscrira à cette opinion de Tocqueville, un adversaire pourtant de la colonisation étatiste : « Il serait, du reste (2), « peu juste d'attribuer au système lui-même tous les malheurs individuels et toutes les misères publiques qui en sont sorties ».

Les attaques dirigées contre la colonisation officielle lui sont venues de deux côtés opposés : d'abord des partisans du laissez faire individuel et des admirateurs du système des grandes concessions, puis des défenseurs de Bugeaud et de ses colonies militaires. Comme on peut bien le penser, ces critiques sont le plus souvent contradictoires ; on trouve les premières dans le rapport de de Tocqueville sur les *Camps Agricoles*, les secondes dans les lettres et les brochures de Bugeaud. En les exposant dans leurs divergences, ce sont les idées du Gouverneur que nous étudierons et, par là, nous préciserons, mieux encore

(1) Un dossier des Archives d'Alger ne laisse aucun doute sur les convoitises parlementaires et sur les promesses des Ministres de les satisfaire en concédant à des Pairs et Députés influents de vastes domaines dans les plus belles régions de la colonie.

(2) De Tocqueville : *Etudes économiques*, Tome VII, page 493.

que par l'historique de cette colonisation officielle, les ressemblances ou les différences qui existaient entre les méthodes civiles et les méthodes militaires.

Les économistes de l'Ecole libérale reprochaient avant tout à cette colonisation officielle l'intervention de l'Etat dans l'œuvre du peuplement algérien. Sans tenir compte des circonstances très particulières du milieu africain à cette époque, pas plus que de la situation des masses paysannes et ouvrières en France, ils voulaient qu'on laissât libres les hommes et les capitaux de se porter de l'autre côté de la Méditerranée ; l'Etat doit se livrer en Afrique aux seuls travaux d'utilité publique. L'initiative individuelle et l'intérêt particulier transformeront plus vite et mieux les campagnes algériennes que ne peuvent le faire des administrations publiques, toujours lentes dans leurs œuvres et toujours coûteuses : « L'Etat ne s'est borné nulle
« part, constate le rapport de 1847, à faire les seules dépenses d'utilité
« publique, à élever les fortifications, à fonder les écoles, à établir
« les routes. Il a été plus loin ; il s'est chargé de faire prospérer les
« affaires des particuliers, et il leur a fourni, en tout ou en partie, les
« moyens de s'établir sur le sol ». Ce n'est même pas suffisant, riposte Bugeaud ; lui veut assurer pendant longtemps à ses colons les prestations de l'Etat, il veut leur donner une maison toute construite, il veut que la collectivité et surtout l'armée leur défriche quelques hectares. Son expérience des choses agricoles en France lui dicte cette attitude :

Voyons, écrit-il à Soult (1), à quel prix une famille parvient à tirer sa subsistance de la terre en France où tout est fait depuis longtemps ; cela nous amènera à reconnaître par comparaison ce qu'il faut faire pour elle en Afrique. L'exploitation du sol dans le Midi de la France, c'est-à-dire depuis la rive gauche de la Loire jusqu'aux Pyrénées, s'exécute par colonage à moitié fruit. La propriété est divisée en métairies de dix à quinze hectares, qui sont données à autant de familles cultivant par elles-mêmes. Ces terres, quand on y installe le colon, sont en exploitation régulière depuis un temps immémorial ; elles sont pourvues de constructions pour la famille et pour les bestiaux et de tout le nécessaire agricole. Les étables sont garnies de bœufs, de vaches, de moutons, de porcs, de volailles ; des charrettes, des tombereaux, des instruments aratoires s'y trouvent en proportion avec l'étendue de la métairie ; et souvent, on est obligé de lui faire des avances en numéraire. Enfin, la famille n'a rien à apporter que des bras. Il semblerait que, dans de pareilles conditions, elle doit prospérer et vivre très à l'aise ; il n'en est rien. L'exploitation de la terre est une industrie si peu productive que la plupart des colons, placés cependant dans des

(1) *Bugeaud à Soult*, 30 mars 1845. A. G. G. A.

conditions très favorables, sont pauvres et endettés vis-à-vis de leurs maîtres. Ils parviennent péniblement en défalquant le tiers de leurs produits (car en réalité ils ne donnent pas davantage à leur propriétaire) à joindre les deux bouts et à subsister en vivant de privations. Or, je vous le demande, Monsieur le Maréchal, comment espérer que des colons qu'on place en Algérie sur un sol nu ou couvert de palmiers nains, sans abri, sans avance d'aucune sorte, si ce n'est quelques matériaux de construction, puissent se tirer d'affaire... Que des hommes de théorie qui n'ont jamais étreint la réalité des choses, que des esprits superficiels, que des individus dont toute la vie s'est écoulée entre les cartons d'un bureau, se figurent qu'on n'a qu'à jeter les populations sur le sol de l'Algérie pour qu'elles y prospèrent, cela se conçoit. Mais l'administration ne peut se contenter de pareilles utopies ; c'est sur la réalité qu'elle opère et non sur l'illusion.

L'intervention de l'Etat, dans les créations du comte Guyot, reste donc en deçà des limites qu'elle aurait dû logiquement se tracer. Quand le gouvernement donne l'ordre de construire un village pour les Allemands à la Stidia, il le déplore sans doute parce que ce sont des étrangers et des civils, mais il avoue que c'est là ce qu'il aurait voulu faire pour ses soldats ; quand lui-même s'ingénie à aller au-devant des désirs des Trappistes, il ne regrette qu'une chose, c'est de ne pouvoir les assister davantage. Aussi, de Tocqueville appelle-t-il la colonisation militaire la forme la plus dangereuse de la colonisation officielle, en tout cas la plus onéreuse.

Au comte Guyot, de Tocqueville fait aussi un grief de n'avoir implanté dans la colonie que des indigents : « Les familles (1) qu'il « a placées dans les villages appartenaient presque toutes aux classes « les plus pauvres de l'Europe. Rarement apportaient-elles un capital « quelconque. La portion du sol que l'administration leur a distribuée « a toujours été très minime. Ces lots ont rarement atteint et presque « jamais dépassé dix hectares. *Etablir aux frais du Trésor une popula-* « *tion ouvrière sur le sol de l'Afrique, telle semble avoir été la pensée* « *mère* ». Dire à l'administration algérienne qu'elle a eu tort de coloniser avec des gens pauvres, c'est oublier qu'aux premiers jours de la colonisation, elle n'avait guère le choix des colons ; il fallait bien qu'elle se servît des éléments disponibles « et qu'elle acceptât (2) des « hommes qui n'avaient pour toutes ressources que leurs bras et leur « courage ». Les gens riches ou simplement aisés, dans l'incertitude du lendemain, ne se montraient point disposés à hasarder leurs per-

(1) De Tocqueville : *Etudes économiques*. Tome VII, page 492.

(2) *Tableau de la Situation des Etablissements Français dans l'Algérie, 1844-45*, page 214.

sonnes et leurs capitaux. Incriminer plus tard les audacieux, les volontaires de la colonisation et constater leur dénuement, les tâtonnements dont ils ont été victimes, la médiocrité des résultats, était tout aussi injustifié. Il eût été plus équitable de reconnaître un certain courage à ces braves gens qui avaient consenti à exposer leur santé et leur vie, et aussi la santé et la vie de leur famille, dans l'aventure algérienne. La société humaine est ainsi faite que les premiers pionniers d'une œuvre nationale ne sont pas ceux qui en récoltent les plus gros bénéfices. D'autres, plus fortunés, s'entendent pour les leur ravir. Quand l'expérience aura été faite *in anima vili*, les puissances financières, je veux dire les gros concessionnaires, prétendront écarter les petits agriculteurs de la colonie.

Pour empêcher cet accaparement des terres algériennes par des sociétés ou par de riches propriétaires, Bugeaud et Guyot s'entendirent et protestèrent, alléguant que pour le moment la chose essentielle était de peupler d'éléments européens une partie de la colonie, que les entreprises de peuplement confiées à des particuliers moyennant de grosses subventions de l'Etat avaient échoué, que l'intérêt particulier, poursuivant des fins égoïstes, ne saurait remplacer l'intérêt général qui, lui, se laisse guider par des vues plus désintéressées et vise un but plus lointain. Le Directeur de la Colonisation ajoutait qu'au surplus la grande propriété existait en Afrique et notamment dans la plaine de la Métidja et dans celle de Bône et que, dans ces conditions, il était inutile de vouloir la constituer plus largement. D'ailleurs, les idées du Gouverneur et du Directeur, concernant les grands domaines, n'étaient pas absolument les mêmes. Tandis que Bugeaud n'entendait pas laisser se former ces vastes propriétés afin de tenir la colonie par une population plus dense, Guyot estimait que l'heure n'était pas encore venue d'appeler les grandes sociétés d'exploitation et qu'il fallait pour favoriser l'œuvre de ces entreprises multiplier pendant quelque temps encore les créations de villages : « Ce serait, dit une publication officielle (1), singulièrement rétrécir « cette immense question de la colonisation que de borner l'action « colonisatrice du gouvernement et de l'administration au peuple- « ment ainsi qu'à l'exploitation des villages ; car cette action s'étend « et se fait sentir partout ; mais il faut admettre aussi que le réseau « des créations de l'Etat en villes, villages et routes, est la charpente

(1) *Tableau de la Situation des Etablissements Français dans l'Algérie*, 1844-45, page 224. Publication rédigée par la Direction de l'Intérieur.

« indispensable de l'édifice que nous construisons en Algérie ; c'est
« par ce réseau et autour de lui que le commerce, l'industrie, l'agri-
« culture viennent échanger leurs produits, multiplier les ressources
« du pays et développer ses forces ».

En 1841, la population européenne de la colonie ne comprenait que 37.374 individus, répartis entre quelques points du littoral et presque tous habitants des villes ; c'étaient en majeure partie des mercantis et des ouvriers. En 1847, elle a triplé, elle atteint 103.863 âmes, elle gagne les campagnes et elle contient de nombreux cultivateurs. Non pas — ce serait contraire à la vérité de le prétendre, — que tous ces nouveaux venus aient été attirés par des concessions gratuites de terres ; à peine 6 ou 7.000, en comptant tous les membres des familles des concessionnaires, furent établis par la colonisation officielle. Mais, au fur et à mesure que la sécurité augmentait en arrière des centres récemment peuplés, des fermes s'élevaient qui employaient un important personnel ouvrier ; et les besoins de se créer, et le nombre des détaillants et des gros commerçants de croître. L'homme appelait l'homme. Une petite démocratie rurale, en grande partie française, se fondait en Afrique. Ce fait devait avoir par ses conséquences historiques une valeur qu'il est aujourd'hui difficile de méconnaître.

* * *

Ce n'est donc pas tant au système de la colonisation officielle et à la pauvreté des colons officiels que Bugeaud s'en prend ; c'est à la composition de cette population, à ses défauts et à ses vices. Une véritable légende se propagera, grossissant les accusations lancées par le Maréchal et répétées par son entourage contre ces habitants des villages officiels.

Certaines de ces critiques n'étaient pas sans fondement ; ainsi, il s'élève contre les choix déplorables qui furent faits. Qui fallait-il mettre dans ces centres agricoles ? Des paysans évidemment, habitués depuis leur jeune âge aux durs travaux des champs et à la pratique des cultures. Or, on rencontrait parmi les arrivants bien des gens sans aucune compétence agricole, inaptes en conséquence à la culture africaine plus difficile et en tout cas moins connue que celle d'Europe. Mais n'était-ce pas là l'erreur des Bureaux du Ministère de la Guerre ? A maintes reprises, ils imposèrent leurs protégés, délivrèrent des permis de passage, forcèrent la main au comte Guyot et au Maréchal ; quémandeurs de tout rang et de toute qualité, familiers des anticham-

bres ministérielles, créatures des Députés et des Pairs, amis des hauts fonctionnaires, veuves des officiers, tous voulaient des concessions dans l'espoir de les revendre le lendemain ou de les faire cultiver par autrui. Le village de Sainte-Amélie fut peuplé de colons de cette espèce et l'on a vu comment il échoua.

La pire des fautes avait été de ne pas réserver exclusivement les faveurs de l'Etat à nos nationaux. L'arrêté de 1841 sur les concessions n'interdisait par aucun de ses articles d'en délivrer aux étrangers. Bugeaud, dans ses divers projets de colonies militaires, limitait à des Français ou du moins à ceux qui avaient servi notre pays le bénéfice de ces dispositions libérales. A ses yeux, la propriété d'un lot de terre était l'appât jeté aux convoitises des paysans français pour les décider à quitter le sol national et à venir cultiver la terre africaine. Les étrangers au surplus accouraient d'eux-mêmes ; ils débarquaient chaque mois en troupes pressées des navires espagnols, italiens et anglais. Il n'y avait vraiment pas de raison, alors que la règle suprême de notre politique devait être d'assurer la prépondérance de notre race dans le futur peuple algérien, de précipiter l'afflux de ces étrangers par une égalité de traitement et de faveur avec nos nationaux.

Enfin, il fut de bon ton dans certains milieux de prêter généreusement à ces colons officiels tous les défauts. Collectivement, mélangés avec les autres civils, ce fut le rebut de toutes les races, l'écume de la Méditerranée. Individuellement, on les représentait comme des paresseux, des ivrognes, des buveurs d'absinthe, s'ingéniant à vivre aux dépens de l'Etat ou spoliant les indigènes. Ce sont presque tous des cabaretiers, dit Bugeaud, ou, s'ils n'ouvrent pas de débits de boisson, ils sont les meilleurs clients de ceux qui existent. Ajoutez qu'ils sont frondeurs, « plaignards », sans initiative et sans énergie morale, toujours prêts à disputer aux Arabes maintes parcelles de terres mal délimitées ou quelques bestiaux égarés.

Quand il parle ainsi, le Maréchal a toujours en vue l'adoption de ses projets de colonisation militaire. Il se persuade volontiers qu'en médiant des civils, il rehausse les vertus de ses soldats. Lorsqu'un moment il oublie cette comparaison, il lui arrive de rendre justice à ces colons. Il avoue que les résultats sont satisfaisants et qu'on a beaucoup travaillé dans le Sahel. La vérité l'emporte ici sur l'esprit de parti. N'est-ce point aussi ce qui est arrivé à M. de Tocqueville ? Lui, qui avait contesté les qualités de cette colonisation officielle, est obligé de reconnaître que la population agricole des environs

d'Alger ne mérite pas les critiques dont on a voulu l'accabler : « On
« a fort exagéré (1) en parlant d'eux le bien et le mal. On a dit que
« tous les hommes qui les habitaient étaient sortis de la lie des socié-
« tés européennes, que leurs vices égalaient leurs misères. Cela n'est
« pas exact ; si l'on envisage dans son ensemble la population agri-
« cole d'Afrique, elle paraîtra tout à la fois au-dessous et au-dessus
« de la plupart des populations de même espèce en Europe. Elle sem-
« blera moins régulière dans ses mœurs, moins stable dans ses habi-
« tudes, mais aussi plus industrielle, plus active et bien plus énergi-
« que. Nulle part, le cultivateur européen ne s'est mieux et plus aisé-
« ment familiarisé avec l'abandon, avec la maladie, le dénuement, la
« mort, et n'a apporté une âme plus virile et, pour ainsi dire, plus
« guerrière dans les adversités et dans les périls de la vie civile ».

· SYSTÈME DE LAMORICIÈRE

Que ce fût pour protester contre les erreurs et les faiblesses de la colonisation officielle ou contre les mesures prises, sans le consulter, par les Bureaux du Ministère en matière de concession, l'hostilité de Bugeaud se justifiait malaisément ; car ses propres colonies militaires n'étaient en réalité qu'une forme particulière de cette colonisation. Elle se comprend mieux au contraire contre le système de Lamoricière ; celui-là, en effet, reposait sur des conceptions fort différentes des siennes et il devait lui paraître d'autant plus dangereux qu'il se réclamait des principes de l'école libérale, qu'il était présenté par une des personnalités les plus séduisantes de l'armée d'Afrique et qu'il rencontra de bonne heure dans les milieux parlementaires des partisans convaincus, puis des interprètes éminents.

Lamoricière connaissait merveilleusement les questions africaines pour les avoir étudiées et vécues pendant quinze années. Il était venu en Afrique tout au début de la conquête et, depuis, ne l'avait pas quittée. De lieutenant des zouaves, il avait gravi rapidement les échelons des grades, forçant la fortune par quelque action d'éclat. Son esprit naturellement ouvert à tous les problèmes que posait notre installation au milieu d'un peuple musulman, belliqueux et fanatique, les avait envisagés et résolus suivant des méthodes nouvelles ; il avait été dans sa jeunesse ardent saint-simonien. Conversant avec

(1) De Tocqueville : *Etudes économiques*. Tome VII, pages 492 et 493.

les hommes politiques, il se plaisait à indiquer ses préférences. C'est ainsi que, lors de la venue en Afrique du premier groupe de Députés parmi lesquels étaient MM. de Tocqueville et Gustave de Beaumont, il séduisit ces parlementaires par l'originalité de ses conceptions tout aussi éloignées des utopies militaires de Bugeaud que de la colonisation étatiste du comte Guyot. Il ne croyait pas que l'armée qui avait fait la conquête put suffire à peupler et féconder la terre algérienne pas plus qu'il n'admettait comme heureuse ou nécessaire l'intervention exclusive de l'Etat dans cette œuvre. Il se trouvait ainsi d'accord avec les doctrinaires, comme de Tocqueville, qui faisaient de la liberté le fondement de tout développement économique normal ; il se lia d'amitié avec ces Députés et, sous leurs auspices, il entra plus tard à la Chambre, devenant le collègue et l'égal de Bugeaud dont il était le subordonné en Afrique. Le voilà libre lui aussi de soutenir sa propre doctrine en matière de colonisation et de la défendre directement devant la Chambre. Plus encore que le plan de Bedeau pour Constantine, le système présenté par Lamoricière pour Oran eut un immense retentissement ; ce fut lui surtout qui, admis par le Roi et bien accueilli par les milieux parlementaires, fit repousser le projet des camps agricoles de Bugeaud. Entre les idées du Gouverneur et celles de son lieutenant, il y avait en effet opposition complète, si radicale même que l'adhésion donnée aux unes entraînait la condamnation des autres, si profonde qu'elle devenait un antagonisme du civil et du militaire, de la liberté et du despotisme.

Le plan du général Lamoricière a été exposé par lui dans une note publiée en 1845 et dans un long mémoire de 1846. La note remonte peut-être aux derniers mois de l'année 1844. Au mois de novembre de cette année, en effet (1), Lamoricière se rendit à Alger pour y recevoir les instructions du Gouverneur général, sur le point de partir pour la France. On parlait beaucoup à ce moment des problèmes de colonisation et Bugeaud espérait bien profiter du grand renom que lui avait valu son succès à l'Isly sur les troupes marocaines pour faire triompher son projet de colonisation militaire. Lamoricière lui soumit ses idées, mais Bugeaud était trop préoccupé de son propre système pour qu'il y prêtât grande attention. Un peu vexé et déçu, le jeune lieutenant-général n'insista pas, convaincu qu'il était « que le « mode de colonisation de M. le Gouverneur général serait combattu

(1) Les précisions qui suivent sont données dans la *lettre de Lamoricière à Soult*, lettre de transmission de sa première note, 9 avril 1845. A. G. G. A.

« à Paris » ; il espérait que plus tard il trouverait le Maréchal plus disposé à prendre en considération quelques-unes des idées que « de longues études et une expérience de quinze ans sur la côte d'Afrique lui avaient suggérées ». Mais, cinq mois après, le Gouverneur est de retour en Algérie ; il vient à Oran et Lamoricière rencontre chez lui la même indifférence. Il se résout alors à communiquer directement au Ministre une note confidentielle dans laquelle il développe ses vues sur la colonisation ; il en transmet cependant une copie au Gouverneur : « Comme je persiste à penser (1) que les idées que j'ai « soumises à M. le Maréchal Gouverneur renferment la solution de la « question sur laquelle repose l'avenir colonial de l'Algérie, je croirais « manquer à mon devoir en omettant de les soumettre à Votre Excellence. J'ai donc l'honneur, Monsieur le Maréchal, de vous adresser « confidentiellement la note ci-jointe que je sou mets à votre appréciation. J'en adresse pour l'acquit de ma conscience une copie à « M. le Maréchal, duc d'Isly, mais je ne l'informe pas de la communication directe que j'en fais à Votre Excellence ».

*
* *

Selon le général Lamoricière, pour une nation comme la France, la domination en Algérie est « une affaire d'argent (2). beaucoup plus « qu'une question d'hommes ». Maintenir les populations indigènes sous l'autorité française est chose possible avec une nombreuse armée, et c'est aussi un moyen onéreux. Ce qu'il importe avant tout de rechercher, c'est la réduction à son minimum de l'effort financier et militaire à imposer à la Métropole.

Or, la population indigène est clairsemée sur le sol de l'Oranie. Dans le Tell, c'est-à-dire sur une surface de 2.400 lieues carrées, et là où elle est pourtant la plus dense, on ne compte que 280.000 âmes en chiffres ronds, soit sept à huit habitants par kilomètre carré. A supposer que cette vaste région fût cultivée comme la France, elle serait à même de nourrir cinq à six fois plus de familles. Les Indigènes travaillent peu, produisent encore moins ; la terre reste inculte malgré son admirable fertilité « parce que l'homme n'y a point accumulé « de capitaux par son travail et par ses épreuves ». Aussi la France se trompe-t-elle grossièrement si elle attend des autochtones le paie-

(1) *Même lettre*, 9 avril 1845.

(2) Lamoricière : *Note sur la Colonisation de l'Algérie*, 1845. Elle fut publiée par le *Moniteur Algérien* du 4 juin 1845.

ment d'impôts ou la production de revenus suffisants pour compenser la moitié, le quart même des dépenses qu'elle s'impose chaque année. A peine si le dixième est actuellement couvert par ce qu'elle retire de la province. La seule solution à envisager ne peut être que « l'établissement sur le sol africain (1) d'une population européenne active, laborieuse, sachant tirer de la terre ce qu'elle peut produire, capable d'imposer aux Indigènes par sa masse, et de payer l'armée qui doit défendre le drapeau de la France, nous devrions dire de l'Europe, au milieu de races musulmanes que l'habitude du désordre a depuis longtemps plongées dans la barbarie ». Comme son chef, le Maréchal Bugeaud, comme son émule, le lieutenant-général Bedeau, Lamoricière affirme donc, lui aussi, la nécessité de fixer dans l'Afrique du Nord une population européenne assez nombreuse pour produire et assez compacte pour se défendre.

Rien ne s'oppose à cet établissement ; l'Etat possède sans conteste « d'immenses espaces (2) présentant tous les avantages résultant de la bonté des terres, de la facilité des communications, de la proximité des grands centres de population ». Sur ces terres incultes ou incomplètement défrichées, il n'existe ni clôtures, ni plantations, ni canaux d'irrigation. Il importe, pour qu'une population européenne consente à s'y fixer, d'y accomplir le même travail que celui qui par exemple a été exécuté en Bretagne : le propriétaire du sol fournissait les capitaux nécessaires pour le gros œuvre, il élevait les bâtiments, creusait les puits, faisait tout ou partie des clôtures : « Une fois (3), suivant l'expression du pays, qu'on avait *fondé un bien*, le colon, fermier ou métayer, auquel on donnait d'ordinaire un cheptel, le grain pour ses semences et une partie des instruments de labour, venait l'habiter avec son modeste capital qui consistait généralement en bestiaux et engins aratoires, à ajouter à ceux que le propriétaire lui avait fournis en menu bétail et en grains pour vivre avec sa famille jusqu'à la récolte. Les possesseurs de terres à défricher étaient en général de riches propriétaires riverains qui voulaient un placement pour leurs avances ou des capitalistes acquireurs qui voulaient faire une spéculation ».

Pourquoi ne provoquerait-on pas en Afrique de semblables initiatives ? Sans doute, les capitaux manquent ; les hommes, les familles

(1) *Même note de 1845.*

(2) *Même note.*

(3) *Même note.*

sont venus à l'appel du gouvernement, mais la plupart n'avaient de ressources que celles qui suffisaient aux fermiers ou aux métayers ; imprudemment, on en a fait de suite des propriétaires ; ils ont eu vite épuisé leur petit pécule dans de coûteuses installations, puis sont tombés dans le dénuement et la misère. S'ils avaient été soutenus par de riches voisins, leur succès aurait été certain : « Aujourd'hui, c'est « donc le capitaliste qu'il faut appeler. La population qui l'avait « devancé le suivra sans aucun doute. Quand la confiance sera établie, « les capitaux viendront d'eux-mêmes, mais, pour hâter le jour où ils « prendront cette direction, le seul moyen qui nous paraisse raison- « nable et praticable, c'est de leur assurer une prime pendant les pre- « mières années, ainsi que le gouvernement le fait toutes les fois qu'il « juge important d'engager une partie des capitaux de l'industrie « particulière dans une entreprise nouvelle, dont les chances ne sont « pas encore bien connues des spéculateurs ».

Lamoricière est ainsi amené à proposer tout un système de primes : prime à la construction des bâtiments d'exploitation, afin de fixer les colons dans les villages dont l'emplacement serait choisi par les agents de l'administration ; prime au forage des puits, à la construction des norias et autres machines destinées à élever l'eau pour les irrigations, car en Oranie il y a intérêt à développer le jardinage et les cultures irriguées surtout dans le voisinage d'Oran ; prime aux défrichements, à l'arrachage des palmiers nains et des arbustes qui couvrent le sol ; prime aux plantations d'arbres et notamment à celles de mûriers et d'oliviers.

A cette combinaison, unissant le capital et le travail et n'exigeant de l'Etat comme dépenses qu'un fonds de concours et de garantie, son auteur ne voyait que des profits : la colonie se peuplerait plus rapidement et à moins de frais ; sollicité par les primes et par les bénéfices futurs de l'entreprise, l'intérêt particulier, le mobile le plus sûr du développement économique, ferait des merveilles en Afrique comme ailleurs : « Au lieu de tout faire par lui-même avec une nuée « d'agents salariés, souvent incapables, quelquefois infidèles, l'Etat « s'associe le travail et l'intelligence de tous les individus qui répon- « dent à son appel et dont chacun aura un intérêt direct à surveiller « l'emploi de ses propres deniers. Enfin, quand les premières installa- « tions seront terminées, il laisse encore à ce même et puissant mo- « bile l'intérêt particulier, le soin de bien choisir les colons auxquels « sont confiées les exploitations à diriger ». Le succès est assuré à condition toutefois que cet intérêt particulier ne soit gêné en aucune

façon par une intervention administrative. Inutile par conséquent pour le gouvernement de stipuler telle ou telle clause à la charge du concessionnaire et au bénéfice des fermiers. Libre à celui qui engage ses capitaux de les employer comme il l'entend et de prendre tels engagements qu'il lui plaira. Il faut même lui permettre d'hypothéquer ou d'aliéner le fonds sur lequel il a placé son argent. Tout ce que peut exiger de lui l'Etat, c'est qu'il accomplisse les travaux qu'il a promis d'exécuter ; le paiement des dernières annuités après achèvement de l'entreprise est pour l'administration une garantie suffisante que tout sera exécuté conformément à ses vues.

N'est-il pas à craindre toutefois que des difficultés ne surgissent du fait des propriétaires indigènes ? Les dépossédera-t-on de leurs terres ? Les refoulera-t-on à l'intérieur ? Quelles compensations leur donner ? Ces questions ne se posaient point pour les environs d'Oran où les terres domaniales étaient nombreuses ; il sera temps de prévoir des dispositions nouvelles lorsqu'on colonisera l'intérieur : « Les tribus qui nous entourent (1), dit en terminant Lamoricière, ne sont « en général qu'usufruitières du sol qu'elles occupent. Si l'on était « amené à coloniser une partie de leur territoire, l'Etat devrait se « charger de procéder à leur déplacement, de les indemniser s'il y « avait lieu et de partager ensuite la terre aux Européens. Cette manière de procéder a été déjà suivie en plusieurs circonstances ; elle « présente des avantages qui ont été reconnus et fournit le moyen « d'éviter les nombreux inconvénients qui se sont produits lorsqu'on « a laissé des acquéreurs isolés traiter directement avec les Indigènes ». Ainsi, ni sur les intérêts lésés des populations arabes, ni sur les rapports des capitalistes et des colons, la note ne s'étendait, deux problèmes pourtant d'une gravité particulière et de la solution desquels dépendait la réussite du projet.

*
* *

Le système des primes de M. de Lamoricière était original ; il séduisit plusieurs membres du Ministère. Mais le caractère confidentiel de la communication et la crainte de froisser la susceptibilité du Gouverneur empêchaient sa divulgation. Soult se contenta donc

(1) *Même note de 1845.*

d'accuser réception de la lettre (1) et de faire répondre tout simplement qu'il prendrait en considération le Mémoire quand il y aurait lieu de l'appliquer. C'était peu encourageant.

Bugeaud eut moins de réserve et il publia dès le 4 juin 1845, dans le *Moniteur Algérien*, la note et la réponse qu'il avait faite de son bivouac sur l'Oued-el-Ardjem. Le nom de Lamoricière n'était pas cité ; toutefois, dans les quelques lignes qui servaient de préface à ces deux documents, il était dit : « Un officier général distingué a adressé à « M. le Gouverneur général une notice sur la colonisation. Ce sujet « est si important pour le pays qu'on ne saurait trop faire connaître « au public et au gouvernement les idées des hommes qui, par leur « position actuelle en Afrique, doivent nécessairement s'occuper de « la grande question de la colonisation ».

En réalité, ce n'était pas le désir d'éclairer le grand public sur les divers systèmes de colonisation qui animait le Gouverneur ; il saisissait la moindre occasion de propager ses propres idées, et celle-ci lui semblait bien trouvée. La lettre, qu'il adresse à son lieutenant et qu'il publie, est, en même temps qu'une critique des principes sur lequel repose le plan de Lamoricière, un exposé de ses colonies militaires. La réfutation est parfois ironique, même dédaigneuse.

Votre système (2) est ingénieux ; il séduira les hommes du monde, les hommes d'état qui n'ont pas étudié la matière et qui ne connaissent pas du tout les difficultés, je devrais dire les misères agricoles.

L'affirmation de ses convictions personnelles est au contraire nette, tranchante, autoritaire ; elle n'admet pas la discussion :

Il faut (3) pour jouer le rôle de peuple dominateur une population d'un ordre supérieur, qui présente au peuple vaincu la force, la moralité, la bonne organisation, l'activité et l'intelligence dans le travail. Certes, nos soldats présentent ces qualités-là à un bien plus haut degré que la population civile, que la population bariolée qui nous arrive et qui renferme des vieillards, des infirmes et une foule de gens d'une profession entièrement étrangère à la terre.

(1) Voici les quelques mots tracés par Soult sur le mémoire de Lamoricière : « La note ci-jointe contient des vues qui pourraient être d'une utilité pratique, « mais il serait difficile et peut-être dangereux de la mettre à exécution sans les « avoir fait précéder de dispositions de principe ; toutefois, on pourra y recourir « au besoin. Dans l'état actuel de la colonisation, on doit se borner à accuser réception de cette lettre et de ce mémoire au général Lamoricière en lui annonçant que ses idées seront prises en considération quand il y aura lieu de les « appliquer ». Lettre du 18 avril 1845. A.G.G.A.

(2) *Lettre de Bugeaud, 4 juin 1845. Moniteur Algérien.*

(3) *Ibidem.*

A n'en pas douter, Bugeaud était persuadé en publiant la note et la réponse que la comparaison entre les propositions de Lamoricière et les siennes ne pouvait tourner qu'en sa faveur. La discussion s'engagea dans la presse ; elle fut, contrairement à ce qu'attendait le Maréchal, toute favorable à la colonisation par les capitalistes, à l'union du travail et de l'argent, donc au système qu'il combattait. Ce fut surtout en 1846 que se produisit cette évolution, lorsque parurent un nouveau Mémoire du lieutenant-général Lamoricière et une autre réponse de Bugeaud, tous deux plus complets, plus précis, où l'on retrouve les arguments du débat de 1845 et quelques autres qui vinrent s'y ajouter.

*
* *

Le 8 avril 1846, une circulaire du Gouverneur général prescrivit aux lieutenants-généraux des deux provinces une enquête rapide sur les points du territoire mixte qui leur paraîtraient « les plus favorables à la création de nouveaux centres de population européenne ». Lamoricière, avec sa décision habituelle, choisit de suite comme premier champ de cette colonisation le triangle qui a sa base sur le bord de la mer entre Oran et Mostaganem et son sommet à Mascara. Il n'est question pour le moment que de tracer un programme d'ensemble ; plus tard, l'étude de chaque localité sera confiée à une Commission composée ainsi que le prescrit le nouvel arrêté du 2 avril 1846. Aux jeunes officiers de son état-major, bons mathématiciens, presque tous sortis de l'Ecole Polytechnique, il donne comme instructions de dégager les inconnues du problème qu'il pose en ces termes : « Déterminer le chiffre de la population européenne agricole (1), qui suffirait seule à nourrir les 25.000 habitants, 2.000 chevaux ou mulets « qui peuplent les villes de la province d'Oran, et en troupes 25.000 « hommes et 6.000 chevaux ou mulets, effectif militaire nécessaire « à la défense du pays dans les circonstances ordinaires. Indiquer les « territoires convenables et suffisants pour recevoir cette population ».

Les officiers désignés accomplirent rapidement leur tâche ; en six semaines, ils eurent tout terminé. Le lieutenant-général de Martimprey examina en détail la répartition du sol entre les mains des détenteurs indigènes et rechercha leurs droits soit à la propriété, soit à

(1) Lamoricière : *Projet de colonisation pour la province d'Oran*, mai 1846. Bugeaud le publia en même temps que ses *Observations*. Paris. Librairie du Centre Algérien. Les références que nous donnons sont prises dans cet opuscule.

l'usufruit. Le chef d'escadron d'Illiers étudia le terrain, la nature du sol, ses richesses en eau et généralement tout ce qui concernait l'exploitation agricole : en même temps il dut présenter une division approximative en communes et indiquer les voies de communication dont l'ouverture était la plus urgente. Le capitaine d'artillerie Azéma de Montgravier, plus spécialement versé dans les études archéologiques, eut pour mission de relever les vestiges laissés par les Romains dans la province ; l'idée était heureuse et la comparaison utile entre ce qu'avaient fait ces anciens colonisateurs de l'Afrique et ce que se proposaient d'entreprendre à nouveau les Français. Puis, ce fut un topographe, M. Gellez, capitaine au 41^e de ligne, qui dessina les levés à grande échelle ; un interprète, M. Brahemscha, qui, avec des indicateurs arabes, anciens serviteurs des Turcs, facilita les relations des officiers et des Indigènes et désigna les principales propriétés ayant appartenu au beylik. Après avoir terminé ses travaux sur le terrain, le groupe rentra à Oran et ne tarda pas à remettre à Lamoricière plusieurs rapports : le premier, dû à M. de Martimprey, sur l'état de la propriété avec plan indicatif des lieux et des zones de colonisation projetées ; le second, rédigé par M. le commandant d'Illiers, composé de plusieurs notices sur les communes proposées, avec une carte dite des communes ; le troisième, écrit par M. Azéma de Montgravier et divisé en deux parties, l'une sur la domination romaine dans la province d'Oran, l'autre sur la politique de Rome à l'égard des Indigènes, avec une carte rectifiée des points où l'on avait trouvé ou signalé des vestiges d'occupation. L'ensemble de ces rapports constitua l'exposé général du projet de Lamoricière, et celui-ci n'y ajouta que des considérations sur les procédés les meilleurs pour attirer et fixer les colons, puis un devis estimatif des dépenses strictement indispensables.

Dans ce triangle Oran-Mostaganem-Mascara, on se propose donc d'établir une population européenne agricole de 25 à 30.000 âmes. On prévoit, en dehors des territoires civils situés autour des deux premières villes, la création de 26 communes ; 13 envelopperaient la ville d'Oran, 4 celle de Mostaganem, 3 seraient créées dans les environs de Mascara, 3 autres sur la route d'Oran à Mascara, 1 sur celle de Mascara à Mostaganem, deux enfin plus à l'Ouest, l'une à Sidi-bel-Abbès pour commander le pays des Beni-Amer, l'autre à Akbeil pour surveiller la plaine de la Mélata. Ce programme paraît trop vaste à Lamoricière. Afin qu'une pareille entreprise réussisse, il convient de procéder par étapes. Pour le moment, il propose de se borner à établir

2.332 familles et à fonder 8 communes, toutes à l'Est d'Oran, 2 à proximité de la ville, 2 autour de Mostaganem, 2 au Sig et 2 à Mascara. Le crédit demandé ne s'élèvera qu'à 200.000 francs ; encore cette somme pourra-t-elle être prélevée sur la contribution de guerre de 800.000 francs, imposée aux Harars. Inutile par conséquent de recourir à un vote des Chambres ; l'exécution commencera de suite. Mais 200.000 francs pour 8 communes, est-ce possible ?

L'installation d'une famille devait revenir à des prix incomparablement plus bas que ceux qu'on avait obtenus à Alger. Simples évaluations au surplus, qu'à l'essai il faudra peut-être doubler ou tripler : à Sidi Ali, il était prévu 93 francs par famille, à Assiou Toulal 68 francs, à Gudyel 122 francs, à Tazout 123 francs, à Guessiba 82 francs, à Arzew 73 francs et à Betoua 102 francs. Par quel moyen Lamoricière est-il parvenu à une estimation aussi réduite ? Tout son système est dans la réponse qu'il fit à cette question.

Il ne veut pas de ces dépenses exagérées imposées à l'Etat par le luxe d'établissements et de travaux publics dont on a doté les nouveaux villages des environs d'Alger, « travaux utiles et désirables « en eux-mêmes, mais non indispensables à l'existence des populations, ni même d'un grand secours pour elles (1) ». Pourquoi ces larges rues, ces routes nivelées, ces champs cadastrés ? Pourquoi de belles églises, des écoles, des mairies, qui nécessitent beaucoup de temps et d'argent ? Cette perfection ruineuse n'est que le terme et non le point de départ d'une lente évolution ; beaucoup de communes rurales de la France n'y sont point encore arrivées.

A un village en création il faut le strict indispensable. Un plan ? Mais il suffit de déterminer sur le terrain au moyen de quelques piquets son emplacement et les alignements des rues. Un chemin ? Mais là encore un sentier arabe suffit, « grossièrement rectifié s'il le « faut (2), débarrassé des broussailles et des palmiers nains, pour que « les charrettes y puissent circuler ». Des terres délimitées pour les colons ? On peut se contenter au début de mesurer au pas ces limites et de placer quelques bornes ; « le travail du géomètre doit suivre « non précéder cette installation ». Les seuls travaux urgents sont ceux que la nature du sol et du climat et les sentiments hostiles de la population musulmane commandent impérieusement. C'est d'abord le forage des puits, le captage des eaux, la canalisation des fontaines,

(1) *Mémoire de Lamoricière*, page 28.

(2) *Ibidem*.

en somme tout ce qui se rapporte à l'hydraulique agricole ; puis ce sera une enceinte composée d'un simple fossé et d'un parapet en terre. Voilà par quoi il faut commencer, voilà l'indispensable.

Réduite ainsi aux travaux de première utilité, l'œuvre de la colonisation sera confiée à des entrepreneurs, adjudicataires ou concessionnaires de la commune au profit desquels l'Etat « aliène les terres « comprises dans la circonscription déterminée ». Un cahier des charges spécifiera les engagements de l'Etat et les obligations de l'entrepreneur. L'Etat interviendra par l'allocation de plusieurs crédits, les uns destinés à l'ouverture immédiate des voies de communication entre la commune projetée et les communes voisines, les autres affectés à l'enceinte du village et aux recherches d'eau. Il s'engagera aussi à pourvoir plus tard aux besoins généraux de la nouvelle agglomération et à y construire les édifices publics quand la nécessité s'en fera sentir, mais à ce moment-là seulement et après avis de la Commission consultative. Il pourra aussi suivant que les difficultés de bâtir ou de défricher seront plus ou moins grandes accorder des primes à échelle variable. Enfin, condition essentielle de succès, l'administration devra acquérir « pendant dix ans, au prix moyen des marchés passés « outre-mer, les céréales (blé ou orge) produites par les colons (1) ».

En retour, l'entrepreneur doit contracter de multiples obligations qui, si elles ne sont pas remplies pendant le temps fixé, pourront entraîner son éviction : obligation d'installer dans un délai de trois, quatre ou cinq ans le nombre de familles fixé par le cahier des charges ; obligation de réserver à l'Etat un quart des surfaces comprises dans l'enceinte pour que le gouvernement puisse les concéder directement à des colons choisis par lui ; obligation de réserver en outre une portion déterminée du terrain, laquelle restera propriété communale ; obligation d'introduire dans tous les contrats passés avec ses colons une clause qui les constituera propriétaires de quatre hectares de terres labourables au bout d'un certain temps ; obligation d'agglomérer les maisons dans l'intérieur des enceintes ; obligation de réserver encore des portions compactes de terres propres au jardinage et à la culture autour des centres ; d'autres obligations encore...!

Sous prétexte de prendre ses précautions, l'Etat en arrive à restreindre de plus en plus la liberté des entrepreneurs ; et pourtant Lamoricière pensait naguère que le capitaliste devait rester maître d'employer ses capitaux comme il l'entendait et de passer avec les

(1) *Mémoire de Lamoricière*, page 29.

travailleurs qu'il emploierait tel contrat à son gré. Remarquons en outre que cet Etat; si préoccupé avant tout de sauvegarder ses droits, ne s'inquiète guère de défendre ceux des colons. La seule disposition favorable à ceux-ci était celle qui faisait un devoir à l'entrepreneur de délivrer quatre hectares de terres labourables à chaque famille. Mais dans quel délai et à quelles conditions, on ne le disait pas expressément. « Après l'accomplissement de toutes les obligations réciproques » proposait Lamoricière. Qui ne voit que ces mots n'avaient pas de sens précis. Il restait loisible à l'entrepreneur d'élaborer son contrat avec les colons de telle manière que l'accomplissement des obligations serait indéfiniment reculé et la délivrance des quatre hectares en toute propriété retardée de même.

Quant aux droits des Indigènes sur les terres dont l'Etat a besoin et dont il disposera sans délai, le général estime qu'ils ne sauraient être un obstacle sérieux. A propos de chaque périmètre de commune, il prévoit les moyens de désintéresser les propriétaires ou les usagers indigènes, mais ne semble pas s'être rendu compte des difficultés de cette opération. Deux exemples témoigneront de la facilité, pour ne pas dire de la légèreté, avec laquelle étaient résolus de si graves problèmes. Pour la commune de Sidi-Ali, les prélèvements de terres atteignaient les Feranin, les Christels et les Menatsia : « Les Feranin (1) « et les Hel ben Sabeur Garabas recevront, en échange du mecheta « qui leur est respectivement enlevé et à titre de sabega, chacun « le quart de la terre du beylik de Dayt Turquia. Les Menatsia seront désintéressés ultérieurement. Les Christels, avec lesquels il y a « lieu de traiter pour tout leur territoire, sauf la réserve indiquée pour « leur placement, recevront le premier tiers des 6.000 francs qui « doivent leur être comptés, 2.000 francs ». Donc, selon les cas, les Indigènes devaient obtenir des compensations en nature ou des sommes d'argent ; quelques-uns même seraient indemnisés plus tard. Or, s'était-on assuré du consentement volontaire des uns et des autres ? Pas le moins du monde. D'ailleurs, on reconnaissait que, pour certaine commune, on n'avait aucun renseignement sur la nature de la propriété : « Le territoire de Sidi-Daho n'a pas encore été étudié et « il n'est pas possible avant cette étude de donner une solution à la « question de désintéressement ». On ne peut pas plus clairement avouer que l'enquête faite avait été incomplète ; ne serait-ce pas là une des causes les plus actives de l'échec de tout le système ?

(1) *Mémoire de Lamoricière*, page 32.

*
* *

Cet échec, Bugeaud le prévît de bonne heure ; à peine connut-il le Mémoire de Lamoricière qu'il en entreprit une critique serrée, impitoyable et toujours passionnée. Il rendit publiques ses observations ainsi qu'il l'avait fait pour sa lettre en réponse à la première note du commandant d'Oran et, cette fois encore, il publia en même temps que ses critiques le texte complet du Mémoire de Lamoricière et ses rapports annexes. Le geste était joli et confiant ; le public jugerait en dernier ressort. On versait entre ses mains toutes les pièces du débat (1). Comme la réfutation a la valeur d'un grand document historique et que la lutte d'idées, engagée à cette occasion, prend souvent le caractère d'une opposition absolue entre la colonisation militaire et la colonisation civile, il est nécessaire de l'analyser ici.

Illusion selon le Gouverneur que le bon marché de cette colonisation à rabais. Construire avec 200.000 francs plusieurs villages, y installer 2.332 familles, cela serait admirable, si c'était possible. Qui ne voit que l'Etat dépensera *demain* ce qu'il ne veut pas dépenser *aujourd'hui* ? Presque tous les travaux publics dont l'utilité n'est pas contestée, mais dont l'exécution immédiate seule est retardée, seront entrepris plus tard ; ce qui fait écrire au Gouverneur :

Il propose de faire après ce qu'aujourd'hui on fait avant.

Illusion aussi de supposer que

5.000 familles de cultivateurs ou 25.000 âmes environ sont capables de nourrir avec l'excédent de leurs produits 25.000 habitants de ville, 25.000 hommes de troupe et 8.000 chevaux ou mulets.

Avec son expérience avisée des choses de l'agriculture, Bugeaud reprend les calculs, oppose chiffre à chiffre, statistique à statistique. Vous voulez que 25.000 cultivateurs nourrissent 25.000 habitants des villes et 25.000 soldats, soit un producteur pour deux consommateurs ; or, en France, le chiffre des agriculteurs est de 24 millions pour 10 millions d'artisans, c'est-à-dire trois pour un. Vous prétendez qu'une famille de cinq à six personnes peut semer en céréales, chaque année, 8 hectares, soit 16 hectolitres de semence ; et pourtant, dans la grande culture qui dispose de puissants instruments de travail, la moyenne des ensemencements descend à 10 hectolitres. Comment, en Afrique, cette même famille en sèmerait-elle davantage

(1) C'est Bugeaud lui-même qui dit : « On jugera avec connaissance de cause, « puisqu'on aura sous les yeux tous les éléments de cette discussion ». Début de ses *Observations*.

dans de bonnes conditions de culture (1), lorsque les longues sécheresses du printemps et de l'été, puis les grandes pluies qui commencent à la fin de l'automne, ne laissent souvent que cinq à six semaines pour préparer et ensemençer les terres ?

Tout lui paraît hors de la réalité dans les calculs de son lieutenant. Une production de 8 pour 1 ! C'est à peine si en France, à l'époque où écrivit Bugeaud, elle atteignait de 5 à 6 ! Une consommation de 2 quintaux par personne ! C'est au moins 3 ou 4 qu'il faut compter. Une autre consommation de 12 quintaux d'orge pour les animaux de ferme ! Evaluation qui est encore insuffisante parce que le nombre de chevaux nécessaires à l'exploitation de la ferme n'est pas de deux, mais bien de quatre. Donc le problème a été mal posé ; il ne pouvait qu'être mal résolu.

La véritable question n'est pas d'ordre économique ; elle est d'ordre politique. Pour la résoudre, il faut des hommes, autant et plus que de l'argent :

Ce qui nous préoccupe beaucoup (2), c'est la multiplication de la population sur une surface donnée. Car la question de force a bien plus d'importance à nos yeux que celle de la production. C'est de quoi le projet s'occupe fort peu puisqu'il abandonne la moitié des terres à l'entrepreneur de colonisation, comme indemnité des dépenses qu'il aura faites pour l'installation des familles. Sans doute, M. de Lamoricière suppose que ces terres se peupleront facilement à cause du voisinage des communes créées. Mais comment se peupleront-elles ? Sera-ce avec des propriétaires ou avec des prolétaires ?

Si l'on veut coloniser l'Afrique, la nécessité d'un peuplement vigoureux et fort prime toutes les autres aux yeux du Maréchal. Elle seule peut assurer à jamais la domination française et peut-être à la longue favoriser plus qu'on ne le croit la mise en valeur du pays. Au principe économique de l'exploitation matérielle immédiate, il substitue le principe politique du peuplement. L'opposition est ici absolue entre les deux systèmes et elle domine tout le débat actuel, comme elle dominera les controverses qui plus tard s'engageront encore sur la meilleure méthode de coloniser l'Algérie.

La colonisation à l'entreprise n'est pas un procédé nouveau ; elle a déjà été employée dans les environs d'Alger et n'a guère réussi. Dès 1843, en effet, le gouvernement, trop partisan du moindre effort, s'était reposé sur de riches propriétaires du soin d'installer des famil-

(1) *Observations*, page 7.

(2) *Ibidem*, page 8.

les et de construire des villages ; aux possesseurs de grands domaines, il avait donc accordé des subventions ou des primes proportionnelles au nombre de familles à établir. Le hameau de Saint-Jules fut élevé par les soins de MM. de Vialar et C'aussidou, mais dans des conditions combien déplorables ! Pourquoi recommencer à Oran ce qui n'a pas réussi à Alger ? C'est ce que rappelle Bugeaud :

Le système que nous venons de combattre a-t-il du moins le mérite d'une nouveauté absolue (1) ? Non ; en ceci, comme en économie, il n'a que l'apparence. Il a déjà été tenté autour d'Alger en petit, avec cette différence que l'on faisait au concessionnaire des conditions beaucoup plus avantageuses que celles du projet. Eh bien ! jusqu'ici ces faibles essais n'ont produit que des déceptions. Ou les familles que l'on s'était obligé d'implanter ne sont pas venues, ou celles qui sont venues sont tombées dans la misère et se sont en allées, parce que les entrepreneurs n'ont pas pu exercer envers elles cette sollicitude paternelle que les autres colons ont trouvée auprès de l'administration. En le déplorant, nous ne saurions nous en étonner. L'intérêt individuel ne peut agir comme le gouvernement, qui représente la société tout entière... L'Etat, sans abandonner ses devoirs, ne peut comme le veut le projet, renoncer à la tutelle de cette société nouvelle et la livrer à la spéculation.

Les modalités du système sont aussi défectueuses que son principe. Afin de récupérer les sommes qu'il aura avancées, le grand propriétaire ou bien vendra la terre aux familles au lieu de la leur concéder, ou bien créera des fermes et des métairies... Vendre la terre ! Mais son contrat le lui défend et, s'il veut passer outre, il ne trouvera aucun acheteur. On attire avec peine en Algérie des colons par l'offre de concessions gratuites ; espère-t-on en appeler une plus grande quantité par les concessions onéreuses ? Créer des fermes et des métairies ! Alors, la population des immigrants se composera en majorité de prolétaires sans attaches avec le pays ; ces ouvriers ne viendront même pas, car ils sont recherchés dans la Métropole, ou, s'il en vient, ce seront ceux de la dernière espèce, les rebuts de nos campagnes françaises. Et quel avenir de misère leur préparez-vous en les livrant à l'avidité des entrepreneurs de colonisation ? Au fait, les capitalistes eux-mêmes ne se présenteront probablement pas ; s'ils supputent au juste les bénéfices de l'entreprise, aucun n'aura l'étourderie de se jeter dans une si folle aventure.

Personne en définitive ne trouvera son compte à la combinaison projetée : ni l'Algérie qui perdra la propriété de plusieurs milliers d'hectares sans recevoir la population européenne correspondante,

(1) *Observations*, page 15.

ni les colons qui seront réduits au rôle de prolétaires, fermiers ou métayers, ni les entrepreneurs capitalistes dont les bénéfices seront des plus aléatoires. Mais les plus atteints seront sans contredit les Indigènes, et c'est au nom de ces populations qu'on propose de refouler systématiquement que le Gouverneur s'élève avec véhémence contre des mesures impolitiques et imprudentes. M. de Martimprey, partisan de ce refoulement progressif, avait même vivement attaqué ceux qui se montraient d'une bienveillance excessive envers les vaincus : « La colonisation, avait-il dit (1), avec ses exigences, sera d'ailleurs la « pierre de touche de la soumission réelle ; elle posera enfin dans leur « position respective le peuple conquérant et le peuple vaincu. Par « une aberration sans exemple, c'est des intérêts de ce dernier dont « jusqu'ici se sont le plus inquiétés la plupart des théoriciens de la « question ; sollicitude pusillanime dont nous avons payé tous les « frais ; duperie compromettante vis-à-vis d'un ennemi quelquefois « tranquille par épuisement, mais qui nous garde au cœur une haine « implacable ! La colonie peut seule par sa masse le réduire à l'im- « puissance de s'agiter. Ainsi donc, s'il faut rendre l'invasion de la « colonie progressive, ce n'est pas pour la ralentir par quelque arrière- « pensée tournée vers les Indigènes, mais bien pour avoir plus tôt des « centres populeux, où l'échange des productions de toute nature se « multiplie au bénéfice de tous. C'est encore, nous le répétons, pour « ne pas faire le vide entre nous et la population arabe qui, surveillée « de près, doit fournir le tribut de son travail et de ses ressources à « la Colonie, l'environnant dans son expansion comme fait autour du « champ défriché la haie formée avec les épines qu'on en a extirpées ». Imprudente barbarie, s'écrie le Gouverneur ! La haie vive, dont parle M. de Martimprey, on l'oublie trop facilement, est

armée de fusils (2) et défendue par des populations guerrières et fanatiques ; elles préféreront la lutte à l'éviction.

Aussi, à la politique indigène de ce colonel oppose-t-il la sienne propre et il ajoute que c'est celle du Conseil d'administration de la colonie et celle des Chambres. Au lieu de refouler les Indigènes, il est plus politique de les resserrer sur leur territoire ; au lieu de les déplacer, il est plus humain de les maintenir sur les lieux qui les ont vu

(1) *Etude du lieutenant-colonel de Martimprey pour servir à la colonisation dans la province d'Oran.* Même fascicule que les observations, page 68.

(2) *Observations*, page 14.

naître et où se trouvent les tombeaux de leurs ancêtres ; au lieu de les isoler, il convient au contraire de les mêler aux Européens, de les faire entrer dans notre société, de les initier à nos idées et à nos usages, bref de les assimiler.

Inutile et dangereux lui paraît donc être le système de M. de Lamoricière. Il le repousse de toutes ses forces si on le considère comme la base de la colonisation de l'Algérie et il termine en affirmant que ce système fournira un aliment à la spéculation et à l'agiotage, agiotage

d'autant plus ardent (1) que les premiers concessionnaires, s'apercevant de plus en plus que l'affaire est mauvaise, voudront s'en décharger sur la crédulité publique en exaltant les avantages de leur entreprise pour vendre leurs actions.

Toutefois, si le gouvernement juge qu'un essai doit être tenté sur trois ou quatre communes, il ne s'y oppose pas, il le réclame même :

Sans cet essai, ajoute-t-il, nous serions sans cesse tourmentés (2) par l'insistance des hommes qui auraient été séduits par la théorie du bon marché. Si, contre mon opinion fondée sur l'expérience et un examen approfondi, l'essai réussissait d'une manière seulement à approcher des conditions que nous avons énoncées précédemment pour atteindre le but que se propose la France, nous nous empresserions de reconnaître notre erreur et nous voterions des remerciements patriotiques à M. de Lamoricière et aux officiers qui l'ont aidé.

* * *

Bugeaud consentait donc à ce qu'un essai de colonisation fût tenté suivant les propositions de son lieutenant. Mais il donnait son adhésion de mauvaise grâce et après avoir prédit que l'on courait à un insuccès. En dehors des raisons multiples qu'il avait longuement développées dans ses Observations, ce qui avait personnellement irrité le plus le Maréchal, c'était la communication directe faite par Lamoricière au Ministre de la Guerre, blessure d'amour-propre plus cuisante que toute autre. Le Gouverneur a appris que le lieutenant-colonel de Martimprey s'est rendu à Paris porteur du travail et de ses annexes ; lui-même n'en a eu une copie que quelques jours après par le courrier d'Oran. Où est la discipline ? Qu'est devenu le respect de la hiérarchie militaire ? Aussi, au Ministre qui lui faisait un grief de la publicité donnée à ses Observations, il riposte avec vivacité :

(1) *Observations*, page 16.

(2) *Ibidem*, page 16.

J'apprécie la discipline (1) autant que qui ce soit ; je dirai presque que je lui ai voué une sorte de culte ; mais ce n'est pas moi, Monsieur le Ministre, qui ai manqué aux convenances qu'elle prescrit, même du chef au subordonné, et, comme il m'a paru y avoir danger pour la chose d'Afrique à ne pas combattre un système qui avait séduit le gouvernement et une grande partie du public, je maintiens que c'était un devoir patriotique de faire ce que j'ai fait.

Furieux de ce manque de correction dont s'était rendu coupable son subordonné, il était en même temps plein de colère contre le Ministère, lequel avait approuvé la colonisation à l'entreprise sans le consulter ; car il n'est point dupe des habiletés de Moline de Saint-Yon, lui rappelant que lui, Gouverneur, a autorisé l'essai en petit. Non — et la confession est précieuse à retenir — il n'a envoyé son assentiment que lorsqu'il a su que le gouvernement en avait approuvé les principales dispositions, qu'il avait même alloué des fonds pour son application. La lettre où il donnait lui-même son avis s'est croisée avec celle du Ministre et, dans cette dernière, Moline de Saint-Yon lui annonçait officiellement que 200.000 francs étaient affectés aux travaux préparatoires de M. de Lamoricière. Que pouvait-il faire ? Sa résignation lui a été dictée par l'attitude du Roi :

J'ai trouvé (2) dans votre lettre un argument sérieux, c'est celui que vous tirez de l'ordonnance du Roi qui crée huit communes. Je m'incline devant ce fait et je n'insiste plus pour que ma brochure soit distribuée aux deux Chambres ; mais je vous fais remarquer que ma brochure était faite et imprimée avant l'apparition de l'Ordonnance royale.

Bugeaud est exaspéré contre la presse à laquelle il reproche de soutenir son lieutenant, presque son rival, depuis qu'il est député. N'a-t-elle pas proclamé sottement qu'on avait enfin résolu la grande question de la colonisation ? Notons qu'à cette époque Bugeaud avait bien quelques motifs d'en vouloir aux journaux. Ceux-ci — je parle évidemment de ceux de France — n'avaient pas été sans insister sur le désaccord qui existait entre le Gouverneur et ses lieutenants, sur la formation de trois partis se groupant autour de ces généraux et soutenant leurs idées, et enfin sur la lutte sourde que se livraient secrètement ou publiquement ces factions. A plaisir, ils avaient envenimé les querelles ; les uns répétaient avec Bugeaud les saillies dont imprudemment il avait criblé, dans des conversations particulières, le

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 23 février 1847. (Bivouac sur l'Oued el Had, route d'Aumale). Collection Enfantin à la bibliothèque de l'Arsenal.

(2) *Même lettre que ci-dessus*.

nouveau député, « un ambitieux prétendant », un « brouillon à épau-
 lettes » ; les autres prêtaient à Lamoricière un furieux désir de sup-
 planter le duc d'Isly dans le gouvernement de la colonie. Il y avait
 à ce moment trois partis ou pour mieux dire trois coteries : l'un, le
 parti d'Alger, tenait pour le Gouverneur et pour la colonisation mili-
 taire ; l'autre, le parti d'Oran, suivait Lamoricière et réclamait la
 colonisation civile par grandes compagnies ; le troisième, plus éloigné
 et moins engagé dans la lutte, le parti de Constantine, se rangeait
 autour de Bedeau et proposait son éclectisme. Or, quand la bataille
 fut engagée entre ces coteries, il fut beaucoup plus difficile de l'arrêter
 ou de la circonscrire ; elle prit un caractère anonyme et d'autant plus
 dangereux qu'elle fut partout et nulle part, et que les armes dont on
 se servit n'étaient pas toujours des armes loyales. La question brutale
 qui se posait pour ces coteries était la suivante ; comment empêcher
 le système de colonisation auquel on était opposé ? Si les adversaires
 des camps agricoles parvenaient à faire repousser ce projet par la
 Chambre, comment les adversaires des communes de Lamoricière
 rendraient-ils impossible l'application de ce système à l'Algérie, mal-
 gré le Roi, malgré les Ministres, malgré les Chambres et les journaux
 de la Métropole ? La chose était plus facile qu'on ne le supposait. Il
 suffira que la Direction des Affaires Arabes d'Oran soulève habile-
 ment et à l'heure propice la question des droits des Indigènes à la
 propriété des terres qu'ils occupaient.

* * *

Le Roi et les Ministres, décidés à faire un essai, voulaient qu'on se
 pressât, que toutes les formalités administratives fussent achevées
 dans le plus bref délai. On passa outre à des observations du Conseil
 supérieur d'Alger qui jugeait les dossiers incomplets. Le Roi signait,
 le 4 décembre 1846, l'ordonnance de création de huit communes dans
 le département d'Oran : « Sa Majesté, mande aussitôt à Bugeaud le
 « Ministre de la Guerre à propos du système de Lamoricière (1), en a
 « approuvé les principes et les bases ; elle a bien voulu en outre déci-
 « der qu'il en serait fait application sur un certain nombre de com-
 « munes. Tel est l'objet de l'Ordonnance que le Roi a signée le 4 de ce
 « mois sur ma proposition et par laquelle huit communes sur les
 « treize qui doivent encadrer le territoire de la ville d'Oran, sont

(1) *Moline de Saint-Yon à Bugeaud*, 5 décembre 1846. Dossier spécial à Lamo-
 ricière. A. G. G. A.

« créées dans la subdivision d'Oran, sous des noms donnés à chacune
« d'elles par sa Majesté elle-même, savoir Nemours (Assi-Moussa-
« Touil), Joinville (Assian-Toual), Saint-Louis (Bou-Fatia), Saint-
« Cloud (Gudyel), Sainte-Adélaïde (Hadjî-Reira), Saint-Eugène
« (Hassi-el-Hamoud), Saint-Leu (Bétoua) et Sainte-Barbe (Le Tlé-
« lat) ». Le souverain avait donné à ces nouveaux centres les noms et
prénoms des membres de la famille royale ; il ne pouvait montrer
d'une manière plus éclatante l'intérêt qu'il portait à leur réussite.

Le Ministre de la Guerre active l'examen du cahier des charges. Il envoie l'ordre à Bugeaud dans les premiers jours de janvier 1847 de saisir à nouveau le Conseil d'administration et de lui prescrire l'étude immédiate des clauses du projet. Le 20 février, sur rapport de M. le conseiller Germain, tous les articles en sont approuvés sans aucune modification. A son tour le Conseil des Ministres l'étudie, mais, plusieurs objections ayant été soulevées, on décide de le renvoyer au Conseil d'Etat. Celui-ci, moins pressé, ne le discute que dans ses séances des 10, 17, 24 et 27 juin (1). Le projet, définitivement arrêté, ne parvient à Alger qu'au mois d'août, deux mois après le départ de Bugeaud.

Bien que le Conseil d'Etat ait modifié sur quelques points le cahier des charges, multiplié et aggravé les obligations qui incombait aux adjudicataires, ce n'est point dans ces articles nouveaux qu'il faut aller chercher la cause de l'échec prochain du système ; elle est avant tout dans les agissements de la Direction des Affaires Arabes à Oran et ces agissements s'étaient passés durant les derniers mois du gouvernement de Bugeaud. En fut-il personnellement l'inspirateur ? Le doute est permis, bien qu'il ait accueilli favorablement les propositions du colonel Walsin-Esterhazy en faveur des Douairs et des Smélas (2). En tout cas, il est hors de doute que son entourage fut averti de la manœuvre projetée et s'employa à la faire aboutir.

* * *

Au Ministère on ne supposait pas que la moindre entrave put provenir des propriétaires indigènes vivant sur le territoire des futures communes. Les enquêteurs avaient répété que ces tribus avaient beaucoup trop de terres, qu'en leur laissant la moitié de celles qu'elles

(1) Dossier spécial à Lamoricière. A.G.G.A.

(2) Voir, dans le chapitre que nous avons consacré à la politique indigène, un rapide historique de cette affaire.

détenaient elles auraient suffisamment de quoi cultiver. Donc, quiétude complète à Paris. Au surplus, on savait que l'administration était à plusieurs reprises entrée en pourparlers avec quelques fractions indigènes pour se faire céder des milliers d'hectares et que chaque fois elle les avait trouvées disposées à s'en dessaisir. Tout près d'Oran, précisément, elle venait d'acquérir 22.641 hectares pour la modique somme de 28.000 francs. En répondant au Gouverneur qui lui avait adressé le relevé de ces achats, le Ministre se réjouissait de semblables résultats et y voyait un heureux présage pour les transactions futures : « Ce nouvel exemple démontre (1) que la colonisation « peut être entreprise à peu près partout à l'aide d'un bon système de « cantonnement des Indigènes et du paiement d'indemnités peu considérables ». Il ouvrit un nouveau crédit de 20.000 francs. Au demeurant, les terres situées dans le périmètre des communes à créer étaient des mechetas ; elles avaient été autrefois concédées à des chefs indigènes par les Beys à simple titre d'usufruit. L'Etat français pouvait les reprendre à leurs détenteurs au moins partiellement, et même cette reprise s'imposait d'après M. de Martimprey : « Ces terrains, « disait-il (2), qui offrent un aliment à l'agiotage et à toutes les fraudes des Indigènes, ne tarderont pas en effet à se trouver immobilisés « entre les mains des spéculateurs, sans nul profit pour la colonisation. Il importerait cependant d'ouvrir de nouveaux espaces aux « cultures qui ont pris cette année un si heureux développement dans « la banlieue d'Oran. La reprise de ces mechetas se ferait d'autant « plus facilement que depuis longtemps ils ne sont plus occupés par « leurs détenteurs ».

De ces bonnes dispositions des Indigènes, de ces facilités d'achat, de cette possibilité de faire rentrer dans le domaine de l'Etat et sans grands frais de vastes étendues de terres, le Ministre était donc si bien convaincu qu'il ne prescrivit pas sur la nature des propriétés d'autres études que celles qui avaient été faites par les officiers de Lamoricière. Aussi, quel ne fut pas son étonnement quand, au mois d'août 1847, il reçut du général Bedeau, gouverneur général par intérim trois lettres, l'une du lieutenant-colonel, directeur des Affaires Arabes de la Division d'Oran, Walsin-Esterhazy, l'autre du Maréchal de camp, commandant la province d'Oran, d'Arbouville, et la

(1) *Le Ministre de la Guerre à Bedeau, gouverneur général par intérim, 14 août 1847. Dossier spécial à Lamoricière. A.G.G.A.*

(2) *Mémoire de Martimprey, joint à l'Exposé du système de Lamoricière.*

troisième de Bedeau lui-même. Toutes trois semblaient inspirées, et par le désir de ménager les intérêts des Indigènes, trop sacrifiés à leur avis, et par le secret espoir de faire échec au système de Lamoricière auquel le parti militaire reprochait d'accroître considérablement le territoire civil.

Le Directeur des Affaires Arabes avait été chargé d'amener les Arabes, propriétaires ou usufruitiers de terrains dans le périmètre des huit communes, à des cessions de gré à gré. Or, les Indigènes, qui s'étaient montrés jusque-là très accommodants, changèrent brusquement d'attitude ; ils refusèrent toute transaction. Pourtant, il ne s'agissait généralement que de domaines qu'ils occupaient à titre d'usufruit. Tous les chefs et toutes les djemaas persistèrent dans cette intransigance, comme s'ils s'étaient entendus ou qu'un mot d'ordre ait couru à travers les tribus. Voici une de leurs réponses, celle des Arabes du douar d'Erfafsa Garabas : « Nous n'abandonnerons jamais et à quelque prix que ce soit notre pays ; nous l'habitons depuis près de cent ans, nous y sommes nés et nos pères y sont morts ; nous ne vendrons pas nos cimetières pour de l'argent ; vous pouvez nous contraindre par la force à le quitter, mais Dieu qui vous a conduits dans ce pays vous demandera compte de nous. Vous êtes assez riches en terres du beylik, vous pouvez donner aux chrétiens une place assez vaste auprès de nous, sans nous chasser d'auprès d'eux. Nous ne craignons pas leur voisinage, car vous êtes des gens justes et nous sommes tous vos enfants ». En voici une autre, celle du douar Errbeyha Garabas : « Du temps des Turcs, notre douar, aujourd'hui nombreux, ne comptait que quelques tentes ; il en est de même pour une foule de douars des Garabas. Les Turcs nous retirèrent les terres qui nous étaient inutiles. Aujourd'hui que notre douar compte 57 tentes, vous ne pouvez pas nous prendre le peu de terrain qu'ils nous ont laissé, vous devez, comme autrefois, nous laisser les terres qui font vivre ceux qui montent à cheval avec vous, qui gardent vos chemins, paient l'impôt et font toutes vos corvées. Nous ne pouvons pas vendre notre pays et, quant à nous exiler à Sidi-bel-Abbès, nous n'irons jamais volontairement et nous comptons sur votre justice ».

On s'étonnera peut-être de l'expression de certains sentiments ; on ne les rencontre généralement pas parmi les Arabes ; un indigène craint le voisinage des Européens. Quoi qu'il en soit, les raisons invoquées, précisément parce que c'étaient des raisons de sentiments, n'étaient pas discutables et le Directeur des Affaires Arabes, sachant

combien elles feraient impression à Paris, s'empressa de suggérer l'idée que la colonisation pouvait se contenter des terres domaniales, bien assez nombreuses selon lui pour donner des concessions aux entrepreneurs sérieux. Il ajoutait cet argument assez curieux : « Si « nous remarquons même, que la présence des Arabes est indispensable pour la sécurité de ce pays désert et couvert de broussailles, « qu'ils sont seuls dans le cas de l'assurer au point que, si cette population n'y était pas, il faudrait suivant moi chercher à l'y placer, « on jugera peut-être que le déplacement forcé, auquel il ne nous reste « plus actuellement qu'à avoir recours, serait non seulement impolitique mais dangereux même pour les colons européens (1) ».

Le général d'Arbouville compléta les renseignements du Directeur des Affaires Arabes et insista sur le caractère très grave du déplacement en masse de la tribu des Douairs. Les études sur l'état de la propriété dans cette région de l'Oranie avaient été reprises après M. de Martimprey par le commandant d'Auribeaux ; elles avaient démontré que les terrains appartenant au beylik dans chaque commune ne formaient guère que la moitié de la superficie totale. L'autre moitié était occupée soit à titre d'usufruit, soit en toute propriété par les tribus Douairs des Garabas et des Ahmians. Puisque les Indigènes se refusaient à les céder volontairement, force était à l'administration de songer à les déplacer de force. Sans doute, on les installerait sur des points favorables en tenant compte de tous les besoins de la vie arabe : eau, pâturage, salubrité, et on leur délivrerait des titres de propriété incommutable ; sans doute, on les indemniserait de la perte de leurs jardins. Malgré tout, l'administration n'envisageait pas sans une légitime appréhension une telle mesure, alors surtout qu'il s'agissait d'Indigènes ralliés depuis longtemps à notre cause et ayant combattu souvent à nos côtés, alors que des engagements formels ou tacites avaient été contractés envers eux et que, s'ils n'étaient pas tenus, on serait en droit de parler de spoliation. D'Arbouville conclut comme Esterhazy : « Pour moi (2), mon opinion est que le domaine « de l'Etat possède une assez grande étendue de terrains dans la zone « assignée à la colonisation pour satisfaire largement aux demandes « des spéculateurs sérieux qui peuvent se présenter et que par consé-

(1) *Walsin-Esterhazy à d'Arbouville*, 13 août 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier spécial à Lamoricière. A. G. G. A. Cette lettre contient les déclarations des indigènes que l'on a citées plus haut.

(2) *D'Arbouville à Bedeau*, août 1847. Dossier spécial à Lamoricière. A. G. G. A.

« quant il n'y a pas lieu, quant à présent, de déplacer les quelques « Douairs qui occupent une partie du territoire des communes ».

Quelques jours après, ce même général d'Arbouville, à une demande de renseignements du Gouverneur général qui lui avait transmis la lettre du Ministre sur la facilité des acquisitions de terres effectuées près d'Oran, fournit d'intéressantes explications : ces achats avaient été opérés à la fin de l'année 1846 et ils avaient porté sur les territoires des Christels et des Ahmians ; ces tribus « se trouvaient excessivement réduites comparativement aux grandes étendues qu'elles occupaient ». Par suite, elles avaient consenti aisément à se dessaisir d'une partie de leurs terres, à condition toutefois que l'autre partie leur serait reconnue et l'Ordonnance du 4 décembre avait consacré ces droits des Christels dans la commune nouvelle de San-Fernando et ceux des Bétioua dans celle de Saint-Leu (1). Or, la même mesure bienveillante ne devait pas être admise pour les fractions des Garabas dont le territoire se trouvait compris dans la zone des communes à créer, ni même à l'égard des Ahmians qui, ayant déjà cédé une grande partie du leur, se voyaient aujourd'hui menacés d'être dépouillés entièrement. Là, était la raison du changement de leur attitude. D'après ce Maréchal de camp, tant qu'il ne s'est agi que d'abandonner des terres inutiles, les Arabes ont pu se prêter à de semblables arrangements ; mais, aujourd'hui que les choses se passent autrement, ils ne sont plus dans les mêmes dispositions ; les achats, faciles naguère, sont maintenant à peu près impossibles. Sur le crédit ouvert par le Ministre, il n'a été possible de dépenser à ce jour que la modique somme de 2.000 francs.

Avant que ces explications complémentaires fussent parvenues à Bedeau et en raison de l'urgence qu'il y avait à prendre une décision, celui-ci réclama de Paris des instructions plus précises. Il ne cachait point ses inquiétudes au Ministre. Il lui faisait part d'abord de l'étonnement que lui avait causé sa dépêche du 14 août sur les facilités d'acquisition de terres appartenant aux indigènes et, comme il n'avait point encore les derniers renseignements fournis par le général d'Arbouville, il disait : « J'ignore complètement (2), Monsieur le Mi-

(1) *D'Arbouville à Bedeau*, 3 septembre 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Lamoricière. A.G.G.A. Déjà, dans une lettre datée du 25 février 1847, ce général avait adressé à Bugeaud les mêmes renseignements, mais Bedeau ne les connaissait pas.

(2) *Bedeau au Ministre de la Guerre*, 25 août 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier Lamoricière. A.G.G.A.

« nistre, la manière dont se sont faites les transactions précitées et
« quelles causes particulières en ont assuré la prompte exécution,
« mais je crois qu'il serait excessivement dangereux de s'engager
« dans cette voie et de s'appuyer sur le succès de ces premiers mar-
« chés pour espérer que d'autres auront lieu avec le même esprit
« d'abnégation de la part des détenteurs du sol. Cette espérance me
« paraît une chimère ». Et il cite le cas des Indigènes du Fondouk
près d'Alger, auxquels on a enlevé un millier d'hectares pour les
besoins du village européen et qui jusqu'alors ont obstinément refusé
de recevoir une indemnité de 20.000 francs. Plus tard, quand il aura
reçu les communications du général d'Arbouville et du colonel Wal-
sin-Esterhazy, il s'en tiendra aux éclaircissements que viennent de
lui apporter ces lettres. Mais déjà il a cru devoir prescrire aux auto-
rités d'Oran de surseoir au déplacement des tribus. Enfin, il informe
le Ministre que le Conseil d'administration, saisi par le Maréchal duc
d'Isly d'une demande des chefs des Douairs et des Smélas, venait
d'émettre à l'unanimité des voix un avis favorable. Or, ce qu'avaient
réclamé ces Indigènes, c'était d'être constitués propriétaires incom-
mutables des terres que les beys leur avaient concédées antérieure-
ment à titre d'usufruit, et ils avaient offert en retour de remplir toutes
les conditions qu'il plairait aux autorités françaises de leur imposer :
bâtir des maisons, défricher des terres, planter des arbres.

Situation bien embarrassante et toute nouvelle ! Trézel, alors
Ministre de la Guerre, la dénoua en enjoignant au Gouverneur de
surseoir à une mesure qui atteindrait les Indigènes. Comme on vou-
lait néanmoins aboutir, on modifia les affiches qui annonçaient l'ad-
judication : du territoire des communes, on fit deux parts, l'une résér-
vée aux Indigènes et sur laquelle l'adjudicataire n'aurait aucun droit,
l'autre qui lui appartiendrait et à laquelle s'appliqueraient les clauses
du cahier des charges. Mais, dans ces conditions, qui ne voit que le
système remanié manquait de proportion et d'équilibre ! Et cela
était si vrai que le gouvernement fut obligé de distraire de l'adjudica-
tion les communes de Sainte-Adélaïde et de Saint-Eugène, parce
qu'on n'y avait point reconnu de terres domaniales et qu'aucun achat
n'avait pu y être effectué.

Toutefois, comme ces retards successifs inquiétaient le général
Trézel, fort au courant des intrigues algériennes pour en avoir été
victime, et ne laissaient pas de lui faire suspecter la bonne foi de ceux
qui devaient coopérer au succès de l'entreprise, il ordonna au général
Lamoricière, sur le point de se rendre à Oran, de surveiller cette im-

portante affaire. Il l'investit même d'une délégation spéciale. Ce général arriva à Oran en septembre. Il trouva tout préparé par le général d'Arbouville. Les formalités étaient remplies le 22 octobre ; on attendit patiemment le jour de l'adjudication fixé au 22 décembre à cause du délai de deux mois exigé par le cahier des charges. A cette date, des six communes offertes, une seule trouva preneur, la commune du Tlélat. Encore pour cette dernière ne s'était-il présenté qu'un seul soumissionnaire, le sieur Adam. On s'empessa de prononcer l'adjudication en sa faveur. Mais pour les autres, aucune offre n'avait été déposée. C'était un échec. Le fameux système s'écroulait.

SYSTÈME DE BEDEAU

Malgré l'opposition du Maréchal et de ceux qui, après son départ d'Alger, poursuivirent de leur inimitié les adversaires des légions militaires, les idées de Lamoricière avaient donc reçu un commencement d'exécution administrative. Le plan de Bedeau, bien que de réalisation plus facile, resta, lui, à l'état de simple projet ; et pourtant il se réduisait à accepter tous les autres systèmes et à les combiner. Ainsi auront été repoussées tour à tour la thèse de la colonisation officielle, telle qu'elle avait été formulée par le comte Guyot, puis l'antithèse de la colonisation par entreprise privée qu'avait proposée Lamoricière ; voici maintenant que l'éclectisme synthétique de Bedeau ne trouvera pas davantage grâce devant l'hostilité de Bugaud.

Le général Bedeau avait la réputation d'être un homme prudent, à l'esprit pondéré, au jugement sûr. Doué d'un grand sens pratique, il savait se tenir éloigné des théories extrêmes. A ses yeux, l'œuvre de la colonisation était si complexe qu'elle devait se servir de tous les moyens ; on pouvait y employer simultanément les petites concessions gratuites réparties entre gens peu fortunés, les grandes concessions accordées aux capitalistes, les villages de soldats libérés.

De ces trois modes de peuplement, le premier, pour si onéreux qu'il soit, s'impose quand il s'agit d'établir la sécurité sur des points difficiles qu'il y a un intérêt supérieur à occuper fortement. L'administration y créera des centres, les peuplera de familles françaises, les protégera par des enceintes, construira des maisons et défrichera des terres. C'était le système du comte Guyot. Dans d'autres cas et sur des points à déterminer, les capitalistes seront chargés de fonder des

établissements : communes, bourgs, villages, hameaux, fermes isolées ; l'Etat leur offrira une large base d'activité en leur consentant de vastes concessions de terres ; il leur garantira la jouissance de certaines immunités et s'engagera à leur verser des primes proportionnelles aux travaux accomplis. Mais, en retour, ces capitalistes devront fixer au sol, en leur rétrocédant la propriété d'une partie des terres concédées, les travailleurs qu'ils auront appelés auprès d'eux. C'était le système du général Lamoricière. Enfin, il est possible et en même temps facile de créer des villages avec les hommes libérés du service militaire, pourvu qu'ils consentent à rester en Algérie, à y amener une femme et à s'y former une famille. Si, à Paris, on est décidé à faire un essai dans ce sens, point n'est besoin de demander aux Chambres des crédits spéciaux ; il suffira d'utiliser aux constructions et aux cultures préparatoires les hommes comptant encore à l'effectif de l'armée. C'était le système préconisé par le Maréchal Soult et élaboré dans les Bureaux du Ministère de la Guerre (1).

L'éclectisme du général Bedeau n'aurait pas attiré l'attention du gouvernement, si les mesures proposées pour l'application de ce projet n'avaient paru originales et fort heureuses. Ce lieutenant-général soutenait (2) que la colonisation devait être restreinte et successivement croissante, contrairement à l'occupation militaire qui devait être étendue. Il demandait que, dans la province de Constantine, la première zone à coloniser comprît quatre banlieues principales, celles de Bône, de Philippeville, de Guelma et de Constantine, et qu'en outre elle s'étendît sur les routes reliant ces quatre places de façon à établir de constantes communications entre elles. Autour de Constantine seulement, le beylik possède cent mille hectares, dont près de quarante mille sont occupés provisoirement par des populations nomades qu'il sera aisé de déplacer. A Philippeville, le territoire civil compte dix mille hectares. Le cercle de Guelma est peu peuplé : les terres *azel* ou domaniales y sont nombreuses ; là encore, il n'y a aucune difficulté à opérer des déplacements et des cantonnements. Quant au territoire de Bône, ayant été acheté au début sans titres réguliers par quelques spéculateurs, il va tomber en grande partie à la

(1) Nous avons longuement exposé ce système de *Colonisation militaire administrative* en parlant du second projet de Bugeaud. Il avait été inspiré à ses auteurs par les rapports de Bedeau. Le nom de ce général est cité plusieurs fois dans le Mémoire des bureaux du Ministère.

(2) *Rapport du général Bedeau sur la Colonisation de la Province de Constantine*, 4 octobre 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. A. G. G. A.

disposition de l'Etat par l'effet de l'Ordonnance du 21 juillet 1846 sur l'inculture. Ainsi l'Etat dispose dans la province de l'Ouest d'une grande quantité de terres pour commencer la colonisation.

C'est autour de Constantine qu'il faut concentrer les premiers efforts ; à cet effet, Bedeau trace un polygone dont chacun des saillants est distant de 30 à 40 kilomètres de la ville. Ces saillants sont placés sur les routes de Sétif et de Batna, de Guelma et de Philippeville, de Milah et des Haractas ; les fertiles vallées du Rhummel, du Bou-Merzoug, de l'oued Méridji et du Smendou seront, pour leurs parties les plus riches, enfermées dans la surface ainsi circonscrite. A chacun des saillants, on établira un centre de 120 familles avec un territoire de 1800 hectares ; il sera entouré d'une enceinte en terre avec tours flanquantes, puis on pourrait y placer quarante soldats choisis parmi ceux qui auront encore trois années de service et qui désireront devenir concessionnaires. Comme avantages à consentir à ces militaires, une indemnité de 800 francs et l'attribution d'un lot à bâtir et d'un lot de culture ; comme obligations à leur imposer, la construction d'une maison et la culture de leurs terres. Par eux, le village sera défendu. Les 80 lots restant libres pourront être concédés soit à des aubergistes, soit à des entrepreneurs de roulage, ou encore à de petits propriétaires cultivateurs, même à des capitalistes.

Dans l'intérieur de ce polygone que protégeront ces villages défensifs, l'administration aura pleine latitude pour multiplier les centres européens, favoriser l'installation des fermes isolées, bref, attirer une population aussi serrée que celle des provinces de France. Au dehors, le long des routes qui relieront ces quatre places entre elles, le meilleur sera d'élever quelques postes de grande halte, postes de soixante feux au moins. Ils maintiendront ouvertes les communications entre Constantine et Guelma, Guelma et Bône, Philippeville et Constantine.

Le plan de Bedeau vaut surtout par les procédés d'exécution. On sent que le commandant de la province de Constantine n'est point, comme l'était le Maréchal duc d'Isly, animé d'idées préconçues et de sentiments exclusifs. Aussi est-ce dans les détails qu'il faut entrer pour le bien juger. Il accorde une importance toute particulière au tracé des routes et à leur ouverture dans le plus bref délai. N'était-ce point naturel, puisque, dans son projet, Constantine devait rester la capitale politique, militaire, administrative de la province, et que, située à l'intérieur, elle ne pouvait devenir un centre de domination

et d'influence que si elle était toujours en rapports faciles et rapides avec le reste du territoire. Or, dans cette province de Constantine, deux administrations sont chargées de tracer et de construire ces routes et elles ne s'accordent guère. Officiers du génie et ingénieurs civils se disputent sans cesse depuis le jour surtout où le Gouverneur a voulu enlever complètement aux Ponts et Chaussées l'exécution des travaux neufs et limiter leur action à l'entretien des routes existantes. Bedeau réproouve ces luttes stériles : « Nous ne sommes pas « assez riches (1) pour diviser nos travaux ; nous n'avons pas de « temps à perdre pour diviser nos travailleurs. C'est surtout en Afri- « que, en présence des difficultés nombreuses que tous les ordres y « rencontrent, qu'on devrait oublier l'antagonisme et qu'au lieu de « s'occuper des déplorables rivalités des pouvoirs civils et militaires « on tendît toujours à se rappeler que l'intérêt national est indivisible « et que, par suite, le devoir des agents publics leur impose le con- « cours franc et loyal de leurs diverses facultés ».

Ce concours de tous et cette unité d'efforts sont tout aussi nécessaires dans l'œuvre de la colonisation que dans celle des travaux publics. Ce n'est pas en diminuant la part de l'une de ces administrations au profit de l'autre ou en contestant ses mérites, que le général Bedeau veut obtenir le maximum de résultats ; il laisse chacune d'elles à sa place et dans son rôle, mais il veut un accord préalable pour que l'œuvre commune progresse.

L'année suivante, en 1846, lorsqu'il entreprendra d'exécuter son plan adopté par le Ministre, il rencontrera bien des résistances et il écrira : « Je trouve très facile (2) de faire un projet général, d'estimer « les dépenses publiques, de classer les périodes d'exécution d'après « les exercices. Il est également aisé de faire des plans ou tout au « moins des croquis, d'y joindre une notice de la valeur des terres, « de leur affectation particulière aux diverses cultures européennes. « Mais, pour que ce travail général soit accompli avec ensemble, il « faut indispensablement que les diverses autorités de la province y

(1) *Bedeau au Ministre de la Guerre*, 4 octobre 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

(2) *Bedeau au Ministre de la Guerre*, 14 juillet 1846. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

La lettre se terminait ainsi : « Cette lettre est déjà bien longue, Monsieur le « Ministre, il serait cependant nécessaire d'y ajouter encore des développements « pour exposer tous les embarras que la situation actuelle nous cause. Elle est « telle que je déclare ne pouvoir accepter la responsabilité des lenteurs préjudi- « cielles, des dommages trop réels qu'elle a déjà produits et qui se présenteront « encore infailliblement ».

« concourent. Il ne vous aura pas échappé qu'à Oran le sous-directeur de l'Intérieur réside au siège du commandement de la province, « pouvant à tout moment s'entendre avec le lieutenant-général. « Dans la province de Constantine, il y a à Bône et à Philippeville « deux sous-directeurs indépendants et à Constantine un commis- « saire civil, subordonné à Philippeville et indépendant du lieutenant- « général. L'ingénieur en chef est à Bône, le Directeur des fortifica- « tions à Constantine ».

Belle administration vraiment que celle qui éparpille ses divers chefs de service aux quatre coins de la province, de telle sorte que ces agents, déjà disposés à s'isoler les uns des autres, sont séparés ici par de longues distances et ne peuvent qu'exceptionnellement se rencontrer et s'entendre. Les sous-directeurs civils surtout s'étaient rendus à peu près indépendants ; craignant d'avoir à subir les brusqueries de l'autorité militaire dont Alger donnait l'exemple, ils évitaient d'entrer en relations avec le lieutenant général de la province. Au surplus, ils ne relevaient point directement de l'autorité militaire ; ils dépendaient du comte Guyot. Les plans de colonisation qu'ils dressaient allaient à Alger et Bedeau n'en avait aucune connaissance. Ce désaccord entre les services, ces conflits qui retardaient tout développement et dont souffrait plus spécialement la région de l'Est, étaient dus, il faut bien le reconnaître, à la politique de méfiance et de compression adoptée par le Gouverneur général à l'égard de l'administration civile.

Dans le choix des colons à placer en Algérie, Bedeau, on l'a vu, ne se montrait pas exclusif ; il ne repoussait personne, ni les petits propriétaires, ni les gros capitalistes, ni les soldats libérés, ni même les soldats en activité de service. Toutefois, sa connaissance des hommes et des choses lui suggérait quelques précautions : « Je crois, dit-il à « propos des capitalistes (1), qu'il est indispensable de régler les con- « ditions des concessionnaires de manière à fixer au sol, par l'attrait « de la propriété, les travailleurs employés par l'entrepreneur prin- « cipal... Je crois cette condition indispensable parce que ce sont des « propriétaires et non des prolétaires qu'il faut en Algérie, parce que « dans les circonstances difficiles que la situation du pays nous im- « pose, c'est la puissance de la propriété qui déterminera la puissance « nationale pendant la paix et qui la garantira pendant la guerre ».

(1) *Bedeau au Ministre de la Guerre*, 4 octobre 1845. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

Il importait d'autant plus de prendre cette précaution qu'il fallait empêcher la formation de vastes latifundia tout aussi bien que l'établissement d'un prolétariat européen.

Pour les colonies militaires, seul le projet, dont la réalisation n'exigera pas de grosses demandes de crédit aux Chambres, lui paraît susceptible de réussir. Oh ! il se garde bien de vouloir juger les plans de Bugeaud : « Je m'abstiendrai, dit-il (1), de développer les avantages « et les inconvénients de ce système, déjà examiné par des intelligentes supérieures à la mienne ». Il laisse cependant entendre qu'il n'a pas confiance dans un système grandiose mais trop coûteux et il s'efforce de le ramener à des proportions plus modestes et à une forme plus pratique. Or, le moyen qu'il suggère est celui-là même que Bugeaud repoussait de toutes ses forces dans sa longue correspondance avec le Ministre de la Guerre en 1845 : l'emploi de la main-d'œuvre militaire pour préparer les lots de terre et construire les maisons, mais sans que les soldats puissent recevoir de concession avant qu'ils soient libérés de service. Placés dans les nouveaux villages et comptant toujours à l'effectif de leur corps, ces soldats assureraient la défense de ces centres et travailleraient en même temps sous la conduite d'un officier, chef de groupe, aux défrichements et aux cultures. Ce n'était pas là pure fantaisie. Rappelons que l'expérience des cultures militaires avait surtout réussi dans la province de Constantine ; Bedeau raisonne donc en s'appuyant sur des faits : « Cette exploitation, « dit-il (2), a réussi dans tous les lieux où le contrôle de l'autorité « régimentaire a été *actif et intelligent*. Penserait-on qu'il ne faudrait « attendre aucun succès de l'emploi de sous-officiers et de soldats « ayant encore trois années de service à accomplir et qui, d'après leur « demande, travailleraient sous la direction de l'autorité militaire à « préparer la propriété qui leur serait concédée à l'époque de leur libération. L'excitation de l'intérêt privé, l'emploi intégral du produit « en améliorations successives pourraient-ils donc être des moyens « improductifs quand des composantes moins efficaces amènent aujourd'hui d'avantageux résultats ? Les hommes, arrivés au terme « de leur service militaire et qui devraient se marier avant de recevoir « leur titre de propriété, ne trouveraient-ils pas plus facilement une « femme en présentant l'avantage d'un fait accompli, plutôt qu'en « offrant la spéculation d'une espérance ? »

(1) *Même lettre*, 4 octobre 1845.

(2) *Même lettre*.

Ainsi, l'esprit pondéré de Bedeau corrige ce qu'il y a d'excessif dans le système du Maréchal, ce qu'il y a d'imprudent dans celui de Lamoricière. Et, quand il a séparé le possible de l'impossible, le réel du fantaisiste, il combine les éléments qui lui restent, il les emploie tous et en forme son propre système : « Rarement, je crois (1), on peut « produire un moyen tellement supérieur qu'il soit convenable de « l'employer seul et partout. Presque toujours, c'est par la combinai- « son qu'on a déterminé le progrès... Tous se prêteront assistance. « La force d'organisation du pouvoir militaire produira de petits pro- « priétaires. Ceux-ci, devenus citoyens par leur libération, seront « secourus, après avoir accompli leurs travaux particuliers, par les sa- « laires des capitalistes qui entreprendront des travaux généraux. « La société nouvelle se créera, s'organisera sur les mêmes bases, « d'après les mêmes conditions, qui ont formé et qui forment encore « les sociétés productives ».

* * *

Intéressant par l'éclectisme dont il est le produit, curieux par les détails d'application qui révèlent chez son auteur un grand sens des réalités, le plan de colonisation de Bedeau est remarquable encore par l'exposé des principes sur lesquels doit s'appuyer notre politique foncière indigène. En cette matière, comme en bien d'autres, le commandant de la province de Constantine évite de se porter aux extrêmes ; il ne veut ni d'une excessive condescendance, ni d'une barbare rigueur. L'Etat ne saurait toujours acheter aux Arabes les terres nécessaires aux colons, pas plus qu'il ne saurait toujours les en déposer brutalement.

Dans une lettre postérieure au rapport de 1845, Bedeau étudie l'état de la propriété aux environs de Constantine, et de cet examen il conclut que, si les terres manquaient à la colonisation, il serait aisé de s'en procurer par des tractations directes avec les Indigènes. Il suffirait que le gouvernement créât la propriété particulière chez eux et renonçât à l'impôt du *hokor*, quitte à s'approprier en échange un tiers des terres occupées par la tribu. Les Arabes, pour la plupart nomades et vivant sous la tente, surtout dans la circonscription de Constantine, n'avaient sur les territoires qu'ils détenaient qu'un droit d'usufruit dont ils payaient la rente à l'Etat sous forme de *hokor* ; ils avaient remarqué la constitution de notre propriété indivi-

(1) *Même lettre de Bedeau au Ministre, 4 octobre 1845.*

duelle, « les garanties dont elle était entourée (1) », et certains d'entre eux se montraient disposés à échanger leur titre précaire contre un titre définitif, même à charge par eux d'abandonner une partie des terres qu'ils cultivaient. Bedeau désire que l'on profite de ces dispositions. Ce ne sera pas le refoulement des Arabes dont le Gouverneur ne veut pas ; ce sera plutôt le resserrement et le cantonnement, avec cette condition des plus favorables qu'il est accepté et même désiré par ceux qu'il atteint.

Pour cela, il convient de procéder habilement et de ne point mécontenter les chefs. Autour du chef-lieu de la province, par exemple, le gouvernement possède 100.000 hectares dont près de 40.000 mis en culture par des propriétaires non sédentaires. Libre à l'Etat de dire aux Arabes : « Je vous confirme dans la propriété pleine et « entière d'une partie des terres que vous détenez, mais, en retour de « cet avantage, je garde, moi, pour m'en servir comme il me plaira, la « possession de l'autre partie ». Il lui sera loisible alors de l'employer à la colonisation européenne. Les indigènes résisteront, objecteront. Bedeau ne peut le croire, à voir leur amour de la propriété et leur désir de posséder la terre sans restriction et sans entrave. Le bénéfice de la propriété individuelle ainsi jeté comme appât aux convoitises indigènes, il l'estime assez puissant pour les faire consentir au prélèvement d'un quart ou d'un tiers sur le territoire des tribus : « Dans la « province de Constantine, dit-il (2), je sais que les Indigènes désirent « vivement qu'on leur accorde cet avantage. Déjà, par leurs instincts « particuliers, les Chaouias se préparent à construire des villages. Dé- « jà la plupart des chefs sollicitent le concours des ouvriers militaires « pour se construire des maisons ».

Quelques personnes persistèrent à émettre des doutes sur l'efficacité de cette offre comme moyen de nous concilier les sympathies des Indigènes et de provoquer leur adhésion à notre politique : « Des « oppositions de mœurs et de religion leur ont paru devoir être plus « puissantes que l'influence de la propriété. Je ne puis, ajoute Be- « deau (3), que laisser au temps le soin de dissiper ces doutes. Jus- « qu'à ce que les faits se soient produits, il est certain qu'une affirma- « tion peut ne pas avoir plus de valeur qu'une négation ». Cette objec-

(1) *Lettre du Directeur des Affaires civiles au Ministre de la Guerre*, 10 mai 1846. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

(2) *Bedeau au Ministre de la Guerre*, 30 mai 1846. Archives de la Colonisation Algérienne. A.G.G.A.

(3) *Même lettre*.

tion pourtant l'inquiète, le gêne, il s'efforce de l'amoindrir et, dans la pratique, il réduira ce prélèvement nécessaire au strict indispensable, laissant encore aux tribus de vastes surfaces de culture et de pâturage : « Il est impossible, écrit-il dans la même lettre (1), de réduire subitement l'espace occupé par une tribu à des proportions « même doubles de celles nécessaires à des Européens parce que la « *modification dans leurs usages est au préalable exigée* ».

Il maintient donc ce resserrement ; il est persuadé d'ailleurs que les conditions sociales et politiques dans la province de Constantine ne sont pas celles des autres provinces d'Oran et d'Alger. Le 16 décembre 1846, il adresse un dernier rapport plus détaillé et sur certains points plus précis que celui de 1845. Il y expose les raisons qui ont rendu et rendent encore à cette époque l'exercice de l'autorité française beaucoup plus facile à l'Est qu'au centre et à l'Ouest. A Oran et à Alger, le renversement du gouvernement turc a laissé dans l'anarchie, dès l'origine de la conquête, toutes les populations de l'intérieur du pays ; l'occupation de deux ports ne nous permettait point d'exercer sur des tribus éloignées de la côte une action effective. De là, le succès des tentatives d'Abdelkader pour reconstituer un pouvoir fort, que réclament les Arabes eux-mêmes, victimes de l'anarchie régnante ; de là aussi l'obligation pour les Français, quand la puissance de l'Emir fut devenue dangereuse à leur autorité, d'engager une guerre longue et acharnée qui a comprimé sans doute les populations africaines, mais y a propagé aussi et enraciné des sentiments de haine. Que s'est-il passé au contraire dans la province de Constantine ? Le pouvoir turc, renversé la veille, a été remplacé le lendemain par le pouvoir français, fortement établi au cœur même du pays ; puis, nous avons su, par la pratique d'une justice égale pour tous, faire accepter notre autorité par les Chaouias (Berbères), race composant la majorité de la population du Tell et exploitée sous le régime précédent non seulement par les Turcs mais encore par les Arabes. Nous avons su en outre bien disposer les tribus arabes, en confiant des fonctions importantes aux représentants des principales familles. Ainsi s'expliquent la soumission rapide de cette partie de l'ancienne Régence et la tranquillité relative dont elle n'a cessé de jouir. Mais, de cette situation si favorable à notre cause, ne s'ensuit-il pas que notre ligne de conduite, à l'égard de ces Indigènes, est toute tracée par les sympathies qu'ils nous témoignent ?

(1) *Même lettre*, 30 mai 1846.

C'est à ménager ces Berbères et ces Arabes qu'il convient de s'employer résolument ; c'est à en faire les utiles instruments de notre puissance politique et les plus sûrs ouvriers de la transformation économique du pays. Qu'on abandonne toute idée de refoulement ! Ces Indigènes, « nos propres intérêts nous conseillent de les conserver au « milieu des Européens et de les admettre au partage du sol (1) ». Que l'on constitue donc au plus vite chez eux la grande et la petite propriété individuelle, que l'on accorde de grandes concessions aux hommes influents par leur naissance ou par leur fortune, de petites aux fellahs qui nous ont servis et sont déjà fixés au sol par des habitudes héréditaires ; aux uns et aux autres, qu'on impose les mêmes conditions qu'aux Européens. Ce n'est pas tout : rapprocher les Berbères et les Européens par la propriété, les assimiler l'un à l'autre par l'identité des conditions à remplir, n'est que le premier pas fait dans une voie qui doit conduire à une association plus étroite de ces deux éléments. Bedeau voudrait *unir l'indigène mobile au concessionnaire sédentaire* ; il autoriserait ce dernier à faire labourer par des Arabes les parties de sa concession auxquelles ne conviendraient pas des cultures industrielles. La combinaison à ses yeux offrirait trois avantages : au concessionnaire un petit revenu, à l'Arabe du travail et au pays des céréales abondantes et à bon marché.

*
* *

Bugeaud ne partage pas les idées et les espérances de son lieutenant. Lui, qui avait été le premier instigateur de la seule mesure de refoulement appliquée jusque-là dans cette province de Constantine, s'élève contre la politique de resserrement préconisée par Bedeau. Double attitude assez contradictoire qu'on ne saurait attribuer qu'à une orientation nouvelle de la politique indigène du Maréchal ou à son désir de retarder l'exécution d'un plan qu'il n'avait pas conçu et dont plusieurs dispositions s'accordaient mal avec ses propres idées.

Vers la fin de l'année 1843, le Ministre pressait le Gouverneur de délimiter le territoire de Philippeville ; grandes étaient les difficultés ; de toutes parts, en effet, la ville nouvelle se trouvait enserrée par des tribus indigènes en possession du sol depuis des siècles. Comment les éloigner pour les remplacer par des Européens ? Après de multiples négociations, le Directeur de l'Intérieur, le comte Guyot, et le com-

(1) *Bedeau au Ministre de la Guerre*, 10 décembre 1846. Archives de la Colonisation Algérienne. A. G. G. A.

mandant supérieur de Philippeville, le colonel Barthélémy, réunirent le caïd Bouroubi et les cheiks des douars situés sur le territoire qu'il s'agissait de livrer à la colonisation. Au cours de cette entrevue, racontée par Bugeaud dans une de ses lettres au Ministre,

Cet officier supérieur leur exposa (1) quelles étaient les intentions du gouvernement au sujet de ce territoire reconnu nécessaire pour servir de Fâhs ou de banlieue à la ville française ; il leur fit envisager l'importance de cette mesure, l'influence qu'elle devait avoir sur la prospérité de Philippeville, et l'intérêt qu'ils avaient eux-mêmes au développement de cette prospérité qui multiplierait les relations de commerce déjà existantes entre les deux populations. En conséquence, il leur proposa d'abandonner les terrains qu'ils occupaient aux environs de cette ville et de recevoir en échange d'autres terres situées dans un rayon plus éloigné, s'engageant au nom du Gouverneur général (je l'y avais autorisé) à leur faire accorder des indemnités proportionnées aux pertes qu'ils éprouvaient par suite de l'abandon de leurs gourbis et de leur nouvelle installation. Cette proposition ainsi présentée obtint une adhésion unanime ; quelques-uns d'entre eux demandaient seulement à conserver leurs jardins, ce qui leur fut accordé. Ces jardins, en petit nombre et de peu de valeur, se composent de quelques plantations de figuiers. Les Arabes ne tarderont pas à les aliéner.

Ainsi fut constitué autour de Philippeville, à la suite de cette simple tractation, un périmètre de colonisation s'étendant sur dix mille hectares de bonnes terres, libres au surplus de toute servitude et où les Indigènes ne furent plus propriétaires que de petites parcelles de terrain. Les Arabes reçurent des compensations territoriales dans une vallée voisine, celle du Safsaf ; ils ne s'en plainquirent pas. Était-il moyen plus habile, plus ingénieux de se procurer des terres de colonisation sans vexer les propriétaires actuels et sans dépenser de grosses sommes d'argent ? Et ne fallait-il pas généraliser une semblable politique ?

Ainsi pense le général Bedeau en 1846 ; mais ainsi ne pensait plus à ce moment le Maréchal Bugeaud. Remarquez bien qu'il n'était même plus question de refouler en masse tous les Indigènes d'une région, de faire place nette sur dix mille hectares ; le commandant de la province de Constantine se proposait seulement de déplacer quelques usufruitiers et de fixer les autres sur un sol que désormais ils posséderaient et cultiveraient à titre individuel. Il avait la ferme espérance que ce déplacement partiel et prudent, quoique généralisé, s'opérerait sans peine. L'esprit des indigènes avait d'ailleurs été préparé à cette éventualité ; des concessions particulières, l'une en faveur de

(1) *Bugeaud à Soult*, 24 novembre 1843. Archives de la Colonisation Algérienne. Dossier de Philippeville. A. G. G. A.

Saoudi ben Inal, caïd du Sahel de Philippeville, d'un terrain domanial de 130 hectares sur la rive droite du Salsaf, l'autre en faveur de Marsali Ali, ture d'origine et officier de spahis, d'un autre terrain domanial de 484 hectares sur la route de Constantine à Milah, les avaient favorablement disposés pour cette opération. Or, nonobstant les précautions prises, malgré le précédent de Philippeville, le Maréchal est sceptique sur les résultats attendus :

Je ne comprends pas trop les avantages (1) qu'il y a pour les gens à qui l'on prend beaucoup pour donner peu. Que signifient ces quelques concessions faites à certains chefs pour indemniser les tribus auxquelles on ôte 12.000 hectares de terres ? Je doute que les chefs eux-mêmes trouvent que ce soit là un avantage. Ils subiront notre volonté jusqu'à ce que l'occasion d'une révolte se présente ; mais, certes, ils ne pourront pas être contents. Je sais bien que l'on dira que ces tribus n'étaient pas propriétaires avec titres ; mais elles avaient la longue possession qui y équivaut, et c'est la doctrine qui a été professée par la dernière Commission de la Chambre des Députés pour les crédits supplémentaires.

L'hostilité de Bugeaud a d'autres raisons que ce souci des intérêts des populations musulmanes, et il les laisse entrevoir dans la suite de sa lettre. La seule chose qui lui déplaît en réalité, c'est l'espèce de colonisation que l'on projette. De ces terres devenues vacantes, on va faire

de grandes propriétés (2) qui n'auront qu'une faible population et quelques villages peuplés de ce ramassis de misérables sans force et sans énergie, tels que ceux qui nous arrivent journellement. A quoi bon, dès lors, spolier les forts pour faire garder l'objet spolié par les faibles. Voilà qui est contraire à la raison, à la prudence.

Ah ! s'il était question de fonder un camp agricole, toutes les inquiétudes du Gouverneur se dissiperaient. Il s'élève contre le projet de son lieutenant au nom de la colonisation militaire et non dans la seule pensée de défendre les droits des autochtones. Mais le prétexte est habile et l'attitude commode ; il parlera de justice et d'équité envers les Arabes chaque fois qu'il s'agira de faire repousser une forme de colonisation autre que son propre système de légion militaire.

Bugeaud prête au commandant de Constantine des intentions qu'il n'a jamais eues, et cela pour mieux le combattre.

(1) *Bugeaud à Moline de Saint-Yon*, 20 février 1847. Archives de la Colonisation Algérienne. A. G. G. A.

(2) *Même lettre.*

Il est contraire aux idées que j'ai émises, dit-il (1), et que je n'ai pas abandonnées de faire évacuer le terrain aux Arabes par grosses masses de 12.000 hectares à la fois. Après y avoir profondément réfléchi, j'ai reconnu que la tache d'huile, poussant en avant d'elle les Arabes, était un moyen dangereux, et qu'il était politiquement et militairement préférable de les intercaler dans notre colonisation. Je n'émetts ici que des idées générales ; je ne connais pas assez toutes les circonstances qui ont pu déterminer le général Bedeau à proposer de livrer immédiatement 12.000 hectares dans la vallée du Safsaf à la colonisation européenne. Il faut bien qu'il ait eu quelques bonnes raisons puisque c'est un esprit judicieux.

Le projet de Bedeau ne comportait pas le refoulement dont parle le Gouverneur, pas plus qu'un prélèvement de 12.000 hectares d'un seul tenant. Mais, au Ministère de la Guerre, il avait subi des déformations dont ses adversaires profitent. A Paris, en effet, où l'on avait hâte de donner satisfaction aux nombreuses demandes de vastes concessions *formulées par des parlementaires influents*, on désirait rendre libres le plus tôt possible les bonnes terres de la vallée du Safsaf ; sans tenir compte du premier refoulement des indigènes, écartés comme l'on sait de la vallée du Zeramna trois ans auparavant, sans vouloir admettre que cette première éviction leur avait créé des droits absolus à la propriété des terres qu'ils avaient reçues à ce moment en échange, les Bureaux du Ministère pressaient le lieutenant général de refouler plus loin ces tribus gênantes. Mesure évidemment impolitique, injuste, opposée à celle que Bedeau avait indiquée ; il résista, il demanda qu'au moins on débutât par la régularisation des titres de quelques indigènes ; il répéta qu'il était prudent d'en reconnaître un certain nombre propriétaires incommutables de petites parcelles. Là était la garantie du succès et, comme il fallait aller vite, il proposa de charger les géomètres du travail de la délimitation et certaines Commissions spéciales de celui de la vérification. Mais les formalités administratives furent aussi lentes que devenaient pressantes les exigences du Ministère et les réclamations des futurs concessionnaires. Le résultat de tous ces tiraillements fut qu'on ne fit rien.

Aussi le général Trézel, nommé Ministre de la Guerre vers le milieu de 1847, pouvait dans ses Instructions ministérielles écrire à Bedeau, gouverneur général par intérim : « Jusqu'en ces derniers temps (2),

(1) *Même lettre que ci-dessus*. Dans une lettre antérieure (20 janvier 1847), Bugeaud écrivait : « Le public n'a pas l'air de se douter le moins du monde du danger qui est suspendu sur sa tête... On a oublié les rudes combats que le général Baraguey d'Hilliers a livrés dans ces contrées en 1843 ».

(2) *Archives de la Colonisation Algérienne*. A. G. G. A.

« il a été fait bien peu de choses pour la colonisation de la province
« de Constantine. Si on s'en est occupé, ce n'a encore été que pour
« étudier et présenter des projets dont la mise à exécution éprouve
« des retards qui, je l'espère, ne se prolongeront pas plus longtemps.
« Sur une population européenne de 113.363 âmes que l'Algérie dé-
« nombrait au 1^{er} avril dernier, la province de Constantine n'en
« comptait que 13.303. Cette situation n'est pas assurément ce
« qu'elle devrait être, si l'on considère que, des trois provinces algé-
« riennes, celle de Constantine est, depuis plusieurs années, la plus
« tranquille, la plus solidement conquise et pacifiée, celle où l'Etat
« dispose, par le fait seul des droits qui lui ont été légués par le gou-
« vernement turc, de terres étendues, fertiles et saines. Il y a donc
« urgence à ce que la colonisation, à peine ébauchée, soit entreprise
« sur de larges bases et d'après le principe dont l'application peut
« seule assurer la fertilisation de l'Algérie, sans imposer de trop lour-
« des charges au Trésor, c'est-à-dire l'association des capitaux et des
« bras, le concours simultané des capitalistes, des petits propriétaires
« et des travailleurs. Ce principe a été proclamé par vous-même ; il
« est la base de votre remarquable Mémoire du 10 décembre 1846
« sur la colonisation de la province de Constantine. Il est plus que
« temps de mettre à profit la paix profonde qui règne dans cette con-
« trée et l'empressement des capitalistes qui y sollicitent des conces-
« sions ».

Les constatations du Ministre n'étaient que trop exactes ; beaucoup d'études, beaucoup de projets, mais peu de résultats ! De cette situation, le lieutenant général Bedeau ne pouvait être rendu responsable, car il avait tout fait pour qu'il en fût autrement. Malgré ses efforts très réels, malgré sa haute position, que pouvait-il contre l'hostilité d'administrations subalternes que divisaient de perpétuels conflits, contre les hardiesses inconsidérées ou les lenteurs formalistes des Bureaux du Ministère, contre l'obstruction systématique et jalouse des Bureaux d'Alger, enfin contre le parti-pris d'un Gouverneur trop porté à ne juger les idées et les projets de ses lieutenants qu'à travers le prisme de sa colonisation militaire ?

*
* *

Ainsi, vers la fin du gouvernement du Maréchal, les questions de politique et de propriété indigènes prennent la première place. Jusque-là, au dire de Bugeaud, on avait fait abstraction de l'existence du peuple arabe dans presque toutes les « théories colonisatrices »,

et beaucoup d'écrivains ou d'hommes politiques, qui raisonnaient de loin et sans une expérience suffisante des problèmes africains, avaient pu édifier leur système sans tenir compte de la plus grande des difficultés que la France allait rencontrer dans sa colonie. Cet oubli avait son excuse. Tant que les Européens ne s'étaient installés qu'à proximité des villes ou de la côte, ils avaient pu se procurer les terres suffisantes, soit par achat direct aux indigènes, soit par concession de l'Etat ; en conséquence, les questions de propriété ne s'étaient point posées ou, si elles avaient été soulevées, ce n'avait été que sous une forme atténuée et pour des cas d'espèce. Or, en 1846 et 1847, brusquement, le gouvernement projeta d'étendre la colonisation européenne aux territoires mixtes, c'est-à-dire là où la terre était restée entièrement aux mains des indigènes, puisque les autorités militaires y avaient interdit toute transaction entre Arabes et Européens ; alors, nécessairement, le problème foncier fut le premier à résoudre.

En Algérie, la terre, toute la terre était occupée, mais à des titres différents. On distinguait les biens *melk* et les biens *arch*. Les premiers étaient nombreux et importants près des villes et dans quelques massifs montagneux ; les autres s'étendaient sur presque tout l'intérieur. Infantin l'avait déjà noté dans son livre. Or, si le droit de propriété sur les biens *melk* était absolu et individuel, ce même droit sur les biens *arch* n'était plus que collectif et partagé entre le beylik et les détenteurs indigènes ; ceux-ci ne furent bientôt considérés que comme des usufruitiers et l'Etat passa pour le véritable propriétaire : « On vit, dit M. Pouyanne (1), que sur les terres dénommées plus ou « moins justement *bled el arch* à Constantine, *bled el sabega* à Oran, « le possesseur du sol n'avait pas tous les droits que comporte la propriété quiritaire ou *melk* ; il était certes détenteur exclusif de sa « parcelle, en récoltait seul les fruits, tant qu'il continuait à cultiver. « *Mais il ne pouvait ni aliéner, ni hypothéquer* ; il était évincé s'il « laissait tomber la terre en friche. On remarqua que le beylik paraissait lui aussi exercer certains droits sur ces terres ; il percevait un « impôt considéré comme un loyer ; il surveillait la culture ; il disposait même parfois plus ou moins arbitrairement du sol. De là, à conclure que l'Etat était le véritable propriétaire du sol, ou tout au moins qu'il avait le domaine éminent, la nue propriété, il n'y avait « qu'un pas. On se demanda aussitôt si dans ces terres, sur lesquelles

(1) Pouyanne : *La Propriété Foncière en Algérie*, pages 368 et 369.

« l'Etat paraissait exercer des droits quasi régaliens, il n'y avait pas « là une précieuse réserve pour la colonisation ».

L'ouvrage de M. Worms, publié en 1846, apportait une base précieuse à ces prétentions. M. le docteur Worms, passionné pour les études de législation musulmane, avait déjà mis en lumière, dans une note parue en 1842, les rapports très étroits qui existaient dans les pays d'Islam entre les théories de la propriété et celles de l'impôt ; poursuivant ses recherches, il montra quatre ans plus tard (1), qu'en Algérie il existait deux sortes de terres, les terres de dîme ou propriétés melk et les terres de *kharadj* ou propriétés arch. Les premières étaient soumises seulement au paiement des zekkats qui tenaient à la fois de l'aumône et de l'impôt et dont la dîme n'était qu'une forme frappant les fruits de la terre ; les autres étaient au contraire grevées d'un tribut qu'au début de la conquête les vainqueurs avaient imposé aux vaincus comme compensation de la vie qu'ils leur laissaient et de la jouissance de la terre. Ce *kharadj*, levé au nom de la communauté musulmane et pour l'entretien de l'armée et des fonctionnaires, faisait du territoire occupé un domaine inaliénable comme les habous. En Algérie, pays de conquête arabe, les terres tributaires ou arch ou sabéga étaient de beaucoup les plus nombreuses ; elles couvraient la presque totalité du sol, parce que les terres de dîme n'avaient pu y être formées que par dérogation aux principes du droit musulman.

Etant donné que, par ce droit de *kharadj*, l'immeuble devient inaliénable, étant donné aussi qu'en cas d'inculture le beylik a le droit d'enlever à son propriétaire la terre laissée en friche pour la donner à un autre, il était logique, semble-t-il, d'admettre que le gouvernement français, substitué par droit de conquête à la puissance beylicale, héritât de toutes ses prérogatives et eût ainsi sur la terre arch un droit éminent, celui de la nue propriété. Pourtant, le docteur Worms, dont le livre avait été mis à profit par l'administration française pour établir sa doctrine du cantonnement, déclarait que cette théorie serait considérée par les indigènes comme spoliatrice. L'assimilation faite d'une part entre le droit de nue propriété et celui d'usufruit, tels que les avaient conçus et définis les auteurs de notre code civil, et d'autre part, les droits de possession et de jouissance d'après la loi de l'Islam, était chose impossible. Le vaincu ou *raya*, qui avait conservé sa propriété moyennant le paiement du droit de *kharadj* et

(1) Docteur Worms : *Recherches sur la constitution de la propriété territoriale dans les pays musulmans et subsidiairement en Algérie.*

la cultivait, ne pouvait être privé sous aucun prétexte de sa terre tant qu'il la maintenait en bon état d'entretien et payait l'impôt. Cette possession individuelle et héréditaire, considérée comme inviolable par l'Islam, n'était donc pas le droit précaire d'usufruit de la loi française. De cette objection, on ne tint nul compte et la théorie du cantonnement, proposée par les généraux et les agents supérieurs de l'administration et plus ou moins légitimée par les études du docteur Worms, fut bientôt généralement admise. Elle était simple et ingénieuse : « L'Etat, nu propriétaire du sol arch (1), impose le partage entre lui et l'usufruitier, détenteur du sol. Le partage aura pour conséquence le prélèvement d'une partie du sol en pleine propriété au profit de l'Etat ; le restant sera laissé au détenteur qui obtiendra, en retour de la jouissance qu'il a perdue sur la portion laissée à l'Etat, la pleine propriété du sol sur lequel il sera cantonné ».

La possibilité du cantonnement est envisagée dans ses applications de façons fort différentes par Bugcaud, Bedeau et Lamoricière. Bugcaud ne l'accepte qu'à certaines conditions. Il évite même d'employer cette expression ; nous ne l'avons trouvée que dans la lettre où il est question des Aribis ; la transaction qu'il y propose est toute en faveur de cette tribu indigène. A bien regarder même cette concession des 1.600 hectares de la Rassauta, propriété beylicale sans doute, mais passée entre les mains d'Européens, n'est-il pas vrai qu'elle ressemble plutôt à un cantonnement des Européens qu'à un cantonnement des Indigènes ? Le Maréchal emploie le plus souvent le mot de resserrement. Pour lui, la longue possession de la terre par les indigènes doit être considérée comme équivalente à un titre écrit ; aussi ne pense-t-il nullement à la leur contester. Il eût désiré au contraire qu'elle fût régularisée définitivement. Toutefois, lorsque le territoire qu'ils occupent est hors de proportion avec l'effectif de la tribu, il admet que les autorités françaises prennent l'initiative de proposer un resserrement, donc une diminution de ce territoire, sans leur donner d'indemnité :

Mais même dans ce cas, ajoute-t-il (2), il est convenable et politique de lui accorder quelques dédommagements pour l'espace qu'on lui enlève. Ces dédommagements peuvent être un pont, un barrage pour les irrigations, une route, une mosquée, quelques secours en bois, en fer, en ouvriers pour aider les indigènes à construire des villages, des distributions d'arbres utiles pour planter les envi-

(1) Pouyanne : *La Propriété Foncière en Algérie*, pages 369-70.

(2) *Circulaire du 10 avril 1847*.

rons de leurs habitations, un fondouck reconnu nécessaire, enfin un objet quelconque d'utilité publique désiré par la tribu.

Donc, le cantonnement, selon Bugeaud, sera l'exception, et il entraînera toujours quelque compensation. Pourquoi cette répugnance ? Est-ce parce que cette mesure lui paraît inique, spoliatrice ? Peut-être, quoique ce soit là surtout la pensée de Daumas et non celle du Maréchal. Le cantonnement des indigènes serait admis sans restriction s'il devait faciliter l'établissement des colonies militaires ; en dehors de ce cas, il le juge contraire à son principe de l'assimilation progressive des indigènes, à ses idées sur le rapprochement et sur le mélange des deux races ; par ce procédé, en effet, on mécontentait les Arabes et on les éloignait de nous.

Exception pour Bugeaud, le cantonnement sera la règle générale pour Bedeau. D'après lui, nul doute que l'Etat ait la propriété de la plus grande partie des terres pour la jouissance desquelles les indigènes payent le hokor ; nul doute aussi que ces Arabes, simples usufruitiers et qui d'ailleurs se considèrent comme tels, préfèrent devenir propriétaires à titre privatif et incommutable, même si pour cela ils sont forcés d'abandonner une partie du sol sur lequel ils ont un droit de culture. Il suffira de les préparer au partage par d'habiles concessions aux grands chefs et par la délivrance de titres français à quelques fellahs. Ce sera le resserrement dans certains cas, le déplacement dans d'autres, toutes opérations qui, menées avec prudence, auront lieu avec le consentement des Arabes, et par conséquent ne présenteront pas de danger politique. La colonisation européenne disposera vite de grandes étendues de terres sans dépenses excessives pour la Métropole, et elle progressera d'autant mieux que l'on autorisera, que l'on favorisera même l'association des intérêts européens et indigènes. Le cantonnement apparaît ainsi comme une mesure politique, utile à l'Etat, équitable à l'égard des indigènes, bienfaisante pour les colons.

Elle n'a plus cette apparence avec Lamoricière. Etait-ce parce que la population indigène était moins dense à l'Ouest qu'à l'Est ou bien parce que la continuité des hostilités y avait habitué les militaires à traiter les Arabes en vaincus et à leur appliquer plus brutalement les lois de la guerre, toujours est-il qu'il ne vint pas à la pensée des officiers, chargés par Lamoricière d'étudier le plan de colonisation dans le triangle Oran-Mostaganem-Mascara, de supposer que le cantonnement serait une mesure inéquitable et d'application difficile. Aussi proposèrent-ils de resserrer les uns, de refouler les autres, d'acheter

à ceux-ci leurs terrains, d'offrir à ceux-là des compensations territoriales. Ils décidèrent de tout sans tractation préalable, prétendant imposer leur volonté par un coup d'autorité. Les Arabes cèderont leurs terres de gré ou de force ; les intérêts du peuple vainqueur doivent toujours l'emporter sur ceux du peuple vaincu. Dans l'application du cantonnement, les autorités militaires auront en vue la nécessité politique de « fractionner les tribus et de diminuer leur importance politique » et cette autre de libérer la terre de toutes les servitudes qui la grèvent chez les Arabes avant qu'elle passe entre les mains des Français. Ainsi, pour les officiers de Lamoricière et pour lui-même, — il changera plus tard d'opinion, — le cantonnement confine presque au refoulement, à la fameuse tâche d'huile dont parlait Bugeaud : « Une partie de cette population arabe (1), vivant « avec ses lois comme les corporations des villes mais sous l'autorité « militaire, bâtira des maisons, fera des villages. L'autre partie, rebelle à ce progrès, marchera vers le Sud, où nous lui donnerons des « terres devenues libres par les émigrations si toutefois elle n'émigre « pas à son tour après nous avoir fait la guerre ». Lamoricière reste persuadé que le mélange des populations est pour le moment une chimère : « On ne mettra pas un village, dit-il (2), au milieu d'une « tribu ; on ne laissera pas un douar au milieu d'une commune ».

Donc, suivant les vues de chacun de ces Généraux sur le but que doit se proposer la politique indigène : mélange et assimilation selon Bugeaud, alliance économique et politique pour Bedeau, compression et refoulement d'après Lamoricière, le cantonnement est envisagé par le premier comme une mesure exceptionnelle et d'une application dangereuse, par le second comme un système que l'on peut généraliser facilement avec le consentement des indigènes, par le troisième enfin comme une mesure d'éviction et de refoulement qu'autorisent les lois de la guerre et les intérêts bien entendus de la colonisation européenne.

Ces divergences dont quelques-unes étaient très réelles mais qu'une discussion courtoise aurait fait disparaître furent au contraire aggravées par les suggestions et les intrigues des Bureaux Arabes ; Dau-

(1) *Lamoricière au Ministre de la Guerre*, 11 avril 1846. Bibliothèque de l' Arsenal. Fonds Enfantin. C'est une des lettres les plus importantes écrites par Lamoricière. Elle traite de multiples questions : administration des Européens, organisation des Indigènes, attributions du Gouverneur général, justice, propriété ; elle fut écrite au bivouac de Dir el Kef, sans aucune préparation.

(2) Même lettre.

mas et ses officiers voulaient empêcher la colonisation de pénétrer dans les territoires mixtes, arrêter ses progrès dans les territoires civils et écarter tous les projets qui les gênaient. Ce fut donc la politique des Bureaux Arabes qui triompha dans les dernières années du gouvernement de Bugeaud et, quelques années plus tard, après l'essai des colonies agricoles, elle parviendra à faire rejeter le dernier principe sur lequel tous ceux qui avaient écrit sur la colonisation à cette époque, même de Tocqueville, étaient demeurés d'accord, l'utilité d'amener des Français sur cette terre d'Afrique.

CONCLUSIONS

Pourquoi la colonisation militaire a paru nécessaire à Bugeaud et pour quelles raisons elle devait échouer.

Les changements survenus en France et en Europe de 1841 à 1847.

Les changements survenus en Algérie : militaires, sociaux et économiques.

Evolution des idées sur la colonisation : la colonisation libre et la colonisation officielle. Les Légions.

Hostilité des Chambres et de l'opinion publique contre les Légions ; dissensions avec Soult.

Bugeaud artisan de son propre échec : ses concessions et ses habiletés, ses essais malheureux, exagération et déformation de ses idées.

Pour si singulière qu'à première vue puisse paraître une théorie, il est rare qu'elle ne contienne pas une part de vérité ; si l'on veut la découvrir, c'est dans les circonstances voisines de l'époque de sa formation qu'il faut aller la chercher. Plus on s'éloignera de ce moment, plus les origines du système deviendront obscures et plus les raisons, qui pourraient l'expliquer et en partie le légitimer, perdront de leur valeur et de leur clarté. Or, la théorie de la colonisation militaire, ébauchée en 1838 (1), s'est complétée et achevée dans l'esprit de Bugeaud pendant les premières années de son gouvernement. C'est donc vers ces années qu'il faut remonter pour trouver dans la situation politique et économique de la France, dans celle de l'Algérie comme dans l'état de la colonisation européenne, les véritables raisons des colonies militaires. Mais c'est aussi à l'époque voisine de sa définitive condamnation, par conséquent à la période de 1846 à 1847, qu'il convient de se reporter pour comprendre les causes réelles de son échec. Il nous suffira en somme de rappeler comment les grands événements, qui se sont produits de 1841 à 1847, précisément pendant que Bugeaud exerçait son commandement en Afrique, ont entraîné de telles modifications qu'un pareil projet, imposé presque par les circonstances à l'arrivée de ce Gouverneur, parut inutile et irréalisable à son départ.

(1) C'est en effet de cette année 1838 que datent les trois brochures : *Simple document sur l'Afrique par un officier de l'armée d'Afrique*, - *Mémoire sur notre Etablissement dans la Province d'Oran par suite de la paix*. - *De l'Etablissement de Légions de Colons Militaires dans les possessions du Nord de l'Afrique*.

*
* *

En 1841, une partie de l'armée française est engagée en Algérie. Le Ministère s'est enfin décidé à la conquête de la Régence entière ; il s'est rendu compte de la nécessité, s'imposant alors à la France, d'empêcher la formation d'une nationalité arabe, de briser les résistances locales et de combattre l'Emir jusqu'à ce qu'il fût à notre merci ; il a compris en même temps qu'avec les indigènes, *le plus est plus facile que le moins*. Forcé a donc été d'accroître les effectifs de l'armée d'Afrique ; ils dépassent déjà 80.000 hommes et bientôt atteindront 100.000. Mais une expédition africaine n'a rien d'analogue avec les campagnes militaires en Europe ; de ce côté de la Méditerranée, il n'existe pas de grands intérêts à saisir, pas de villes où s'accumulent les richesses du pays, peu ou pas de villages où se déposent en réserve celles des particuliers. Battus sur un point, les Arabes reparaissent sur un autre, toujours aussi intrépides et même plus acharnés après la défaite. Abdolkader reste insaisissable. Donc, pas d'opérations décisives ; les hostilités se prolongent et on ne sait quand elles se termineront.

Or, la France, dans l'état instable où est l'Europe, peut-elle maintenir, sur une rive éloignée et durant plusieurs années, de nombreux bataillons sans danger pour elle-même, sans inconvénient pour sa politique extérieure ? Assurément, la paix de l'Europe n'était pas à ce moment aussi sérieusement menacée qu'elle l'avait été dix ans auparavant par les mouvements populaires qui, en Belgique, en Pologne, en Italie, avaient accompagné l'avènement de la Monarchie de Juillet. Pourtant, elle était à la merci du moindre incident. Qu'on se rappelle qu'en 1839 les difficultés s'étaient subitement compliquées et aggravées dans le Levant ; les succès de Mehemet Ali et de son fils Ibrahim, la marche rapide des Egyptiens en Syrie puis sur Constantinople, avaient failli déclencher une guerre générale. En France, lorsqu'on apprit la coalition formée par l'Angleterre pour arrêter le pacha d'Egypte et faire échec à la politique française, la déception avait été si vive, que Thiers prépara fiévreusement la guerre et, si ce n'avait été la prudence de Louis-Philippe, le conflit éclatait. Que l'on n'oublie pas non plus les violentes discussions au sujet du renouvellement du droit de visite en 1841 et 1842, les rodomontades de la presse anglaise et l'humble attitude de notre diplomatie à propos de l'affaire Pritchard après 1843, enfin les amères déceptions que provoqua, en 1845, dans les milieux parlementaires français, la signature d'une

paix avec le Maroc sans aucun avantage pour le vainqueur. Toujours l'animosité jalouse de l'Angleterre risquait donc de rallumer l'incendie et de l'étendre à toutes les puissances européennes. Dans ce monde méditerranéen, où les compétitions étaient si ardentes et où se heurtaient deux civilisations et deux religions, que de facilités pour provoquer un embrasement général !

Ces démêlés avec l'Angleterre expliquent, surtout si on les rapproche des événements de la guerre d'Afrique, la politique de Guizot prudente et en apparence pusillanime. La paix « partout et toujours », le maintien de l'entente cordiale étaient des conditions indispensables pour le tranquille développement de notre conquête africaine ; avant tout, il fallait liquider la question d'Alger et donner le temps à nos troupes de venir à bout de la résistance opiniâtre des Arabes. Bugeaud, de son côté, qui connaissait les intrigues anglaises pour les avoir rencontrées au Maroc, voulait aller vite en guerre et en colonisation, et il s'était persuadé que, de ces deux entreprises également urgentes, l'une ne pouvait pas être résolue sans l'autre à cause des habitudes sociales des indigènes. La Régence ne serait réellement dominée et soumise que lorsque, derrière les troupes, les légions de soldats colons s'établiraient sur les lignes de l'intérieur et dans les régions favorables ; elles dissocieraient les tribus et les maintiendraient dans l'obéissance par la menace d'une répression immédiate. La colonisation militaire apparaissait comme le moyen rapide et sûr de tenir l'Afrique.

Mais, si cet argument politique de créer des légions conserve à peu près toute sa valeur pendant le gouvernement du Maréchal, il n'en est pas de même de la raison financière ou plutôt des possibilités fiscales que présentait le budget de la Métropole pour couvrir les dépenses de cette colonisation militaire. Le Gouverneur avait répété souvent que ce serait folie de perpétuer le fardeau des dépenses africaines par une guerre mal faite ou par une occupation du pays mal comprise, que son système des Légions permettrait de réduire de moitié les dépenses purement militaires, que par suite les Chambres avaient tout intérêt à l'adopter. Jamais il ne parvint à convaincre les Chambres pas plus que les Ministres ; et, s'il n'y arriva pas au moment où l'argent était très abondant, si abondant même qu'on ne savait à quoi l'employer, comment pouvait-il conserver l'espoir de réussir quand la crise financière éclata et que l'équilibre du budget fut rompu ? En 1846 et 1847, la situation financière de la France ne comportait plus d'essais aussi dispendieux que celui que proposait

Bugeaud, et ce fut la première et peut-être la principale cause du vote hostile des Députés.

*
* *

Bien plus profonds furent les changements dans la situation militaire, sociale et économique de la colonie. Quelle différence entre l'Algérie de 1841 et celle de 1847 ! En 1841, les Français n'occupaient que quelques points sur le littoral, excepté toutefois la ville de Constantine ; encore étaient-ils bloqués dans ces ports et les Européens civils, cultivant à proximité ou sous les murs des places fortes, vivaient dans de perpétuelles angoisses. En 1847, la côte, le Tell et les Hauts-Plateaux, ce que l'on appelait encore le petit désert, sont déjà pris et gardés par des postes. Or, cette extension de notre autorité militaire et politique, si favorable à nos intérêts, l'était moins à la cause de la colonisation militaire ; car le nombre des légions devait en être multiplié et la dépense accrue.

En 1841, on désespérait de venir à bout de l'hostilité des indigènes. Ceux qu'on croyait avoir soumis se montraient plus intraitables le lendemain. Leur haine multipliée par les défaites, leur fanatisme farouche et leurs traditions séculaires les rendaient plus redoutables dans cette apparente soumission qu'ils l'étaient sous les armes. Massacrer les roumis, les dépouiller de leurs biens, piller les récoltes, n'étaient-ce pas autant d'actes méritoires pour eux ? Sur les frontières autrichiennes, on avait vécu au seizième et dix-septième siècles sous le régime de la *peur du Turc* ; dans la Métidja et aux environs d'Alger, on vécut jusqu'en 1841 sous celui de la *peur des Hadjoutes*. Mais, lorsque Bugeaud eut frappé ces indigènes dans leurs biens, c'est-à-dire dans leurs récoltes et leurs troupeaux, quand il eut enlevé la ligne des postes intérieurs tenus par les réguliers de l'Emir, quand il fut démontré enfin que les troupes françaises, entraînées à cette guerre africaine et rendues plus mobiles, pouvaient atteindre partout les tribus insoumises, alors le peuple arabe ne parut pas aussi redoutable. Les campagnes devinrent progressivement plus sûres. Sans doute, il y eut encore des assassinats, mais la répression rapide diminua le nombre des actes de banditisme. Le Maréchal était heureux de faire constater à M. de Tocqueville et à ses collègues, que des personnes isolées pouvaient voyager seules sur les routes de l'Algérie. Les Légions créatrices de sécurité, étaient-elles donc si nécessaires ?

Autrefois, on croyait que ces mêmes tribus indigènes étaient réfractaires à nos coutumes sociales. Elles formaient par leur masse

un bloc qu'il était difficile de désagréger. Le nombre des habitants de la Régence s'élevait, dès cette époque, à trois millions d'âmes au minimum, probablement à beaucoup plus. Les statistiques, recueillies par les Bureaux Arabes, donnent ces deux chiffres, mais les officiers qui les ont établies ajoutent que ce ne sont là que des évaluations probablement fort au-dessous de la réalité. La société musulmane restait au demeurant impénétrable, la famille plus fermée encore. De l'Islam, réformé au XV^e siècle, les pratiques formalistes, la rigueur et la simplicité des dogmes, l'apparente élévation morale, enfin l'extraordinaire vitalité avaient unifié les éléments de ce peuple arabo-berbère. Dans ces conditions, comment des civils, auxquels manquaient et l'esprit de solidarité et la discipline, auraient-ils pu espérer lutter contre cette masse compacte et même se maintenir à côté d'elle ou au milieu d'elle ? On jugea la chose si impossible qu'on mesura à ces Français leur part de culture derrière l'obstacle continu ; l'intérieur resterait réservé aux indigènes. Ainsi, les deux races seraient séparées et isolées. Peu à peu, et surtout sous l'influence de Bugeaud, les idées changèrent ; l'expérience des populations arabes permit de mieux apprécier le caractère indigène. Non seulement ces Algériens furent estimés plus sociables qu'on ne l'avait cru jusque-là, mais on vanta leur patience, leur ténacité, leur endurance. Le colonel Daumas prétendit que les fellahs étaient à peu près les seuls à cultiver les terres de la plaine de la Métidja. Ils étaient laborieux et âpres au gain. Leur avidité était telle qu'elle dépassait en violence leur fanatisme et c'était là un moyen de les attirer à nous. Qu'ils soient habilement engagés dans une association d'intérêts avec les Européens et leur docilité sera assurée. Mais, il est dès lors inutile de faire appel à la force d'un groupement militaire, d'autant que les civils sont plus aptes à créer cette fusion des intérêts.

En 1841, les conditions climatiques, telles qu'on se les figurait, n'étaient pas plus engageantes que les conditions sociales. Les pertes cruelles, subies par l'armée française du fait des maladies africaines que la médecine ne savait pas combattre, surtout cette fièvre paludéenne si tenace et si traîtresse, avaient acquis à certaines localités des environs d'Alger une fâcheuse réputation d'insalubrité que l'on avait étendue à tout le pays. La Métidja, la terre promise des colons, est appelée par Bugeaud la plaine pestilentielle, le futur tombeau de l'armée, si l'on continue à employer les troupes à l'établissement, puis à la garde de l'obstacle continu. Ses lieutenants, des généraux comme lui, ayant vécu longtemps en Afrique, se livrent aux

plus sombres pronostics sur l'avenir de notre race et l'impossibilité de son acclimatement : jamais, dit Duvivier, les Européens ne feront souche sur le sol brûlant de l'Algérie ; ils ne peupleront que les cimetières. A moins, suggère Bugeaud, qu'au lieu de ces familles de civils, traînant avec elles leur cortège de vieillards et d'enfants, victimes certaines de la fièvre, on ne fonde les colonies européennes avec des éléments forts et vigoureux, pour mieux dire avec des soldats, tous dans la force de l'âge. Or, à quelque temps de là, les craintes qu'avait fait naître l'insalubrité africaine s'étaient en partie dissipées ; l'état sanitaire de l'armée devint meilleur, du moment où elle ne fut plus cantonnée dans les villes du littoral et à proximité de plaines marécageuses. Les régions de l'intérieur furent reconnues salubres et, sur la côte, les maladies parurent moins meurtrières. A Alger, parmi les civils, le nombre des décès n'était pas aussi alarmant que par le passé ; il ne dépassait pas sensiblement celui que l'on obtenait dans les grandes villes de France.

Funeste aux hommes étrangers à ce pays, le climat ne semblait pas plus favorable aux plantes qui n'étaient pas africaines. Infructueux avaient été les premiers essais tentés avec les cultures de France, infructueux aussi les essais entrepris avec les plantes des pays tropicaux. Mais ces échecs, pour quelques-uns du moins, étaient dus à une connaissance incomplète de la répartition des températures et des pluies à travers les saisons ; ils avaient aussi pour cause l'ignorance d'une bonne technique agricole adaptée à l'Afrique. Que de dangers pour cette hypothétique colonisation ! Ne doit-elle pas compter sur l'assistance effective de l'Etat ? Là encore l'expérience, acquise au cours des années du commandement de Bugeaud, avait rectifié bien des opinions fausses ; l'Algérie n'était plus le pays d'une richesse fabuleuse que s'étaient imaginé les écrivains ou même les hommes politiques au lendemain de la prise d'Alger ; mais elle n'était pas non plus une contrée déshéritée et stérile ; elle portait ses moissons et ses fruits et c'étaient ceux des terres situées sur le pourtour de la Méditerranée. Assurément, les expériences des premiers colons furent pénibles et leurs récoltes trop souvent desséchées par le soleil ou dévorées par les sauterelles, deux fléaux qu'on ne connaissait pas en France. Pourtant, l'espoir que cette campagne algérienne se montrerait un jour moins avare était profondément enraciné au cœur des véritables cultivateurs établis dans les nouveaux villages. Plus que les militaires, les civils s'étaient montrés habiles à mettre en valeur les lots qu'on leur avait distribués. Le Maréchal est obligé de le

reconnaître au retour d'une de ses visites à travers la Métidja, et cette supériorité dans la production agricole sera une des armes qu'on retournera contre lui dans les longs débats que suscitera son projet.

*
* *

A la lumière des faits et par le choc des doctrines, les opinions les plus arrêtées sont abandonnées aussi bien sur la nature et les méthodes de la colonisation que sur les possibilités culturelles de l'Afrique. De 1830 à 1840, la doctrine de l'école libérale sur la colonisation spontanée et livrée à ses propres forces n'avait produit, appliquée à la réalité africaine, que des résultats au-dessous du médiocre ; au dire de Bugeaud, elle n'y avait développé que l'égoïsme et créé que la faiblesse ; on lui préféra la colonisation officielle. Or, de 1840 à 1847, l'intervention de l'Etat, d'abord jugée nécessaire et efficace, montrera dans la pratique des imperfections telles, que, au jugement des économistes doctrinaires et de nombreux parlementaires, elle aussi se montrait incapable de résoudre le problème du peuplement et de la mise en valeur de l'Algérie. Cette double évolution se comprend si l'on envisage les conditions différentes, dans lesquelles se trouva l'immigration française à quelques années de distance, et si l'on veut bien se rappeler les principaux incidents de la lutte qui se livra autour des colonies militaires du Maréchal.

Longtemps, on crut que les Français ne viendraient qu'en petit nombre en Afrique et qu'il était préférable de créer sur la côte barbaresque une colonie européenne. A vrai dire, nos nationaux se montraient beaucoup moins empressés à venir s'installer dans notre nouvelle conquête que les Italiens, les Espagnols ou les Maltais. Rien ne sollicitait les paysans français à échanger leur situation, médiocre peut-être mais assurée dans la métropole, pour une existence incertaine en Afrique. Les fortes émigrations n'ont lieu qu'aux époques de grandes crises ; les persécutions religieuses ou politiques chassent de leur patrie d'origine ceux qui mettent leur idéal bien au-dessus des simples bénéfices matériels ou de la tranquillité de l'existence quotidienne. Or, sous la monarchie de Juillet, si le régime politique ne satisfaisait pas les partis avancés en France, il serait fort exagéré de dire que le peuple en souffrait, et surtout de penser qu'une partie, si petite soit-elle, de la nation s'expatrierait pour ce motif. Était-elle poussée à la quitter par quelque crise économique ? La France traversait au contraire une période de grande prospérité ; elle s'enrichissait. Les méthodes agricoles s'amélioraient, les entreprises indus-

trielles se multipliaient et exigeaient une nombreuse main-d'œuvre, enfin, les grands travaux publics, notamment l'établissement des voies ferrées, assuraient du travail à tous les bras valides. En de telles occurrences, il paraissait vain d'espérer qu'il en viendrait beaucoup en Afrique de ces cultivateurs français énergiques et patients qui aiment la terre parce qu'ils la fécondent de leur labeur quotidien.

Le mieux était donc d'attirer des étrangers de toute nationalité, ou plutôt de les laisser s'installer. Le gouvernement pratiquerait la facile politique du laissez-faire et du moindre effort. Aussi, de 1830 à 1840, à part deux ou trois Gouverneurs plus avisés, les généraux et les intendants civils qui se succédèrent à Alger se gardèrent d'intervenir dans la colonisation. Les résultats furent peu encourageants ; la population européenne s'accrut avec lenteur et elle se composa d'éléments mauvais ou tout à fait incapables de défendre la colonie contre les Arabes. Ces étrangers, dit Bugeaud, il faut les surveiller ; ils exploitent les Arabes. Loin d'être une force pour nous, ils sont un danger et une cause de faiblesse. Mieux vaudrait à son avis leur interdire l'accès de la côte africaine que leur permettre d'y débarquer en toute liberté, sans autorisation préalable et sans contrôle possible ; la plupart vivent de métiers interlopes, volent ou empoisonnent nos soldats, trompent ou pillent les indigènes. Bien peu s'adonnent à l'agriculture, quelques-uns cependant sont maraîchers dans les banlieues des villes, d'autres se font embaucher sur les chantiers de construction. Quoique le portrait soit volontairement poussé au noir par le Gouverneur, il est certain qu'au début les vivandiers maltais, les pêcheurs et terrassiers italiens, les maraîchers et ouvriers espagnols ne représentaient pas ces colons de choix que Bugeaud rêvait pour l'Afrique française.

Si donc les immigrants étrangers ne sont que de la dernière qualité, si les Français ne viennent qu'en nombre tout-à-fait insuffisant, ne saurait-on point imaginer un moyen d'attirer sûrement nos nationaux ? Le peuplement de l'Algérie par les Français, voilà désormais le but à poursuivre, celui que le gouvernement ne devra jamais perdre de vue. C'est une nécessité et ce sera en même temps un avantage : une nécessité, parce que cette prédominance de l'élément national est la garantie de notre tranquille possession ; tant que les indigènes ne seront pas convaincus de notre ferme volonté de ne pas quitter le pays, ils seront tentés de se révolter et, à la voix de quelque marabout, ils prendront les armes avec l'espoir de nous jeter à la mer. Quel meilleur témoignage de notre inébranlable résolution que cet

établissement à demeure d'une nombreuse population française ? Un avantage aussi ; l'occupation sera moins onéreuse ; car, du moment où le réseau de nos centres et de nos routes enveloppera les douars des indigènes, du moment où nos colonnes militaires mobiles s'appuieront sur des milices formées par nos nationaux, les troupes pourront être réduites et les dépenses diminuées. Ce principe du peuplement de l'Algérie par les Français fut jugé tellement indispensable que les écrivains de toutes les écoles l'admirent, du moins sous le gouvernement de Bugeaud.

Or, devant une entreprise aussi utile et aussi urgente, devant cette œuvre vraiment nationale, l'Etat resterait inactif ! Pour complaire à des doctrinaires, il s'en remettrait au temps et à l'initiative privée ! L'expérience de l'inertie administrative a déjà été faite et elle n'a duré que trop longtemps puisqu'elle a condamné la colonie à végéter durant dix années. L'Algérie ne ressemble à aucune des colonies qui ont été fondées jusqu'ici par les Européens ; ici s'accumulent les difficultés provenant des populations et du climat, les terres y sont de plus fortement occupées. En sociologie coloniale, comme dans toutes les sciences humaines, il convient de tenir compte des différences de temps et de milieu. Là où les Européens peuvent s'établir et faire souche de nombreux enfants, il n'y a que deux moyens de les fixer sur ces terres nouvelles : ou bien les laisser s'installer d'eux-mêmes, ou bien, s'ils ne viennent pas en assez grand nombre, provoquer artificiellement cette immigration, l'organiser avec les ressources dont dispose l'Etat, la diriger sur des points choisis à l'avance et la faire servir au but que l'on s'est proposé. La colonisation libre et privée n'ayant pas abouti, que la colonisation étatiste lui soit substituée et que l'on entre dans ce système résolument. L'Etat doit intervenir partout, constamment, avec les forces dont il dispose, avec les ressources que les Chambres mettront à sa disposition ; il doit provoquer cette émigration, la soutenir, la diriger. Lui reprochera-t-on de se transformer en *entrepreneur de colonisation* ? Est-ce là une critique ou un éloge ? Quel meilleur usage peut-il faire de son pouvoir qui est immense, de l'armée de fonctionnaires qu'il entretient et de son crédit inépuisable ? La colonisation officielle est donc admise, la Direction de la colonisation civile s'organise, elle fait connaître, dans une note répandue en France, les avantages dont bénéficieront les immigrants ; elle trace un vaste programme de construction de villages autour d'Alger. Toutes les circonstances sont favorables et

bientôt les colons arrivent en masses considérables ; le Sahel se transforme, la Métidja va se peupler.

Cela ne suffisait pas à Bugeaud ; les familles civiles qu'installe le comte Guyot ne présentent pas une force capable d'en imposer aux Arabes ; elles sont mal composées, car elles contiennent des êtres faibles, des enfants, des vieillards, des infirmes ; les habitudes sociales sont mauvaises. Pour contenir les indigènes, il faut une population formée de soldats vigoureux, corps robustes et énergies saines, maniant la pioche et le fusil, entraînés à la marche et aux fatigues, fiers, résolus et disciplinés. A mesurer toutes les difficultés d'une entreprise qui, en 1841, paraissait presque surhumaine, à se rendre un compte exact de la coalition des éléments et des hommes contre l'établissement des Européens, on comprend mieux qu'il soit venu à l'esprit du général commandant en Afrique la pensée de surmonter ces obstacles en utilisant son armée à la colonisation. Après avoir triomphé des hommes, les troupiers africains lui paraissaient seuls capables de vaincre aussi les éléments. Le projet était audacieux et, ainsi que le reconnaissait M. de Tocqueville, il avait un certain caractère de grandeur. A une situation exceptionnelle, on porte remède par des moyens hors de l'ordinaire. Et puis, l'emploi des Légions ne devait-il pas passer pour naturel à un homme qui puisait dans sa conception de la puissance militaire, dans les exemples de l'histoire et les suggestions des théoriciens contemporains autant de motifs de légitimer son propre système ? Il eût été déraisonnable qu'un général, élevé à l'école de l'Empire, qui, comme vélite ou comme officier, avait vécu la splendide et féérique épopée napoléonienne, supposât un instant son armée arrêtée dans sa prise de possession de l'Afrique et aussi dans la fertilisation de son sol, alors que trente ans auparavant les bataillons français avaient conquis et transformé l'Europe. Lui, Bugeaud, orgueilleux comme tous les Français des traditions nationales et confiant dans les moyens dont il disposait, devait tout naturellement affirmer que la France réussirait là où avait triomphé Rome dans l'antiquité, là où les Autrichiens et les Russes n'avaient point échoué dans les temps modernes, et par les mêmes moyens, les colonies militaires. Il n'eût pas été non plus de son temps s'il ne s'était laissé entraîner par les hardiesses des Fourier et des Saint-Simon et si, trouvant dans ces théories quelques affinités avec ses propres pensées, il n'avait décidé d'essayer les unes en même temps que les autres.

Or, cette colonisation militaire, jugée indispensable par Bugeaud

dès 1841, et simple forme de la colonisation officielle, perd comme cette dernière, et avec plus de rapidité même, ses caractères de nécessité et d'urgence. Sept années passent, marquées par des changements profonds. Les Français ne répugnent plus à passer en Afrique ; les flots d'immigrants ont déversé sur cette côte africaine des ouvriers et des paysans en si grand nombre que les créations de l'administration ne suffisent plus et l'on est obligé d'arrêter ce mouvement et de renvoyer ceux qui se présentent ou de les immobiliser à Alger. D'ailleurs, le Maréchal ne tarde pas à critiquer les méthodes du comte, à diminuer les mérites de cette colonisation et à contester ses résultats, donnant ainsi des armes à ceux qui combattent ses Légions puis ses Camps Agricoles. La population civile, mieux composée, plus nombreuse, entend ne plus être, même dans les territoires militaires, sous le régime du sabre et repousse les créations du Maréchal parce qu'elle y voit une nouvelle menace de servitude. Les puissances financières, dédaigneuses de l'Algérie tant qu'on y fut incertain du lendemain, réclament leur part du moment où l'exploitation semble rémunératrice ; et la part qu'elles exigent est grande. La lutte entre les systèmes s'engage ; elle ne pouvait qu'être défavorable aux colonies militaires.

*
* *

Quelque fortes que soient les convictions d'un homme, quelque grande que soit l'autorité à lui confiée, il se heurtera dans la réalisation de ses projets à de sérieuses difficultés, peut-être à des impossibilités, s'il méconnaît les sentiments intimes de la nation ou s'il s'oppose à la volonté déclarée des pouvoirs publics. Or, le régime militaire et sa conséquence, le despotisme politique, étaient particulièrement détestés par les Français de cette époque. Sans doute, le tempérament national est ainsi fait que chaque citoyen, sous l'impulsion d'un sentiment violent, est capable de tous les sacrifices, même de celui de sa liberté. Constamment, dans tout le cours de son histoire, la France nous présente le spectacle de ces grands mouvements qui secouent la nation et l'emportent vers de nouvelles épopées militaires. Aujourd'hui comme par le passé, il suffit que l'on fasse appel à son patriotisme pour que l'on trouve ce peuple debout et frémissant. Toutefois, le régime militaire ne saurait être pour lui qu'une nécessité passagère. La plupart des contemporains de Bugeaud avaient connu l'empire, ses continuelles réquisitions d'hommes, ses impôts accablants, sa police soupçonneuse et tracassière ; ils avaient assisté, après les

défaites de 1813 et de 1815, aux convulsions de ce régime et mesuré ses dangers aux pertes territoriales des traités de Paris. Aussi, malgré le prestige militaire d'une marche triomphale à travers les principales capitales européennes, le peuple des campagnes, la bourgeoisie, les gens de commerce et d'industrie, tous ceux qui travaillaient et tous ceux qui pensaient, en étaient arrivés à haïr ce régime impérial et à suspecter l'armée qui en avait été l'instrument. Vouloir rétablir le despotisme du sabre trente ans plus tard, même dans une colonie, était une pure utopie. Personne n'avait encore oublié.

Le régime militaire avait donc contre lui l'instinct populaire dans la Métropole ; il avait aussi contre lui dans la colonie ceux qu'il atteignait directement, toute la population civile pour laquelle Bugeaud n'avait eu que des paroles de mépris. D'affirmer l'excellence de ces institutions militaires, de proclamer que la sécurité est le premier de tous les biens et que ce n'est point le payer trop cher que de la perte des libertés politiques, d'afficher par moment une bienveillance publique pour ces travailleurs en blouse à la condition qu'ils soient des enfants bien élevés, cela ne satisfaisait pas les colons ; ils se plaignaient souvent et la presse publiait leurs doléances. Chez eux, l'irritation devint d'autant plus vive que le nombre de ces Européens avait grossi et que leur qualité avait elle aussi changé ; ils formaient maintenant une société mieux constituée et plus respectable. Naguère, on trouvait parmi eux en majorité des cabaretiers, des vivandiers, tous ces petits commerçants et industriels qui vivaient de l'armée et que pour cette raison le Maréchal appelait « militaires par destination ». Maintenant, c'étaient des agriculteurs, des fonctionnaires, des négociants, gens d'allure moins servile. Avec quels sentiments d'indignation ne devaient-ils point accueillir les boutades injurieuses du Maréchal, ses mots durs et blessants sur le « rebut des populations méditerranéennes » et la « lie des nations » ? Que valent les protestations de sympathie d'une administration, que valent ses bienfaits auprès de ceux dont on s'est aliéné les sympathies ! Une partie de l'armée en vint à regretter (1) les écarts de langage de son chef ; les officiers se divisèrent en deux groupes ; l'un comprenait les officiers de troupes dont plusieurs avaient épousé des jeunes filles de la colonie civile, ils prirent la défense de leurs familles d'alliance ; l'autre ne contenait guère que les officiers des bureaux arabes, protecteurs des

(1) Aumerat, *Souvenirs Algériens*. Page 160.

indigènes et adversaires déclarés des colons ; mais ces derniers étaient les plus écoutés.

Les prétentions et les abus de cette autorité militaire algérienne ne tardèrent pas à irriter les Chambres et à indisposer le gouvernement. Au début, pendant les premières années de l'occupation, les députés avaient admis qu'un pouvoir fort, un pouvoir dictatorial, était nécessaire en Algérie ; mais quelle raison y avait-il de le conserver lorsque les tribus indigènes se furent soumises ? Un député, de retour d'un voyage à Alger, soutint que la colonisation ne se développerait que si on lui accordait toutes les garanties civiles ; à cette seule condition, la France était en droit d'espérer qu'il se fonderait une colonie prospère sur la rive africaine. Militarisme et colonisation, ajoutait M. de Beaumont, vont mal ensemble ; l'armée détruit mais ne construit pas ; le régime civil seul est créateur. La Chambre, presque tout entière, marqua par ses applaudissements qu'elle était acquise à cette opinion. Peut-être, au lendemain de la victoire d'Isly, ces mêmes députés auraient-ils voté, plus par reconnaissance que par conviction, les crédits nécessaires à un essai de colonie militaire ; mais les imprudences du Maréchal à son retour dans son gouvernement d'Afrique, le conflit violent qui s'éleva entre Soult et lui et dont les moindres détails étaient amplifiés et dénaturés par les bruits de couloir, la hautaine attitude de *pacha révolté* que la presse prêtait complaisamment à Bugeaud, enfin la lettre arrogante et pleine d'amertume adressée par lui au Préfet de la Dordogne, tout cela, auquel s'ajoutait la méconnaissance des droits du pouvoir législatif, provoqua un vif mécontentement chez les députés. Plusieurs d'entre eux lui reprochaient les massacres de la rue Transnonain et les épreuves de la duchesse de Berry ; républicains et légitimistes le chargeaient de tous les méfaits, la presse l'attaquait souvent. Dès 1846, il y eut entre la Chambre et le Gouverneur, sinon rupture ouverte, du moins mésintelligence et suspicion.

Même opposition entre Soult et Bugeaud, mais celle-ci plus continue, plus ardente et par ses conséquences beaucoup plus grave. Elle commença avant que Bugeaud ait débarqué en Afrique puisque le Ministre de la Guerre, désireux de garder la haute main sur les affaires algériennes, prit un arrêté qui restreignait l'indépendance de l'administration africaine au moment où le nouveau Gouverneur se rendait à Alger ; et elle ne cessa que lorsque le duc de Dalmatie quitta le Ministère de la Guerre, ou plutôt elle prit alors une autre forme, celle

de la lutte entre les Bureaux du Ministère de la Guerre à Paris et ceux du Gouvernement Général à Alger.

Que d'oppositions entre Soult et Bugeaud ! Idées, sentiments, méthodes, tout les séparait. Le Gouverneur ne voulait que la colonisation militaire, parce que les questions de force, de supériorité chez le vainqueur effaçaient à ses yeux toutes les autres ; le Ministre n'entendait se rallier qu'à une forme de peuplement qui amènerait des familles toutes faites et surtout assurerait dans les meilleures conditions possibles la culture du sol ; il ne cachait pas ses préférences en faveur d'une combinaison associant le travail et le capital et il repoussait de toutes ses forces comme impraticable et coûteuse l'utopie des soldats colons. L'esprit de Soult le portait vers des méthodes pratiques et prudentes, celui de Bugeaud vers des solutions originales et aventureuses. Et que de motifs de dissentiments personnels ! A ce moment, ils étaient les deux personnalités militaires les plus en vue, mais la renommée de l'un se trouvait faite des souvenirs un peu effacés de victoires anciennes, celle de l'autre brillait de l'éclat très vif de batailles récentes ; celui-ci était l'homme du présent, celui-là l'homme du passé. Soult, d'un âge plus avancé, puisait dans ses fonctions et son expérience des raisons de vouloir imposer sa politique à un subordonné ; Bugeaud plein d'ardeur et de confiance, d'une nature altière et d'un caractère difficile, ne supportait aucun ordre et entendait ne faire qu'à sa tête ; comme le colonel Marengo, il allait de l'avant, réalisant ses propres conceptions, écartant celles de son chef ; il se montra, en maintes occasions, si indépendant que son attitude parut suspecte et que la presse put lui prêter des sentiments de révolte.

Or, plus il se montrait indépendant, plus en France on s'appliquait à restreindre ses pouvoirs. Toutes les ordonnances royales, inspirées par la Commission de colonisation et élaborées dans les Bureaux du Ministère de la Guerre, eurent pour but de transférer aux agents métropolitains la connaissance des affaires algériennes que l'on avait jusque-là laissée au gouvernement général. Il y eut des moments de grande crise : en 1843, Soult refuse de laisser se poursuivre les essais de Beni Mered et de Mahelma ; à plusieurs reprises, il ordonne le licenciement des compagnies de soldats colons et, s'il consent enfin à les approuver, ce n'est qu'à la condition de placer à côté d'elles des groupements civils. En 1845, le conflit se réveille à propos du deuxième projet de colonie militaire auquel les Bureaux opposent un système fort différent et adopté par le Ministre ; la discussion fut des plus

vives, on aboutit à une impasse d'où l'on ne sortit que par la retraite partielle de Soult. Sous son successeur, Moline de Saint-Yon, la lutte n'en continua pas moins ardente, bien que les relations entre lui et le Gouverneur aient été courtoises et presque toujours cordiales ; de violents dissentiments éclatèrent au sujet des grandes concessions, repoussées à Alger et désirées à Paris. A ce moment, on s'en prit aux hauts fonctionnaires algériens et ils n'eurent pas de peine à prouver qu'ils n'étaient coupables que d'avoir obéi aux injonctions du Gouverneur. Malgré les efforts de Guizot, malgré l'intervention personnelle du Roi, l'animosité persista, dressant homme contre homme, administration contre administration, décourageant les initiatives, arrêtant les progrès dans le présent et même les compromettant dans l'avenir.

* * *

Décriée par les uns, maladroitement soutenue par les autres, jugée impossible, onéreuse et inefficace par les pouvoirs publics, la colonisation militaire dut surtout à elle-même, à ses tentatives malheureuses, à ses exagérations, à ses variations, de ne point être acceptée. En définitive, ce fut Bugeaud qui fut l'artisan le plus actif de l'échec de son système.

Sans vouloir rappeler ici ses brutalités de langage, ses manières un peu frustes, son geste autoritaire, n'est-il pas vrai que, dans l'exposé de ses idées, il a beaucoup varié ? Or, ces variations ont eu pour résultat de jeter quelque incertitude dans les esprits sur le véritable but qu'il poursuivait et d'enlever peu à peu à ses colonies militaires les avantages que l'on était en droit d'en attendre. Qu'est-ce que son premier projet, sinon une simple ébauche, sans lignes générales accusées, où l'esprit du Gouverneur s'essaie à une construction plus théorique que pratique et où sont soulevées sans être résolues toutes les difficultés militaires, organiques et fiscales ? Aussi le gouvernement et surtout la Commission de colonisation d'Afrique, présidée par le duc Decazes, se refusent à considérer cette esquisse comme un ensemble de propositions sérieuses et étudiées. Ministres et parlementaires semblent penser du projet de Bugeaud ce qu'il disait lui-même des Fermes de l'Atlas de l'abbé Landmann : « Il faut laisser au temps le soin de mûrir cette conception ». Tous se rallient à la formule si heureuse du rapporteur, M. Lingay : « On s'est trompé sur les mots et sur les mœurs ». Qu'est-ce encore que son second projet, plus précis sans doute dans certaines de ses dispositions mais de pro-

portions trop grandioses et par suite d'une exécution plus malaisée et plus onéreuse, sinon le rêve d'un général, grisé par la victoire et disposant à son gré des hommes et des millions de la France ? Quand on réclame au Maréchal des précisions sur la manière dont il a calculé le prix moyen auquel reviendra l'entretien d'un soldat colon dans l'armée, il donne des chiffres toujours différents, toujours grossissant, montrant par là ou bien que ses premières supputations étaient fausses parce que trop hâtivement faites, ou bien que, désireux de faire accepter ses colonies militaires, il avait trompé sciemment le Ministère et les Chambres. Même attitude hésitante quand il s'agit de l'organisation intérieure des légions, mêmes variations qui ne sont ici que des habiletés. Ses soldats colons, il les imagine d'abord soumis, leur vie durant, à la rude discipline de l'armée et cette persistance du régime militaire lui paraît être la condition d'existence et la garantie de succès de ses colonies. Puis, devant les répugnances constatées du soldat français, les résistances de l'opinion publique, la mauvaise volonté des Chambres, il se ravise ; pourquoi heurter ce qu'il appelle des préjugés de la société moderne ? Il est plus habile de leur donner une satisfaction qui ne sera qu'apparente. Les territoires mixtes doivent, d'après l'ordonnance royale du 15 avril 1845, rester sous la dépendance de l'autorité militaire : les officiers y seront administrateurs, directeurs de travaux, juges. Qu'importe dès lors que les soldats colons reviennent au régime civil puisqu'ils auront toujours pour chefs leurs officiers et que ceux-ci sauront bien les plier à leurs ordres ? Voilà une des habiletés de Bugeaud. Qu'est-ce enfin que le dernier projet, dit des *camps agricoles*, sinon une nouvelle mise au point de ces habiletés, une dernière adaptation aux mœurs de la société civile ? Le Maréchal ruse encore une fois avec le sentiment public. Ce que l'on reprochait le plus à ses légions, c'était de faire trop de place au soldat et pas assez au colon, c'était de négliger les travaux de culture pour ceux de la guerre ou de la défense. En nommant camps agricoles les futurs villages, on donne bien encore l'impression de centres fortifiés, mais on évoque aussi l'image d'une population vouée aux seuls travaux de la terre ; d'autre part, il est entendu que les soldats qui accepteront d'en faire partie recevront un congé afin de se marier immédiatement, qu'ils auront la latitude de ramener avec eux une partie de leur famille et qu'ils ne resteront assujettis à la discipline que le temps qu'ils auraient dû passer sous les drapeaux. Le Gouverneur veut aussi que l'on sache qu'ils ne seront pas détournés de leurs occupations agricoles, à moins d'évène-

ments graves et imprévus. Mais que deviennent alors ces colonies ? Elles n'auront plus de militaire que le nom. Dès 1843, la Commission d'Afrique avait prévu cette conséquence du système : « Cela fait, » avait-elle dit, des militaires colons et non des colonies militaires ». Et M. de Tocqueville, en 1847, le répète, et il ajoute que, puisque le projet des camps agricoles ne consiste pas tant à entreprendre une véritable colonisation militaire qu'à obtenir une colonisation civile en y employant l'armée, il perd fatalement les avantages de la première, la force d'organisation, la vigueur d'action et la puissance défensive, sans gagner les qualités de la seconde, c'est-à-dire la production, la fécondité, l'initiative. Ainsi, de concession en concession, d'habileté en habileté, le Maréchal a laissé échapper le meilleur de son système.

*
* *

Amoindrie déjà par le flottement de la pensée de Bugeaud, la valeur de ces colonies militaires n'a-t-elle pas encore été réduite par des expériences déconcertantes ? La pratique n'a-t-elle pas infirmé les déductions de la théorie ?

Quiconque s'efforce de coloniser ne saurait réussir qu'avec des familles. De cette nécessité, le créateur de Fouka et de Beni-Mered a toujours été convaincu ; mais précisément, parce qu'il a voulu fixer en Algérie des soldats colons, soit immédiatement après leur libération, soit pendant la durée de leur service militaire, il s'est trouvé devant le problème social le plus délicat et le plus troublant, le problème du mariage. La question ne se posait pas pour les petits concessionnaires choisis par l'administration civile, pas plus que pour les métayers et les fermiers appelés par les grands propriétaires. La plupart étaient mariés et, dans tous les cas, on pouvait ne les accepter qu'après vérification de leur état-civil. Avec les militaires, elle se posait dans des termes vraiment difficiles et pourtant sa solution était urgente.

Trouver des femmes aux légionnaires, en un délai très court, fut la grande affaire. Or, combien de Françaises — j'entends des jeunes filles laborieuses et honnêtes — consentiraient-elles à unir leur sort à des soldats africains et à s'expatrier dans un pays lointain, sous un climat réputé insalubre et au milieu de peuplades hostiles ? Bugeaud pensa d'abord qu'il n'y en aurait qu'un petit nombre ; de là son intention, la plus critiquable et la moins avouable de toutes, d'offrir comme compagnes à ses troupiers les recluses des maisons de repentir.

C'était, au pis aller, un moyen de fortune qu'il devait vite abandonner.

Quand il vint à Alger comme gouverneur, ses idées évoluèrent ; il y avait d'ailleurs dans cette ville à ce moment plusieurs familles avec des femmes et des enfants ; les Françaises ne répugnaient donc pas toutes à l'idée de se fixer en Afrique. Pourtant suffirait-il de dire aux libérés de Fouka ? « Mariez-vous ; vous avez un congé pour aller chercher des épouses en France ». Combien ne reviendraient pas ? Il parut préférable de s'adresser à quelque municipalité de grande ville et, par son intermédiaire, de préparer ces unions. De là encore ces mariages, à tout le moins originaux, dits *mariages au tambour*. Le Conseil Municipal de Toulon dota vingt jeunes filles ; le Gouverneur alloua des subventions à autant de soldats. Et l'on arriva ainsi à former péniblement une vingtaine de couples. Qu'en résulta-t-il ? La malignité publique s'exerça aux dépens de ces ménages d'un nouveau genre qui pourtant ne furent ni moins heureux, ni plus mauvais que d'autres créés d'une façon plus régulière. Il est vrai que la précipitation avec laquelle ils furent conclus, la disproportion entre les espérances conçues et hautement proclamées et les résultats acquis, la pompe des cérémonies religieuses et militaires étaient des thèmes faciles dont s'emparèrent les publicistes pour tourner en ridicule ces pauvres mariages. Aussi, les exagérations voulues, les sous-entendus malveillants, les légendes romanesques contribuèrent, autant que l'hostilité et le refus de tout crédit, à détourner Bugeaud de ces nouveautés par trop aventureuses.

Il se résolut à laisser ses soldats libres de se marier comme ils l'entendaient ; il leur accorda à cet effet un congé de six mois, mais, passé ce délai, tous ceux qui auraient été assez malchanceux pour ne point découvrir et ramener une femme légitime quitteraient les camps de colons et seraient reversés dans leurs anciennes compagnies. Pourquoi encore tant de hâte ? Dix mille mariages par an et dix mille nouveaux ménages à installer en Afrique, était-ce possible ? Et puis, à quoi bon la colonisation militaire ? Il était bien plus rationnel, ainsi que le proposait Soult, d'attendre tout simplement que ces mêmes soldats fussent libérés et qu'ils se soient mariés ; alors on leur consentirait des concessions et ils deviendraient colons. Le mariage a donc été la première pierre d'achoppement à laquelle est venu se heurter le système de Bugeaud.

*
* * *

L'autorité militaire avait été maladroite dans ses tentatives de

créer des familles nouvelles ; elle le fut encore plus dans ses préventions à substituer le travail en commun et commandé au travail individuel et libre. Là fut la grande erreur du système.

L'idée n'était certes pas nouvelle, à cette époque surtout. On la rencontre en effet dans les doctrines de presque tous les économistes qui ont écrit sur l'organisation nouvelle du travail. Rapprochée de ces doctrines, la colonisation militaire de Bugeaud apparaît comme une première application des principes socialistes, mais un essai fait dans un esprit et avec des méthodes propres à un général. Pour en bien juger, il convient de se rappeler qu'avec la Révolution, l'individualisme avait triomphé dans la vie économique comme dans la vie politique ; les corporations furent supprimées et le travail devint libre. Or, la liberté dont on s'enivra dégénéra ici et là en licence ; dans le domaine politique, ses excès eurent rapidement pour conséquence l'anarchie du Directoire que devaient suivre le despotisme de l'Empire et l'intolérance de la Restauration ; mêmes excès, plus lents cependant à se produire mais bientôt amplifiés par le machinisme, jetèrent le trouble dans le monde du travail sans qu'apparût un nouveau principe d'ordre et sans qu'on songeât à rétablir les corporations. L'école économique orthodoxe d'ailleurs n'avait vu dans la liberté que le moyen d'assurer la multiplication des richesses et elle ne se préoccupait point de leur répartition ; les ouvriers, isolés, sans groupement corporatif, ne pouvaient lutter contre la toute puissance de l'argent ; ils souffrirent beaucoup, car leurs salaires étaient des salaires de misère. Cette anarchie parut d'autant plus anormale de 1820 à 1830, qu'elle contrastait avec le rétablissement d'un régime politique dont le respect du principe d'autorité était la base. Des économistes cherchèrent à faire cesser un pareil désaccord. Il fallait un moyen puissant, un « levier sur lequel l'effort de tous pût s'exercer librement (1) ; le pouvoir central, armé de la force séculaire de « l'État, répondait seul à ce besoin ». Ils préconisèrent donc l'intervention de l'État dans l'organisation du travail, et aussi l'essai du travail collectif.

Où appliquer ces idées nouvelles sinon en Algérie qui va devenir la terre choisie des expériences sociales ? L'individualisme n'y avait produit que des œuvres mesquines et sans force ; livrés à eux-mêmes, c'est-à-dire à leur égoïsme et à leur jalousie, les colons n'avaient pas réussi. Que le gouvernement mette donc un terme à la dispersion de

(1) Espinas. *Histoire des Doctrines économiques*. Pages 321, 322.

ces efforts individuels, qu'il les dirige, qu'il les concentre et en même temps qu'il leur accorde sa protection toute puissante. Ainsi pensent Bugeaud et Soult, ainsi raisonnent les disciples de Fourier et de Saint Simon et de nombreux prêtres. Puis, emporté par son humeur aventureuse, convaincu comme Enfantin que l'exploitation agricole ne prospérerait en Afrique que par la communauté de travail, le Gouverneur veut faire l'essai de cette communauté ; il impose à ses colons militaires le travail collectif. Il l'inaugure à Fouka et, malgré les avertissements transmis par ses officiers, malgré ses propres constatations, il le maintient à Beni-Mered et à Mahelma. Quand il est forcé d'y renoncer, la désillusion est profonde et la meilleure preuve en est dans le soin qu'il met à cacher cet échec au Ministre. N'en est-ce pas une autre que la violence avec laquelle il attaque plus tard les utopies socialistes dans les *Veillées d'une Chaumière de la Vendée* ? Il en parle avec aigreur, comme de l'un de ses grands désenchantements.

Pourtant, après avoir présenté le travail collectif comme le fondement de son système de colonie militaire, il ne veut plus y voir qu'une erreur de méthode ; la colonisation militaire conserve toutes ses préférences. Le soldat colon peut travailler librement aussi bien que le colon civil ; il a plus de force, plus de ténacité et autant d'initiative. Il réussira mieux que ce dernier ; car les exploitations particulières dépendent souvent du moment où l'on effectue les travaux d'utilité publique ; et, reprenant alors, mais sous une forme plus acceptable, cette idée de l'œuvre à accomplir en commun, il admet que les officiers, administrateurs des territoires mixtes, ont le droit de commander aux colons militaires les corvées nécessaires à l'exécution de ces travaux. Il ne songe pas que, même limitée à quelques jours par an, cette tâche collective prendra aux yeux de ceux qui y seront assujettis le caractère odieux d'une servitude militaire. Ainsi, bien qu'il ait lui-même condamné le travail en commun, il n'y a pas renoncé entièrement et l'on comprend que, pour ses contemporains, l'obligation où il fut de désassocier ses soldats de Fouka, de Beni-Mered et de Mahelma ait été considérée comme la condamnation de son système.

*
* * *

N'est-il pas vrai aussi que l'exagération des tendances, auxquelles avait obéi l'esprit de Bugeaud dans la conception de ses colonies militaires, devait éloigner de ce mode de peupler l'Algérie ceux même

qui auraient eu quelque penchant à s'y rallier ? Plus on est haut placé, plus se dessinent les travers du caractère. On a alors trop d'occasions et trop de facilités de se montrer tel que l'on est. Et chercherait-on à jouer un personnage que les tentations du gouvernement et les invites de la flatterie auraient vite forcé le plus habile à se découvrir. Puis, quand on a le caractère du duc d'Isly, entier dans ses idées, exclusif dans ses sentiments, quand la moindre contradiction vous irrite, l'exercice du pouvoir pousse aux mesures impolitiques et toujours excessives. Le principe dont on part est juste, la conséquence qu'on en tire est fausse parce qu'en sociologie les contingences dont il faut tenir compte sont si nombreuses qu'à vouloir de parti-pris en négliger ou éliminer quelques-unes, on sort de la vérité.

Quelle idée plus juste que celle d'employer l'armée aux travaux publics et à la préparation de l'œuvre de la colonisation ! En Afrique, où l'on manquait de bras européens et où l'on ne comptait plus sur la main-d'œuvre indigène, l'aide des travailleurs militaires fut la généralisation heureuse d'un général qui aimait beaucoup ses soldats, les choyait à l'occasion, mais en retour exigeait d'eux les plus dures fatigues. Qu'il n'ait pas été le premier à vouloir utiliser ces milliers de bras robustes et forts, personne ne peut le nier, mais il a régularisé l'emploi de cette main-d'œuvre et c'est bien avec lui que l'armée française d'Afrique donna le bel exemple d'un labeur opiniâtre, accompli vaillamment. D'aucuns avaient craint pour la santé des soldats, et il se trouva que cette vie active, au plein air, sous la morsure du soleil africain, fut plus saine que le séjour prolongé dans les casernes avec sa déprimante oisiveté. L'armée accomplit donc une rude besogne : elle ouvrit la plupart des routes de pénétration vers l'intérieur, bâtit les ponts, construisit les villages et les maisons des colons, défricha les landes et en outre elle sema, planta, coupa les foins et fit les moissons. Tout cela allègrement ; car elle avait confiance dans son chef.

Pourquoi faut-il que ce chef ait voulu réserver à son armée le monopole et en même temps le bénéfice exclusif de cette colonisation aussi bien dans les territoires militaires que sur quelques points des territoires civils ? L'armée est un instrument merveilleux sans doute dans la main de celui qui sait s'en servir, mais ce n'est et ce ne peut être qu'un instrument ; elle devait rester une aide secourable pour la colonisation, non une rivale. Que n'aurait-on pas été en droit d'attendre des militaires et des civils, si l'union s'était faite entre eux, si le Ministre de la Guerre et le Gouverneur avaient pu se mettre d'accord ? Mais, pour Bugeaud, il fallait prouver la supériorité des sol-

dates colons sur les colons civils ; il fallait montrer qu'en Afrique rien ne pouvait se faire que par l'armée et pour l'armée ; il fallait enfin que, pour la plus grande gloire de celui qui s'était appelé un soldat laboureur et que ses officiers avaient ironiquement baptisé du nom de *jardinier en chef de l'Algérie*, les fermes régimentaires devinssent des exploitations rurales modèles. Elles devaient même être les seules dans les territoires mixtes ; l'autorité militaire se refusait à y concéder des terres aux colons civils, les réservant aux camps agricoles.

L'amour de l'agriculture fut la première des grandes passions de Bugeaud, l'amour de l'armée fut la seconde. Jamais ces deux sentiments ne furent dissociés dans son âme ; l'un compléta l'autre pour former cette personnalité, fort originale en somme, d'un Maréchal de France, duc d'Isly, aimant passionnément et cultivant ses propres champs à la Durantie. Cette originalité n'est-elle pas au demeurant une preuve de son caractère exceptionnel ? De ce que ce gentilhomme campagnard, devenu colonel, puis général, ait été contraint par un concours assez rare de circonstances à vivre tantôt de la vie des champs tantôt de la vie des camps et qu'il ait goûté l'une comme l'autre, il y a là quelque chose d'assez surprenant. Le métier des armes efface à la longue chez ceux qui s'y livrent les habitudes et les goûts de la jeunesse ; rien de pareil chez Bugeaud. L'épée ne lui a pas fait oublier la charrue et il n'est satisfait que lorsqu'il peut manier l'une et l'autre.

*
* *

L'armée terrassière, l'armée maçonne, l'armée colonisatrice, partout elle est à sa place en Afrique ; partout aussi dans le pays les institutions militaires doivent s'étendre avec elle. Le principe d'autorité est la base la plus solide sur laquelle repose une société, estime Bugeaud, et il est plus nécessaire à une société naissante qu'à une société ancienne. Toujours ce respect de l'autorité a été sa loi, son dogme. S'il a pu mettre de bonne heure son épée au service de la monarchie de juillet, c'est que de bonne heure aussi le parti de l'ordre l'emporta sur le parti du mouvement. Jamais il n'a transigé avec les républicains contempteurs de cette autorité ou avec les Sociétés secrètes et leurs journalistes dont la propagande, en faveur de théories qu'il regardait comme subversives, empoisonnait, d'après lui, le peuple.

Or, où trouver un régime dans lequel le principe d'autorité soit mieux établi et plus respecté que dans les gouvernements militaires ? L'armée ne constitue-t-elle pas une société idéale ? Chacun y est à sa

place et y garde son rang. Elle a ses chefs, tous officiers de choix, l'élite de la nation, auxquels on pourrait confier n'importe quelle fonction administrative, financière et judiciaire ; elle a ses soldats, travailleurs de tous les métiers, les uns cultivateurs, d'autres artisans, d'autres maçons, charpentiers, cordonniers. Qu'on sache donc se servir de l'exemple offert par l'armée ! que sur son modèle on organise la société algérienne ! Le régime du sabre y est et y sera longtemps encore nécessaire. Tout le problème administratif est là.

Cette décision de Bugeaud de maintenir, envers et contre tous, les institutions militaires, sans tenir compte de l'opinion publique en Afrique et dans la métropole, sans se soucier de la volonté souvent exprimée des Chambres et du Ministère, éclaire sa politique ; il s'opposera à ce qu'on diminue les pouvoirs du Gouverneur, à ce qu'on étende les territoires civils ; il conservera jalousement son administration militaire et répondra par un pompeux éloge de ses officiers à ceux qui viendraient se plaindre de leurs actes d'arbitraire. Sur la nécessité de la prépondérance militaire, sa conviction est absolue ; il la pose comme un axiome indiscutable. Pourtant les meilleurs de ses lieutenants ne pensaient pas comme lui et personne n'a, mieux que Lamoricière, signalé les dangers de ce despotisme militaire : « Les
« communes, écrit-il de son bivouac de Dir-el-Kif, le 11 avril 1846 (1),
« n'existent pas même dans les villes et les citoyens ne participent
« nullement aux affaires qui intéressent la localité. Ils ont des lois
« exceptionnelles, des tribunaux exceptionnels, un luxe d'arbitraire
« à faire peur, s'il n'était tempéré par la crainte de l'opinion en Fran-
« ce. Ajoutez à cela une monstrueuse administration qui veut tout
« faire, s'occuper de tout et qui ne fait même pas nettoyer les rues et
« allumer les réverbères. Les Français d'Afrique sont privés du jury ;
« un tribunal amovible peut les condamner à mort, aux galères, à la
« déportation ; le Gouverneur peut, d'un instant à l'autre, les expul-
« ser de la colonie. Et vous vous imaginerez que, pour venir cultiver
« la terre de la Métidja, je voudrais me soumettre à ce régime, si j'é-
« tais bon cultivateur ? Croyez-le bien, c'est une chose grave de quit-
« ter son pays pour venir fixer sa famille, placer ses capitaux dans
« un pays où le régime des lois n'est pas établi ? Si j'ai bonne mé-
« moire, toutes les colonies qui ont grandi vite, avaient des lois, des
« institutions libérales et simples qui donnaient confiance aux émi-

(1) *Lamoricière au Maréchal Soult*, 11 avril 1846. Archives de l'Arsenal Fonds Enfantin.

« grants et leur offraient un sol aussi favorable que chez eux. La sécurité de l'Algérie, qu'on allègue pour maintenir ce régime, n'est qu'un « prétexte futile ; car, depuis dix ans que je commande à Oran, je « n'ai jamais réclamé du Gouverneur aucune mesure émanant de son « pouvoir discrétionnaire et je n'ai jamais exercé aucune autorité « sur le territoire civil. J'ai pourtant traversé des moments bien difficiles et, relativement à la défense du pays, je n'ai jamais éprouvé « le moindre embarras par suite de la ligne de conduite que j'avais « adoptée ».

De ce qu'un lieutenant de Bugeaud s'exprime en termes aussi vifs sur le despotisme administratif qui régnait en ce moment-là en Algérie, ne faut-il pas conclure que la colonie étouffait sous ce régime de compression et qu'elle demandait un air plus vivifiant et plus libre ? L'ordonnance de 1845 avait accordé aux habitants de la zone civile des libertés et des garanties ; dès lors, le contraste fut encore rendu plus frappant entre le militarisme des territoires mixtes et le régime civil des communes du littoral ; odieuse et insupportable devint la tyrannie du sabre. Peut-être — la chose est humaine — les officiers, furieux des attaques de la presse, eurent-ils le geste encore plus rude et les manières plus autoritaires ! La société militaire ou même militarisée devient avec le temps impossible ; les Algériens n'en veulent à aucun prix, pas plus qu'ils ne veulent des colonies militaires.

*
* *

L'animosité des Européens s'accrut encore par suite de la déformation que subit la politique indigène de Bugeaud sous l'influence des Bureaux Arabes. Sans doute, il avait été habile de conserver une organisation qui avait fait ses preuves sous Abdelkader et d'attirer à notre cause les grands chefs indigènes militaires ou religieux, les djouads et les marabouts ; sans doute, il fut politique de faire diriger et surveiller ces cheikhs, aghas et bachaghas, par des officiers français, puisque seuls étaient tout puissants aux yeux des Musulmans le respect de la force matérielle et le prestige de l'uniforme ; sans doute il était avantageux de choisir ces officiers parmi ceux qui connaissaient le mieux les habitudes de ce peuple, ses mœurs, ses préjugés, sa langue, de les maintenir longtemps dans leurs fonctions et de les organiser en bureaux et directions. Par ces mesures, l'autorité militaire française exerçait un contrôle vigilant sur les actes des collectivités musulmanes ; elle était avertie des moindres incidents et pénétrait cette société naguère si fermée. Mieux encore, elle pouvait

espérer la modifier insensiblement en agissant d'abord sur les classes supérieures auxquelles appartenaient les chefs.

Est-il vraiment une politique plus juste et plus pratique que celle-là ? En était-il de mieux appropriée à ce peuple et aux circonstances ? Les circulaires du Maréchal sont de véritables modèles de diplomatie à l'égard des Arabes : d'un côté, rester forts en présence de musulmans affaiblis momentanément mais non résignés à leur défaite, décourager par une répression rapide toute velléité de révolte, frapper fort mais frapper juste ; de l'autre, convaincre les masses indigènes de la supériorité de notre organisation, les convier à une collaboration économique avec nous, les enchaîner même à notre cause par les liens de l'intérêt, tel fut le programme de Bugeaud.

Il en mesura de bonne heure les difficultés dont la principale était de faire vivre côte à côte deux peuples que tout séparait : civilisation, religion, mœurs. Lui, du moins, essaiera au début de se montrer équitable, d'apaiser ou d'éviter les conflits, de tenir la balance égale entre les aspirations divergentes des uns et des autres. Il affirmera que son seul désir est de voir évoluer les indigènes vers une assimilation progressive avec les Français. Pourtant, quand dans son entourage la première place fut occupée par le colonel Daumas, lorsque grondera la révolte de 1845, attribuée de propos délibéré par les officiers des Bureaux Arabes aux empiétements des colons européens, il se laissera aller à enrayer les progrès de la colonisation civile ; il empêchera l'établissement de nouveaux centres et retardera l'envoi à Paris des dossiers concernant les grandes concessions. Cette attitude encouragea ceux de ses officiers trop portés déjà à ne prendre la défense que des seuls indigènes ; ils s'employèrent désormais à faire aboutir les revendications musulmanes, même lorsqu'elles étaient contraires aux intérêts des citoyens français. Ils allèrent encore plus loin dans cette voie ; sous prétexte de justice à rendre aux vaincus, ils en arrivèrent à traiter les propriétaires européens d'oppresseurs et — chose plus grave — de spoliateurs.

Lutte stérile s'il en fut et de plus fratricide ! Les colons français calomniés par des officiers français, la chose est à peine vraisemblable. Quels déchirements pareil conflit ne produisit-il pas ? L'armée elle-même fut divisée. Et dire que le Maréchal, le grand colonisateur d'autrefois, laissa, pendant les dernières années de son commandement, lancer ces insinuations malveillantes à l'adresse des propriétaires du Sahel et de la Métidja ! Dire aussi que c'était dans son entourage que se colportaient les bruits les plus perfides et qu'il aurait

suffi d'un geste de sa part pour mettre fin à cette abominable campagne ! Que parfois les colons aient eu des torts, que certains se soient montrés arrogants et cupides, était-ce une raison pour les condamner en bloc, eux et leur œuvre ? Tant d'injuste partialité souleva de violentes colères contre les officiers des Bureaux Arabes et le parti militaire, contre Bugeaud et son système.

Ainsi peu à peu le temps faisait son œuvre ; peu à peu les faiblesses de la colonisation militaire étaient soulignées par les variations de la pensée de Bugeaud, par les incertitudes et les erreurs de ses essais, par les déformations de ses tendances. Plus on s'éloignait de l'époque où ce système fut conçu, plus il devenait impraticable ; mais plus aussi il était cher à son auteur. L'affection que l'on porte à un être aimé ne se mesure pas tant à ses qualités ou à son mérite qu'à la violence des attaques dirigées contre lui et à la continuité des efforts que l'on a dépensés pour le défendre ; il en est de même pour les idées. A ne considérer que le système que l'on a conçu, à vouloir démontrer sa supériorité, à prétendre l'imposer malgré tout, on ne comprend plus les faits ou on les interprète dans un sens favorable à ses illusions ; on ne parle plus le même langage, on ne se comprend plus. C'est ce qui est arrivé à Bugeaud et à ses contemporains.

C'est aussi ce dont son amour-propre fut le plus meurtri. Il s'était proposé trois choses en prenant possession de son commandement à Alger : conquérir la Régence tout entière et il y a pleinement réussi ; organiser le gouvernement des indigènes et beaucoup estiment que celui qu'il a établi était le meilleur pour l'époque ; fonder enfin de grandes et fortes colonies militaires, mais, sur ce dernier point, il a été en désaccord avec la population civile algérienne et métropolitaine, avec les Chambres et les Ministres, et il échoua.

NOTE SUR LES MANUSCRITS ET OUVRAGES CONSULTÉS

I. — DOCUMENTS MANUSCRITS

Les documents manuscrits que nous avons consultés appartiennent aux Archives du Gouvernement Général de l'Algérie, à celles du Ministère de la Guerre, aux Archives Nationales et à la Bibliothèque de l'Arsenal. Comme ce sont les premières qui nous ont fourni les matériaux les plus abondants, nous avons adopté pour les désigner les lettres A. G. G. A.

Voici les principales séries auxquelles nous avons puisé dans ces diverses Archives :

A). *Archives du Gouvernement Général de l'Algérie*

Ces Archives, lorsque nous avons commencé à les consulter, n'étaient pas classées ; elles n'avaient même pas été réunies dans le même local. On les trouvait disséminées dans les divers services de l'Administration algérienne.

Elles sont maintenant rassemblées aux Bureaux du Gouvernement Général (rue du Vieux-Palais) et occupent plusieurs salles spéciales ; le classement, non achevé encore pour certaines d'entre elles, a été entrepris par M. Esquer, archiviste.

Les documents que nous avons étudiés appartiennent à quatre séries :

Série E. — *Correspondance générale*

Elle contient la correspondance générale des Gouverneurs et celle qui leur était adressée ; autrefois, ces dossiers portaient le nom de cartons politiques. Ils renferment tantôt des originaux, tantôt des copies. Nous avons vu tous les dossiers, désignés sous la rubrique :

E 152-210. — Gouvernement Général du Général puis Maréchal Bugeaud.

Série EE. — *Régistres de transcription de la correspondance*

Sur ces registres, les lettres sont, soit transcrites in-extenso, soit analysées, soit simplement enregistrées. Beaucoup de ces registres manquent. Nous avons lu les suivants :

EE 9. — Lettres (copies) du Maréchal Bugeaud (21 novembre 1844 - 16 septembre 1846).

EE 10. — Lettres (copies) du même et du duc d'Aumale (21 septembre 1846 - 4 janvier 1848).

Série I. — *Affaires indigènes*

Les papiers de ce fonds, versés récemment aux Archives, ont été distribués suivant quatre rubriques : 1^o Documents relatifs à l'organisation du service ; 2^o Registres de correspondance de la Direction des Affaires Arabes ; 3^o Papiers des Bureaux Arabes ; 4^o Documents relatifs à diverses personnalités indigènes. Nous avons pris connaissance des deux premières sous-séries.

Série O. — *Colonisation : création, agrandissement et peuplement de centres*

Cette série est de beaucoup la plus riche et la plus importante pour une étude sur la colonisation algérienne ; aussi, c'est elle que nous avons le plus fructueusement fouillée. Nous en avons vérifié en détail le contenu. Mais les pièces très nombreuses, réparties par centre ou par grande question, mériteraient de recevoir un classement plus méthodique et celui-là définitif.

Tous les dossiers de centres, utilisés dans notre ouvrage, sont indiqués avec le titre qu'ils portent dans ces Archives et pourront être facilement retrouvés. Nous avons eu la précaution de faire suivre les noms de ces dossiers de la mention : Archives de la Colonisation Algérienne.

Certains de ces documents, se rapportant à des questions générales et notamment aux grands systèmes de Bugeaud, de Lamoricière et de Bedeau, avaient été classés à part ; nous les avons désignés sous les noms de Dossier spécial à Bugeaud, Dossier spécial à Lamoricière et Dossier spécial à Bedeau.

B). *Archives du Ministère de la Guerre*

Le fonds *Algérie* y est constitué par une double série de documents formant : 1^o Les Archives Historiques et 2^o Les Archives Administratives. Ce sont les premières seules que nous avons pu consulter.

Nous n'avons vu que les nombreux cartons de la *Correspondance* se rapportant à Bugeaud et classés sous le nom d'Alger. Là dedans, d'ailleurs, sont contenus les principales lettres du Gouverneur et surtout celles qui donnent quelques indications sur les travaux de la colonisation. A côté de ces lettres de Bugeaud, on y rencontre les confidences du comte Guyot à Fellmann, plusieurs dépêches confidentielles de Soult et d'autres lettres des généraux de Rumigny, Lamoricière et Bedeau, etc.

C'est en 1902 que nous avons eu l'autorisation de voir ces Archives ; nous aurions voulu les consulter à nouveau quand la guerre a éclaté, mais cette consultation n'a plus été permise.

C). *Archives Nationales*

Les papiers de l'Algérie font partie de la série F qui renferme les documents concernant l'administration générale de la France. Ils y forment une *Sous-série F. 80*.

Un état sommaire de ces papiers a été dressé en 1883 par M. Landry, mais il n'est pas à la disposition du public. J'obtins cependant qu'il me fût communiqué pendant quelques instants. Depuis cette époque, M. Georges Bourgin a bien voulu publier un résumé de cet inventaire dans la *Revue Africaine* (numéros 261 et

262 ; 2^e et 3^e trimestres 1906). Les recherches en sont beaucoup facilitées.

Les cartons dont nous avons pris connaissance avec le plus de profit sont les suivants :

1128-1130	Commission de Colonisation.....	1842-43
1131.	Plans de colonisation.....	s.d.
1132.	Obstacle continu : projet du général de Berthois.....	1841-44
1150.	Colonisation ; projets de centres ; Union Agricole du Sig.	s.d.
1156-1160	Colonisation ; généralités	s.d.
1170-1175	Colonisation : rapports des inspecteurs.....	s.d.

D). *Archives de l'Arsenal*

La Bibliothèque de l'Arsenal possède les papiers du Père Enfantin ou *Fonds Enfantin*. Parmi les pièces manuscrites, se rencontrent, d'abord des notes et rapports relatifs à la participation du Père aux travaux de la Commission scientifique, puis toute la correspondance au sujet de la publication de son ouvrage : *La Colonisation de l'Algérie*, enfin de nombreux documents confidentiels (lettres de Bugeaud, de Lamoricière et de Soult).

Ces pièces manuscrites sont réunies en un certain nombre de volumes dont les principaux portent les numéros suivants :

- 7.600. — Correspondance de la Commission scientifique.
- 7.611. — Commission scientifique. — Journal *L'Algérie*. — Correspondance.
- 7.612. — Travaux particuliers : Algérie. Dictionnaire historique (1840-41).
- 7.613. — Journal *L'Algérie* (1840-44). — Lettres sur la colonisation de l'Algérie (1843).
- 7.616. — Lettres du Père Enfantin de 1844 à 1845 au duc d'Aumale, Bugeaud, Lamoricière, Pélessier, Soult.
- 7.632. — Colonisation de l'Algérie (1842-1844).
- 7.839. — Algérie. — Papiers divers (1828-1855).
- 7.907. — Correspondance militaire du Maréchal Bugeaud et des généraux Lamoricière et Duvivier (1841-1847).

Une partie de ces papiers a été publiée dans les œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, indiquées plus loin.

II. — OUVRAGES IMPRIMÉS

1^o Ouvrages de Bugeaud

Nous donnons ci-dessous la liste des ouvrages de Bugeaud qui traitent de la colonisation et, pour chacun des ouvrages essentiels, nous ajoutons une analyse sommaire :

Simple document sur l'Afrique par un Officier attaché à l'armée d'Afrique, sous le premier commandement du Maréchal Clauzel. Paris, imprimerie de L. E. Herhan et Bimont, 1838, in-8^o, 15 pages.

Brochure attribuée à Bugeaud.

En exergue : « Allez et préparez les voies à un établissement solide en Afrique ».

Trois idées essentielles sont développées dans cette publication :

a) Impossibilité d'étendre dans les premières années de la conquête l'action française à l'immense territoire de la Régence. Par là s'explique la tentative de Clauzel de confier les beyliks d'Oran et de Constantine à des princes tunisiens.

b) Nécessité de coloniser le pays avec des éléments européens, les indigènes étant trop peu nombreux.

c) Centralisation de tous les pouvoirs entre les mains d'un Gouverneur militaire.

Mémoire sur notre Etablissement dans la province d'Oran par suite de la paix, par Bugeaud de la Piconnerie, lieutenant-général. Paris, Gaultier-Laguionie, libraire du Prince Royal pour l'art militaire, in-8^o, 1838, 60 pages.

C'est le premier écrit, signé par Bugeaud, où il est question de la formation d'une colonie militaire. Bien que l'on y trouve quelques idées d'une singulière audace et qui seront abandonnées plus tard, tous les principes essentiels du système sont posés dans cette brochure. Les principaux chapitres ont pour titres : Considérations générales, Etablissement militaire, Colonie militaire, Douairs et Smélas, Administration civile et politique, De l'importance de la province d'Oran.

Trois annexes : deux tableaux donnant, le premier la composition d'une armée de 15.000 hommes moins l'Etat-Major et les administrations, le second le coût de cette armée. Bugeaud a ajouté le plan d'un village défensif pour un douar de 30 à 40 familles indigènes ou de 300 personnes.

De l'établissement de Légions de colons militaires dans les possessions du Nord de l'Afrique, suivi d'un projet d'ordonnance adressé au Gouvernement et aux Chambres, par M. Bugeaud, lieutenant-général. Paris, Firmin-Didot, 1838, 53 pages.

Ce rapport contient, mais sous une forme plus théorique, les idées développées dans le Mémoire précédent : il est d'ailleurs de la même année. Bugeaud

semble y rappeler ce qu'il a déjà dit : « Coloniser, on le sait, demande une population active, guerrière, agricole, *organisée à peu près à l'arabe* ».

Après avoir fait l'historique de la guerre d'Afrique, il essaie de démontrer la double nécessité : 1^o de l'occupation militaire qui garantit la soumission, et 2^o des colonies militaires qui produisent. Sur ces colonies, il se pose plusieurs questions :

- a) Composition et formation des Légions ?
- b) Leur nombre ?
- c) Points sur lesquels on les établira ?
- d) Le travail et la répartition des produits ?
- e) La dépense d'établissement ?
- f) Epoque éventuelle de la réduction de l'armée ?

Plusieurs de ces questions restent sans réponse ; la brochure se termine par le projet d'ordonnance.

(Nous nous sommes peu servi de cette brochure, préférant emprunter au Mémoire sur la province d'Oran beaucoup plus complet et plus vivant).

L'Algérie. Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête, par le Général Bugeaud, Gouverneur général de l'Algérie. Paris, Dentu, in-8^o, 1842, 128 pages.

Le premier ouvrage publié par Bugeaud pendant son gouvernement et sans l'autorisation du Ministre de la Guerre ; le premier aussi où il s'adresse au grand public pour y défendre la cause de l'Algérie occupée et colonisée par nos troupes.

L'ouvrage se divise en deux parties correspondant au titre :

1^o Les moyens de conserver l'Algérie sont traités dans les deux premiers chapitres : nécessité de dominer le pays pour le coloniser, colonisation civile et colonisation militaire.

2^o Les moyens de l'utiliser sont étudiés dans les autres. Le Gouverneur y fait état de nombreuses statistiques qui témoignent que l'Algérie peut devenir une colonie productive et que ses revenus viendront en déduction des dépenses militaires.

Exposé de l'état actuel de la Société arabe, du Gouvernement et de la Législation qui la régit. Alger, imprimerie du Gouvernement, 1844, in-8^o, 169 pages.

Véritable livre qui n'est pas directement de Bugeaud, mais qui a été revu, corrigé et approuvé par lui. Dans un avant-propos, on trouve en effet la note suivante :

« L'exposé qui va suivre a été rédigé à la Direction des Affaires Arabes, par ordre de M. le Gouverneur général, qui, après l'avoir revu avec soin, l'a approuvé, a apposé sa signature sur le manuscrit original et en a autorisé l'impression, pour qu'il soit distribué à tous les commandants supérieurs et officiers chargés des Affaires Arabes ; il sera déposé dans leurs Archives et leur servira de guide dans la pratique du Gouvernement ».

Cet exposé comprend six chapitres : 1^o Des diverses races qui peuplent l'Algérie ; 2^o Des bases de l'organisation d'Abdelkader ; 3^o Des bases de l'organisation française ; 4^o Des attributions des autorités ; 5^o De la justice ; 6^o Des Impôts.

Suivent comme annexes les nombreuses circulaires de Bugeaud, dont les principales sort : Circulaire du 12 janvier 1844 sur la nomination et la révocation des chefs indigènes, circulaire du 5 février sur le renouvellement périodique des Kaid et des Cheikh, circulaire du 12 Février 1844 sur l'application et la répartition des amendes en pays arabe, circulaire du 17 Septembre 1844 sur les moyens de bien gouverner le peuple vaincu, circulaire du 15 novembre sur les travaux d'utilité publique en pays arabe, etc.

Rapport sur les moyens d'affermir et d'utiliser la conquête de l'Algérie, par le Maréchal Bugeaud. Paris, Ministère de la Guerre, autographié, 15 janvier 1844, 26 pages.

Ce document pourrait prendre place parmi les sources manuscrites. Les exemplaires autographiés ne furent tirés qu'en quantité limitée. Il en existe un à la Bibliothèque des Facultés d'Alger.

Bugeaud y insiste :

1^o Sur les succès de la politique qu'il préconisait et qui visait à la conquête absolue de la Régence (en janvier 1844, les troupes de l'Emir paraissaient détruites) ;

2^o Sur les désavantages de la colonisation civile et l'insuffisance des terres domaniales à lui réserver ;

3^o Sur l'urgence qu'il y a à prendre une décision à propos des colonies militaires et à passer à l'exécution.

Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Algérie, sans nom d'auteur, chez Guyot et Scribe, imprimeurs du Roi à Paris, in-8°, 1846, 35 pages.

Cette brochure est bien de Bugeaud. Lui-même dira l'année suivante dans son avant-propos de la *Colonisation de l'Algérie* : « J'ai déjà esquissé cette grande « question (la colonisation) dans une brochure intitulée : *Quelques réflexions sur « trois questions fondamentales de notre établissement en Afrique*. Cet écrit, fort « incomplet puisqu'il n'entrait dans aucun détail, fut distribué à MM. les Pairs « et à MM. les Députés sans nom d'auteur ».

L'avant-propos renferme une protestation assez vive contre les opinions contradictoires émises récemment et les remèdes fantaisistes proposés (gouvernement civil, ministère spécial, vice-royauté).

Trois questions sont posées et étudiées :

1^o Système de guerre le meilleur pour dompter les Arabes et les maintenir dans la soumission : ce système doit être fondé, d'après le Maréchal, sur la mobilité des colonnes d'infanterie et sur la présence de trois de ces colonnes à la lisière du Tell, toujours prêtes à entrer en campagne.

2^o Système de gouvernement le plus apte à modifier insensiblement les Arabes et à nous les assimiler avec les siècles : le Gouverneur veut employer les indigènes influents, djouads ou marabouts, et les faire contrôler par des officiers.

3^o Système de colonisation le plus rapide et le plus sûr : c'est la colonisation officielle et tout particulièrement la colonisation militaire : « La Colonisation la « plus fortement constituée et la plus rapide, quelles que soient les sommes « qu'elle coûtera, sera de beaucoup la plus économique et la plus politique ».

De la colonisation de l'Algérie, par le Maréchal, duc d'Isly. Paris, Guyot, imprimeur du Roi, 1847, in-8°, 95 pages.

Ce petit volume fut adressé aux membres des deux Chambres avec l'autorisation du Gouvernement ; il contient l'ensemble des idées de Bugeaud sur la colonisation de l'Algérie.

Dans un avant-propos, il indique les raisons pour lesquelles il voulait démissionner et celles que le gouvernement lui a fait valoir pour le décider à rester à son poste.

En dehors du projet d'ordonnance et du chapitre de son opuscule précédent sur la colonisation européenne qu'il reproduit à la fin, l'ouvrage est formé de quatre parties :

1^o Considérations générales. — Il s'élève contre les impatiences des parlementaires et insiste sur les difficultés de sa tâche, les faiblesses de la colonisation civile et la nécessité de certaines dépenses.

2^o De la colonisation civile. — Il est nécessaire de la protéger et de l'assister. Pourtant, la colonisation urbaine n'a pas besoin des secours de l'Etat. L'Administration doit au contraire puissamment aider la colonisation rurale, si difficile ; elle ne doit pas adopter les idées de Lamoricière. Bugeaud veut que l'armée soit appelée à construire les villages civils.

3^o De la colonisation militaire. — Il reprend les idées qu'il a longuement développées sur la supériorité des soldats colons comme défenseurs et producteurs.

4^o Pratique de la colonisation militaire. — Il répond aux questions soulevées : les mariages, le choix des soldats, les lieux les plus favorables à l'emplacement des camps agricoles, la discipline militaire à maintenir dans ces camps.

Les Veillées d'une Chaumière de la Vendée, par le Maréchal Bugeaud. Paris et Lyon, in-12, 1849.

Ce livre de polémique est adressé surtout aux paysans français. Bugeaud veut les mettre en garde contre les théories socialistes des Proudhon, des Louis Blanc, des Cabet, des Considérant... Or, pour combattre ces théories, il rappelle quelques faits observés en Algérie ou même des expériences tentées par lui avec l'armée.

Parmi les veillées que l'on pourra le plus utilement consulter à ce sujet, nous citerons :

1^o La 2^e Veillée où il réfute le communisme : « Le travail, dit-il, est le meilleur des partageux ».

2^o La 3^e Veillée où il traite de l'association des riches et des pauvres : « On n'améliore pas le sort du pauvre en détruisant le riche, on le ruine tous les deux à la fois ».

3^o La 4^e Veillée où il s'élève contre l'utopie de l'Association universelle par la fraternité des peuples. La production et la répartition des produits dans une société communiste amènerait les chefs, « ces grands amis de la liberté, à ravalier les hommes au niveau des animaux domestiques ».

En dehors de ces livres, brochures ou rapports, Bugeaud a écrit des articles de revue et prononcé des discours sur la colonisation et les problèmes qu'elle soulevait. Nous en citons ci-dessous quelques-uns : nous nous bornons à ceux

qu'il a écrits ou prononcés pendant son commandement en Afrique ou immédiatement après et qui, pour la plupart, ont été tirés en fascicules :

Discours de M. le Maréchal duc d'Isly, député de la Dordogne, dans la discussion de l'adresse (Séance du 24 janvier 1845). Paris 1845, in-8°.

Réponse au discours prononcé par M. de Corcelle, député de l'Orne, dans la séance du 22 mai 1845, pendant la discussion générale du projet de loi relatif aux crédits extraordinaires de l'Algérie (15 juin 1845, France-Algérie). Alger, 1845, in-8°.

Observations de M. le Maréchal Gouverneur général sur le projet de colonisation, présenté pour la province d'Oran par M. le lieutenant-général de Lamoricière. Paris, librairie du Centre Algérien, in-8°, 1847, 87 pages.

Ce livre contient, en même temps que ces observations, une petite note de Bugeaud sur la grande culture, puis le projet de Lamoricière et les études du lieutenant-colonel de Martimprey et du capitaine Azéma de Montgravier.

Des Travailleurs dans nos grandes villes. Revue des *Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1848. Cette étude a été publiée en brochure de propagande. Paris, in-12, 1848.

Réponse aux Membres du Conseil d'Administration de l'Union du Sig, au sujet de l'article précédent. Revue des *Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1848.

Les Socialistes et le travail en commun. Revue des *Deux-Mondes*, 15 juillet. Publié aussi comme brochure de propagande. Paris et Lyon, in-12, 1848.

Les œuvres militaires de Bugeaud ont été réunies en volumes et publiées sous le titre :

Œuvres militaires du Maréchal Bugeaud, duc d'Isly, réunies et mises en ordre par le capitaine Weil. Paris, 8 volumes.

2^o Ouvrages généraux

BAUDICOUR (DE). — *La Colonisation de l'Algérie : ses éléments.* Paris, in-8°, 1856, 588 pages.

BAUDICOUR (DE). — *Histoire de la Colonisation de l'Algérie.* Paris, in-8°, 1860, 584 pages.

BLANC (Louis). — *Histoire de dix ans* (1830 à 1840). Paris, Baillière, 5 vol. in-8°, 1877.

CARETTE (E.). — *Description et division de l'Algérie*, par Carette et Varnier. Paris, Hachette, in-8°, 1847.

CARETTE, PELLISSIER, REMUSAT, RENDU, PÉRIER, etc. — *Exploration scientifique de l'Algérie* (histoire, géographie, médecine, physique, géologie, botanique, zoologie, histoire naturelle, archéologie, beaux-arts) publiée par ordre du Gouvernement. Paris, 1844-1854, Imprimerie Royale, 29 volumes in-8° et in-4.

CAT (E.). — *Histoire de l'Algérie, Tunisie, Maroc.* Tome II. Après 1830. Alger, Jourdan, in-12.

CAZENAVE. — *La Colonisation de l'Algérie.* Alger, Giralt, in-8°, 1900.

- DAUMAS et FABAR. — *Mœurs et coutumes de l'Algérie : Tell, Kabylie et Sahara*. Paris, in-12, 1847.
- ENFANTIN et SAINT-SIMON. — *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*. Paris, Dentu et Leroux, 1865-1878, 32 vol., in-8°.
- FILLIAS. — *Histoire de la conquête et de la colonisation de l'Algérie (1830-1860)*. Paris, in-8°, 1860.
- FRÉLICHER (Le capitaine). — *Trois colonisateurs : Bugeaud, Faidherbe et Galliéni*. Paris, Ch. Lavauzelle, in-8°, 369 pages.
- GAFFAREL. — *L'Algérie : histoire, conquête, colonisation*. Paris, Didot, in-8°, 1883.
- GUIZOT. — *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*. Tome VII, chap. 41. Paris, Michel Lévy, in-8°, 1865.
- D'IDEVILLE. — *Le Maréchal Bugeaud d'après sa correspondance intime et des documents inédits (1784-1849)*. Paris, Firmin Didot, in-8°, 1881, 3 forts volumes.
- HUGONNET. — *Bugeaud, duc d'Isly, Maréchal de France, le conquérant de l'Algérie*. Paris, de Leneveu, in-8°, 1859, 50 pages.
- KELLER. — *Le Général de Lamoricière : sa vie militaire, politique et religieuse*. Paris, Dumaine, 2 vol. in-8°, 1874.
- LA CHAPELLE. — *De la colonisation en Algérie*. Alger, in-8°, 1890.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *L'Algérie et la Tunisie* (2^e édition). Paris, Guillaumin, in-8°, 1897, 620 pages.
- LINGAY. — *La France en Afrique*. Paris, 1846, in-8°.
- MARTIN et FOLEY. — *Histoire statistique de la colonisation algérienne au point de vue du peuplement et de l'hygiène*. Paris, in-8°, 1851, 356 pages.
- MINISTÈRE DE LA GUERRE. — *Bulletin Officiel des actes du Gouvernement*. Alger, Imprimerie du Gouvernement.
- MOLL (Louis). — *Colonisation et agriculture d'Algérie*. Paris, 2 vol. in-8°, 1845.
- PELLISSIER DE REYNAUD. — *Annales Algériennes*. Tomes II et III. Alger, in-8°, Bastide, 1854.
- PEYERIMHOFF (DE). — *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895*. Tome I. Alger, Torrent, in-4°, 1906.
- PIQUET (Victor). — *La Colonisation française dans l'Afrique du Nord : Algérie, Tunisie, Maroc*. Paris, Colin, in-8°, 1912.
- POUYANNE (Maurice). — *La propriété foncière en Algérie*. Alger, Jourdan, gros in-8°, 1900.
- Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie de 1830 à 1854*. Alger, Imprimerie du Gouvernement, 1856, gros in-8°.
- RICOUX. — *La démographie figurée de l'Algérie. Etude statistique des populations européennes qui habitent l'Algérie, avec 12 tableaux graphiques traduisant les principales conclusions, avec une préface du docteur Bertillon*. Paris, in-8°, 1880, 304 pages.
- ROBE. — *Essai sur l'histoire de la propriété en Algérie*. Bône, Dagand, in 8°, 1848.

- ROUSSET (Camille). — *La conquête de l'Algérie (1841-1857)*. Paris, Plon Nourrit, 2 vol. in-8°. 1889.
- THUREAU-DANGIN. — *Histoire de la Monarchie de juillet*. Paris, Plon-Nourrit, in-8°.
- VIGNON. — *La France en Algérie*. Paris, Hachette, in-8°, 1893.
- WEILL (Georges). — *L'Ecole Saint-Simonienne ; son histoire. son influence jusqu'à nos jours*. Paris, Alcan, 1896, in-8°.

3° Autres Ouvrages :

Lettres, Brochures de circonstance, Articles de Revues, Rapports.

- AMAURY. — *Colonisation de l'Algérie*. Paris, Beaulé, in-8°, 1842.
- AUMALE (DUC D') et CUVILLIER-FLEURY. — *Correspondance 1840-1871*. Paris, Plon Nourrit, 1910-1914, 4 vol.
- AUMERAT. — *Souvenirs algériens*. Blida, Mauguin, in-8°, 1898.
- AZAN (Paul). — *Récits d'Afrique. Sidi-Brahim*. Paris, Charles Lavauzelle, in-8°.
- AZÉMA DE MONTGRAVIER. — *Projet de fermes départementales en Algérie, appliqué aux enfants trouvés*. Béziers, Fuzier, in-8°, 1845.
- *Etudes historiques pour servir au projet de colonisation d'une partie du territoire de la province d'Oran* (mai 1846). Paris, librairie du Centre Algérien, in-8°, 1846.
- BARTHÉLEMY, propriétaire à Alger. — *Etudes morales, économiques et politiques sur l'Algérie. Démonstration de l'incompatibilité du régime militaire avec la formation d'un établissement colonial en Afrique*. Paris, Ledoyen, in-8°, 1840.
- BAUDE (Le Baron), ex-commissaire du Roi en Afrique. — *L'Algérie*. Paris, 2 vol. 1841, in-8°.
- BEAUMONT (Gustave de), député. — *Discours à la Chambre des Députés sur la question d'Afrique*. Publié en brochure. Paris, in-8°, 1842.
- *Etat de la question d'Afrique. Réponse à la brochure de M. le général Bugeaud, intitulée « L'Algérie »*. Paris, in-8°, 1843.
- BELLONET (Le général de). — *Rapport sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires demandés pour l'Algérie*. *Moniteur Universel*, 1844, pages 1522 et suivantes.
- BERSANGE (l'Abbé). — *Dom François Régis, Procureur général de la Trappe à Rome, fondateur et premier Abbé de N.D. de Staouéli (Algérie)*. Paris, in-12, 1885.
- BLANQUI, membre de l'Institut. — *Algérie. Rapport sur la situation économique de nos possessions de l'Afrique*. Paris, Coquebert, in-8°, 1840.
- BLONDEL. — *Situation politique, colonisation, commerce et revenus en 1843 et pendant les six premiers mois de 1844*. Alger, Imprimerie du Gouvernement, in-8°, 1844.

- BODICHON (Docteur). — *Considérations sur l'Algérie*. Paris, in-8°, 1845.
- BONJEAN (L.B., avocat à la Cour de Cassation). — *L'inconstitutionnalité de la juridiction militaire en Algérie à l'égard des citoyens français non militaires*. Paris, in-8°, 1843.
- BONNAFONT (Docteur). — *Réflexions sur l'Algérie, particulièrement sur la province de Constantine*. Paris, Ledoyen, in-8°, 1846.
- BONNAL (Marcellin de). — *Examen de la colonisation au point de vue pratique*. Paris, Dupont, in-8°, 1847.
- BOURJOLLY (Le général de). — *Considérations sur l'Algérie ou les faits opposés aux théories*. Paris, in-8°, 1846.
- *Le pays de projets. Sur l'Algérie*. Paris, in-8°, 1847.
- BROGLIE (A. de). — *Une réforme administrative en Afrique*. Paris, in-8°, 1860.
- BURET (Antoine). — *Question d'Afrique ; de la double conquête de l'Algérie par la guerre et la colonisation, suivie d'un examen critique du gouvernement*. Paris, in-8°, 1842.
- BUSSIÈRE (A.). — *Le Maréchal Bugeaud et la colonisation de l'Algérie : récits, scènes et souvenirs de la vie coloniale en Afrique*. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} novembre 1853.
- BUSSON (Henri). — *Le développement géographique de la colonisation agricole en Algérie*. Annales de Géographie, 1898, pages 34 à 54.
- CARETTE. — *Du commerce de l'Algérie avec l'Afrique centrale et les Etats barbaresques. Réponse à la lettre de M. Jules de Lasteyrie sur le commerce du Soudan*. Paris, Guyot, in-8°, 1844.
- COCHUT (A.). — *Des ressources agricoles de l'Algérie*. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} octobre 1846.
- *Des concessions et de la propriété en Algérie ; affaire des mines*. Revue des Deux-Mondes, 15 septembre 1847.
- *La colonisation de l'Algérie : Les Essais et les Systèmes*. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} février 1847.
- *Plans et budget d'exploitation*. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} avril 1847.
- COINZE D'ALTROFF. — *Introduction à un plan d'administration civile et de colonisation agricole en Algérie*. Paris, Frey, in-8°, 1840.
- COLONS D'ALGER (Baron de Vialar, de Tonnac, de Montaigu, Rozey). — *Les colons d'Alger à la France : domination générale, colonisation progressive, gouvernement civil*. Marseille, Marius Olive, in-8°, 1840.
- COLONS DE L'ALGÉRIE. — *Mémoire au Roi et aux Chambres*. Paris, Imprimerie de Rignoux, in-8°, 1847.
- CORCELLE (DE) (Député de l'Orne). — *Opinion dans la discussion du projet de loi relatif aux crédits demandés pour le service de l'Algérie*. Paris, in-8°, 1843.

- CORCELLE (DE). — *Opinion dans la discussion du projet de loi, 5 juin 1844.* Paris, in-8°, 1844.
- CZYNSKI (Jean). — *Colonisation d'Alger d'après la théorie de Charles Fourier.* Paris, librairie Sociale, in-8°, 1840.
- DEMONTÈS (Victor). — *La Stidia : une colonie allemande en Algérie.* Bullet. Soc. Géog. Alg., 3^e trimestre 1902. Pages 351-408.
- *Guyotville.* Bullet. Soc. Géog. Alg., 1^{er} et 2^e trimestres, 1903.
- *Le peuple algérien. Essais de démographie algérienne.* Alger, Imprimerie Algérienne, in-8°, 1906.
- DELPECH DE SAINT-GUILHELM (propriétaire délégué de l'Algérie). — *Adresse de la délégation de l'Algérie aux Chambres.* Paris, de Rignoux, in-8°, 1847.
- DESJOBERT. — *L'Algérie en 1844.* Paris, in-8°, 1844.
- *L'Algérie en 1846.* Paris, in-8°, 1846.
- DUCUING. — *Le Maréchal Bugeaud.* Revue des Deux-Mondes, 15 avril 1851.
- DUREAU DE LA MALLE. — *Province de Constantine. Recueil de renseignements pour l'expédition et l'établissement des Français.* Paris, in-8°, 1837.
- DUVIVIER (Le général). — *Solution de la question d'Afrique.* Paris, in-8°, 1841.
- *Quatorze observations sur le dernier Mémoire du Général Bugeaud.* Paris, in-8°, 1842.
- *Lettre du Général Duvivier à M. Desjobert, député de la Seine-Inférieure, sur l'application de l'armée aux travaux publics.* Paris, Dumaine, in-8°, 1845, ou Spectateur Militaire, juillet 1845.
- D'EICHTHAL. — *De l'état actuel et de l'avenir de l'Islamisme dans l'Afrique centrale.* Paris, 1840.
- ENFANTIN (Le Père). — *Colonisation de l'Algérie.* Paris, Bertrand, in-8°, 1843.
- FABAR (P.). — *Camps agricoles de l'Algérie ou colonisation civile par l'emploi de l'armée.* Paris, in-8°, 1847.
- FLOUR DE SAINT-GENIS. — *Lettre à M. le Directeur de la Revue de Législation et de jurisprudence, en réponse à M. Worms sur la constitution territoriale du pays musulman.* Alger, in-8°, 1842.
- FORTIN D'IVRY. — *Orient et Occident.* Paris, in-8°, 1844, ou Revue de l'Orient 1844.
- FOUCHER (Victor). — *Les Bureaux arabes en Algérie.* Paris, in-8°, 1857.
- FRANCLIEU (Comte de). — *Encore l'Algérie devant les Chambres.* Paris, in-8°, 1847.
- GIRARDIN (Emile de). — *Civilisation de l'Algérie.* Paris, Michel Lévy, 1860.
- *Questions de mon temps.* Paris, in-8°, 13 volumes.
- HARDY (A., Directeur de la pépinière centrale). — *Rapport sur une éducation de vers-à-soie.* Alger, in-12, 1843.
- HÉRICART DE THURY (Vicomte). — *Rapport sur le projet de colonisation de l'Algérie ou des Fermes du Petit Atlas de M. l'Abbé Landmann, curé de Constan-*

tine. Société royale et centrale d'agriculture : séance du mercredi 2 février 1842.

LAFAYE (Léon). — *Question d'Afrique au mois de décembre 1843*. Paris, in-8°, 1843.

LAMARQUE (Léo, capitaine). — *De la conquête et de la colonisation de l'Algérie*. Lyon, in-8°, 1841.

LAMORICIÈRE (Lieutenant-général). — *Note sur la colonisation de l'Algérie*. Revue de *L'Orient*, 1845, ou *Moniteur Algérien*, 1845.

LAMORICIÈRE et BEDEAU (Lieutenants-généraux). — *Projets de colonisation pour les provinces d'Oran et de Constantine*. Paris, Imprimerie Royale, in-8°, 1847.

LANDMANN (l'Abbé). — *Les Fermes du Petit Atlas ou colonisation agricole, religieuse et militaire du Nord de l'Afrique*. Paris, in-8°, 1841.

— *Mémoire au Roi sur la colonisation de l'Algérie*. Paris, in-8°, 1845.

— *Exposé sur la colonisation de l'Algérie, adressé à MM. les Pairs de France, lors de la discussion des crédits supplémentaires de 1846*. Paris, Lecoffre, in-8°, 1846.

— *Appel à la France pour la colonisation de l'Algérie*. Paris, in-8°, 1848

— *Colonisation de l'Algérie par les enfants trouvés*. Paris, Lecoffre, in-8°, 1853.

LE BESCHU (Maximilien). — *Culture du tabac en Algérie*. Alger, in-8°, 1844.

LEBLANC DE PRÉBOIS. — *Lettre sur l'Algérie à la Chambre des Députés*. Montpellier, in-8°, 1840.

— *Conditions essentielles du progrès en Algérie*. Paris, Delaunay, in-8°, 1840.

— *L'Algérie prise au sérieux*. Paris, in-8°, 1842.

— *Les départements algériens*. Paris, Dumaine, in-8°, 1844.

— *Discours sur la réunion et l'assimilation de l'Algérie à la France*. Paris, in-8°, 1853.

LEROY DE BÉTHUNE. — *Une lettre de M. le Maréchal Bugeaud au sujet du rapport de M. Ch. Dupin sur l'Algérie*. Douai, Adam d'Aubers, in-8°.

LETANG (Baron, Maréchal de camp). — *Des moyens d'assurer la domination française en Algérie*. Paris, in-8°, 1840.

LOYER DE LA METTRIE. — *Biographie du colonel Marengo*. Biographies algériennes, Imprimerie Delcambre, 38 pages, s. d., Alger.

MAGNE (Député de la Dordogne). — *Rapport sur le projet de loi relatif aux crédits extraordinaires demandés pour l'Algérie*. *Moniteur Universel*, 1845, pages 1417 et suivantes.

MARION (A., juge au tribunal de Bône). — *Lettre sur la constitution de la propriété en Algérie* (1^{er} août 1841), adressée à M. Enfantin, membre de la Commission scientifique de l'Algérie. Alger, in-8°, 1842.

- MARTIN et FOLEY. — *De l'acclimatement et de la colonisation en Algérie*. Alger, in-8°, 1851.
- MARTIMPREY (Lieutenant-colonel de). — *Etudes pour servir à la colonisation dans la province d'Oran*. Paris, librairie du Centre Algérien, in-8°, 1847.
- *Souvenirs d'un officier d'Etat-Major 1830-1847*. Paris, Quantin, in-8°, 1886.
- OBERT. — *Aperçu général sur la colonisation de l'Algérie pour servir de base à l'organisation du travail*. Paris, in-8°, 1843.
- MONTAGNE (D. J.). — *Alger en 1847 ; cri de la population civile*. Alger, in-8°, 1848.
- OUDINOT. — *De l'armée et de son application aux travaux publics*. Paris, in-8°, 1845.
- OXEDA (Jacob). — *Projet de colonisation au moyen des ouvriers noirs, applicable à l'Algérie et aux colonies, adressé à S. A. R. Monseigneur le Duc d'Aumale*. Alger, Monginot, in-4°, 1847.
- PELLISSIER DE REYNAUD. — *Lettre à M. Marion, juge au siège de Bône sur la constitution de la propriété en Algérie*. Alger, in-12, 1842.
- *Quelques mots sur la colonisation militaire en Algérie*. Paris, in-8°, 1847.
- PLEE (Léon). — *Abdelkader : nos soldats, nos généraux, nos victoires en Afrique*. Paris, in-8°, 1854.
- POISSONIER (Alfred). — *Souvenirs d'Afrique. Observations générales sur la colonie d'Afrique ; causes d'instabilité ; résultats à obtenir par le système du général Bugeaud*. Poitiers, in-8°, 1843.
- POULLE (Emmanuel, Député). — *Considérations sur la Régence d'Alger*. Paris, Krabbe, in-8°, 1840.
- RAOUSSET-BOULBON (Comte de, colon en Algérie). — *De la colonisation et des institutions civiles en Algérie*. Paris, Dauvin et Fontaine, in-8°, 1841.
- RICHARD (Ch., capitaine du Génie, chef du Bureau Arabe d'Orléansville). — *Etude sur l'insurrection du Dahra (1845-1846)*. Alger, in-8°, 1846.
- ROGNIAT (Vicomte, Lieutenant général du Génie). — *De la colonisation de l'Algérie et des fortifications propres à garantir les colons des invasions des tribus africaines*. Paris, in-8°, 1840.
- *Opinion sur la question de l'Algérie à l'occasion des crédits supplémentaires*. Paris, Corréard, in-8°, 1840.
- ROZEY (A. G., Président de la Société Coloniale d'Alger). — *Cris de conscience de l'Algérie*. Paris, Amédée Gratiat, in-8°, 1840.
- *Mémoire aux Chambres législatives. Esquisse rapide et historique sur l'administration de l'Algérie depuis 1830 et sur la direction qu'y donne le général Bugeaud. Quelques observations sur les attaques dirigées contre la propriété et contre les colons. Mesures à adopter pour assurer la colonisation*. Marseille, Marius Olive, in-8°, 1842.
- *Mémoire de la Société Coloniale et des colons d'Alger à MM. les*

- Présidents et Membres du Conseil d'Etat à Paris.* Versailles, Kléber, in-4^o, 1844.
- ROZEY (A.G.). — *Adresses au Roi et réponses au Moniteur Universel* du 25. Alger, in-8^o, 1846.
- RUMIGNY (Général, Comte de). — *Essai sur la province d'Alger, sur les expéditions faites dans ce pays jusqu'à ce jour et sur les moyens de les rendre fructueuses.* Paris, in-8^o, 1841.
- SABATAULT. — *Notes sur la colonisation du Sahel et de la Mitidja.* Marseille, Olive, in-12, 1842.
- SAINT-ARNAUD (Le Maréchal de). — *Lettres du Maréchal de Saint Arnaud.* Préface de Sainte-Beuve. Paris, 2 vol, in-8^o, 1895.
- SAINT-GENIS (Henri de). — *Quelques mots sur l'Algérie à l'occasion de la discussion des crédits supplémentaires pour 1846.* Paris, de Guiraudet, in-8^o, 1846.
- SAINT-HIPPOLYTE. — *De l'Algérie : moyens d'affermir nos possessions en 1840.* Extrait du *Spectateur Militaire*, 1840.
- UNION AGRICOLE D'AFRIQUE. — *Nouveau système de colonisation de l'Algérie.* Lyon, in-8^o, 1846.
- URBAIN (Ismaÿl). — *Algérie ; du gouvernement des tribus ; Chrétiens et Musulmans ; Français et Algériens.* Paris, in 8^o, 1848.
- URTIS. — *Opinion émise par M. Urtis, propriétaire à Alger, devant la Commission de colonisation de l'Algérie à la séance du 12 mars 1842.* Paris, Dupont, in-8^o, 1842.
- THOMAS (V. chef de bataillon). — *De l'emploi des Arabes et de leur réforme, considérés comme moyens de domination en Algérie.* Alger, Bastide, in-8^o, 1847.
- THUREAU-DANGIN. — *Bugeaud et Abdelkader.* Correspondant, années 1888 et 1889, 10 et 25 décembre, 25 février.
- *Les Dernières Années du Maréchal Bugeaud en Algérie.* Correspondant, année 1891, 10 avril et 10 mai.
- TOCQUEVILLE (Alexis de). — *Etudes économiques, politiques et littéraires.* Paris, Lévy, in-8^o, 1876.
- TRUMELET (Le Colonel). — *Blida.* Alger, Jourdan, in-8^o, 1887.
- *Le Général Yusuf.* Paris, Ollendorf, in-8^o, 1890, 2 vol.
- VATOUT, (Député de la Côte-d'Or). — *Rapport sur les crédits extraordinaires demandés pour l'Algérie pour 1845.* Paris, in-8^o, 1843.
- VEUILLOT (Louis). — *Les Français en Algérie. Souvenirs.* Tours, Mame, in-8^o, 1844.
- VIALAR (Baron de). — *Première lettre à M. le Maréchal Bugeaud, duc d'Isly, Gouverneur général de l'Algérie.* Alger, in-8^o, 1846.
- *Autre lettre au Maréchal Bugeaud.* Alger, 1846.
- VILMONT (H.). — *Essai d'organisation du travail et de la colonisation de l'Algérie* Alger, in-8^o, 1847.

- WALSIN-ESTERHAZY (Le Colonel). — *Notice historique sur le Maghzen d'Oran*. Paris, Challamel aîné, in-8°.
- WORMS (Docteur). — *De la constitution territoriale des pays musulmans*. Paris, in-8°, 1842.
- *Recherches sur la constitution de la propriété territoriale dans les pays musulmans et subsidiairement en Algérie*. Paris, Franck, in-8°.
- X.... — *De la colonisation en Afrique par un paysan du Danube*. Paris, in-12, 1843.
- X.... — *Specimen colonial de l'Algérie ; résumé, réfutation ou complément des systèmes de MM. Leblanc de Prébois, l'Abbé Landmann, de Lamoricière, Bedeau et Bugeaud*. Paris, Moquet, in-8°, 1847.
- X.... — *L'Algérie et l'opinion*. Paris, 1847. Parue aussi dans *L'Akhbar*, mars et avril 1847.
- YVER (Georges). — *La Question Marocaine en 1846*. Alger, Jourdan, in-8°, 1898.
- *Correspondance du Capitaine Daumas, consul à Mascara, 1837-1839*. In Collection des Documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830. Alger, Jourdan, in-8°, 1912.

4^e Liste des Périodiques et des Journaux consultés

Nous ne saurions énumérer ici tous les journaux de l'époque qui ont publié des articles sur l'Algérie. Ce serait s'obliger à citer, sans exception, les quotidiens existant alors en France tant à Paris qu'en province ; car il n'en est pas un qui, pendant cette période héroïque de la conquête et de la colonisation algériennes, n'ait été amené à donner son opinion favorable ou hostile à la politique du gouvernement en Afrique et à celle de Bugeaud.

Il s'agit simplement de signaler ceux qui ont été plus particulièrement renseignés sur les affaires algériennes ou qui ont été mêlés aux polémiques retentissantes auxquelles se laissait aller la susceptibilité froissée ou l'humeur combattive de Bugeaud ; nous insisterons surtout sur les publications dont le dépouillement s'impose à tout historien désireux de traiter les problèmes administratifs et économiques soulevés à ce moment.

Parmi les journaux de Paris, on devra consulter d'abord *Le Siècle*, *Le National*, *Les Débats*, *La Presse*, *Le Constitutionnel*, puis *La Patrie*, *Le Courrier de Paris*, *La Gazette de France*, *La Réforme*, etc.

Parmi les journaux de province, ceux de Marseille et de Toulon sont généralement bien informés des nouvelles d'Afrique ; tels sont *Le Sémaphore* et *Le Courrier de Marseille* et aussi *Le Toulonnais* ; puis les journaux de la région des Charentes, patrie de Bugeaud : *Le Mémorial des Charentes* et *Le Mémorial Bordelais*.

Enfin, malgré les restrictions apportées à la liberté de la presse algérienne, on ne pourra pas se dispenser de feuilleter les collections des journaux algériens : *L'Akhbar*, *L'Echo d'Oran*, *La Seybouse* et *Le Courrier de Philippeville*.

Les journaux, revues et publications, les plus riches en documents concernant cette période de l'histoire de la colonisation algérienne, sont :

Tableau de la Situation des Etablissements français dans l'Algérie.

Publication du Ministère de la Guerre. Paris, Imprimerie Royale.

Au début, l'Administration de la Guerre consacra chaque année un volume à l'exposé de cette situation ; puis, et notamment sous le gouvernement de Bugeaud, le tableau ne parut que tous les deux ans et quelquefois tous les trois ans. Il n'est pas d'ouvrage qui contienne plus de documents de valeur sur la colonisation algérienne que cette publication officielle ; et quiconque veut écrire sur cette matière est obligé de s'en servir comme d'une base essentielle, tout en n'oubliant pas que les faits y sont toujours présentés sous un jour favorable à l'administration.

Chaque volume contient en général :

1^o Un précis historique des événements militaires de l'année.

2^o Une partie consacrée aux services de l'armée : effectif des troupes, travaux de fortifications et de bâtiments militaires exécutés par le Génie, statistiques des hôpitaux, statistiques des tribunaux militaires.

3^o Une partie réservée aux services civils : justice, intérieur, finances, travaux publics. C'est dans les chapitres consacrés au service de l'intérieur que sont détaillés les créations de centres, les demandes de concessions, les progrès des exploitations agricoles, les résultats des pépinières du gouvernement ; là, aussi, on trouvera les tableaux des mouvements de la population européenne, ceux des dénombremens annuels et quinquennaux. C'est, d'autre part, dans les notices du service des travaux publics que sont indiqués les routes ouvertes, les dessèchements opérés, les aqueducs construits, les puits artésiens forés, etc.

Le Moniteur Algérien, Journal officiel de la colonie, créé en 1832.

Il paraissait généralement toutes les semaines ou quelquefois tous les cinq jours.

Il comprenait :

1^o Une partie officielle dans laquelle étaient insérés les ordonnances royales, les arrêtés du Gouverneur, les ordres militaires.

2^o Une partie non-officielle, contenant les nouvelles militaires, les faits divers d'ordre administratif, les renseignements sur l'état des centres, voire même des articles sur les meilleurs systèmes de colonisation.

3^o Des variétés : c'étaient tantôt des études historiques, ethnographiques ou archéologiques, tantôt des rapports, tantôt enfin des lettres ou articles dont quelques-uns de Bugeaud sous l'anonymat d'Un Algérien ou d'Un Touriste.

Les communications relatives aux questions de colonisation émanaient du Directeur de la colonisation, le comte Guyot, mais elles étaient souvent retouchées par le Gouverneur lui-même.

Le Moniteur Universel, Journal officiel de la Métropole.

Il donnait parfois les nouvelles officielles de la colonie, publiait les rapports militaires de Bugeaud et de ses lieutenants, lorsqu'ils annonçaient quelques

hauts faits de nos armes, mais il parlait rarement des actes administratifs et des progrès de la colonisation.

Il offre cependant un intérêt de tout premier ordre parce que là seulement se trouvent les comptes rendus des débats parlementaires. Malheureusement, ils ne reproduisent certains discours que d'une façon incomplète. Il faudra attendre pour connaître dans leur intégralité ces débats parlementaires que la publication, actuellement en cours — *Les Archives Parlementaires*, deuxième série, de 1800 à 1860 — atteigne cette époque du règne de Louis-Philippe. Elle en est d'ailleurs très voisine puisque son dernier volume contient les discussions de l'année 1839.

L'Algérie, journal se publiant à Paris.

L'un de ceux qui s'occupèrent presque exclusivement des questions algériennes. Il le fit avec une grande compétence, du jour où le Père Enfantin devint le rédacteur en chef, c'est-à-dire à la fin de 1843. Ses informations étaient si sûres que l'on accusa les bureaux du Ministère de la Guerre de les lui fournir.

Favorable d'abord à Bugeaud et presque en coquetterie avec lui, il ne tarda pas à l'attaquer très vivement, surtout pendant les derniers mois de 1845.

Il cessa de paraître le 13 juillet 1846, se flattant d'avoir atteint son double but : celui de propager « la connaissance d'une question neuve et spéciale qui se liait étroitement à nos grands intérêts nationaux » et aussi celui « d'appeler l'attention de la presse, des Chambres, de l'Administration elle-même sur la nécessité de donner à une vaste contrée proclamée française le seul élément de « prospérité qui lui manquait, un gouvernement ».

L'Afrique, journal de la colonisation française

politique, économique, agricole, commerciale, littéraire et scientifique.

Il fut fondé à Paris, par les colons de l'Algérie et portait pour sous-titre « Institutions civiles ».

Le Directeur général et gérant en était M. Hippolyte Peut, le futur Directeur des *Annales de Colonisation*. Mais le conseiller écouté et le propriétaire était M. Leblanc de Prébois, qui ne cessa pas de réclamer l'assimilation de l'Algérie à la France. Voici quelques-uns des principes affirmés par ce journal : « Tant qu'on ne jouira pas en Algérie de toutes les garanties qui, dans la mère-patrie, protègent la liberté des personnes, l'inviolabilité de la propriété, la liberté du commerce et de l'industrie, il n'y aura ni progrès réels, ni véritable colonisation. Pour coloniser, il faut deux éléments essentiels, des hommes et des capitaux. Or, l'homme n'aime pas à confier son existence aux chances incertaines du hasard et les capitaux ne se portent que là où ils sont assurés de trouver protection et sûreté ». C'est donc la politique de l'assimilation complète de l'Algérie à la France, la politique des rattachements que préconise ce journal.

Revue de l'Orient, puis *Revue de l'Orient et de l'Algérie*.

Son sous-titre indiquait la nature des articles et des informations qu'elle publiait : « Recueil consacré à la discussion des intérêts de tous les Etats orientaux et des colonies françaises de l'Afrique, de l'Inde et de l'Océanie ».

C'était aussi le bulletin de la Société orientale, fondée à Paris en 1841. Elle insérait à ce titre les comptes rendus des séances de cette Société.

En 1847, les questions algériennes attirent de plus en plus l'attention publique, aussi la Revue prend-elle le nom de Revue de l'Orient et de l'Algérie. Elle consacre de nombreuses études aux problèmes africains et spécialement à celui de la colonisation. C'est ainsi qu'en 1847, elle fait connaître les projets de Bugeaud, de Lamoricière et de Bedeau.

Son rédacteur en chef était M. O. Mac Carthy.

Le Spectateur Militaire.

Une des Revues les mieux renseignées, non seulement sur les faits militaires de l'Algérie, mais aussi sur les conflits d'ordre administratif et colonial qui s'élèvent souvent entre les chefs de l'armée d'Afrique.

Durant le gouvernement de Bugeaud, l'Algérie fut le sujet de nombreuses études, écrites par des militaires ; chacun d'eux avait ses conceptions particulières, souvent très divergentes, sur l'emploi de l'armée à la conquête et à la colonisation de l'Afrique. Le général Duvivier y critiqua passionnément par exemple l'habitude, prise par Bugeaud, de faire servir les troupes françaises à l'établissement des routes et au défrichement des terres.

Annales de colonisation algérienne.

Bulletin mensuel de colonisation française et étrangère, publié sous la direction de M. Hippolyte Peut, ancien directeur du journal *L'Afrique*.

La Revue commença à paraître en 1852 et s'arrêta en 1858. La collection complète comprend 14 volumes.

On y rencontre de nombreux renseignements sur le développement des centres de colonisation et souvent sur leurs origines.

Akhbar, journal algérien.

Un des plus anciens journaux de la colonie et assurément le plus lu et le plus estimé. En 1847, il avait déjà neuf années d'existence.

Les informations qu'il publiait lui étaient le plus souvent communiquées par l'administration algérienne ; de nombreux articles de fond étaient dus à la plume de fonctionnaires civils, dont l'anonymat ne trompait pas les contemporains.

On trouve dans ce journal, et des nouvelles intéressant la colonisation et le développement économique de la colonie, et les échos des discussions parlementaires et des polémiques de la presse parisienne.

En 1847, il paraissait trois fois par semaine, sur grand format.

L'Algérie Nouvelle, revue hebdomadaire, organe des intérêts algériens, se publiant à Alger.

Cette Revue, de création assez récente (elle fut fondée en 1896), a inséré des articles fort documentés sur les événements contemporains et sur l'histoire des premiers colons.

Elle avait pour directeur M. Edouard Cat, professeur à l'Ecole des Lettres d'Alger. Les nombreuses biographies qu'il a écrites sur les premiers colons de l'Algérie forment une collection de documents des plus utiles à consulter. La Revue a cessé de paraître.

Revue Africaine, publiée par la Société historique algérienne.

Aujourd'hui, chez Jourdan à Alger.

Cette Revue compte actuellement soixante années d'existence.

Bien qu'à certaines époques elle se soit occupée presque exclusivement d'archéologie et, à d'autres, d'études musulmanes, on rencontre dans l'ensemble des articles qu'il sera intéressant de consulter. Depuis plusieurs années, par suite d'une orientation nouvelle, elle publie des études fort importantes sur les premières années de la colonie.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

<i>La Colonisation militaire sous Bugeaud</i>	1
Les sources, 2. — Considérations générales sur la colonisation militaire, la Légion, 8. — Plan de l'ouvrage, 17.	

LIVRE I^{er}. — LES TENDANCES..... 27

CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'amour de l'agriculture</i>	30
--	----

Emploi de l'armée aux travaux publics, 32. — Emploi de l'armée aux cultures, 51. — Assistance prêtée par l'armée à la colonisation, 68.

CHAPITRE II. — <i>L'esprit militaire</i>	81
--	----

Le militaire chez Bugeaud, 82. — Pouvoirs dictatoriaux du Gouverneur, 92. — Précautions prises par Soult contre l'autoritarisme du Gouverneur, 100. — La colonisation et l'administration dans les territoires mixtes, 123.

LIVRE II. — LES TROIS PROJETS DE COLONIES MILITAIRES. 146

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Le premier projet (1841-1843)</i>	149
---	-----

Les origines du premier projet, 150. — La Légion, 157. — La Commission de colonisation, 167. — La polémique de presse de 1842-1843, 178.

CHAPITRE II. — <i>Le second projet (1844-1845)</i>	185
--	-----

Le projet élargi, 188. — Le contre-projet du Ministère, 199. — Conflit entre Soult et Bugeaud, 204. — Suite du conflit et ses conséquences, 213.

CHAPITRE III. — <i>Le troisième projet (1846-1847)</i>	225
--	-----

L'administration civile et l'administration militaire, 228. — Les camps agricoles, 241. — Le projet de loi, 257. — L'échec du projet, 262.

LIVRE III. — LES ESSAIS DE COLONISATION MILITAIRE..... 274

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Aïn-Fouka. Les mariages au tambour</i>	277 \
--	-------

Les soldats libérés, 277. — L'installation et l'organisation de la compagnie, 281. — Les mariages au tambour, 289. — Autres essais à Fouka, 296. — Les mariages et les familles dans les colonies militaires, 302.

CHAPITRE II. — <i>Beni Méred et Mahelma. La communauté de travail</i>	317
Création de Beni Méred et de Mahelma, 319. — La communauté de travail, 339. — Les autres projets de travail communautaire : Landmann, Czynski, Enfantin, 350. — L'Union Agricole d'Afrique, 375.	
CHAPITRE III. — <i>Emploi des condamnés militaires à la colonisation</i>	385
Les rapports du colonel Marengo, 390. — Guyot et Marengo, 411. — La Direction de la colonisation, 421. — Causes de l'échec, 431.	
CHAPITRE IV. — <i>La Trappe de Staouéli</i>	443
Les origines de la Trappe, 447. — L'acte de concession, 451. — Fondation du Monastère et de la Ferme, 460. — Grandeur et misère de la Trappe, 468.	
 LIVRE IV. — LA POLITIQUE INDIGÈNE ET LA COLONISATION ARABE.....	477
Le problème indigène dans les premières années, 479. — L'organisation des Arabes, 496. — La colonisation arabe, 509. — Les Bureaux arabes et la colonisation, 520.	
 LIVRE V. — LES SYSTÈMES OPPOSÉS.....	535
Système du comte Guyot, 538. — Système de Lamoricière, 561. — Système de Bedeau, 586.	
 CONCLUSIONS	607
 BIBLIOGRAPHIE	633

Vu, le 4 février 1916 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.



Imprimerie
Algérienne
30, r. Sadi-Carnot
Alger

